



VII^{ième} SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Hanoi (Vietnam)

DU 14 AU 16 NOVEMBRE

CAHIER DE PRESSE

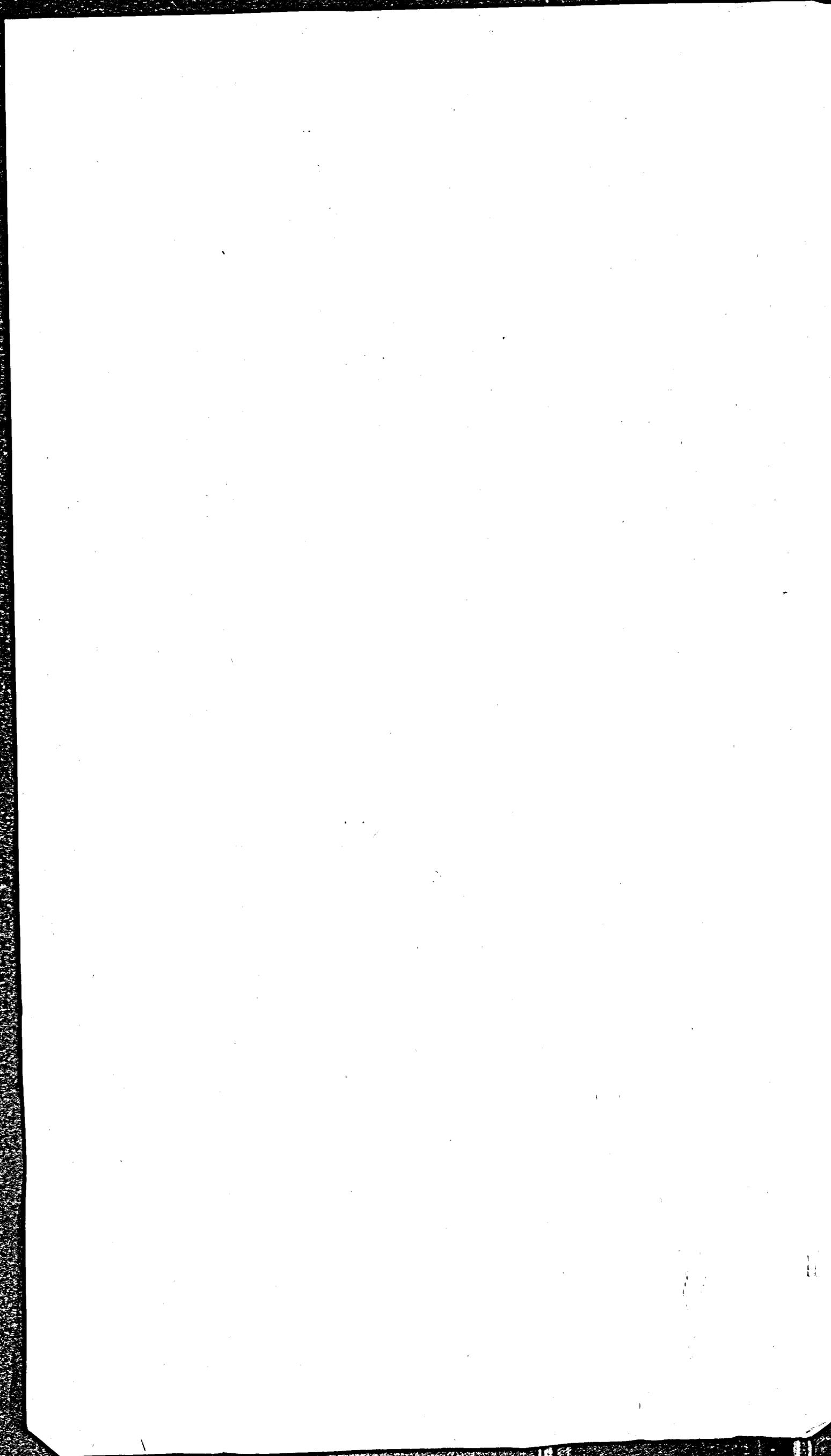


TABLE DES MATIÈRES

CAHIER DE PRESSE

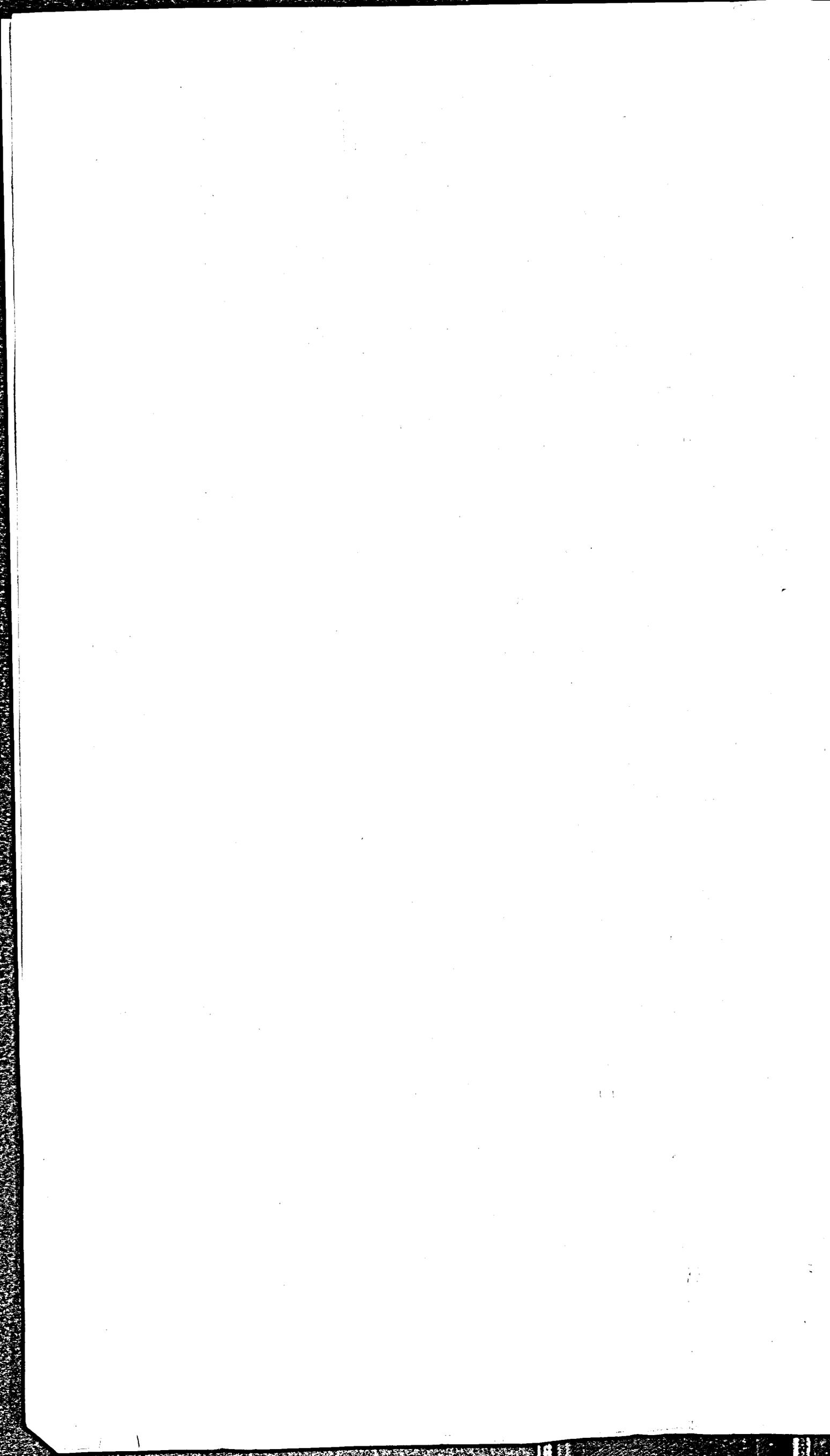
Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

AOUT
AUG 1 2001

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

62151840

I.	Période pré-Sommet	
	- septembre -octobre	
	- novembre	10
II.	Conférence ministérielle préparatoire au Sommet	
	Mardi le 11 novembre	48
	- presse canadienne	
	- presse vietnamienne	
	- presse étrangère française et autres	
	Mercredi le 12 novembre	71
	- presse canadienne	
	- presse vietnamienne	
	- presse française et autres	
III.	Période suivant la Conférence ministérielle	
	Jeudi le 13 novembre	113
	- presse canadienne	
	- presse vietnamienne	
	- presse française et autres	
IV.	Le SOMMET	
	Vendredi le 14 novembre	177
	- presse canadienne	
	- presse vietnamienne	
	- presse française et autres	
	Samedi le 15 novembre	242
	- presse canadienne	
	- presse vietnamienne	
	- presse française et autres	
	Dimanche le 16 novembre	281
	- presse canadienne	
	- presse vietnamienne	
	- presse française et autres	
V.	Période après-Sommet	305
	- presse canadienne	
	- presse vietnamienne	
	- presse française et autres	



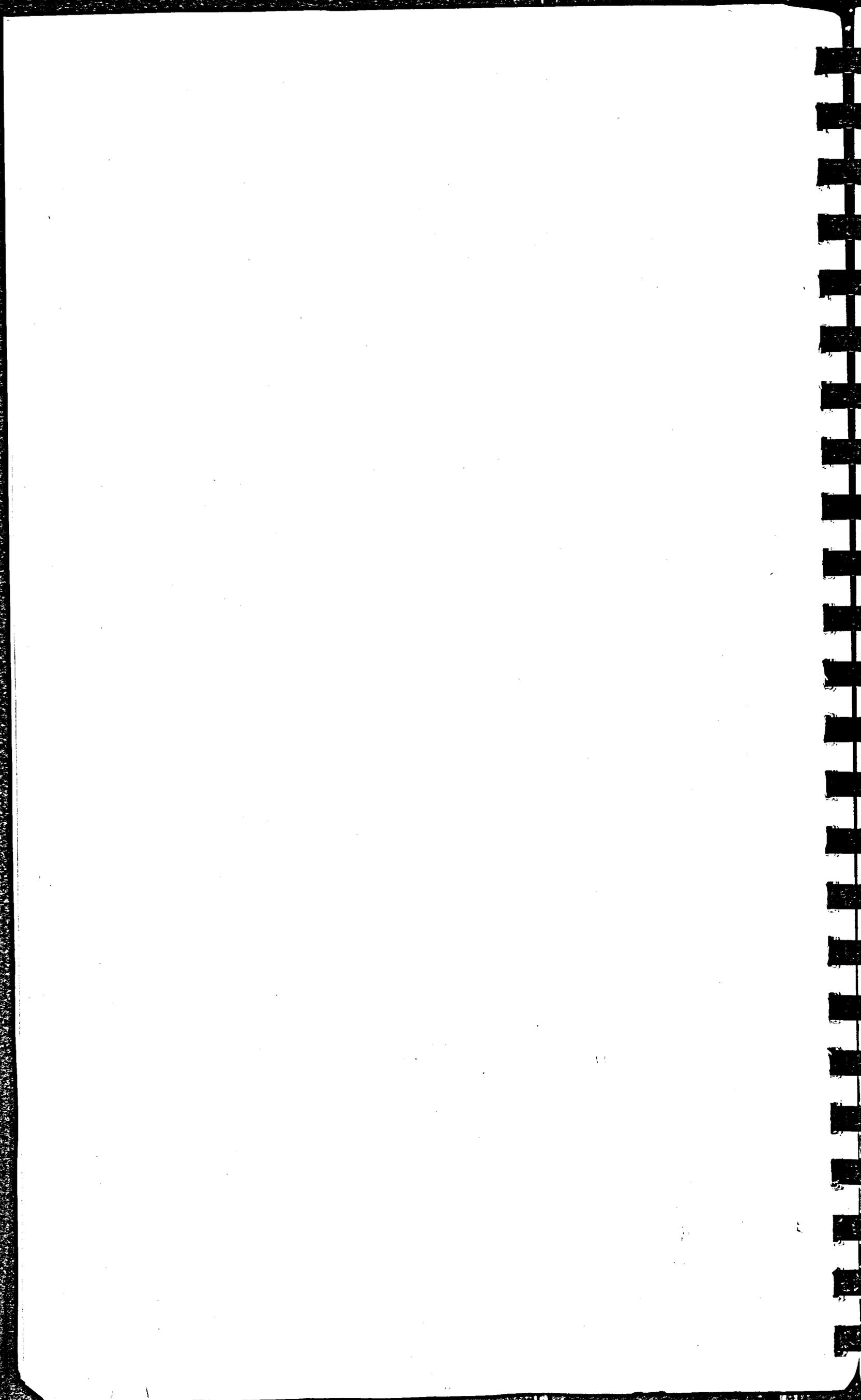
PÉRIODE PRÉ-SOMMET

SEPTEMBRE

AU

10 NOVEMBRE 1997

CAHIER DE PRESSE



BOUTROS BOUTROS-GHALI :

LA FRANCOPHONIE EST ESSENTIELLE À LA « CIVILISATION DE L'UNIVERSEL »

033

Vous avez posé votre candidature au secrétariat général de la Francophonie, poste qui sera créé au sommet des quarante-neuf pays utilisant le français, fixé à Hanoï, du 14 au 16 novembre...



Boutros Boutros-Ghali

Boutros Boutros-Ghali : Oui, le président Moubarak a envoyé une lettre personnelle à ce sujet aux chefs d'Etats et de gouvernements du groupe francophone, dont l'Egypte est un des membres fondateurs.

Comment voyez-vous concrètement la francophonie ?

Comme un groupement régional. Les Nations unies font de plus en plus appel, depuis quelques années, à ces organisations régionales, culturelles, économiques ou politiques. Cela correspond à une certaine décentralisation, mais aussi à une démocratisation des relations internationales. Je suis attiré par cette fonction pour sa nouveauté et la puissance créatrice qu'elle implique, notamment au plan politique. La défense de la langue française est vitale, bien sûr, mais il ne faut pas qu'elle traduise un repli sur soi ; elle doit devenir une défense de la diversité culturelle.

Le message de la Francophonie est aussi important pour les franco-

phones que pour les non-francophones. C'est surtout à ces derniers qu'il faut s'adresser, car il n'y a pas de démocratie sans diversité. Si tout le monde porte le même costume, parle la même langue, observe les mêmes traditions, nous risquons d'établir un régime global de type fasciste. Il ne s'agit donc pas seulement de promouvoir la démocratie à l'intérieur des Etats - comme l'avait voulu François Mitterrand au sommet de La Baule, en subordonnant l'aide aux pays africains à leurs efforts de démocratisation - mais de l'assurer à l'échelle internationale.

À l'ONU, certains vous ont considéré comme l'homme des Français...

... dans la mesure où j'ai utilisé la langue française qui, conformément à la Charte des Nations unies, est l'une des deux langues de travail, avec l'anglais ! J'ai tenu à maintenir un équilibre entre les deux. C'est toujours la même idée : si vous voulez donner aux Nations

unies une dimension universelle, vous devez institutionnaliser cette diversité. J'ai souvent prononcé mes discours en arabe, en français, en anglais, et j'ai défendu avec acharnement le plurilinguisme.

La Francophonie peut-elle être un facteur d'équilibre face à l'influence anglo-saxonne ?

Pas seulement la Francophonie, mais l'ensemble de groupements culturels régionaux : communauté européenne, communauté des anciens Etats de l'URSS, qui est en dernière analyse un groupe russo-phonie (groupements d'Etats lusophones, et arabophones...) Ma thèse de doctorat, déjà, était consacrée aux ententes régionales ! Je poursuis donc la même idée : si les régionalismes sont fermés, on risque de revenir à des rapports internationaux fondés sur l'équilibre des forces. Mais s'ils sont imbriqués les uns dans les autres, à l'image du Canada, par exemple, qui est membre du Commonwealth

et de la Francophonie, ou de certains Etats arabes, membres de la Ligue arabe et de la Francophonie, on peut déboucher sur la « civilisation de l'universel » dont parlait Teilhard de Chardin.

Avez-vous des raisons de détester les Etats-Unis ?

Jamais de la vie ! Je dois énormément aux Etats-Unis, à la culture américaine. J'ai entretenu d'excellents rapports avec cette grande puissance, malgré quelques désaccords avec certains de ses dirigeants. Je ne puis se plaindre de l'omnipotence américaine, mais il faut préciser qu'il existe une relation dialectique entre cette omnipotence et la résignation, ou l'indifférence - des autres. Les Etats-Unis ne veulent pas jouer leur rôle dans les relations internationales. Ils ont peur de la horreur du vide...

Propos recueillis par H. SHI-CHEUNG GIRAUD et PAULINE DE MÉRITEN (Extrait d'une interview publiée dans Le Figaro Magazine)

DELCAN HANOI

12/11 '97 10:03 FAX 84 4 8315620

LA GAZETTE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

DATE:

5er 1er 2028 - Oct 2018

LA GAZETTE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

DATE:

Septembre - Octobre

LES JOURNALISTES ACADIENS

La revue acadienne d'analyse politique Égalité (1) a consacré son dernier numéro aux « médias en Acadie ». Quatre journalistes, un professeur d'éthique, un jeune politologue et un ex-éditorialiste militant acadien de toujours y livrent témoignages, réflexions et analyses sur le défi que la société acadienne, par ses conditions de survie, pose quotidiennement à ses journalistes et médias.

En Acadie comme ailleurs dans le monde, il y a journalisme et journaliste. Quand on se trouve en situation précaire de minoritaire, celle que vit la population acadienne francophone du Nouveau-Brunswick, il s'avère difficile de ne pas confondre l'un avec l'autre. On veut de l'un comme de l'autre qu'il soit le soutien de la cause. « Dans le contexte social de l'Acadie, la presse quotidienne n'est pas seulement un appareil d'information. Les journaux sont aussi des institutions nationales. Mais leur fonction informative les place en position stratégique dans l'élaboration des définitions de l'acadianité » (2). Cela revient à dire qu'on n'est pas journaliste en Acadie comme on peut l'être en France, en Belgique ou ailleurs. En lisant les témoignages que livre le dernier numéro d'*Égalité*, on découvre qu'il y a entre les journalistes de l'Acadie et ceux d'ailleurs des lieux communs notamment avec ceux que le nationalisme, tôt ou tard, finit par envahir.

Il va sans dire que la notion de nationalisme varie d'un continent à l'autre et même d'un pays ou d'une province à l'autre. Serait-il superflu d'ajouter que, vu de l'extérieur, l'aspect de l'identité du journaliste acadien relativement à son nationalisme s'apparente probablement au sentiment d'identité des collègues suisses devant la question, par exemple, du secret bancaire, ou encore, à l'identité des collègues français ou belges devant la gauche ou la droite, ou encore, à celle des collègues africains devant la notion de démocratie qui est propre à eux seuls. Plus près de l'Acadie, il y a le

nationalisme québécois face au fédéralisme qui déchire également les collègues de la province voisine. C'est une réalité que québécois et acadiens partagent, mais chacun à sa façon.

UNE LUTTE CONSTANTE POUR LA SURVIVANCE FRANCOPHONE

D'un point de vue journalistique, c'est-à-dire d'un point de vue objectif (qui veut dire neutre), l'Acadie, ce n'est rien de plus qu'une agglomération relativement dispersée de personnes qui ont en commun un passé de déportés, un présent de minoritaires et un espace à promouvoir et à conserver. Reconnaître ce triple principe, c'est prendre conscience que vivre en Acadie et y œuvrer dans la vie publique, dans le journalisme notamment, c'est vivre dans une lutte constante pour la survivance culturelle et linguistique française (francophone) en terre d'Amérique. Chaque geste, qu'il soit personnel ou professionnel, ne peut être dissocié complètement de son identité culturelle et linguistique. L'analyse que nous offre *Égalité* fait justement la démonstration du défi que doivent relever les journalistes



acadiens ayant le souci de l'honnêteté et de l'objectif tel qu'imposé par une certaine éthique professionnelle nord-américaine. Dès le texte liminaire de l'ouvrage, Marc Bastarache, le coordonnateur de ce numéro thématique et président de l'Association acadienne des journalistes, pose le problème de façon on ne peut plus précise : « Dans l'Acadie des maritimes, on s'attend généralement à ce que les médias et leurs journalis-

tes épousent « la grande cause française » au nom même de la survivance. Ce faisant, les journalistes ne deviennent-ils pas les complices des élites, les « propagandistes » d'un discours institutionnel? » (3).

Comment dissocier son attachement socioculturel de sa responsabilité professionnelle? Comment prendre ses distances vis-à-vis de l'élite sans laquelle l'acadianité n'existerait pas? Comment concilier esprit critique et engagement personnel envers la « cause française? ». L'esprit même que la démocratie canadienne et nord-américaine commande à l'intelligence journalistique. La « cause », c'est elle qui anime les sentiments de l'identité personnelle et collective des acadiens et des acadiennes pour les immuniser contre le mal de l'anglicisation et de l'américanisation.

Ce numéro de la revue acadienne pose la question sous différents aspects comme jamais auparavant on aura pu le lire dans un même document. Le simple fait qu'on se pose aussi sérieusement des questions démontre que le malaise n'est pas négligeable. S'il faut reconnaître que « les journalistes acadiens accordent une préférence marquée pour les sujets francophones de partout » (4) ou dit autrement, « les médias francophones s'attendent naturellement à ce que l'attention de leurs journalistes soit vivement tournée vers les questions qui intéressent la population francophone » (5), il faut se rappeler par contre qu'il y en a, tel que le professeur Thierry Watine, pour souligner que « la plupart des médias communautaires ne véhiculent pas l'idéologie des élites locales et sont exempts de leur infiltration » (6).

UN DÉBAT LOIN D'ÊTRE CLOS

De là à supposer le contraire pour les deux grands médias du milieu que sont la Société Radio-Canada (radio et télévision d'état) et le seul quotidien acadien *L'Acadie nouvelle*, lesquels ne sont pas considérés comme des médias communautaires, il n'y a qu'un pas. Sur cet aspect de la question d'objectivité des médias acadiens, le document démontre qu'il n'y a pas unanimité chez les analystes. Contrairement au professeur Watine, le président de l'Association acadienne des journalistes maintient un autre point de vue. Il y écrit justement que « l'élite acadienne compose des élites nationalistes



traditionnels ou religieux, ceux-là même qui ont été à l'origine de la venue de la Société Radio-Canada aux Maritimes, ne pourra pas compter sur le service des nouvelles de Radio-Canada pour faire avancer sa cause de façon systématique »⁽⁷⁾. Ce qui prouve que le débat est loin d'être clos sur le rôle des médias en Acadie.

« UN GESTE MILITANT »

Précisons que les journalistes acadiens tiennent régulièrement des colloques sur le sujet. De même que les collègues québécois sur leurs propres sentiments d'appartenance. Alors que, assez curieusement, les collègues du Canada anglais ne semblent aucunement préoccupés par une question de ce genre. Certainement pas avec autant d'acuité que chez les franco-canadiens. N'est-ce pas là le privilège de la majorité comparativement au sort de la minorité.

La preuve que le statut de journaliste en milieu dit culturellement et linguistiquement minoritaire est particulier comme le démontre le dernier numéro d'*Égalité*.

Faut-il souligner que lorsque les journalistes acadiens font l'exercice de se remettre en question, ils ne parlent pas que de l'identité acadienne. Par exemple, Jean-Marie Nadeau ne se gêne pas pour fustiger ses contemporains qui selon lui ne connaissent tout simplement rien au dossier de l'exploitation des ressources halieutiques, un des piliers de l'économie du milieu.

« Quand va-t-on dénoncer l'incompétence et l'irresponsabilité sociale et économique de plusieurs dirigeants de cette industrie et des autorités gouvernementales? Il me semble que la farce a assez duré »⁽⁸⁾.

Evidemment, tout n'y est pas écrit sur les médias en Acadie. Il y en a cependant suffisamment pour comprendre que les journalistes acadiens ne sont pas insensibles à leur code d'éthique. Mais, rappelons-le, comme l'affirme le même Jean-Marie Nadeau : « Un journaliste acadien qui décide de faire son métier en français en Amérique du Nord accomplit en partant un geste militant »⁽⁹⁾.

Pour tout résumer, le prochain colloque professionnel que l'Association acadienne des journalistes compte tenir en novembre en a pour plusieurs bonnes heures de réflexions. Il y a également de quoi piquer la curiosité des collègues de l'extérieur qui désireraient en connaître davantage sur les médias en Acadie.

De l'Acadie d'où vient la candidature du Sommet de la francophonie de 1999.

Sous ce dernier aspect, je m'en voudrais de ne pas souligner la brique de 909 pages publiée il y a trois ans et qui fait toujours office de bible sur l'entité acadienne : *L'Acadie des maritimes*⁽¹⁰⁾. On y décrit tous les aspects de l'acadianité et de l'acadianisation, des débuts du XVI^e siècle à nos jours.

En commençant par l'origine du nom même d'Acadie, lequel remonterait à l'époque de l'explorateur italien Giovanni da Verrazzano. La section consacrée aux « médias en Acadie », préparé par l'historien Gérard Beaulieu de l'Université de Moncton, ne manquera pas de donner une vue d'ensemble qu'un document thématique, si intéressant soit-il, ne peut réussir à rendre.

BENOÎT DUGUAY

journaliste, vice-président de l'UDPLF pour l'Amérique

(1) Revue acadienne d'analyse politique, printemps-automne 1996, numéro 39 et 40. C. P. 27050, Dieppe, N.-B., Canada. E1A 6V3.

(2) Marc Johnson cité par Jean-Pierre Caissie : *Survival de deux thèses de doctorat sur les médias en Acadie*, p. 42.

(3) Marc Bastarache : *Liminaire*, p. 8.

(4) T. Wainne cité par Jean-Pierre Caissie, Id. p. 43.

(5) Eldred Savoye : *Journalisme et institutions politiques au Nouveau-Brunswick*, p. 67.

(6) T. Wainne cité par Jean-Pierre Caissie, Id. p. 44.

(7) Marc Bastarache : *Radio-Canada : Un média privilégié?* p. 55.

(8) J.-M. Nadeau : *Journalisme et militantisme*, p. 88.

(9) J.-M. Nadeau, Id. p. 82.

(10) Chaires d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993, p. 505.

LA GAZETTE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

DATE:

Septembre - Octobre

A quelques semaines d'intervalle, la Francophonie et le Commonwealth vont réunir leurs instances dirigeantes suprêmes - celle-ci, début novembre à Hanoï,



Charles Hargrove

ce qui est une première, et symbolise la reconquête du français dans le Sud-Est asiatique en général et dans l'ex-Indochine en particulier; celui-là

à Édimbourg du 24 au 27 octobre. En ce qui concerne le Commonwealth, la réunion sera de routine. Il n'y a pas de crise, de nouveaux membres à admettre ou d'anciens à suspendre - comme ce fut le cas du Nigeria au Sommet d'Auckland, en Nouvelle Zélande en 1995, pour atteinte flagrante aux droits de l'homme, à la suite de l'exécution par le régime militaire de l'opposant et écrivain Ken Saro-Wiwa.

À Auckland, le Commonwealth avait donné trois ans à la dictature d'Abasha pour rétablir la démocratie dans son pays, sous peine d'exclusion définitive. Le délai n'est pas encore écoulé. Mais les pays membres se congratuleront sur les progrès en leur sein de la liberté politique - pas tout à fait à l'occidentale, tant s'en faut! Depuis le Sommet de Harare en 1991 et la « Déclaration » du même nom, assortie de certaines sanctions dont, pour la première fois, la suspension des récalcitrants, le nombre de dictatures militaires ou de régimes à parti unique a été réduit de neuf à deux, l'autre étant la Sierra Leone.

Le gouvernement travailliste (si peu) de Tony Blair se propose de moraliser les relations internationales de la Grande-Bretagne. Il veut réduire ou annuler la dette des pays les plus pauvres envers

elle, et veiller à ce que les crédits à l'exportation ne confortent que des dépenses productives.

Il n'en est pas de même de la Francophonie, pour laquelle le Sommet d'Hanoï va marquer un nouveau départ, et ouvrir de nouvelles perspectives de coopération à travers une organisation plus structurée et donc plus efficace avec son homologue britannique (bien qu'il ne le soit plus depuis 1947). Et si tout se passe comme prévu, l'avènement de ce « Commonwealth à la française », dont les pères spirituels de la Francophonie, Houphouët-Boigny en tête, avaient rêvé dans les années soixante.

En effet, Hanoï doit voir la création d'un Secrétariat général de la Francophonie, à l'instar de celui de Londres, dirigé par un secrétaire général sous le contrôle duquel seront placés les organismes pléthoriques de la Francophonie, au premier rang desquels l'Agence de la Francophonie (ACCT), le bras opérationnel des « sommets ». Qui plus est, les pays membres sont décidés à doter le nouveau poste d'une personnalité de premier plan, qui lui donnera une véritable crédibilité et une incontestable dimension politique. D'autant plus que la nomination de Boutros Boutros-Ghali, l'ancien secrétaire général de l'ONU, ne fait pas l'ombre d'un doute. Il en aura certainement davantage que le secrétaire général du Commonwealth, le chef Emeka Anyaoku, du Nigeria, qui est plus l'exécutant des volontés de celui-ci, son ambassadeur permanent à Londres et un médiateur auprès de ses membres, qu'une personnalité politique de premier plan.

DEUX ORGANISATIONS FONDAMENTALEMENT DIFFÉRENTES

Si, dans le cadre du Commonwealth, il est une personnalité avec un prestige et une influence comparables à ceux qu'aura inmanquablement Boutros-Ghali, c'est bien la reine

par Charles HARGROVE (*)

FRANCOPHONIE ET COMMONWEALTH

Elizabeth II. Elle n'est pas le « club », comme on l'appelle si souvent même outre-Manche, mais le « symbole de l'association libre d'Etats membres », comme le veut la définition officielle. Par définition aussi, son rôle n'est pas politique ; mais son influence en coulisses est considérable, comme cela a été démontré de façon éclatante au Sommet de Lusaka en 1979, où le Commonwealth faillit se défaire sur la question de l'apartheid.

Les différences fondamentales entre la Francophonie et le Commonwealth, qui tiennent autant de l'histoire que de la psychologie des deux nations ex-colonisatrices, de leur philosophie, de leurs structures et de leurs objectifs, paraissent à première vue exclure toute possibilité de véritable coopération autre que de façade.

RÉPONDRE À UN BESOIN RÉEL

Le Commonwealth est l'illogisme anglo-saxon à l'état pur. Des monarchies – il y en a 16 sur 53 qui reconnaissent Elizabeth II comme leur souveraine légitime – y cohabitent avec des républiques. C'est la Couronne britannique qui en est le ciment efficace, et c'est son action qui lui a permis de surmonter les crises les plus graves. Le roi George VI disait que cette association de nations libres et souveraines lui faisait penser à un homme qui, voyant une girafe pour la première fois, s'était exclamé qu'un tel animal ne pouvait exister... !

D'autre part, on ne peut pas dire que la Francophonie soit un exemple convainquant de cartésianisme institutionnel. Elle regroupe une quinzaine d'organismes aux compétences plus ou moins bien définies qui s'enchèventent et se chevauchent. On devrait pouvoir compter sur le nouveau secrétaire général pour y mettre bon ordre – à terme. Mais cette organisation est essentiellement française, une association de pays « qui ont le français en partage ». Son principe fédérateur, si l'on peut dire, est la

langue, porteuse d'une civilisation et de certaines valeurs. Alors que le Commonwealth est un club d'un nouveau style (même pour le Royaume-Uni), sans constitution, sans règles, sans votes et sans procédure d'exclusion, regroupant des pays qui ont en commun le fait d'avoir appartenu à l'Empire britannique, donc de parler anglais – plus ou moins correctement, et de préserver certains us et certaines valeurs anglo-saxonnes – plus ou moins fidèlement.

De ce fait même, la Francophonie a un caractère plus hétérogène, plus dispersé, et donc plus difficile à conduire puisqu'elle existe par et pour la langue française, ce qui requiert des structures et une organisation moins pragmatique, et un *leadership* effectif de la France, que ses membres sont les premiers à souhaiter.

Alors que l'existence du Commonwealth (ou son antécédent impérial, dans le cas des anciennes colonies d'Amérique) assure la pérennité et la diffusion de l'anglais dans le monde.

Mais la Francophonie demeure un instrument de l'influence politique, économique et culturelle de la France, surtout en Afrique, bien davantage que le Commonwealth ne l'est de la Grande Bretagne. Celle-ci n'en est même pas (ou plus) le *primus inter pares* (quoiqu'un peu plus égale que les autres, comme le veut l'aphorisme anglais !).

APPELÉS À TRAVAILLER ENSEMBLE

Malgré toutes leurs différences, ce que les deux ont en commun c'est non seulement d'avoir perduré pendant plusieurs décennies tout en s'adaptant et se transformant, mais aussi de continuer à exercer une attraction et à répondre à un besoin réel dans un monde de plus en plus « globalisé » et déstructuré. Comment expliquer autrement que, sitôt l'apartheid supprimé en Afrique du Sud, ce pays qui avait quitté le Commonwealth en 1960 lorsqu'il y fut instauré, ait demandé et obtenu sa réintégration ? Ou que de 41 pays membres en 1986, la Francophonie en compte 49 aujourd'hui, dont six pays du Commonwealth, et que le Mozambique, l'Arménie et Israël frappent à sa porte... Le Commonwealth, lui, a des contours bien définis, et ne peut guère s'élargir davantage, sauf à recruter quelques poussières d'îles de la Couronne.

Dotée, à partir du Sommet d'Hanoï « d'un visage et d'une voix » qui feront autorité dans le monde, en banissant définitivement des antagonismes ou des rivalités linguistiques d'un autre âge, la Francophonie est appelée à travailler avec le Commonwealth pour défendre l'identité des deux langues et des deux cultures qui en demeurent le ciment essentiel – comme le font déjà d'ailleurs la France et la Grande-Bretagne au sein de l'Union européenne et des ACP.

Il n'est plus question de guerre du français aux abois contre l'anglais triomphant ; mais, comme l'a dit le président Chirac, d'un « refus de l'uniformité linguistique et culturelle véhiculée par l'anglais » – ou, pour être plus précis, par l'anglo-américain.

Et de « s'opposer frontalement à une idéologie libérale mondialiste et nivelante, qui prend appui sur un vaste mouvement de dérégulation dans le domaine des télécommunications », comme le souligne de son côté le professeur Barrat, ancien secrétaire général de l'OFQI.

REDONNER DU POIDS À LA FRANCOPHONIE

Le français doit se « vendre » de par le monde en tant qu'atout supplémentaire pour le pays qui le cultive et le pratique, à côté de l'anglais, non seulement sur le plan culturel mais aussi économique et politique.

C'est la raison qui fait que le Canada a adhéré à la Francophonie, pour marquer sa différence d'avec son puissant voisin américain. Pourquoi, une fois installé, le nouveau secrétaire général de la Francophonie n'organiserait-il pas avec son collègue du Commonwealth un échange de représentants permanents, pour coordonner leur action, particulièrement en Afrique, en matière de développement, de défense des libertés démocratiques et de prévention des conflits, en accord avec l'OUA ou l'ONU ? Encore faudrait-il que le gouvernement, les milieux d'affaires et l'opinion française soient davantage convaincus des mérites et de l'utilité de la Francophonie, et prêts à faire les efforts nécessaires pour la promouvoir concrètement.

Leurs homologues anglais ont un peu le même problème en ce qui concerne le Commonwealth, qu'ils ont tendance à considérer comme une survivance dispendieuse du passé, ou comme un « joujou » de la Reine !

Depuis le changement de gouvernement à Paris, il n'y a plus de ministre ou de secrétaire d'Etat chargé de la Francophonie. Qui s'occupe maintenant de celle-ci, sinon les hauts fonctionnaires de la Coopération ou des Affaires étrangères ? Et à la veille du Sommet de Hanoi, peut-on dire qu'elle a encore sa spécificité dans l'action gouvernementale ? Le fait est qu'elle n'a plus le poids politique que lui donnaient ceux qui pensaient qu'elle était un élément fondamental du rayonnement de la France dans le monde.

Si Hanoi doit être autre chose qu'un simple exercice de style, il faut redonner son poids à la Francophonie.

Il ne suffit pas de nommer un secrétaire général. Il faut qu'il ait une véritable mission.

Quant aux Britanniques, leur tâche est différente mais devrait être inspirée par le même souci, celui de s'appliquer d'urgence à défendre l'intégrité de la langue de Shakespeare contre les effets délétères de son universalité.

(*) Charles Hargrove, membre correspondant de l'Institut, est l'ancien correspondant en chef pour la France du *Times* de Londres

LA GAZETTE DE LA PRESSE FRANCOPHONE

DATE: *Septembre - Octobre*

En cette fin de siècle, le monde se recompose sous l'effet conjugué de l'intégration croissante des marchés, des biens et des services, de l'effondrement des anciens systèmes socialistes, du développement de nouvelles technologies de l'information, de l'apparition de nouveaux pôles régionaux de croissance.



Steve Gentili

Le changement est tel qu'on peut parler d'une troisième révolution industrielle.

Qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, le fait est que l'économie tient une place prépondérante dans la restructuration de notre planète. Les symboles de puissance traditionnels, et même une certaine conception de l'homme propre à nos civilisations, s'effacent de plus en plus devant la force de l'économie.

Toute stratégie qui tendrait à sous-estimer la portée de ce phénomène est donc vouée à l'échec. Pire encore, ceux qui adopteraient une telle démarche se condamneraient à ne mener que des combats d'arrière-garde qui finalement se solderaient par une marginalisation inéluctable. La mondialisation, ou plutôt l'américanisation qui reflète davantage la portée idéologique de ce que le terme de mondialisation ne fait que constater, est un défi qu'il convient de relever.

En effet, il ne s'agit pas de se lamenter ni de se demander comment arrêter le cours des choses. Il s'agit, au contraire, de s'adapter, d'entrer résolument dans le combat pour que l'avenir ne se bâtisse pas

sans nous: pour que nos valeurs ne disparaissent pas; pour que la prise en compte de nos intérêts vitaux ne soit pas ignorée et absente des perspectives de l'économie mondiale au vingt-et-unième siècle.

C'est dire que la Francophonie ne peut minorer la réalité économique et qu'elle ne doit en aucun cas désertier ce champ de bataille. Culturelle, humaine, politique, la Francophonie doit aussi être économique. Ce troisième volet qui est le plus récent de la société francophone internationale, est aujourd'hui le plus essentiel si nous voulons que l'ensemble francophone compte dans le paysage planétaire de demain.

LA RÉALITÉ INDÉNIABLE
DE L'ESPACE ÉCONOMIQUE
FRANCOPHONE

Si le rôle du politique, c'est à dire de la volonté des hommes, demeure primordial puisqu'il donne, en fin de compte, les grandes impulsions, l'organisation de l'espace économique francophone doit être l'une des priorités de nos dirigeants, lesquels ne doivent pas s'enfermer dans l'idée que le seul espace d'action utile se situe dans un triangle Bonn, Bruxelles, Strasbourg.

Ainsi, la Francophonie ne peut être un cercle frileux, une sorte de forteresse assiégée bientôt réduite à voir défiler sous ses yeux le grand train de l'Histoire.

Elle ne peut être un lieu de palabres se contentant de proclamer périodiquement des résolutions de principe. Elle doit épouser le mouvement. Elle doit être une idée d'avenir et pour cela s'en donner les moyens en renforçant son volet économique qui complète d'ailleurs tout naturellement ses volets culturel et politique.

En effet, comment serait-il possible d'ignorer la marche du siècle en ne tirant pas le meilleur profit de la

UN NOUVEL AXE ÉCONOMIQUE

LA FRANCOPHONIE :

réalité et des potentialités que représente la communauté francophone en matière économique ?

La réalité de l'espace économique francophone est indéniable : une cinquantaine d'États ou de communautés répartis sur les cinq continents, près de 600 millions d'homme, un PNB annuel de 2 500 milliards de dollars (soit le tiers des deux grands pôles régionaux que sont l'espace économique européen et l'Alena) 12 % de la production mondiale et 18 % des échanges commerciaux internationaux. Nécessaire locomotive de la Francophonie, la France est la quatrième puissance économique mondiale, membre du G7 avec le Canada.

Les potentialités sont également très significatives. L'espace économique francophone affiche un profil très exportateur, avec de nombreux pays au fort taux de croissance. Il est marqué par la complémentarité de ses membres (des pays très riches à des pays très pauvres en passant par des pays en pleine développement) et des possibilités intéressantes en matière de partenariat et d'investissements.

Par ailleurs, son éclatement sur tous les coins du globe confère à cet espace une présence maximale et il dispose de ce fait de nombreuses têtes de pont qu'il n'appartient qu'à lui de savoir utiliser. Le Liban vers le Machreck, Djibouti vers la mer Rouge, l'Indochine vers le reste de l'Asie, La Caraïbe vers l'Amérique latine, les pays africains francophones vers tout le continent africain.

DES ÉTATS ÉPARPILLÉS

Mais cette réalité et ces potentialités doivent mieux être exploitées.

Il faut d'abord que la Francophonie s'affirme dans les grands organismes commerciaux et financiers internationaux où elle doit à

la fois défendre sa place et ses intérêts. Par exemple, il n'est pas normal que la Francophonie compte pratiquement pour rien, en tant que telle, dans le conseil d'administration du Fonds monétaire international (F.M.I.) ou - si la France est avec les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et le Royaume-Uni, l'un des cinq administrateurs individuels, tous les autres États francophones sont éparpillés dans des groupes dont la composition reste sujette à caution alors même que la réforme de structure du F.M.I. risque d'avoir pour conséquence de ne plus permettre aux pays africains francophones de figurer un jour au conseil d'administration. On pourrait également s'interroger sur le faible nombre des fonctionnaires francophones dans des instances comme l'O.M.C., la Banque mondiale, le P.N.U.D. ou le F.M.I.

AFFIRMER LE DROIT À LA DIVERSITÉ

Il faut également que la Francophonie tisse les réseaux de coopération, d'échange, de partenariat et d'investissements qui lui permettront réellement de peser. Cela implique, d'une part, de renforcer le mouvement entre les pays francophones, en créant, quand c'est possible, une sorte de préférence francophone, et, d'autre part, de mettre l'accent sur la formation des ressortissants des pays francophones aux techniques modernes en matière de commerce, de finances, de gestion, de négociation à haut niveau dans les instances internationales.

Il convient enfin de créer un climat d'affaires francophones en sensibilisant les hommes d'affaires, en développant l'image des produits francophones et en favorisant les contacts et les projets communs. Tous ces objectifs sont du ressort du Forum Francophone des Affaires

(F.F.A.) fort de quarante deux comités nationaux et interlocuteur privilégié des dirigeants, des chambres de commerce et des regroupements patronaux. A titre d'exemples, mais qui démontrent bien la portée de l'action entreprise, je rappellerai que le F.F.A. a particulièrement étudié les moyens d'une coopération renforcée et plus efficace en matière d'aide publique au développement, lors des Assises annuelles de la francophonie économique, tenues dans la région autonome de la vallée d'Aoste.

Afin de promouvoir l'image de la Francophonie économique, le F.F.A. a créé, en 1997, le Prix de la Francophonie économique. Il a développé un programme de stages en entreprises et de formation au profit des jeunes francophones. Le 6 octobre, le Forum francophone des affaires a réuni à Ho Chi Minh Ville un colloque international sur le thème « transfert de technologies et partenariat en présence de plus de mille chefs d'entreprise ».

Par ailleurs, soucieux de créer une synergie dans tous les champs d'activité, le F.F.A. a signé de nombreuses conventions de travail avec des organismes aussi variés que l'Unesco, l'Onudi, la Datar, l'Aupelf-Uref, l'Union internationale des journalistes de langue française...

Il ne faut pas en douter, la Francophonie économique est en première ligne dans le grand enjeu francophone qui consiste à démontrer une capacité à penser le futur, affirmer le droit à la diversité et au respect de l'identité des cultures et des peuples et véhiculer, dans tous les domaines, une pensée originale face à la pensée unique anglo-saxonne.

STEVE GENTILI

Président du Forum francophone des affaires

Francophonie et crise de l'enseignement (17)

par Henri Konan Bédié

DANS la perspective du prochain sommet de la francophonie - le septième du nom -, qui se tiendra à Hanoï à la mi-novembre, j'entends ici ou là les commentaires désabusés de ceux qui pensent qu'une telle rencontre s'apparente davantage à une grand-messe sans lendemain qu'à un forum vraiment utile pour l'avenir des quarante-sept pays qui ont en commun l'usage de la langue française. Je voudrais leur répondre en insistant sur les enjeux cruciaux de la francophonie, à un moment où certains considèrent comme inéluctable le recul du français.

On sait à quel point la langue est à la fois un enjeu culturel, politique mais aussi économique. Que la majeure partie des travaux scientifiques soient aujourd'hui diffusés en langue anglaise n'est évidemment pas neutre. Outre l'aspect hégémonique, contestable et regrettable en soi, cette évolution présente un risque réel d'appauvrissement de la pensée et des processus de découverte. Que le réseau Internet utilise aussi l'anglais comme langue de travail est également très lourd de conséquences... Ces deux exemples, parmi tant d'autres, montrent à quel point la langue est un outil puissant au service de l'influence culturelle et économique.

Cependant, la condition première d'une francophonie vivante et en expansion est l'existence d'un système éducatif performant. Or force est de constater qu'aujourd'hui les pays francophones sont, dans leur grande majorité, touchés par une grave crise de l'école. Ce constat vaut aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement, comme si la question de l'enseignement avait une dimension universelle.

Facteur aggravant pour les pays en développement : leur démographie très dynamique, qui rend encore plus difficile à résoudre la crise de l'enseignement. En Côte-d'Ivoire, 57 % de la population est âgée de moins de vingt ans. Tous les dix ans, le nombre d'enfants scolarisés double. Les enseignants doivent faire face à des classes surpeuplées, ce qui entraîne dans certains cas une démotivation qui fragilise le système éducatif. Ces difficultés doivent être prises en compte à plusieurs niveaux.

Le premier est le niveau étatique. Chaque pays doit évidemment affronter ces situations difficiles, sans différer les efforts consentis, tant l'enjeu est crucial. Ainsi, pour la Côte-d'Ivoire, le budget de l'enseignement est aujourd'hui (hormis l'amortissement de la dette) le premier budget de la nation (plus de 40 %).

Notre action, qui doit faire rimer modernisation et responsabilisation, est multiple : reconstitution de la carte de nos enseignements universitaires ; développement de la formation continue ; responsabilisation de l'échelon régional en lui conférant des prérogatives dans le domaine de la formation et de la qualification ; développement des prêts-études obligatoirement remboursables, afin de responsabiliser les étudiants. La priorité : professionnaliser nos filières, c'est-à-dire former et qualifier des jeunes sur des projets professionnels utiles à leur intégration sociale, des projets qui favorisent l'initiative et la responsabilité pour déboucher sur une grande autonomie personnelle et des possibilités d'auto-emploi. Nos propositions de formation doivent s'appuyer davantage sur les capacités naturelles de nos pays à créer en entreprenant, sur le marché du travail des micro-projets.

En dehors de l'action primordiale de chacun des Etats, le deuxième niveau d'action concerne les relations entre la France et les pays francophones. Aujourd'hui, très nombreux sont les outils dont l'action fait chaque jour progresser la cause de la francophonie. Mais on sait aussi que le nombre d'étudiants africains en France est en diminution (soixante-dix mille en 1995, comparé à soixante-treize mille en 1994), tendance préoccupante qui ne peut que déboucher sur une

perte de vivacité de la francophonie. C'est pourquoi la récente déclaration de Jacques Chirac, lors de la conférence des ambassadeurs, affirmant la nécessité d'un assouplissement de la politique des visas est d'excellent augure.

De même, les différentes mesures proposées par le rapport Weil nous semblent aller dans le bon sens, qu'il s'agisse de « faciliter l'entrée des catégories d'étrangers utiles à l'économie et au rayonnement de la France (étudiants, chercheurs, investisseurs) », de promouvoir l'offre française de formation à l'extérieur de l'Hexagone ou d'ouvrir plus largement le concours de l'agrégation aux étudiants étrangers. Il est vital pour la francophonie de bénéficier d'un second souffle qui nécessite un renforcement des échanges entre la France et l'ensemble du monde francophone.

Le troisième niveau d'intervention concerne l'action commune de tous les membres de la francophonie. La question des moyens financiers est évidemment la condition de tout. Il importe plus que jamais qu'une partie croissante de l'aide au développement soit consacrée aux dépenses d'éducation.

Pourquoi ne pas mettre en place un programme d'échanges d'étudiants à l'échelle de tous les pays francophones ?

Mais la promotion de la francophonie n'implique pas seulement des moyens budgétaires : elle doit savoir mettre en synergie, j'ose-rais dire en convivialité agissante (en les multipliant), les échanges, les contacts, les transferts de savoir-faire si indispensables à notre développement.

Dans cet esprit, pourquoi ne pas faire également preuve d'initiative et de créativité, afin de rendre chaque jour le monde francophone plus vivant : ne pourrait-on pas décider la mise en réseau de l'ensemble des universités de l'Afrique francophone, afin de promouvoir les échanges de travaux et d'expérience ? Pour stimuler l'émulation, ne pourrait-on pas créer un prix de l'Afrique francophone, décerné chaque année à un jeune chercheur dans les différentes disciplines (sciences exactes et sciences sociales), sélectionné par un jury également francophone ?

Et - j'insiste sur cette dernière proposition - pourquoi ne pas mettre en place un programme d'échanges d'étudiants à l'échelle de tous les pays francophones ? Chaque pays adhérant à ce programme serait chargé annuellement d'accueillir, dans le cadre des universités ou grandes écoles, un certain nombre d'étudiants (par exemple dix de chaque pays francophone) pour travailler sur un ou plusieurs grands projets rattachés à la promotion de la francophonie (création de CD-Rom en français, mise en place de serveurs francophones, projets humanitaires, éducatifs, culturels...).

Ces quelques idées pourraient contribuer à rendre toujours plus entreprenante la grande famille francophone, tout en abordant le prochain millénaire sous le signe de la priorité absolue : l'éducation pour tous. Car, en s'inspirant de Malraux, on pourrait avancer que le XXI^e siècle sera celui de la connaissance, de l'intelligence technique et scientifique, de l'humanisme revivifié aux sources de nos différences, des cultures du monde entier et de leur rencontre féconde, ou ne sera pas...

Henri Konan Bédié est président de la République de Côte-d'Ivoire.

Le Sommet de Hanoï : La notion de Francophonie politique; La Francophonie est politique depuis ses origines et cette dimension a toujours été renforcée par les différents Sommets

le vendredi, novembre 7, 1997 page: A9

From Le Devoir

Secrétaire général de l'Agence de la Francophonie

Ambiguë, la notion de «Francophonie politique» soulève chez les États et gouvernements membres des appréciations contrastées: appui, scepticisme, rejet qui ne dit pas son nom. D'où l'intérêt et l'importance de l'initiative du Canada prévoyant une discussion entre les chefs d'État et de gouvernement réunis en Sommet à Hanoï le 14 novembre prochain, discussion visant à fixer les paramètres de la Francophonie politique, avant de l'affirmer d'une nouvelle manière.

Certaines dimensions du lien entre la Francophonie et la politique ne soulèvent aucune discussion d'appréciation ou d'interprétation: la nature politique de l'adhésion des États et gouvernements membres; la réalité et la nécessité de la politique francophone.

La nature politique de l'adhésion

La Francophonie est politique depuis ses origines. Elle a surgi du néant politique à Niamey en 1970 grâce à l'accord de vingt gouvernements, premiers signataires d'une convention et d'un traité international créant l'Agence de coopération culturelle et technique, devenue récemment Agence de la Francophonie. Depuis, trente gouvernements ont formellement adhéré à ces instruments internationaux.

Cette dimension politique a été renforcée, et substantiellement, par la convocation du premier Sommet francophone en 1985, et la réunion depuis, à six reprises, de «cette plus haute instance».

Hanoï doit consacrer la synthèse de ces deux démarches fondatrices, l'une née de l'initiative africaine, l'autre de la volonté française rendue possible par la conjoncture canado-qubécoise du temps.

La politique francophone

Depuis 27 années, la Conférence ministérielle responsable de la Francophonie, chargée d'en fixer les finalités concrètes et les ressources, et depuis dix ans les résolutions des Sommets, ont défini l'action commune des pays et gouvernements francophones, soit la politique francophone au plan mondial et au plan communautaire.

Au plan mondial, cette politique a permis notamment depuis 1990:

l'ouverture des bureaux de liaison de l'agence auprès des Nations unies à Genève et à New York, et auprès de l'Union européenne à Bruxelles;

la signature de treize ententes sur objectifs liant l'agence et autant d'organisations internationales, ententes rendues encore plus significatives grâce aux travaux en cours avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque mondiale. En date du 17 octobre dernier, un rapport du secrétaire général des Nations unies à l'Assemblée générale marque la dimension et la qualité des liens entre l'agence et l'ONU;

la présence concertée par l'agence des pays et gouvernements francophones aux six conférences mondiales qui ont marqué la présente décennie, présence concertée pour leur préparation et leur suivi.

Au plan communautaire, cette politique a permis notamment, depuis 1990:

la préparation par l'agence et la tenue de six conférences ministérielles spécialisées, et l'adoption d'un plan d'action par chacune d'elles;

le déploiement de programmes majeurs par l'agence dans les domaines visant le coeur de la politique:

soutien à l'État de droit par l'accompagnement des institutions démocratiques; soutien aux systèmes judiciaires par l'équipement des cours de justice, la formation des magistrats et la création d'une banque de données juridiques; soutien au processus électoral par l'appui aux instances nationales, et l'organisation d'observation des élections à plus de trente reprises; soutien au règlement des conflits et notamment au Niger, au Burundi et au Rwanda; soutien au ONG s'agissant de la défense des libertés publiques;

la mise en place de TV5, et le déploiement par l'AUPELF de la coopération interuniversitaire.

L'avenir

La synthèse attendue de Hanoï doit impérativement renforcer la politique de la Francophonie dans les domaines précédemment identifiés et aussi dans ceux qui, essentiels, la définissent et constituent l'acquis précieux de notre communauté et les programmes de l'agence:

développement des systèmes éducatifs en Afrique, marqués aujourd'hui par un déficit tragique;

consolidation de la politique culturelle de la Francophonie dont le Marché des arts du spectacle africain, le soutien à la plupart des grands festivals et l'appui à la production multimédia constituent des exemples probants. Cette consolidation appelle notamment l'adoption d'une convention intergouvernementale pour la culture assurant la libre circulation des créateurs et de leurs oeuvres. Ce projet a été abandonné pour l'essentiel dans la première étape de préparation du sommet. La Conférence ministérielle de la francophonie précédant le sommet doit le remettre à l'ordre du jour tant les obstacles à la libre circulation au sein de l'espace francophone constituent un objet de critique, voire d'opposition, à la Francophonie;

renovation des capacités de production et soutien à la production audiovisuelle et télévisuelle en Francophonie;

appropriation et utilisation des nouvelles technologies de l'information;

production scientifique en langue française;

soutien massif à l'enseignement du français hors et dans l'espace francophone, et notamment en Europe où notre langue commune est soumise à une dure compétition avec la langue allemande et la langue anglaise;

développement dans tous ces domaines de vraies tables de concertation francophones qu'aucune coopération bilatérale ne peut rassembler et que la Francophonie ne peut abandonner à d'autres.

Le contexte nouveau découlant de la globalisation, la remontée sur tout le continent africain de l'Afrique du Sud et la présence nouvelle de l'Amérique et de l'Asie en Afrique rendent encore plus impérieux ces objectifs.

Dans la compétition mondiale, la Francophonie convaincra davantage par ses actions que par ses déclarations. Une Francophonie politique appelle en priorité la consolidation de la politique de la Francophonie, un financement conséquent aussi compte tenu des nouvelles institutions, de l'adhésion de nouveaux membres et de l'importance des priorités déjà évoquées.

La Francophonie trouve et trouvera dans cette coopération de concertation et de terrain, dans ces alliances avec d'autres organisations l'indispensable adhésion, et notamment des plus jeunes générations. En la consolidant, on amenuisera les craintes de ceux qui voient poindre la machine à résolutions ou la mise en bataillon des francophones contre l'on ne sait quelle conjuration visant à liquider la diversité du monde ou encore la constitution d'un groupe des 77 bis. En la consolidant, on assurera l'avenir.

On le voit mieux, je l'espère, l'initiative canadienne est heureuse. Plus qu'heureuse, elle est indispensable. Elle est seule susceptible de lever bien des ambiguïtés sur la notion de Francophonie politique et d'en définir les paramètres. Elle pourrait en assurer le succès dans les années qui viennent.

- Roy, Jean-Louis

- END -

PM, Bouchard bury hatchet for Francophonie summit

Friday, November 7, 1997 page: A13

From Montreal Gazette - FINAL EDITION

Premier Lucien Bouchard, who this week expressed satisfaction to be "travelling as a Canadian" in China, should be equally happy when he reaches the summit of la Francophonie in Hanoi next week: he'll be seated at a desk clearly marked Canada-Quebec.

The meeting proves politics makes strange seatmates; in Bouchard's case, it will be Prime Minister Jean Chretien.

The two opposing heavyweight contenders in the battle over Quebec's future will spend next Friday through Sunday side by side, shoulder to shoulder, at the meeting of 49 countries.

At a background briefing yesterday, federal officials sought to discount speculation that Bouchard will use the conference to advance his cause of a sovereign Quebec - which he said he would during his recent visit to Paris.

A major separatist strategy is to lay the groundwork for Quebec to seek international recognition as a sovereign country after declaring independence unilaterally.

"From the Canadian perspective, we are not going to Hanoi for the purpose of fighting the Canadian battle," a federal official said yesterday.

"Canadian domestic issues, issues of separation, will not be the priority for the other 48 members there. They have enough problems of their own. They are not interested in any way in seeing the split-up of their individual countries. Their priorities are economic, networking, so it's not going to be a priority for them."

'Play by the rules'

Another official added: "Clearly for us the Quebec government has no mandate to promote the political option of his party. ... We hope the Quebec government will play by the rules that have been established."

But those rules on who can speak on what subject are for the conference itself, not for the shmoozing opportunities in the corridors beyond the formal agenda.

"The mere presence of a Quebec premier who will have a direct access to all the heads of state ... constitutes in itself an aspect that won't be forgotten by anybody," Bouchard said in Paris.

"We are not going there to have a fight with Mr. Bouchard," the federal official insisted yesterday.

Federal and Quebec bureaucrats have thoroughly discussed all the major issues before the Nov. 14-16 conference, the officials said. "There is agreement on all the main substantive issues - we are going off starting on the right foot."

The rules, as set out in an understanding between Ottawa and Quebec, include: "The prime minister of Canada will confidentially inform the premier of Quebec in advance of the positions he intends to adopt on the various items of the agenda," according to a federal background document.

"On questions regarding the world political situation, the premier of Quebec will be present as an interested observer," it says. "On questions regarding the world economic situation, the premier of Quebec will be able, following consultation and with the agreement of the prime minister of Canada, in a case-by-case basis, to intervene on matters of concern to Quebec."

Election of Secretary-General

Also attending will be New Brunswick's new premier, Ray Frenette. "Premier Frenette and Premier Bouchard are there as part of the general Canadian delegation. ... It is Canada alone which talks on the general political issues, not the premiers," the official said.

The election of a full-time secretary-general by the conference - the seventh summit since the organization's founding 11 years ago - is the major item on the agenda. The front-runner is former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali of Egypt.

"We will have a secretary-general and la Francophonie will become more political, more visible and more involved at the international level," one official said yesterday. "He has a great deal of moral authority as well. He will be an arbitrator, a mediator (with) great credibility, great visibility, very high profile."

The conference will also try to set new standards on human rights. "Let's talk straight: when you sit

around the table with 49 governments in any organization, you are going to have countries with problems. ... Certain countries are for elections only when they can win them, and when they lose them they get back the power using arms. It's still happening," an official said.

Chretien will use the meeting to try to persuade countries like Vietnam, Cambodia, and Egypt to sign the new Ottawa-sponsored treaty banning land mines, while Frenette will lobby to affirm Moncton will be the site of the next summit.

- TERRANCE WILLS

- END -

Chretien to campaign for land-mine treaty

By Jim Brown Canadian Press

Friday, November 7, 1997 page: C16

OTTAWA - PRIME Minister Jean Chretien will continue his campaign to sign up new adherents to a global land-mines treaty when he meets next week with more than 40 heads of French-speaking nations.

Economic development, culture, technology and human rights will also be on his agenda for the meeting in the Vietnamese capital of Hanoi. So will a new and more political role for La Francophonie, the international organization of francophone states.

But one thing that won't be up for discussion - at least if Ottawa can help it - is Quebec sovereignty.

"We are not going to Hanoi for the purpose of fighting Canadian battles," said one of several federal officials who held a briefing yesterday on condition of anonymity. "I can assure you that Canadian domestic issues, like separation, will not be a priority for the other 40-plus members there. They have enough problems of their own. They are not in any way interested in seeing a split-up of their individual countries."

Quebec Premier Lucien Bouchard, currently on a trade mission to China, will be attending the Nov. 14-17 summit in Vietnam, as will New Brunswick Premier Ray Frenette. Both provinces will participate as part of the Canadian delegation under deals signed a decade ago.

Bouchard will act as "rapporteur" for the Canadian delegation, summarizing issues raised at the conference and the positions taken by various participants. Federal officials played down the role, saying the post is a straightforward one of presenting facts and recapitulating debate rather than pushing a political agenda. "Clearly, for us, the Quebec government has no mandate to promote the political option of its party abroad," said one official. "This political option has been submitted twice to the Quebec population and been rejected twice." Federal-provincial jockeying aside, delegates will have a full plate of international issues.

Chretien will press a number of holdouts - including Vietnam, Cambodia, Egypt and Lebanon - who have yet to join the land-mine treaty to be signed in December in Ottawa.

- END -

CANADA

A-7

Prime Minister Jean Chrétien will continue his campaign to sign up new adherents to a global land-mines treaty when he meets next week with more than 40 heads of French-speaking nations in Hanoi, Vietnam.

L'EXPRESS POLITIQUE



(B1)

Le feu aux poudres à Paris

■ Est-ce la fin de « détente » franco-québécoise à Paris ? Les déclarations de l'ambassadeur Jacques Roy, « profondément meurtri et choqué » de n'avoir pas été invité à la réception offerte par les Québécois lors de la visite en France du premier ministre Lucien Bouchard, ont en tout cas provoqué une vive réaction du délégué général du Québec, Michel Lucier. On n'avait pas assisté à ce genre d'accrochage depuis des années. Michel Lucier ne comprend pas que M. Roy ait choisi de s'en prendre à la délégation pendant une visite au Québec. Il voit dans les propos de l'ambassadeur une « attaque contre un partenaire », une attaque d'autant plus difficile à accepter qu'il s'est « toujours fait un devoir de ne pas prendre les Français à témoin de nos différends fraternels ». « M. Roy figurait sur la liste des invités que nous avons transmise pour les réceptions à l'Hôtel de ville et au Conseil permanent de la francophonie. Il était parmi nous par ailleurs pour la Fête nationale le 24 juin. Je ne vois pas pourquoi il fait tout un plat avec cette affaire », a déclaré M. Lucier.

Paris diplomatic spat continues

Canadian Press

A-13

PARIS - The war of words between diplomats representing Ottawa and Quebec appears to be flaring up again in France after a decade of peace.

Michel Lucier, Quebec's representative in Paris, expressed disbelief yesterday that Ambassador Jacques Roy had complained about being shut out of a recent reception the Quebec delegation threw for Premier Lucien Bouchard.

Roy said last week, and again yesterday, that he was deeply hurt at not being invited to the party during Bouchard's September visit. The reception brought together "the circle of friends of Quebec," which stung Roy into complaining the

sovereignists didn't consider him to be enough of a Quebecer. Lucier denied Roy was ever snubbed.

"The ambassador asked for a personal meeting with the premier and got it," Lucier said. "He couldn't wish for a clearer show of the attention we pay him.

"But perhaps he would have preferred to see (Bouchard) among the 200 guests at the reception. Perhaps he preferred the party. I'll make note of that for the future."

Other federal diplomats were invited to the Bouchard reception, including Jean-Paul Hubert, ambassador to Belgium.

Roy made the complaint after his two-week tour of Quebec promoting Canadian unity prompted Bouchard to denounce him as a "political commando."

Le Soleil

Planèt'Ere; 40 pays francophones parlent d'environnement

le vendredi, novembre 7, 1997 page: A14

From Le Soleil

Plus de 700 personnes provenant de 40 pays où on parle le français s'entendront au cours des prochains jours sur les stratégies les plus susceptibles d'augmenter la sensibilisation des jeunes à l'environnement. Un bilan sur les activités existantes dans 34 pays de la francophonie a permis d'établir qu'il y existe de nombreuses activités éducatives relatives à l'environnement même si les enjeux diffèrent selon les pays. Le forum international Planèt'Ere, placé sous le patronage de l'UNESCO, ambitionne de voir se créer des réseaux entre ces 700 personnes qui s'intéressent aux questions environnementales, a expliqué le coprésident d'honneur, l'ex-premier ministre Pierre Marc Johnson, hier en conférence de presse. «Dans le monde de la francophonie, le forum va permettre aux gens d'échanger sur les instruments de sensibilisation, de partage de connaissances entre générations, sur l'utilisation des programmes d'enseignement», a-t-il dit. M. Johnson s'attend à ce que le forum débouche «sur une présence significative, sur Internet, autour des enjeux environnementaux du monde de la francophonie». Une rencontre au cours de laquelle des consensus vont tenter d'être établis.

- END -

Des questions à l'Assemblée nationale; Le PLQ à la défense du français... au Vietnam

le samedi, novembre 8, 1997 page: A5

From Le Devoir

Québec ne devrait pas financer le Sommet francophone de Hanoi si le Vietnam continue de boycotter la langue française, estime la députée libérale de La Pinière, Fatima Houda-Pepin.

La députée vient d'écrire au premier ministre Lucien Bouchard, en voyage en Chine, afin de lui demander d'intervenir pour que le français «retrouve son statut de langue d'usage» avant l'ouverture du Sommet de la Francophonie qui doit se tenir à Hanoi du 14 au 16 novembre prochain.

En cas de refus, Mme Houda-Pepin estime qu'il n'y a qu'une solution: retirer le financement que le Québec verse pour la tenue du sommet. «L'argent des contribuables québécois doit servir à la promotion du français dans les pays membres de la Francophonie, non à son bannissement comme fait le Vietnam», écrit la députée de La Pinière.

Dans une décision prise au début de janvier 1997, les autorités vietnamiennes ont décidé que tous les médicaments enregistrés et déjà commercialisés devaient faire l'objet d'une nouvelle autorisation de mise en marché à partir d'un dossier rédigé en vietnamien ou en anglais, a raconté la députée.

La décision a soulevé une tempête en France, où la ministre alors chargée de la Francophonie, Margie Sudre, a protesté. La France fournit un financement de 75 millions de francs (environ 19 millions de dollars) pour la tenue du Sommet de Hanoi. Mme Sudre a été remplacée en juin dernier lorsque le gouvernement du premier ministre Alain Juppé a été défait.

Dans sa lettre au premier ministre Bouchard, la députée Houda-Pepin rappelle que les entrepreneurs québécois qui font affaire avec des partenaires vietnamiens «doivent désormais rédiger leurs contrats en anglais seulement, sinon ils n'auraient aucune valeur juridique au Vietnam».

La députée a noté que le poids du Québec au sommet sera important puisque le Québec jouit du statut de gouvernement participant et de rapporteur du sommet.

Mme Houda-Pepin a déclaré que sa prise de position dans ce dossier reçoit l'aval des représentants des communautés vietnamiennes installées au Québec et en France, avec lesquelles elle maintient des contacts étroits.

Lorsque le Vietnam était une colonie française, de 1859 à 1954, la langue française avait un statut spécial dans cette partie du monde. Mais l'omniprésence américaine à partir de 1961 et la prise du pouvoir par les communistes sur l'ensemble du pays à compter de 1975 semblent avoir amoindri la présence de la langue française. Le Vietnam demeure néanmoins un des 49 États membres de la Francophonie.

- Delisle, Norman

- END -

...et le pot pour les dirigeants du Vietnam; Un boycott du français qui déplaît

le samedi, novembre 8, 1997 page: A19

From Le Soleil

Québec ne devrait pas financer le Sommet francophone de Hanoi si le Vietnam continue de boycotter la langue française, estime la députée libérale de La Pinière, Fatima Houda-Pepin.

La députée vient d'écrire au premier ministre Lucien Bouchard, qui est en voyage en Chine, afin de lui demander d'intervenir pour que le français «retrouve son statut de langue d'usage» avant l'ouverture du Sommet de la francophonie qui doit se tenir à Hanoi du 14 au 16 novembre.

En cas de refus, Mme Houda-Pepin estime qu'il n'y a qu'une solution: retirer le financement que le Québec verse pour la tenue du Sommet. «L'argent des contribuables québécois doit servir à la promotion du français dans les pays membres de la Francophonie, non à son bannissement comme fait le Vietnam», écrit la députée de La Pinière.

Dans une décision prise au début de janvier 1997, les autorités vietnamiennes ont décidé que tous les médicaments enregistrés et déjà commercialisés devaient faire l'objet d'une nouvelle autorisation de mise en marché à partir d'un dossier rédigé en vietnamien ou en anglais, a raconté la députée. La décision a soulevé une tempête en France, où la ministre alors chargée de la Francophonie, Mme Margie Sudre, a protesté. La France fournit un financement de 75 millions de francs (environ 19 millions \$ CAN) pour la tenue du Sommet de Hanoi. Mme Sudre a été remplacée en juin lorsque le gouvernement du premier ministre Alain Juppé a été défait.

Dans sa lettre au premier ministre Bouchard, la députée Houda-Pepin rappelle que les entrepreneurs québécois qui font affaires avec des partenaires vietnamiens «doivent désormais rédiger leurs contrats en anglais seulement, sinon ils n'auraient aucune valeur juridique au Vietnam».

La députée a noté que le poids du Québec au Sommet sera important, puisque le Québec jouit du statut de gouvernement participant et de rapporteur du Sommet.

Mme Houda-Pepin a déclaré à la Presse canadienne que sa prise de position dans ce dossier reçoit l'aval des représentants des communautés vietnamiennes installées au Québec et en France.

- END -

La Presse

Le Vietnam et le français

le samedi, novembre 8, 1997 page: B9

From La Presse

Québec ne devrait pas financer le Sommet francophone de Hanoï si le Vietnam continue de boycotter la langue française, estime la députée libérale de La Pinière, Fatima Houda-Pepin. La députée vient d'écrire au premier ministre Lucien Bouchard, qui est en voyage en Chine, afin de lui demander d'intervenir pour que le français «retrouve son statut de langue d'usage» avant l'ouverture du Sommet de la francophonie qui doit se tenir à Hanoï du 14 au 16 novembre prochain. En cas de refus, Mme Houda-Pepin estime qu'il n'y a qu'une alternative : retirer le financement que le Québec verse pour la tenue du Sommet. «L'argent des contribuables québécois doit servir à la promotion du français dans les pays membres de la Francophonie, non à son bannissement comme fait le Vietnam», écrit la députée de La Pinière.

- END -

MPs take flight at recess

Sunday, November 9, 1997 page: B3

From The Ottawa Citizen - FINAL EDITION

Canadian diplomacy takes on wings to warmer climes next week, coinciding with the one-week parliamentary recess.

Prime Minister Jean Chretien heads to Hanoi to attend the 49-country Francophonie Summit, accompanied by International Co-operation Minister Diane Marleau, who is also Minister Responsible for the Francophonie, and her predecessor Don Boudria, M.P., who laid much of the groundwork for the summit. In Hanoi, the federal delegation will encounter Quebec Premier Lucien Bouchard and his delegation.

Secretary of State for Latin America and Africa, David Kilgour, is visiting Peru and Colombia, expecting to enhance Canadian political and economic links with the two Latin American nations. Peru's Ambassador Hernan Couturier, who will accompany Mr. Kilgour, hopes the visit will help develop strong links in the energy sector between the two countries, which already enjoy excellent relations in a wide variety of fields.

Colombia's Foreign Affairs Minister, Maria Emma Mejia, recently visited Canada to discuss bilateral relations and Peru's Foreign Affairs Minister, Eduardo Ferrero, who last month postponed a visit because of ill-health will be in Ottawa in December for the signing of the land-mines treaty.

Foreign Affairs Minister, Lloyd Axworthy is embarking on an ambitious one-week journey, visiting as many countries as there are days in a week. He will travel to Egypt, Israel, West Bank and Gaza, Jordan, Lebanon, Syria, and attend the fourth meeting in Doha, Qatar of the Middle East and North African Economic Association.

At a meeting last week with some 60 members of Ottawa's diplomatic corps, Bloc Quebecois leader Gilles Duceppe, released a 40-page book titled Quebec...on the road to nationhood. "This document is designed as an additional tool to pave the way to international recognition of our future country," according to Mr. Duceppe.

The staff of the Canadian and Cuban parliaments have established relations which are "complimentary to the open and respectful relations that exist between the two governments and peoples," Ernesto Suarez, Secretary of the Cuban National Assembly, stated at the end of a week-long parliamentary exchange program.

The Cubans also met with Canadian Human Rights Commissioner Michelle Falardeau-Ramsay and attended a luncheon hosted by Senator Jacques Hebert, chair of the Canada-Cuba Parliamentary Group.

House of Commons Speaker Gilbert Parent initiated the parliamentary exchange program during two visits to Cuba, and plans a third to further enhance the program. Mr. Robert Marleau, the clerk of the House of Commons, is expecting a larger group of more than 20 Cuban parliamentarians to visit Ottawa in January to learn about Canada's parliamentary system.

Aline Chretien got a taste last week of what she sampled last January in Indonesia while accompanying her husband on a Team Canada visit. This occasion was the launch of *From the Ambassador's Table*, a book of favourite recipes of Margaret Dickenson, wife of the former Canadian Ambassador to Indonesia, Lawrence T. Dickenson.

Guests sampled recipes from seaweed chrysanthemums to ginned dates and apricot curry mayonnaise, prepared by National Arts Centre executive chef Kurt Waldelle. Among the guests were Senator Mira Spivak, Ukraine's Ambassador Volodymyr Furkalo (perhaps in recognition of Margaret Dickenson's Ukrainian heritage and inclusion of some Ukrainian recipes in the book), High Commissioners Dr. Farouk Rana (Pakistan) and Ananda Goonasekera (Sri Lanka), Chief of Protocol Alain Dudoit, and three Ottawa sisters well-known in the food industry -- Jean Pigott, Grete Hale and Gay Cook.

Revenue Canada's International Relations Division recently hosted a three-person delegation from Kenya Revenue Authority led by Levi Wendo, Kenya's Commissioner of Income Tax.

- Bhupinder S. Liddar

- END -

Việt Nam embraces La Francophonie

The Socialist Republic of Việt Nam joined Francophonie in 1979, taking the place of the former Sài Gòn regime which had been a member of the organisation since its establishment.

Việt Nam has been elected a Vice Chairman of the General Council of the Organisation for many years, and has participated in summits of the community from the first conference

Việt Nam has participated in many other organisations under Francophonie including the Committee for International Surveillance; the Permanent Francophone Council (where Việt Nam served as Vice Chairman since 1966 and President since 1997); and the Annual Conference of Foreign Ministers (where Việt Nam served as president of the 1996 Marakeh Conference).

Việt Nam has participated in conferences for ministries in the community including the Culture, Environment, Education, Child Issues, Justice and Information Ministers' conferences.

Việt Nam has also sent participants to the Supreme Council of Francophonie, an agency of the French administration, set up by the late President Mitterand.

Việt Nam has also joined various organisations under the community like the Associations of the Universities Partly

or Wholly using the French Language (AUUP-WPFL), the Alliance of French-speaking Parliamentarians (AFSP), the International Council of French Radio and Television, the International Association of Mayors of French-Speaking Cities, the Forum of Francophone Businesses, the International Union of Journalists and French Newspapers and other programme committees established by the PFC.

Việt Nam's active participation in Francophonie, its subsidiary organisations, and its conferences of different ministries, carries out the country's general foreign policy of independence, sovereignty, openness, multi-lateralisation and diversification of foreign relations for peace, independence and development.

Việt Nam has formed an important bilateral network with almost all the countries in the world and has joined global multilateral organisations (United Nations), regional organisations (ASEAN) and the inter-regional organisations (the Non-Alignment Movement, Francophonie).

The combination and addition of bilateral and multilateral foreign relations have helped create a firm and balanced position for Việt Nam in implementing its independent and sovereign foreign relations line.

(Turn to P.4)

Members of the Francophone Community and their relationships with Việt Nam

<p>ARAB REPUBLIC OF EGYPT</p> <p>Capital: Cairo Area: 997,738sq.m Population: 58 million inhabitants Official language: Arabic Principal religions: Muslim (94 per cent); Catholicism</p> <p>GDP per capita: US\$750 Date of establishment of diplomatic relations with Việt Nam: 1 Sept. 1963</p>	<p>Main religion: Catholicism (89 per cent) GDP/capita: \$26,051</p>	<p>Population: 13,200,000 inhabitants Official languages: French and English Main religions: Christianity (52.2 per cent); Muslim (26 per cent)</p> <p>GDP/capita: \$360 Date of establishment of diplomatic relations with Việt Nam: 30-8-1972 Cameron has no economic relations with Việt Nam.</p>
<p>REPUBLIC OF BULGARIA</p> <p>Capital: Sofia Area: 110,994sq.km Population: 8.726 million inhabitants (1996 census) Official language: Bulgarian Main religions: Orthodox Christianity (87 per cent); Muslim (12.7 per cent)</p> <p>GDP/capita: \$3,136 Date of establishment of diplomatic relations with Việt Nam: 8-2-1950</p>		<p>KINGDOM OF CAMBODIA</p> <p>Capital: Phnom Penh Area: 181,035sq.km Population: 10,200,000 inhabitants (1997 census) Official language: Khmer Main religion: Buddhism (95 per cent)</p> <p>GDP/capita: \$215 (January 1997) Date of establishment of diplomatic relations with Việt Nam: 24-6-1967</p>
<p>REPUBLIC OF BENIN</p> <p>Capital: Porto Novo Area: 110,620sq.km Population: 5,400,000 inhabitants Official language: French Main religions: Christianity (23.3 per cent); traditional beliefs (62 per cent)</p> <p>GDP/capita: \$370 Date of establishment of diplomatic relations with Việt Nam: 14/3/1973 Economic relations with Việt Nam:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agreement on cultural and scientific co-operation: (17-10-1970) - Co-operation and exchange program between the Foreign Ministry of the SRV and the Foreign Ministry of the Republic of Benin (7-10-1980) - Public health co-operation protocol (1-12-1980) - Agreement on economic, commercial, cultural, scientific and technical co-operation (25-11-1996) 		<p>REPUBLIC OF BURKINA FASO</p> <p>Capital: Ouagadougou Area: 273,800 inhabitants Population: 10,300,000 inhabitants Official language: French Main religions: Traditional beliefs (44.8 per cent); Islam (43 per cent)</p> <p>GDP/capita: \$300 Date of establishment of diplomatic relations with Việt Nam: 16-11-1973 Economic relations with Việt Nam:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Agreement on economic, commercial, cultural, scientific and technical co-operation: (22-11-1996)
<p>REPUBLIC OF BURUNDI</p> <p>Capital: Bujumbura Area: 27,834 inhabitants Population: 6,400,000 inhabitants (1995 census) Official languages: French, Kiuundi Main religion: Christianity (78.9 per cent)</p>		<p>CANADA</p> <p>Capital: Ottawa Area: 9,978,139sq.km Population: 29.6 million inhabitants (1996 census) Official languages: English and French Main religion: Catholicism (46 per cent)</p> <p>GDP/capita: \$19,970 Date of establishment of diplomatic relations with Việt Nam: 21-8-1973</p>
<p>KINGDOM OF BELGIUM</p> <p>Capital: Brussels Area: 30,518sq.km Population: 10 million inhabitants Official language: French (43 per cent), Dutch, German</p>		<p>REPUBLIC OF CAPE VERDE</p> <p>Capital: Praia Area: 4,030sq.km Population: 400,000 inhabitants</p>

4

VN embraces ...

(From P.1)

With its participation in the Francophone Community, Viet Nam is able to expand its relationship with many African countries — a region where Viet Nam has received much solidarity and mutual support in the course of its struggle for national liberation and independence.

Its economic relations and co-operation remain modest, while at the same time it could be able to make use of technical co-operation and support and human resource training, and enjoy part of the aid of the developed countries and organisations in the community, beneficial to national construction.

Together with the English, the French language is one of six official languages and one of two working languages used in the UN system.

Viet Nam lies in a region where English is the most used language, so the use of the English language is an inevitable requirement of the process of national industrialisation and modernisation.

The use of French apart from English and other foreign languages has made a contribution to expanding the chance of Viet Nam taking an opportunity to expand economic, scientific and technical co-operation and cultural exchange with the outside world, to help further develop the Vietnamese people's intellectual standards.

Participation in Francophonie has brought some practical benefits to Viet Nam in regard to international prestige, material benefits and experience gained from undertaking activities in a multilateral arena.

All Francophonie member countries, particularly African countries, have highly appreciated contributions made by Viet Nam, especially its experiences in national defence, construction and development.

Every year, the organisations in the community extend their considerable material, technical and experience assistance to Viet Nam in many fields. Each year alone, ACCT provides Viet Nam with tens of millions of French francs through co-operation projects in different areas.

Viet Nam's preparations for the 7th Summit

Viet Nam was appointed the 7th Francophonie Summit in Hà Nội in November 1997 at the 6th Summit in Benin in December 1995.

The Art of Hos



▲ Photo
▼ VNS I



97 10/11 '97 15:17 FAX 84 4 9315620 DELCAN HANOI 004

VN embraces ...

(From P.1)

With its participation in the Francophone Community, Viet Nam is able to expand its relationship with many African countries - a region where Viet Nam has received much solidarity and mutual support in the course of its struggle for national liberation and independence.

Its economic relations and co-operation remain modest, while at the same time it could be able to make use of technical co-operation and support and human resource training, and enjoy part of the aid of the developed countries and organisations in the community, beneficial to national construction.

Together with the English, the French language is one of six official languages and one of two working languages used in the UN system.

Viet Nam lies in a region where English is the most used language, so the use of the English language is an inevitable requirement of the process of national industrialisation and modernisation.

The use of French apart from English and other foreign languages has made a contribution to expanding the chance of Viet Nam taking an opportunity to expand economic, scientific and technical co-operation and cultural exchange with the outside world, to help further develop the Vietnamese people's intellectual standards.

Participation in Francophonie has brought some practical benefits to Viet Nam in regard to international prestige, material benefits and experience gained from undertaking activities in a multilateral arena.

All Francophonie member countries, particularly African countries, have highly appreciated contributions made by Viet Nam, especially its experiences in national defence, construction and development.

Every year, the organisations in the community extend their considerable material, technical and experience assistance to Viet Nam in many fields. Each year alone, ACCT provides Viet Nam with tens of millions of French francs through co-operation projects in different areas.

Viet Nam's preparations for the 7th Summit

Viet Nam was appointed the 7th Francophonie Summit in Hà Nội in November 1997 at the 6th Summit in Berlin in December 1995.

Viet Nam's appointment stems from interest in holding the summit within Viet Nam, and at the same time conforming to the expectation of the member countries in the community and the increasing profile of Viet Nam in international arenas.

The summit will be the first time that Viet Nam has ever organised an international conference of such paramount importance and at such a high level.

The satisfactory organisation of the summit will make a strong contribution to raising Viet Nam's international prestige, marking growth in international activities, and provide a practical way for Viet Nam to contribute to the community's lofty objectives.

The summit is also a good opportunity for Viet Nam to learn from experiences in the organisation of multilateral activities, and the training and fostering of a contingent of cadres and staff to prepare the necessary material basis to play host to other important international conferences such as the ASEAN Summit in 1998.

The summit is also a good opportunity for international friends to better understand the land and people of Viet Nam and the renovation cause of the Vietnamese people.

Last, but not least, the summit will provide investment, trade and tourist opportunities for Viet Nam.

Highly conscious of its responsibility in hosting the organisation of the summit, Viet Nam has conducted all preparatory works for the summit in an active and serious manner.

The then prime minister, Võ Văn Kiệt, issued a decision in March last year to establish the National Committee for the Organisation of the 7th Francophonie Summit, appointing former deputy prime minister, Nguyễn Khánh, as its chairman.

The other members of the committee included leading representatives of appropriate ministries and branches and from the Hà Nội People's Committee.

French language training for the summit has been deployed at various levels, with some 2,000 people trained in total.

In regard to material and logistical preparations, Viet Nam has completed construction of an international convention hall (using French financing); a press centre; and the repair and upgrading of the Friendship Cultural Palace, the Municipal Theatre and the VIP lounge at Nội Bài International Airport.

As for the content of the Summit, Viet Nam has been co-ordinating with the Standing Council of the Community and the concerned countries to prepare

documents and agendas for the summit.

Viet Nam has taken the initiative to hold this summit with economic co-operation as its key focus.

The March 1997 meeting of the Standing Council of the Community unanimously approved Viet Nam's proposed theme for the summit: "Strengthening Co-operation and Solidarity in the Francophone Community in the Interests of Peace, and Social and Economic Development."

They also agreed to the secondary theme of: "Developing Human Resources: the Driving Force and Focus of Development."

Francophonie's relationship with Viet Nam

Since the 1970s, Viet Nam has joined various organisations under Francophonie.

ACCT (Agency for Co-operation in Culture and Technology) and AUUP-WPFL are the two most important organisations in terms of the implementation of co-operation programmes within the Community, and have established regional representative offices in Viet Nam.

All the Community's organisations, particularly these two organisations, have given great assistance to Viet Nam through many co-operation projects in the fields of the environment, agriculture, education and training, research, health care and cultural areas.

ACCT-VIET NAM

Since Viet Nam joined ACCT, the country has received many valuable materials and intellectual resources. Even during the difficult years of the 80s, the organisation maintained active co-operation in training, and scientific and technical exchanges.

From 1980 to 1985, ACCT helped hundreds of cadres from different branches to attend seminars, forums, practical courses and experience exchanges to France, Canada and some African countries. At the same time, the organisation also provided a range of office and technical equipment worth tens of millions of French francs to many research institutions and archive agencies.

After a visit by the ACCT General Secretary to Viet Nam in March 1991, relations between Viet Nam and ACCT have seen many new developments.

Asia-Pacific ACCT decided to open an office in Hà Nội in March 1994, preceded by the Asia-Pacific French Language Teaching Centre established in HCM City in 1993.

The Centre is a large project of regional character and holds four seminars and French teaching courses

in Hà Nội and started up the operation of its Hà City-based management board. Through this off the organisation has extended its relations with Viet Nam, by signing agreements on the teaching of French in secondary schools throughout Viet Nam and giving support to French teaching programmes and scientific researchers in various universities, centres and institutes in Viet Nam.

AUUP-WPFL has also implemented the following co-operation programmes:

- French language establishments universities: This programme is aimed training a young generation who use French language in their research work and focuses mainly on the pilot areas technology, economics, trade, health care elementary science and law.

- In 1996, there were 24 education establishments at the university level across the whole country (with 3,897 students and about two hundred lecturers and teachers) who were partners in the project.

- The Vietnamese-French Bilingual Programme: This programme started in 1994 with the aim of training a young generation who could master the French language or maybe later on continue their studies in French language teaching colleges.

- This programme has set up a system of classes from the first year of elementary education to the final year of secondary education. In the 1996-1997 school year, 36 Vietnamese-French bilingual classes were held with over 11,000 students and 300 teachers involved.

- The daily French programme: This programme aims to make French a language for advertisements and bill boards in urban or tourist areas in Viet Nam like museums, hotels restaurants etc.

- The French in enterprises programme: In co-operation with Alcatel, BGI, La Vie, Proconco, Schneider, and Sài Gòn Tourist, this programme aims to train people to speak French people in these enterprises so that they can use the language in their daily work.

- French language in the press programme: This programme helps the Viet Nam Courier newspaper publish daily in French through financial and technical aid.

- French publications and research information: Provides information and documents to students, teachers and researchers of Viet Nam.

ACCT-VIET NAM

Since Viet Nam joined ACCT, the country has received many valuable materials and intellectual resources. Even during the difficult years of the 80s, the organisation maintained active co-operation in training, and scientific and technical exchanges.

From 1980 to 1985, ACCT helped hundreds of cadres from different branches to attend seminars, forums, practical courses and experience exchanges to France, Canada and some African countries. At the same time, the organisation also provided a range of office and technical equipment worth tens of millions of French franc to many research institutions and archive agencies.

After a visit by the ACCT General Secretary to Viet Nam in March 1991, relations between Viet Nam and ACCT have seen many new developments.

Asia-Pacific ACCT decided to open an office in Ha Noi in March 1994, preceded by the Asia-Pacific French Language Teaching Centre established in HCM City in 1993.

The Centre is a large project of regional character and holds four seminars and French teaching training courses for Viet Nam, Laos, Cambodia and Vanuatu each year.

Over the past few years, ACCT has approved 35 projects to help Viet Nam in many fields, with a framework agreement in September 1996 committing total grants of 15 million French francs, with 5.6 million French francs reserved for projects aimed at preparing the organisation of the Francophone Summit.

The framework agreement outlined co-operation projects between ACCT and Viet Nam in 1997 in the following areas:

- Education and training: distance French teaching, professional training, text books publishing, bilingual teaching and French teaching on television.
- Communications and culture: support for film production, book publishing, aid to a French language library in Ha Noi, regional seminars in Ha Noi on the "information highway" and the Internet.
- Co-operation in law work: organise seminars on the process of civil courts, regional seminars on training of judges and exchanges for Vietnamese and French law-makers.
- Economic development: medium-term credit funds for businesswomen, support of consulting organisations for the establishment of small and medium-sized enterprises and rural development projects.
- Energy: seminars on conserving power and energy, renewing power generation sources.
- Preparation for the 7th Francophone Summit: Help to enhance foreign relations (particularly the introduction of Vietnamese culture to foreign countries; production of the film *Viet Nam is close, though far away*; teaching of French; training of clerks and secretaries for the Summit; creation of a French language environment; supplying programmes on Francophonie countries for Viet Nam Television; art performances for the International Day of the French Language (March 20) and the summit; publication of printed matter on Viet Nam and the Francophone Community, etc.

AUUP-WPFL - VIET NAM

Since March 1993, AUUP-WPFL has had an office

The Alliance of
 (AFSP) was
 from the
 Dao in Pa
 The co
 the parli
 Francopho
 by an AFS
 Viet N
 in all activ
 now a m
 organisati
 the gener
 Viet Nam
 organisati

 Ha No
 Association
 joining, V
 of the ass

 Since
 Committee
 French L
 businesses
 FFLB, whi
 HCM City

VN embraces ...

(From P.1)

With its participation in the Francophone Community, Việt Nam is able to expand its relationship with many African countries - a region where Việt Nam has received much solidarity and mutual support in the course of its struggle for national liberation and independence.

Its economic relations and co-operation remain modest, while at the same time it could be able to make use of technical co-operation and support and human resource training, and enjoy part of the aid of the developed countries and organisations in the community, beneficial to national construction.

Together with the English, the French language is one of six official languages and one of two working languages used in the UN system.

Việt Nam lies in a region where English is the most used language, so the use of the English language is an inevitable requirement of the process of national industrialisation and modernisation.

The use of French apart from English and other foreign languages has made a contribution to expanding the chance of Việt Nam taking an opportunity to expand economic, scientific and technical co-operation and cultural exchange with the outside world, to help further develop the Vietnamese people's intellectual standards.

Participation in Francophonie has brought some practical benefits to Việt Nam in regard to international prestige, material benefits and experience gained from undertaking activities in a multilateral arena.

All Francophonie member countries, particularly African countries, have highly appreciated contributions made by Việt Nam, especially its experiences in national defence, construction and development.

Every year, the organisations in the community extend their considerable material, technical and experience assistance to Việt Nam in many fields. Each year alone, ACCT provides Việt Nam with tens of millions of French francs through co-operation projects in different areas.

Việt Nam's preparations for the 7th Summit

Việt Nam was appointed the 7th Francophone Summit in Hà Nội in November 1997 at the 6th Summit in Benin in December 1995.

Việt Nam's appointment stems from interest in holding the summit within Việt Nam, and at the same time conforming to the expectation of the member countries in the community and the increasing profile of Việt Nam in international arenas.

The summit will be the first time that Việt Nam has ever organised an international conference of such paramount importance and at such a high level.

The satisfactory organisation of the summit will make a strong contribution to raising Việt Nam's international prestige, marking growth in international activities, and provide a practical way for Việt Nam to contribute to the community's lofty objectives.

The summit is also a good opportunity for Việt Nam to learn from experiences in the organisation of multilateral activities, and the training and fostering of a contingent of cadres and staff to prepare the necessary material basis to play host to other important international conferences such as the ASEAN Summit in 1998.

The summit is also a good opportunity for international friends to better understand the land and people of Việt Nam and the renovation cause of the Vietnamese people.

Last, but not least, the summit will provide investment, trade and tourist opportunities for Việt Nam.

Highly conscious of its responsibility in hosting the organisation of the summit, Việt Nam has conducted all preparatory works for the summit in an active and serious manner.

The then prime minister, Võ Văn Kiệt, issued a decision in March last year to establish the National Committee for the Organisation of the 7th Francophone Summit, appointing former deputy prime minister, Nguyễn Khánh, as its chairman.

The other members of the committee included leading representatives of appropriate ministries and branches and from the Hà Nội People's Committee.

French language training for the summit has been deployed at various levels, with some 2,000 people trained in total.

In regard to material and logistical preparations, Việt Nam has completed construction of an international convention hall (using French financing); a press centre; and, the repair and upgrading of the Friendship Cultural Palace, the Municipal Theatre and the VIP lounge at Nội Bài International Airport.

As for the content of the Summit, Việt Nam has been co-ordinating with the Standing Council of the Community and the concerned countries to prepare

documents and agendas for the summit.

Việt Nam has taken the initiative to hold this summit with economic co-operation as its key focus.

The March 1997 meeting of the Standing Council of the Community unanimously approved Việt Nam's proposed theme for the summit: "Strengthening Co-operation and Solidarity in the Francophone Community in the Interests of Peace, and Social and Economic Development."

They also agreed to the secondary theme of: "Developing Human Resources: the Driving Force and Focus of Development."

Francophonie's relationship with Việt Nam

Since the 1970s, Việt Nam has joined various organisations under Francophonie.

ACCT (Agency for Co-operation in Culture and Technology) and AUP-WPFL are the two most important organisations in terms of the implementation of co-operation programmes within the Community, and have established regional representative offices in Việt Nam.

All the Community's organisations, particularly these two organisations, have given great assistance to Việt Nam through many co-operation projects in the fields of the environment, agriculture, education and training, research, health care and cultural areas.

ACCT-VIỆT NAM

Since Việt Nam joined ACCT, the country has received many valuable materials and intellectual resources. Even during the difficult years of the 80s, the organisation maintained active co-operation in training, and scientific and technical exchanges.

From 1980 to 1985, ACCT helped hundreds of cadres from different branches to attend seminars, forums, practical courses and experience exchanges to France, Canada and some African countries. At the same time, the organisation also provided a range of office and technical equipment worth tens of millions of French franc to many research institutions and archive agencies.

After a visit by the ACCT General Secretary to Việt Nam in March 1991, relations between Việt Nam and ACCT have seen many new developments.

Asia-Pacific ACCT decided to open an office in Hà Nội in March 1994, preceded by the Asia-Pacific French Language Teaching Centre established in HCM City in 1993.

The Centre is a large project of regional character and holds four seminars and French teaching training

in Hà Nội and started up the operation of its City-based management board. Through this the organisation has extended its relations with Việt Nam, by signing agreements on the teaching of French in secondary schools throughout Việt Nam and support to French teaching programmes and scientific researchers in various universities, centres and institutes in Việt Nam.

AUP-WPFL has also implemented the following co-operation programmes:

- French language establishments universities: This programme is aimed at training a young generation who use French language in their research work focuses mainly on the pilot areas: technology, economics, trade, health and elementary science and law.

- In 1996, there were 24 educational establishments at the university level across the whole country (with 3,397 students about two hundred lecturers and teachers) were partners in the project.

- The Vietnamese-French Bilingual Programme: This programme started in 1994 with the aim of training a young generation who can master the French language or maybe learn to continue their studies in French language teaching colleges.

- This programme has set up a system of classes from the first year of elementary education to the final year of secondary education. In the 1996-1997 school year, 3 Vietnamese-French bilingual classes were set up with over 11,000 students and 300 teachers involved.

- The daily French programme: This programme aims to make French a language of advertisements and bill boards in urban tourist areas in Việt Nam like museums, hotels, restaurants etc.

- The French in enterprises programme: co-operation with Alcatel, BGI, La Vie, Proconco, Shneider, and Sài Gòn Tourist, this programme aims to train people to speak French people in these enterprises so that they can use the language in their daily work.

- French language in the press programme: This programme helps the Việt Nam Communist newspaper publish daily in French through financial and technical aid.

- French publications and research information: Provides information and documents to students, teachers and researchers of Việt Nam.

82/10/11 '97 15:17 FAX 84 4 8315620 DELCAN HANOI

006

Lever de rideau francophone à Hanoï cette semaine; Au Vietnam, on parle peu français, on emprisonne les dissidents pour motifs politiques et on craint Internet comme la peste

le lundi, novembre 10, 1997 page: A2

From Le Devoir

Paradoxale Francophonie. Le septième Sommet des 49 chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage aura lieu du 13 au 16 novembre à Hanoï, au Vietnam, un pays où la langue française n'est plus parlée que par les gens les plus âgés, où la documentation officielle est certes disponible en anglais mais pas dans la langue de Jacques Chirac.

Paradoxale Francophonie qui discutera durant trois jours de droits de l'homme dans un pays qui emprisonne, sans procès, et condamne à mort les opposants au régime et les moines bouddhistes. Qui réduit au silence les écrivains, les journalistes et les scientifiques. Il y a quelques jours à peine, le dirigeant d'un journal économique a été écroué pour avoir soi-disant violé la loi sur les secrets d'État.

Contradictoire club international qui, dans la foulée de la conférence tenue en mai à Montréal sur les inforoutes en français, adoptera des budgets et des programmes pour favoriser la production de contenu en langue française sur Internet (le Canada réservera le tiers de sa contribution à la Francophonie à ce chantier spécifique), dans un pays qui craint ce médium de communication comme la peste, qui en bloque l'accès et la censure.

Tolérante Francophonie, qui parlera démocratie et bonne gouvernance autour d'une table du Centre des conférences de la capitale de la République socialiste du Vietnam, un pays où règne sans partage, depuis 1954 au nord et depuis 1975 au sud, un parti unique qui, certes, prône l'ouverture économique et la «rénovation», le doit moi vietnamien, mais ne tolère aucune dissidence et ferme les portes à ses ressortissants vivant à l'étranger qui ont le malheur de critiquer la doctrine communiste incarnée par ses dirigeants.

Mais le sommet de Hanoï représente, pour la Francophonie, l'ouverture à l'Asie. Le français est une langue qui a un avantage majeur sur les autres. Elle n'est pas celle qui est parlée par le plus grand nombre de locuteurs. Mais elle est présente sur tous les continents. Le français et la Francophonie représentent donc, à l'heure de la mondialisation, l'une des voies d'accès à l'universel. C'est un atout non négligeable.

Boutros Boutros-Ghali devrait être élu secrétaire général

Ce sommet marquera aussi un nouveau pas dans la marche francophone: l'élection d'un secrétaire général. Pour la première fois depuis la création des sommets en 1986, l'organisation aura un porte-parole unique qui pourra à la fois représenter la Francophonie dans les forums internationaux, améliorer la coordination de ses programmes de coopération (de TV5 à l'alphabétisation, de l'édition en langue française jusqu'à la production de cédéroms) et, surtout, défendre des positions politiques communes.

Car on dit de ce sommet qu'il sera celui de l'affirmation politique de la Francophonie. Mais quelle sorte de politique? Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, va lancer le débat sur cette question dès la séance d'ouverture du sommet, le 13, et forcera l'amorce d'une discussion durant la séance plénière du lendemain.

Il n'y a aucun doute que le premier secrétaire général de la Francophonie sera une personnalité connue. Il s'agit de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, soutenu par la France et le Canada, y compris le Québec. Il n'a qu'un concurrent au titre de la plus haute fonction du club francophone: un ancien président du Bénin, M. Zinsou, qui pourrait même, dit-on, retirer sa candidature au profit de l'Égyptien.

Évincé de son poste à l'ONU par les États-Unis, Boutros-Ghali suscitait quelque réticence auprès de certains pays africains. Ce copte d'Afrique du Nord est-il vraiment africain? Mais il a fini par s'imposer. Dans une entrevue accordée au Figaro Magazine, reproduite dans la dernière édition de La Gazette de la

presse francophone, Boutros-Ghali dit voir la défense de la langue française par la Francophonie non pas comme un repli sur soi mais comme «la défense de la diversité culturelle». La Francophonie a aussi à ses yeux pour rôle de promouvoir la démocratie à l'intérieur des États membres mais aussi de l'assurer à l'échelle planétaire.

Dans la foulée du sommet, les ministres responsables de la Francophonie vont désigner un administrateur de l'Agence de la francophonie (anciennement l'Agence de coopération culturelle et technique, ACCT). Cet administrateur sera une sorte de bras droit du secrétaire général, mais il sera en même temps plus que ça puisqu'il dirigera la seule entité intergouvernementale de la Francophonie, le principal opérateur de l'organisation, le dépositaire des plus gros budgets. Pour l'heure, le consensus s'est fait autour de la personne de Roger Dehaybe, actuel commissaire général aux relations internationales de la Communauté française de Belgique (équivalent de sous-ministre), une figure connue dans la Francophonie, initiateur de réformes importantes. Seule la France le boudait encore jusqu'à récemment. Mais il est le seul candidat en lice.

Il reste que ce sommet met les organisations de défense des droits de la personne en émoi. Dans son dernier rapport annuel, Amnistie internationale signale qu'au moins 54 prisonniers d'opinion avérés ou coupables sont toujours en détention au Vietnam et, par surcroît, qu'ils le sont dans des conditions intolérables. En 1996, 116 personnes ont été condamnées à mort; 34 offenses sont passibles de la peine capitale au Vietnam, y compris les crimes économiques, le trafic de drogue ou lesdites menaces à la sécurité de l'État. Jusqu'à présent, en 1997, au moins 37 personnes ont été condamnées à mort, dont 17 pour trafic de stupéfiants et six pour crimes économiques.

Le Vietnam a fréquemment nié officiellement ces allégations.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a lancé un «appel urgent pour les droits de l'homme à l'occasion du Sommet de la Francophonie à Hanoi». La fédération met en évidence notamment le fait que ce pays, qui est le troisième exportateur de riz au monde, abrite une population dont 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition selon l'UNICEF; ou les syndicats libres sont interdits; ou le budget de l'éducation ne mobilise que 4,5 % du budget contre 34 % à l'armée.

«Une armée pour se défendre contre qui?», demande le président de la section montréalaise de la Communauté vietnamienne du Canada, M. Luong Tuyen Nguyen. «Une armée pour se protéger et pour avilir le peuple», croit-il.

M. Nguyen a écrit au premier ministre Jean Chrétien à ce sujet, le 28 octobre, le priant de soulever les questions des droits de la personne, de la démocratie et de la liberté dans son pays d'origine: «Nous sommes conscients que le thème du prochain sommet sera l'économie, écrit M. Nguyen. Mais nous sommes persuadés que l'économie, les droits de l'homme, la démocratie et la liberté sont des problèmes indissociables, étroitement liés comme ceux de la croissance d'un arbre dont on ne peut pas cultiver et développer une seule branche de façon isolée et oublier le reste».

A cela, que répond le Canada? Lors d'une séance d'information pour la presse, jeudi, à Ottawa, des hauts fonctionnaires ont expliqué que le Canada estime que, lorsque les dirigeants de pays démocratiques se réunissent dans un pays comme le Vietnam, qu'ils discutent de ces questions autour d'une table en regardant dans les yeux leurs vis-à-vis, faisant la promotion de programmes en faveur de l'ouverture démocratique, ces pays réalisent alors dans quel sens leurs partenaires s'attendent à ce qu'ils agissent.

Le sommet de Hanoi devrait également entériner la candidature de Moncton, au Nouveau-Brunswick, comme ville-hôte du sommet de 1999. Cette candidature donnera à la seule province officiellement bilingue du Canada une visibilité inégalée à Hanoi. Ce sommet est également le premier, depuis 1991, auquel assistent simultanément les deux premiers ministres du Québec et du Canada.

- Venne, Michel

- END -

La Presse

Sommet d'Hanoi; Droits de l'homme

le lundi, novembre 10, 1997 page: B8

From La Presse

Plusieurs milliers de personnalités françaises et

internationales ont signé un «appel pour les droits de l'homme à l'occasion du sommet de la Francophonie», qui se tiendra du 14 au 16 novembre à Hanoi. Les organisations non-gouvernementales à l'origine du texte, basées à Paris, indiquent avoir remis au président de la République française Jacques Chirac ce texte, qui «invite les gouvernements participant au Sommet de la Francophonie, qui se tient à Hanoi, à s'engager fermement et sincèrement sur la voie des droits de l'Homme». M. Chirac doit effectuer une visite d'État au Vietnam les 12 et 13 novembre puis assister au sommet francophone du 14 au 16 novembre.

- END -

Quebec queried on support for French summit Canadian Press

Monday, November 10, 1997 page: A8

QUEBEC - The Quebec government is being asked why it's helping Vietnam play host to the Francophonie summit while the Communist government there has been whittling away the status of the French language.

La Francophonie, an international meeting of 49 French-speaking countries, starts Friday in the capital Hanoi.

Fatima Houda-Pepin, a Liberal member of the Quebec legislature, has written to Premier Lucien Bouchard over Vietnam's treatment of the French language.

In January, Hanoi decided that new authorizations - in Vietnamese and English only - were required for all pharmaceuticals sold there. And all trade and foreign investment laws have been translated into English. "Quebecers' tax money must serve to promote the French language in member states of the Francophonie, not its banishment like in Vietnam," wrote Houda-Pepin.

- END -

Lever de rideau francophone à Hanoï cette semaine

Au Vietnam, on parle peu français, on emprisonne les dissidents pour motifs politiques et on craint Internet comme la peste

MICHEL VENNE
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Paradoxe Francophonie. Le septième Sommet des 49 chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage aura lieu du 13 au 16 novembre à Hanoï, au Vietnam, un pays où la langue française n'est plus parlée que par les gens les plus âgés, où la documentation officielle est certes disponible en anglais mais pas dans la langue de Jacques Chirac.

Paradoxe Francophonie qui discutera durant trois jours de droits de l'homme dans un pays qui emprisonne, sans procès, et condamne à mort les opposants au régime et les moines bouddhistes. Qui réduit au silence les écrivains, les journalistes et les scientifiques. Il y a quelques jours à peine, le dirigeant d'un journal économique a été écroué pour avoir soi-disant violé la loi sur les secrets d'État.

Contradictoire club international qui, dans la foulée de la conférence tenue en mai à Montréal sur les infortunes en français, adoptera des budgets et des programmes pour favoriser la production de contenu en langue française sur Internet (le Canada réservera le tiers de sa contribution à la Francophonie à ce chantier spécifique), dans un pays qui craint ce médium de communication comme la peste, qui en bloque l'accès et la censure.

Tolérante Francophonie, qui parlera démocratie et bonne gouvernance autour d'une table du Centre des conférences de la capitale de la République socialiste du Vietnam, un pays où règne sans partage, depuis 1954 au nord et depuis 1975 au sud, un parti unique qui, certes, prône l'ouverture économique et la «rénovation», le *doi moi* vietnamien, mais ne tolère aucune dissidence et ferme les portes à ses res-

sortissants vivant à l'étranger qui ont le malheur de critiquer la doctrine communiste incarnée par ses dirigeants.

Mais le sommet de Hanoï représente, pour la Francophonie, l'ouverture à l'Asie. Le français est une langue qui a un avantage majeur sur les autres. Elle n'est pas celle qui est parlée par le plus grand nombre de locuteurs. Mais elle est présente sur tous les continents. Le français et la Francophonie représentent donc, à l'heure de la mondialisation, l'une des voies d'accès à l'universel. C'est un atout non négligeable.

Boutros Boutros-Ghali devrait être élu secrétaire général

Ce sommet marquera aussi un nouveau pas dans la marche francophone: l'élection d'un secrétaire général. Pour la première fois depuis la création des sommets en 1986, l'organisation aura un porte-parole unique qui pourra à la fois représenter la Francophonie dans les forums internationaux, améliorer la coordination de ses programmes de coopération (de TV5 à l'alphabétisation, de l'édition en langue française jusqu'à la production de cédéroms) et, surtout, défendre des positions politiques communes.

Car on dit de ce sommet qu'il sera celui de l'affirmation politique de la Francophonie. Mais quelle sorte de politique? Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, va lancer le débat sur cette question dès la séance d'ouverture du sommet, le 13, et forcera l'amorce d'une discussion durant la séance plénière du lendemain.

Il n'y a aucun doute que le premier secrétaire général de la Francophonie sera une personnalité connue. Il s'agit de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Bou-

tros-Ghali, soutenu par la France et le Canada, y compris le Québec. Il n'a qu'un concurrent au titre de la plus haute fonction du club francophone: un ancien président du Bénin, M. Zinsou, qui pourrait même, dit-on, retirer sa candidature au profit de l'Égyptien.

Évincé de son poste à l'ONU par les États-Unis, Boutros-Ghali suscitait quelque réticence auprès de certains pays africains. Ce copte d'Afrique du Nord est-il vraiment africain? Mais il a fini par s'imposer. Dans une entrevue accordée au *Figaro Magazine*, reproduite dans la dernière édition de *La Gazette* de la presse francophone, Boutros-Ghali dit voir la défense de la langue française par la Francophonie non pas comme un repli sur soi mais comme «la défense de la diversité culturelle». La Francophonie a aussi à ses yeux pour rôle de promouvoir la démocratie à l'intérieur des États membres mais aussi de l'assurer à l'échelle planétaire.

Dans la foulée du sommet, les ministres responsables de la Francophonie vont désigner un administrateur de l'Agence de la francophonie (anciennement l'Agence de coopération culturelle et technique, ACCT). Cet administrateur sera une sorte de bras droit du secrétaire général, mais il sera en même temps plus que ça puisqu'il dirigera la seule entité intergouvernementale de la Francophonie, le principal opérateur de l'organisation, le dépositaire des plus gros budgets. Pour l'heure, le consensus s'est fait autour de la personne de Roger Dehaybe, actuel commissaire général aux relations internationales de la Communauté fran-

çaise de Belgique (équivalent de sous-ministre), une figure connue dans la Francophonie, initiateur de réformes importantes. Seule la France le boudait encore jusqu'à récemment. Mais il est le seul candidat en lice.

Il reste que ce sommet met les organisations de défense des droits de la personne en émoi. Dans son dernier rapport annuel, Amnistie internationale signale qu'au moins 54 prisonniers d'opinion avérés ou coupables sont toujours en détention au Vietnam et, par surcroît, qu'ils le sont dans des conditions intolérables. En 1996, 116 personnes ont été condamnées à mort; 34 offenses sont passibles de la peine capitale au Vietnam, y compris les crimes économiques, le trafic de drogue ou les illégitimes menaces à la sécurité de l'État. Jusqu'à présent, en 1997, au moins 37 personnes ont été condamnées à mort, dont 17 pour

trafic de stupéfiants et six pour crimes économiques. Le Vietnam a fréquemment nié officiellement ces allégations. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme a lancé un «appel urgent pour les droits de l'homme à l'occasion du Sommet de la Francophonie à Hanoï». La Fédération met en évidence notamment le fait que ce pays, qui est le troisième exportateur de riz au monde, abrite une population dont 40 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition selon l'UNICEF; où les syndicats libres sont interdits; où le budget de l'éducation ne mobilise que 4,5 % du budget contre 34 % à l'armée.

«Une armée pour se défendre contre qui?»

demande le président de la section montréalaise de la Communauté vietnamienne du Canada, M. Luong Tuyen Nguyen. «Une armée pour se protéger et pour avilir le peuple», crait-il.

M. Nguyen a écrit au premier ministre Jean Chrétien à ce sujet, le 28 octobre, le priant de soulever les questions des droits de la personne, de la démocratie et de la liberté dans son pays d'origine: «Nous sommes conscients que le thème du prochain sommet sera l'économie, écrit M. Nguyen. Mais nous sommes persuadés que l'économie, les droits de l'homme, la démocratie et la liberté sont des problèmes indissociables, étroitement liés comme ceux de la croissance d'un arbre dont on ne peut pas cultiver et développer une seule branche de façon isolée et oublier le reste».

A cela, que répond le Canada? Lors d'une séance d'information pour la presse, jeudi, à Ottawa, des hauts fonctionnaires ont expliqué que le Canada estime que, lorsque les dirigeants de pays démocratiques se réunissent dans un pays comme le Vietnam, qu'ils discutent de ces questions autour d'une table en regardant dans les yeux leurs vis-à-vis, faisant la promotion de programmes en faveur de l'ouverture démocratique, ces pays réalisent alors dans quel sens leurs partenaires s'attendent à ce qu'ils agissent.

Le sommet de Hanoï devrait également entériner la candidature de Moncton, au Nouveau-Brunswick, comme ville-hôtesse du sommet de 1999. Cette candidature donnera à la seule province officiellement bilingue du Canada une visibilité inégalée à Hanoï. Ce sommet est également le premier, depuis 1991, auquel assistent simultanément les deux premiers ministres du Québec et du Canada.

Le Sommet
de la
Francophonie met
les organisations
des droits
de la personne
en émoi

Le Soleil

La diplomatie du plan B

le lundi, novembre 10, 1997 page: B7

From Le Soleil

Maintenant que les Québécois ont été sortis des plus hauts étages du Lester Pearson Building à Ottawa, c'est la guerre tous azimuts contre le Québec. Après Paris et Pékin, quel coup fourré attend le Québec à Hanoi, au Sommet des pays ayant en commun l'usage de la langue française?

Il est clair que depuis la grande frousse référendaire d'octobre 1995 et surtout la révélation des détails du «grand jeu» de Jacques Parizeau, Ottawa ne laisse plus rien au hasard. On entre en fait dans une nouvelle phase de la diplomatie canadienne, celle du refus.

En janvier 1967, un certain Pierre Elliott Trudeau avait déclenché une véritable guerre de drapeaux à l'occasion d'une tournée en Afrique et à Paris. Pourtant modeste Secrétaire parlementaire du premier ministre Lester Pearson, le député de Mount Royal avait rencontré des présidents de pays africains, de même que le ministre français de la Coopération. «La position du gouvernement canadien est désormais bien comprise : les relations étrangères constituent une prérogative fédérale», dit alors Trudeau en promettant une «présence considérable» des Canadiens francophones de l'extérieur du Québec dans les projets d'assistance scientifique et technique à l'Afrique.

A cette période du «tassez-vous», succéda la coopération forcée imposée par le gouvernement français du général de Gaulle. Non seulement la France traitait-elle directement avec le Québec, mais elle imposait la participation de son gouvernement à toutes sortes de conférences et d'agences de coopération technique et culturelle.

Il y eut même la belle époque de la coexistence pacifique entre le Canada et le Québec à l'étranger alors que les diplomates fédéraux comprenaient mieux et vantaient les avantages de la French Connexion. Je me souviens en particulier d'un grand discours à Montréal de Jack Homer, ministre de l'Industrie et du Commerce de Trudeau, qui vantait les mérites de la «latin connexion» dans une stratégie de pénétration des marchés d'Amérique du sud. Plus près de nous, les Québécois dominaient, en nombre et en influence, l'équipe de négociations des accords de libre-échange avec le Mexique.

Ce n'est peut-être pas un hasard que Jack Homer ait d'abord été un conservateur de l'Alberta, et que les négociations avec le Mexique se soient déroulées sous un gouvernement conservateur. D'ailleurs, l'âge d'or de la coopération entre le Québec et le Canada sur la scène internationale intervint à l'époque de Brian Mulroney.

Maintenant que les libéraux orthodoxes sont revenus au pouvoir à Ottawa, ce ne sont plus des diplomates que le Canada envoie à l'étranger, mais des mercenaires. D'ailleurs, leur ministre Lloyd Axworthy affichait ses couleurs dès 1996 en disant que son gouvernement «encouragerait les ambassadeurs à s'exprimer beaucoup plus à l'étranger» et en annonçant que ces mêmes ambassadeurs seraient invités de temps à autre au Canada pour dire à quel point le pays est bien vu à l'étranger.

L'attitude incroyablement agressive, voire discourtoise à l'égard d'un chef de gouvernement provincial, d'Howard Balloch, notre ambassadeur en Chine, est à verser au compte de cette opération systématique de dénigrement du Québec à l'étranger. Éduqué à l'université Laval, parfaitement bilingue, ce même Balloch fut responsable de la stratégie fédérale du NON au cours de la campagne référendaire de 1995. Capable de tout, c'est lui qui a rendue publique une note pourtant confidentielle sur la rencontre entre Jacques Parizeau et les diplomates étrangers en poste à Ottawa, déclenchant ce qu'on a ensuite appelé «l'affaire des homards».

La récente tournée au Québec de Jacques Roy, ambassadeur du Canada à Paris, procède de la même stratégie. Originaire de Sainte-Anne des Monts, Roy est un homme habituellement charmant. On veut bien croire que des fonctionnaires québécois zélés - surtout avec un patron comme Marcel Masse! - aient eu une attitude blessante à son égard lors de la visite de Bernard Landry. De là à en faire un tel plat et à entreprendre une longue tournée des chambres de commerce du Québec profond, payé par le Conseil de l'unité canadienne d'ailleurs, il y a une borne qui a été franchie.

Mais la campagne de Roy reste, tout compte fait, un signe de faiblesse de la part du gouvernement fédéral. En d'autres temps, quand des Québécois crédibles et respectés comme Pierre de Bané ou Pierre Pettigrew occupaient le poste de ministre junior des relations avec les pays de la francophonie, ce sont eux qui auraient fait la tournée du Québec. Maintenant qu'il n'y a plus un seul Québécois sur les cinq ministres et secrétaires d'État chargés de la politique étrangère et du commerce international, qui enverra-t-on brandir l'étendard au Québec? Diane Marleau? Ou son prédécesseur Don Boudria?

Comme le voulait Trudeau, il y a maintenant une «présence considérable» des Canadiens francophones de l'extérieur du Québec sur la scène internationale. Quant à l'attitude des mercenaires des Affaires étrangères à l'égard du Québec, tous les coups sont permis et leurs armes tirent bas. Le Québec est ainsi

Comme le voulait Trudeau, il y a maintenant une «présence considérable» des Canadiens francophones de l'extérieur du Québec sur la scène internationale. Quant à l'attitude des mercenaires des Affaires étrangères à l'égard du Québec, tous les coups sont permis et leurs armes tirent bas. Le Québec est ainsi revenu au temps des «missions impossibles» que décrivait si bien l'ancien ministre Claude Morin.

Québec fait-il le poids face aux gros bras d'Ottawa? «On ne s'improvise pas làdedans», me dit Lucien Bouchard au début de 1996, au moment de prendre la direction du gouvernement. «Et à Québec, on n'a pas eu l'occasion de développer cette expertise.» C'est vrai mais ce n'est pas en fermant des délégations ou en supprimant des postes à l'étranger que le Québec se donnera les moyens de neutraliser les mercenaires fédéraux...

- Vastel, Michel

- END -

DATE: 10/11/97

LE COURRIER DU VIET NAM

La grande famille de la Francophonie

La République socialiste du Vietnam,
Pays hôte du VIIe Sommet de la Francophonie

Le Vietnam se situe dans la région de l'Asie du Sud-Est. Il fait partie de la péninsule indochinoise.

La République socialiste du Vietnam est Etat membre de l'ACCT depuis mars 1970.

Vendredi prochain, Hanoi, capitale du Vietnam, accueillera les Chefs d'Etat et de gouvernement de la grande famille de la Francophonie.

Cet événement important sera le premier dans un pays asiatique francophone.

- Superficie: 331.689 km²

- Population: 76.000.000

habitants (Vietnamiens)

- Capitale: Hanoi

- Monnaie: đồng

- Langues: vietnamien, anglais, français, russe et chinois.

La nation vietnamienne s'est constituée au cours d'une histoire plurimillénaire. Le Vietnam est un Etat multinational avec une langue nationale commune et des langues propres aux groupes minoritaires.

Le vietnamien est la langue officielle.

Les autres langues parlées comme langues étrangères sont l'anglais, le français, le russe et le chinois.

- Fête nationale: 2 Septembre.

Le 2 septembre 1945 sur la Place Ba Dinh à Hanoi, le président Hồ Chí Minh, grand leader du peuple vietnamien, proclama l'indépendance.

- Géographie: Le pays s'étire sur une longueur de près de 1.800 km. Les deltas du Fleuve Rouge au Nord et du Mékong au Sud sont comme «les deux seins» qui nourrissent le pays où la culture du riz aquatique est domi-

nante. Entre les deux deltas, les plateaux de la Cordillère (ou la Cordillère Truong Son) isolent quelques plaines littorales. Le Vietnam compte cinquante-quatre ethnies, la majorité des Vietnamiens appartenant à l'ethnie «Kinh». Les Viêts, majoritaires, se concentrent principalement dans le delta du Sông Hồng (Fleuve Rouge), les plaines littorales du Centre et le delta du Cuu Long (Mékong), cinquante-trois autres ethnies peuplent essentiellement les montagnes.

- Jalons importants de l'époque contemporaine

- 1946-1954: Première résistance

- 1965-1975: Deuxième résistance

- 1975 (30 avril): Victoire totale du pays. L'effondrement du régime fantoche saïgonnais.

- 1976: Le Vietnam réuni devient République socialiste.

- 1986: Commencement de l'œuvre de renouveau (ou la politique «đổi mới» en vietnamien).

- 1994 (3 février): Levée de l'embargo américain.

- 1995 (juillet): Le Vietnam adhère à l'Association des nations du sud-est asiatique (ASEAN).

- Economie: Grâce à l'œuvre de renouveau préconisée par le Parti communiste vietnamien depuis 1986, l'économie du Vietnam a connu des réalisations très importantes dans plusieurs domaines. Cette politique a transformé profondément l'économie du pays. A partir d'une économie essentiellement agricole, le Vietnam est maintenant classé parmi les plus grands exportateurs de riz mondiaux.

La politique de multila-

téralisation et de diversification poursuivi par le Parti et l'Etat vietnamiens a permis au pays de bien s'intégrer dans la région, et dans le monde.

La politique d'ouverture du Vietnam attire de plus en plus les investisseurs étrangers.

Pris dans la dynamique régionale de réussite économique, disposant de nombreux atouts, le Vietnam a d'ores et déjà amorcé son décollage économique, et s'efforce d'atteindre, d'ici l'an 2.000, une croissance de 12% à 15%

Présence du français
Population scolarisée:
14.525.076 élèves et 250.000 étudiants

Effectif et pourcentages d'élèves apprenant le français:

* Au niveau primaire: 3.362 (0,02%)

* Au niveau secondaire: 99.751 (2,5%)

L'ouverture de quelque 500 classes bilingues dans ces deux cycles d'études dans tout le pays, dès la rentrée de 1997, devrait permettre de former des bacheliers francophones de qualité.

* Au niveau universitaire: 15.000 (10%) avec quarante-six filières francophones universitaires qui sont en fonction.

Nombre d'enseignants de français langue étrangère: 1.247

Présence francophone dans le pays:

- Bureau régional de l'AUFELF-UREF (Hanoi) et antenne à Hồ Chí Minh-ville

- Bureau régional de l'ACCT (Hanoi)

- Nombreuses ONG

- Les touristes français ou francophones représentent de 50% à 80% des touristes occidentaux

Présence du français dans les médias:

- un journal télévisé (quotidien: 10 minutes) au nord et au sud

- un journal radio (quotidien: 10 minutes)

- un quotidien: Le Courrier du Vietnam

- des magazines mensuels:

* Vietnam Scoop, bimensuel économique (5.000 exemplaires)

* Saigon Eco, bimensuel économique (4000 exemplaires)

* Bulletin biquotidien de l'Agence Vietnamienne d'Information

- des émissions d'apprentissage de la langue française à la radio et à la télévision.

Presse francophone:

- Au Vietnam, trois journaux sont publiés en français:

«Saigon Eco» né en 1993,

est une création vietnamienne à 100%. Il est édité par le groupe «Saigon Times» et

jouit de soutiens importants au sein du gouvernement vietnamien et d'une représentation en France. D'abord

hebdomadaire, «Saigon Eco» est passé à une parution

bimensuelle, puis mensuelle.

«Le Courrier du Vietnam», qui fait partie de

l'Agence vietnamienne d'Information (AVI), est diffusé

sur tout le territoire du pays et dans certains pays de l'Europe et de l'Afrique

francophones.

«Vietnam Scoop», dernier

né de la presse francophone au Vietnam, prépare un plan

de relance visant à faire de «Vietnam Scoop» (dont le titre

est en voie de changement) un instrument de promotion

pour les entreprises françaises autant que pour les entreprises vietnamiennes.

La Roumanie veut accueillir le sommet de la francophonie de 2001

La Roumanie souhaite accueillir le IX^e sommet de la francophonie de 2001 afin de stimuler le développement d'un «*pôle de la francophonie en Europe centrale*», a indiqué vendredi à Bucarest Andrei Magheru, un responsable du ministère Affaires étrangères. «*Un Roumain sur quatre est francophone et le français est la langue la plus étudiée en Roumanie*», a indiqué M. Magheru, estimant que ce pays est «*à la pointe de la francophonie en Europe centrale et de l'Est*».

«*La Roumanie, qui est membre à part entière de ce mouvement depuis 1993, juge également opportune l'ouverture à Bucarest d'un bureau régional de la francophonie*», a déclaré ce responsable à la presse.

La Roumanie sera représentée au VII^e sommet de la francophonie, prévu à Hanoï du 14 au 16 novembre, par une délégation dirigée par le président Emil Constantinescu. (AFP)

En marge du sommet, ce dernier rencontrera notamment ses homologues français, Jacques Chirac, et suisse, Arnold Koller, ainsi que le Premier ministre canadien Jean Chrétien, selon la même source.

Cortèges officiels: le temps des répétitions

UNE file impressionnante de voitures dans les rues de Hanoï. En tête, souvent, un véhicule de la police de la route, sirène hurlante et gyrophaire allumé. Derrière, une voiture française, une Peugeot 605 ou 406, avec chauffeur et une plaque d'immatriculation particulière: à côté du drapeau vietnamien à l'étoile d'or, un numéro et l'inscription «*Francophonie, Sommet de Hanoï*».

En fin de semaine dernière, les cortèges officiels ont «*répété*» dans la capitale vietnamienne. Chronométrage des parcours, grands boulevards bloqués... Une préparation à ce que sera leur ville durant toute cette semaine pour les Hanoïens.

Vendredi dernier, ce serpent de véhicules officiels a fait escale à l'hôtel Sofitel Métropole, où plusieurs délégations logeront (France, Monaco, Roumanie, Cambodge...). Une répétition grandeur nature, avec des employés «*jouant*», pour quelques instants, le rôle de personnalités (présidents, ministres, etc.).

CVN



Répétition à l'entrée du Sofitel Métropole.

Photo Y V

pour le (Banque mondiale, Banque Générale des Banques, BAD, BCEAO, FIAT, NESTLE, SEMA-GROUP, etc.) ont participé, initialement, à ce financement.

II. Le gouvernement de l'Université

Il est exercé par ses Conseils internationaux, composés de personnalités de premier plan du monde politique, financier, industriel, administratif et scientifique, provenant de différents pays ayant en commun le français en partage. L'organisation académique de l'Université comprend:

1. Le Haut Conseil de l'Université est présidé par S.E. Léopold Sédar Senghor. Il a comme vice-présidents Boutros Boutros-Ghali, Ancien Secrétaire Général des Nations Unies et Maurice Drouin, Secrétaire Perpétuel de l'Académie Française;

2. Le Conseil d'Administration présidé par le Professeur René-Jean Dupuy, du Collège de France;

3. Le Conseil Scientifique présidé par le Professeur Souleymane Seck, Recteur de l'Université.

III. Spécificité de l'Université Senghor

Objectifs:

L'Université Senghor est un centre d'excellence spécialement créé pour former et perfectionner des cadres et des formateurs aux méthodes professionnelles les plus modernes, dans l'environnement de nos pays, et pour orienter leurs aptitudes vers l'action et l'exercice des responsabilités dans certains domaines

universités (africaines, européennes etc.).

D'imminentes personnalités participent également à la formation des étudiants en animant des conférences sur des sujets d'intérêt certain pour le développement des pays du Tiers Monde.

Le Diplôme de l'Université Senghor:

Un système d'évaluation continue pendant deux ans, conduit à l'obtention du Diplôme d'Etudes Professionnelles Approfondies (DEPA) de l'Université reconnu comme diplôme de 3^e cycle universitaire par le C.A.M.E.S. (Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur) et par certaines universités européennes et nord américaines.

Auditeurs Formés:

Depuis sa création l'Université a formé 371 diplômés, représentant 27 nationalités différentes.

Ces diplômés dont 4 vietnamiens, se répartissent de la manière suivante!

* Gestion des Projets: 120 auditeurs

* Institutions Financières: 72 auditeurs

* Gestion de l'Environnement: 96 auditeurs

* Nutrition et Santé: 55 auditeurs

* Patrimoine Culturel: 28 auditeurs

Elle vient d'accueillir en septembre 97, une centaine d'auditeurs (Promotion 97-98).

Francophonie

9

Réédition d'un ouvrage sur A. Yersin

LA demande de nombre de touristes francophones après leur visite, à Nha Trang, des vestiges du savant Alexandre Yersin, la brochure «Alexandre Yersin - un demi-siècle au Vietnam» vient d'être rééditée par l'Institut Pasteur de Nha Trang à l'occasion de la prochaine ouverture du VII^e Sommet de la

Francophonie à Hanoi.

La première édition avait été réalisée par le Fonds Culturel du Vietnam relevant du Ministère de la Culture et de l'Information. Les co-auteurs sont deux participants au séminaire sur Yersin (tenu en Mars 1991 à Nha Trang) qui avaient connu le savant dans leur prime jeunesse

passée dans cette ville: MM. Nguyen Phuoc Quynh, journaliste, et Lê Phuong, ex-ambassadeur du Vietnam auprès de l'UNESCO à Paris. La mise en page, les photos et la couverture sont réalisées par le peintre-photographe-journaliste Dang Tran Son.

VNC

En 1980, en tant que directeur-adjoint de l'Université de Hanoi, Phan Huu Dat s'est rendu en mission à Paris. Durant son séjour en France, il a visité le Jardin du Luxembourg. Après son retour au Vietnam, M. Dat a composé ce poème en souvenir de sa visite. Ecrit en français, c'est une oeuvre commune avec son ami Bui Huu Tien.

*Oh ! jardin de Luxembourg
Aux feuillages jaunissants de rayons du soir,
dorés !*

*Un vieux bonhomme y passe
Sous le poids du temps, courbé:*

*Le ciel de l'automne est là toujours agité,
Où sont-ils les premiers dîners à la lampe ?*

*Les bancs publics demeurent là solitaires,
Où s'est-il assis*

*Cet hanime de jadis
Qui a écrit sur la vie
Ces pages éternelles ?*

*Tout ce que l'on sait,
Le jardin est devenu immortel.*

*Qu'ils viennent ici
Tous ceux qui, ici-bas*

*Veulent retrouver, de leur jeunesse
L'âge céleste.*

L'Université Internationale de Langue Française

Université Senghor
d'Alexandrie en Egypte

CONSCIENTS du rôle que peut jouer la formation des ressources humaines dans le développement et l'intégration économiques de leurs pays, les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, ont adopté au cours de leur Sommet de Dakar, en mai 1989, le projet de création d'une Université internationale dénommée «Université Senghor».

L'Université Senghor est une université privée de 3^eme cycle reconnue au plan international, d'utilité publique. Elle a accueilli la première promotion d'auditeurs en octobre 1990.

L'Université Senghor a été inaugurée le 4 novembre 1990, en présence de Son Excellence Léopold Sédar Senghor, Son Excellence Boutros Boutros-Ghali, Son Excellence Maurice Druon de l'Académie Française, et de plusieurs chefs

prioritaires pour leur développement. Les cours sont actuellement dispensés au sein des départements suivants:

1. Administration et Gestion (Gestion des Projets et Institutions Financières)

2. Gestion de l'Environnement.

3. Nutrition et Santé

4. Gestion du Patrimoine Culturel

Modalités de Recrutement des Auditeurs:

L'Université recrute des cadres des secteurs publics et privés ayant au moins, trois ans d'expérience professionnelle après la maîtrise ou un diplôme équivalent, à partir d'un concours international organisé dans les pays membres de la Francophonie. Une sélection rigoureuse se fait en trois étapes:

1. Un examen approfondi des dossiers des candidats.

2. Une épreuve écrite pour les candidats retenus par la première

La République de Vanuatu

Le Vanuatu (ancien nom: Nouvelles-Hébrides) est un Etat de la Mélanésie dans le Pacifique Sud, au Nord-Est de la Nouvelle-Calédonie. Le Vanuatu est à la fois membre du Commonwealth et de la Francophonie. La République de Vanuatu est Etat membre de l'ACCT depuis décembre 1979.

* Date de l'établissement des relations diplomatiques avec le Vietnam: 1982.

- Superficie: 12.200 km²

- Population: 700.000 habitants

- Capitale: Port-Vila

- Monnaie: Vatu

- Langues: bichelamar, anglais et français.

- Le bichelamar est parlé par le plus grand nombre.

- L'anglais est parlé par les deux tiers de la population et par deux bilingues sur trois.

- Le français est parlé par un bilingue sur trois.

- Fête nationale: 30 juillet, en l'honneur de son accession à l'indépendance (le 30 juillet 1980).

- Géographie: Le Vanuatu est un archipel de 80 îles et îlots dans l'Océan Pacifique, au Nord-Est de la Nouvelle-Calédonie. Soixante-sept îles sont inhabitées. Les îles les plus importantes sont Espiritu Santo, Malékuia, l'île de la Centocôte et de Vaté (où se trouve Port-Vila). Les sept principales îles regroupent 80% de la population. Le pays compte trois volcans qui sont toujours en activité. La zone maritime est étendue sur 100.000 km².

* Pour mieux connaître Vanuatu sous l'angle de la Francophonie:

Né en 1961 dans l'île de Piana, Jacques Gédéon est le président de l'Association vanuataise des professeurs français (AVPF); il a également, après avoir occupé divers postes d'enseignant, été en 1995 le chef de cabinet du ministre des Travaux publics et des Transports. Ce militant pour la Francophonie est conteur, chanteur et poète. Il a représenté Vanuatu à la Quinzaine du Conte organisée par la Délégation territoriale aux Affaires culturelles de Nouvelle-Calédonie en 1992 et 1993 et aux Jeux de la Francophonie à Paris en 1994. Il a transcrit et traduit un certain nombre de contes de son pays en français; il a enregistré



une cassette de chansons avec un groupe francophone en 1995 une seconde est en préparation. Ses poèmes ont été réunis en deux recueils parus à Port-Vila aux éditions Nakamal: *Poésie 1*, en 1988, *Poésie 2*, en 1989. Il prépare actuellement un recueil de souvenirs d'enfance *Le temps d'un regard*, à paraître fin 1996.

PLURALISME LINGUISTIQUE

Le pluralisme linguistique du Vanuatu (ou Vanuani) est un problème à plusieurs étages. Dans le domaine de l'enseignement, puisque les langues d'enseignement sont l'anglais et le français, on trouve un double système d'enseignement qui rencontre des difficultés spécifiques. Les langues mélanésiennes (souvent la langue maternelle des enfants) ne sont pas enseignées dans l'enseignement public; la langue de communication est le bichelamar, et l'anglais académique se trouve dans le continuum créole, avec bien sûr une maîtrise inégale de l'écrit. Sur les problèmes de scolarisation des jeunes enfants, Sabine Ehrhart, lauréate d'une bourse d'excellence de l'AUPEF-

UREF en 1995, a fait une étude et donné un rapport de recherche sur le français langue seconde dans les écoles maternelles et primaires de la République de Vanuatu, qui contient outre une analyse de la situation socio linguistique réelle dans quelques écoles de quelques îles, des propositions pédagogiques pour un meilleur apprentissage de la langue d'enseignement qu'est le français.

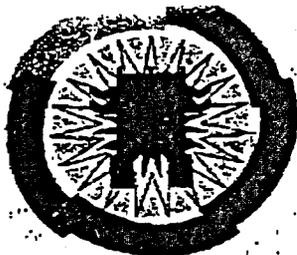
Le médiateur, inspiré de l'ombudsman des pays scandinaves, a ici des pouvoirs et des compétences plus larges. Outre son rôle d'enquête sur « tout agissements de tout fonctionnaire ou autorité publique », y compris les ministres, le médiateur doit veiller au respect du plurilinguisme constitutionnel de la République: c'est l'article 62 de la constitution. Le médiateur agit sur plainte, mais peut enquêter de sa propre initiative et possède le pouvoir de traduire un fonctionnaire ou une administration en justice. Chaque année, le médiateur présente au Parlement un rapport spécial sur le respect du pluralisme linguistique et sur les mesures susceptibles d'assurer ce respect.



L'ensemble artistique de Vanuatu se produit à Hanoï.

Photo Thanh Ha

La grande r



La République de Tunisie

La Tunisie est un Etat d'Afrique du Nord, sur la Méditerranée. Elle est Etat membre de l'ACCT depuis mars 1970.

- Date de l'établissement des relations diplomatiques avec le Vietnam: 15 décembre 1972.

- Superficie: 164.000 km²
- Population: 9.100.000 habitants (Tunisiens).

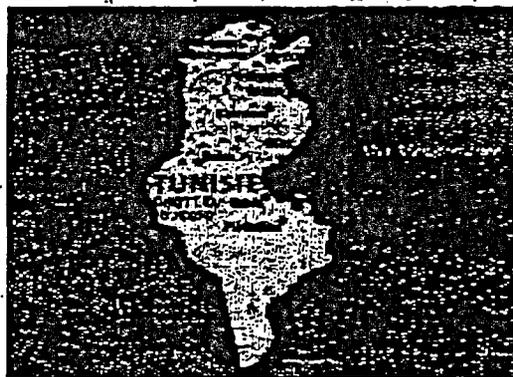
La population se compose d'Arabes (en grande partie des Berbères arabisés), des Israélites, des Français et des Italiens.

- Capitale: Tunis
- Monnaie: Dinar tunisien
- Langues: L'arabe est langue officielle, et le français est parlé par un tiers de la population. Le français est enseigné comme langue étrangère à partir de la troisième année du primaire. C'est la langue véhiculaire des sciences et des techniques dans l'enseignement secondaire et supérieur.

- Fête nationale: 20 mars (en commémoration de l'indépendance (le 20 mars 1956), coïncidence avec la Journée de la Francophonie).

- Géographie: La Tunisie est située en Afrique du Nord et est le plus petit des cinq Etats constituant l'Union du Maghreb (UMA). Elle est divisée administrativement en 23 gouvernorats subdivisés en 254 délégations lesquelles se répartissent en 2.044 imadas (secteurs). Le pays est essentiellement montagneux au Nord, de plateaux et de plaines steppiques et désertiques au Centre et au Sud. La plus grande pluviosité explique la concentration des cultures des céréales, du vigna, d'olivier et de l'élevage bovin dans le Nord et sur le littoral qui regroupent la majeure partie de la population. Le Sud est le domaine de l'élevage nomade des ovins, en dehors des oasis qui fournissent des dattes. La pêche se développe mais ne revêt encore qu'une importance secondaire, comme l'industrie, en dehors d'activités extractives (phosphates et pétrole) et du textile.

- Economie: Malgré le tourisme qui décroît, la croissance économique est relativement bonne. Mais les dif-



ficultés intérieures nuisent à la crédibilité du pays.

Les activités économiques de la Tunisie sont concentrées dans le Nord et les zones côtières.

L'agriculture ne représente qu'environ 15% du PIB, mais elle emploie près du quart de la population active. Le secteur des mines, moins de

1% du PNB, contribue de façon notable aux recettes d'exportation (essentiellement les phosphates). L'industrie manufacturière est à l'origine, en 1993, de plus des deux tiers des recettes d'exportation. Elle emploie 17% de la population active et enregistre un taux de croissance supérieur à celui du PNB.

La viticulture renaît en Tunisie

Après trente ans d'abandon, les Tunisiens redécouvrent leurs vignes. L'Office national de la vigne (ONV) et l'Union centrale des coopératives viticoles (UCCV) veulent se lancer dans un vaste programme de rénovation de leurs vingt-deux caves viticoles où est produit le vin depuis le passage du raisin jusqu'à la mise en bouteille, en passant par la fermentation.

Les vins tunisiens, complexes, ont besoin de plusieurs années pour bien s'épanouir. Un bon «Château Mornag», «Tibars» ou «Sidi Saïb», doit vieillir plus de 10 ans, pour pouvoir être bu toute une soirée sans risque de «fatigue». Or, l'ONV qui a le monopole de la vente des vins en Tunisie, met des vins sur le marché juste après leur mise en bouteille.

Sur 45.000 ha plantés en vignes avant 1984, il n'en reste que 27.000, «mal entretenues et vieilles», selon le directeur technique de l'ONV. Cette direction spécialisée dans la sélection des cépages, est chargée d'un programme d'amélioration de la production et de formation de techniciens. Parallèlement, les autorités poussent au redémarrage de l'industrie viticole, source attendue de devises.

Du coup, certains vins tunisiens, particulièrement des vins rosés, font aujourd'hui de l'ombre à leurs homologues européens.

Mais, le problème de l'eau est la plus grande préoccupation pour l'ONV: La pluviométrie insuffisante nécessite une irrigation d'appoint à certaines étapes de la culture. Un aspect à prendre en compte dans tout programme de relance.



médailles de bronze reviennent respectivement à Duong Duy Kiern (hast masculin) et Nguyen Phuong Lan (hast féminin). CVN

Concert

Franco-tonique!

Samedi soir, sur l'esplanade du Parc des expositions de Giang Vo, à Hanoi, on a chanté et dansé sur les rythmes de la francophonie. Au programme: l'Acadienne du Nouveau-Brunswick, Marie-Jo Thério, le "tit parisien", Enzo Enzo, l'électrique Nancéen Charlélie Couture et le Sénégalais Ismaël Lo. Une affiche éclectique, pour ne pas dire disparate, qui est allée crescendo.

FAIRE se déplacer des milliers de spectateurs pour un concert dont ils ne connaissent peu ou pas les interprètes, les organisateurs de l'événement francophone ont réussi ce pari. Un *Xin chiao* (bonjour) et le public hanoïen était séduit par la lignasse acajou et la voix puissante de la Canadienne Marie-Jo Thério qui ouvrait les festivités. Mais l'enthousiasme n'a pas véritablement soulevé les foules. Le choix des titres interprétés et leur ordre n'étaient pas forcément judicieux. Tour à tour à la guitare et au piano, cette chanteuse de 32 ans, issue d'une minorité francophone, nous a parlé du français de chez elle, le Chiac (un mélange de français et d'anglais), a chanté Moncton, sa ville natale.

A Hanoi, Marie-Jo Thério a pu vérifier que, comme le lui répétait son père, "la francophonie existe dans toutes sortes de lieux. Et dans chaque lieu, elle a des sonorités et une résonance différentes. En venant au Vietnam, je ne suis déçagée par rapport à cette idée de Francophonie. J'en avais une idée fa pensant qu'elle y était

finis: deux buts à un en faveur des Laos.

Les Laos se sont imposés devant l'équipe de Binh Diong (1-0) et l'équipe des moins de 22 ans du Sud (1-0). CVN

beaucoup plus répandue." La veille du concert, la chanteuse confiait que, pour elle, "la Francophonie est plus physique, viscérale même, que culturelle. C'est beaucoup plus qu'une revendication. De toute façon, je ne suis pas une fille à drapeau..."

Militante, Enzo Enzo, qui prenait le relais de Marie-Jo Thério dans la catégorie chansonnette, ne l'est guère plus. Son principal souhait est de divertir. En se produisant dans le cadre des festivités liées au VII^e Sommet de la Francophonie, la chanteuse est contente de "proposer une alternative aux manifestations américaines, plutôt bien organisées, mais étouffantes par l'attitude conquérante de son marché." La prestation d'Enzo Enzo était très attendue par le public vietnamien, "on connaît la chanson "Juste quelqu'un de bien", mais pas son interprète", explique une jeune Vietnamiennne.

Aux airs sages, ont succédé le "beat" de Charlélie Couture. Plus sauvage. Le look confucéen (crâne rasé et barbe philosophique), le Français s'est montré, comme il aime

se définir, véritable "pôète électrique". Si le public vietnamien ne le connaissait pas encore, il en a redemandé. Dans la foule, un octogénaire francophile, déchaîné, n'oubliera pas: l'énergie électrique véhiculée par, le tout aussi rock que blues, Charlélie Couture. "Sur scène, tel Gulliver, je prends mon envol sur la plage des Lilliputiens", déclare le chanteur.

Au fur et à mesure que le public se rétrécissait - pour, finalement, se réduire au millier de personnes, tout au plus - l'enthousiasme a été unanime avec Ismaël Lo. Si c'est la première fois que ce Sénégalais posait pied sur sol vietnamien, il déclare y être venu de nombreuses fois... en coeur. Plus étonnant encore, la préparation des *nem* n'est pas un secret pour l'artiste, seul leur consommation avec des baguettes pose problème! Avec son groupe, il a fait découvrir ou partager le goût du *mbalakh*, cette musique africaine aux sons envoûtants et entraînants. Un goût de trop peu.

Seul regret de la soirée, on aurait préféré que les chanteurs convainquent le public davantage par leur prestations que par la lecture de leur curriculum vitae. La présentation cassait l'ambiance, autant que la fluidité du concert. CVN

(sous-titré en anglais)

9h30 : La chance aux chansons
10h20 : Téléfilm: «Boulevard et Péécuchet»

11h50 : Nouvelle génération

12h15 : Tour de France des métiers

12h30 : Euronews en anglais (en direct)

13h : Téléfoot

14h : Allô la terre

14h15 : L'Oeuf de Coloinb

14h25 : Des chiffres et des lettres

14h50 : Parole d'expert

15h45 : Tour de France des métiers

16h : Le magazine de l'histoire

17h : Euronews en français (en direct)

18h : Drucker & Co/ Stars & Co

21h40 : Fête des bûches

22h10 : Arrêt sur images

23h : Euronews en anglais (en direct)

23h45 : Le cercle

Mardi 11 novembre

1h : Euronews en anglais, en direct

2h : Journal de France 2

2h40 : Musique

4h30 : L'info du lundi

5h40 : Euronews en français (en direct)

6h : Journal de TFI

6h40 : Tout le sport

6h50 : Euronews en français, en direct

Concerts francophones à Hô Chi Minh-ville

DANS le cadre des manifestations officielles du VII^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage, le Service de la Culture et de l'Information, le Consulat Général de France à Hô Chi Minh-ville présentent, aujourd'hui à 19h, au théâtre Hoà Binh un programme de concerts francophones avec:

- * Marie-Jo THERIO, artiste canadienne, chanteuse solo (19h30),
- * ENZO ENZO, valse bizarre, Jazz léger, sautillant ballades, mélodies limpides à l'humour délicat (20h00),
- * Charlélie COUTURE (21h00),
- ENTR'ACTE (22h-22h15)
- * Ismaël LO (Niger-Senegal), musicien (22h15-23h15). CVN

Plastique

Un an après sa fondation, la compagnie Vina Manhattan implantée à Hai Phong vient d'exporter ses premiers produits vers la France. Cette compagnie à 100% de capitaux taiwanais, produit des articles en matière plastique. A la fin de l'année, elle envisage d'exporter chaque mois et de porter le montant des produits écoulés dans le pays à 300 millions de đồng.

Thé

En dix mois, la compagnie pour l'investissement et le développement du thé de la province de Nghê An, avait exporté 1.000 tonnes de thé, pour 1,6 million de dollars, soit 40% de plus que par rapport à la même période de l'an passé. La compagnie a investi plus de 200 millions de đồng dans la modernisation des équipements et des technologies.

Charbon

Plus de 2,5 millions de tonnes de charbon ont été exportées depuis le début de l'année, soit 70% du plan annuel, selon un bilan de la Compagnie générale de Charbon. La Chine demeure le plus grand importateur. La Compagnie a également obtenu des contrats dans de nombreux pays occidentaux.

Le Courrier du Vietnam

Quotidien national en français publié par l'AVI

Rédaction centrale

3, Lê Thanh Tông - Hanoi

Tel: 9 334587

8 258363

postes 3303 ou 3305

Fax: 8 258368

Bureau de représentation

1, Ho Chi Minh - ville

La protection des forêts et développement durable et direction de deux lignes fluviales et du port de Cơn Thôn a été signé par le gouverneur-adjoint de la Banque d'Etat du Vietnam, Lê Due Thuy et le représentant de la Banque mondiale, Andrew Steer.

Conformément à cet accord, la Banque mondiale prêtera pour l'exercice 1998, 94,5 millions de dollars dont 73 millions pour le second projet. En outre, les Pays-Bas octroieront cinq millions de dollars au projet pour la protection des forêts.

A noter qu'à ce jour, la Banque mondiale a prêté au Vietnam environ 1,7 milliard de dollars, sans compter les assistances techniques. CVN

Pour une meilleure gestion démographique

UN projet d'aides onusiennes d'un montant de près de 1,5 million de dollars a été signé vendredi dernier à Hanoi par Lê Huu Nghia, vice-recteur de l'Institut de politique nationale et Erik Palstra, représentant du Fonds des Nations-unies pour les

activités de population (UNFPA). Le projet dont le but est de renforcer la capacité professionnelle des planificateurs et agents d'information pour les activités de population et le développement, durera jusqu'à l'an 2000. CVN

Les opérations de secours...

disparues, alors que les opérations de secours se poursuivaient notamment en mer. Rien que dans la province Cà Mau, à l'extrême sud du pays, quatre jours après la catastrophe, plus de 2.000 personnes ont été sauvées, et 53 cadavres de pêcheurs repêchés.

C'est le pire typhon dans la région en cent ans.

Les recherches des personnes disparues doivent se poursuivre à un rythme soutenu tant qu'il restera un espoir de retrouver des survivants, selon le Premier ministre qui a énuméré d'autres tâches urgentes : venir en aide aux sans-abri, soigner les blessés, reconstruire les maisons, les écoles, les postes médico-sanitaires, les ouvrages hydrauliques, les digues, réparer les bateaux, les routes, le réseau électrique... afin de stabiliser le plus tôt possible la vie de la population et permettre à la production de redémarrer.

(Suite de la p. 1)

Un vaste mouvement de solidarité a été lancé et la Croix Rouge vietnamienne a fait appel à l'aide internationale. La Suisse a annoncé une aide de 400.000 dollars, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 225.000 dollars, la France, 100.000 dollars, la Corée du Sud, 100.000 dollars, l'Australie, 10.650 dollars.

Sur le plan national, des milliards de đồng ont comptabilisés, sans compter des collectes de fonds en cours.

Selon Marshall Silver, du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), près de 226.000 hectares de cultures ont été inondés et "à titre de comparaison, la province de Cà Mau (la plus touchée) a 200.000 hectares de riziculture". "C'est de l'eau de mer et il faudra des années pour pomper l'eau et remettre les champs en état", a-t-il ajouté.

valoir un certain soutien à la souveraineté, tout en contribuant positivement et avec bonne volonté au règlement des problèmes internationaux.

Pouvez-vous nous faire part de vos observations concernant le problème de la coopération économique qui sera discuté au Sommet ?

Auparavant, la coopération entre les pays ayant le français en partage portait essentiellement sur les domaines culturel, scientifique et technique. Le problème de la coopération économique n'a jamais été abordé lors des précédents sommets.

Aussi, le gouvernement vietnamien a proposé comme thème le renforcement de la coopération et de la solidarité entre les pays membres, pour la paix et le développement économique et social. Nous insistons sur la coopération économique. Je crois que les chefs d'Etat et de gouvernement discuteront de l'orientation, ainsi que des mesures et principes communs pour renforcer la coopération économique et les relations commerciales. Le Sommet adoptera un Programme d'actions dont la coopération économique.

Comment évaluez-vous l'avenir de la coopération entre le Vietnam et les pays membres de la Communauté francophone ?

Avant ce Sommet, ont lieu de nombreuses activités : Forum francophone des Affaires Assises mondiales de l'enseignement du et en français, Conférence des ministres de l'Enseignement supérieur et de la

difficultés concrètes, mais les organisations économiques commerciales du Vietnam rencontreront leurs partenaires, afin de discuter des solutions permettant de les résoudre.

Que constatez-vous concernant la portée du VII^e Sommet dans l'histoire du développement de la Communauté des pays francophones ?

La Communauté a connu six Sommets et à l'occasion de chacun d'eux, de nouveaux membres et observateurs ont adhéré. Selon moi, ce VII^e Sommet marquera un nouveau développement car son sujet constitue une nouvelle force d'attraction, l'organisation et la constitution de la Communauté seront perfectionnées. Ce premier Sommet en Asie créera les conditions à l'élargissement de l'influence de la Communauté, dans ce continent très dynamique.

En tant que Président du Comité national d'organisation, êtes-vous satisfait des préparatifs ?

A ce jour, presque tous les préparatifs sont achevés. Il s'agit, pour nous, d'énormes travaux qui demandent la participation de plusieurs branches et organisations. Les ouvrages principaux sont terminés. D'autres travaux bénéficient de conditions favorables, permettant au Vietnam de répondre à toutes les demandes concrètes. Il accueillera en même temps 2.000 étrangers dont une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernements.

En conclusion, je veux insister sur la participation active des Hanoïens lors des divers préparatifs. CVN

MÉTÉO

Dans le Nord, pas de pluie sur l'ensemble du territoire, la température de 20 à 27 degrés à Hanoi et Ninh Binh, de 19 à 27 degrés à Ha Long, de 16 à 25 degrés à Diên Biên.

Le Courrier du Vietnam

Actualités vietnamiennes

Nguyên Khanh : le Sommet...

(Suite de la p.1)

lutte pour l'indépendance, ainsi que d'autres en Europe et Amérique qui ont de bonnes relations avec lui. Le parrainage du VIIe Sommet offre l'occasion de réaliser la politique de do moi du Parti et de l'Etat, d'élargir les relations extérieures avec l'étranger, afin que les amis de la Communauté comprennent mieux les différentes facettes du Vietnam.

Actuellement, celui-ci est membre de plusieurs organisations internationales telle l'ONU, l'Organisation des pays non alignés, l'ASEAN, la Communauté des pays ayant le français en partage, plus d'autres dans le futur. Il s'agit de la manifestation de sa politique extérieure de multilatéralisation et de diversification dans ses relations internationales. Le Vietnam doit profiter des conditions concrètes de chaque communauté, conformes à sa demande et à sa capacité, afin de valoriser les éléments les plus avantageux pour sa cause d'édification nationale, sur la base des principes de préservation du cachet national et sa souveraineté, tout en contribuant positivement et avec bonne volonté au règlement des problèmes internationaux.

Pouvez-vous nous faire part de vos observations concernant le problème de la coopération économique qui sera discuté au Sommet ?

Auparavant, la coopération entre les pays ayant le français en partage portait essentiellement sur les domaines culturel, scientifique et technique. Le problème de la coopération économique n'a jamais été abordé lors des précédents sommets.

Aussi, le gouvernement vietnamien a proposé comme thème le renforcement de la coopération et de la solidarité entre les pays membres, pour la paix et le développement économique et social. Nous insistons sur la coopération économique. Je crois que les chefs d'Etat et de gouvernement discuteront de l'orientation, ainsi que des mesures et principes communs pour renforcer la coopération économique et les relations commerciales. Le Sommet adoptera un Programme d'actions dont la coopération économique.

Comment évaluez-vous l'avenir de la coopération entre le Vietnam et les pays membres de la Communauté francophone ?

Avant ce Sommet, ont lieu de nombreuses activités : Forum francophone des Affaires, Assises mondiales de l'enseignement du français, Conférence des ministres de l'Enseignement supérieur et de la

Recherche, XXIXe Assises de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF), Conférence des ministres des Affaires étrangères des pays francophones. Je crois que le VIIe Sommet renforcera la coopération multiforme entre les pays membres de la Communauté francophone et donc avec le Vietnam.

Ensuite, dans les domaines culturel, scientifique et technique elle sera encouragée, car il existe de bonnes bases. La coopération économique progressera dont un signe satisfaisant sont les bons résultats du récent Forum francophone des Affaires à Hô Chi Minhville. Parallèlement aux types de coopération multilatérale dans la Communauté, les rapports économiques entre le Vietnam et chaque pays membre se développeront. J'ai eu l'occasion de visiter des pays d'Afrique et j'ai trouvé que les capacités de coopération économique et commerciale étaient relativement importantes. Il y a des difficultés concrètes, mais les organisations économiques commerciales du Vietnam rencontreront leurs partenaires, afin de discuter des solutions permettant de les résoudre.

Que constatez-vous concernant la portée du VIIe Sommet dans l'histoire du développement de la Communauté des pays francophones ?

La Communauté a connu six Sommets et à l'occasion de chacun d'eux, de nouveaux membres et observateurs ont adhéré. Selon moi, ce VIIe Sommet marquera un nouveau développement car son sujet constitue une nouvelle force d'attraction, l'organisation et la constitution de la Communauté seront perfectionnées. Ce premier Sommet en Asie créera les conditions à l'élargissement de l'influence de la Communauté, dans ce continent très dynamique.

En tant que Président du Comité national d'organisation, êtes-vous satisfait des préparatifs ?

A ce jour, presque tous les préparatifs sont achevés. Il s'agit, pour nous, d'énormes travaux qui demandent la participation de plusieurs branches et organisations. Les ouvrages principaux sont terminés. D'autres travaux bénéficient de conditions favorables, permettant au Vietnam de répondre à toutes les demandes concrètes. Il accueillera en même temps 2.000 étrangers dont une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement.

En conclusion, je veux insister sur la participation active des Hanoïens lors des divers préparatifs. CVN

luton d'Octobre, pour la libération des peuples. Il a rappelé les sentiments affectueux et les aides sincères que les peuples de l'ex-URSS ont réservés au Vietnam. Durant des décennies, des centaines de milliers

Une générale de la rencontre des anciens de l'ex-URSS.

de Vietnamiens ont été formés dans les pays de l'ex-URSS.

L'ambassadeur de Russie Ivanov

Victor Vassiliev, le représentant de l'ambassade d'Ukraine et des représentants de plusieurs organismes

des pays de l'ex-URSS ont assisté à cette rencontre.

CVN

Bilan sommaire des vaccinations

La première tranche de la campagne de vaccination est partie à l'assaut samedi matin d'une cinquantaine de provinces. Le vice-Premier ministre Phan Gia Khiem a contrôlé en personne les travaux à Bac Can et Đỗ Nguyễn Phương, ministre de la Santé à Đinh Phước.

Dès le premier jour, sept provinces ont rempli leur objectif de vacciner tous les enfants de moins de 5 ans contre la polio. Ce sont toutes des provinces et villes du Nord: Thái Bình, Tuyên Quang, Hải Dương, Hà Nam, Bắc Giang, Bắc Ninh, Nam Định. En outre, dix autres

ont atteint un taux supérieur à 90%.

Les neuf provinces méridionales frappées par le typhon Linda sont confrontées à beaucoup de difficultés. Aussi, le Programme national de vaccination a fait parvenir en urgence, 150 millions de dong afin que tous les enfants soient vaccinés.

CVN

VIIe Sommet de la Francophonie

Nguyễn Khanh : le Sommet constitue une nouvelle force d'attraction

Après quelques jours du VIIe Sommet, Nguyễn Khanh, président du Comité national d'organisation a accordé au correspondant du journal Quân Đội Nhân Dân (Journal de l'Armée) une interview.

Pouvez-vous situer la signification du VIIe Sommet au sein de la politique internationale du PCV et de l'Etat ?

Le Vietnam participe à la Communauté des pays ayant le français en partage depuis longtemps. Il a toujours été présent lors des différents sommets. Il participe à cette Communauté avec l'idée selon laquelle il se veut l'ami de tous les pays, profite de la coopération internationale créatrice de conditions favorables à son développement socio-économique. Il contribue également à la cause de la paix, du développement et du progrès social dans le monde.

Les deux-tiers des pays membres de la Communauté sont en voie de développement, dont plusieurs en Afrique ont soutenu le Vietnam dans sa

(Suite à la p.2)

A lire

- page 3 : Thanh Hoa crée 3.000 emplois par an
- page 4 : Réaménagement de Phu Quốc à l'horizon 2000
- page 7 : « Dans la cuisine vietnamienne, il y a de l'amour »
- page 8 : Pays de la Francophonie : la Tunisie, le Vanuatu
- page 12 : Les ministres européens des affaires sociales planchent sur le Sommet emploi
- page 13 : Li Peng attendu à Tokyo pour poursuivre le dégel
- page 15 : Boris Eltsine en Chine : l'économie avant tout



Un des 1.062 points de vaccination installés dans la province de Thái Nguyên (nord), le 8 novembre 1997.

Photo VNA (Huu On)



Mad City

LOS ANGELES — With such films as *Z*, *State of Siege* and *Missing*, Costa-Gavras established himself as the foremost exponent of political thrillers. Now he has directed a lacerating satire of television news that makes *Network* seem like a tea party.

Mad City exposes the worst of broadcast journalism: the pack mentality, the hounding of crime victims, the fierce competition for "hot" news events, the cynicism of youthful network executives, the egomaniacal anchor persons.

It all starts because a dim-witted museum guard (John Travolta) has been laid off. He is so desperate to regain his job and support his wife and two children that he enters the museum with a rifle and a bag of dynamite. At first, he merely pleads with the museum boss, Blythe Danner, to be rehired.

Dustin Hoffman, a defrocked network reporter reduced to field work at a TV station in a medium-sized California city, happens to arrive at the museum to cover a humdrum story. He is there when the erratic Travolta threatens to hold hostage the boss, a flock of school kids and their teacher until his job is returned.

When Travolta accidentally shoots the guard outside the front door, Hoffman sees the making of a sensational news story, one which would return him to network status. He begins to manipulate Travolta's mind, planning each move to guarantee that the story will grow, ensuring Hoffman of exclusive coverage.

As the police and news crews converge, Hoffman gets permission from the authorities to televise Travolta's plight. And the nation sees this as simple-minded plea for a return to his previous life.

Hoffman's exclusive humiliates network anchor Alan Alda, still nursing a vendetta against the

Internationally-renowned singers express feelings at Hà Nội show

Internationally-acclaimed singers from several continents shared the stage during a special performance held here last Saturday to usher in the 7th Francophone Summit.

The event was co-organised by Việt Nam's Culture and Information Ministry, the French Embassy and Alliance Française.

Việt Nam News took the event as an opportunity to speak briefly with the performers about their feelings regarding their visit to Việt Nam.



Marie - Jo Therio



Enzo Enzo

Marie - Jo Therio (Canadian singer): I come from the mountainous province of New Brunswick and in that respect I represent the North American continent's French-speaking community. Like my colleagues, I feel nervous tonight, but I'm very happy to be here to discover Việt Nam and its people.

Charlène Couture (French singer): I have gone on many performance tours in Asia. However, this is the first time I have had the chance to visit Việt Nam and enjoy your landscapes and your tastes.

Enzo Enzo (French singer): This is my first time performing in your country and I am very proud of it, since it is among the activities to welcome the Francophone Summit. I love you and your country.

Ismael Lo (Senegal): Even though it's the first time I've visited Việt Nam, I already know a couple of things about your multifaceted culture. In particular I know about your food, because a large number of Vietnamese people are now living in Senegal. I am happy at the warm welcome I've gotten. — VNS

Musical Holmes offers lost Mendelssohn score

UTRECHT, Netherlands — A hitherto unknown concerto by German composer Felix Mendelssohn has its world premier on Friday, 150 years after the composer's death.

This rediscovered concerto was originally written solely for strings, but Mendelssohn added a separate arrangement

His Leipzig home was reopened last week as a museum and cultural center after extensive renovation. In a ceremony

DEL CAN HANOI

10/11 '97 15:17 FAX 84 4 8315620

54



A girl receives her vaccine against poliomyelitis at Đa Tôn village in Hà Nội's Gia Lâm District yesterday. She is one of the over 5.3 million children under five years old throughout the nation to have received the vaccine on Saturday and yesterday, the first two days of the current three-day National Expanded Immunisation Programme. — VNA/VNS Photo Trần Tuấn

Nations agencies had already

(Turn to P.2)

France donates US\$100,000

HÀ NỘI — The French Government has donated over US\$100,000 as emergency aid to Vietnamese victims of storm Linda.

to a press released issued by the French embassy yesterday.

The French embassy said the donation made up for the bulk of the \$120,000 sent by the French government to Vietnamese storm and flood victims so far this year. — VNS

New signs should make Hà Nội easier to navigate

HÀ NỘI — The new system of traffic signs for the up-coming Francophone Summit were inaugurated here today by the Minister of Intergovernmental and Aboriginal Affairs of the Canadian Province of New-Brunswick, Bernard Thériault.

Ambassador Marius R. Grinius.

Minister Thériault said: "The Province of New Brunswick is proud to be able to transfer new signage technology to the city of Hà Nội. This technology is in line with environmental protection policies and will serve other Vietnamese partners."

The new signs, worth US\$218,000, form part of the \$2.9 million Canadian contribution to the cost of the Francophone Summit which takes place in Hà Nội between November 14-16.

Over and above the temporary signs for the Francophone Summit, Canadian and Vietnamese partners have produced 89 trilingual signs (in Vietnamese, French and English), 36 directional signs, as well as twelve information columns for tourists. The Canadian embassy said that these signs will remain permanently in various locations in Hà Nội. — VNS

Attending the inauguration were general secretary of the National Committee for the Organisation of the Seventh Francophone Summit, Ambassador Trịnh Ngọc Thái, and Canadian

(Turn to P.2)

Inter-regional strategy created to combat counterfeit drugs by 2000

HÀ NỘI — Policymakers from southeast Asia and the Western Pacific regions met here last week for a World Health Organisation (WHO)-sponsored workshop aimed at halting sales of counterfeit drugs.

regulations to curb counterfeit drugs by the end of 2000. They also united behind the idea of setting up an inter-regional drug administration network and promoting advocacy activities using WHO Consolidated Guidelines.

country will develop a code of ethics for manufacturers and distribution channels suitable for self-regulation.

In Việt Nam, per capita expenditures on drugs reached only US\$0.50 in the early 1980s. The proportion of counterfeit drugs on sale during that period is estimated to have been 7 per cent or higher.

Participants in the three-day Inter-Regional Workshop for Decision Makers on Combating Counterfeit Drugs" unanimously agreed to enact legislation and

All nations in the region will incorporate the WHO Certification Scheme as a prerequisite to drug registration, rather than depending on the Free Sales Certificate. Each

NS Business Beat	NS HCM City tackles suburban poverty	NS Việt Nam At Work: Food for thought	NS Dispute flares over new Thai PM	NS Japan gets World Cup play-off berth
PAGE 2	PAGE 3	PAGE 4	PAGE 8	PAGE 20

97

empêcher aujourd'hui la
de manifestations à la
mémoire de l'écrivain Ken Saro-
Wiwa et de huit de ses compa-
gnons pendus le 10 novembre
1995.

Le mouvement pour la survie

compagnons entend célébrer
cette journée dite "*Jour de la
libération*", par des rassemble-
ments populaires notamment.

Mais, l'an passé, les autorités
de l'Etat de River, où réside la
communauté ogonie, avaient

couvre-feu de
avait été imp
Hacourt, la capi
Delta, et des sc
et des policiers
Ces derniers m
du Mosop a été

La Francophonie et Abacha

Banni par le Commonwealth qui a
refusé de l'inviter à son dernier som-
met qui s'est tenu à Edimburg, le
général Sani Abacha sera en
revanche présent à Hanoï, en tant
qu'invité au 7^e sommet de la Franco-
phonie. C'est un pont d'or qui lui est
offert par la communauté francopho-
ne, en général, et par la France, en
particulier.

Riche de ses cent millions d'âmes, le
Nigeria pourrait, dans les prochaines
années, bénéficier du statut d'obser-
vateur et être membre à part entière
de la Francophonie. Le général Aba-
cha, on s'en souvient, a décidé, il y a
quelques mois, d'adopter le français
comme deuxième langue officielle.
Une aubaine pour la France : le
nombre de personnes parlant la
langue de Voltaire pourrait s'accroître
ainsi de façon vertigineuse. Une
considération qui ne saurait s'embar-
rasser de respect de la démocratie et
des Droits de l'Homme.

L'ancienne puissance coloniale est
encore une fois rattrapée par son
passé qui a toujours consisté à aider
les régimes dictatoriaux et préda-
teurs à rester en place ; les "*oligar-
chies rapaces et carnassières*" à se
repaître du sang de pauvres hères
en quête d'espaces de liberté. Faut-il
s'en étonner ?

C'est un secret de Polichinelle
d'affirmer que la France a armé et
aidé le président Sassou Nguesso à
prendre le pouvoir au Congo. En
témoignent "*les quelque vingt-cinq
tonnes de caisses bien lourdes par-
ties de l'aéroport du Bourget, le 4 juin
dernier*", pour être livrées aux
hommes de Sassou (Cf le Canard
enchaîné du 13/8/97). Le temps des
David Dacko emportés dans des
soutes d'avion pour les installer au
pouvoir est toujours bien présent.
Malheureusement. Pauvre Franco-
phonie !

Souleymane T. Senn

NIGER

LE NORD DU PAYS S'EMBRASE

L'armée et des rebelles s'affrontent

nou
tion
Chi
ente
les
de

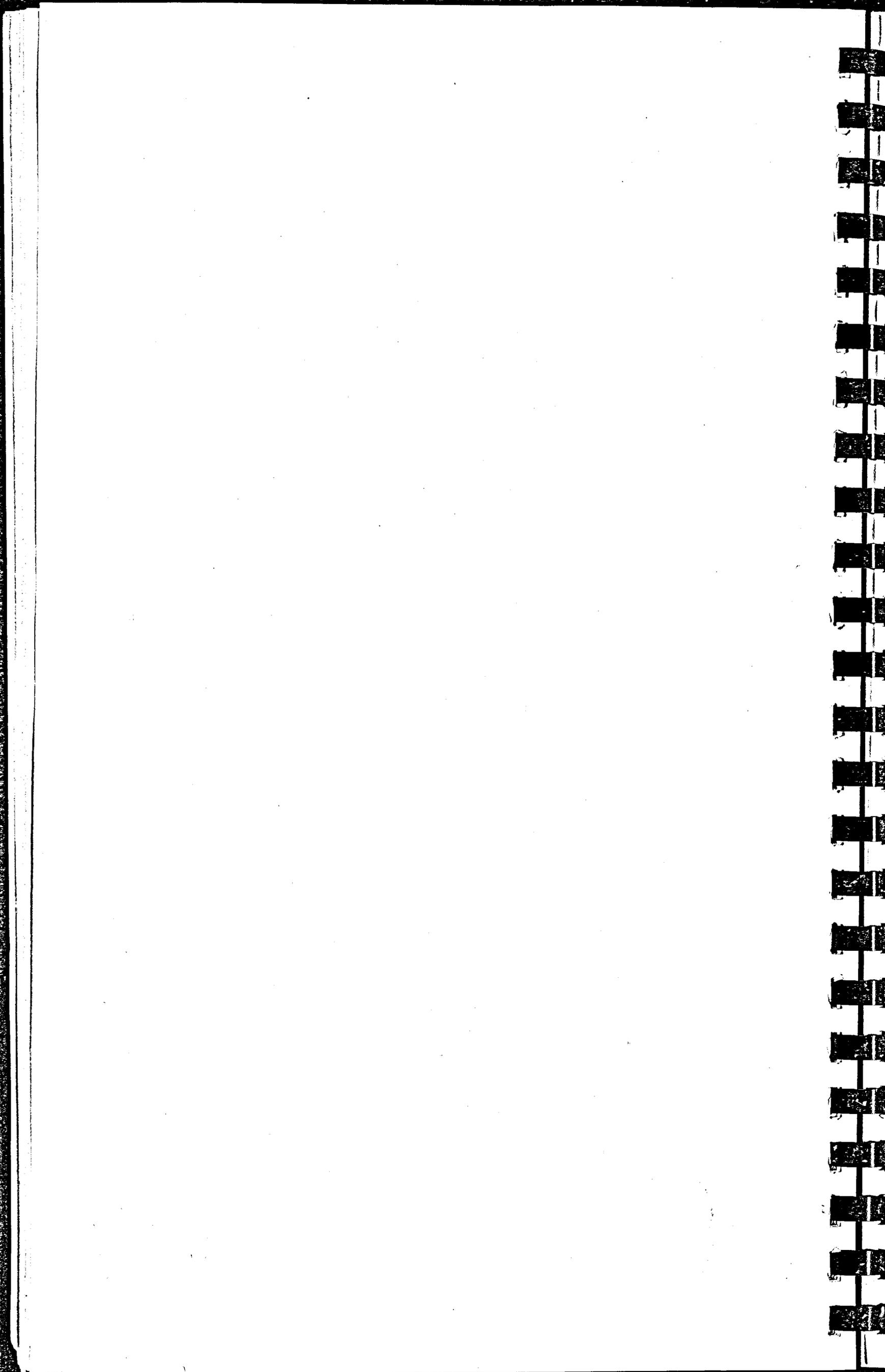
5

47

**PREMIÈRE JOURNÉE
DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
PRÉPARATOIRE AU
VII^{ÈME} SOMMET**

MARDI LE 11 NOVEMBRE 1997

CAHIER DE PRESSE



PQ's true colours will show in Hanoi

Tuesday, November 11, 1997 page: A13

From Montreal Gazette - FINAL EDITION

OTTAWA - Michel Gauthier, the most likeable of the many men who've led the Bloc Quebecois, said on Friday that the Bloc has no reason to be in Ottawa. I confess that this remark left me scratching my head. What evidence does Gauthier have that the Bloc has been in Ottawa for the past two months?

The Bloc could stay here forever or vanish tomorrow; nobody will notice either way. The real players in the debate over Canada's future are the government of Canada and the government of Quebec. This weekend they'll take that debate on the road - to Hanoi.

Federalists have been gloating, and sovereignists worried, over Premier Lucien Bouchard's behaviour during the current Mission Quebec trip to China. Travelling "as a Canadian citizen," Bouchard has mothballed his sovereignist convictions and agreed to be chaperoned by Howard Balloch, Canada's ambassador to China.

In a briefing last week for Parliament Hill journalists, federal officials predicted that Bouchard's co-operative (sovereignists would say "supine") behaviour will continue during this weekend's summit meeting of the Francophonie in Hanoi, Vietnam. Said one: "Clearly for us, the Quebec government has no mandate to promote the political option of (Bouchard's) party."

Not a Guess

Mandate, no. Intention, yes. The Quebec entourage will show its sovereignist colours far more boldly in Hanoi than it has done in China. That's not a columnist's guess; it's Quebec government policy.

Let's take another look at the Quebec International-Relations Department's "Strategic Plan" for the years 1997 to 2000, which I wrote about last Thursday. The 39-page plan dictates quite clearly that multilateral forums like the Francophonie be played differently from economic trips.

China makes only a cameo appearance in the plan, under the heading, "Strategy in Matters of Economic Relations." As a target for Quebec exports, "Asia is, without a doubt, the region in the world most deserving of greater attention from the Department. Asia represents for Quebec a major issue on both the financial and commercial level. ... Besides Japan, the target countries are: China/Hong Kong, South Korea and Vietnam."

On page 11, the Quebec plan says the goal of its "Strategy in Matters of Political Affairs" is to "preserve and increase the government's political manoeuvring room." Quebec's previous Liberal government didn't do enough of that, the plan says. It lays out three political objectives: explain Quebec's "desire to establish a new partnership with the rest of Canada" abroad; sell Quebec "as a legitimate and responsible actor on the international stage;" and "explain and promote Quebec's interests ... in international organizations of priority interest."

'Forum par excellence'

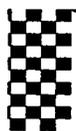
Which organizations? Good morning, Vietnam. "The Francophonie constitutes the forum par excellence for the affirmation of Quebec's specific personality on the international stage because ... (it is) an exceptional tribune to explain and promote its interests. It is therefore indispensable to seize occasions this forum offers."

It will also give Quebec officials a chance to chat with representatives targeted by the Pequistes as "privileged" bilateral partners: the francophone African nations. Some privilege. Quebec's aid to the Africans is to be doled out "as a function, of course, of their needs, but also as a function of their ability to offer a form of reciprocity on the economic and political levels."

What kind of reciprocity? Back to page 11: "international recognition which, depending on events, may be necessary." Which events? The plan doesn't say, but I will: a Yes vote in a referendum and a unilateral declaration of independence. Quebecers have never voted in favour of a unilateral declaration of independence. Polls show they won't soon. Their government views this as a trivial obstacle to the pursuit of a great plan.

As for me, I have a small plan: to join the House of Commons in taking the rest of the week off. I'll see you next Tuesday.

- PAUL WELLS



The Gazette

PAUL WELLS

PQ's true colours will show in Hanoi

OTTAWA - Michel Gauthier, the most likeable of the many men who've led the Bloc Québécois, said on Friday that the Bloc has no reason to be in Ottawa. I confess that this remark left me scratching my head. What evidence does Gauthier have that the Bloc has been in Ottawa for the past two months?

The Bloc could stay here forever or vanish tomorrow: nobody will notice either way. The real players in the debate over Canada's future are the government of Canada and the government of Quebec. This weekend they'll take that debate on the road - to Hanoi.

Federalists have been gloating, and sovereignists worried, over Premier Lucien Bouchard's behaviour during the current Mission Quebec trip to China. Travelling "as a Canadian citizen," Bouchard has mothballed his sovereignist convictions and agreed to be chaperoned by Howard Balloch, Canada's ambassador to China.

In a briefing last week for Parliament Hill journalists, federal officials predicted that Bouchard's co-operative (sovereignists would say "supine") behaviour will continue during this weekend's summit meeting of la Francophonie in Hanoi, Vietnam. Said one: "Clearly for us, the Quebec government has no mandate to promote the political option of (Bouchard's) party."

NOT A GUESS

Mandate, no. Intention, yes. The Quebec entourage will show its sovereignist colours far more boldly in Hanoi than it has done in China. That's not a columnist's guess; it's Quebec government policy.

Let's take another look at the Quebec International-Relations Department's "Strategic Plan" for the years 1997 to 2000, which I wrote about last Thursday. The 39-page plan dictates quite clearly that multilateral fora like la Francophonie be played differently from economic trips.

China makes only a cameo appearance in the plan, under the heading,

"Strategy in Matters of Economic Relations." As a target for Quebec exports, "Asia is, without a doubt, the region in the world most deserving of greater attention from the Department. Asia represents for Quebec a major issue on both the financial and commercial level. ... Besides Japan, the target countries are: China/Hong Kong, South Korea and Vietnam."

On page 11, the Quebec plan says the goal of its "Strategy in Matters of Political Affairs" is to "preserve and increase the government's political manoeuvring room." Quebec's previous Liberal government didn't do enough of that, the plan says. It lays out three political objectives: explain Quebec's "desire to establish a new partnership with the rest of Canada" abroad; sell Quebec "as a legitimate and responsible actor on the international stage;" and "explain and promote Quebec's interests ... in international organizations of priority interest."

'FORUM PAR EXCELLENCE'

Which organizations? Good morning, Vietnam. "La Francophonie constitutes the forum par excellence for the affirmation of Quebec's specific personality on the international stage because ... (it is) an exceptional tribune to explain and promote its interests. It is therefore indispensable to seize occasions this forum offers."

It will also give Quebec officials a chance to chat with representatives targeted by the Péquistes as "privileged" bilateral partners: the francophone African nations. Some privilege. Quebec's aid to the Africans is to be doled out "as a function, of course, of their needs, but also as a function of their ability to offer a form of reciprocity on the economic and political levels."

What kind of reciprocity? Back to page 11: "international recognition which, depending on events, may be necessary." Which events? The plan doesn't say, but I will: a Yes vote in a referendum and a unilateral declaration of independence. Quebecers have never voted in favour of a unilateral declaration of independence. Polls show they won't soon. Their government views this as a trivial obstacle to the pursuit of a great plan.

As for me, I have a small plan: to join the House of Commons in taking the rest of the week off. I'll see you next Tuesday.

* Paul Wells is The Gazette's national-affairs columnist. His E-mail address is pwells@southam.ca

CPE
INT
PSE

9

CPF
IMF

PAUL WELLS

PQ's true colours will show in Hanoi

OTTAWA - Michel Gauthier, the most likeable of the many men who've led the Bloc Québécois, said on Friday that the Bloc has no reason to be in Ottawa. I confess that this remark left me scratching my head. What evidence does Gauthier have that the Bloc has been in Ottawa for the past two months?

The Bloc could stay here forever or vanish tomorrow: nobody will notice either way. The real players in the debate over Canada's future are the government of Canada and the government of Quebec. This weekend they'll take that debate on the road - to Hanoi.

Federalists have been gloating, and sovereignists worried, over Premier Lucien Bouchard's behaviour during the current Mission Quebec trip to China. Travelling "as a Canadian citizen," Bouchard has mothballed his sovereignist convictions and agreed to be chaperoned by Howard Balloch, Canada's ambassador to China.

In a briefing last week for Parliament Hill journalists, federal officials predicted that Bouchard's co-operative (sovereignists would say "supine") behaviour will continue during this weekend's summit meeting of la Francophonie in Hanoi, Vietnam. Said one: "Clearly for us, the Quebec government has no mandate to promote the political option of (Bouchard's) party."

NOT A GUESS

Mandate, no. Intention, yes. The Quebec entourage will show its sovereignist colours far more boldly in Hanoi than it has done in China. That's not a columnist's guess; it's Quebec government policy.

Let's take another look at the Quebec International-Relations Department's "Strategic Plan" for the years 1997 to 2000, which I wrote about last Thursday. The 39-page plan dictates quite clearly that multilateral fora like la Francophonie be played differently from economic trips.

China makes only a cameo appearance in the plan, under the heading,

"Strategy in Matters of Economic Relations." As a target for Quebec exports, "Asia is, without a doubt, the region in the world most deserving of greater attention from the Department. Asia represents for Quebec a major issue on both the financial and commercial level. ... Besides Japan, the target countries are: China, Hong Kong, South Korea and Vietnam."

On page 11, the Quebec plan says the goal of its "Strategy in Matters of Political Affairs" is to "preserve and increase the government's political manoeuvring room." Quebec's previous Liberal government didn't do enough of that, the plan says. It lays out three political objectives: explain Quebec's "desire to establish a new partnership with the rest of Canada" abroad; sell Quebec "as a legitimate and responsible actor on the international stage;" and "explain and promote Quebec's interests ... in international organizations of priority interest."

'FORUM PAR EXCELLENCE'

Which organizations? Good morning, Vietnam. "La Francophonie constitutes the forum par excellence for the affirmation of Quebec's specific personality on the international stage because ... (it is) an exceptional tribune to explain and promote its interests. It is therefore indispensable to seize occasions this forum offers."

It will also give Quebec officials a chance to chat with representatives targeted by the Péquistes as "privileged" bilateral partners: the francophone African nations. Some privilege. Quebec's aid to the Africans is to be doled out "as a function, of course, of their needs, but also as a function of their ability to offer a form of reciprocity on the economic and political levels."

What kind of reciprocity? Back to page 11: "international recognition which, depending on events, may be necessary." Which events? The plan doesn't say, but I will: a Yes vote in a referendum and a unilateral declaration of independence. Quebecers have never voted in favour of a unilateral declaration of independence. Polls show they won't soon. Their government views this as a trivial obstacle to the pursuit of a great plan.

As for me, I have a small plan: to join the House of Commons in taking the rest of the week off. I'll see you next Tuesday.

* Paul Wells is The Gazette's national-affairs columnist. His E-mail address is pwells@southam.ca

Francophone network hopes summit will win friends

France's president, Jacques Chirac, may have lost much of his power at home, but he hopes to give a considerable boost to his country's influence abroad this week with the opening of the seventh "francophonie" summit in Hanoi.

The two-day meeting, attended by 49 countries and 30 heads of state, will add a new dimension to the growing ambitions of a network whose first summit was held 11 years ago to promote the culture and language of the French-speaking world.

The aim is to shift the network's emphasis towards political and economic issues.

For Mr Chirac, forced to "co-habit" with a left-wing government which came to power after general elections last June, francophonie is a way to win all-party support, even at the cost of international bemusement.

Ironically, it was his long-standing

^(P.2) The accent may swing more to economic matters than cultural pursuits

ing rival - the late Socialist president, François Mitterrand - who launched the first francophone summit at Versailles in 1986 with a warning that the French identity was "threatened". Mitterrand spoke of the need to fight against the "abolition of difference".

However, beyond its development as an accompaniment to French colonial, commercial and diplomatic power in the past, the language has been explicitly propagated for more than a century.

Alliance Française, which was founded in 1883, has more than 1,000 centres around the globe, and there are over 400 state-supported lycées.

Domestically, Jacques Tonbon, the Gaullist ally of Mr Chirac, raised the profile of francophonie with his laws to preserve the purity of French from an "inva-

sion" of English words.

On the other hand, Lionel Jospin, the Socialist prime minister, has emphasised the importance of increasing financial support for culture and language.

At a time when France is rethinking its international role, and is reducing its military presence in its former African colonies, a cultural offensive is a relatively low-cost and uncontroversial way to maintain a presence on the world stage.

"It is not summits that will meaningfully advance the French cause," says one retired French ambassador. "But the question of language is very important. And francophonie is an inexpensive way for people to meet and attract some attention to the subject."

The first few francophone

meetings concentrated on support for activities such as education, culture and broadcasting. The talks this Friday and Saturday are taking a different turn, which illustrates France's determination to maintain a leading and sometimes contrarian role in international affairs.

For example, the network is expected to create a permanent institutional base, with the appointment of a staff of 10 this week and the election of its first secretary-general. That post is likely to go to Boutros Boutros-Ghali, the former secretary-general of the United Nations, whose reappointment France supported, but whose term was not renewed partly because of US pressure.

The Hanoi agenda also gives considerable emphasis to discus-

sions on the transition to democracy, press freedom and human rights. To critics, that represents an unnecessary duplication of the work of existing international organisations.

Others question the costs of francophonie - which among education, cultural matters, technical co-operation and other activities runs to several billion francs a year - compared with its effectiveness. There are 131m French speakers, representing just 2.5 per cent of the world's population. That makes it only the ninth most widely-spoken language, or the fifth across more than one continent.

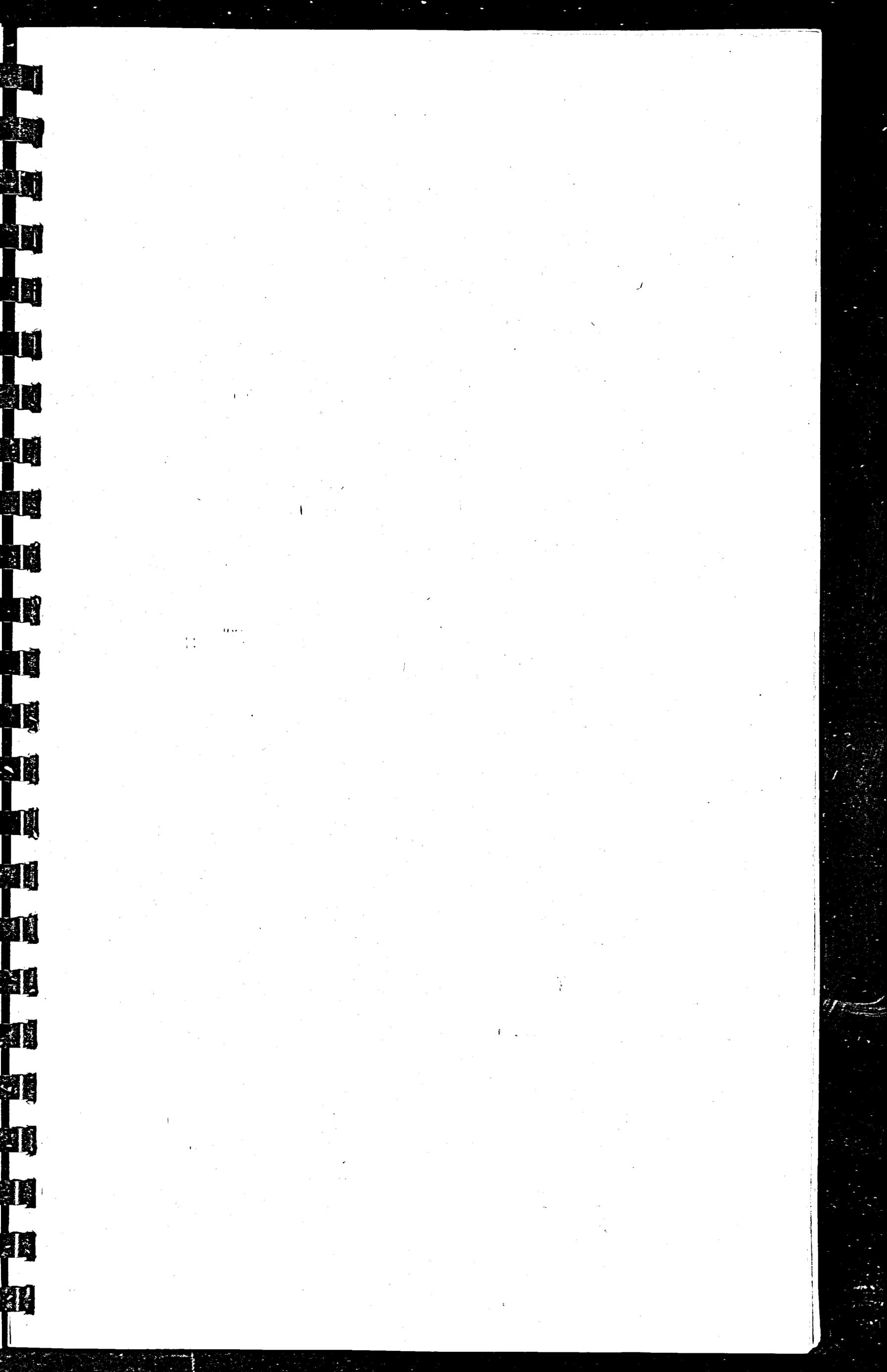
"It's a battle that is a bit lost in advance," says Philippe-Moreau Defarges, chargé de mission at the French Institute for international relations. He says culture spreads

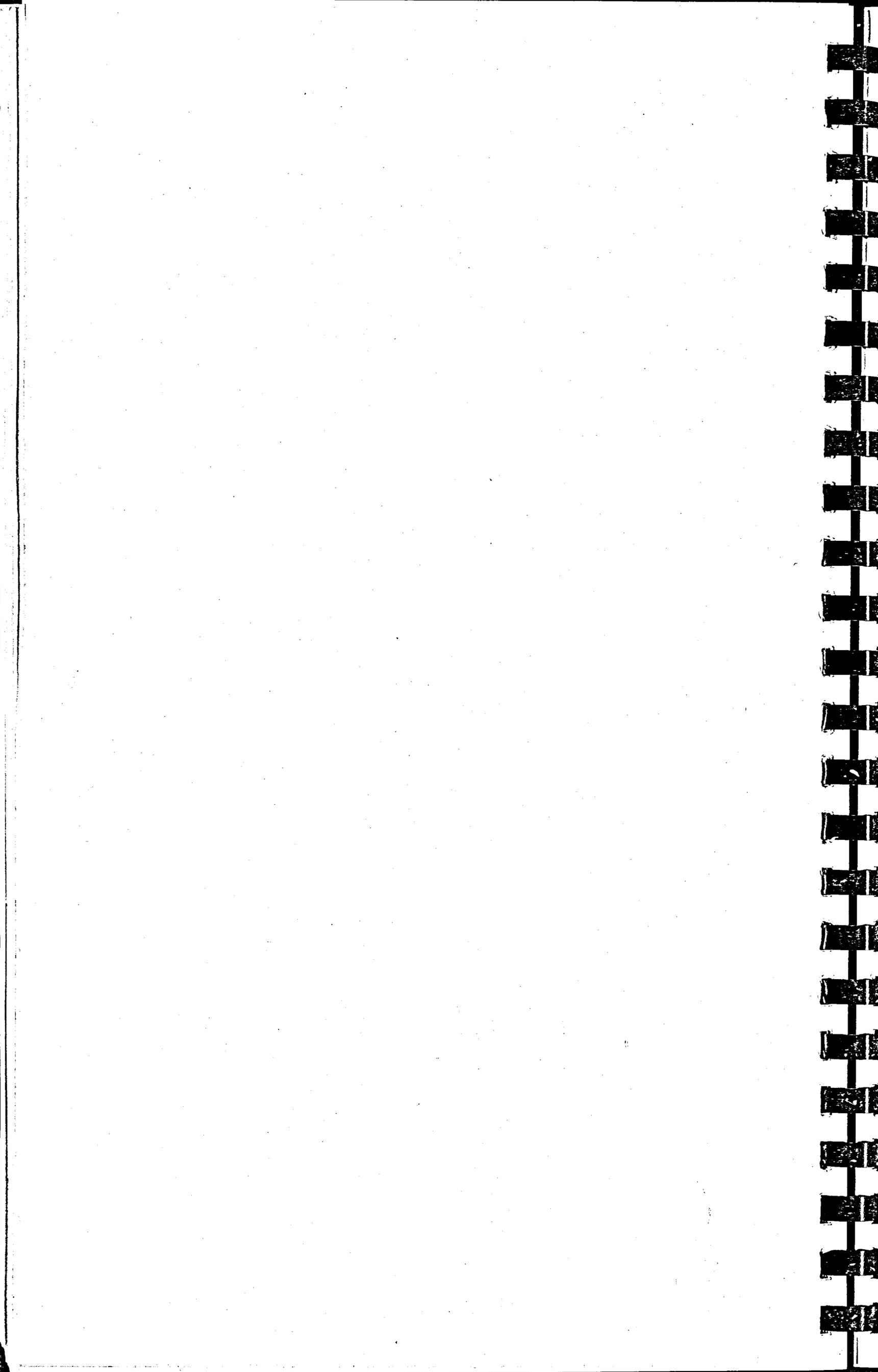
with military victories, international migration or creativity none of which he argues is now strongly associated with France. "It's all rather defensive. But you have to do it."

The choice of Vietnam - and the rapid growth in club members such as Bulgaria which have little apparent connection to the French language - suggests a final, economic motive for francophonie. Mr Chirac said last year that he planned to treble French trade with Asia by the turn of the century. He has placed the transition to the market economy on the agenda.

He has also sandwiched the summit between visits to Vietnam and Malaysia, in the company of 23 business leaders. But if necessary, most of them will no doubt be happy to speak English as they negotiate their contracts.

Andrew Jack





LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Khanh Hoà

Donner un coup de jeune à l'Association francophone

FONDÉE en novembre 1992, l'Association francophone de la province Khanh Hoà (AFKH), au Centre du Vietnam, va souffler bientôt ses cinq bougies. Une fois par mois, souvent le premier dimanche, les adhérents se retrouvent. Pour des discussions et des conférences autour de thèmes divers: littérature, poésie, actualités nationales et internationales...

L'Association invite des Français et des conférenciers vietnamiens, qui interviennent soit en vietnamien, soit en français. Parfois, en coordination avec la section française de l'Ecole normale, l'Association organise des soirées récréatives francophones.

De siège en siège

Malgré cette palette d'activités, l'AFKH rencontre actuellement des difficultés relatives à son développement. « L'AFKH est plutôt le rendez-vous des francophones âgés, et les adhérents se font de plus en plus vieux », précise le président-adjoint, M. Duong Ba Lóc, âgé de 72 ans. L'Association compte 90 membres, dont l'âge varie de 40 ans à 90 ans.

A ses débuts, des étudiants francophones avaient rejoint l'Association. Mais en raison d'un emploi du temps chargé, ils ont déserté ses séances d'activités. D'ailleurs, ils

préfèrent celles de leur école, toujours plus animées et plus jeunes.

« Nous rencontrons un autre problème, c'est que nous ne disposons que de locaux provisoires », se plaint M. Lóc. Au début, l'Association francophone de Khanh Hoà s'est installée à l'Ecole normale de Nha Trang. Mais pour y entrer, il fallait montrer ses papiers. Ce qui décourageait les membres de l'Association. Sans compter les séances d'activités qui coïncidaient parfois avec les cours.

L'Association s'est ensuite réfugiée au siège de l'Association d'amitié avec les autres pays de la province. Mais de temps à autre les deux associations se sont retrouvées ensemble à tenir des réunions. Gênant! Actuellement, l'Association s'est provisoirement « posée » dans une petite salle du Club des Travailleurs de la province.

Concernant l'avenir de l'Association, M. Lóc pense que « sa consolidation et son développement constituent le travail majeur des années à venir. Pour y arriver, le rajeunissement de l'Association est essentiel. Ainsi, le contenu des activités doit s'améliorer pour attirer davantage les jeunes ».

Texte et photo de Thu Hà

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE:

11-11-97

Extraits de la Lettre de la Francophonie

N°99 de mars 1997

Pourquoi à Hanoi ?

Pour la première fois, la communauté francophone va tenir son sommet en Asie, au Vietnam.
 Quelle conjoncture, quel concours de circonstances ont amené cet heureux développement ? Pourquoi le Vietnam a-t-il choisi d'accueillir le 7ème Sommet de la Francophonie ? Quelle sera la portée du Sommet de Hanoi pour le Vietnam ?

Une observation parallèle de l'évolution de la communauté francophone et des grandes tendances de la vie internationale, au cours de la décennie passée, montre une convergence autour d'une volonté de plus en plus évidente et cruciale pour chaque pays, à savoir : diversifier, multiplier les appartenances aux différentes entités économiques, politiques ou culturelles régionales, inter-régionales et mondiales, pour se donner le plus possible d'options et de points d'appui et pour affirmer son identité nationale politico-culturelle dans un monde marqué par l'inevitable intensification et globalisation des échanges...

Dans le contexte du regain du multilatéralisme que l'on constate dans le sillage de l'après-guerre froide, la communauté francophone tient à s'affirmer et, plus particulièrement, à démontrer son universalité, sa présence sur tous les continents, y compris l'Asie. Le Sommet de Hanoi sera l'occasion de souligner la dimension asiatique de notre communauté.

L'offre de notre pays d'être l'hôte du Sommet de la Francophonie en 1997 est une résultante de plusieurs facteurs, une décision mûrement pesée de la part de notre gouvernement. Si cette décision a pu être prise c'est parce que nous avons déjà dix ans d'acquis dans notre entreprise de réforme et de renouveau (ce que nous appelons Doi Moi) qui a sorti notre pays de sa crise socio-économique.

Le Vietnam accueille un sommet de la communauté francophone pour donner un gage vivant de son engagement dans la Francophonie, partie prenante de sa politique étrangère mais également de sa politique culturelle qui prône la mise en valeur de l'identité culturelle nationale et son enrichissement par la fleur d'autres langues et cultures, plus particulièrement la langue française - un des legs du passé dans l'histoire de notre pays, dont nous voulons tirer parti - et les cultures des pays francophones. Son appartenance à la Francophonie lui donne un point d'appui et d'ancrage, un cadre propice pour resserrer les liens de solidarité et de coopération avec les pays membres, surtout ceux d'Afrique avec lesquels, pour des raisons objectives (distance, difficultés financières...) nous avons encore peu de relations bilatérales. C'est là un exemple concret du rôle pratique que peut jouer le multilatéral pour conforter ou compléter le bilatéral. Voilà aussi pourquoi nous attachons une telle importance aux notions de coopération et de solidarité, de partenariat économique efficace et solidaire Nord-Sud et Sud-Sud dans l'espace francophone.

Ce Sommet francophone de Hanoi sera une « première » pour le Vietnam qui, à ce jour, n'a pas encore eu l'occasion d'abriter une conférence internationale au sommet. Nous entendons organiser ce Sommet de manière digne et distinctive comme un symbole de la pleine intégration du Vietnam sur la scène internationale, notre pays ne se contentant plus d'assister aux grandes rencontres internationales mais voulant désormais, en membre actif, contribuer à leur organisation. Depuis le début de cette année, nous nous employons à cette fin dans notre qualité de président du Conseil permanent de la Francophonie et de président de la Conférence ministérielle.

par Tôn Mu Thi Ninh assistant-ministre des Affaires étrangères

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Projet franco-vietnamien dans le domaine des finances Un exemple d'une coopération réussie

Le ministère vietnamien des Finances et le ministère français de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, par l'intermédiaire de son agence de coopération, l'ADETEF et la Direction du Personnel et de l'Administration, a organisé hier à Hanoi un forum francophone portant sur la réforme financière au Vietnam. Sa tenue s'inscrit dans les manifestations en l'honneur du VII^e Sommet de la Francophonie.

SERGE DEGALLAIX, ambassadeur de France, Lê Thi Bang Tâm, vice-ministre des Finances, des représentants du Cabinet du Premier ministre, du Bureau du Gouvernement, du ministère de la Planification et de l'Investissement, de la Banque d'Etat, et de la Direction générale des Douanes, y assistaient.

Une demi-douzaine d'intervenants vietnamiens, anciens élèves des différentes promotions du projet ont présenté les principaux thèmes des réformes en cours, portant sur la gestion des finances publiques, la réforme fiscale, l'organisation du Trésor public, l'inspection des finances. L'originalité de ce forum

repose sur les interventions en français de fonctionnaires comparant les réformes en cours et le système français.

A cette occasion, Serge Degallaix a souligné que «le forum est une occasion de constater le dynamisme de la coopération franco-vietnamienne en matière financière et la réalité de la francophonie au sein du ministère des Finances».

Sur l'objectif du projet, son directeur Alain Fontanel a estimé que ce dernier aide, les cadres vietnamiens en leur fournissant un outil de travail sans pour autant les remplacer. «Le but est qu'ils con-

duisent eux-mêmes les réformes», a-t-il déclaré. Il a précisé que la tenue du forum montre qu'une francophonie active existe au sein des administrations vietnamiennes et plus particulièrement au ministère des Finances, un des ministères clés.

Bénéficiant de six millions de francs octroyés par le gouvernement français, le projet «Finances» franco-vietnamien a débuté en 1993. Il visait à échanger les expériences dans la gestion, élever les compétences des cadres du ministère des Finances afin qu'ils s'adaptent au nouveau mécanisme financier et qu'ils répondent aux exigences de la transition de l'économie. Il se compose de deux volets: formation et conseil. Il a permis de former au cours des quatre dernières années plus de cent fonctionnaires dans les domaines de l'économie, des finances publiques et également en français.

Pham Bich Hà

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11 - 11 - 97

Il cause, il cause et il serre les poings. Cet enragé de la vie déroule la sienne, celle d'un vieux monsieur lucide de 83 ans, dont les révoltes furent attisées par l'injustice. Le «Vieux crabe», sobriquet amical et revendiqué, trace son parcours dans les remous de l'Histoire.

BONJOUR Monsieur.
«Ne me dites pas Monsieur, je suis un prolétaire.

Dông Sy Hua dans toute sa splendeur octogénaire. Cabotin et plein de malice, l'oeil de celui à qui on ne la fait pas, parce qu'il en a trop vu et a fait le tour du genre humain. Dans sa maison de Hanoi, il se cale sur une chaise et décapsule une bière «Kaiser», la première.

Accrochée au mur à la peinture verte délavée, la «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen», un des textes fondateurs de la Révolution française de 1789. Et des photos, partout. Le «Vieux crabe» et ses amis, le «Vieux crabe» en France, le «Vieux crabe» et le général Giap, le «Vieux crabe» et un correspondant de *L'Humanité*, le quotidien du Parti communiste français.

Près des étagères bourrées de livres, un portrait en noir et blanc tranche. Celui de Dông Si Binh, le frère aîné qui l'avait initié au français. En fait, un père en révolution pour le «Vieux Crabe»: militant du Parti communiste indochinois, mort en 1932 d'une tuberculose, à 28 ans, après deux séjours au bagne.

Un matricule pour nom

«Alors tu comprends, comment voulais-tu que je ne sois pas révolté, que je ne sois pas né antifrçais, anticolonialiste!» Fils de paysans sans terre, Dông Sy Hua a la rébellion dans le sang. Et pourtant, en 1935 il devient fonctionnaire. Pour que sa famille vive. Rond-de-cuir dans l'administration coloniale, «à mon corps défendant».

Trois ans après, il est envoyé comme interprète aux Nouvelles-Hébrides, l'actuel Vanuatu et en Nouvelle-Calédonie. Sa découverte du Pacifique Sud ne fera qu'accélérer sa révolte. Des milliers de travailleurs annamites sont engagés là-bas, dans

les mines de nickel et les plantations, pour des contrats de cinq ans qui, dans les faits, ne se terminent jamais...

«Je souffrais de leurs malheurs et des conditions de vie terribles qui leur étaient faites. Ils n'étaient pas appelés par leur nom, mais par un numéro de matricule... J'ai accumulé, à l'intérieur, ça bouillonnait, oui, ça bouillonnait. La nuit, je ne dormais plus. J'étais comme un coq sur ses ergots.»

Le «petit fonctionnaire» n'a pas oublié les leçons du grand frère. Il organise les luttes de ses compatriotes. La Révolution d'août 1945 et la proclamation par Hô Chi Minh de l'Indépendance du Vietnam, en septembre, redonnent espoir aux exilés du Pacifique Sud. L'année suivante, Dông Sy Hua adhère au Parti communiste de Nouvelle-Calédonie. Mais son activisme finit par lui valoir un billet retour pour Huê, sa région natale.

Confédération des syndicats

Après quelques mois sur place, le «Vieux crabe» quitte sa famille. Il rejoint le Viêt Minh et le maquis. La guerre d'indépendance. La Confédération des syndicats, où il s'occupe des relations extérieures jusqu'en 1965. Après, il tâte du journalisme.

Déjà, dans le Pacifique Sud, Dông Sy Hua a appris à connaître des

Français, à calmer sa haine. «Des progressistes étaient avec nous, bien dans la tradition de l'humanisme français. Mes rencontres avec des syndicalistes de chez vous, à l'occasion de manifestations internationales, m'ont aussi aidé à comprendre.» Le «Vieux crabe» s'engage sur le chemin de la francophilie. Il apprend. Il finit par aimer. Aujourd'hui, les Français, «jeunes ou plus âgés», passent dans sa maison de Hanoi. Pour discuter, pour écouter le «Vieux crabe» raconter son histoire si étroitement mêlée à celle du Vietnam. «Je les considère comme de la famille, comme mes amis. Et de voir aujourd'hui le Vietnam mettre en avant la francophonie, me fait chaud au coeur.»

Au fil des heures, aux plus jeunes, sans jouer au vieux sage - «Les vieux ont tendance à croire qu'ils savent tout!», Dông Sy Hua refait en douce quelques leçons de vie. «A chaque génération d'assumer ses tâches. Bien sûr, la vieille génération a accumulé les expériences, mais celles-ci ne sont-elles pas limitées par des préjugés et l'ignorance des transformations technologiques et sociales?»

Le «Vieux crabe» s'interroge, encore et toujours. Bien loin des gens bardés de certitudes, il guette l'histoire qu'il aime comparer à une vague, «qui monte et qui descend. Maintenant, c'est à vous de la faire remonter.»

Franck Renaud

Les tranches de vie du «Vieux crabe»

VIET NAM NEWS

DATE: 11-11-97

Québec donates medical equipment

HANOI—The Canadian province of Québec yesterday donated several pieces of medical equipment worth US\$180,000 to Việt Nam's National Institute of Hygiene and Epidemiology here.

Québec's External Relations Minister in charge of Francophone Affairs, Sylvain Simard, presented the equipment, which will be used to produce vaccines to protect Vietnamese children against Japanese encephalitis.

The equipment includes a ultra centrifuge, a refresher centrifuge, a cool room, an autoclave, and an ultra-filtration unit.

Speaking at the presentation ceremony, Deputy Minister of Public Health Lê Văn Truyền said that Việt Nam had been expanding its national immunisation programme for 15 years and had achieved tremendous success.

More than 90 per cent of the nation's children have been vaccinated against six killer diseases: polio, measles, whooping cough, tuberculosis, tetanus and diphtheria. There has been a tenfold decrease in the rate of children

affected by these diseases.

These results mean that Việt Nam has the capacity to reach its goal of eliminating polio by the year 2000. Last year, only two children contracted polio and so far this year, only one has developed the disease.

The Vietnamese Government has decided that all children will receive four more vaccines, including those to combat hepatitis, cholera, encephalitis and typhoid.

Increasing demand, however, has kept domestic producers scrambling to manufacture sufficient quantities of the vaccines.

Truyền said that the donation from Québec Province was timely and valuable for Việt Nam in light of this expanding national immunisation campaign.

Reports released yesterday by the Office of the National Expanded Immunisation Campaign said that 6,539,403 children, or 84 per cent of the all the country's children, were vaccinated against polio during the first two days of the national campaign which began on Saturday.

All children under five years of age have been vaccinated in many provinces, including Nam Định, Hà Nam, Thái Bình, Bắc Giang, Bắc Ninh, Hà Tây, Hà Tĩnh, Hải Dương, Tuyên Quang, Phú Thọ and the cities of Hà Nội and Hải Phòng.

Encouraging results have even been obtained by people in storm-stricken areas. Bà Rịa-Vũng Tàu Province reported that by last Sunday, 71 per cent of its children had been vaccinated. The vaccination rate stood at 68 and 61 per cent in Kiên Giang and Bạc Liêu provinces, respectively.

Nine south-western provinces have received VNĐ150 million (\$14,000) to carry out the campaign. — VNS

11/11 '97 11:51 FAX 84 4 8315620

DELCAN HANOI

011

VIET NAM NEWS

DATE: 11-11-97

Britain donates \$80,000 for storm *Linda* victims

HÀ NỘI — The British government will donate US\$80,000 as initial and emergency aid to Vietnamese victims of tropical storm *Linda*.

The aid gift was announced by the British Embassy here yesterday.

The money is expected to be channelled through the British

Embassy in Hà Nội and the United Nations Disaster Relief Organisation to relieve suffering in the storm-stricken provinces in southern Việt Nam.

Earlier this year, the British government gave \$10,000 to flash flood victims in the north-western province of Sơn La. — VNS

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Un Sommet de la Francophonie, ça se prépare! Surtout quand on dirige un hôtel où vont loger plusieurs chefs d'Etat. Richard Kaldor, directeur de l'hôtel Sofitel Metropole, raconte au *Courrier du Vietnam* ces préparatifs.

En quelques mots, comment le Metropole s'est préparé pour le Sommet?

Nos préparatifs ont débuté dès que l'on a su que le Sommet se tiendrait à Hanoi et ils se sont accélérés depuis six mois. Environ 70 employés, sur un effectif de 500, ont suivi des cours intensifs de français à l'Alliance française, durant un an et demi. Sur nos 500 employés, un bon tiers est francophone. Pour nous, face à un événement comme le Sommet, l'important c'est de tout prévoir, de programmer au maximum pour parer à toute éventualité. Et il ne faut pas oublier qu'en appartenant au groupe Accor, nous faisons de la francophonie tous les jours.

Et pour les clients, dans les chambres, qu'est-ce qui va changer?

Jusqu'à maintenant, les journaux et magazines mis à la disposition des clients étaient plutôt en anglais et un peu moins en français. Je pense que pour cette semaine, ça va être l'inverse. Nous avons également installé un «téléphone rouge» francophone. Il nous permet de satisfaire tous les besoins urgents et les demandes de clients. Qu'ils veuillent un fer à repasser ou un transfert à l'aéroport!

Le président de la République française, Jacques Chirac, loge au Metropole. La suite a-t-elle fait l'objet de travaux?

La suite présidentielle vient d'être rénovée. Tout a été refait. Il a fallu environ un mois de travaux. Sa superficie est de 75 m². Le style du mobilier est classique, de l'époque où l'hôtel a été créé, au début du siècle.

Et côté sécurité, comment ça va se passer?

Nous allons accueillir plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement en même temps. Les délégations comprennent des personnalités de différents statuts: des chefs d'Etat, des ministres, des assistants, des hommes d'affaires... Il faut répondre bien sûr à la demande de sécurité, ce qui a nécessité des aménagements que nous avons examinés avec le ministère de l'Intérieur et les responsables de la sécurité pour chaque délégation, mais en même temps, un hôtel doit rester un lieu ouvert. Pour être identifiés, nos

employés vont porter des cartes d'identité.

Pour la cuisine, avez-vous mis les petits plats dans les grands?

Nous allons assurer des prestations de traiteur en dehors de l'hôtel. Par exemple, un cocktail de 700 personnes pour la Conférence des ministres des Affaires étrangères. Concernant la restauration, nous avons, du 6 au 12 novembre, la troisième semaine de promotion du fromage pour cette année. Une cinquantaine de sortes de fromages français et suisse sont proposées. Nous avons aussi reçu des demandes culinaires spécifiques de la part de délégations. Pour faire face, samedi dernier, nous avons réceptionné un container en provenance de la France avec 1.500 kg de produits.

Est-ce la première fois que vous gérez un tel événement?

Oui. J'ai déjà accueilli de nombreux ministres et chefs d'Etat. Mais c'est la première fois que j'en aurais autant en même temps. Pour tout l'hôtel, c'est un moment très important et cela restera aussi un grand événement dans ma carrière. Je pense que ce sera aussi le cas pour le Vietnam et la ville de Hanoi.

Y Vi et Franck Renaud

La préparation du Sommet dans un grand hôtel

«Assurer la sécurité,
en restant un lieu ouvert»

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Le Vietnam vu par une artiste helvético-canadienne

VINGT-DEUX peintures à l'huile de Margrith Wyrsh sont exposées au 31, rue Lê Duân, dans le 1er arrondissement de Hô Chi Minh-Ville. Ces oeuvres ont été créées au cours des quatorze derniers mois, en s'inspirant de scènes de la vie quotidienne.

Cette première exposition, qui dure du 10 au 15 novembre, entre dans le cadre de la Semaine culturelle organisée à Hô Chi Minh-Ville par l'Association d'amitié Vietnam-France et la Maison de la Francophonie de Hô Chi Minh-Ville. La semaine culturelle se tiendra du 7 au 15 novembre, en l'honneur du VIIe Sommet de la Francophonie.

Margrith Wyrsh, née à Bâle en Suisse, a travaillé quelques années au musée Antikenmuseum de cette

ville frontalière avec la France, avant de s'établir au Canada. Elle peint depuis 1987, d'abord comme un passe-temps, soit deux ans après sa sortie de l'Université de Montréal, en histoire de l'art. Ensuite, elle entreprend des études en dessin et en peinture.

Depuis 1988, elle travaille au ministère des Affaires Internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec (MAIICC). Ses oeuvres ont été présentées lors de deux expositions, l'une à Dakar, organisée par le Groupe des Femmes de Dakar, et l'autre sous le parrainage du ministère de la Culture et celui de la Femme, de l'Enfant et de la Famille de ce pays. Elle a participé également en 1994 et 1995 à deux autres expositions à Montréal,

parrainées par le MAIICC dans le cadre de la semaine inter-culturelle.

De l'aveu de l'artiste, certaines caractéristiques influencent sa démarche comme le clair-obscur des maîtres hollandais et la luminosité de la Tour, la silhouette longiligne des femmes dans des estampes japonaise, la représentation dynamique de la photographie qui sait capter l'instant d'un moment. Elle a choisi le médium de la peinture à l'huile, car, selon l'artiste, elle peut mieux travailler l'opacité, la transparence et la luminosité.

Dans les tableaux exposés, on trouve souvent les thèmes qu'elle chérit : la lanterne, son voisinage, la gestuelle de femme, etc.

Lê Bích Hà

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Sommet de la Francophonie

Inauguration officielle du volet signalisation à Hanoi

LE ministre des Affaires inter-gouvernementales et autochtones de la province canadienne du Nouveau-Brunswick, M. Bernard Thériault, a inauguré hier le volet Signalisation en présence du Secrétaire général du Comité national d'organisation du VIIe Sommet de la Francophonie, l'ambassadeur Trinh Ngoc Thai; et de l'ambassadeur canadien Marius R. Grinius.

Le volet Signalisation, d'une valeur de 300.000 dollars canadiens, fait partie de la contribution canadienne de 4 millions de dollars aux préparatifs du Sommet de la Francophonie qui aura lieu du 14 au 16 novembre 1997. Ce volet est réalisé conjointement par le gouvernement du Nouveau-Brunswick et la ville de Hanoi.

Le ministre Thériault a indiqué

que «le Nouveau-Brunswick est fier de pouvoir mettre à la disposition de la ville de Hanoi, une technologie nouvelle en signalisation qui s'inscrit dans la protection de l'environnement et qui permet le transfert de cette technologie auprès des partenaires vietnamiens».

En plus de la signalisation temporaire propre au Sommet de la Francophonie, les partenaires canadiens et vietnamiens ont fourni 89 panneaux de signalisation trilingues (vietnamien, français et anglais), 36 panneaux de direction routière, ainsi que douze colonnes d'information touristique qui demeureront en permanence dans les divers sites historiques et lieux pittoresques de Hanoi.

CYN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Projet franco-vietnamien dans le domaine des finances Un exemple d'une coopération réussie

Le ministère vietnamien des Finances et le ministère français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, par l'intermédiaire de son agence de coopération, l'ADETEF et la Direction du Personnel et de l'Administration, a organisé hier à Hanoi un forum francophone portant sur la réforme financière au Vietnam. Sa tenue s'inscrit dans les manifestations en l'honneur du VII^e Sommet de la Francophonie.

SERGE DEGALLAIX, ambassadeur de France, Lê Thi Bang Tâm, vice-ministre des Finances, des représentants du Cabinet du Premier ministre, du Bureau du Gouvernement, du ministère de la Planification et de l'Investissement, de la Banque d'État, et de la Direction générale des Douanes, y assistaient.

Une demi-douzaine d'intervenants vietnamiens, anciens élèves des différentes promotions du projet ont présenté les principaux thèmes des réformes en cours, portant sur la gestion des finances publiques, la réforme fiscale, l'organisation du Trésor public, l'inspection des finances. L'originalité de ce forum

repose sur les interventions en français de fonctionnaires comparant les réformes en cours et le système français.

A cette occasion, Serge Degallaix a souligné que «le forum est une occasion de constater le dynamisme de la coopération franco-vietnamienne en matière financière et la réalité de la francophonie au sein du ministère des Finances».

Sur l'objectif du projet, son directeur Alain Fontanel a estimé que ce dernier aide les cadres vietnamiens en leur fournissant un outil de travail sans pour autant les remplacer. «Le but est qu'ils con-

duisent eux-mêmes les réformes», a-t-il déclaré. Il a précisé que la tenue du forum montre qu'une francophonie active existe au sein des administrations vietnamiennes et plus particulièrement au ministère des Finances, un des ministères clés.

Bénéficiant de six millions de francs octroyés par le gouvernement français, le projet «Finances» franco-vietnamien a débuté en 1993. Il visait à échanger les expériences dans la gestion, élever les compétences des cadres du ministère des Finances afin qu'ils s'adaptent au nouveau mécanisme financier et qu'ils répondent aux exigences de la transition de l'économie. Il se compose de deux volets : formation et conseil. Il a permis de former au cours des quatre dernières années plus de cent fonctionnaires dans les domaines de l'économie, des finances publiques et également en français.

Pham Bich Hà

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

✓ Réunion du Conseil permanent de la Francophonie

LES représentants de 18 pays et gouvernements membres du Conseil permanent de la Francophonie et d'autres pays de la communauté francophone se sont réunis les 9 et 10 novembre à Hanoi, sous l'égide de son président Trinh Duc Du, afin de mettre la dernière main aux préparatifs de la Conférence ministérielle et du 7^e Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement ayant le français en partage.

La délégation du Vietnam était présidée par Mme Tôn Nu Thi Ninh, assistante du ministre des AE et vice-présidente du Comité national de préparation du 7^e Sommet.

L'assistance a examiné les projets de l'ordre du jour et de l'agenda de la conférence ministérielle et du 7^e Sommet, la proposition de la Macédoine de participer à la communauté en qualité de pays observateur. Elle a également revu la question de candidature aux postes de Secrétaire général de la Francophonie et de directeur général de l'Agence de la Francophonie (ACCT). La réunion a projeté la composition des directions de la conférence ministérielle et du Sommet et les interventions faites en ces occasions. Elle a d'autre part discuté des propositions d'amendements ou d'ajouts aux projets de la nouvelle Charte de la Francophonie, de la Déclaration et du Plan d'actions du 7^e Sommet.

L'unanimité de vues a été atteinte sur la quasi-totalité des problèmes examinés.

La Conférence ministérielle s'ouvre aujourd'hui au Centre des Conférences internationales de Hanoi, et le Sommet aura lieu du 14 au 16 novembre. CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Nguyên Manh Câm reçoit les représentants d'organismes monétaires internationaux

Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Nguyên Manh Câm, a reçu hier à Hanoi, Erik Offerdal, représentant du Fonds monétaire international (FMI) au Vietnam et Andrew Steer, directeur à la Banque mondiale.

Le vice-Premier ministre a informé ses interlocuteurs de l'évolution socio-économique du Vietnam sur la dernière période et a mis l'accent sur le programme d'actions du gouvernement d'ici l'an 2002. Il a remercié les deux institutions financières internationales pour leurs aides et l'octroi de prêts au projet de réorga-

nisation bancaire, à ceux touchant aux infrastructures. Le vice-Premier ministre a hautement apprécié la coordination et l'appui de la BM et du FMI dans l'organisation de quatre conférences des bailleurs de fonds du Vietnam. Le chef de la diplomatie a souhaité que la cinquième conférence, à Tokyo en décembre prochain, soit

couronnée également de succès. Nguyên Manh Câm a abordé également quelques problèmes de la réforme financière, bancaire et commerciale, les droits sur l'import-export, les investissements... «Les politiques financières et monétaires jouent un rôle déterminant dans la réforme économique du pays», a souligné le vice-Premier ministre qui a espéré que la BM et le FMI poursuivront leur assistance à son pays.

(Suite à la p.2)

Nguyên Manh Câm reçoit...

(Suite de la p.1)

Pour leur part, les représentants des deux institutions financières ont apprécié l'évolution socio-économique du Vietnam sur cette dernière période, ainsi que le programme d'actions du gouvernement d'ici l'an 2002. Ils ont exprimé leur solidarité avec les sinistrés du typhon Linda dans le Sud. M. Steer a déclaré que la BM est prête à accorder au Vietnam un prêt en urgence pour la réhabilitation des infrastructures dans les provinces les plus touchées. Enfin, les deux représentants ont informé le vice-Premier ministre des préparatifs pour la cinquième conférence des bailleurs de fonds. CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Nguyễn Thi Binh visite le musée ethnologique

Le 8 novembre, la vice-présidente de la République, Nguyễn Thi Binh, a inspecté l'état du Musée ethnologique qui sera inauguré à l'occasion du VII^e Sommet de la Francophonie.

Le professeur Nguyễn Van Huy,

directeur du musée a présenté à la vice-présidente les neuf espaces consacrés aux 54 ethnies nationales. Il a également indiqué les aides matérielles du gouvernement pour les équipements techniques et le travail des spécialistes français, américains,

néerlandais et canadiens dans la présentation.

Nguyễn Thi Binh a félicité les cadres et ouvriers de leurs efforts pour avoir achevé les travaux dans les temps.

CY

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 11-11-97

Aide québécoise aux enfants vietnamiens

L'INSTITUT national d'Hygiène et d'Epidémiologie (INHE) a organisé hier à Hanoi, la cérémonie de réception d'une aide québécoise.

Ces équipements d'une valeur de 250.000 dollars sont destinés à la pro-

duction du vaccin contre l'encéphalite.

Don opportun et effectif, il permettra à l'INHE de produire en plus grande quantité et de meilleure qualité le vaccin, afin de lutter contre cette maladie mortelle et protéger en priorité les enfants.

Le professeur Hoang Thuy Long, Directeur de l'INHE, a souligné que l'aide québécoise arrivait à un moment où son Institut avait besoin de produire en plus grande quantité ce vaccin.

(Suite à la p.2)

Aide québécoise aux...

(Suite de la p.1)

L'Institut, a-t-il poursuivi, en fera un bon usage afin de diminuer le nombre d'enfants handicapés et sauver de nombreuses vies.

Le ministre des Relations internationales du Québec, Sylvain Simard a, lors de cette cérémonie, présenté officiellement le projet bilatéral portant sur la production du vaccin contre l'encéphalite japonaise.

Ce projet, a-t-il souligné, est important parce qu'il s'inscrit dans le cadre d'un accord de coopération économique et technologique que le Québec et le Vietnam ont signé en 1992. Il constitue un geste concret pour l'amélioration de la santé des enfants vietnamiens.

Plus qu'une simple fourniture d'équipements, il conduira à terme à l'établissement d'une collaboration entre l'Institut national d'Hygiène et d'Epidémiologie de Hanoi et l'Institut Armand Frappier, relié au réseau de l'Université du Québec.

Dans leurs allocutions, le professeur Lê Van Truyen, vice-ministre de la Santé, Phung Ngoc Hung, Directeur adjoint du Comité d'Etat pour la protection et les soins des enfants ainsi que le professeur Hoang Thuy Long ont tous mis

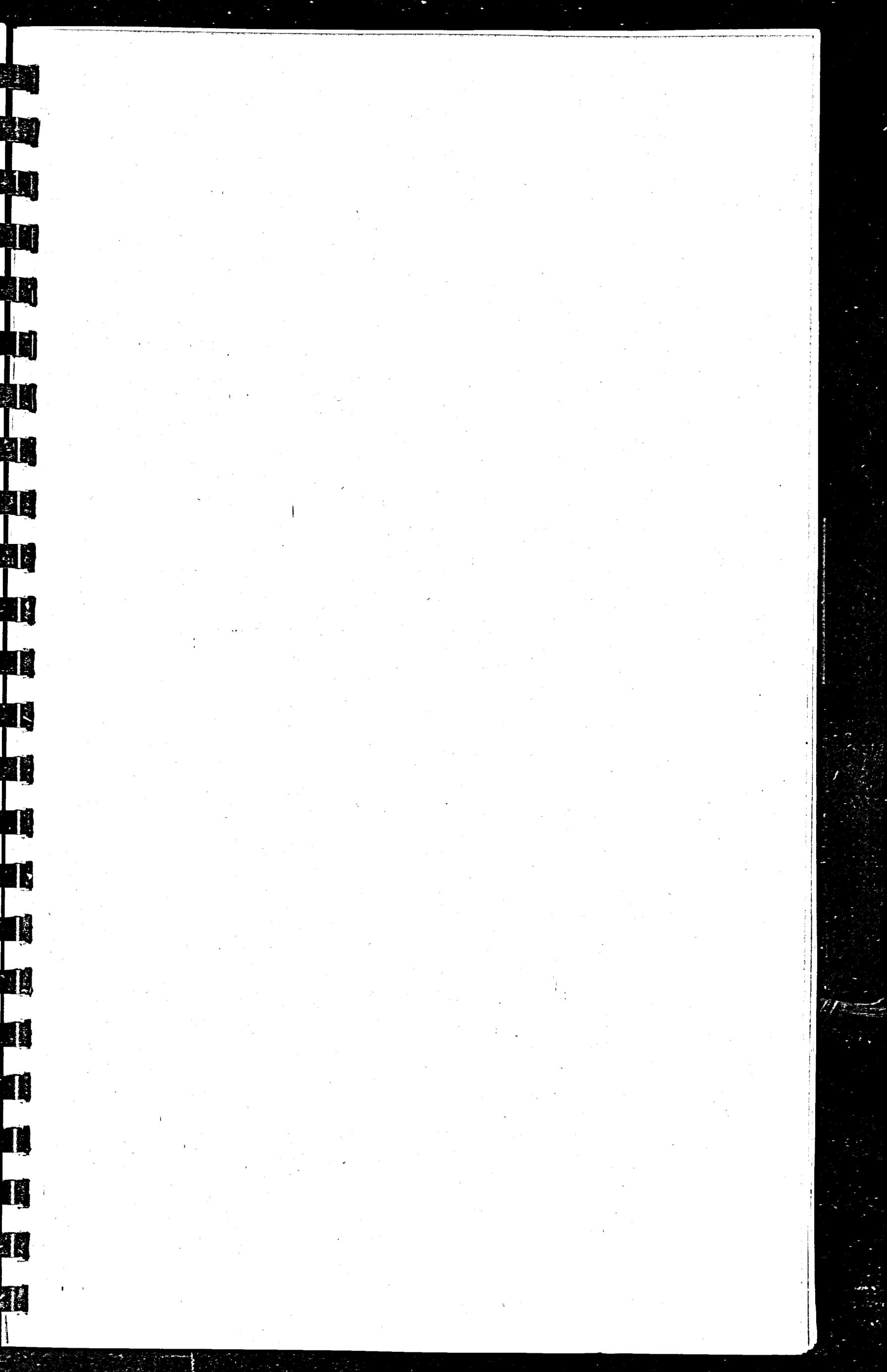
l'accent sur l'importance du Programme élargi de vaccination.

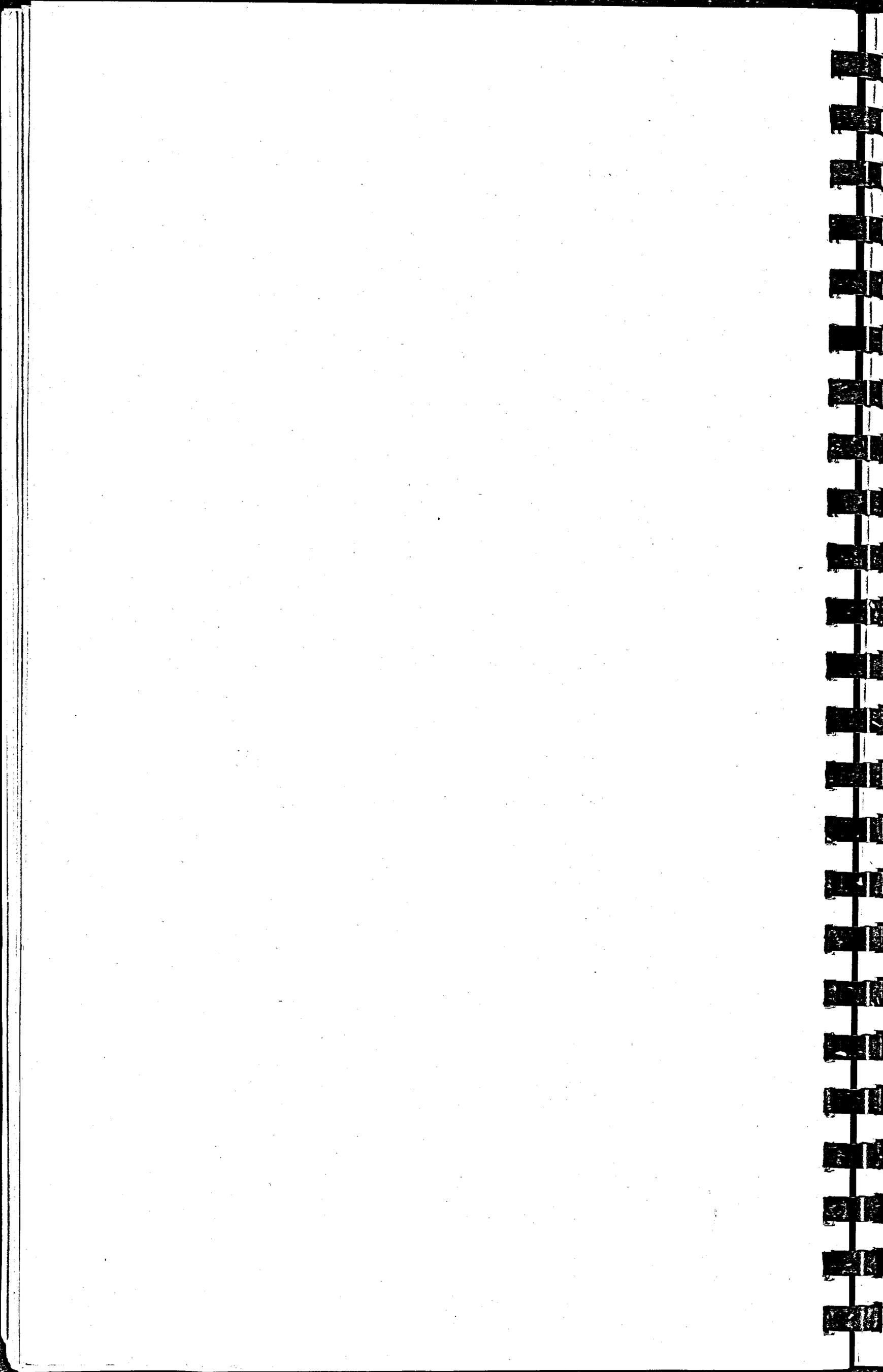
Le gouvernement a élaboré un programme en faveur des enfants, sur la période 1991-2000.

Sous la direction du ministère de la Santé, avec l'aide des organisations internationales et des organisations non-gouvernementales mondiales, le Programme élargi de vaccination, grâce à l'inoculation de six vaccins, existe depuis près de quinze ans. Le nombre d'enfants vaccinés dépasse les 90%, permettant une diminution de ceux touchés par l'une des six maladies de 15 à 25 fois. L'éradication de la poliomyélite d'ici l'an 2000 est parfaitement réalisable puisqu'actuellement, on recense seulement deux cas au niveau national. Le Premier ministre vient d'ajouter quatre nouveaux vaccins au Programme élargi, à savoir l'encéphalite, l'hépatite, la typhoïde et le choléra.

Cependant, le Vietnam manque encore de nombreux vaccins, en particulier celui contre l'encéphalite japonaise. Quoique la quantité de vaccins produits dans le pays augmente chaque année, elle ne répond qu'insuffisamment aux énormes besoins.

Dô Minh





LE FIGARO

Mardi 11 novembre 1997

Denis Tillinac

« J'attends un Ted Turner français ! »

Représentant personnel de Jacques Chirac au Conseil permanent de la francophonie, l'écrivain plaide pour la francité et le plurilinguisme.

LE FIGARO. — Dans quel état d'esprit partez-vous à Hanoï ?

Denis TILLINAC. — Je pars la fleur au fusil. Hanoï sera un sommet-clé. Si, dans vingt ans, 5 % des états ne parlent pas le français dans les pays émergents, nous n'aurons plus aucun poids politique et économique. Bref, nous serons sur la bas côté. Les grands espaces linguistiques du XXI^e siècle équivalront à des divisions blindées !

— Une francophonie des élites suffira-t-elle ?

— En Afrique, il faut alphabétiser. Si nous arrivons à y former un bloc de 150 millions de francophones, ce sera gagné ! C'est pourquoi la France ne doit pas banaliser ses relations avec ce continent... ailleurs, il faut se concentrer sur les élites. Notamment au sein de l'Union européenne. Nous devons exiger l'usage et le respect du français dans les organisations internationales. Il faut se battre...

— Vous utilisez un langage guerrier.

— Nous menons un très grand combat politique dont dépend, en partie, la survie de la France. Il faut multiplier les cours de français et répandre notre culture. Aujourd'hui, 85 % des vecteurs modernes de communication sont colonisés par l'anglais. J'attends un Ted Turner français qui saura tirer l'audiovisuel francophone de sa marginalité...

Les nostalgiques de Mai 68

— L'Algérie ne sera pas représentée à Hanoï.

— C'est une triste anomalie. On a besoin des Algériens. Je les attends avec espoir.

— Le Nigeria, exclu du Commonwealth pour défaut de démocratie, impose, lui, le français en première langue.

— C'est l'une des meilleures nouvelles de ces derniers temps pour la francophonie !

— Que pensez-vous du plurilinguisme ?

— L'homme du XXI^e siècle est plurilingue. En France, nous n'en donnons pas vraiment l'exemple... Il faut travailler avec les lusrophones et les hispanophones.

se montrer solidaire de leur combat. La survie du français se situe là aussi.

— L'idée d'un secrétaire général de la francophonie vous paraît-elle bonne ?

— On arrive à la maturité de la prise de conscience francophone. C'est pourquoi il faut un « patron » à la francophonie, doublé d'un porte-parole efficace. Jacques Chirac a cherché une personnalité de très haut niveau pour le poste : Boutros Boutros-Ghali s'imposa d'autant plus qu'il a déjà été un acteur important sur la scène internationale. Je ne peux m'empêcher de penser que si les 49 pays de la francophonie l'avaient voulu, on aurait pu éviter la crise du Zaïre...

— Regrettez-vous la disparition du secrétariat d'État à la Francophonie ?

— Bien sûr. Même si Margie Sudre n'avait aucun moyen, elle existait. La francophonie avec Jasselin, aujourd'hui, à la Coopération, c'est aussi absurde qu'avec Toubon, hier, à la Culture ! Je souhaite, en vérité, un grand ministre de la francophonie et des relations culturelles extérieures doté des moyens de la direction des relations scientifiques, culturelles et techniques du Quai d'Orsay...

— Une approche trop puriste du français ne nuirait-elle pas à l'essor de la langue ?

— Le combat pour le purisme ne m'intéresse pas. Que des mots étrangers intègrent le français, c'est normal. Ce qui m'intéresse, c'est le développement de la francité dans le monde. Sinon, nos enfants n'y seront que de simples suppléants ! Dans le même esprit, la perspective d'un français plus basique, moins grammaticalement correct, est sûrement à envisager pour répondre aux exigences de la mondialisation.

— Que pensez-vous du réseau culturel français à l'étranger ?

— Il faut arrêter la saupoudrage, réduire la bureaucratie et remuer beaucoup d'habitudes. Quand on organise une tournée Godard à Bucarest, on fait passer des centaines de francophones qui se souviennent de Mai 1968 à l'Odéon, c'est tout !

Propos recueillis par B.E.

11 NOV 1997

LE FIGARO

Un septième art qui cultive « l'exception culturelle »

Avec 5,5 % de parts de marché au Québec et 18,8 % en Belgique, notre cinéma dédaigne la francophonie.

Un film est une œuvre d'art. Mais le cinéma est une industrie. Tous les cinéastes de l'Hexagone admettent le premier postulat. Mais le second a du mal à passer. Car de nombreux réalisateurs français, comme leurs concitoyens, ont une relation difficile avec l'argent et la réussite.

PAR FRANÇOIS HAÛTER

Ils ont donc baptisé « exception culturelle » un ensemble de mesures visant à les mettre à l'abri des aléas basement matériels et de la concurrence américaine. Le premier dispositif est un fonds alimenté par un pourcentage sur les tickets (d'abord par les succès commerciaux, américains principalement), qui, à travers un Centre national du cinéma (CNC), est reversé exclusivement à la production française. Le second est l'obligation faite aux chaînes de télévision de coproduire tous les films français. Ainsi, notre industrie du septième art est-elle la seule au monde à connaître, le 1^{er} janvier de chaque année, quelques millions près, son chiffre d'affaires des douze mois à venir.

Dans ce contexte de « co-copinage », la plupart des films sont déjà presque amortis avant leur sortie en salle. On dépense donc peu

pour les promouvoir. Et finalement le verdict du public n'est qu'une bonne ou mauvaise surprise, presque moins importante que l'accueil de la critique. Le cinéma en France est un club, où les désastres financiers se comptent sur les doigts d'une main, chaque décennie. Dans ce contexte, l'idée d'exporter un film est une sorte de raffinement esthétique.

L'Etat jouant via le CNC un rôle de régulation capital dans ce système, il était bien naturel qu'il cherchât l'exportation du cinéma français. Ainsi, la structure baptisée Unifrance et subventionnée par le CNC organise-t-elle tous les ans plusieurs « festivals », qui sont autant de vitrines où les distributeurs étrangers sont invités à admirer nos meilleures productions et nos navets. Daniel Toscani du Plantier, qui est en quelque sorte le « M. Loyal » du cinéma national, dirige Unifrance, et emmène les équipes d'une vingtaine de films les défendre à Yokohama ou Acapulco (pour l'Amérique du Nord et du Sud).

Les efforts d'Unifrance ont généré un milliard à l'exportation en 1995 (pour 40 millions de spectateurs, à comparer aux 130 millions d'entrées en France), ce qui constitue un beau résultat: si on le met en parallèle avec le chiffre d'affaires du secteur en France (4,5 milliards,

dont 2,6 milliards de francs pour la production et plus d'un milliard investis par les 1616). Cette exportation est néanmoins bien timide encore, si on la ramène à l'industrie hollywoodienne (115 milliards de CA, dont 10 milliards de francs exportés en Europe).

Besson, Annaud et quelques autres

Les recettes du cinéma français à l'étranger proviennent d'abord des Etats-Unis (22,5 %), de l'Espagne (11 %), de l'Italie (10,2 %), puis, rapidement décroissantes, du Royaume-Uni (7 %), de l'Allemagne (6,9 %), de la Suisse (4,5 %)... Dans les pays francophones, notre cinéma réalise, en parts de marché, des performances lamentables: 18,8 % en Belgique. Et 5,5 % au Québec! En Afrique francophone, une administration dépendante des Affaires étrangères (l'Afana) envoie gratuitement des films.

Voilà pour la réalité d'une profession qui se trouve confortable dans son Hexagone. Elle comporte bien entendu quelques brillantes exceptions.

A commencer par Gaumont, qui avec *Léon* et *Le Cinquième Élément*, produit des longs métrages destinés au marché mondial, et

d'abord nord-américain. Le dernier film de Besson fut un pari de plus de cent millions de dollars, et termina largement bénéficiaire. Le groupe de Nicolas Seydoux entra ainsi dans le club des majors capables de maîtriser un risque mondial, et s'imposa comme la première maison de production française parfaitement internationale (1).

L'ennui, pour les Français, c'est que les réalisateurs réellement capables d'atteindre un public cosmopolite sont rares (Luc Besson, Jean-Jacques Annaud, Jean-Pierre Jeunet), et finissent naturellement par travailler aux Etats-Unis dans des majors, ce qui leur vaut d'être snobés par leurs collègues parisiens. Dans le cinéma comme dans bien d'autres domaines artistiques en France, le « culturellement correct » n'est que le masque d'un ethnocentrisme exacerbé. Et ce goût du rapé fait l'affaire d'un cinéma anglais, saxon décomplexé et conquérant.

F. H.

(1) Canal + avait tenté l'aventure hollywoodienne à travers une filiale, Caratca, et celle-ci s'était soldée par de grosses pertes. Besson, de son côté, réussit magnifiquement quelques films d'envergure (*La Légende du pirate*, par exemple) sous l'impulsion de Francis Besson, mais elle a tenu sa filiale City 2000.



Le Cinquième Élément de Luc Besson - un pari de plus de cent millions de dollars, et termina largement bénéficiaire.

LE FIGARO

Mardi 11 nov. 97

Tournage

Chantons sous la neige

Coproduite par France 2, l'histoire de deux générations de chanteuses, GINETTE RENO et MARIANNE MOLINA.

MONTRÉAL :
de notre envoyée spéciale
Rosée BARBIER

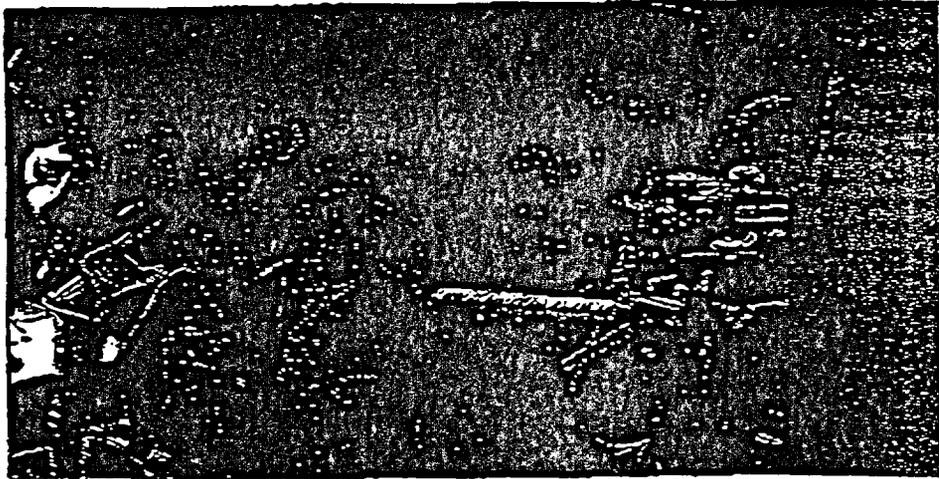
On ne le sait pas toujours, au Canada, la production cinématographique est florissante. Actuellement, on tourne à Montréal une coproduction France 2/Le Bureau et Max Films Télévision, avec la participation de Radio Canada.

Sur le thème de la vocation, c'est le conte de fées *Une voix en or* qui sert de prétexte à mettre en scène deux belles voix « réelles ». Celle de Ginette Reno, grande vedette de la chanson canadienne (Louise Dawson dans le téléfilm), et celle d'une toute jeune Ardéchoise, Marianne Molina, qui fait ses premiers pas dans le show-business, interprétée par la comédienne Cathy Verney. Ou la rencontre de deux générations de « chanteuses à voix ».

Travail croisé

Comme dans tous les contes de fées, l'histoire, en partie tournée en Ardèche à Labrousse près d'Aubenas, et au Québec à Montréal, est en fait plus simple. Marianne, 18 ans, vit en Ardèche et rêve de faire carrière dans la chanson. Elle a une belle voix basse, puissante et rauque et donne déjà quelques concerts dans la région quand elle rencontre Louise Dawson, grande star de la chanson canadienne qui, après bien des péripéties, fera son apprentissage et arrivera aux portes du succès.

Pour les besoins du film, toutes les chansons ont été pré-enregistrées par la véritable Marianne Molina et c'est sur cette voix qu'interprète Cathy Verney répète non seulement en play-back mais chante réellement puisqu'elle a poussé le perfectionnisme jusqu'à



Cathy Verney interprète de Marianne Molina à côté de Ginette Reno : deux âges et un tempo. (DR.)

prendre des cours de chant, de guitare et de synchro.

« Attention, répétition... on se met en place, silence, action ! », crie le réalisateur Patrick Voison pour la énième fois. Tandis que dehors, la neige tombe, nous sommes au studio d'enregistrement de Montréal où l'on filme une scène cruciale. Cathy, malgré les recommandations de Louise Dawson, a accepté d'enregistrer une maquette de disque qu'elle croit être pour elle mais qui lui sera volée par un producteur véreux.

Pour le réalisateur Patrick Voison, diriger à la fois la musique, les chansons et la mise en scène a présenté des difficultés particulières. « Dans l'écriture d'un film, ça devient très lourd. Pour Cathy surtout, qui devait avoir l'en d'une chanteuse. Quand on n'est pas musicien lui-même, il est difficile d'intervenir sur le travail des musiciens. Et puis, il y avait la mise en scène ».

Quant au coproducteur français Franck Vager, il espère qu'*Une voix en or* deviendra une coproduction exemplaire et

un exemple de coproduction sur le plan artistique et au niveau des enjeux. « On a fait chacun un pas l'un vers l'autre, sans abandonner nos spécificités : l'accent québécois et la manière de tourner, parfois différente de la manière américaine. L'enjeu est que le téléfilm soit aussi bien accueilli en France qu'au Québec. Pour la musique, le compositeur Dan Bigras est québécois et le parolier, Roger Tabro, est français. »

Un travail également croisé pour les coproducteurs français et canadiens pendant deux ans. Tandis que les scénaristes français et canadienne Laurence Vager et Michèle Allen ont travaillé en commun et chacune dans leur partie.

« Une seule exemplaire de ce que nous voulons développer à France 2. Casser de coproduire pour coproduire mais essayer de faire des films qui puissent trouver leur public sans attendre papa et pas « contraire », souligne Franck Vager.

Une voix en or dont le tournage aura lieu en France, a

coûté 20 millions de francs (à 60 % français et 40 % québécois). Il sortira en deux parties de cent minutes chacune : la première, le 15 mars 1998, au Québec, accompagnée d'un album de la plupart des chansons du film. La programmation de France 2 cédiera de sa sortie en France, entre le 15 mars et mai 1998.

Et comme tout conte de fées contient une morale, *Une voix en or* ne fera pas exception à la règle. C'est un téléfilm populaire qui joue sur des sentiments très positifs : la vocation et ses contraintes.

Car Marion ne devient pas une star de la chanson à la fin. Elle n'a fait qu'une sorte d'apprentissage et se trouve en position de dire : « Maintenant je suis une chanteuse. Ma vie va être différente et je suis capable de devenir quelqu'un. »

C'est tout cela que l'on souhaite à Marianne Molina et à son double, Cathy Verney, une jeune comédienne qui promet.

R.B.

pétrolier Total relatif à la production de bitume, ou encore celui de la Lyonnaise des eaux pour des installations d'eau potable.

"Les investisseurs francophones et vietnamiens partagent les mêmes espoirs de voir le Sommet francophone au Vietnam permettre la création d'opportunités d'investissements." dit un investisseur.

Et puis, toujours selon M. Dondoux, d'autres gros contrats avec GEC-Alsthom, ou pour le projet de premier satellite vietnamien pourraient bien être également conclus (avec Matra, Aerospatiale et Alcatel).

Selon les Francophones, il s'agit aussi de renforcer la communauté de langue française et ses objectifs politique, économique et culturelle définis par une Charte adoptée à Marrakech (Maroc) l'an dernier. Elle comprend l'aide à l'instauration et au développement démocratique, la prévention des conflits, le soutien à l'état de droit et aux Droits de l'homme.

Ils espèrent aussi l'intensification des actions de coopération multilatérale afin d'encourager l'essor des économies.

Pour le Vietnam, pays hôte, cette grande rencontre aura pour thème central le développement de la coopération économique. Au cours des huit premiers mois de l'année, les échanges commerciaux entre le Vietnam et les pays francophones se sont élevés à 1,1 milliard de US\$. Les principaux partenaires commerciaux sont les entreprises françaises, canadiennes, belges, suisses, laotiennes et cambodgiennes.

Les produits exportés par le Vietnam vers les pays de la Communauté francophone sont principalement café, textile et produits de confection, produits aquatiques, riz et charbon. Le Vietnam, lui, importe surtout du pétrole brut, de l'essence, de l'acier, des engrais, des automobiles, des médicaments et des machines de confection.

Les pays francophones représentent des marchés majeurs, profitables aux exportations vietnamiennes.

Dès la promulgation de la Loi sur les investissements étrangers en 1987, la France a été le premier investisseur européen au Vietnam.

"La France est aussi restée quelques temps le premier pays donateur. Aujourd'hui, c'est le second pourvoyeur d'aide bilatérale derrière le Japon. Et au niveau multilatéral, la France se place au troisième rang derrière le Japon et le Fonds Monétaire International," rappelle Serge Degallaix.

Et aujourd'hui elle ne se place plus qu'au 10ème rang.

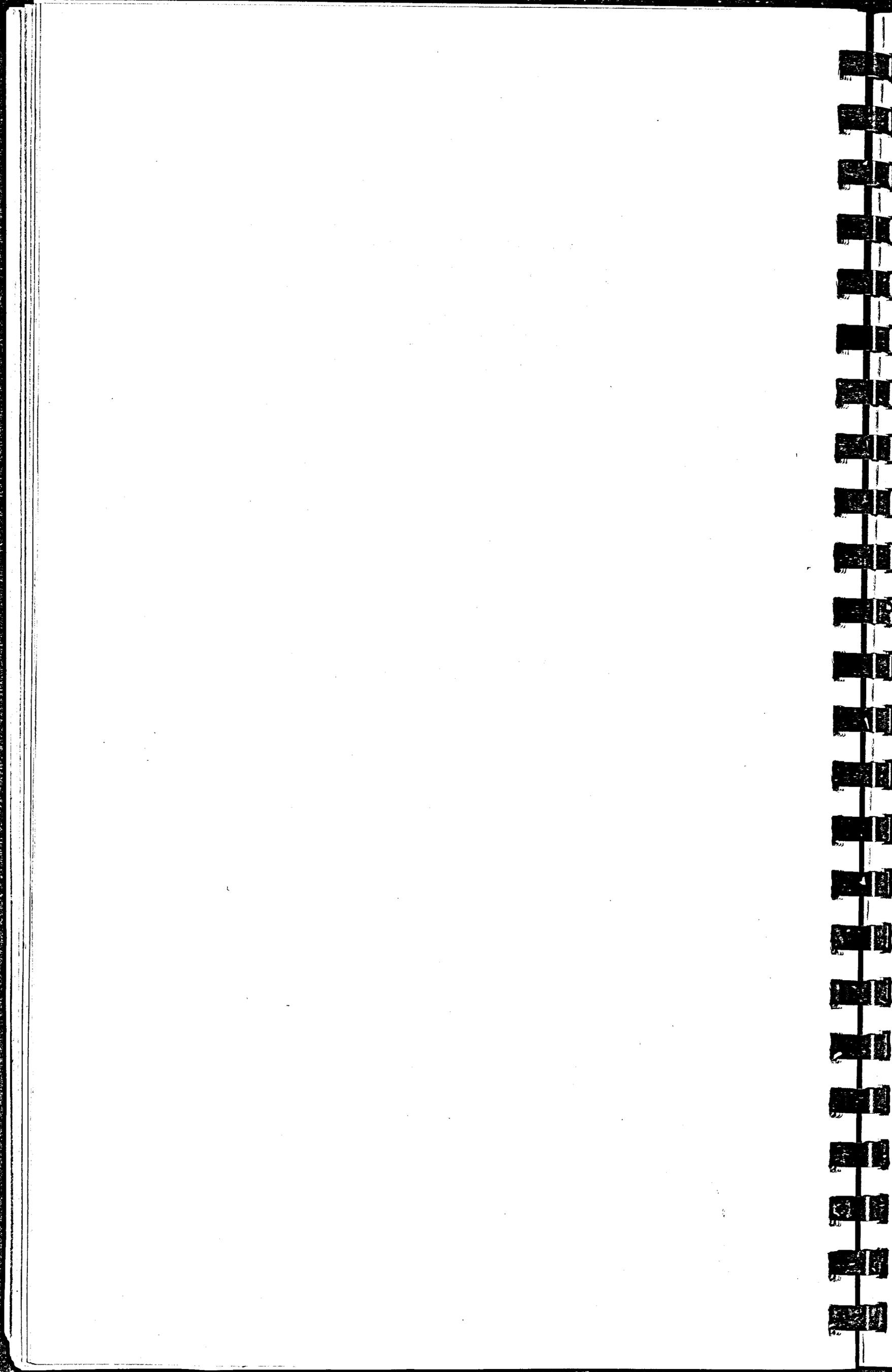
La France compte actuellement 89 projets d'investissements représentant 871 millions de US\$ au total, soit 90% des capitaux investis au Vietnam par les pays francophones.

Selon le ministère du Plan et des Investissements, la plupart des projets d'investissements directs liés aux pays francophones sont tous en passe d'être achevés ou déjà opérationnels. Quelques uns sont en phase d'exploitation sur les marchés locaux et internationaux.

**DEUXIÈME JOURNÉE
DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
PRÉPARATOIRE AU
VII^{ÈME} SOMMET**

MERCREDI LE 12 NOVEMBRE 1997

CAHIER DE PRESSE



1/2^c

Le Devoir

Une idée brumeuse; Troisième naissance de la Francophonie, le Sommet de «l'affirmation politique» cherche encore un sens.

le mercredi, novembre 12, 1997 page: A8

From Le Devoir

On dit du septième Sommet de la Francophonie qui s'ouvrira demain à Hanoï qu'il sera celui de «l'affirmation politique» de l'organisation. Le sens de l'expression est brumeux comme les intrigues multilatérales qui n'ont cessé, depuis le début du regroupement francophone en 1970, de jeter de l'ombre sur un projet méritoire et parfois enthousiasmant.

La seule chose sûre, à propos de ce virage «politique», est qu'il bouleversera les structures de la francophonie, 1997 devenant une nouvelle date charnière, la troisième. 1970 avait vu naître, à l'impulsion de pays africains, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), lieu d'échanges généraux et de défense de la langue française par une vingtaine de pays qui l'ont «en partage». En 1986, à Paris, une première rencontre au sommet des chefs d'État et de gouvernement avait ajouté du lustre à l'organisation et poussé l'ACCT à explorer des champs plus modernes de coopération, notamment le développement des technologies en français. D'abord protocolaires, les sommets allaient prendre une importance croissante. Ainsi en 1993, à l'île Maurice, la France y avait rassemblé avec succès des alliés dans sa bataille pour «l'exception culturelle», notion combattue par les États-Unis à l'Organisation mondiale du commerce. De là naissait, en d'immenses et longues tensions, l'idée de conférer à la francophonie un profil politique permanent, qui s'incarnerait dans la personne d'un «secrétaire général» prestigieux, investi du rôle de «porte-parole politique» de l'organisation sur la scène mondiale. L'ACCT, qui devient l'Agence de la francophonie, ne sera plus sous l'autorité que d'un «administrateur» et bien qu'on dise son autonomie encore forte, il est évident qu'elle sera surtout au service du nouveau secrétaire général d'autant que l'élu, connu d'avance, n'est autre que l'ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Boutros Boutros Ghali, qui a de ses pouvoirs une idée pleine et sans équivoque.

Mais quelle parole politique portera-t-il? Ici s'arrête la clarté. Pendant que le Canada, qui entend lancer la discussion sur ce thème dès le début du Sommet, parle vaguement de «prévention des conflits» comme si la nouvelle Francophonie pouvait lancer des missions de paix dans les régions conflictuelles dont elle ne manque pas, la France et le futur secrétaire général tiennent un discours plus proche des préoccupations du Sommet de l'île Maurice. La nouvelle Francophonie éviterait de faire ouvertement et inutilement la guerre à l'anglais qui gagne sans coup férir le statut de langue commune à l'univers, mais serait un fort «regroupement régional» - comme le dit M. Boutros-Ghali - capable de faire échec à l'uniformisation culturelle du monde en maintenant des zones de multilinguisme qui donnent expression à des cultures plurielles. Certains, notamment dans les milieux universitaires, vont plus loin et voient dans la francophonie un important espace de résistance aux valeurs néolibérales qui dominent actuellement la mondialisation des échanges: la Francophonie, descendante des «lumières» et porteuse d'un souci de liberté et de fraternité, devrait lutter contre l'exclusion des individus et des pays pauvres dans le nouvel ordre mondial, et se battre pour qu'augmentent les solidarités. Devenir en quelque sorte la conscience d'une économie internationale qui n'en a plus.

L'idée est séduisante mais stratosphérique. D'une part, il n'est pas certain que les 49 pays ou gouvernements qui font désormais partie de la Francophonie officielle, dont certains n'ont du français qu'un usage lointain, soient tous d'avis qu'ils doivent devenir la gauche de la mondialisation. Plusieurs d'entre eux, dont le Vietnam hôte du sommet, n'ont d'ailleurs demandé leur admission en francophonie que pour des raisons commerciales. D'autre part, il est bien difficile de se prétendre le symbole des «lumières» en acceptant de tenir le sommet à Hanoï, capitale d'un pays à parti unique, qui emprisonne les dissidents, muselle sa presse, exécute les opposants politiques ou religieux et se moque généralement de l'État de droit comme des institutions démocratiques que la Francophonie s'est théoriquement donné mission de faire progresser. Avec ou sans «affirmation politique», le Sommet d'aujourd'hui ressemble à ceux d'hier qui déroulaient le tapis rouge devant le sanguinaire Mobutu, président du Zaïre aujourd'hui dévasté, et plaisantaient avec divers maîtres de pays aux prisons remplies de combattants pour les libertés. Cette contradiction n'est pas spécifique à la Francophonie; elle est celle de tous les pays dont les nouvelles puissances asiatiques les plus corrompues ou les plus dictatoriales, comme la Chine et l'Indonésie, achètent le silence, la complaisance et les élites économiques avec des contrats. Mais il est difficile de prétendre se démarquer des valeurs dures du néolibéralisme quand la première marque de

72

2/2

«l'affirmation politique», pour la nouvelle Francophonie, consiste à imiter nos aveugles et sourdes missions commerciales en Chine. Si le Sommet a lieu à Hanoï, chacun le sait, c'est d'abord parce que les pays membres y voient une belle occasion de se rapprocher de l'Asie rêvée, et de ce qu'on croit être ses mirobolantes occasions d'affaires.

Le danger de cette conception «politique» de la Francophonie, c'est qu'elle devienne dès lors un discours aussi creux que celui de nos politiques étrangères - québécoise et canadienne par exemple - et, pis encore, que les ressources consacrées désormais à ce discours et au secrétariat général soient puisées à même les déjà trop maigres budgets de coopération sur le terrain, en éducation, en santé, en communications, en développement général des populations. Plus humbles, ces fonctions n'en demeurent pas moins, jusqu'à maintenant, les meilleurs projets de la Francophonie malgré la désespérante lenteur des progrès. Et ils sont plus essentiels que jamais, au moment où se creusent les écarts entre riches sociétés de l'information et pauvres sociétés de l'analphabétisme. C'est pourquoi, entre les lignes de la future Déclaration d'Hanoï, dont chaque mot «politique» sera soigneusement pesé, il faudra surtout chercher les engagements de financement, notamment du côté des pays nantis. Là se mesurera le véritable désir de solidarité qui serait l'alternative de la mondialisation soumise au marché.

Et il faudra voir si les maîtres politiques du Vietnam, que les communiqués préparatoires au Sommet préservent de la plus petite égratignure, pourront triompher dans quatre jours en ayant obtenu le silence, donc l'appui tacite sur lequel ils comptent pour continuer à mépriser les libertés.

- Bissonnette, Lise

-END-

1/2

La Presse

Souvenirs d'Indochine

le mercredi, novembre 12, 1997 page: B2

From La Presse

En choisissant Hanoi pour y tenir son septième sommet, la francophonie envoie au monde un message équivoque. Comment en effet interpréter, sinon avec inquiétude et perplexité, cette idée de réunir les 49 pays ayant le français en partage dans un pays soumis à une dictature et ou, de surcroît, la langue française n'est pratiquement plus parlée?

Cette décision de convier la Francophonie à Hanoi est d'autant plus désolante qu'elle n'est pas une simple erreur de parcours. Il faut plutôt y voir un symptôme, la résultante des ambivalences et des incohérences d'une francophonie qui n'en finit pas de se chercher.

Le malaise est d'autant plus palpable que la francophonie souffre mal la comparaison avec le Commonwealth qui, à la clôture de son propre sommet, il y a deux semaines à Édimbourg, envoyait un avertissement très ferme à deux de ses membres, le Nigeria et le Sierra Leone. «Nous leur disons que le Commonwealth ne tolérera pas les violations des droits de l'homme et les processus antidémocratiques», expliquait le premier ministre Jean Chrétien, dont le rôle fut central dans cette condamnation.

Quel contraste! La francophonie, en convergeant demain vers Hanoi, donne plutôt sa bénédiction à un régime de la même eau. Cette attitude conciliante s'explique par la différence des objectifs et des traditions des deux organisations, mais aussi par de cruelles réalités géo-politiques, notamment le fait que la francophonie se concentre dans le continent tourmenté qu'est l'Afrique. Plusieurs des pays qui, récemment, se sont distingués dans l'horreur appartiennent à la famille francophone (on pense ici à la région des Grands Lacs) ce qui force la francophonie à mettre son rigorisme en veilleuse sous peine de voir ses rangs se clairsemer.

Il est vrai qu'on peut mieux accompagner des pays dans leur marche vers la démocratie en multipliant les liens avec eux plutôt qu'en les isolant. Mais cette stratégie exige un jeu subtil de pressions et d'encouragements que l'on n'a pas vu à l'oeuvre dans le cas du Vietnam. En donnant cette visibilité à un pays qui brime les libertés, qui censure, qui emprisonne, sans exiger de sa part de virages probants, la francophonie a offert sur un plateau d'argent une caution morale à un des derniers régimes communistes. Le symbole est assez troublant pour discréditer la francophonie comme lieu de démocratisation et de défense des droits.

Le choix de Hanoi est d'autant plus étonnant que l'on peut difficilement justifier ce laxisme par les impératifs de la progression de l'espace francophone, principale raison d'être de la francophonie. Pour élargir ses rangs et son influence, la francophonie a déjà assoupli la définition de ce que sont les pays ayant le français en partage, pour englober des sociétés qui n'ont de français que la francophilie d'une partie de leurs élites, comme la Roumanie.

Mais, même au prix de contorsions intellectuelles, cette définition très élastique du fait français ne réussit pas à englober le Vietnam. Depuis le départ de la France, il y a quarante ans, le français n'y est plus parlé, sauf par une poignée de personnes

âgées. Le gouvernement vietnamien encourage en outre l'anglais dans les échanges commerciaux. Une poussée irrésistible à laquelle la France, et le Québec, répondent de façon volontariste en injectant des fonds publics pour «franciser» un pays qui ne veut pas l'être.

C'est donc pour ramener le Vietnam dans le giron français qu'on justifie l'idée de tenir le sommet à Hanoi. Mais cette offensive défie toute logique, si ce n'est celle de la France qui, par le biais de la francophonie, semble vouloir renouer les liens disparus depuis quarante ans avec l'Indochine et recréer l'espace de son empire perdu. Ce projet illustre le problème central de la francophonie : le poids disproportionné qu'y occupe la France.

Bien sur, le Sommet de Hanoi connaîtra ses succès, on y parlera d'inforoutes francophones, ce qui est toujours à la mode, et on y créera le poste de secrétaire général, qui sera sans doute confié à l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. Un prestige qui servira à masquer les incohérences de l'organisme et son absence de principes.

Nous ne pouvons évidemment pas rester insensibles au projet de la francophonie, qui cherche à élargir et à consolider l'espace francophone, à utiliser ce lien pour favoriser l'ouverture sur le monde, à créer des canaux privilégiés pour accroître le commerce et favoriser le développement. Ce sont là des objectifs fondamentaux pour le Québec, qui veut rompre son isolement et qui ne peut que profiter des progrès du français dans le monde.

Mais ces objectifs, essentiels, ne justifient pas toutes les dérives. Si le gouvernement canadien défendait à Hanoi, avec la même fermeté, les principes qu'il défendait à Édimbourg, et si le gouvernement

74

2/2

québécois réussissait à affirmer son indépendance face à la France, les intérêts de la francophonie seraient bien mieux servis.

- Dubuc, Alain

- END -

75

La Presse

Hanoï est appelé à libérer ses dissidents

le mercredi, novembre 12, 1997 page: D23

From La Presse

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme Human Rights Watch/Asia a appelé hier les participants au Sommet de la francophonie à soulever la question des droits de l'homme auprès du gouvernement vietnamien et a demandé à Hanoï la libération de prisonniers de conscience.

Cette démarche intervient dans la foulée d'autres appels lancés dans ce sens ces derniers jours par plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme, à quelques jours du Sommet de la francophonie qui s'ouvrira vendredi en présence de près de 50 chefs d'État et de gouvernements francophones.

Parallèlement, des troubles étaient signalés dans la province méridionale de Dong Nai, où des catholiques dénoncent la corruption et s'opposent à un programme d'expropriation.

«Alors qu'il poursuit sa politique économique d'ouverture et continue de courtiser les investissements étrangers, le Vietnam renforce sur la scène nationale le contrôle du Parti communiste, réprime la dissidence et étouffe tout développement de la société civile», indique l'organisation basée aux États-Unis.

L'organisation engage donc «la presse étrangère et les délégués à la conférence de la francophonie de Hanoï à soulever ces préoccupations spécifiques sur la question des droits de l'homme auprès du gouvernement vietnamien lors de conférences de presse ou au cours des dialogues multilatéraux et bilatéraux.»

Human Rights Watch/Asia ajoute que la France, «deuxième donneur d'aide bilatérale et participant clé de la francophonie, a une responsabilité particulière dans la promotion des droits de l'homme» dans le dialogue avec le Vietnam.

L'organisation s'inquiète en particulier d'une nouvelle législation sur la détention administrative sans procès, des nouveaux textes visant à un contrôle renforcé de la presse nationale et étrangère et de la détention de dissidents politiques ou religieux «ayant exprimé leurs opinions de manière pacifique».

Elle appelle à «la libération immédiate et inconditionnelle de ceux toujours détenus pour s'être exprimés en faveur d'une démocratisation ou de la liberté d'expression et cite le cas notamment de Doan Viet Hoat, écrivain journaliste condamné en 1993 à 15 ans de prison.

Par ailleurs, des affrontements entre forces de l'ordre et quelque 10 000 catholiques manifestant contre un programme de réquisition de terrains de leur diocèse et d'expropriations par les autorités locales ont eu lieu le week-end dernier dans le district de Thôn Nhât, à une quarantaine de km au nord-est de Ho Chi Minh-ville, faisant cinq blessés, selon des sources dans les milieux catholiques. Quelque 70 personnes, dont beaucoup de femmes, poursuivaient un sit-in devant le siège du Comité populaire.

La province rurale de Đông Nai héberge deux millions d'habitants dont une grande majorité de catholiques. Ceux-ci ont fui le Nord-Vietnam en 1954, année de la partition du pays, ou se sont installés dans le sud après la victoire communiste de 1975. Le mécontentement populaire qui gagne aujourd'hui les milieux catholiques ruraux du sud a déjà été exprimé ces derniers mois dans diverses provinces du Vietnam, notamment à Thai Binh (nord) où de violentes manifestations paysannes contre la corruption locale ont eu lieu en mai et juin.

Ces troubles ont eu un fort impact sur le Parti communiste qui depuis s'efforce de prouver qu'il est à l'écoute des doléances du paysans.

Le pays

Chrétien pourrait se rendre à Hanoï à bord du «Taj Mahal»

Le premier ministre Jean Chrétien a invité le leader du Parti conservateur, Jean Charest, à se joindre à lui au Sommet de la francophonie qui débute aujourd'hui à Hanoï, au Vietnam.

DENIS GRATTON
LeDroit

M. Charest a décliné l'invitation en raison, dit-il, d'un conflit d'horaire, mais il a laissé entendre que M. Chrétien avait l'intention d'utiliser l'Airbus A-310 modifié pour se rendre au Sommet de la francophonie.

Cet Airbus A-310 de la Défense nationale comprend une suite, avec lit, spécialement conçu pour les voyages outre-mer du premier ministre. L'ajout de cette suite avait été commandé en 1983 par le premier ministre de l'époque, Brian Mulroney. Sévèrement critiqué par l'opposition libérale qui qualifiait ces modifications à

l'appareil de dépense inutile, M. Mulroney n'a jamais utilisé cet Airbus A-310.

M. Chrétien avait déclaré à l'époque que des extravagances de la sorte n'étaient pas pour lui et il avait sarcastiquement baptisé l'avion le «Taj Mahal» et le «Air Farco One».

Or, depuis quelques mois, c'est un secret de Polichinelle à Ottawa que M. Chrétien aimerait bien utiliser l'Airbus A-310 pour les longs voyages.

Et dans les couloirs du Parle-

ment, plusieurs soulignent que M. Chrétien aurait invité M. Charest au Sommet de la francophonie comme caution morale pour utiliser l'appareil.

«Oui, M. Chrétien m'a invité au Sommet de la francophonie, mais j'ai dû refuser, a dit M. Charest. Et oui, quelqu'un de son entourage a mentionné la possibilité d'utiliser l'Airbus (modifié). Mais ce n'est pas la raison pour laquelle j'ai refusé.

«De toute façon, d'ajouter M. Charest, j'en ai marre de cette hypocrisie entourant cet Airbus. Si M. Chrétien veut l'utiliser, qu'il l'utilise. Je pense qu'il regrette ses paroles (le Taj Mahal) et il n'y a pas de doute que l'opposition officielle lui fera remarquer, mais qu'on mette un terme à cette hypocrisie. Si M. Chrétien utilise cet appareil, je pense que les Canadiens lui pardonneront.»

L'Airbus A-310 a été utilisé à quelques occasions par le gouverneur général du Canada, et la Défense nationale l'utilise réguliè-

ment pour transporter les troupes et le cargo à l'extérieur du pays.

Questionné sur la possibilité d'emprunter l'Airbus A-310 pour se rendre au Vietnam, le directeur des Communications au bureau du premier ministre, Peter Donolo, a indiqué au quotidien *Toronto Star*, la semaine dernière, que les libéraux ne commettront pas la même erreur que le leader réformiste, Preston Manning, qui a fait volte-face sur la question de Stornoway, la résidence officielle du leader de l'opposition.

Lorsque le Bloc québécois était le parti de l'opposition, M. Manning avait comparé Stornoway à une salle de bingo que les contribuables canadiens payaient inutilement.

M. Manning a démissionné à Stornoway le mois dernier.

Le gouvernement libéral a tenté, en 1993, de vendre l'Airbus A-310 à des équipes sportives professionnelles et à des groupes rock, mais en vain.

tt

Infomart Direct

Chrétien pourrait se rendre à Hanoï à bord du «Taj Mahal»

Wednesday, November 12, 1997 page: 28

From Le Droit

Le premier ministre Jean Chrétien a invité le leader du Parti conservateur, Jean Charest, à se joindre à lui au Sommet de la francophonie qui débute aujourd'hui à Hanoï, au Vietnam.

M. Charest a décliné l'invitation en raison, dit-il, d'un conflit d'horaire, mais il a laissé entendre que M. Chrétien avait l'intention d'utiliser l'Airbus A-310 modifié pour se rendre au Sommet de la francophonie.

Cet Airbus A-310 de la Défense nationale comprend une suite, avec lit, spécialement conçue pour les voyages outre-mer du premier ministre. L'ajout de cette suite avait été commandé en 1983 par le premier ministre de l'époque, Brian Mulroney. Sévèrement critiqué par l'opposition libérale qui qualifiait ces modifications à l'appareil de dépense inutile, M. Mulroney n'a jamais utilisé cet Airbus A-310.

M. Chrétien avait déclaré à l'époque que des extravagances de la sorte n'étaient pas pour lui et il avait sarcastiquement baptisé l'avion le «Taj Mahal» et le «Air Farce One».

Or, depuis quelques mois, c'est un secret de Polichinelle à Ottawa que M. Chrétien aimerait bien utiliser le Airbus A-310 pour les longs voyages.

Et dans les coulisses du Parlement, plusieurs soufflent que M. Chrétien aurait invité M. Charest au Sommet de la francophonie comme caution morale pour utiliser l'appareil.

«Oui, M. Chrétien m'a invité au Sommet de la francophonie, mais j'ai du refuser, a dit M. Charest. Et oui, quelqu'un de son entourage a mentionné la possibilité d'utiliser l'Airbus (modifié). Mais ce n'est pas la raison pour laquelle j'ai refusé.

«De toute façon, d'ajouter M. Charest, j'en ai marre de cette hypocrisie entourant cet Airbus. Si M. Chrétien veut l'utiliser, qu'il l'utilise. Je pense qu'il regrette ses paroles (le Taj Mahal) et il n'y a pas de doute que l'opposition officielle lui fera remarquer, mais qu'on mette un terme à cette hypocrisie. Si M. Chrétien utilise cet appareil, je pense que les Canadiens lui pardonneront.»

L'Airbus A-310 a été utilisé à quelques occasions par le gouverneur général du Canada, et la Défense nationale l'utilise régulièrement pour transporter les troupes et le cargo à l'extérieur du pays.

Questionné sur la possibilité d'emprunter l'Airbus A-310 pour se rendre au Vietnam, le directeur des Communications au bureau du premier ministre, Peter Donolo, a indiqué au quotidien Toronto Star, la semaine dernière, que les libéraux ne commettront pas la même erreur que le leader réformiste, Preston Manning, qui a fait volte-face sur la question de Stomoway, la résidence officielle du leader de l'opposition.

Lorsque le Bloc québécois était le parti de l'opposition, M. Manning avait comparé Stomoway à une salle de bingo que les contribuables canadiens payaient inutilement.

M. Manning a déménagé à Stomoway le mois dernier.

Le gouvernement libéral a tenté, en 1993, de vendre le Airbus A-310 à des équipes sportives professionnelles et à des groupes rock, mais en vain.

- Grattori, Denis

- END -

La Presse

Le sommet francophone se penchera sur le Web

le mercredi, novembre 12, 1997 page: B7

From La Presse

Que faire pour que le français ne soit plus le parent pauvre d'Internet? A l'occasion de sa septième édition, le sommet de la francophonie, qui s'ouvre vendredi à Hanoi, examinera pour la première fois un plan d'action destiné à promouvoir la langue de Molière sur les autoroutes de l'information.

La francophonie est à la traîne dans le secteur des nouvelles technologies de l'information. Ainsi, 90 % des échanges sur Internet s'effectuent-ils en anglais. Par ailleurs, les francophones ne regroupent que 7 % des ordinateurs connectés à Internet sur la planète.

Le meilleur élève francophone en matière d'inforoutes n'est pas la France mais le Canada-Québec, qui regroupe 600 000 ordinateurs connectés à Internet, sur environ un million dans l'ensemble des pays francophones. Le Québec peut aussi se targuer d'être la société francophone où le taux de branchement à Internet est le plus élevé (7,9 % des foyers sont abonnés à un service d'accès) et de posséder le plus grand nombre de sites en français sur le Web (3000).

- END -

Infomart Direct

Sommet de la francophonie à Hanoi; Plan d'action pour le français sur Internet

Wednesday, November 12, 1997 page: 33

From Le Droit

Que faire pour que le français ne soit plus le parent pauvre d'Internet? A l'occasion de sa 7e édition, le sommet de la francophonie, qui s'ouvre vendredi à Hanoi, examinera pour la première fois un plan d'action destiné à promouvoir la langue de Molière sur les autoroutes de l'information.

La francophonie est à la traîne dans le secteur des nouvelles technologies de l'information. Ainsi, 90 % des échanges sur Internet s'effectuent-ils en anglais, et seulement trois sites sur dix sur le Web sont en français. Par ailleurs, les francophones ne regroupent que 7 % des ordinateurs connectés à Internet sur la planète.

Ces chiffres masquent de fortes disparités à l'intérieur de l'espace francophone. Environ 98 % des ordinateurs connectés à Internet dans des pays où l'on parle français, même occasionnellement, se situent en effet en Amérique du Nord et en Europe. En revanche, l'Afrique francophone ne compte qu'un peu plus de 3000 ordinateurs connectés sur un total mondial de plus de 16 millions...

Le meilleur élève francophone en matière d'Internet n'est pas la France, mais le Québec, qui regroupe 600 000 ordinateurs connectés à Internet, sur environ un million dans l'ensemble des pays francophones. Le Québec peut aussi se targuer d'être la société francophone où le taux de branchement à Internet est le plus élevé (7,9 % des foyers sont abonnés à un service d'accès) et de posséder le plus grand nombre de sites en français sur le Web (3000).

Par comparaison, on ne dénombre en France que trois ordinateurs connectés pour 1000 habitants, contre 12 en Suisse et 30 aux États-Unis. Au sein de l'espace francophone, l'Hexagone ne représente que 25 % des ordinateurs branchés à Internet, contre 57 % pour le Québec.

Les métiers de demain seront liés à Internet, et il ne fait pas de doute que la francophonie ne pourra maintenir son rang dans le monde sans une présence plus forte sur le réseau des réseaux. La communauté francophone ne pourra relever ce défi qu'en réduisant l'écart entre ses «inforiches» et «infopauvres».

Le Canada a déjà montré la voie à suivre en créant au Nouveau-Brunswick un Centre international de développement de l'informatique en français. Ottawa a également débloqué une enveloppe de 2,5 millions \$ pour aider 15 pays francophones du Sud à se connecter à Internet.

Toutefois, les initiatives locales ne suffisent plus. «Il faut créer un espace francophone pour les inforoutes», avait souligné en mai dernier le ministre québécois de la Culture et de la Communication, Louise Baudouin. Un plan d'action en ce sens a été élaboré en début d'année lors d'une conférence réunissant les ministres francophones chargés des inforoutes à Montréal.

Les 49 chefs d'État et de gouvernement du sommet de Hanoi se pencheront à partir de vendredi sur ce plan d'action, le premier du genre, qui propose notamment la création d'un Fonds francophone pour le développement des inforoutes, doté de 7 à 12 millions \$ pour son fonctionnement. Les mesures envisagées visent également à promouvoir les infrastructures, les contenus, la formation et les outils de navigation en français.

L'objectif est non seulement de préserver la langue, mais aussi de renforcer la pratique démocratique et de créer un marché économique virtuel, aux débouchés bien réels, dans l'espace francophone.

IMF

CPF

Copyright 1997 Canadian Press

Chretien-Francophonie

OTTAWA -- Prime Minister Chretien heads to Vietnam this morning (8 a.m. E-T) for the 46-country Francophone summit.

Canada's agenda for the three-day summit in Hanoi will include Chretien's attempt to convince Vietnam, Cambodia, Lebanon and Egypt to sign on to the Canadian-led campaign to ban landmines.

Ottawa will also be pushing for a declaration on human rights, to put pressure on countries like communist Vietnam to move further toward democracy.

Quebec and New Brunswick delegations will be attending the conference as "participating governments" and are officially part of the Canadian delegation.

They are allowed to speak on issues within their jurisdiction, like education.

One federal official says the Quebec government has no mandate to promote its separatist agenda.

The official says they hope the Lucien Bouchard contingent will play by the rules.

But Bouchard has predicted the presence of the first separatist premier at a francophone summit would lend weight to his cause. (Toronto Star)

MRK

CP 0531ES 12-11-97

IMF

CPF

No room for separation at summit

By DAVID GAMBLE
Parliamentary Bureau

17

Prime Minister Jean Chretien leaves for Vietnam today to join Quebec Premier Lucien Bouchard for the Francophone Summit in a land where French is rarely heard.

It will be the first summit where a separatist Quebec premier will sit at the Canadian delegation table with the PM.

But federal officials insist relations between the Ottawa and Quebec delegations are good and domestic disputes will be left at home.

"We are not going to Hanoi for the purpose of fighting internal Canadian battles," said one federal official.

Bouchard got a small boost last month when the Francophonie's top bureaucrat, Trinh Duc Du, said the international organization would "respect" a Yes result in another separation referendum.

Two years ago, then premier Jacques Parizeau sat out the summit in Cotonou, Benin.

In Vietnam, where French comes a distant second to Vietnamese, less than 0.1% speak it, mainly the elders who remember colonial times under the French nearly 50 years ago.

Of the 46 countries at the summit, 16 list French as their principal language. For 10 others — including Canada — French is one of two official languages.

New Brunswick, which also has its own seat at the summit table as part of the Canadian delegation, is expected to get the nod to host the 1999 summit in Moncton.

The summit will focus on the world economy, but will also see a new political side emerge with the appointment of ex-United Nations head Boutros Boutros-Ghali as the first secretary general of the Francophonie.

Chretien will also use the summit to promote the treaty banning anti-personnel mines scheduled to be signed in Ottawa next month.

Canada will contribute \$4 million towards the summit's \$22-million budget.

The Vancouver Sun

Quebec takes the independence debate on the road: The Quebec entourage will show its sovereigntist colors far more boldly on its road trip to Hanoi than it has done in China.

Wednesday, November 12, 1997 page: A18

From The Vancouver Sun - FINAL EDITION

OTTAWA — Michel Gauthier, the most likable of the many men who've led the Bloc Quebecois, said recently that the Bloc has no reason to be in Ottawa.

I confess that this remark left me scratching my head. What evidence does Gauthier have that the Bloc has been in Ottawa for the past two months? The Bloc could stay here forever or vanish tomorrow; nobody will notice either way.

The real players in the debate over Canada's future are the government of Canada and the government of Quebec. This weekend they'll take that debate on the road — to Hanoi.

Federalists have been gloating, and sovereigntists worried, over Premier Lucien Bouchard's behavior during the current Quebec trade mission to China. Travelling "as a Canadian citizen," Bouchard has mothballed his sovereigntist convictions and agreed to be chaperoned by Howard Balloch, Canada's ambassador to China.

In a briefing last week for Parliament Hill journalists, federal officials predicted that Bouchard's co-operative (sovereigntists would say "supine") behaviour will continue during this weekend's summit meeting of la Francophonie in Vietnam's capital.

"From the Canadian perspective, we are not going to Hanoi for the purpose of fighting the Canadian battle," one said.

Another added: "Clearly for us the Quebec government has no mandate to promote the political option of [Bouchard's] party."

Mandate, no. Intention, yes. The Quebec entourage will show its sovereigntist colors far more boldly in Hanoi than it has done in China.

That's not a columnist's guess; it's Quebec government policy.

Let's take another look at the Quebec International Relations Department's strategic plan for the years 1997 to 2000. The 39-page plan dictates quite clearly that multilateral forums like la Francophonie be played differently from economic trips.

China makes only a brief cameo appearance in the plan on page 26 under the heading Strategy in Matters of Economic Relations. As a target for Quebec exports, "Asia is, without a doubt, the region in the world most deserving of greater attention from the department. Asia represents for Quebec a major issue on both the financial and commercial level . . . Besides Japan, the target countries are: China/Hong Kong, South Korea and Vietnam."

So, as a country of merely "economic" interest, then, China can be spared the Parti Quebecois's touching fixation with matters of protocol. Our friends in la Francophonie won't be so lucky.

On page 11, the Quebec department's plan says the goal of its Strategy in Matters of Political Affairs is to "preserve and increase the government's political manoeuvring room." Quebec's previous Liberal government didn't do enough of that, the plan says. It lays out three political objectives: Explain Quebec's "desire to establish a new partnership with the rest of Canada" abroad; Sell Quebec "as a legitimate and responsible actor on the international stage"; and, "Explain and promote Quebec's interests . . . in international organizations of priority interest."

Which organizations? Good morning, Vietnam. "La Francophonie constitutes the forum par excellence for the affirmation of Quebec's specific personality on the international stage . . . an exceptional tribune to explain and promote its interests. It is therefore indispensable to seize occasions this forum offers."

It will also give Quebec officials a chance to chat with representatives targeted by the Pequistes as "privileged" bilateral partners: The francophone African nations. Some privilege.

Quebec's aid to the Africans is to be doled out "as a function, of course, of their needs, but also as a function of their ability to offer a form of reciprocity on the economic and political levels."

What kind of reciprocity? Back to page 11: "... international recognition which, depending on events, may be necessary." Which events? The plan doesn't say, but I will: A Yes vote in a referendum and a unilateral declaration of independence.

Quebecers have never voted in favor of a unilateral declaration of independence. Polls show they won't soon. Their government views this as a trivial obstacle to the pursuit of a great plan.

Paul Wells is the Montreal Gazette's national affairs columnist.

- Paul Wells

- END -

1/2

The Toronto Star

WHICH BOUCHARD WILL SHOW AT FRANCOPHONE SUMMIT?: PM will be watching Quebec premier's actions

Wednesday, November 12, 1997 page: A6

From The Toronto Star - Metro EDITION

OTTAWA - There will be one major question on Jean Chretien's mind today as he leaves for the 46-country francophone summit in Vietnam.

Which Lucien Bouchard will show up? Jekyll or Hyde?

Will it be the Quebec premier who has boasted that by meeting world leaders in Hanoi he will be advancing the cause of sovereignty?

Or will it be the Bouchard who has been on his best behaviour during this month's trade mission to China - even to the point of praising the Canadian embassy?

The official agenda for the three-day summit will be dominated by other issues, including Chretien's attempt to sign up Vietnam, Cambodia, Lebanon and Egypt for the Canadian-led campaign to ban land mines.

Canada also wants a declaration on human rights to press countries such as communist Vietnam further toward democracy.

"We are under no illusions that this is a club of countries which are all democratic but what we are doing is institutionally changing the rules, so that countries will be held up to a greater standard in the future," a federal official said.

Canada is a leading member of La Francophonie, contributing \$61.4 million in 1996-97, as well as \$467 million in development aid to its poorest members - Vietnam, Haiti and a number of African countries.

The summit will also mark the likely election of former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali as the first secretary-general for the French-language equivalent of the Commonwealth.

Chretien will have to keep a sharp eye on domestic issues

But with Ottawa and Quebec city already squabbling over Quebec's role in international affairs, the Prime Minister will also have to keep a sharp eye on domestic issues.

Quebec and New Brunswick attend as "participating governments" and are officially part of the Canadian delegation. They can speak on issues within their jurisdiction, such as education.

"Clearly for us the Quebec government has no mandate to promote the political option of its party abroad," one federal official said.

"This political option has been submitted twice to the Quebec population and rejected twice.

"This being said, we hope that the Quebec government will play by the rules that have been established in 1985."

Canadian officials used to take it practically for granted that it would. When Bouchard has joined the Prime Minister and the other premiers for Team Canada trade missions, he was seen as a team player.

But that view was shattered in September, when separatists organized a propaganda blitz at a Quebec city conference of parliamentarians from 28 North and South American countries.

Bouchard's subsequent visit to France - where he claimed that the French would back Quebec's independence following a separatist referendum victory - only served to stoke federal anger.

And Ottawa directly protested when the Vietnamese president of the permanent council of La Francophonie told reporters the French-speaking world would respect a separatist referendum victory as "the sovereign decision of Quebecers."

It was also in Paris that Bouchard predicted that the presence of the first separatist premier to attend a francophone summit would lend weight to his cause.

Bouchard's visit to France fuelled federal anger

"The mere presence of a Quebec premier who will have a direct access to all the heads of states of

85

2/2

governments that are there, a Quebec premier who presides over a sovereignist government, certainly that constitutes in itself an aspect that won't be forgotten by anybody."

Bouchard added, however, that he doesn't intend to let his drive for sovereignty disrupt the summit.

Federal officials play down the likelihood of any confrontation.

"We are not going to Hanoi for the purpose of fighting Canadian battles," one said.

"We have had excellent discussions with the Quebec side and there is general agreement on all the main substantive issues at the level of public servants and the level of ministers."

If Bouchard does try to push the separatist agenda, he won't get anywhere, federal officials predict.

"I can assure you that Canadian domestic issues and issues of separation will not be a priority for the other 40-plus members there. They have enough problems of their own," an official said.

- By Edison Stewart

- END -

The Edmonton Journal

Bouchard bides time in Asia; PQ leader will show real colours at la Francophonie in Hanoi

Wednesday, November 12, 1997 page: A16

From The Edmonton Journal - Final EDITION

Michel Gauthier, the most likable of the men who've led the Bloc Quebecois, said on Friday that the Bloc has no reason to be in Ottawa.

I confess that this remark left me scratching my head. What evidence does Gauthier have that the Bloc has been in Ottawa for the past two months? The Bloc could stay here forever or vanish tomorrow; nobody will notice either way.

The real players in the debate over Canada's future are the government of Canada and the government of Quebec. This weekend they'll take that debate on the road -- to Hanoi.

Federalists have been gloating, and sovereigntists worried, over Premier Lucien Bouchard's behaviour during the current Mission Quebec trip to China. Travelling "as a Canadian citizen," Bouchard has mothballed his sovereigntist convictions and agreed to be chaperoned by Howard Balloch, Canada's ambassador to China.

In a briefing last week for Parliament Hill journalists, federal officials predicted that Bouchard's co-operative (sovereigntists would say "supine") behaviour will continue during this weekend's summit meeting of la Francophonie in Hanoi, Vietnam.

"From the Canadian perspective, we are not going to Hanoi for the purpose of fighting the Canadian battle," one said.

Another added: "Clearly for us the Quebec government has no mandate to promote the political option of (Bouchard's) party."

Mandate, no. Intention, yes. The Quebec entourage will show its sovereigntist colours far more boldly in Hanoi than it has done in China. That's not a columnist's guess; it's Quebec government policy.

Let's take another look at the Quebec International-Relations Department's strategic plan for the years 1997 to 2000, which I wrote about last week. The 39-page plan dictates quite clearly that multilateral forums such as la Francophonie be played differently from economic trips.

China makes only a brief cameo appearance in the plan, way back on page 26 under the heading Strategy in Matters of Economic Relations.

As a target for Quebec exports, "Asia is, without a doubt, the region in the world most deserving of greater attention from the Department. Asia represents for Quebec a major issue on both the financial and commercial level. ... Besides Japan, the target countries are: China/Hong Kong, South Korea and Vietnam."

So as a country of merely "economic" interest, then, China can be spared the Parti Quebecois' touching fixation with matters of protocol. Our friends in la Francophonie won't be so lucky.

On page 11, the Quebec department's plan says the goal of its Strategy in Matters of Political Affairs is to "preserve and increase the government's political manoeuvring room."

Quebec's previous Liberal government didn't do enough of that, the plan says.

It lays out three political objectives: explain Quebec's "desire to establish a new partnership with the rest of Canada" abroad; sell Quebec "as a legitimate and responsible actor on the international stage"; and "explain and promote Quebec's interests ... in international organizations of priority interest."

Which organizations? Good morning, Vietnam. "La Francophonie constitutes the forum par excellence for the affirmation of Quebec's specific personality on the international stage because it provides an exceptional tribune to explain and promote its interests. It is therefore indispensable to seize occasions this forum offers."

It will also give Quebec officials a chance to chat with representatives targeted by the Pequistes as "privileged" bilateral partners: the francophone African nations.

Some privilege. Quebec's aid to the Africans is to be doled out "as a function, of course, of their needs,

1/2

8

2/2

but also as a function of their ability to offer a form of reciprocity on the economic and political levels."

What kind of reciprocity? Back to page 11: "... international recognition which, depending on events, may be necessary."

Which events? The plan doesn't say, but I will: a Yes vote in a referendum and a unilateral declaration of independence. Quebecers have never voted in favour of a unilateral declaration of independence. Polls show they won't soon. Their government views this as a trivial obstacle to the pursuit of a great plan.

Paul Wells is the Montreal Gazette's national affairs columnist

- PAUL WELLS

- END -

The Toronto Sun

BONJOUR VIETNAM FOR PM, BOUCHARD; FRANCOPHONIE SUMMIT

Wednesday, November 12, 1997 page: 3

From The Toronto Sun - Final EDITION

Prime Minister Jean Chretien leaves for Vietnam today to join Quebec Premier Lucien Bouchard for the Francophonie summit in a land where French is rarely heard.

It will be the first summit where a separatist Quebec premier will sit at the Canadian delegation table with the PM.

But federal officials insist relations between the Ottawa and Quebec delegations are good and domestic disputes will be left at home.

"We are not going to Hanoi for the purpose of fighting internal Canadian battles," one federal official said.

"We got out of the starting gate on the right foot," the official said. "The Quebec government has no mandate to promote the political options of (the Parti Quebecois) abroad."

Bouchard got a small boost last month when the Francophonie's top bureaucrat, Trinh Duc Du, said the international organization would "respect" a Yes result in another separation referendum.

Two years ago, then separatist premier Jacques Parizeau sat out the summit in Cotonou, Benin, and there was little controversy between Chretien and Deputy Premier Bernard Landry.

In Vietnam, where French comes a distant second to Vietnamese. Less than 0.1% speak it, mainly the old who remember colonial times under the French nearly 50 years ago.

A Canadian government official insisted the Vietnamese government is making an effort to promote and rejuvenate the French language.

Of the 46 countries at the summit, 16 list French as their principle language. For 10 others - including Canada - French is one of two official languages.

The remainder include nine where French is a second but non-official language, five where it is third or fourth, four where French doesn't register at all and two Caribbean island nations where the Creole dialect is spoken.

New Brunswick, which also has its own seat at the summit table as part of the Canadian delegation, is expected to get the nod to host the 1999 summit in Moncton.

The summit will focus on the world economy, but will also see a new political side emerge with the appointment of former UN chief Boutros Boutros-Ghali as the first secretary general of the Francophonie.

Chretien will also use the summit to promote the land mines ban treaty scheduled to be signed in Ottawa next month.

Canada will cover \$4 million of the summit's \$22-million budget.

- BY DAVID GAMBLE, OTTAWA BUREAU

- END -

PM joins Lucien at French summit

Domestic dissension sidelined in Vietnam

By DAVID GAMBLE
Sun Ottawa Bureau

OTTAWA — Prime Minister Jean Chretien leaves for Vietnam today to join Quebec Premier Lucien Bouchard for the Francophone Summit in a land where French is rarely heard.

It will be the first summit where a separatist Quebec premier will sit at the Canadian delegation table with the PM.

But federal officials insist relations between the Ottawa and Quebec delegations are good and domestic disputes will be left at home.

"We are not going to Hanoi for the purpose of fighting internal Canadian battles," said one federal official.

"We got out of the starting gate on the right foot," the official said. "The Quebec government has no mandate to promote the political options of (the Parti Quebecois) abroad."

Bouchard got a small boost last month when the Francophonie's top bureaucrat, Trinh Duc Du, said the international organization would "respect" a Yes result in another separation referendum.

Two years ago, then separatist premier Jacques Parizeau sat out the summit in Cotonou, Benin, and there was little controversy between Chretien and deputy premier Bernard Landry.

In Vietnam, where French comes a distant second to Vietnamese, less than 0.1% speak it,

mainly the old who remember colonial times under the French nearly 50 years ago.

But a Canadian government official insisted the Vietnamese government is making an effort to promote and rejuvenate the French language.

Of the 48 countries at the summit, 18 list French as their principal language.

For 10 others — including Canada — French is one of two official languages.

The remainder of the countries include nine where French is a second but non-official language, five where it is third or fourth, four where French doesn't register at all and two Caribbean island nations where the dialect French Creole is spoken.

New Brunswick, which also has its own seat at the summit table as part of the Canadian delegation, is expected to get the nod to host the 1999 summit in Moncton.

The summit will focus on the world economy, but will also see a new political side emerge with the appointment of ex-United Nations head Boutros Boutros-Ghali as the first secretary general of the Francophonie.

Chretien will also use the summit to promote the treaty banning anti-personnel mines scheduled to be signed in Ottawa next month.

Canada will contribute \$4 million towards the summit's \$22-million budget.

Good Morning, Vietnam

New Brunswick's representatives to the Francophonie summit in Hanoi are hoping to translate cultural ties into commerce.

By GISELLE GOGUEN

Telegraph Journal

FREDERICTON — New Brunswick politicians are hoping the Francophonie Summit, which kicks off this week in Hanoi, Vietnam, will translate into profits for the province's business community.

This province has been a member of the Agence de la Francophonie since 1977, but only in recent years has the province been banking on the relationships it has created with other French-speaking countries, said Intergovernmental Affairs Minister Bernard Thériault.

"We now are involved in a wide range of activities like education, economy and social issues," he said during an interview before his departure earlier this week.

"And now we're starting to see contracts come out of our involvement in La Francophonie. For example, a New Brunswick firm — Imperial Signs in Edmundston — provided all the signs for the Hanoi summit and they got that work through this process. A company in Moncton was awarded the contract to create the Website for the summit. And I will also be signing, on behalf of the Minister of Agriculture, an agreement on potatoes to help other countries grow potatoes. So, companies here will probably have to provide seeds, plants, technology and so on. And that's only with one country. We have other contract with other countries which are part of La Francophonie as well."

And there are other projects as well, ranging from tele-education programs to a training and mentorship program for women entrepreneurs in developing countries — a project that's been so successful that the province will extend it to other member countries.

Mr. Thériault said New Brunswick's delegation includes twice as many people this time because the province wants to do all it can to promote the 1999 summit, which will take place in Moncton.

Justice Minister and Moncton-area MLA Jim Lockyer will be heading up a promotional delegation which will include the mayors of Moncton, Riverview and Shediac as well as organizations like the Acadian Society and the Moncton Chamber of Commerce.

"The cost of the promotional delegation is being taken on by those organizations. The only thing they have access to for nothing is the federal plane: We negotiated a certain number of seats that the feds have agreed to pay for," Mr. Thériault explained.

Mr. Lockyer's group will target different business and organizations and invite them to the Moncton summit.

"We'll be trying to sell New Brunswick as a destination for 1999 because we will be the capital of La Francophonie for that year," Mr. Thériault said, adding that while the summit will only take up a couple of weeks, other Francophonie-related events will take place throughout the year.

He added that while most of the 45-plus countries involved in La

Francophonie have roots in the French language and culture, many are becoming involved because they see French as a way of opening doors and creating strong economic bonds with much of the world.

"This is the case with many Eastern Bloc countries. For specific reasons many of those countries have decided that they could be better served by the Agence de la Francophonie to develop their relationship to the rest of the world business-wise and culturally. It's probably in balance with the American influence over the world, so they feel that it can be a way to balance that by having relationships with other important countries. Romania is a good example of this type of thinking because they've decided that they want to make links with the rest of the world through La Francophonie."

Mr. Thériault said that the promotional angle is needed in order to enable New Brunswick businesses to make lucrative deals with other member countries in 1999.

"The attention we get will be a great advantage for this province. As much as we're trying to do business with Vietnam during this summit, 45 or 48 countries will be trying to do the same with New Brunswick in 1999."

"And when I'm talking about the summit helping businesses, it's not just francophone businesses. NB Tel and Fundy Cable are on the move because they know the huge market that most of the francophonie countries have to offer.

See VIET, B2

VIET

Continued from B1

And the fact that we're leaders, on the French side, on the Internet, the Web and in Information Technology has already meant good things for us and will continue to in 1999.

"There's no other forum where New Brunswick, as a province, can get as much attention economically, socially and even media-wise — we'll be expecting some 1500 reporters there. We can't expect New Brunswick to get the Olympic Games or a G7 summit anytime soon, so I guess this is one specific way to get worldwide attention."

Mr. Thériault also expects the Moncton summit will help promote French language and culture to English-speaking New Brunswickers.

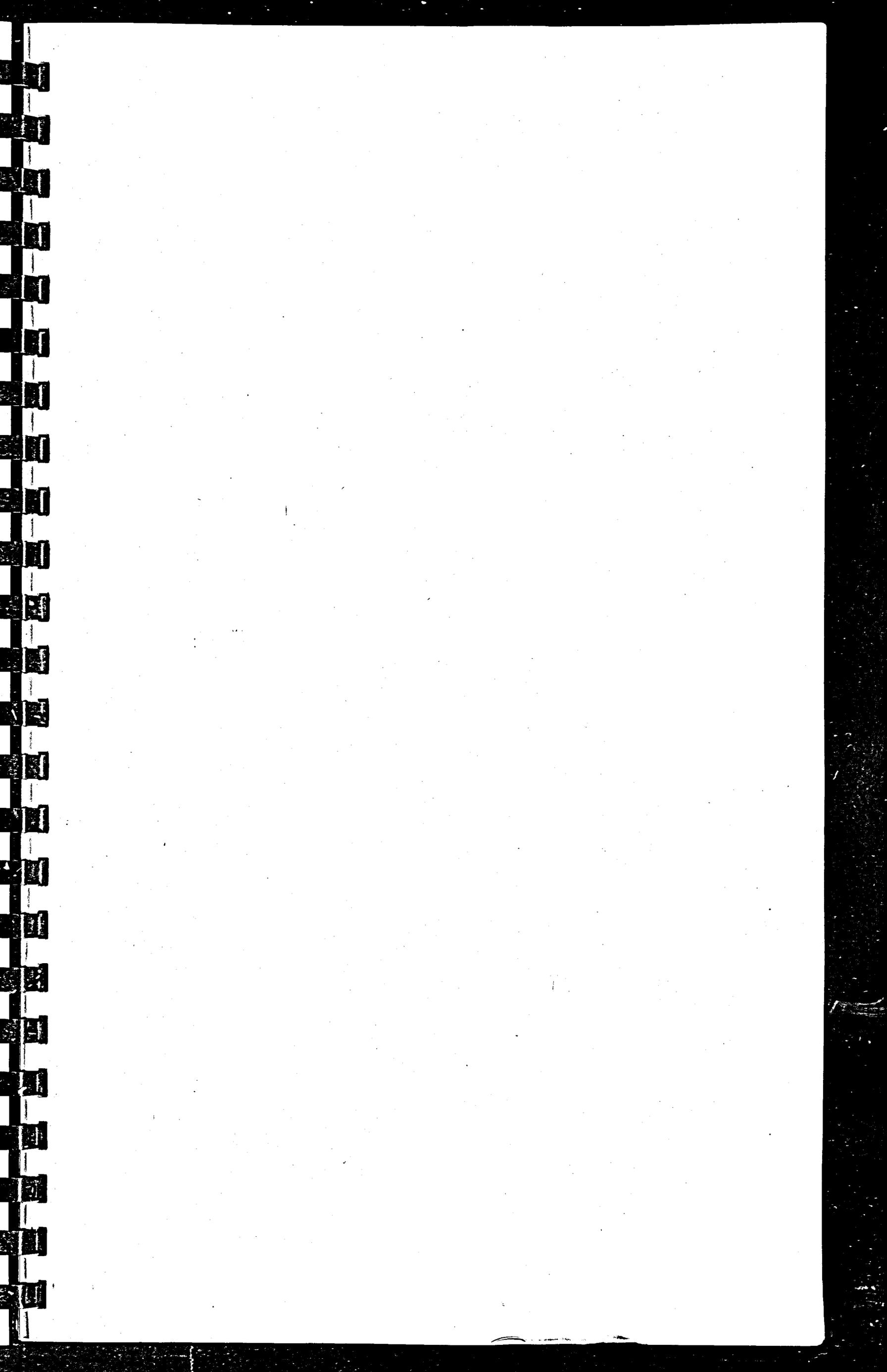
"I think the francophones will be quite proud to show the positive

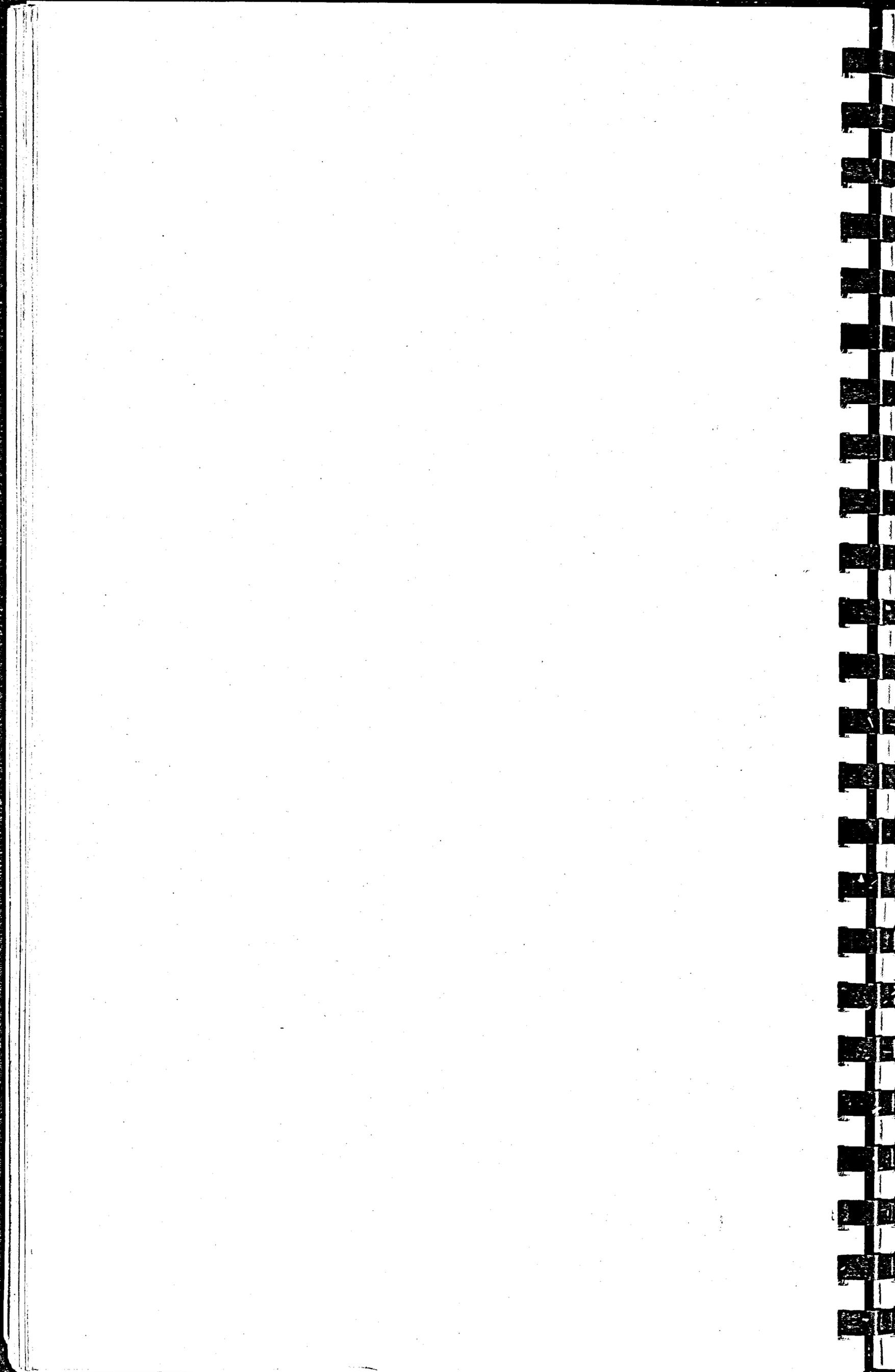
aspect of having two cultures in this province. And actually, the anglophone community in Moncton right now is very excited about hosting this event. So, I think this is a positive gesture that could solidify those links between the two groups."

"We're working on projects right now to send interns to member countries to acquaint them with community internet centres like we have here. So, we hope to announce such a project in Hanoi."

"We want to show the world what we are and at the same time we want to show New Brunswickers that our involvement in La Francophonie isn't just about culture — although that's important — but that's it's a wide variety of

activities and that we're acting as a full-fledged society that can provide economic and social services to the world." ■





VIETNAM INVESTMENT REVIEW

DATE:

16 NOV. 1997
121



Handshakes as the ambulances are handed over

Canada donates ambulances

By Ha Dong

THE Canadian Government last week donated two fully equipped ambulances to Vietnam as part of its official \$3.3 million dollar contribution to this week's Seventh Francophone Summit in Hanoi.

The donation of these ambulances was preceded by training sessions in pre-hospital care and emergency measures to around 50 qualified personnel from the Ministry

of Health and from accredited hospitals for the Summit, including the Friendship Hospital and the General Hospital in Tran Hung Dao.

The training sessions were provided by experts of the Canadian St John Ambulance Service. During the donation ceremony, Canadian Ambassador Marius Grinius said: "In light of the upcoming Francophone Summit, Canada is pleased to assist Vietnam by improving the skills

of health care trainers and transferring prime Canadian technology and expertise in the field of health care.

"However, I hope that no participants in the Francophone summit will have to use these ambulances," he added.

Deputy Minister of Health Le Ngoc Trong said the two ambulances will be given to the Military Hospital No.108 and the Friendship Hospital after the Francophone Summit ends.

VIETNAM INVESTMENT REVIEW

DATE:

16 NOV. 1997

Hanoi entre dans la cour des grands

Le 7ème Sommet de la Francophonie est le premier à prendre place en Asie, c'est aussi la première conférence internationale jamais organisée par Hanoi.

Plus de 35 Chefs d'Etat et de Gouvernement sont attendus dans la capitale pour trois jours de discussions sur la coopération politique, économique et culturelle.

Le Sommet sera marqué par la nomination de son premier Secrétaire général. Poste pour lequel l'ancien Secrétaire général des Nations-Unies, Boutros Boutros-Ghali s'est porté candidat ainsi que l'ancien Président du Bénin, Emile Darfin-Zinsou. En marge de l'événement officiel, la capitale sera aussi le théâtre de nombreuses manifestations culturelles.

Aussi, ce Sommet offre-t-il à Hanoi la première occasion d'accueillir une conférence internationale de cette ampleur.

"Le 7ème Sommet souligne l'évolution du Vietnam et de ses relations bilatérales, sa croissance économique rapide, la réalisation de progrès impressionnants." estime l'Ambassadeur de France, Serge Degallaix.

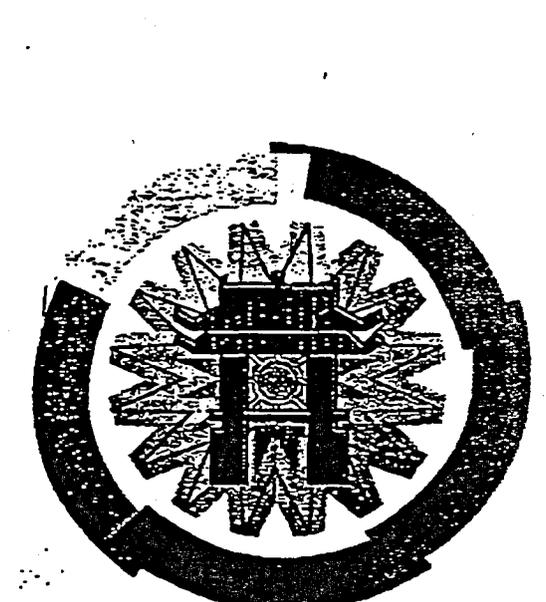
Pour sa part, le Secrétaire d'Etat français chargé de la coopération, Charles Josselin, a salué "les efforts très importants" développés par le Vietnam pour ce Sommet. Il a en outre déclaré que

"les responsables des pays africains accordent un très grand intérêt au Vietnam, il s'agit pour ce pays d'une occasion de se faire mieux connaître, d'exprimer sa différence et d'affirmer le mouvement qu'il entend donner à son économie."

Quant aux investisseurs français, ils espèrent que la visite du Président français Jacques Chirac permettra la signature d'importants contrats.

En tout cas, "la France a bien exprimé le souhait que certains projets aboutissent au cours de la visite de Jacques Chirac" a affirmé le Secrétaire d'Etat français en charge du commerce extérieur, Jacques Dondoux, lors d'une conférence de presse à Hanoi, en octobre dernier.

En effet, Jacques Dondoux avait auparavant rencontré le premier Ministre vietnamien Phan Van Khai avec lequel il a pu discuter de certains gros projets industriels. Et c'est avec confiance qu'il a évoqué l'espoir de voir signés un contrat de 500 millions de US\$ en faveur de France Télécom pour l'installation de quelque 500 000 lignes télé-



Cela fait exactement dix ans que la Francophonie a adopté ce cercle aux cinq couleurs en guise de signe distinctif. Il a été inspiré à son créateur par les célèbres cercles olympiques, symbolisant l'unité et la diversité des cinq continents. C'est au Québec (Canada), en 1987 que ce logo a fait sa première apparition. Depuis, il s'est imposé partout où s'est déroulé le sommet et chaque fois, au Sénégal (1989), en France (1991), à Maurice (1993), au Bénin (1995), il fut agrémenté d'un signe supplémentaire représentant le pays d'accueil. Et aujourd'hui, le Vietnam n'a pas failli à la tradition en inscrivant la fameuse porte de la première université vietnamienne, fondée à Hanoi, au XI^e siècle.

phoniques à Ho Chi Minh-Ville, un autre pour la construction d'une cimenterie, d'un projet du groupe

VIETNAM INVESTMENT REVIEW

DATE:

76 NOV. 1997
12

Le parcours francophone

La Francophonie est née avant tout d'une inspiration linguistique et culturelle.

Ainsi se sont peu à peu instaurées d'importantes conférences comme celle des Ministres de l'Education nationale ou celle des Ministres de la Jeunesse et des Sports. Les liens francophones se sont tissés en finesse pour donner naissance à l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française en 1961 (AUPELF), à l'Association Internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F) en 1967, à la Fédération internationale des professeurs de français (F.I.P.F) en 1969.

Ce n'est qu'en 1970 à Niamey (Niger) que la Francophonie «institutionnelle» fait sa véritable apparition avec la création de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T).

Ce premier organisme intergouvernemental de la Francophonie a été rebaptisé l'Agence de la Francophonie en 1996. La Charte qui la consacre a été signée le 20 mars 1970 par 21 pays, date désormais célébrée chaque année par tous les pays francophones.

En 1975, pour la première fois, l'idée d'un «Sommet francophone» est avancée par le Président sénégalais Sédar Senghor. Pourtant, il faudra attendre 1986 pour que cette conférence ait enfin lieu.

Elle se déroulera en France avec plus de 40 pays représentés. La coopération multilatérale est amorcée

dans les secteurs de la culture, de la communication et des industries de la langue française. Jacques Chirac, alors Premier Ministre, crée le portefeuille de la Francophonie.

Une année plus tard, le deuxième Sommet francophone est accueilli au Québec (Canada) où s'établit la cadence bisannuelle des futurs Sommets. Là, s'ouvrent aussi de nouvelles perspectives de coopération, notamment dans l'agriculture et l'énergie.

A Dakar (Sénégal) en 1989, la troisième conférence est marquée par une tournure économique avec la décision française de renoncer au remboursement de la dette publique de quelques 35 pays africains.

Le mouvement prend une dimension de plus en plus politique et économique. En 1991, le Sommet de Chaillot (France) institue le Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) composé des représentants personnels des Chefs d'Etat et de Gouvernement. Son rôle vise notamment à apprécier et orienter politiquement les actions menées par les différents opérateurs de la Francophonie.

Enfin, à Cotonou (Bénin), il y a deux ans, la Conférence a affirmé la volonté politique de la Communauté francophone en réformant en profondeur les structures de l'organisation.

Et à Hanoi, cette semaine, les Chefs d'Etat et de Gouvernement éliront le premier Secrétaire général de la Francophonie.

DATE: 16 NOV. 1987

La Francophonie a besoin du Vietnam

VIR: Le Sommet de Hanoi est le premier Sommet Francophone à se dérouler en Asie. Est-ce un tournant important pour la Francophonie?

Jean-Louis Roy: Quand j'ai pris mes fonctions en 1990, j'ai constaté que les liens entre la francophonie étaient très minces et qu'il fallait à tout prix les enrichir. Alors nous avons proposé des choses. Et maintenant, au Vietnam seulement, nous avons 42 projets de coopération en cours de réalisation ayant trait à tous les domaines: juridiques, scientifiques, économiques, etc. Et nous avons encore de nombreuses propositions à mettre en œuvre. Mais ce premier Sommet en Asie n'est pas à voir comme un tournant plutôt comme une évolution de la Francophonie.

VIR: Ce 7ème Sommet de la Francophonie est la première conférence internationale à avoir jamais été organisée par le Vietnam, que pensez des préparatifs vietnamiens?

Jean-Louis Roy: Depuis un an et demi, les Vietnamiens

M. Jean-Louis Roy est Secrétaire général de l'Agence de la Francophonie depuis 1990. En octobre dernier, il a été décoré de la médaille de l'Amitié qui lui a été remise par le vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères Nguyen Manh Cam. Jean-Louis Roy a accordé un entretien à Vietnam Investment Review.

ont effectué un travail formidable. J'ai eu l'occasion de visiter les différents sites qui doivent accueillir les grands moments du Sommet. Les travaux sont quasiment achevés. Mon expérience des précédentes Conférences me fait dire aujourd'hui que la préparation est à tout point de vue excellente, sans précédent! A quelques semaines du Sommet, le Vietnam était déjà en mesure d'apporter de grandes réponses, c'est à ma connaissance un record. Les Vietnamiens ont proposé des textes engageants qui ont suscité des réactions plus rapides qu'auparavant. Ce sont des textes enrichis de discussions communes, leur travail est remarquable.

VIR: Quels vont être les grands moments de ce Sommet?

Jean-Louis Roy: L'élection du premier Secrétaire général de la Francophonie en sera un. C'est un changement important, élémentaire sur le plan de la continuité politique entre chaque Sommet. Il sera élu par les chefs d'Etat et de Gouvernement pour un mandat de quatre ans. Il aura la responsabilité de l'Agence de la Francophonie puisqu'il sera le premier et le plus haut responsable de la Francophonie. Il héritera aussi d'une partie des attributions du Président du Conseil Permanent de la Francophonie, qui lui disparaît. Une fois élu, il devra nommer le premier Administrateur Général de la Francophonie. Lui, sera en charge de la coopération proprement dite. Ces changements ont été décidés à Cotonou, il y a deux ans. Ils s'expliquent par un constat simple, il n'y a pas

de francophonie politique possible sans une coopération forte, laquelle appelle une diplomatie solide.

VIR: A part ces élections, quel sera le contenu de ce Sommet?

Jean-Louis Roy: Il sortira de ces rencontres des idées et des éléments enrichis de la coopération multilatérale, des directions seront déterminées et ensuite les gens se mettront au travail. En tout cas, ce Sommet aura pour thème central: l'économie, comme l'a souhaité le Vietnam. Mais je ne peux pas dire comment cela va se traduire en terme de décision. C'est tout le travail des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

Mais je peux dire que l'Agence de la Francophonie a proposé l'idée d'une Conférence des Ministres des

Finances et de l'Economie. Elle sera discutée au Sommet.

VIR: L'engagement vietnamien dans la Francophonie est-il selon vous durable?

Jean-Louis Roy: A n'en pas douter. Prêter toute idée de partenariat occasionnel au Vietnam à l'égard de la Francophonie est un procès d'intention de très bas étage. Le Vietnam était parmi les membres fondateurs de la Francophonie dès 1960. Cette nation n'était pas obligée d'accueillir le Sommet, et il s'agit en l'occurrence d'un engagement dont la dimension diplomatique est essentielle. Ce n'est pas un investissement à perte.

De son côté, la Francophonie continuera de s'engager après le Sommet. Maintenant la question est de savoir si la

Francophonie pourra justifier l'engagement vietnamien, face à d'autres puissances économiques... J'irai même plus loin au risque de faire grincer les dents de certains... La Francophonie a bien plus besoin du Vietnam que le Vietnam de la Francophonie.

VIR: Quelles sont les réalisations vietnamiennes qui vous ont marquées?

Jean-Louis Roy: J'ai une très grande admiration pour le Vietnam. C'est un pays doté d'une diplomatie des plus efficaces au monde. En quelques années, ce pays a renoué avec la Chine, a normalisé ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis et est en passe de conclure un accord commercial avec les Américains.

Le Vietnam est devenu membre de l'ASEAN, bénéficiaire du soutien du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, et a conclu des accords sectoriels avec l'Indonésie et la Malaisie. Selon moi, peu de pays ont connu autant de succès diplomatiques en si peu de temps.

VIETNAM INVESTMENT REVIEW

DATE:

16 Nov. 1997
17

Les institutions de la Francophonie

LA Communauté francophone est forte de trois grandes institutions multilatérales, organes de délibération et de décision.

La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant le français en partage, aussi "Sommet": cette instance suprême se réunit tous les deux ans pour traiter des grandes préoccupations politiques, économiques, techniques et culturelles du moment. Elle détermine le programme de coopération que les opérateurs de la Francophonie doivent mettre en oeuvre entre deux Sommets. La Conférence est toujours présidée par le Chef d'Etat ou de Gouvernement du pays qui l'accueille et ce, jusqu'à la prochaine.

La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) a été

instituée en 1991 lors du Sommet de Chaillot (France). Elle est composée des ministres en charge des affaires étrangères et/ou de la Francophonie. Elle se déroule tous les ans. Elle assure la continuité de la Communauté sur le plan politique, prépare le Sommet et détermine les programmes, les projets et le budget.

Le Conseil Permanent de la Francophonie (CPF): également créé à Chaillot en 1991, est l'organe politique permanent de la Francophonie institutionnelle. Plus précisément, son rôle consiste à assurer la continuité entre deux Sommets et la préparation du Sommet suivant; à examiner et approuver les projets qui seront soumis à la Conférence ministérielle et à sélectionner les

organisations en charge de leur mise en oeuvre; à prendre des décisions relatives à la répartition du Fonds Multilatéral Unique confié à la gestion de l'Agence de la Francophonie et à en superviser l'application.

Le Conseil Permanent est composé des représentants personnels des Chefs d'Etat et de Gouvernement de 18 pays membres, choisis à chaque Sommet, selon une répartition régionale équitable. Outre ses 18 membres permanents, il est ouvert à tous les représentants personnels de tous les gouvernements qui souhaitent participer à ses quatre sessions annuelles.

Le Secrétaire général de la Francophonie sera désormais le Président de l'exécutif du Conseil.

VIETNAM INVESTMENT REVIEW

DATE: 16 NOV. 1997
17

Finance crisis top of APEC's agenda

THE Southeast Asian economic crisis should top the agenda at the upcoming summit of Asia-Pacific leaders, a US official said last week, calling for an IMF-centred response to regional financial turmoil.

John Wolf, US co-ordinator for the 18-member Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC) forum, told a congressional subcommittee that APEC leaders would also discuss efforts to combat the haze blanketing the region as well as global warming.

The summit is to be held in Vancouver November 24 to 25 following a meeting of APEC foreign ministers between November 22 and 23.

"Thousands of US companies are involved in the region and millions of American jobs depend on Asia's well-being. When Asia hurts, we hurt," Wolf told a House of Representatives subcommittee on Asia

and the Pacific.

For that reason, he said, President Bill Clinton, who last week confirmed he would attend the summit, "expects the Southeast Asia financial crisis to be at the top of the leaders' agenda."

But Wolf hinted that one proposal Washington was unlikely to support would see the establishment of a regional fund, first proposed by Japan, to respond to acute economic disruptions in the area.

Several Southeast Asian nations have backed such a mechanism and hope to win US support at a meeting of US and Asian finance officials in Manila November 18 to 19.

US Deputy Treasury Secretary Lawrence Summers last week made clear the administration's discomfort with the notion of a regional mechanism, insisting that the International Monetary Fund was the only institution capa-

ble of providing assistance tied to strict reforms.

"It is important to ensure that when countries receive funds from outside sources ... that the resources will be used to support an adjustment program that supports the necessary measures to restore financial stability," he maintained.

When not debating means to shore up once-thriving regional economies made vulnerable by sharp currency devaluations and over-extended financial sectors, APEC leaders are also likely to grapple with pressing environmental concerns.

Wolf said the United States is looking for ways to boost its aid to Indonesia, where it already has three C-130 aircraft and technical personnel to combat huge forest fires responsible for a thick covering of smoke and haze choking parts of several neighbouring countries.

-AFP

Ouverture de la IXe Conférence ministérielle

Le 11 novembre, la IXe Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) a été solennellement inaugurée à Hanoi, avec la participation des délégués d'une quarantaine de pays, gouvernements et entités membres de la famille francophone.

LES délégués étaient attendus à la porte du Centre de conférences internationales par Nguyễn Minh Cầm, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères qui préside la Conférence. Le chef de la diplomatie vietnamienne a promis que le Vietnam accueillera dignement et d'une façon mémorable le VIIe Sommet de la Francophonie, qui se tiendra du 14 au 16 novembre.

La tâche de la IXe CMF est de faire le bilan des actions menées par les acteurs de la Communauté francophone ces derniers temps, de mettre la dernière touche aux préparatifs pour les travaux du Sommet de Hanoi. Elle poursuit le consensus obtenu lors de la CMF à Marrakech en décembre 1996, au cours de laquelle a été adopté un projet de la Charte de la francophonie, établissant le nouveau dispositif institutionnel. L'importance de cette réforme est liée à l'ambition de donner à la Francophonie une visibilité et un impact politique plus significatifs dans le contexte actuel. Cette fois-ci, le Sommet de Hanoi adoptera la Charte et choisira un secrétaire général de la Francophonie.

Proposition vietnamienne pour le thème du Sommet

Dans son discours d'ouverture, le ministre Nguyễn Minh Cầm a souligné:

"Il est de constater que la

Communauté francophone dont plus de trois quarts des membres sont des pays en voie de développement fait face actuellement aux défis intransigeants du développement. Ces défis n'épargnent même pas les membres développés de notre communauté. Ainsi, les réalités font que le temps est venu de parler davantage du développement économique. C'est là la raison pour laquelle le Vietnam a

proposé le thème principal du Sommet sur la corrélation et l'interaction entre coopération et solidarité, entre coopération économique et développement, entre paix et développement, entre développement économique et développement social.

Cette occupation à l'égard du développement se traduit entre autres par notre ambition de mettre en place un espace de coopération économique francophone. Cet espace économique est sans aucun

bilatéral et multilatéral, au niveau régional et communautaire et devrait être ouvert sur le reste du monde.

Parler davantage économique ne signifie nullement l'oubli des valeurs culturelles qui ont constitué et continuent de constituer la base solide de nos liens de solidarité. Tout au contraire, parler davantage du développement économique lui-même est parler davantage de culture. Je suis convaincu que la pauvreté éroderait un jour nos valeurs culturelles et même morales. Un plein

épanouissement culturel nécessite un développement économique adéquat et vice versa. En outre, parler du développement signifie ici parler davantage de l'homme, acteur et bénéficiaire principal du développement. Parler économie est également insuffler à notre solidarité francophone traditionnelle dynamisme et réalisme".

Plusieurs délégués ont exprimé, à cette occasion, leur profonde sympathie devant les dégâts causés par le typhon "Linda" qui avait récemment dévasté plusieurs provinces du Sud, surtout du delta du Mékong. Le chef de la délégation du Canada a dit que son gouvernement examinera les possibilités d'aider le Vietnam à surmonter les séquelles du typhon.

L'assistance a élu le présidium de la conférence qui se compose du Vietnam, de la France, du Canada, du Bénin, du Cameroun, du Tchad, du Maroc et du Niger. Le rapporteur en est le Burkina-Faso. Elle a adopté le rapport du Conseil permanent de la francophonie, le statut d'observateur de la Communauté. Les demandes de certains pays de bénéficier de ce statut ont été examinées et celles de la Pologne et de l'Albanie ont été acceptées. D'autre part, de membres associés, la Moldavie et le Sao Tomé-et-Principe sont devenus membres à part entière.

Dans la soirée, à la Maison des hôtes du gouvernement, M. Nguyễn Minh Cầm a donné un dîner en l'honneur des hôtes de marque.

La conférence reprend aujourd'hui ses travaux.

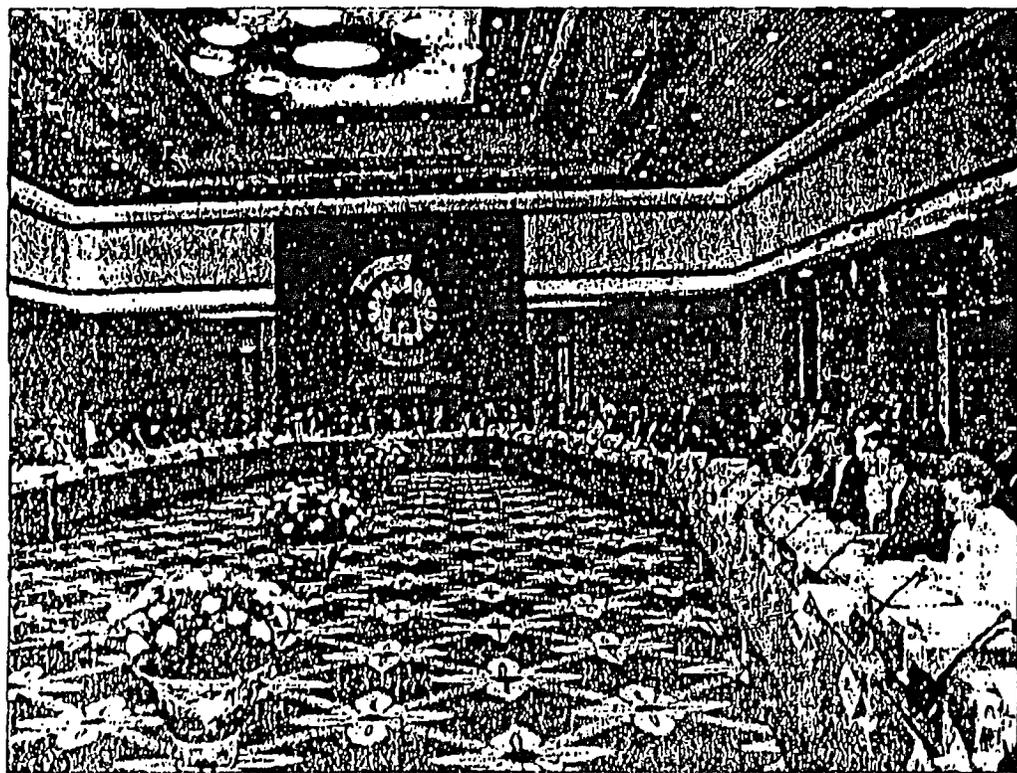


Photo VNA (Nguyễn Hùng)

Minh Tâm

DATE: 12 NOV. 1997

LE COURRIER DU VIET NAM

12/11 '97 10:03 FAX 84 4 8315620

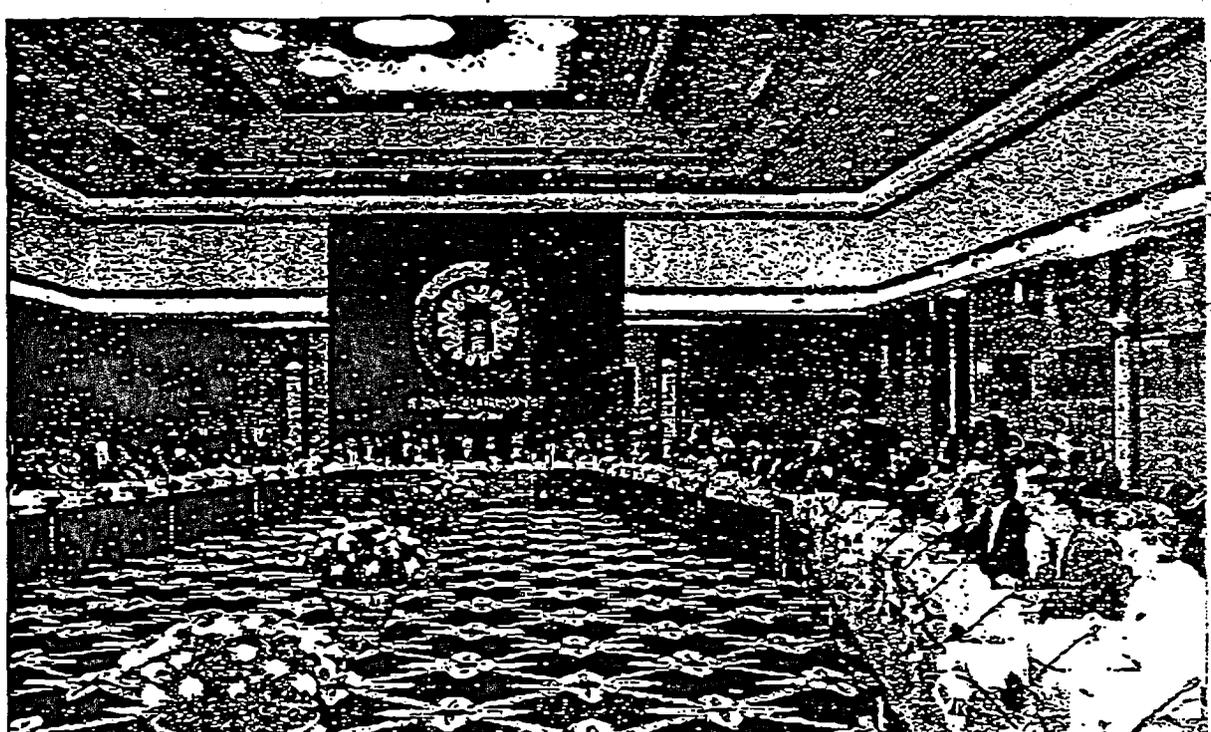
DELCAN HANOI

12009

VIET NAM NEWS

DATE: 12 NOV 1997

Francophone foreign ministers meet



VNA/VNS Photo Nguyen Khanh

A view of the conference yesterday.

HANOI — A two-day conference of foreign ministers from the Francophone countries opened here yesterday with the aim of strengthening their co-operation and preparing for the Francophone Summit to be held here Friday through Sunday.

Việt Nam's Deputy Prime Minister and Foreign Minister Nguyễn Mạnh Cẩm gave the opening address at the conference, the first of its kind to be held in Hà Nội.

Cẩm said that the Francophone

community faces huge challenges in its development. Three-fourths of its members are developing countries, he noted, and the community's developed nations are also confronting difficulties.

Việt Nam's Foreign Minister added that it was time for community members to further discuss economic development. To that end, he noted, the main theme Việt Nam wanted to raise at the summit was the correlation and interaction between co-operation and solidarity, between

economic co-operation and development, between peace and development and between economic development and social development.

The conference will also discuss the admission of new members, changes in the community's leadership and amendments to the draft action plan and charter of the community, which will be submitted to the summit.

The conference of ministers was attended by delegations from 38 countries. — VNS

VIET NAM NEWS

DATE: 12 NOV. 1997

Theatre Sans Fil presents *The Hobbit*

HÀ NỘI — The Canadian No Strings Puppet Theatre (Theatre Sans Fil) performs *The Hobbit* today at 7:30pm at Hà Nội's Giảng Võ Exhibition Centre as part of the festivities for the 7th Francophone Summit.

The show will also be performed for schoolchildren at 2:30pm on November 14 at the Youth Theatre, and again at 7:45pm for the general public.

Tickets are free and are available at the Canadian Embassy or the Youth Theatre.

Theatre Sans Fil is a troupe from Montreal, Quebec that utilises giant rod puppets. Their show on this occasion will be a joint performance with Vietnamese artists and singers.

The theatre was founded in 1971 and has developed an original technique of puppet manipulation in the

Japanese Bunraku style. The puppeteers bring to life the tale of *The Hobbit* with 25 puppets ranging from 0.9 metres to four metres in height. Sophisticated lighting, special effects and an original score contribute to creating a vivid fantasy world.

The Hobbit was adapted from J.R.R. Tolkien's novel in 1979 and is one of the many successes of Theatre Sans Fil. It has been charming and captivating children and adults throughout the world for 28 years.

The performances were organised by the Department of Performing Arts of the Culture and Information Ministry and Theatre Sans Fil. The shows are sponsored by the Canadian government and Telesystems International Wireless Services Inc. — VNS

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 12 novembre 1997

En marge du VIIe Sommet

Sylvain Simard en visite à l'Institut francophone d'informatique

PROFITANT de son passage à Hanoi pour les travaux de la conférence ministérielle de la Francophonie et du VIIe Sommet de la Francophonie, le ministre des Relations internationales du Québec, chargé de la Francophonie, Sylvain Simard, s'est rendu à l'Institut francophone d'informatique, en compagnie de Michel Guillou, directeur général de l'AUFELF-UREF.

Soulignant le rôle moteur que joue l'IFI au sein de la Francophonie, M. Simard a indiqué que l'Institut

constitue un des maillons forts d'une francophonie soucieuse de se donner des moyens concrets dans la coopération et le développement, tout en respectant les caractéristiques propres aux pays et aux gouvernements qui la composent.

Le Québec accueille des stagiaires vietnamiens pour leur permettre d'acquérir une expérience de travail susceptible de faciliter leur transition des études au marché du travail.

CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 12/11/97

Canada

La condamnation d'un père pour meurtre bouscule le système judiciaire

102

La condamnation d'un père qui a tué sa fille lourdement handicapée pour l'empêcher de souffrir davantage a suscité au Canada un vaste débat et ébranlé le système judiciaire canadien, accusé de toutes parts d'une excessive rigidité.

L'AFFAIRE remonte à 1993. Quand Robert Latimer, âgé aujourd'hui de 44 ans, a tué sa fille de 12 ans, Tracy, qui souffrait de paralysie cérébrale. Au moment de sa mort, Tracy pesait moins de 20kg et ne pouvait ni parler, ni se déplacer ni manger toute seule.

Elle devait être intubée et subir une intervention chirurgicale pour déplacement de la hanche qui, selon son chirurgien, aurait accru ses souffrances.

Cependant, selon des travailleurs sociaux, Tracy aimait écouter de la musique et paraissait parfois heureuse.

M. Latimer avait été reconnu coupable de meurtre au second degré (préméditation et circonstances

particulières) en 1994, au terme d'un premier procès, mais le jugement avait été cassé pour intervention illicite auprès des jurés.

Au terme d'un deuxième procès, les jurés l'ont une nouvelle fois reconnu mercredi dernier coupable de meurtre au second degré, une condamnation passible de vingt-cinq ans de prison sans possibilité de libération conditionnelle avant dix ans. Ils ont assorti leur décision d'une demande, inhabituelle et illégale, que M. Latimer puisse bénéficier d'une libération conditionnelle au bout d'un an. La sentence devrait être connue jeudi prochain.

Le verdict a provoqué un tourbillon de réactions et de débats au

Canada. Certains jurés se sont mis à pleurer en plein tribunal, en entendant la peine qu'encourrait M. Latimer, et l'une a indiqué s'être sentie «les mains liées». M. Latimer a estimé qu'on n'avait pas expliqué aux jurés ni l'état de la petite fille ni les conséquences de leur propre décision. «Le jury ne savait pas qu'il pouvait m'acquitter», a-t-il encore déclaré.

Rares ont été ceux qui ont considéré qu'«un meurtre est un meurtre» et de nombreuses voix se sont élevées demandant une modification du code criminel canadien. Très rigide en cas de meurtre, le code impose les peines et permet seulement au juge de fixer (à dix ans ou plus) le délai pour une libération conditionnelle. Un système mis en place, selon des légistes, après l'abolition de la peine de mort en 1976, pour apaiser les partisans de la

peine capitale.

Le ministre de la Justice, Anne McLennan, a elle-même indiqué qu'elle envisageait de réviser le code criminel pour que des sentences légères puissent être appliquées à des meurtres commis dans des circonstances exceptionnelles. Elle a reconnu toutefois qu'il s'agissait d'«une difficile question morale, juridique et éthique».

Un avocat de Montréal spécialiste en droit de la santé, Jean-Pierre Ménard, allait dans le même sens en demandant que «l'on ne s'engage pas là-dedans à toute vapeur», et qu'aucune décision ne soit prise avant «un débat de société très profond».

Bien avant ce deuxième procès de M. Latimer, un comité sénatorial avait recommandé la création d'une troisième catégorie de meurtre pour les cas où la compassion motiverait

l'acte. Cependant, les limites de cette compassion peuvent être difficiles à définir, et les associations d'handicapés se sont inquiétées de devoir ainsi remettre leur vie entre les mains d'autrui. «Les dérapages sont faciles», a souligné Me Ménard. «Tuer par compassion deviendrait un bon moyen d'hériter de la vieille tante Martha», a glissé en substance un sénateur.

L'avocat de M. Latimer a demandé que son client puisse bénéficier d'une exemption constitutionnelle, qui permettrait de limiter les effets du code criminel sans le changer en arguant que son application rigide violerait les droits constitutionnels d'une personne à ne pas subir une punition cruelle.

Une telle demande avait déjà été déposée en 1994, lors du premier procès, et avait été refusée par la cour d'Appel de la Saskatchewan.

VIETNAM ECONOMIC TIMES

DATE: 12/11/97

Sauvegarde de la ville d'antan

"Hanoi a 36 rues, la rue des Saumures, la rue du Sucre, la rue du Sel où le blanc du sel éblouit les passants..." un vieux vers appris dès mon enfance sonne encore dans ma tête quand je me promène dans le quartier ancien de la capitale où marchand côtoie marchand, grossiste sourie au détaillant. Ce quartier contraste avec le quartier européen où des villas au style français s'intègrent dans la verdure des arbres, des jardins, des pelouses, où des maisons destinées aux hauts fonctionnaires français de l'administration coloniale de l'époque française gardent toujours un air endormi, un peu mélancolique et pourtant serein. Devenues à présent des ambassades, des administrations... ces maisons sont toujours la fierté des Hanoïens quand ils parlent de l'architecture française à Hanoi.

Certes, Hanoi n'a pas, pour les quartiers anciens, une architecture grandiose. Il s'agit d'un adjectif qu'on ne pourrait attribuer ni à l'Opéra, ni à la Cathédrale, ni à l'ancienne Banque d'Indochine devenue siège de la Vietcombank. Ces trois bâtiments pourtant sont considérés comme points de repère du centre-ville, autour du Petit Lac. Les urbanistes français dans le temps ont prévu de limiter la hauteur des maisons de Hanoi. L'Opéra ne dépasse pas 36 m de hauteur, ni la Banque d'Indochine. La Cathédrale fait un peu l'exception à cause de ses deux tours carrées. Et nombreux sont des bâtiments d'envergures à Hanoi mais tous, depuis le Musée de l'Histoire jusqu'au Musée des Beaux-Arts en passant par le Palais du Gouverneur du Tonkin, s'encadrent en toute harmonie avec les constructions environnantes.

Cependant, si la population hanoïenne se rejouit du taux de croissance économique, les amoureux de Hanoi ont peur pour la beauté et le charme un peu vétuste de la ville. Des buildings de 18 ou 20 étages ont fait l'apparition et vus d'avion, ils ont l'air d'être des clous plantés là, au cœur de Hanoi. Hanoi Tower, Hanoi Central Hotel, WestLake International Hotel, il n'y en a pas dont le nom ne sonne pas la modernité qui malheureusement parfois ne signifie pas automatiquement avec beauté. Avant qu'un hôla ne soit donné, de très belles constructions se sont déjà volatilisées telles l'Hotel de Ville de Hanoi ou le Théâtre Philharmonique.

Les autorités de Hanoi ont manifesté à temps leur volonté de préserver ce qui reste des quartiers vieux et anciens tout en développant les nouvelles zones urbaines au Sud et au Nord de la ville. Il en est temps car Hanoi doit rester Hanoi et son architecture devrait demeurer pour toujours non seulement l'apparence mais aussi l'âme de la ville du Dragon s'élevant dans les Aïrs - Thang Long.

VIETNAM ECONOMIC TIMES

DATE: 12/11/97

Coopération économique dans la Francophonie

Interview exclusif du Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Etrangères Nguyen Manh Cam

Monsieur le Vice-Premier Ministre, que représente pour le Vietnam la Francophonie?

Partant de la politique extérieure d'indépendance, de diversification du Vietnam, conformément à la tendance de développement actuel dans le monde, nous préconisons une intégration régionale et une association mondiale. La participation active du Vietnam à la Francophonie constitue une partie de notre politique extérieure et nos échanges internationaux dans la période de Doi Moi.

Cette adhésion au multilatéralisme francophone offre au Vietnam une ouverture de plus sur le monde extérieur, enrichissant ainsi nos activités extérieures dans de nouvelles conditions internationales.

A ce VIIe Sommet de la Francophonie, comment la coopération économique sera abordée?

Ce VIIe Sommet de la Francophonie a ce trait nouveau par rapport aux six précédents: Vietnam a pris l'initiative de proposer que la coopération économique soit le thème principal de l'ordre du jour. A sa session ordinaire tenue début de cette année, le Conseil permanent de la Francophonie a décidé d'adopter le thème proposé par le Vietnam "Renforcer la coopération et la solidarité au sein de la Francophonie au profit de la paix, du développement économique et social" et le thème secondaire "Développer les ressources humaines: moteur et objet du développement".

Ainsi, la coopération économique qui sera le sujet principal des discussions effectives à ce VIIe Sommet occupera dès lors une place de choix dans le cadre de la Francophonie.

Avant le Sommet, le Forum des affaires francophones s'est tenu avec succès à Ho Chi Minh-ville portant sur un thème brûlant qui est le vœu commun des pays de la Francophonie "Transfert de technologie et la coopération".

Après le VIIe Sommet, il y aura une conférence des ministres de l'économie pour discuter de la mise en oeuvre les principes et les orientations du VIIe Sommet tenu à Hanoi.

Outre la coopération économique, qu'attend le Vietnam encore de la tenue du VIIe Sommet de la Francophonie à Hanoi?

Fort des acquis importants obtenus dans l'oeuvre de Doi Moi au sein du pays et dans sa politique étrangère ces dernières années, le Vietnam est actuellement en mesure d'entamer une nouvelle étape où il contribuera effectivement aux institutions multilatérales, voulant réellement être un acteur et non un simple spectateur des grandes rencontres internationales.

Etant pays hôte de ce VIIe Sommet de la Francophonie, le Vietnam veut resserrer ses liens de solidarité et de coopération multiforme avec les pays membres, surtout ceux d'Afrique, bien nombreux dans la Francophonie, qui ont été liés au Vietnam au cours de sa longue lutte pour l'indépendance, la liberté, mais auxquels, pour des raisons objectives, jusqu'à maintenant, le Vietnam a encore peu de relations économiques et commerciales...

Monsieur le Vice-Premier Ministre, quel est ou quel peut être le rôle de la Francophonie au Vietnam après ce Sommet?

Etant le premier dans un pays de l'Asie, le VIIe Sommet constitue une nouvelle image de la Francophonie dans cette vaste région dynamique. Autrement dit, il s'agit là l'ouverture de la Francophonie vers l'Asie, région prometteuse de potentiel humain considérable, un marché grand ouvert. De ce point de vue, le Vietnam aura certainement un rôle à jouer et pourra apporter sa contribution modeste mais singulière et active au renforcement de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud.

A côté du dynamisme du Vietnam dans le processus de Doi Moi et l'intégration du Vietnam dans la région, l'attention qu'apporte la Francophonie de manière conséquente dans ses diverses dimensions, notamment économique, au Vietnam et dans les autres pays de la région, constitue une nécessité objective. Ceci permet à la Francophonie de s'ancre dans le présent et le devenir du Vietnam et de la région de l'Asie du Sud-Est.

VIETNAM ECONOMIC TIMES

DATE: 12/11/97

L'espace économique de la francophonie

Une communauté des affaires unifiée

■ Assane Piagne est le dirigeant d'une société de construction à Dakar, la capitale du Sénégal, en Afrique de l'Ouest. Mais à la mi-octobre, M. Piagne était à l'hôtel Rex de Ho Chi Minh-Ville, dégustant un café et songeant à développer ses activités au Vietnam. "On peut aujourd'hui parler d'un encouragement pour le développement des petites et moyennes entreprises qui produisent des matériaux de construction" dit-il en français, langue des relations commerciales au Sénégal. "Le Vietnam est engagé dans la production d'équipements sanitaires et électriques : nous pourrions constituer une joint-venture pour ce type de biens, dont ont besoin nos deux pays."

Ayant bu sa tasse de café, M. Piagne a finalement entrepris de parler affaires avec une entreprise locale, en français bien évidemment. Il était l'un des 380 invités du sixième Forum Francophone des Affaires (FFA), qui s'est tenu en octobre à Ho Chi Minh-Ville et qui comptait des représentants de plus de 15 pays africains francophones, en plus des dirigeants d'importantes sociétés françaises, canadiennes, belges et suisses.

Le FFA a été créé en 1987 pour développer la coopération économique entre tous les centres d'affaires francophones éparpillés dans le monde. La rencontre au Vietnam a été organisée par la Chambre de Commerce et d'Industrie Vietnamienne (VCCI). M. Le Ngoc Thi, du VCCI, coordinateur du forum d'Ho Chi Minh-Ville et parlant lui-même français, croit au nombre important d'opportunités économiques avec les milieux francophones, y compris avec les pays d'Afrique. "En réalité, les relations commerciales avec les pays africains ne sont pas très développées. Mais certains accords ont déjà été signés, pour la vente de riz par exemple, via des intermédiaires. Nous pensons pouvoir promouvoir les contacts directs avec les pays d'Afrique lors de ce forum... car sans rencontre directe, on ne peut pas conclure d'affaires."

M. Thi considère le français comme un atout supplémentaire dans le monde des affaires vietnamien, où l'anglais prédomine bien entendu. Car si "l'anglais est maintenant populaire et universel", il ajoute qu'"il y a d'autres langues importantes comme le français, le chinois, le japonais : nous essayons de multiplier les moyens de communiquer avec les différents acteurs économiques de par le monde".

Au Vietnam, l'investissement et les échanges avec les pays fran-

cophones sont dominés par la France, qui est le plus important investisseur européen. On retrouve les acteurs économiques français dans plus de 83 projets, ce qui représente un total de 810 millions US\$; les échanges commerciaux bilatéraux s'élevaient, quant à eux, à plus de 800 millions US\$ en 1996. La Suisse, également membre de la communauté francophone, a investi près de 707 millions US\$ au Vietnam.

L'investissement du Canada représente un total 58 millions US\$. Toutefois, le Québec joue un rôle bien plus important au Vietnam que dans n'importe quel autre pays d'Asie du Sud-Est. Michael Dorval, représentant d'un cabinet de conseils en construction québécois, Dessau International, pense en effet "qu'il est possible d'effectuer certaines opérations au Vietnam uniquement grâce à l'intimité culturelle née de l'usage du français. Un pourcentage important de québécois préfère monter des affaires au Vietnam plutôt qu'en Thaïlande ou en Malaisie. Les gens francophones au Vietnam sont ceux qui ont aujourd'hui une quarantaine d'années ; ce sont ceux que l'on retrouve le plus souvent au pouvoir et qui dirigent plus ou moins l'économie".

Jean-Luc Richard est une homme d'affaires français qui est arrivé au Vietnam en 1989 et qui dirige l'activité asiatique de SCPA, une société parisienne spécialisée dans l'industrie agro-alimentaire. SCPA a quatre projets au Vietnam, comprenant notamment le développement, sur financement privé de 10 millions US\$, du port de Baria Sersee à Phu My, dans la province de Ba Ria-Vung Tau. "Il est vrai que l'usage du français n'est pas généralisé au

VIETNAM ECONOMIC TIMES

DATE: 12-11-97

L'espace économique de la francophonie

SUITE

Vietnam". Mais, ajoute-t-il, "toute une frange parmi les gens influents souhaite parler français et ainsi renouer des liens avec la France, avec leur éducation et leur jeunesse. De cette complexité intellectuelle, de cette sorte de fraternité, de cet ensemble de choses est née une meilleure connaissance les uns des autres. L'établissement de nos activités ici a été beaucoup facilité par cet usage partagé d'une même langue."

Peut-être la meilleure illustration, de cette relation entre les opportunités économiques et l'utilisation d'une langue, réside-t-elle dans la présence très forte du français dans les études médicales. L'agence d'éducation francophone, AUPELF-UREF, effectue actuellement un sondage pour déterminer le nombre de médecins vietnamiens francophones ; le gouvernement français ayant une politique d'aide financière active, à la fois pour permettre à des étudiants en médecine de venir étudier en France et pour l'établissement d'instituts médicaux, tels que l'Institut de Cardiologie à Ho Chi Minh-Ville, la tradition francophone est restée vivante dans ce secteur.

Ce phénomène a permis la création d'un marché pour l'industrie pharmaceutique française. Les laboratoires UPSA, l'un des plus importants groupes français dans ce domaine, est un des fournisseurs majeurs de produits pharmaceutiques au Vietnam. Comme le souligne Laurent Aussat, représentant commercial de UPSA à Ho Chi Minh-Ville, "la plupart des médecins ont suivi une formation en France. Nos médicaments leurs sont ainsi devenus familiers et ils les utilisent une fois revenus ici, ce qui nous est très utile". M. Aussat

tudes entre les systèmes de santé français et vietnamiens, soulignant notamment le rôle des pharmaciens, premiers interlocuteurs qualifiés pour dispenser conseils et soins élémentaires.

Le legs colonial est un élément d'explication de l'implantation des entreprises françaises, notamment en raison de l'intérêt croissant de la population en France pour le Vietnam et des liens ininterrompus avec les communautés vietnamiennes immigrées. La bière BGI, par exemple, était la plus importante brasserie au Vietnam avant 1955. La marque est à présent reprise en joint-venture et produite par BGI Tieng Giang, à My Tho, dans le delta du Mékong. De même, le Crédit Lyonnais a été parmi les premières banques à ouvrir un bureau au Vietnam et son chiffre d'affaires est à présent le plus important de toutes les banques étrangères implantées dans le pays.

D'année en année, un nombre croissant de français visite le Vietnam et ils constituent le flux de touristes le plus important en provenance des pays européens. Béatrice Baron, qui travaille pour le plus grand tour-opérateur français implanté dans ce pays, Exotissimo, explique : "Les français sont les plus nombreux, avec les japonais et les taiwanais. Ils étaient les premiers touristes au Vietnam après l'ouverture du pays : au début, c'était peut-être un peu de la nostalgie. Des films comme Indochine (avec Catherine Deneuve et tourné à Hanoi) et L'Amant (adaptation du roman de Marguerite Duras, tourné à Saigon), sont l'expression de cette 'vogue' pour le Vietnam."

Toutefois, les hommes d'affaires français au Vietnam ont également besoin de parler anglais. "Nous envoyons les gens en France pour se former professionnellement", explique Claude

de transport frigorifique Lambert : "et même s'ils ne parlent pas français, il y a beaucoup de gens en France qui parlent anglais".

Si l'histoire et la langue jouent un rôle important dans l'implantation d'activités économiques d'origine française, la présence de ces entreprises crée une nouvelle génération de vietnamiens francophones. Le Groupe des Sociétés de Bourbon a investi 95 millions US\$ dans une raffinerie de sucre dans la province de Tay Ninh, au sud du pays et la création d'un deuxième site, pour un montant de 25 millions US\$, est autorisée dans la province centrale de Gia Lai. Ce même groupe prévoit également la construction d'un centre commercial à Dong Nai, près d'Ho Chi Minh-Ville. Le français est la langue principale de l'entreprise. Comme le dit Le Van Dinh, qui y travaille, "nous sommes une société française et nous encourageons donc l'emploi du français. Nous avons déjà envoyé des membres du personnel à l'institut IDECAF d'Ho Chi Minh-Ville et à l'école franco-vietnamienne des affaires. Nous avons également envoyé des gens à la Réunion [territoire français à l'importante production sucrière, dans l'Océan Indien], en France et à Madagascar pour suivre une formation professionnelle."

Pour l'ensemble de la francophonie, le Vietnam est un exemple de cette relation entre l'usage d'une langue et le succès dans les affaires. Florian Rompre, le secrétaire général du FFA, pense que l'économie occupera une place de plus en plus importante dans les progrès du mouvement francophone. "Depuis dix ans, nous faisons évoluer l'image de la francophonie pour qu'elle soit à la fois culturelle et économique. Et je pense que les gens commencent à réaliser que pour être complète, la francophonie doit intégrer cette nouvelle dimension économique".

VIETNAM ECONOMIC TIMES

DATE: 12/11/97

Vive la Différence

La communauté francophone se rencontre à Hanoi

Le septième sommet de la Francophonie qui s'annonce, constitue pour Hanoi une première internationale; avec plus de deux mille cinq cents délégués venant de plus de quarante neuf pays, cette conférence est le plus grand rassemblement de ce type à s'être jamais tenu dans la capitale vietnamienne.

Viet Chung

■ "Cela sera une première dans un sens" déclare Madame Ton Nu Thi Ninh, l'officielle du Ministère vietnamien des affaires étrangères en charge de la coordination du sommet. "Nous avons assisté à de nombreuses conférences aux plus hauts niveaux, mais cela sera la première fois où nous serons le pays hôte.

Physiquement, la capitale s'est offert un lifting. A peine dès le début d'octobre, des groupes d'ouvriers ont commencé frénétiquement à repaver les trottoirs et à réasphalter les principales rues. Les maisons privées, les magasins et les édifices gouvernementaux ont été rénovés et repeints. Le sommet verra également l'inauguration officielle de l'Opéra totalement réaménagé, dont les travaux ont commencé en 1995, ainsi que celles du nouveau Musée des Ethnies Minoritaires et du nouveau centre de conférence international sur la rue Chu Van An.

Le Français un de deux langue préférées

Les gens devront également être prêts à temps. Une petite cohorte d'assistants francophones qui travailleront comme guides officiels mise à part, les hôtels de la ville où les délégués vont résider ont entrepris de faire donner des cours de français à leur personnel. L'hôtel Sofitel Métropole, qui accueillera le Président français, Jacques Chirac, a déjà commencé, dans une optique de long terme, des leçons spéciales de français pour les 70 employés principaux il y a un an et demi. L'hôtel Daewoo, qui abritera la délégation canadienne, a débuté la formation de son personnel au français au mois de mai, et a envoyé les principaux responsables de sa réception en France pour perfectionner leurs compétences linguistiques.

Tous ces efforts sont dirigés vers cette rencontre au sommet de deux jours - la première pour les chefs d'Etat des pays francophones à se tenir dans le sud-est asiatique. Le concept de francophonie est en lui-même un concept aux définitions extensives - en effet, malgré le passé du Vietnam sous la colonisation française, seuls environ 500.000 habitants sur 70 million sont francophones. Si les deux voisins, Laos et Cambodge, sont membres de la Francophonie, l'anglais est la langue officielle de l'ASEAN, ainsi que la première langue étrangère préférée des vietnamiens.

"Personne n'a à dire à un jeune

vietnamien d'apprendre l'anglais; il puisera dans son budget pour le faire," indique Mme Ninh du Ministère des affaires étrangères. "Mais les jeunes vietnamiens," reprend elle, "ont assez de capacités et sont assez travailleurs pour connaître au moins une deuxième langue étrangère. Cela peut être le chinois, ou le japonais, et pourquoi pas le français? Cette dernière langue est l'une des deux langues officielles de travail de l'ONU, et la connaître, peut constituer un passeport assez important".

Le Vietnam prit part au premier sommet de la Francophonie à Paris en 1986 - à une époque où le pays devait faire face à un isolement international considérable en raison de son intervention au Cambodge. Selon Mme Ninh, faire partie de ce mouvement s'intègre tout à fait dans la direction plus large suivie par Hanoi d'étendre ses contacts internationaux. "Je voudrais répondre à ceux qui se montrent sceptiques vis à vis du Vietnam et de la Francophonie, qu'un pays cherchant son intégration, au monde extérieur et sur le plan régional, ne peut ignorer aucune opportunité; chacun a un rôle à jouer, être membre de la Francophonie comporte des avantages pour nous".

Regroupement des identités

Le mouvement francophone comprend également la Bulgarie, la Roumanie et la Moldavie, la Pologne devant le rejoindre au cours du sommet de Hanoi. "Il n'est pas impossible à de nouveaux pays, qui n'ont jamais eu aucun lien colonial avec la France, de rejoindre le mouvement francophone" indique Philippe Delalande, qui dirige le bureau régional à Hanoi de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT). "Le mouvement est de plus en plus en train de devenir un groupe de pays qui partagent nos principes politiques de base," reprend M. Delalande avant de conclure: "Et l'un des plus importants réside dans la défense de l'idée de l'identité (culturelle et linguistique de chaque pays du monde, en particulier en face de la tendance actuelle vers la globalisation linguistique et l'utilisation de l'anglo-américain."

Mais, en tant qu'entité, le groupe des pays francophones est progressivement en train de chercher à déterminer ce que cela signifie en pratique. Depuis sa naissance en 1969, sous la forme d'une conférence intergouvernementale au Niger en Afrique occidentale, l'accent a été essentiellement mis sur la promotion des échanges en matière d'éducation, de recherche et de technique en français. Mais, depuis le premier sommet en 1986, des efforts ont aussi été accomplis pour élargir le champ des activités francophones. Des discussions se sont tenues sur la promotion du développement rural, et de l'environnement.

VIETNAM ECONOMIC TIMES

DATE: 12/11/97

Vive la Différence**La communauté francophone se rencontre à Hanoi**

SUITE

Le sommet d'Hanoi verra par contre des évolutions pour aussi bien poursuivre le renforcement des structures de l'organisation, que pour élargir le champ de ses activités. Le Vietnam - reflétant à ses propres préoccupations - a proposé que le septième sommet de Hanoi concentre ses travaux sur le développement économique. "Il est difficile d'y parvenir, mais c'est nécessaire", déclare Raja Farhat, un tunisien qui dirige les activités de développement de l'ACCT. "La communauté francophone, qui représente un nombre important de pays du sud ne peut se réunir juste dans le but de parler français. Si le français ne peut aider à promouvoir des liens dans les domaines financiers, commerciaux ou industriels, alors il ne deviendra rien de plus qu'une belle langue et une littérature."

Réprocity économie et langage

Mais des différences existent vraisemblablement sur la manière de procéder entre les pays développés et ceux en voie de développement. Le groupe a, par exemple, fait quelques petits pas dans le but de promouvoir la croissance de petites et moyennes entreprises dans les pays en voie de développement. Cependant des limitations financières exis-

tent. Le Canada, par exemple, dont la contribution financière aux organisations francophone dépassera cette année les 40 millions de dollars canadiens, redoute que la Francophonie ne puisse modobilier du capital à investir afin de financer des projets majeurs de développement économique. Il s'agirait plutôt de se focaliser la promotion des entreprises privées et des échanges commerciaux, comme par le biais du conseil économique existant, le Forum Francophone des Affaires. "Nous sommes en train de discuter afin d'être capable de donner des exemples (de développement) en langue française," précise Raja Farhat, "De telle manière que des ingénieurs tunisiens, des économistes sénégalais, et des experts canadiens, français ou belges puissent travailler ensemble sur un projet. Et cela marche".

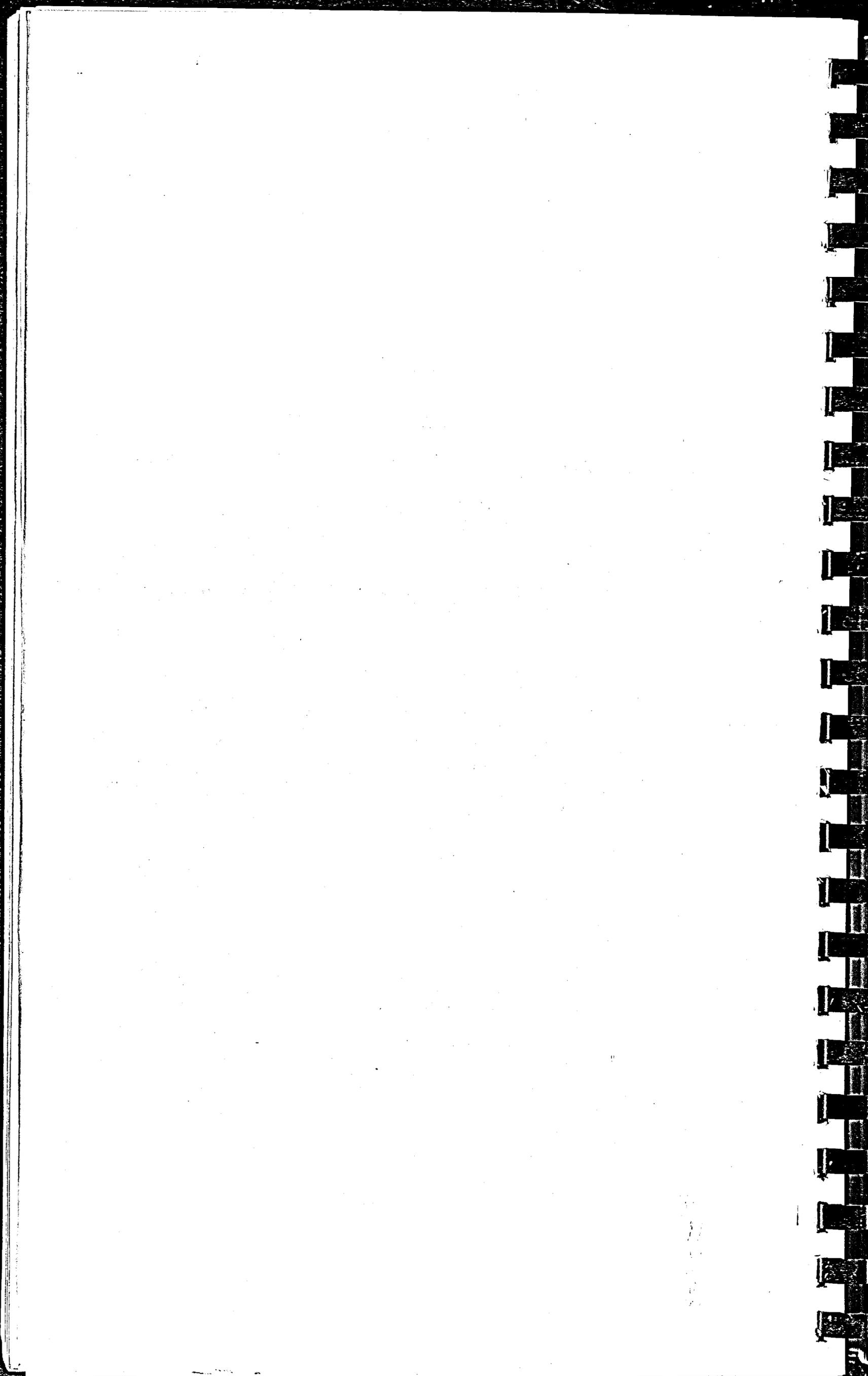
L'agenda des débats comprend également la nécessité de faire des efforts pour s'assurer d'une présence francophone sur le réseau Internet en pleine croissance. En mai dernier, dans la ville canadienne de Montréal, une conférence ministérielle a entériné un plan d'action comprenant des mesures pour créer des serveurs Internet dans dix pays francophones.

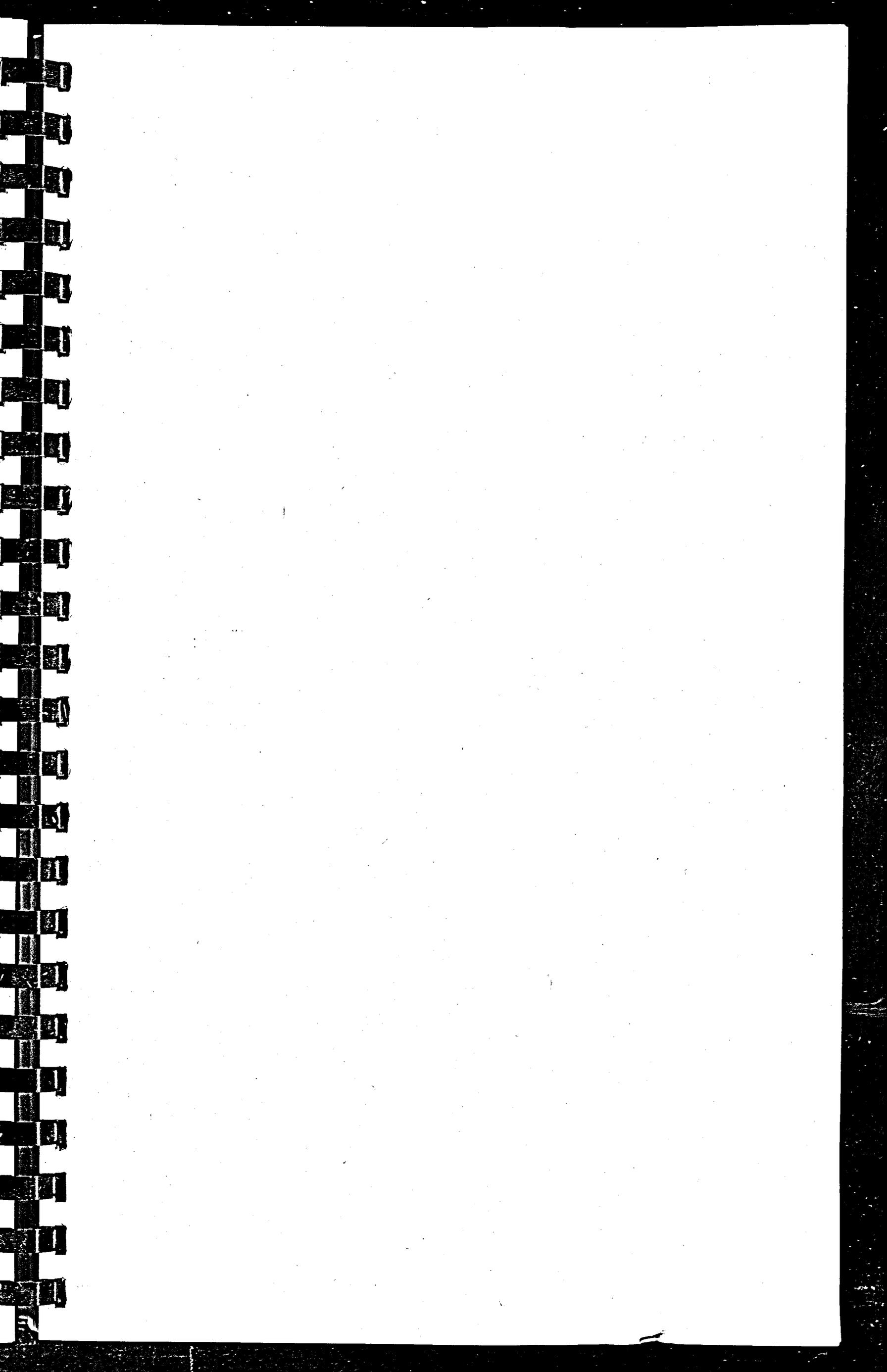
Enfin, le mouvement

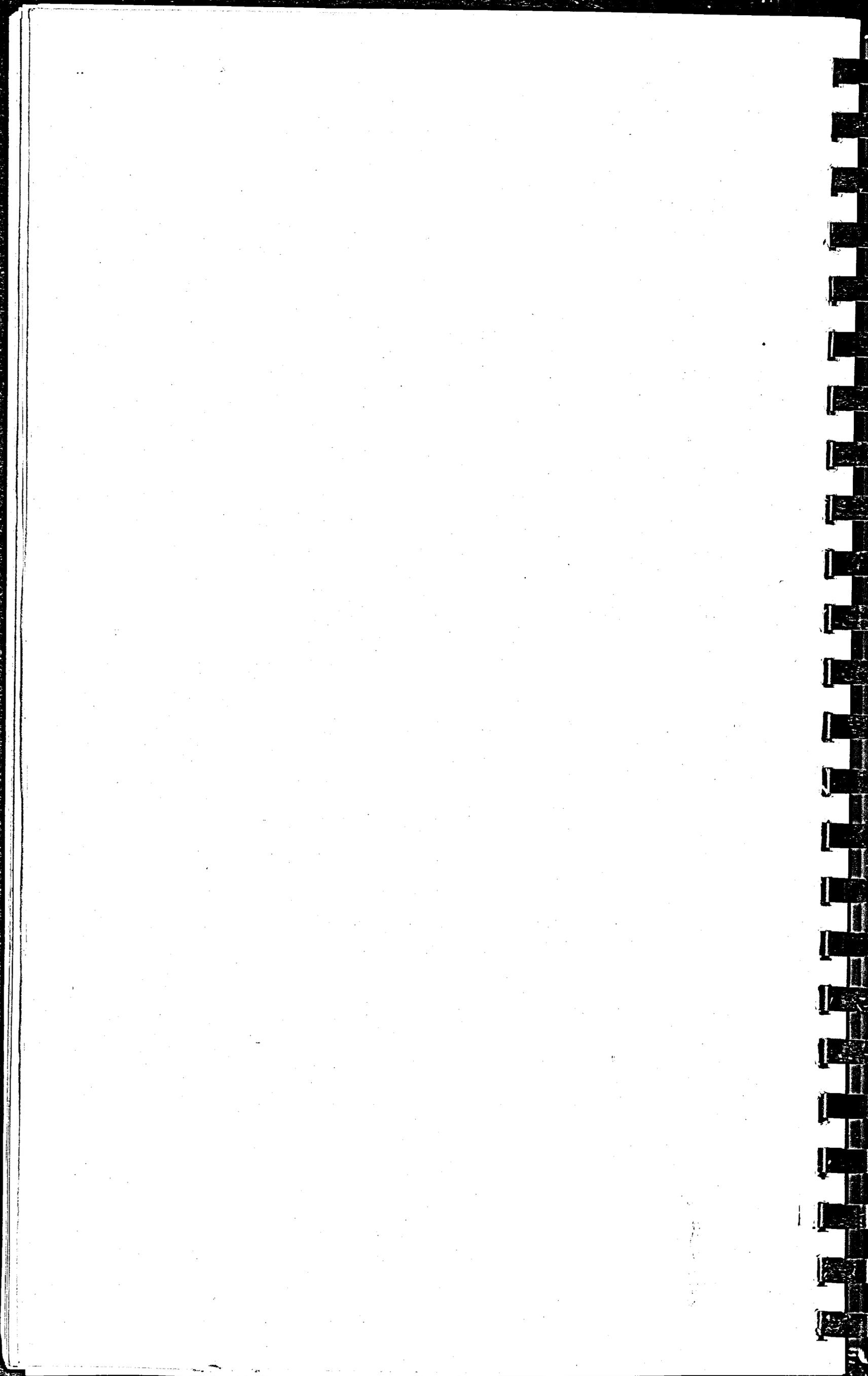
cherchera à Hanoi à augmenter sa présence politique internationale, à travers en particulier la création d'un nouveau poste, celui de Secrétaire Général, qui supervisera les divers organismes de la Francophonie. "Tous ces organismes seront regroupés sous la tutelle d'un seul patron qui pourrait également être en mesure de représenter politique toute la communauté en parlant au nom des 49 pays membres," précise M. Delalande.

Le Vietnam, en tant que pays hôte, jouera un rôle important durant le sommet. Il pourra également bénéficier de nouveaux contacts politiques et économiques. De plus, selon Mme Ninh du Ministère des Affaires étrangères, qui étudia autrefois la littérature américaine à la Sorbonne à Paris, puis à Cambridge en Angleterre, le sommet permettra au Vietnam de réfléchir sur son histoire :

"Il est plus facile de laisser aller les bonnes choses du passé, plutôt que de construire à partir du passé et de l'adapter au présent et au futur," dit elle. "La langue française est quelque chose qui nous vient du passé, mais elle peut être un très bon instrument aussi bien pour notre politique étrangère, pour notre politique culturelle que pour nos contacts avec le monde extérieur en général".







LE FIGARO

11 NOV 1997

A quatre jours de l'ouverture du sommet d'Hanoi

Francophonie : grand genre, petits moyens...

L'usage du français, jadis simple outil diplomatique, est devenu un enjeu économique-culturel vital. Encore faut-il de la volonté et un budget adéquat.

Jacques Chirac effectuera du 12 au 17 novembre une tournée en Vietnam et en Malaisie pour y affirmer la volonté de la France d'une présence plus forte dans le région. A Hanoi, il participera au 7^e sommet de la francophonie. Ce sommet, pour la première fois organisé en Asie, sera marqué par la nomination d'un nouveau président de la Francophonie. Ce poste devrait être attribué à l'ambassadeur général de l'ONU, l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, actuellement ambassadeur par intérim. Le président français terminera son voyage par une brève visite de travail à Cambodge. (AFP)

« La francophonie ne passionne, hélas ! ni l'opinion publique, ni les médias, ni la classe politique... Et ce désintérêt est probablement plus marqué en France que dans les autres pays de notre communauté ».

Qui s'exprime ainsi ? Charles Josselin, secrétaire d'État français à la Coopération. Ce Breton est très clair sur ce qu'il pense, puisque, lors de la nomination du gouvernement Jospin, la francophonie avait été oubliée... Finalement, c'est lui qui en a hérité.

A quatre jours du sommet d'Hanoi - qui réunira 60 États et communautés du 14 au 18 novembre -, un constat est douloureusement évident. D'abord parce que la France aspire à conserver son rang de grande puissance. Ensuite parce que le mondialisme triomphant passe à la quête identitaire et que la francophonie s'y prête parfaitement.

Mais la vérité est simple : quand elle est un enjeu de politique étrangère (comme au Canada ou en Belgique), voire un moyen de rompre son isolement diplomatique (Viêtnam, Nigeria), la langue française est « utilisée », c'est-à-dire qu'elle sert un objectif précis.

Boutros à la barre

Attention à l'affaire Aïchegh ? De récents propos du ministre de l'Éducation ont beaucoup agité le Landersuy francophone. « L'anglais plus le français plus l'arabisation, c'est pour le futur, comme Bra, écrit et enseigné. Donc, il ne faut pas négliger l'anglais comme une langue étrangère », a-t-il déclaré à Toulouse.

Les uns ont compris le message de Claude Allègre comme un hymne au plurilinguisme et à l'ouverture au monde. Les autres, comme Philippe de Saint-Robert, président de l'Association pour le développement et l'expansion de la langue française, se sont dits « choqués ».

Ils vont manifester publiquement leur désol dans les rues de Paris le 14 novembre.

Mais qu'est-ce que la francophonie ? Alors que son principal opérateur - l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) - existe depuis 1970 et que les sommets de « chefs d'État et de gouvernements des pays ayant le français en partage » ont lieu en 1966, « une peine à se trouver ». « De nombreuses questions de caractère fondamental posent que les grands projets, surtout un diplôme... On y perd quelques heures de travail ».

Le sommet d'Hanoi pourrait cependant changer la donne. D'abord, il va doter la francophonie d'un secrétaire général qui sera un « visage et un visage ». L'Égyptien Boutros-Ghali, l'ancien « patron » de l'ONU, sera ce porte-parole. Il s'occupera en outre tous les aspects de la francophonie, « tout il dépendra, en quelque sorte, la clé de votre institution ».

« L'homme a de la noblesse et du caractère. Il devrait donner à la francophonie cette visibilité, sans le mot, politique, que les médias détestent », estime un haut fonctionnaire français. A défaut de gros moyens financiers (le budget de la francophonie internationale est de 1 milliard de francs par an payés à 60 % par la France), il aura au moins le ministère de la parole.

Grand genre, petits moyens ? Les principaux objectifs du sommet d'Hanoi sont en tout cas ambitieux : priorité à la formation (du primaire à l'université) ; respect de français dans les organisations internationales ; mise au service de la francophonie des « technologies de la modernité » ; création d'un « espace de coopération économique francophone » ; enfin, soutien à la démocratie.

L'essentiel repose dans le maintien de l'usage du français dans les pays francophones, son enseignement. « Ce n'est pas une guerre que la crédibilité ».



francophone assésse voudrait lever des au mur à l'anglais. Mais il s'agit d'organiser le développement à la seule négociation culturelle, économique et linguistique du monde... », explique M. Josselin.

La communauté linguistique francophone ne comprend, certes, que 155 millions de personnes, soit 2,5 % environ de la population mondiale mais est présente sur les cinq continents et dispose d'un réseau éducatif et culturel unique au monde grâce aux écoles françaises à l'étranger, aux centres et instituts culturels, aux autres établissements de l'enseignement français.

Le marché des universités

La se trouve le cœur de la guerre de la francophonie ? Quel d'Orsay en est le maître d'œuvre, avec un budget de 3 milliards de francs en 1996 pour la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRST), plus 5 milliards pour l'enseignement supérieur français et l'étranger (AEFE) soit 8 milliards en tout

avec les crédits de fonctionnement.

Le ministère français des Affaires étrangères se bat pour conserver un budget décent. Mais Hubert Védrine est obligé de reconnaître que la part de la DGRST par rapport à l'ensemble du budget de l'État a diminué de 50 % en 25 ans... « La seule hausse du budget de l'éducation nationale, c'est une fois et demi le budget de l'État », dit-il.

Pour ce haut responsable, l'ancien ministre de l'Éducation nationale beaucoup mieux. « Ce qui était autrefois un simple instrument de notre diplomatie est devenu un enjeu stratégique vital et il nous sommes montrés une grande puissance culturelle. Or la mondialisation veut nous doter de notre propre identité ».

« Le lien économique-culturel a remplacé le lien politico-culturel de jadis. De ce lien découle toute une chaîne - de l'éducation de base à la consommation, en passant par l'enseignement et la formation des managers - qui fait partie de nous et de la mondialisation ».

« La France s'efforce de s'inscrire dans le passé ».

Pour cela, il s'agit de lever la bataille de l'information. Au-delà de RFI et TV 5, lancer d'autres chaînes et surtout créer des info-routes (les réseaux émettent, il manque le contenu). Il faut aussi s'attaquer au marché universitaire. « Nous devons aller chercher le client en un effort, car de plus en plus d'étudiants partent à l'étranger pour leurs études », dit-il.

Le francophone, espace économique de demain ? Pas au sens où s'est constitué un espace économique européen, avec un marché unique », dit Charles Josselin. Mais le Vietnam et l'Indonésie sont intéressés sur cette dimension. Les pays francophones représentent une réalité de 500 millions d'habitants. Leur poids dans les échanges internationaux, couronné à 13,4 % du commerce mondial, soit 1 290 milliards de dollars (contre 6,109).

« Le francophone, l'État par l'entente d'un bon parti. C'est cela aussi le développement de la francophonie - comme un responsable français. Étienne BOLLACQ

1/2

Le Monde
Mercredi 12 nov 1997.

Des milliers de catholiques ont manifesté dans le sud du Vietnam

HANOI

de notre envoyé spécial

A l'origine de nouvelles manifestations, cette fois dans le Sud, la corruption est devenue une préoccupation majeure pour les autorités vietnamiennes au moment même où la visite de Jacques Chirac - mercredi 12 et jeudi 13 novembre - et le sommet de la francophonie - de vendredi à dimanche à Hanoi - sont l'occasion d'appels en faveur de la libération de prisonniers d'opinion. Le week-end dernier, des milliers de personnes ont manifesté à Dong Nai, province proche de Ho-Chi-Minh-Ville, contre la corruption de l'administration locale et des expropriations pour raison d'intérêt public. L'évêque de Tra Co, Mgr Nguyen Minh Nhat, a eu beau appeler les manifestants à la retenue, des incidents ont eu lieu quand la police a dispersé la foule.

Après deux journées tendues et l'arrestation non confirmée de soixante-dix manifestants, le calme était revenu lundi 10 novembre, même si plusieurs dizaines de personnes continuaient à manifester devant le siège du comité populaire. L'un des litiges porterait sur l'expropriation d'un terrain du diocèse pour y construire un marché. D'autres

terrains devraient être également transférés afin d'aménager des écoles et des bâtiments publics dans une province où les catholiques sont nombreux.

ARRESTATIONS

Depuis la victoire communiste de 1975, les catholiques, qui représentent de 7 % à 8 % de la population vietnamienne, se sont rarement manifestés. Les relations non officielles entre Hanoi et le Vatican ne progressent que lentement depuis l'ouverture du pays en 1986. La presse officielle n'avait pas encore fait état, mardi matin,

de ce mouvement dans une région qui s'intègre peu à peu à la ceinture industrielle de Ho-Chi-Minh-Ville, premier pôle de développement du pays. Un responsable du comité populaire du district affecté par les manifestations a cependant reconnu l'existence de troubles, tout en affirmant que la situation était désormais « normale ».

Depuis deux ans, les arrestations, procès et condamnations d'officiels se multiplient. Ces dernières années, l'atmosphère est devenue, en effet, plus volatile. Si les médias, tous officiels, sont en-

couragés à dénoncer les scandales de corruption, les autorités entendent, cependant, garder le contrôle de telles campagnes. Pour avoir franchi la limite, Nguyen Hoanh Linh, éditeur de *Doan Nghiep*, publication d'affaires, a été arrêté le 8 octobre et inculpé de révélation de « secrets d'Etat ». Cinq journalistes seraient ainsi détenus. Leurs confrères étrangers ont saisi l'occasion de la proximité du sommet de la francophonie pour attirer l'attention sur leur sort.

Tran Thi Tuc, épouse du journaliste Doan Viet Hoat, condamné à quinze ans de prison en 1990, a été reçue, mardi à l'Élysée, par Catherine Colonna, porte-parole de la présidence, laquelle a également fait savoir que « la France est attachée à voir progresser partout le respect des droits de l'homme ». M. Chirac devrait donc évoquer, à Hanoi, la question des droits de l'homme avec des dirigeants vietnamiens qui ne s'attendaient pas à ce que la première conférence internationale organisée par leur pays leur donne ce fil supplémentaire à retordre.

Jean-Claude Pomonti

Perspectives de « gros contrats » franco-vietnamiens

La visite de Jacques Chirac au Vietnam, mercredi 12 et jeudi 13 novembre, à la veille du sommet de la francophonie, pourrait être l'occasion de la finalisation de plusieurs gros contrats évoqués lors du passage dans le pays, à la mi-octobre, de Jacques Dondoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Les enjeux : un contrat France Télécom pour l'installation, dans une première phase, de cent quatre-vingt mille lignes téléphoniques sur un total d'un demi-million de lignes à Ho-Chi-Minh-Ville (3 milliards de francs) ; de licences pour la construction d'une cimenterie (par le groupe Five-Lille-Babcock), d'une usine de fabrication de bitume (Total), d'une adduction d'eau (Lyonnaise des eaux) ; l'ouverture du marché vietnamien aux assureurs français (Axa et AGF). La France est le troisième pays donateur (près de 275 millions de francs en 1995) et le dixième investisseur étranger au Vietnam. En 1996, elle en était le cinquième fournisseur (3,9 milliards de francs, avec un solde positif de 2 milliards). - (Corresp.)

le MonDie
Mercredi 22 Nov 1997.

Vietnam : libérez Doãn Việt Hoat

par Patrick Poivre d'Arvor

HANOI, ville interdite. C'était il y a peu. Rares étaient à l'époque les journalistes à pouvoir enquêter, témoigner des heurts et malheurs d'un régime sous chape de plomb.

Hanoi, ville ouverte. Cela va durer une semaine. Profitez-en. Par centaines, les journalistes du monde francophone vont affluer dans la capitale vietnamienne pour suivre les 29^e Assises de la presse francophone, puis la visite d'Etat de Jacques Chirac, et enfin le 7^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage. Qu'ils aient tous en tête le sort de l'universitaire Doãn Việt Hoat, qui va commencer sa 20^e année de prison et ne sera officiellement libéré qu'en novembre 2005. Il aura alors passé près de la moitié de sa vie en prison.

Emprisonné sans jugement pendant douze ans, il fut une première fois libéré en 1988 et ne put s'empêcher de rester fidèle à ses convictions. Il publia clandestinement quatre numéros de sa revue *Dien Dan Tu Do* (*Tribune libre*), tirée confidentiellement à une vingtaine d'exemplaires photocopiés qui circulèrent sous le manteau. C'était déjà trop pour les autorités qui l'arrêtèrent à nouveau il y a tout juste sept ans. On l'accusa d'avoir publié des articles « anti-communistes ». Lors de son procès, en mars 1993, il eut cette réponse limpide : « Je ne suis contre personne, je suis démocrate, et accepte tout le monde. Il est plus approprié de dire que le Parti communiste est contre moi, parce qu'il est contre la démocratie. » La cour n'apprécia pas et le condamna à vingt ans de prison. En appel, la sentence fut ramenée à quinze ans d'emprisonnement et cinq ans de résidence surveillée. Depuis, l'universitaire changea par cinq fois de lieu de détention. Les conditions furent toujours plus difficiles et les camps

de travail à chaque fois plus reculés. C'est à Thanh Cam, dans la province de Thanh Hoa, non loin de la frontière laotienne, qu'il est aujourd'hui interné.

Je reviens de Thanh Cam. Avec Sébastien Renouil et Patrick Michel, pour TF1, et Robert Ménard, pour Reporters sans frontières, qui m'a demandé il y a longtemps de « parrainer » Doãn Việt Hoat, nous avons pu accéder aux portes du camp, après huit heures de route, et même pénétrer quelques instants dans la prison. De maigres bonzais atrophiés nous y accueillent. Artificiellement montés en graine le long de tiges de fer, ils prennent la forme de chiens ou d'animaux de compagnie. Leur sort évoque irrésistiblement celui des prisonniers détenus sous un climat insalubre. Remis de sa surprise, un gardien nous conduira poliment vers la sortie et le commandant en chef du camp feindra de ne pas reconnaître le prisonnier sur la photo que nous lui montrons.

Il va commencer sa vingtième année de prison et ne sera officiellement libéré qu'en novembre 2005. Il aura alors passé près de la moitié de sa vie en prison

Il est vrai que l'état physique et moral de Doãn Việt Hoat inspire les plus vives inquiétudes. Selon RSE, ses jours sont en danger. Seul prisonnier politique de cette pri-

son pour « grands criminels », il est isolé dans une cabane entourée de barbelés. Une fois par jour, un policier lui apporte sa ration, la dépose silencieusement aux pieds d'un homme qu'il croit fou : il ne cesse de parler tout seul en vietnamien, en français, en anglais... Depuis que son épouse, l'infatigable Tran Thi Thue, a été contrainte de s'exiler aux Etats-Unis avec ses trois enfants, Doãn Việt Hoat n'a reçu pour seule et unique visite que celle de son jeune frère, Huy Doãn, il y a plus de vingt mois et pour vingt minutes à peine !

Sa femme, invitée aujourd'hui à Paris par Reporters sans frontières - elle doit être reçue à l'Elysée -, témoigne : « Les jours où je suis à l'étranger, au loin, je ne peux plus voir et apporter des biens à mon mari, je ne peux plus m'occuper de lui, assurer la pincée de sel, le comprimé de médicament, la petite friandise, le vieux journal que je mettais dans le colis pour sa lecture. C'est vraiment une grande privation pour moi. Je ne peux plus voir son regard plein de résolution et de sentiment, entendre ses conseils pour moi, nos enfants, nos amis proches et lointains. Il garde constamment la foi dans l'idéal pour lequel il a sacrifié presque toute sa vie : la liberté, la démocratie et les droits de l'homme pour le peuple vietnamien. »

En écho, lui répond ce texte de son mari, qui date de plus de vingt ans (il était à l'époque au camp Phan Dang Luu) :

« Sur les cendres du rêve insensé onéanti

Le pouvoir spirituel et matériel s'est écroulé

Pour laisser les droits de l'homme répandre partout les lumières

Dans le monde nouveau que toute l'humanité attend.

Le peuple vietnamien lance un appel pour que soit

Fondée la civilisation

Du gouvernement de l'homme pour l'homme qui

Ouvre l'ère de la grande

concorde. »

Il sera difficile aux chefs d'Etat réunis à Hanoi de rester insensibles à ce gouvernement de l'homme pour l'homme. La francophonie, c'est une langue en commun, mais d'abord une culture en partage. Celle de la déclaration des droits de l'homme, de la tolérance et de la liberté d'expression. Pour cette seule raison, libérez Doãn Việt Hoat.

Patrick Poivre d'Arvor
est journaliste.

Le journal
 mercredi 12 novembre 1997

L'ambition francophone

par Charles Josselin

La francophonie est l'une des dimensions de la politique extérieure de notre pays. Force est pourtant de constater qu'elle ne suscite pas dans l'opinion publique ou la classe politique l'intérêt qu'y attachent la plupart de nos partenaires. Paradoxe à une époque où sont si présentes la crainte de perdre son identité, la volonté des collectivités comme des individus de rechercher leurs racines, l'inquiétude, enfin, que globalisation ne rime trop avec uniformisation.

Pour la première fois, la francophonie tient ses plus hautes assises loin de ses bases les plus traditionnelles. L'hôte en est le Vietnam, qui panse les blessures de l'histoire et auquel une économie renaissante promet en Asie du Sud-Est de belles perspectives.

Depuis cinq mois, je rencontre un nombre croissant de pays qui trouvent intérêt à l'espace francophone. Pour ces nations, aucune réminiscence historique ne justifie le choix de notre langue, comme ce fut le cas des pays de l'Est après la chute du mur de Berlin. Dans tous les cas, pourtant, le sens de la démarche est le même : intégrer plus facilement des espaces économiques régionaux, se faire entendre dans le débat international, donner aux jeunes générations des chances accrues de réussite. Partout l'échange francophone est un atout pour sortir de l'isolement.

Certes, la francophonie n'est pas pour la France un enjeu de politique intérieure ainsi qu'on le note chez beaucoup de nos partenaires. Certes, ses contours sont difficilement perceptibles, et bien des observateurs s'interrogent encore sur la possibilité de réunir quarante-neuf Etats et gouvernements représentant des situations géographiques culturelles, économiques, politiques, humaines si variées que la notion de projet commun n'a pas force d'évidence.

L'échange économique aujourd'hui privilégie l'anglais. Il n'est pas question de rompre des lances contre cette « *lingua franca* », aussi indispensable chez nous qu'elle l'est dans le monde entier. Mais ce n'est pas un combat d'arrière-garde que de lutter pied à pied pour que le français, dans un contexte multilingue, conserve et étende ses positions. Il n'y va pas de nos seuls intérêts. Il y va de la survie de ce que nous avons de plus cher : nos cultures, notre histoire, notre façon d'imaginer et de construire le monde. Car la langue, c'est la vie. Comment la France, qui a su par la présence internationale la plus vigoureuse qui soit, depuis plus d'un siècle, faire adopter et le plus souvent aimer sa langue, pourrait-elle boudier la chance que lui offre la francophonie de partager et de faire fructifier l'héritage de ce qu'elle-même a conçu ?

Une nouvelle façon de prendre langue avec le monde. Un projet pour la France

La France s'est appuyée sur la solidarité francophone pour défendre au sommet de Maurice la notion d'exception culturelle. Il faut toutefois comprendre que la préférence francophone revient pour beaucoup de pays au choix d'une forme de non-alignement implicite, dont nous devons pourtant peser les chances et les conséquences, pour eux comme pour nous.

L'échange économique produit la modernité. Le monde n'est plus un village, il est devenu un réseau. La concurrence y est féroce, et la réussite fonction d'une parfaite maîtrise de l'information, par conséquent de l'audace et de la rapidité. Le premier ministre a récemment donné

l'alerte sur cet enjeu. Pour les francophones, c'est une urgence car c'est là qu'en peu d'années se livrera le combat de la langue, et derrière elle de la recherche, mais aussi du droit, de la démocratie, de la culture, de l'éducation. Qui ne voit là le socle des valeurs communes recherchées par la communauté francophone ? Et qui ne voit que l'énorme investissement de la France dans le monde, de ses universités, de ses chercheurs, de ses juristes, de ses médecins, aux côtés de celui de ses partenaires, en sortira ou défaille, ou gagnant ?

La culture francophone, faite de dialogue, de formation, d'expériences partagées, donne de la chair à notre présence. Elle lui garantit aussi un avenir. Tant que la francophonie n'a parlé que solidarité et générosité, la France, championne pourtant de l'idéal, n'a guère voulu y croire. Demain, à Hanoï, les chefs d'Etat et de gouvernement choisiront pour la francophonie un secrétaire général. C'est la volonté de dire, d'une voix résolue, ce qui intéresse la communauté francophone et la France au premier chef : non, la mondialisation ne saurait nous condamner à un modèle de pensée unique.

Premier contributeur de la coopération francophone, la France doit maintenant se convaincre que, forte d'une conviction commune, qu'elle a puissamment aidé à forger, la francophonie lui offre la chance de redéfinir le sens d'une solidarité qui caractérise son engagement international. Moins elle sera seule, plus elle sera crédible dans cette difficile entreprise. Le mouvement francophone n'est ni une utopie ni une partie perdue. C'est une nouvelle façon de prendre langue avec le monde. C'est un projet pour la France.

Charles Josselin est secrétaire d'Etat à la coopération, chargé de la francophonie.

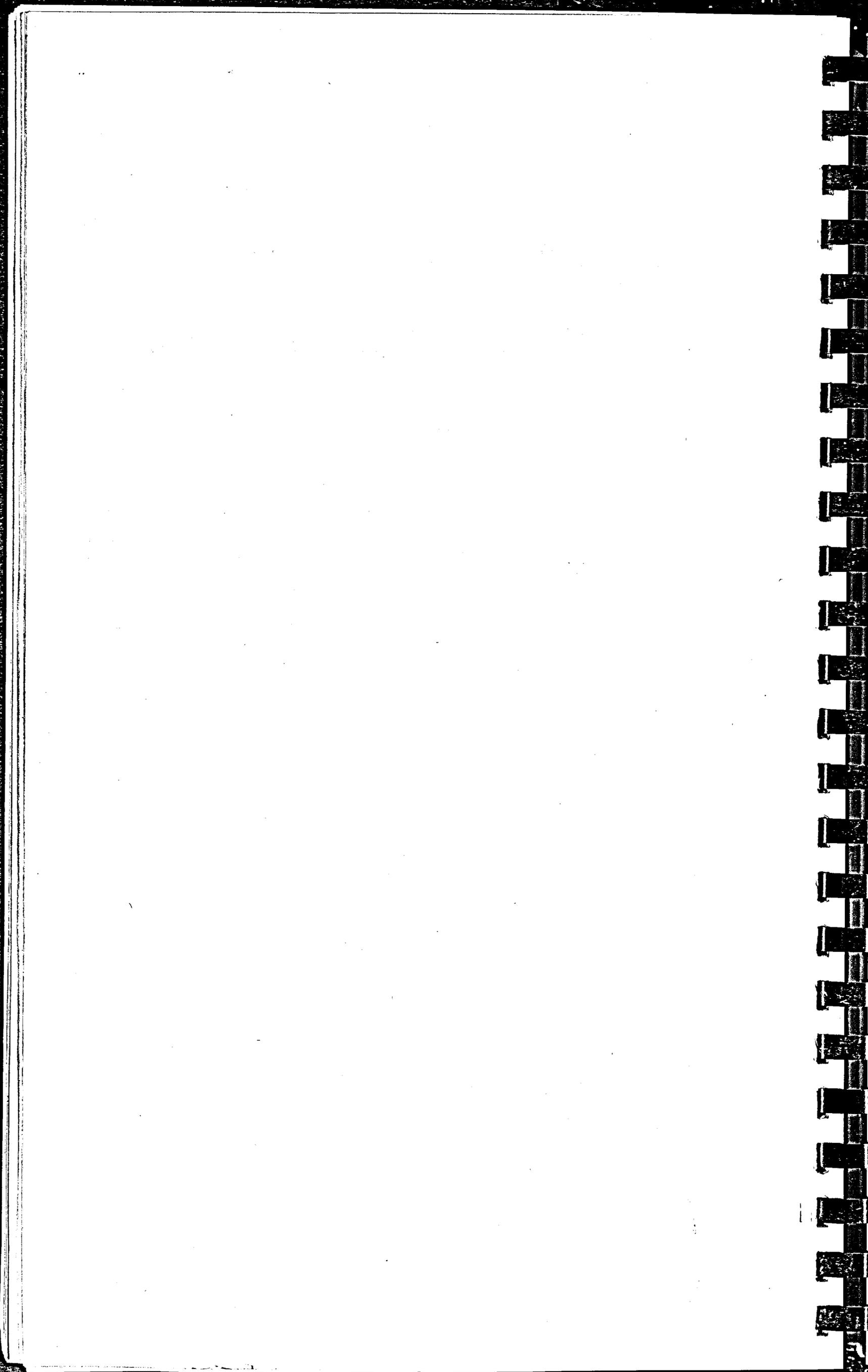
■ Francophonie au Vietnam

Le 29^e Sommet de la francophonie, qui va se tenir à Hanoï, est l'occasion de manifestations dans le sud du pays contre la corruption et la détention de prisonniers d'opinion. Patrick Poivre d'Arvor réclame la libération de Doàn Viêt Hoat. Lire également le point de vue de Charles Josselin.

PÉRIODE SUIVANT
LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

JEUDI LE 13 NOVEMBRE 1997

CAHIER DE PRESSE



Boutros-Ghali devient secrétaire général de la francophonie par défaut

DENIS LESSARD
envoyé spécial, HANOI

B.7

Boutros Boutros-Ghali, l'Égyptien qui a présidé l'Organisation des Nations unies, devient le secrétaire général de la francophonie. M. Boutros-Ghali l'emporte par défaut, son seul adversaire, le béninois Émile Derlin Zinsou, s'étant désisté.

Comme tous les débats au sein de la francophonie, l'affaire s'est réglée en douceur, bien que les pays d'Afrique noire auraient de loin préféré l'un de leurs représentants pour cette première nomination.

Mais M. Boutros-Ghali était puissamment appuyé par la France; le Canada et le Québec soutenaient aussi sa candidature, en prévision du septième Sommet francophone, qui réunira du 14 au 16 novembre 49 chefs d'État et de gouvernement « qui ont le français en partage ». Hier, 43 pays avaient confirmé leur présence.

La nomination d'un secrétaire général à l'organisation veut procurer plus de visibilité et d'influence sur la scène internationale à une organisation qui se cherche toujours après 10 ans d'existence.

Parmi les habituelles déclarations d'amitié et les grands engagements des pays, une note discordante: l'Union internationale des journalistes de langue française, qui tenait ses assises à Hanoi, « proteste vivement que dans 16 des 49 pays participants au Sommet, les journalistes soient, en ce moment, emprisonnés pour avoir rapporté des décisions ou des actions illégales critiquables ou écrit des articles exprimant des opinions différentes de celles des gouvernements ». Dans beaucoup de ces cas, les journalistes ne bénéficient même pas des « garanties judiciaires élémentaires, de procès publics et équitables et ce en contradiction avec les lois nationales en vigueur ».

Bouchard: un rôle discret

Le premier ministre Lucien Bouchard a débarqué hier à Hanoi, arrivant de Shanghai où s'est terminée la tournée Mission Québec.

Hanoi a mis le paquet pour cette première conférence internationale depuis la levée de



Boutros Boutros-Ghali

l'embargo international, en 1994. Même à bord des appareils de Vietnam Airline, on faisait les annonces en français, une langue pratiquement disparue des rues de Hanoi. Des étudiants en français ont été mobilisés pour accueillir les délégations à l'aéroport. Mais la lourdeur de l'organisation dans ce pays toujours très socialiste est vite apparue quand les ba-

gages de la délégation officielle de M. Bouchard ont failli rester sur la piste d'atterrissage. Aucun transport n'avait été prévu et il a fallu improviser.

Les journalistes québécois accompagnant M. Bouchard ont quant à eux été piégés pendant près de deux heures à l'aéroport. C'est la première fois depuis 1991 qu'un premier ministre du Québec assiste au Sommet francophone. La maladie de Robert Bourassa l'avait empêché de se rendre à l'île Maurice en 1993; en 1995, Jacques Parizeau s'était fait remplacer par Bernard Landry à Cotonou.

Familier de ces sommets — dans l'ombre de Brian Mulroney, il en avait été l'un des instigateurs avant de faire de la politique — M. Bouchard n'aura pas un rôle de premier plan. Il ne fera pas partie des conférences de presse communes. Durant les travaux, il jouera le rôle de rapporteur officiel, responsable de la synthèse des discussions qui resteront à huis clos.

Hier soir, un haut fonctionnaire vietnamien, Luon Van Ly, a souligné que la durée du mandat de M. Ghali avait été évoquée lors de la conférence préparatoire des ministres. Il était prévu qu'il soit nommé pour quatre ans, mais certains membres jugent que deux ans seraient suffisants. Les ministres ont passé du temps hier à discuter des budgets des organismes de la francophonie, une préoccupation importante chez plusieurs membres. La francophonie a aussi accepté d'autres membres — la République de Moldavie et celle de Saint-Thomas et Prince grossiront les rangs des pays francophones.

7

Le Soleil

Le 7e Sommet de la francophonie à Hanoi - La démocratie passe par l'économie

le jeudi, novembre 13, 1997 page: C1

From Le Soleil

Au Sommet de la francophonie, qui débute demain au Vietnam, le Québec vise à ce que l'économie se mette au service avec les droits de l'homme.

C'est ce que laisse entendre le ministre québécois des Relations internationales, Sylvain Simard, dans une entrevue récente, accordée dans sa suite ministérielle.

Hanoi, la ville hôte, ne semble pas prédestinée à accueillir la manifestation qui se tient à tous les deux ans. A peine un dixième de un pour 100 de sa population parle français. Et c'est surtout le fait de ceux qui ont 60 ans et plus, qui ont connu l'empire colonial français.

Quant aux libertés fondamentales, un des axes de la conférence, le pouvoir communiste en place a fait l'objet de condamnations répétées à ce sujet, de la part de plusieurs groupes humanitaires.

«La conférence portera sur l'amélioration de la démocratie dans l'ensemble des pays de la francophonie, commente M. Simard. Nous souhaitons vivement que le Vietnam en profite pour améliorer la sienne.

«Nous savons que sur des dossiers particuliers, comme l'affaire de Trần Triêu Quàn, des progrès encore considérables sont à faire.»

A ses yeux, cela plaide pour un contact plus étroit avec les dirigeants en place. «Ce n'est pas en boycottant, ou en cessant de le fréquenter (qu'il se produira une amélioration), mais en lui assurant de meilleures conditions économiques.

«Le Vietnam a fait des progrès considérables (en matière des libertés et droits), soutient aussi M. Simard. Il y a dix ans, un tel sommet (à Hanoi), aurait été impensable. Maintenant les conditions minimales sont réunies.

«Le pays veut s'ouvrir à l'Occident. Le sommet permet ce début d'ouverture, donc de libéralisation. Cela va nécessairement se traduire par des droits de l'homme mieux respectés.»

Pas de sujet tabou

Comme dans les grandes conférences internationales, la Déclaration finale du Sommet est arrêtée. «Il n'y aura pas de sujet tabou, promet M. Simard. Elle ne visera pas un pays en particulier, mais elle sera soucieuse de s'adresser aux vraies réalités.»

M. Simard rappelle que le Québec a toujours placé la démocratie et l'éducation au premier rang de ses priorités dans son engagement au sein de la francophonie. L'économie semble, par contre, le secteur à privilégier pour promouvoir une communauté francophone internationale.

«Il faut que les pays trouvent un intérêt économique à participer à la francophonie, plaide M. Simard. Il y a une ouverture fantastique par tout le réseau de contacts virtuels. Auparavant, pour commercer ensemble, il fallait être voisin ou appartenir au même continent.» De là, laisse entendre le ministre, l'accent que place le gouvernement québécois sur les inf routes.

L'économie justifie aussi en partie l'intérêt de se réunir au Vietnam. Ce geste, reprend M. Simard, vise à prouver «que la francophonie en Orient a le droit d'exister».

Drôle de pays francophone ou même les visas sont rédigés en vietnamien et en anglais. «C'est vrai que le français y est tout-à-fait résiduel, convient-il. Mais le gouvernement local a la volonté d'en faire une des langues étrangères majeures.»

Et le Vietnam, c'est aussi une tête de pont économique pour

les pays membres, reconnaît-il. «Le pays veut devenir un de ces dragons (économiques) de l'Asie. Égoïstement, les grands pays, comme le Québec, le Canada, la France ou la Belgique, doivent être présents.

Le Plan «B»

Le ministre Simard ne craint pas qu'Ottawa se serve du Sommet pour appliquer ce que les souverainistes ont baptisé le plan «B».

Le plan «B», c'est le sursis donné par les souverainistes aux tentatives de jouer dur avec le Québec. Sur la scène internationale, cela peut vouloir dire de réduire le rôle et l'influence du gouvernement québécois au sein de la francophonie.

«Nous serons tous là au su et au vu de 48 autres pays, plaide M. Simard. Ce serait bien difficile de brimer le rôle de participant à part entière du gouvernement québécois.»

Récemment, à l'occasion d'une signature avec la France sur les pensions alimentaires, Québec a accusé le fédéral d'être revenu sur le statut qui lui était accordé dans certaines conventions. M. Simard ne redoute pas une réédition du problème à Hanoi.

«Cette fois, il n'y aura pas seulement le regard complaisant du Parti libéral à Ottawa. Il y a des pays étrangers qui nous regarderont faire.»

«Je suis convaincu que tout va bien se passer», enchaîne-t-il. Il tire cette impression d'une longue conversation qu'il a eu avec la ministre fédérale responsable de la francophonie, Mme Diane Marleau.

«Sur tous les sujets, nous avons convenu d'une façon de procéder.» Ainsi, les tractations en coulisses laissent entendre que le premier ministre québécois Lucien Bouchard pourrait être désigné comme le rapporteur officiel du Sommet. «J'ai obtenu l'assurance qu'Ottawa ne s'opposera pas.»

«Je ne dis pas qu'il n'y aura pas une saine compétition (entre Ottawa et Québec), reprend le ministre. Mais cela demeurera dans les limites du civilisé devant des témoins qui ne supporteraient pas des brimades contre le Québec.»

- Corbeil, Michel

- END -

(14)

Le Soleil

7ème sommet de la francophonie au Vietnam - Au Vietnam, Bouchard parlera des droits démocratiques; La déclaration finale du Sommet de la francophonie devrait aborder le sujet

le jeudi, novembre 13, 1997 page: A9

From Le Soleil

Contrairement à son voyage en Chine, Lucien Bouchard

n'évitera pas la question des droits démocratiques au Vietnam à l'occasion de son passage dans ce pays, ou s'ouvre le Sommet de la francophonie.

«J'ai l'intention de soulever la question des droits de l'homme» avec mon homologue vietnamien, a évoqué le premier ministre, au lendemain de son arrivée, à Hanoi, capitale du Vietnam.

Selon lui, cette question montre à quel point la mise sur pied d'institutions internationales francophones est importante. La déclaration finale du sommet fera d'ailleurs état de la promotion des libertés démocratiques.

M. Bouchard a laissé entendre qu'éventuellement, la francophonie pourrait en venir à des représailles contre les pays délinquants. Mais le processus relèvera des subtilités diplomatiques.

Les sanctions internationales comprennent toute une série de mesures, de la réprimande, à la mise en garde, à l'imposition d'un calendrier pour le retour de la démocratie.

M. Bouchard a aussi évoqué l'idée que les gestes viseront à sanctionner des reculs. Des pays, comme le Vietnam, où se produisent de nombreuses violations des droits fondamentaux, pourraient échapper à des réprimandes, dans la mesure où la situation s'améliore.

M. Bouchard a par ailleurs reconnu comme paradoxal qu'un tel forum se réunisse dans un pays où le français occupe une place tout à fait marginale. «Oui, ça l'est», mais selon M. Bouchard, cela démontre aussi la nécessité d'institutions francophones pour «aller se battre ou il le faut».

«Il y a une mémoire francophone au Vietnam. Au moment où le gouvernement vietnamien (qui avait fait reculer le fait français), tend la main, c'est notre rôle de dire oui».

M. Bouchard rencontre aujourd'hui le premier ministre canadien Jean Chrétien. Il parlera «avec courtoisie», mais insistera, du dossier des pensions alimentaires ou une entente entre la France et le Québec est gelé par Ottawa. Pas question d'aller en bas de ce qui a été signé par l'ex-premier ministre libéral Robert Bourassa, a-t-il prévenu.

- Corbeil, Michel

- END -

9

Le Soleil

Le 7e Sommet de la francophonie à Hanoi - Trân souhaite que les droits et libertés fassent partie du débat

le jeudi, novembre 13, 1997 page: C1

From Le Soleil

Québec et Ottawa devraient se servir du Sommet de la

francophonie pour faire pression sur le gouvernement en place en vue de lui forcer la main en matière de respect des droits de la personne, affirme Trân Triêu Quân.

Les Québécois connaissent bien l'histoire de Trân. Ce n'est qu'à la faveur d'une campagne populaire, menée par LE SOLEIL, que l'ingénieur et homme d'affaires, a été tiré de sa prison vietnamienne où il avait été incarcéré pendant de longs mois.

«On a senti beaucoup de réticence à me libérer, raconte celui qui demeure maintenant à Sillery avec sa famille. Le Québec et le Canada se sont servis du Sommet pour obtenir ma libération. C'est que le gouvernement communiste en place y tient tellement.

«La stratégie politique des dirigeants du Vietnam (le Parti communiste), c'est de projeter l'image de l'intégration réussie à la communauté internationale, analyse Trân. Ils veulent projeter aux pays d'Afrique notamment qu'ils ont réussi avec des réformes économiques tout en gardant le contrôle du marché.»

Pour les maîtres du Vietnam, laisse entendre celui qu'ils ont incarcéré, le Sommet, «c'est l'événement de la décennie. En pratique, cela leur donne des infrastructures pour recevoir de grands événements. Ils ont d'ailleurs terminé leur palais des congrès pour ça, et le Canada y a mis de l'argent.

«Mais c'est surtout en vue de convaincre sa propre population (que les autorités vietnamiennes ont à coeur de faire de la rencontre de la francophonie une réussite), reprend-t-il. Or, le peuple n'est pas en faveur du Parti communiste. Le peuple est tellement privé de tout. Il a tellement perdu le goût de la politique.»

«Je souhaite que les droits et libertés fassent partie du Sommet, poursuit-il. Ce que m'a laissée entendre le conseiller de Lucien Bouchard, Jean-François Lisée, c'est qu'on se servira du Sommet comme levier.»

Lors d'une rencontre informelle, en juin, quelque temps après sa libération, rapporte Trân Triêu Quân, M. Lisée l'a assuré «qu'il est prévu de faire la promotion de mécanisme à l'organisation d'élections démocratiques», lors de la rencontre internationale. Selon M. Trân, les principaux bailleurs de fonds pour la francophonie (notamment la France et le Canada) se seraient entendus là-dessus.

Pour celui qui a été contraint à l'exil, c'est la meilleure nouvelle qui soit. Selon lui, tout progrès véritable passe par là pour son pays d'origine dont il vante les grandes possibilités.

«Je crois au développement du Vietnam. En termes de ressources naturelles, il est très intéressant - la guerre a longtemps empêché leur exploitation -. C'est un peuple très travaillant. Le taux d'illettrés est très bas.

«Mais tout changement passe par l'organisation d'élections, décrète-t-il. S'il n'y a pas de modifications politiques importantes, le pays va plafonner. Le Vietnam va en rester au textile, au (revenu de) 35 \$ par mois.

«Le Parti communiste veut bien donner un peu de liberté, mais il reste très, très ferme sur son rôle politique. Si vous parlez de multipartisme, cela vous conduira directement en prison.»

Trân illustre l'ambivalence du PC par le sort réservé aux trois millions et demi de Vietnamiens qui vivent comme lui en expatrié. «Le Parti est très sensibilisé au potentiel économique. Il est intéressé à leur expertise, à leur argent et leur réseau d'influence. Mais je reviens à sa philosophie de base: il veut préserver à tout prix son rôle de dirigeant du pays.»

Les changements n'interviendront cependant pas sans aide, prévient Trân. Il dit ne pas croire à la seule approche humanitaire pour infléchir la volonté des gouvernants actuels. «Je crois que les gouvernements doivent faire continuellement pression.»

- END -

(11)

Le Devoir

Le Sommet du renouveau et de l'incertitude; La plus haute justification de la Francophonie, c'est d'être un rendez-vous de l'universel, un lieu d'affirmation et de rencontre de toutes les cultures et, au besoin, un lieu de résistance

le jeudi, novembre 13, 1997 page: A9

From Le Devoir

L'auteur a été le premier secrétaire général de l'Association des universités de langue française (AUPELF-UREF) et de l'Agence de coopération des pays francophones (ACCT)

La Ville conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage (pour reprendre l'appellation officielle) ou le VIIe Sommet francophone, selon l'usage courant, qui aura lieu à Hanoï du 16 au 18 novembre, va marquer un tournant dans la vie de l'institution et se déroulera par ailleurs dans une conjoncture préoccupante.

Ce sommet marquera un tournant d'abord parce que la communauté francophone se réunit pour la première fois en Extrême-Orient, ou il est devenu urgent de rétablir une base de rayonnement français, que le Vietnam (et l'ancienne Indochine en général) est naturellement désigné pour accueillir. Le VIIe Sommet sera ensuite celui d'une grande mutation des institutions, qui devrait assurer une plus grande cohérence, une meilleure visibilité et imprimer un nouvel élan à la communauté, en particulier avec la création du poste de secrétaire général de la Francophonie: il paraît acquis que le premier titulaire sera Boutros Boutros Ghali, intellectuel égyptien, ancien ministre et ancien secrétaire général des Nations unies.

La conférence se tiendra dans une conjoncture où se posent plusieurs interrogations et où se manifestent diverses inquiétudes quant à l'avenir (à moyen terme, cinq à dix ans) d'une communauté impressionnante à certains égards mais ambiguë et fragile à d'autres. Et dont les derniers mois ont confirmé la quasi-impuissance sur le plan politique. Il est vrai qu'une communauté beaucoup plus ancienne comme le Commonwealth connaît aussi une sensible réduction de son autorité comme le démontre la situation au Nigeria et en Sierra-Leone. Que le Sommet soit une manifestation naturellement politique et que la Francophonie se veuille désormais politique n'empêche pas que sa justification première reste de l'ordre culturel, largement entendu. On peut redouter d'ailleurs l'absence des chefs d'État de plusieurs pays troublés ou convalescents d'Afrique centrale.

Une expansion ambiguë

On peut douter qu'il soit sain et sage de convoquer ces rencontres au sommet tous les deux ans, voire plus souvent (sept en moins de douze ans): une fréquence triennale permettrait de faire des économies non négligeables et de réduire le risque de banalisation. Au reste, comme les Sommets de toute nature dont notre époque fait une dangereuse consommation, ceux de la communauté francophone sont d'abord des opérations de relations publiques, politiquement utiles, psychologiquement nécessaires mais dont le retentissement serait d'autant plus grand qu'elles se feraient plus rares.

Lorsque s'ouvrira à Hanoï (Vietnam), à la mi-novembre 1997, la septième Après celles de Paris-Versailles en février 1986, Québec en septembre 1987, Dakar en mai 1989, Paris-Chaillot en novembre 1991, Maurice en octobre 1993, Cotonou (Bénin) en décembre 1995. conférence au sommet des pays ayant le français en partage, les chefs d'État ou de gouvernement de quarante-sept pays - plus deux gouvernements participant - y seront présents ou représentés. Rappelons que lors de la création de l'Agence de coopération culturelle et technique (première expression officielle de la francophonie gouvernementale), il y avait vingt-deux pays adhérents et un gouvernement participant (le Québec). C'est dire qu'il y a eu en gros doublement du nombre des membres en un quart de siècle, environ. (L'Agence

19 compte 39 États membres, cinq États associés, deux gouvernements participants. Les mêmes et trois autres États, soit 49 délégations, se retrouveront au Sommet de Hanoi.)

Cela marque incontestablement une réussite et autorise un prudent optimisme mais ne justifie pas les bulletins de victoire. L'expansion incontestablement rapide du cercle de famille a aussi quelque chose de relativement ambigu, sinon d'un peu artificiel. Ce doublement en vingt cinq ans est impressionnant, il n'est peut-être pas parfaitement sain: il ne va pas, en tout cas, sans poser quelques problèmes. Jusqu'à l'an dernier, il n'existait pas de critères clairs pour l'admission de nouveaux membres; ceux qui ont été adoptés lors du Sommet de Cotonou laissent une grande marge d'appréciation quant à la réalité de la qualité francophone du pays candidat, à la mesure de sa francité. Depuis les années 1980, l'expansion s'est réalisée dans une certaine équivoque, en tout cas dans un grand flou, ou les bons sentiments, la conjoncture internationale, les circonstances et les calculs politiques (sans connotation forcément péjorative), l'obsession puérile du nombre, ont tenu lieu de critères. L'admission a été prononcée parfois plus en fonction de l'opportunité, réelle ou estimée, ou en raison de la pression de membres influents de la communauté qu'à cause de l'importance effective de la langue française dans le pays considéré.

Les représentants de certains États membres ont paru estimer qu'il fallait à tout prix faire nombre, que la taille importait d'abord, ce qui a conduit inévitablement à un certain laxisme. Il ne sera pas facile de corriger cette dérive en dépit de la prise de conscience, tardive, d'un problème devenu sinon aigu, du moins embarrassant; on peut même redouter que le problème ne s'aggrave, sauf sursaut salvateur.

Francité variable

La nature de la relation à la langue française de chacun des pays membres (et des candidats ou aspirants éventuels) est fort diverse, culturellement, historiquement, juridiquement et fonde à son tour un autre classement, le plus important. Il permet de répondre, dans une certaine mesure, à la fameuse question: qu'est-ce qu'un pays francophone, et conduit à distinguer pays de langue française et pays francophones. Même alors, la réponse ne saurait être catégorique, d'autant que pour de multiples raisons, sous l'action de multiples facteurs, le rapport de chacun des pays concernés à la langue française peut varier sensiblement dans le temps.

Les habitants des pays dits francophones ne sont pas tous francophones, il s'en faut. Le pourcentage de francophones réels varie énormément, de 2 ou 3 %, voire moins (les pays de l'ex-Indochine, par exemple, ou l'Égypte) à 100 % en France et en Communauté française de Belgique, en passant par des pourcentages de 10 à 75 % en Afrique noire et au Maghreb, et quelque 85 % au Québec. Par ailleurs, il faut tenir compte des francophones habitant des pays non francophones (leur nombre n'est pas négligeable). Rappelons, enfin, que le poids et l'influence d'une langue ne tiennent pas d'abord au nombre de ses locuteurs mais à leur distribution géographique, à l'ancienneté de la pénétration de cette langue ainsi qu'à son prestige dans les domaines culturel et scientifique. C'est pourquoi le français reste aujourd'hui la deuxième langue internationale, fut-ce loin derrière l'anglais.

La caractéristique la plus importante, peut-être, de cette communauté singulière qu'est la Francophonie réside dans la richesse du dialogue et des échanges Nord-Sud qu'elle appelle et approfondit naturellement, avec le souci d'une part de mettre un terme à ce qu'avaient de léonin les rapports économiques traditionnels, de l'autre d'assurer une meilleure connaissance des civilisations des pays du Nord et de corriger le déséquilibre qui a trop longtemps régné en matière de dialogue des cultures.

Un facteur d'universalisme

Comme la langue française, qui la fonde et qui l'exprime, la Francophonie a en effet vocation naturelle à l'universel; elle s'authentifie en se dépassant. Avec les communautés similaires déjà aménagées ou en gestation, à travers le monde, elle contribue à conjurer le péril redoutable de l'uniformisation qui est l'exact contraire de l'universalisme, autant qu'elle concourt à favoriser l'expression de toutes les cultures qui la composent et leur constant dialogue.

Nous savons que les grands ensembles qu'appelle notre époque ne peuvent être salutaires que s'ils expriment une alliance fraternelle des patries, c'est-à-dire des identités, dont la permanence est essentielle à la définition d'un humanisme pour notre temps. L'enracinement est la condition première de l'universel. Et servir l'universel, c'est protéger, promouvoir, voire exalter le singulier, les cultures, les nations et les personnes singulières contre la montée de l'homogène. La plus haute justification de la Francophonie, c'est d'être un rendez-vous de l'universel, un lieu d'affirmation et de rencontre de toutes les cultures et, au besoin, un lieu de résistance.

- Léger, Jean-Marc

- END -

Le Devoir

Le Septième Sommet de la Francophonie à Hanoï, au Vietnam, du 14 au 16 novembre: Francophonie et droits de la personne; La Francophonie doit appuyer la création de la Cour criminelle internationale

le jeudi, novembre 13, 1997 page: A9

From Le Devoir

Président du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique

Le prochain Sommet de la Francophonie s'ouvrira bientôt à Hanoï, plus précisément du 14 au 16 novembre prochain. L'élection d'un Secrétaire général de la Francophonie retiendra à juste titre l'attention des observateurs, puisque ce Secrétaire général sera appelé à jouer à l'avenir un rôle politique majeur. Mais il reste que son rôle sera grandement défini par les principes qui seront adoptés dans la Déclaration et le Plan d'action du Sommet de Hanoï. A cet égard, nous souhaitons aujourd'hui exprimer nos attentes plus précisément en ce qui concerne le volet de la Déclaration qui portera sur la démocratie, l'État de droit et les droits de la personne et sur l'importance d'appuyer le projet de création d'une Cour criminelle internationale.

Il faut d'abord se réjouir de voir dorénavant ce sujet explicitement abordé par les chefs d'États et de gouvernement des pays ayant le français en partage. Les efforts en ce sens se poursuivent maintenant depuis quelques Sommets. Déjà, en octobre 1993, à Maurice, le Sommet s'était engagé à amplifier ses actions pour donner à tous les pays les moyens de conjuguer les notions de droit et de développement et pour établir un État de droit. En décembre 1995, à Cotonou, le dernier Sommet a formellement soutenu «les efforts nécessaires pour consacrer à la Justice les moyens budgétaires requis, en vue de renforcer l'État de droit, la démocratie, la protection des droits de l'homme et la paix sociale». De plus, il a fait siennes les conclusions et les orientations dégagées préalablement au Caire par la Conférence des ministres de la Justice, approuver le plan d'action issu de cette conférence et s'est engagé à appuyer sa pleine réalisation.

Mais dans ce domaine comme ailleurs, on ne peut plus se contenter de mots, les cruelles réalités ayant éclaté partout dans le monde nous le rappelant quotidiennement. Aussi faut-il non seulement faire connaître la déclaration et le plan du Caire, mais surtout s'assurer du suivi qui doit leur être accordés. Or, à cet égard, les quelques informations qui circulent ne sont guère encourageantes. Il semble, en effet, d'une part, que très peu de pays n'aient fait connaître jusqu'à présent les informations permettant de juger de l'application de ces mesures, et, d'autre part, qu'encore une fois le droit du commerce et des affaires soit privilégié au détriment des droits de la personne.

Il faut donc rappeler aux chefs d'État et de gouvernement de la Francophonie les engagements qu'ils ont pris en 1995 et les inviter à redoubler d'efforts pour qu'enfin la Francophonie réponde aux attentes de la société civile en matière de droits de la personne et de développement démocratique. A cet égard, le Comité de la francophonie du Réseau des droits de la personne au plan international, auquel nous participons, a récemment lancé un appel aux gouvernements du Canada, du Québec et du Nouveau-Brunswick, les invitant à présenter lors du prochain Sommet des recommandations précises notamment afin d'assurer la mise en oeuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de renforcer les mécanismes de surveillance de la Convention relative aux droits de l'enfant, de garantir effectivement les droits des réfugiés et ceux des détenus. En outre, une invitation a été lancée aux organisations non gouvernementales et aux représentants de bon nombre d'États participant à la Francophonie afin qu'ils appuient formellement, lors du prochain Sommet, la création de la Cour criminelle internationale et, pour sa part, le Réseau canadien pour l'établissement d'une Cour criminelle internationale a invité formellement le gouvernement du Canada à présenter une

proposition en ce sens.

Chose certaine, la création de cette cour donnerait à la communauté internationale un puissant outil permettant de juger les personnes responsables de la commission de crimes graves, comme ceux du génocide, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. De plus, une déclaration formelle de la Francophonie à cet égard pourrait entraîner plusieurs effets positifs:

- elle augmenterait la conscience de l'importance de la création de la Cour criminelle internationale;
- elle renforcerait et augmenterait la participation des États et gouvernements membres de la Francophonie aux réunions du Comité préparatoire ainsi qu'à la conférence diplomatique plénipotentiaire qui doit se tenir en Italie en juin 1998;
- elle permettrait une meilleure collaboration entre les ONG qui plaident en faveur de la création de cette cour et les ONG établies dans les pays de la Francophonie;
- elle favoriserait la ratification par un plus grand nombre d'États membres de la Francophonie de la convention créant la Cour criminelle internationale;
- elle approfondirait et soulignerait à nouveau l'engagement de la Francophonie envers la démocratie, les droits de la personne et l'État de droit et compléterait les programmes établis en ce sens par les différents ministères de la Justice au sein de la Francophonie.

Le communiqué final de la récente réunion du Commonwealth a reconnu l'importance que revêtira la création d'une Cour criminelle internationale pour le développement de la primauté du droit et a encouragé la participation de tous les États aux réunions du comité préparatoire ainsi qu'à la conférence diplomatique plénipotentiaire qui doit avoir lieu à ce sujet, en Italie, l'an prochain. Le Canada, qui est membre et du Commonwealth et de la Francophonie, est par conséquent bien placé pour veiller à ce qu'une déclaration semblable soit également adoptée lors du prochain Sommet de Hanoï.

Le lien entre la défense des droits de la personne et la nécessité de créer des mécanismes internationaux n'est plus à faire. A quelques jours du début de l'année commémorant le 50e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, faut-il rappeler les propos de René Cassin, qui insistait à l'époque pour que «le droit de regard de l'humanité sur les rapports de l'État et de l'individu soit affirmé». Cette même volonté est exprimée aujourd'hui, que ce soit en France, au Sénégal, au Burkina-Faso, en Haïti, au Cambodge ou, bien entendu, au Vietnam, par les organisations de défense des droits de la personne qui prient instamment leurs gouvernements d'enfin enraciner l'État de droit, la démocratie et les droits de la personne aussi bien dans les institutions multilatérales qu'au quotidien. Avoir le français en partage, certes, et à bon droit, mais dans une perspective de respect de la dignité humaine, ou qu'elle soit.

- Allmand, Warren

- END -

12

Le Devoir

Quand la Francophonie se porte comme une fleur au chapeau

le jeudi, novembre 13, 1997 page: A1

From Le Devoir

Dans la ville-hôtesse de la rencontre biennale des pays francophones, les vestiges architecturaux de cent années de colonisation française sautent aux yeux, mais la francophonie ne saute pas aux oreilles. Pour bon nombre de participants au 7e Sommet des pays ayant le français en partage, c'est une légère déconvenue de devoir parler en anglais pour se faire comprendre des employés d'hôtels ou des chauffeurs de taxis de Hanoï.

Dans ce pays de 77 millions d'habitants, on estime à cinq cent mille à peine le nombre de francophones, pour la très grande majorité des personnes de plus de soixante ans. Cela fait plus de quarante ans - depuis Dien Bien Phu et la retraite de la France en 1954 - que l'enseignement du français a cessé dans les écoles du pays et qu'il a même été banni jusqu'à une date récente. Depuis une dizaine d'années pourtant, la langue française recommence à se développer dans le système éducatif.

«Il y a au Vietnam une francophonie d'appel, dit un membre de la délégation québécoise. C'est un pays qui veut retrouver sa francophonie, qui cherche à reconquérir le français et lui donner une place de langue seconde.»

Dans l'école primaire Binh Minh - autrefois Honoré-de-Balzac -, Vuong Yen Ngoc est professeur de français, responsable des classes bilingues où sont inscrits 120 élèves de six à dix ans, sur un total de 600 enfants dans l'école. A la récréation, on entend les enfants chanter Frère Jacques et, dans la classe, ils saluent la maîtresse d'un tonitruant «Bonjour mademoiselle!», en chœur et debout. Les plus petits apprennent à parler et à lire le français, à raison de dix heures par semaine; les plus grands font aussi des mathématiques et de la biologie en français. L'école est subventionnée en partie par le gouvernement et en partie par les parents des élèves. Les manuels de français et le matériel didactique sont fournis par l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche universitaire (AUPELF-UREF), qui subventionne aussi en partie le salaire des professeurs de français.

Des écoles primaires bilingues - français et vietnamien -, il y en a dix à Hanoï. Créées il y a cinq ans par le ministère de l'Éducation, ces classes bilingues ont la réputation de donner un enseignement de qualité et seuls les meilleurs élèves y sont acceptés sur examen. «Ce sont les parents qui insistent pour que leurs enfants fréquentent ces classes bilingues, explique Vuong Yen Ngoc, car ils veulent qu'après cinq ou six années d'école, leurs enfants connaissent au moins deux langues et les apprennent dans de bonnes conditions. Après, au niveau supérieur, les enfants pourront apprendre une autre langue, l'anglais par exemple.» Les élèves des classes bilingues sont pour la plupart des enfants de cadres et de fonctionnaires de l'État. Au Vietnam, il y a une image élitiste attachée à l'enseignement et à la pratique du français. «C'est un peu comme une décoration, un signe de noblesse», dit Nguyen Tuong, rédacteur en chef du quotidien Le Courier du Vietnam.

«Il faut comprendre que le Vietnam est pauvre. Les gens modestes, qui veulent s'en sortir, apprennent l'anglais pour pouvoir travailler dans le tourisme, dans les hôtels et les restaurants. Le français n'ouvre pas immédiatement de portes; même si vous voulez travailler dans des banques françaises au Vietnam, il vous faudra connaître l'anglais. Pour le Vietnam, la francophonie est un luxe s'il elle ne va pas de pair avec le développement économique, la promotion des échanges commerciaux. Sans cela, c'est un rêve, la francophonie pour nous.»

Le Courier du Vietnam est le seul quotidien entièrement français au Vietnam et il a environ quatre mille lecteurs chaque jour. Une partie de son lectorat est composé de personnes âgées, qui ont appris le français à l'école primaire sous le régime français et le parlent impeccablement. Une autre partie est composée de jeunes universitaires et de jeunes diplômés d'écoles de langue. Nguyen Tuong croit pourtant que son journal aura encore des lecteurs dans vingt ans, car, dit-il, «la francophonie progresse aujourd'hui au Vietnam». Principalement parce que les autorités vietnamiennes en ont décidé ainsi depuis leur participation au premier sommet de la Francophonie en 1986, convaincues que le français - à côté de l'anglais indispensable - pouvait apporter un avantage comparatif dans une région où l'anglais est la véritable lingua franca. «Pour que le français s'implante plus solidement et pour que ce soit un projet d'avenir, il faut que cela débouche sur de la formation, des emplois et permette une ouverture sur le monde», déclarait récemment Ton Nu Thi Ninh, ministre-adjoint des Affaires étrangères.

On dénombre aujourd'hui environ 75 000 élèves étudiant le français au Vietnam. Certains sont encouragés à le faire par leurs parents, d'autres le font pour des raisons plus mystérieuses, comme cette jeune interprète qui dit avoir étudié le français parce que son père le parlait, l'ayant appris tout seul en

123

(16)

cache à une époque où le français était interdit au Vietnam.

Et il y a ceux qui l'ont appris il y a bien longtemps, qui l'ont un peu oublié et qui veulent se rafraîchir la mémoire. Pham Quang Hong est de ceux-là. A 76 ans, il furete dans la section française d'une petite librairie de Hanoï. Il a déniché Les Fables de La Fontaine, en édition bilingue. A trois dollars, il trouve que le livre est cher, mais il l'achètera quand même. Il ne lira pas le texte en vietnamien - «mal traduit» -, mais en français, pour «réviser», parce que sa mémoire le trahit. Il se rappelle quand même avoir passé le «baccalauréat métropolitain» en 1938. Il aimerait bien relire La Mare au diable, Manon Lescaut et surtout Les Misérables. Mais «à l'occasion du Sommet de la Francophonie, dit-il, La Fontaine fera l'affaire pour remuer ses souvenirs d'une langue qui s'est comme endormie en lui».

- Tramier, Sylviane

- END -

Bouchard quitte Shanghai pour se rendre à Hanoi

P.36

HANOI (PC) — Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard a délaissé son rôle de commis voyageur pour reprendre celui de chef politique.

MARIE TISON

M. Bouchard a mis fin hier matin, à Shanghai, à sa visite de 12 jours en Chine dans la cadre de la tournée commerciale de Mission Québec.

Alors que les entrepreneurs québécois s'embarquaient à bord d'un vol nolisé de Canadien International pour rentrer au Québec, le premier ministre s'envolait pour Hanoi, où se tiendra le sommet de la Francophonie.

En outre, il s'agira de la première participation d'un premier ministre québécois souverainiste à un sommet de la Francophonie. En 1995, au sommet de Cotonou, le premier ministre démissionnaire Jacques Parizeau avait délégué le ministre Bernard Landry pour représenter le gouvernement du Québec.

La 7^e Conférence des chefs d'État et de gou-

vernement des pays ayant le français en partage débutera officiellement demain matin, pour prendre fin dimanche.

Les ministres responsables du dossier de la Francophonie se sont rencontrés mardi et hier à Hanoi pour peaufiner l'ordre du jour et le cadre des discussions.

Un secrétaire

Le directeur-adjoint de la commission de coordination du comité national d'organisation du programme, M. Luong Van Ly, a fait savoir en conférence de presse hier soir que le suspense ne sera pas au rendez-vous en ce qui concerne l'élection d'un secrétaire général.

Les ministres responsables ont en effet constaté qu'il ne restait plus qu'une candidature en lice, celle de l'ancien secrétaire-général de l'Organisation des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali.



Photo AP

JACQUES CHIRAC a plaidé hier pour un « partenariat privilégié » entre la France et le Vietnam au premier jour de sa visite d'État à Hanoi. Il marche ici avec le premier ministre Phan Van Khai.

Cette candidature sera transmise aux chefs d'État et de gouvernement, qui devraient l'entériner dimanche.

En 10 ans d'existence, la Francophonie ne s'était jamais donné de secrétaire général. Au dernier sommet, toutefois, les chefs d'État et de gouvernement ont constaté l'importance de se donner une telle figure de proue pour pouvoir s'afficher comme un interlocuteur crédible parmi les autres grands organismes multilatéraux.

Stature

Ils se cherchaient donc quelqu'un qui possède une stature internationale et qui ait ses entrées dans les organismes multilatéraux et dans les pays de l'extérieur de la Francophonie. Le Canada, le Québec et la France et plusieurs autres pays ont trouvé leur homme en la personne de M. Boutros Ghali, mais certains pays auraient préféré l'ancien président du Bénin, M. Dérélin Zinsou. Ce dernier n'a pas maintenu sa candidature.

Le Journal de
montréal

13 NOV. 1997

IMF
PRC
CPF

125

18

Infomart Direct

Bouchard en route vers le sommet de Hanoï

Thursday, November 13, 1997 page: 18

From Le Droit

Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard a délaissé son rôle de commis voyageur pour reprendre celui de chef politique. M. Bouchard a mis fin hier matin, à Shanghai, à sa visite de 12 jours en Chine dans le cadre de la tournée commerciale de Mission Québec. Alors que les entrepreneurs québécois s'embarquaient à bord d'un vol nolisé de Canadien International pour rentrer au Québec, le premier ministre s'envolait pour Hanoï, où se tiendra le sommet de la Francophonie. La 7e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage débutera officiellement demain matin, pour prendre fin dimanche.

- END -

226

26

La Presse

Classe bilingues

le jeudi, novembre 13, 1997 page: B7

From La Presse

Les classes bilingues mises en place depuis trois ans au Vietnam à une échelle inégalée dans le monde apparaissent comme le seul espoir d'y relancer la francophonie. Dans les classes bilingues, tous les enseignants sont vietnamiens, et seuls les conseillers pédagogiques, des Français, Belges, Canadiens, fournissent l'encadrement indispensable. A partir du collège, les mathématiques, la biologie ou la physique sont enseignés en français. Le but est la reconnaissance par les autres pays francophones d'un baccalauréat vietnamien avec mention francophone.

- END -

(29)

La Presse

Vietnam-France; Importants contrats

le jeudi, novembre 13, 1997 page: D16

From La Presse

Le premier jour de la visite d'État du président Jacques Chirac au Vietnam a été marqué par la signature d'importants contrats qui renforcent la présence française dans ce pays, assortie d'une requête de la France sur les droits de l'homme. Accompagné d'une vingtaine de patrons, il a également insisté sur la nécessité de faciliter «les conditions de travail des entreprises» étrangères au Vietnam. Trois contrats d'un total de plus de 710 millions de dollars ont été signés, ce qui permet à la France de quasiment doubler son investissement dans ce pays. Le ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine a remis une liste de 40 prisonniers politiques vietnamiens pour lesquels la France demande «une mesure de clémence», dont l'écrivain et journaliste Doan Viet Hoan.

- END -

30

La Presse

Riches et pauvres

le jeudi, novembre 13, 1997 page: B7

From La Presse

Certaines des nations les plus pauvres et les plus riches du monde se retrouvent à Hanoï pour le Sommet de la francophonie afin de réaffirmer une langue et une culture communes, mais également cette fois-ci pour construire une coopération économique. Les observateurs ne s'attendent toutefois pas à des résultats spectaculaires en matière d'accroissement des flux commerciaux ni de l'investissement entre les 49 pays membres du mouvement francophone. Il faut davantage que le ciment d'une langue commune pour construire des fondations économiques solides entre des pays si disparates, soulignent-ils. «La francophonie est si hétérogène. Vous avez essentiellement quelques pays européens, le Canada et un groupe d'anciennes colonies françaises sous-développées en Afrique», explique un économiste francophone basé à Hanoï. «Il est bien-sûr souhaitable d'accroître le commerce, mais on ne peut pas s'attendre à grand-chose», ajoute-t-il.

- END -

bl

La Presse

Liberté et solidarité

le jeudi, novembre 13, 1997 page: B7

From La Presse

A l'occasion du 7e Sommet de la francophonie qui se tient à Hanoi, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) appelle les pays francophones à devenir des modèles dans le monde en matière de liberté et de solidarité. Aucun pays n'est épargné de la France à la Suisse en passant par le Vietnam (pays hôte du Sommet), les pays du Maghreb ou d'Afrique. Dans un communiqué diffusé à Paris, la FIDH «lance un appel aux chefs d'État et de gouvernement présents à Hanoi pour faire des droits de l'homme et de la démocratie le moteur et le noyau d'une francophonie active et engagée».

- END -

32

La Presse

La Thaïlande délaissée

le jeudi, novembre 13, 1997 page: B7

From La Presse

L'ancienne et influente communauté francophone de Thaïlande se sent tenue à l'écart du Sommet de Hanoi, délaissée par la francophonie institutionnelle, au coeur d'une région pourtant bien plus riche et développée que l'ex-Indochine française. Avec ses 60 millions de consommateurs, des classes moyennes et un niveau de développement incomparablement plus élevé que ses voisins francophones, la Thaïlande, au même titre que la Corée du Sud et l'Indonésie, est un marché incontournable en Asie. Atout supplémentaire, de par sa situation, elle a une vocation régionale. Il y a autant d'apprenants du français en Thaïlande 50 000, selon les chiffres officiels que de francophones vietnamiens qui pratiquent couramment la langue. L'enveloppe culturelle de la France pour le Vietnam est cinq à six fois plus importante. Les milieux d'affaires souhaiteraient un engagement plus actif de la France et de la francophonie en Thaïlande, alors même que le Sommet de Hanoi affiche des ambitions économiques.

- END -

33

La Presse

Un sommet qui innove

le jeudi, novembre 13, 1997 page: B7

From La Presse

Le Sommet de la francophonie qui s'ouvre à Hanoï innove par rapport aux précédentes éditions : c'est le premier à se tenir en Asie et il aura une dimension politique et économique nouvelle, à un moment où les 49 pays ou gouvernements membres tentent d'affirmer d'autres ambitions. Dans une Asie dynamique en dépit des fortes turbulences monétaires actuelles, le français est extrêmement minoritaire et laminé par la langue des affaires qu'est l'anglais, même si des efforts sont déployés pour le relancer dans les pays de l'ancienne Indochine (Vietnam, Cambodge, Laos), tous trois membres du mouvement francophone. La décision de déplacer un sommet en Asie relève du souci d'ouvrir une nouvelle frontière à la francophonie.

- END -

IMF
CPF

Canada, Canada-Quebec share world stage at Vietnam summit

Hardline separatists
will scrutinize behaviour
of Bouchard

BY JACK AUBRY
The Ottawa Citizen



HANOI — A separatist Quebec premier will share the world stage with Canada's prime minister for the first time Friday when 46 countries meet here for the opening of the summit of La Francophonie.

Premier Lucien Bouchard and Prime Minister Jean Chrétien face unavoidable risks when they sit down, side by side, at the conference of countries who use French as a common language.

For Mr. Bouchard, it's the risk of a new humiliation by agreeing to play a subordinate role to Mr. Chrétien, a status emphasized by his name card at the summit table that will read "Canada-Quebec."

During a trade mission to China last week, Mr. Bouchard indicated he accepted a secondary role abroad. "As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian Embassy."

The co-operative approach has already attracted heat from hardline separatists in Quebec who are suspicious of his commitment to the sovereignty movement and want Mr. Bouchard to show his sovereigntist colours at the summit in Vietnam.

The risk for Mr. Chrétien is that the Bouchard who shows up may be the more candid premier who, in an October visit to Paris, said he and the separatists "win" just by being in Hanoi.

"The mere presence of a Quebec premier who will have direct access to all the heads of states of governments that are there, a Quebec premier who presides over a sovereigntist government, certainly that constitutes in itself an aspect that won't be forgotten by anybody."

Previous Quebec delegations to La Francophonie have represented provincial Liberal governments. When the last summit was held in 1995, the Parti Québécois, consumed

by the referendum, declined to attend.

At a briefing with reporters last week, senior federal officials played down any possible frictions.

"Canadian domestic issues, issues of separation, will not be the priority for the other members there. They have enough problems of their own," said one official. "They are not interested in any way in seeing the split-up of their individual countries."

Federal and Quebec officials have thoroughly discussed all the major issues before the conference. While the federal government says it expects Quebec to "play by the rules," it predicts the separatists will use every opportunity it gets in the corridors with other countries' diplomats to lay the groundwork for future discussions.

Quebec's secret 1997-2000 strategic plan for international relations, obtained this week by *The Montreal Gazette*, shows the province wants to lay the foundations for seeking international recognition as a sovereign country after declaring independence unilaterally. The document suggests Quebec give aid to "privileged" African nations in return for "a form of reciprocity on the economic and political levels."

Federal officials say Mr. Chrétien will be too busy to be preoccupied by Quebec. The official agenda includes the election of Boutros Boutros-Ghali, the former United Nations secretary general, as the Francophonie's first secretary general and the selection of Moncton, N.B. for the 1999 summit. New Brunswick is represented at the summit by Premier Ray Frenette.

More than three-quarters of La Francophonie's members are developing countries, most from central and west Africa. Other summit issues include economic co-operation and the opening of the Internet to francophones.

The prime minister will use his time at the summit urging countries such as Egypt and Vietnam to sign the new Ottawa-sponsored treaty banning land-mines and promoting human rights, especially among African countries and Vietnam.

FOCUS: THE FRANCOPHONIE

Sharing the world stage

B.1

IMF
CPE

Risks for Chrétien, Bouchard at French conference

JACK AUBRY
Southam Newspapers

HANOI - A separatist Quebec premier will share the world stage with Canada's prime minister for the first time tomorrow when 46 countries meet here for the opening of the summit of the Francophonie.

Premier Lucien Bouchard and Prime Minister Jean Chrétien face unavoidable risks when they sit down, side by side, at the conference of countries who use French as a common language.

For Bouchard, it's the risk of a new humiliation by agreeing to play a subordinate role to Chrétien, a status emphasized by his name card at the summit table, which will read "Canada-Quebec."

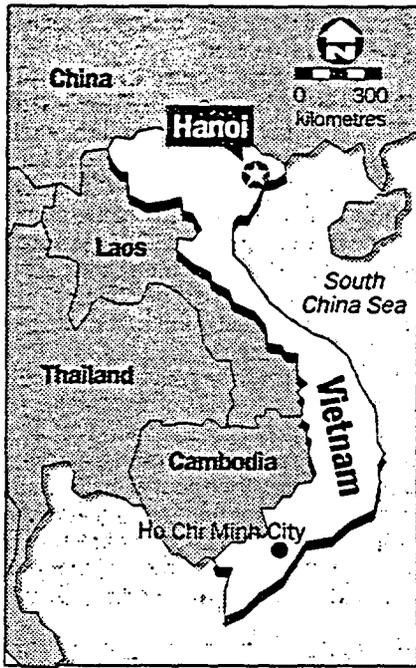
Last week, during a trade mission to China, Bouchard indicated he accepted a secondary role abroad. "As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian embassy."

The co-operative approach has already attracted heat from hard-line separatists in Quebec who are suspicious of his commitment to the sovereignty movement and want Bouchard to show his sovereigntist colours at the summit in Vietnam.

The risk for Chrétien is that the Bouchard who shows up may be the more candid premier who, in an October visit to Paris, said he and the separatists "win" just by being in Hanoi.

"The mere presence of a Quebec premier who will have direct access to all the heads of states of governments that are there, a Quebec premier who presides over a sovereigntist government, certainly that constitutes in itself an aspect that won't be forgotten by anybody." He vowed to "strongly affirm Quebec's presence."

Previous Quebec delegations to the Francophonie have represented provincial Liberal governments. When the last summit was held in 1995, the



PAUL PERREAULT/Southam Newspapers

Parti Québécois government was consumed by the referendum and declined to attend.

At a briefing with reporters last week, senior federal officials played down any possible frictions.

"Canadian domestic issues, issues of separation, will not be the priority for the other members there. They have enough problems of their own," said one official. "They are not interested in any way in seeing the split-up of their individual countries."

Federal and Quebec officials have thoroughly discussed all the major issues before the conference. "There is agreement on all the main substantive issues - we are going starting on the right foot."

While the federal government says it expects Quebec to "play by the rules," it predicts the separatists will use every opportunity it gets in the corridors with other countries' diplomats to lay

the groundwork for future discussions.

Quebec's secret 1997-2000 strategic plan for international relations, obtained this week by *The Gazette*, shows the province wants to lay the foundations for seeking international recognition as a sovereign country after declaring independence unilaterally.

"The Francophonie constitutes the forum par excellence for the affirmation of Quebec's specific personality on the international stage," says the document. It suggests Quebec give aid to "privileged" African nations in return for "a form of reciprocity on the economic and political levels."

Bouchard must be careful not to be too obvious about his shmoozing because he was slammed by the Quebec media during his recent trip to Paris for going cap in hand for recognition. It was considered undignified.

For the record, federal officials say Chrétien will be too busy to be preoccupied by Quebec.

The official agenda includes the election of Boutros Boutros-Ghali, the former United Nations secretary-general, as the Francophonie's first secretary-general and the selection of Moncton, N.B., the only bidder, for the 1999 summit. New Brunswick is represented at the summit by Premier Ray Frenette.

More than three-quarters of the Francophonie's members are developing countries, most from impoverished central and west Africa. Other summit issues include economic co-operation and the opening of the Internet to francophones.

The prime minister will use his time at the summit urging countries such as Egypt and Vietnam to sign the new Ottawa-sponsored treaty banning land mines and promoting human rights, especially among African countries and Vietnam.

OTTAWA CITIZEN

Bouchard's principles Page B9

20

Calgary Herald

Bouchard trades roles for talks

Thursday, November 13, 1997 page: E3

From Calgary Herald - FINAL EDITION

Quebec Premier Lucien Bouchard is about to trade in his role as a travelling salesman in Asia and become a bona fide political leader once again for the francophone summit.

But it's unclear just how much of an opportunity Bouchard will get to pitch sovereignty during the meeting of French-speaking countries, which officially begins Friday.

Leaders will be busy discussing economic development, culture, technology, human rights and a new and more political role for La Francophonie -- the international organization of French-speaking states.

Prime Minister Jean Chretien will be pushing delegates to support his campaign to have landmines banned.

Federal officials have said the summit is not a battleground for domestic issues such as Quebec independence.

"Clearly, for us, the Quebec government has no mandate to promote the political option of its party abroad," one federal official speaking on condition of anonymity said recently.

"This political option has been submitted twice to the Quebec population and has been rejected twice."

Bouchard, who this week finished an 11-day tour of China accompanied by Quebec business people to promote investment in the province, will not be the only Canadian premier to attend the meeting. New Brunswick Premier Raymond Frenette will be on hand.

The conference will choose La Francophonie's first

secretary-general, a new job designed to raise the organization's political profile and give it more clout on issues such as human rights.

Front-runner for the post is former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali.

Boutros-Ghali was head of the UN for five years and is a former Egyptian deputy prime minister who speaks fluent French. He represents a developing country, an increasingly important distinction in an organization where most of the states are from Africa.

Canada and France prefer Boutros-Ghali for the job, although some other countries support the former president of Benin, Derlin Zinsou, who is not running.

La Francophonie, often compared with the English-speaking Commonwealth, has generally lacked that organization's public profile and influence.

It grew out of an agency, founded in 1970, which concentrated on cultural, scientific, and technical co-operation and steered clear of political issues.

Though its members are all at least partly French-speaking, French is far from the majority language in many -- including Canada and this year's host country of Vietnam.

- The Canadian Press

- END -

135

(2)

The Gazette - Montreal

Mr. Bouchard's shifting principles

Thursday, November 13, 1997 page: B2

From Montreal Gazette - FINAL EDITION

Federalists have barely recovered from the unexpected thrill of seeing Quebec Premier Lucien Bouchard travel "as a Canadian citizen" while he led a 12-day-long Quebec trade mission to China.

Separatists, on the other hand, still are struggling to overcome their discomfort with the sight of their sovereignist leader in China cheerfully posing in front of the Canadian flag. They were scarcely happier with Mr. Bouchard's decision to cast aside the long-standing practice of separatist leaders not to allow federal ambassadors or other civil servants act as their chaperones abroad. Where would it all end, they wondered.

In Hanoi, one presumes.

Tomorrow marks the official start of the 7th summit of the Francophonie, which this year Hanoi will host and which will bring together nearly all of the 49 countries laying some claim to speaking French. Hanoi's claim is very slight indeed. Having shaken off its colonial past from 40 years ago, Vietnam has only a few elderly people who use French. It makes no effort to maintain any linguistic or cultural ties with French-language nations and currently prefers to encourage the learning of English as a second language for business purposes.

No matter. It's an opportunity for Mr. Bouchard. At the Hanoi summit, he can go back to being a Quebec nationalist and promoting the sovereignty option within the bounds of accepted diplomacy. By the time he reaches Vietnam, Mr. Bouchard will have shaken off his business entourage and his need to present a politically stable, bilingual, contentedly Canadian image. It was an important face to show the political and business elite that represent China's tantalizing market of 1.2 billion people, but one no longer necessary at the summit of the Francophonie.

Yet Hanoi poses difficulties of its own, quite apart from the potentially fatal (among separatists) virage diplomatique that Mr. Bouchard felt compelled to adopt in China.

Vietnam is a dictatorship. It executes its political and religious opponents, imprisons dissidents and flouts any notion of the rule of law. Yet this is the country where the Francophonie intends to expand its mission beyond the cultural to the political. It wants to become the voice for multilingualism and left-of-centre solidarity in a world increasingly dominated by global trade and business values.

Unfortunately for such a goal, the choice of Vietnam as host goes beyond being merely odd to being instead the result of rather cynical calculations. It is close to the immense Chinese market. That makes it very interesting and its failings less grievous.

Mr. Bouchard's problems become compounded: his deep-seated antipathy to Canada may start looking less the product of a principled stand and more like his only too frequent chameleon-like adaptation to prevailing circumstances. The confirmation of just how shifting his principles can be would be his tacit acquiescence, not just in China's notorious human-rights abuse, but in Vietnam's as well.

- END -

136

22

The Gazette - Montreal

Seeking a higher profile: French summit wants more active role in world affairs

Thursday, November 13, 1997 page: B1/_BREAK

From Montreal Gazette - FINAL EDITION

The seventh summit of the Francophonie opens here tomorrow, where the leaders of most of the 49 member countries will give the organization a mandate to develop a higher profile and a more active role in international affairs.

The election of the first secretary-general to oversee the activities of the organization is one of the key symbols of that new role, a post that appears set to go to former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali.

The Francophonie has long held meetings of state leaders and ministers, but the organization has had no common spokesman who could defend positions and oversee its activities.

Instead, the organization split its activities between five agencies, including its permanent council and a cooperation agency that administers programs, the ACCT, now headed by outgoing Canadian director Jean-Louis Roy.

Boutros-Ghali has long had the support of major Francophonie backers like France, Canada and Quebec, the three largest financial backers of the Francophonie programs. But the candidacy of the Egyptian has produced qualms from the delegations of some other African states.

A second official candidate, dropped out of the race ahead of Sunday's vote.

"At the moment, the only candidate on the list, if you will, is Boutros Boutros-Ghali," said Luong Van Ly, a Vietnamese official acting as deputy director of the content committee.

With Boutros-Ghali now appearing assured of victory, some African countries are now pushing for the mandate of the first secretary-general to be cut from four years to two. Ly said one African country raised the issue at the pre-summit conference of ministers responsible for the Francophonie, and it will be put to state leaders at the summit.

Quebec Premier Lucien Bouchard arrived in Hanoi yesterday, and will hold a series of two-way meetings with state leaders, including French President Jacques Chirac, before the summit opens. Prime Minister Jean Chretien is to arrive today.

Quebec became a full member of the Francophonie in the 1980s, and New Brunswick, Canada's only officially bilingual province, also sits at the conference table. Together, the three delegations wield enormous influence in the organization, not least because Canada and Quebec are respectively the second- and third-largest financial contributors to Francophonie programs, after France.

This summit will try to define a more active role for the Francophonie, despite the often uneasy mix of interests among the members, and difficulty in finding a role that suits all.

Many of the countries represented here have only small numbers of French-speakers - like Vietnam, where less than 100,000 speak French, out of a total population of more than 70 million - so there are limits in the Francophonie's role as a cultural organization.

Some members, like Canada and Quebec, would like to see the Francophonie take on a pressure role in international affairs, as the Commonwealth did in the 1980s when it isolated South Africa to pressure it to dismantle apartheid.

But it is unclear to what extent countries like France will want to see their influence in international affairs shared by a vocal secretary-general, or whether the leader of the Francophonie could take a different position from its members.

And while human rights are on the agenda at the summit, many of the members, including several African regimes, have been criticized for human-rights abuses.

The choice of Vietnam has also drawn criticism from watchdogs who say the country has a terrible rights record, and is getting worse. On Tuesday, Human Rights Watch/Asia issued a report blasting the Vietnamese government for passing a law to legitimize the detention without trial of people considered a security risk, which the group said has given formal legal sanction to the repression of political dissidents.

137

And Vietnam - which was under French colonial rule until 1954 but now has only a smattering of mostly older French speakers - has also been criticized for not doing enough to promote French, and in fact promoting English over French. The Vietnamese government has officially translated its commercial laws into English, but not French.

- CAMPBELL CLARK

- END -

24

The Ottawa Citizen

Canada, Canada-Quebec share world stage at Vietnam summit: Hardline separatists will scrutinize behaviour of Bouchard

Thursday, November 13, 1997 page: A3

From The Ottawa Citizen - FINAL EDITION

HANOI -- A separatist Quebec premier will share the world stage with Canada's prime minister for the first time Friday when 46 countries meet here for the opening of the summit of La Francophonie.

Premier Lucien Bouchard and Prime Minister Jean Chretien face unavoidable risks when they sit down, side by side, at the conference of countries who use French as a common language.

For Mr. Bouchard, it's the risk of a new humiliation by agreeing to play a subordinate role to Mr. Chretien, a status emphasized by his name card at the summit table that will read "Canada-Quebec."

During a trade mission to China last week, Mr. Bouchard indicated he accepted a secondary role abroad. "As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian Embassy."

The co-operative approach has already attracted heat from hardline separatists in Quebec who are suspicious of his commitment to the sovereignty movement and want Mr. Bouchard to show his sovereigntist colours at the summit in Vietnam.

The risk for Mr. Chretien is that the Bouchard who shows up may be the more candid premier who, in an October visit to Paris, said he and the separatists "win" just by being in Hanoi.

"The mere presence of a Quebec premier who will have direct access to all the heads of states of governments that are there, a Quebec premier who presides over a sovereigntist government, certainly that constitutes in itself an aspect that won't be forgotten by anybody."

Previous Quebec delegations to La Francophonie have represented provincial Liberal governments. When the last summit was held in 1995, the Parti Quebecois, consumed by the referendum, declined to attend.

At a briefing with reporters last week, senior federal officials played down any possible frictions.

"Canadian domestic issues, issues of separation, will not be the priority for the other members there. They have enough problems of their own," said one official. "They are not interested in any way in seeing the split-up of their individual countries."

Federal and Quebec officials have thoroughly discussed all the major issues before the conference. While the federal government says it expects Quebec to "play by the rules," it predicts the separatists will use every opportunity it gets in the corridors with other countries' diplomats to lay the groundwork for future discussions.

Quebec's secret 1997-2000 strategic plan for international relations, obtained this week by The Montreal Gazette, shows the province wants to lay the foundations for seeking international recognition as a sovereign country after declaring independence unilaterally. The document suggests Quebec give aid to "privileged" African nations in return for "a form of reciprocity on the economic and political levels."

Federal officials say Mr. Chretien will be too busy to be preoccupied by Quebec. The official agenda includes the election of Boutros Boutros-Ghali, the former United Nations secretary general, as the Francophonie's first secretary general and the selection of Moncton, N.B. for the 1999 summit. New Brunswick is represented at the summit by Premier Ray Frenette.

More than three-quarters of La Francophonie's members are developing countries, most from central and west Africa. Other summit issues include economic co-operation and the opening of the Internet to francophones.

The prime minister will use his time at the summit urging countries such as Egypt and Vietnam to sign the new Ottawa-sponsored treaty banning land-mines and promoting human rights, especially among African countries and Vietnam.

139

(2)

The Vancouver Sun

Chretien to risk sharing spotlight with Bouchard at French summit: Both leaders will be attending the international meeting of 46 nations that speak French.

Thursday, November 13, 1997 page: A12

From The Vancouver Sun - FINAL EDITION

HANOI -- A separatist Quebec premier will share the world stage with Canada's prime minister for the first time Friday when 46 countries meet here for the opening of the summit of La Francophonie.

Premier Lucien Bouchard and Prime Minister Jean Chretien face unavoidable risks when they sit down, side by side, at the conference of countries who use French as a common language.

For Bouchard, it's the risk of a new humiliation by agreeing to play a subordinate role to Chretien.

Last week, during a trade mission to China, Bouchard indicated he accepted a secondary role abroad. "As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian embassy."

The cooperative approach has already attracted heat from hardline separatists in Quebec who are suspicious of his commitment to the sovereignty movement.

The risk for Chretien is that the Bouchard who shows up may be the more candid premier who, in an October visit to Paris, said he and the separatists "win" just by being in Hanoi.

At a briefing with reporters last week, senior federal officials played down any possible frictions. "Canadian domestic issues, issues of separation, will not be the priority for the other members there. They have enough problems of their own," said one official.

The official agenda includes the election of Boutros Boutros-Ghali as the Francophonie's first secretary-general and the selection of Moncton, N.B., for the 1999 summit. Other summit issues include economic cooperation and opening the Internet to francophones.

- Jack Aubry

- END -



The Edmonton Journal

PM, Bouchard in pas de deux; Que. premier fears how support role at Francophonie summit will play at home

Thursday, November 13, 1997 page: B11

From The Edmonton Journal - Final EDITION

A separatist Quebec premier will share the world stage with Canada's prime minister for the first time Friday when 49 countries meet here for the opening of the summit of la Francophonie.

Premier Lucien Bouchard and Prime Minister Jean Chretien face unavoidable risks when they sit down, side by side, at the conference of countries that use French as a common language.

For Bouchard, it's the risk of a new humiliation by agreeing to play a subordinate role to Chretien, a status emphasized by his name card at the summit table which will read "Canada-Quebec."

Last week, during a trade mission to China, Bouchard indicated he accepted a secondary role abroad. "As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian Embassy."

The co-operative approach has already attracted heat from hardline separatists in Quebec who are suspicious of his commitment to the sovereignty movement and want Bouchard to show his sovereigntist colours at the summit in Vietnam.

The risk for Chretien is that the Bouchard who shows up may be the more candid premier who, in an October visit to Paris, said he and the separatists "win" just by being in Hanoi.

"The mere presence of a Quebec premier who will have direct access to all the heads of states of governments that are there, a Quebec premier who presides over a sovereigntist government, certainly that constitutes in itself an aspect that won't be forgotten by anybody."

Previous Quebec delegations to la Francophonie have represented provincial Liberal governments. When the last summit was held in 1995, the Parti Quebecois government was consumed by the referendum and declined to attend.

At a briefing with reporters last week, senior federal officials played down any possible frictions.

"Canadian domestic issues, issues of separation, will not be the priority for the other 48 members there. They have enough problems of their own," said one official. "They are not interested in any way in seeing the split-up of their individual countries."

Federal and Quebec officials have thoroughly discussed all the major issues before the conference. "There is agreement on all the main substantive issues -- we are going starting on the right foot."

While the federal government says it expects Quebec to "play by the rules," it predicts the separatists will use every opportunity they get in the corridors with other countries' diplomats to lay the groundwork for future discussions.

Quebec's secret 1997-2000 strategic plan for international relations, obtained this week by the Montreal Gazette, shows the province wants to lay the foundations for seeking international recognition as a sovereign country after declaring independence unilaterally.

"The Francophonie constitutes the forum par excellence for the affirmation of Quebec's specific personality on the international stage," says the document. It suggests Quebec give aid to "privileged" African nations in return for "a form of reciprocity on the economic and political levels."

Bouchard must be careful not to be too obvious about his shmoozing because he was slammed by the Quebec media during his recent trip to Paris for going cap in hand for recognition. It was considered undignified.

For the record, federal officials say Chretien will be too busy to be preoccupied by Quebec.

The official agenda includes the election of Boutros Boutros-Ghali, the former United Nations secretary general, as the Francophonie's first secretary general and the selection of Moncton, N.B., the only bidder, for the 1999 summit. New Brunswick is also represented at the summit by interim Premier Ray Frenette.

(24)

More than three-quarters of la Francophonie's members are developing countries, most from impoverished central and west Africa. Other summit issues include economic co-operation and the opening of the Internet to francophones.

The prime minister will use his time at the summit urging countries such as Egypt and Vietnam to sign the new Ottawa-sponsored treaty banning landmines and promoting human rights, especially among African countries and Vietnam.

There will be a push to set new standards on human rights. This is something, Canadian officials warn, that will take time. "Let's talk straight: When you sit around the table with 49 governments in any organization, you are going to have countries with problems.

"Certain countries are for elections only when they can win them, and when they lose them they get back the power using arms."

Quebec's strategy document focuses on Asia as the region of the world "most deserving of greater attention from the department."

Of the target countries listed for their financial and commercial value, the last one is important to note: Vietnam.

- JACK AUBRY, Southam Newspapers

- END -

(14)

The Spectator - Hamilton

Bouchard, PM eye each other at global talks

Thursday, November 13, 1997 page: D5

From Hamilton Spectator - FINAL EDITION

A separatist Quebec premier will share the world stage with Canada's prime minister for the first time tomorrow when 46 countries meet here for the opening of the summit of La Francophonie.

Premier Lucien Bouchard and Prime Minister Jean Chretien face unavoidable risks when they sit down, side by side, at the conference of countries who use French as a common language.

For Bouchard, it's the risk of a new humiliation by agreeing to play a subordinate role to Chretien, a status emphasized by his name card at the summit table which will read "Canada-Quebec."

Last week, during a trade mission to China, Bouchard indicated he accepted a secondary role abroad.

"As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian embassy."

The co-operative approach has already attracted heat from hardline separatists in Quebec, who are suspicious of his commitment to the sovereignty movement and want Bouchard to show his sovereigntist colours at the summit in Vietnam.

The risk for Chretien is that the Bouchard who shows up may be the more candid premier who, in an October visit to Paris, said he and the separatists "win" just by being in Hanoi.

"The mere presence of a Quebec premier who will have direct access to all the heads of states of governments that are there, a Quebec premier who presides over a sovereigntist government, certainly that constitutes in itself an aspect that won't be forgotten by anybody." He vowed to "strongly affirm Quebec's presence."

While the federal government says it expects Quebec to "play by the rules," it predicts the separatists will use every opportunity it gets in the corridors with other countries' diplomats to lay the groundwork for future discussions.

Quebec's secret 1997-2000 strategic plan for international relations, obtained this week by the Montreal Gazette, shows the province wants to lay the foundations for seeking international recognition as a sovereign country after declaring independence unilaterally.

- Jack Aubry

- END -

Francophone-Bouchard

HANOI -- Lucien Bouchard has stolen the spotlight from the prime minister on the eve of the Francophonie summit.

C-T-V News-1 reports Prime Minister Chretien had barely arrived in Hanoi when the Quebec Premier released a statement.

In it, Bouchard proposed the summit of 46 nations be more like the Commonwealth.

That would allow member countries to pressure other members on such issues like human rights.

The proposal in itself isn't controversial, but the appearance that a provincial premier is dabbling in foreign affairs is.

Federal bureaucrats in Hanoi emphasized that only one person speaks for Canada at the conference, and that is Prime Minister Chretien.

(CTV-News1-s)

mcw

CP 1552ES 13-11-97

PM-Francophonie

Frenzy, fanfare as Francophone descends on Hanoi

HANOI (Reuters-CP) - Vietnam, which ousted its French colonial rulers nearly half a century ago, prepared today to build on its cultural legacy as top officials from nearly 50 countries gathered in Hanoi for a summit of francophone states.

As hundreds of delegates from countries as diverse as Cambodia, Ivory Coast and Bulgaria prepared for the formal start of the meeting Friday, an air of frenzied confusion swept the city as the final touches were being put in place for Vietnam's first international summit.

Normally empty hotels were packed to the brim, clean-swept streets were patrolled by carefully scrubbed police and motorcades careened through the swarms of motorbikes with whistles blown at pedestrians scurrying for the sidewalks.

Prime Minister Jean Chretien, Quebec Premier Lucien Bouchard and New Brunswick Premier Raymond Frenette are attending La Francophonie's seventh summit, which begins Friday and will run for three days.

La Francophonie is a club of nations based on loose cultural and linguistic foundations - less than one per cent of Vietnamese, for example, speak French fluently - and with principles that cover a spectrum from diversity to consensus.

In a move aimed at marking its coming of age as a political and economic organization, its members are due to appoint a secretary general in the hope of giving it a voice on the world stage.

Boutros Boutros-Ghali, whose ignominious ouster last year as chief of the United Nations was orchestrated by Washington but opposed by Paris, is standing as the lone candidate for the position, despite reservations expressed by some African states.

Officials and diplomats said his appointment would help add clout to a grouping that is seeking to shed possible association with France's colonial past.

"Unlike the British Commonwealth, the countries do not have to have been former French colonies," said Philippe Delalande, Asia-Pacific director of the Agence de Francophonie. "That is why we have countries from central and eastern Europe like Bulgaria, Moldova and Poland, which is being granted observer status here."

By late Wednesday, Hanoi had received confirmation that top officials from all but five of the member states would attend. Neither Congo nor its neighboring Democratic Republic of the Congo had replied.

Officials said the goal of the meeting was to find room for the club's 49 member states to reach "certain cultural, economic and common agreements."

These will be outlined in several statements, including a Hanoi Declaration to be issued Sunday, but there were no details of what these might entail.

CP 0645ES 13-11-97

2

[Presse Canadienne (Français)]
ROY-FRANCOPHONIE; ROY-FRANCOPHONIE

Byline: par Michel DOLBEC
Dateline:
Section: Nouvelles
Page: Length:
Date: Thu 13 Nov 1997 **Edition:**

PARIS (PC) - Le Sommet francophone de Hanoi en fin de semaine marque un aboutissement dans la carrière du Québécois Jean-Louis Roy, dont le mandat à la tête de l'Agence de la Francophonie tire à sa fin.

Jean-Louis Roy sera officiellement remplacé à la fin de l'année par un secrétaire général investi de pouvoir beaucoup plus importants. L'ex-secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali est seul en lice. Le nouveau "numéro un de la Francophonie, nommé pour la première fois par les chefs d'Etats et de gouvernements francophones dans le cadre d'une vaste réforme institutionnelle, deviendra l'animateur et le véritable porte-parole politique de la famille francophone.

Elu pour la première fois à la tête de l'Agence de coopération culturelle et technique (l'organisme central de la francophonie) en 1989, réélu sans problème en 1993 malgré les réticences du gouvernement français, Jean-Louis Roy a apparemment réussi à vaincre le scepticisme de ceux que ses performances à la tête du Devoir ou à la Délégation générale du Québec avaient laissé perplexes. Il a su également résister aux autorités françaises (à l'époque où la droite était au pouvoir) qui ont déployé des efforts considérables pour se débarrasser de lui.

Aujourd'hui, on dresse de tous les côtés un bilan globalement positif des deux mandats de M. Roy à la tête de l'ACCT (rebaptisé Agence de la Francophonie récemment), ne serait-ce que parce qu'il a réussi à ramener les frais de gestion de l'institution de 48 à 23 pour cent.

Le fonctionnaire s'est fait, pendant ces huit dernières années, l'apôtre d'une Francophonie réaliste et utile. "Le principal défi de la Francophonie, disait-il récemment encore, c'est de ne pas être passiste ou nostalgique, de ne pas chercher à reconstruire des choses de l'Histoire qui sont dépassées. Ca ne sert à rien de tenir un discours gonflé à l'hélium. Les défis qui nous attendent sont trop importants.

Tranchant avec le discours habituel, Jean-Louis Roy a défendu une francophonie ouverte au multilinguisme, moins encline à s'opposer systématiquement à l'anglais. "Le français sera fort si tous les groupes linguistiques ont voie au chapitre, explique-t-il. Le français est vu comme une langue respectueuse. C'est ce qui nous a permis de resserrer nos liens avec le monde arabophone, la Mauritanie et le Maroc notamment.

Pendant les "années Roy on a par ailleurs assisté à une transformation radicale de la coopération culturelle, qui s'inscrit désormais dans une logique de marché et de diffusion. L'enseignement de base est devenu la priorité des priorités.

"Il faut impérativement développer Internet en français, dit Jean-Louis Roy. Mais il ne faut pas oublier que deux enfants sur trois dans de nombreux pays africains n'iront jamais à l'école. Ca ne fera pas des francophones forts, ça ne fera pas des économies fortes, ça ne fera pas surtout des démocraties fortes.

Depuis le sommet de Dakar, l'ex-délégué général du Québec à Paris a été associé de près à la longue saga de la réforme des institutions francophones, qui se terminera à Hanoi avec la naissance d'une francophonie politique. "Les outils de cette réforme politique sont déjà en place note-t-il. L'agence de la Francophonie en effet a déjà signé des ententes avec une quinzaine d'organisations internationales, comme l'ONU, O.U.A., l'Unesco, le Commonwealth. Elle a aussi participé aux grandes conférences internationales comme celle de Rio sur l'environnement.

Tout ça ne servira pas à grand chose cependant si le sommet de Hanoi ne débloque pas d'importantes ressources financières pour permettre aux "opérateurs francophones d'abattre la "tâche immense qui les attend.

3

''Les ressources sont très nettement insuffisantes répète Jean-Louis Roy, apparemment décidé à peser sur le cours des choses jusqu'à son départ.

Ce départ, du reste, n'est pas pour demain. A la fin de son mandat, le Québécois restera auprès du nouveau secrétaire général pour une période de trois mois. On ne sait pas exactement ce qu'il fera ensuite. Une série télévisée sur le thème ''mondialisation et culture figure à son agenda. Une fois rentré à Montréal, il pourrait se laisser tenter par le secteur privé ou le monde universitaire, mais certainement pas par la diplomatie et un poste d'ambassadeur, murmure-t-on dans son entourage.

(2)

97/11/13 15:50:00 Copyright 1997 Canadian Press

Francophone-Bouchard

HANOI -- Lucien Bouchard has stolen the spotlight from the prime minister on the eve of the Francophonie summit.

C-T-V News-1 reports Prime Minister Chretien had barely arrived in Hanoi when the Quebec Premier released a statement.

In it, Bouchard proposed the summit of 46 nations be more like the Commonwealth.

That would allow member countries to pressure other members on such issues like human rights.

The proposal in itself isn't controversial, but the appearance that a provincial premier is dabbling in foreign affairs is.

Federal bureaucrats in Hanoi emphasized that only one person speaks for Canada at the conference, and that is Prime Minister Chretien.

(CTV-News1-s)

97/11/13 19:34:00 Copyright 1997 Canadian Press

DROITS-BOUCHARD

Par Marie TISON

HANOI (PC) - Le sommet de la Francophonie n'a débuté que vendredi matin à Hanoi mais déjà, une mésentente s'est installée entre Québec et Ottawa.

Le gouvernement fédéral n'a pas apprécié la suggestion du premier ministre Lucien Bouchard d'instaurer au sein de la Francophonie un régime de sanctions contre les pays membres qui font subir un recul à la démocratie et aux droits de la personne.

Un haut fonctionnaire fédéral qui n'a pas voulu être identifié à rappelé jeudi soir, au cours d'une séance d'information, qu'il appartenait au gouvernement fédéral de traiter des questions d'ordre politique au sommet de la Francophonie.

Le premier ministre du Québec a affirmé que la Francophonie pouvait envisager une gamme de sanctions, allant de la réprimande à la suspension de programme de coopération et d'aide. Il a indiqué qu'il comptait aborder cette question pendant le sommet.

Les hauts fonctionnaires fédéraux ont déclaré que le premier ministre du Québec ne les avait pas informés de cette suggestion, et qu'ils en étaient surpris.

Le leader du gouvernement fédéral en Chambre, Don Boudria, a été irrité par les propos de M. Bouchard sur les droits de la personne, surtout compte tenu de son silence sur la question pendant sa mission commerciale en Chine.

«Je trouve bizarre qu'il dise une chose quand ça fait son affaire, et l'inverse quand ça le fait également», a-t-il déclaré jeudi soir, à l'arrivée

4" N* @ 5 ? v @ 7 0 < z < : T # 8 0 X 5 > 0 > L " p b @ X " S A " v L 0 W v || z 9 9 || ! ^ ? P A " S L 0 || z > 7 9 z ! F v ? || z + 0 9

(3)

de la délégation du premier ministre Jean Chrétien à Hanoi.

Dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'ouverture du sommet vendredi matin, le premier ministre Chrétien a lui-même insisté sur le rôle d'organisations comme la Francophonie pour la promotion de l'Etat de droit.

«Que faire des situations qui mettent en péril certains acquis démocratiques? a-t-il demandé. La Francophonie doit s'en préoccuper, avec franchise et générosité.»

«La prévention des conflits et la consolidation de la paix doivent prendre racine dans le raffermissement de la démocratie et le renforcement du respect des droits de la personne», a-t-il ajouté.

Il a rappelé que le nouveau secrétaire général de la Francophonie, qui sera désigné dimanche, aura pour mandat de développer des initiatives politiques susceptibles de contribuer au règlement pacifique des conflits en cours.

Economique

M. Chrétien a souligné l'importance que le volet économique prendra également au cours du sommet. «Le bien-être et la prospérité de nos sociétés, la consolidation de la démocratie et le rayonnement de notre espace francophone sont en effet inséparables d'un développement économique soutenu», a-t-il déclaré.

Le premier ministre canadien a également abordé la question du bannissement des mines antipersonnel. Il a déclaré qu'il restait quelques pays à convaincre d'ici la signature du traité, dans quelques semaines à Ottawa.

«Je compte m'y employer avec toute l'énergie dont je suis capable d'ici là, a-t-il déclaré. Et je me permets de vous demander de m'aider à y arriver.»

A son arrivée à Hanoi jeudi soir, M. Chrétien a cependant indiqué que ces efforts ne seront pas dirigés vers les quatre pays de la Francophonie qui n'ont pas encore accepté de signer le traité - le Vietnam, le Laos, la Bulgarie et l'Egypte. Il a affirmé qu'il ne s'attendait pas à changer leur opinion au cours du sommet.

Il a finalement invité les participants à choisir le Nouveau-Brunswick comme hôte du prochain sommet.

«Le Canada vous accueillera cette fois au Nouveau-Brunswick, où les Acadiens seront en mesure de faire la preuve de la vitalité de leur communauté, de la solidarité qui les anime et du sens de l'accueil qui les caractérise», a-t-il déclaré.

FGMT51-mag

1937ES 13-11-97

97/11/13 20:19:00 Copyright 1997 Canadian Press

World-News-Digest

WASHINGTON - Canada's effort to sign bilateral trade deals in Latin America will proceed undeterred by the failure of the Clinton administration to win congressional authority for accelerated

(4)

hemispheric free trade talks.

"Canada does not intend to allow a delay in securing fast-track to slow our own agenda to further trade liberalization in the Americas," Trade Minister Sergio Marchi told a U.S. business audience.

President Bill Clinton withdrew a bill from the U.S. Congress this week that would have given him fast-track authority.

The bill was headed to certain defeat after most of Clinton's fellow Democrats in the House of Representatives said they would not support the legislation.

Fast-track authority would have allowed Clinton to negotiate trade deals in Latin America without concern that they would be re-written by Congress.

Marchi said Clinton's failure to secure fast-track authority from the U.S. Congress would not be "a fatal blow" to efforts to establish a hemispheric free trade zone encompassing North, South and Central America.

HANOI - Quebec Premier Lucien Bouchard has annoyed federal officials at the francophone summit by suggesting sanctions be imposed against member countries that hamper democracy and human rights.

Bouchard's comments were out of line because it is Ottawa's responsibility to deal with political issues at the summit, said a senior federal official who requested anonymity.

The premier said La Francophonie - the organization representing French-speaking countries - might consider introducing measures at the summit to punish countries reluctant to endorse democracy and human rights.

The measures could vary from reprimands to the suspension of aid programs, said Bouchard, who hopes to raise the matter during the summit which officially begins Friday.

Bouchard's remarks clearly irritated Liberal House leader Don Boudria.

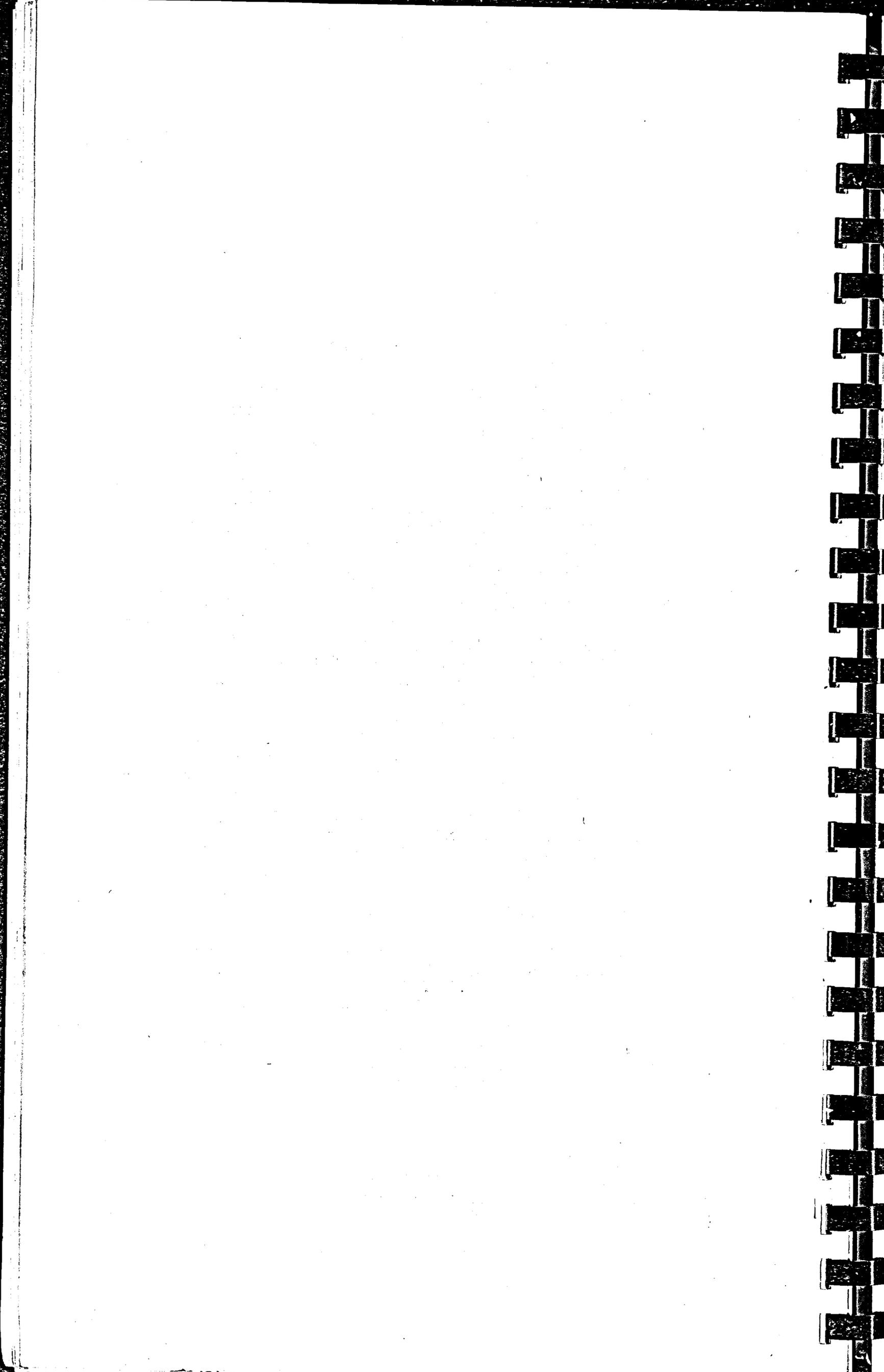
"I find it strange that he says something when it suits him and the exact opposite also when it suits him," Boudria said upon his arrival in Hanoi with the Canadian contingent.

What's Ahead

Nov. 14

Hanoi - Francophone summit attended by Prime Minister Jean Chretien, Bouchard and New Brunswick. Through Nov. 17.

Beirut - Axworthy visits Lebanon.

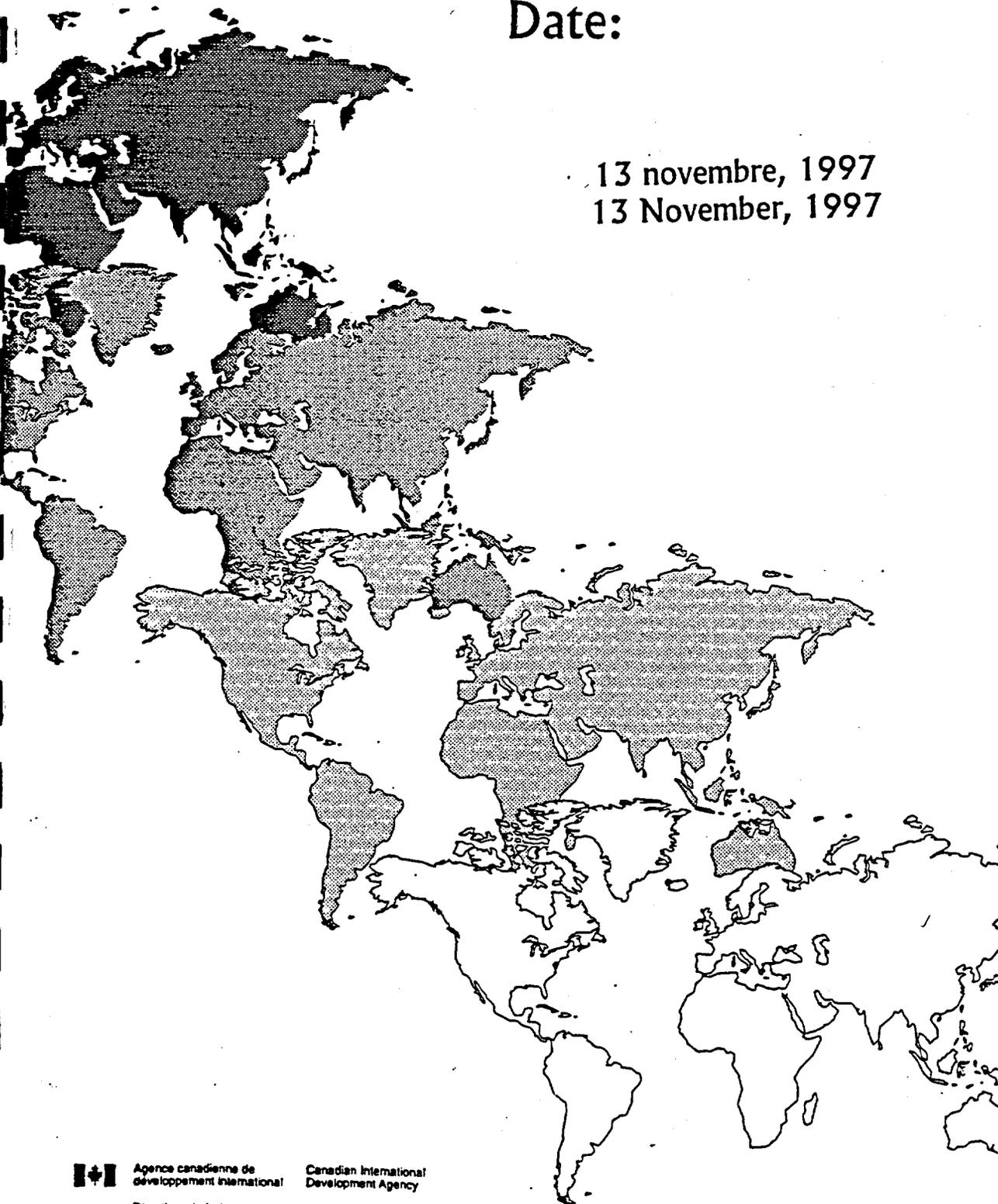


ARGUS DE LA PRESSE

PRESS CLIPS

Date:

13 novembre, 1997
13 November, 1997

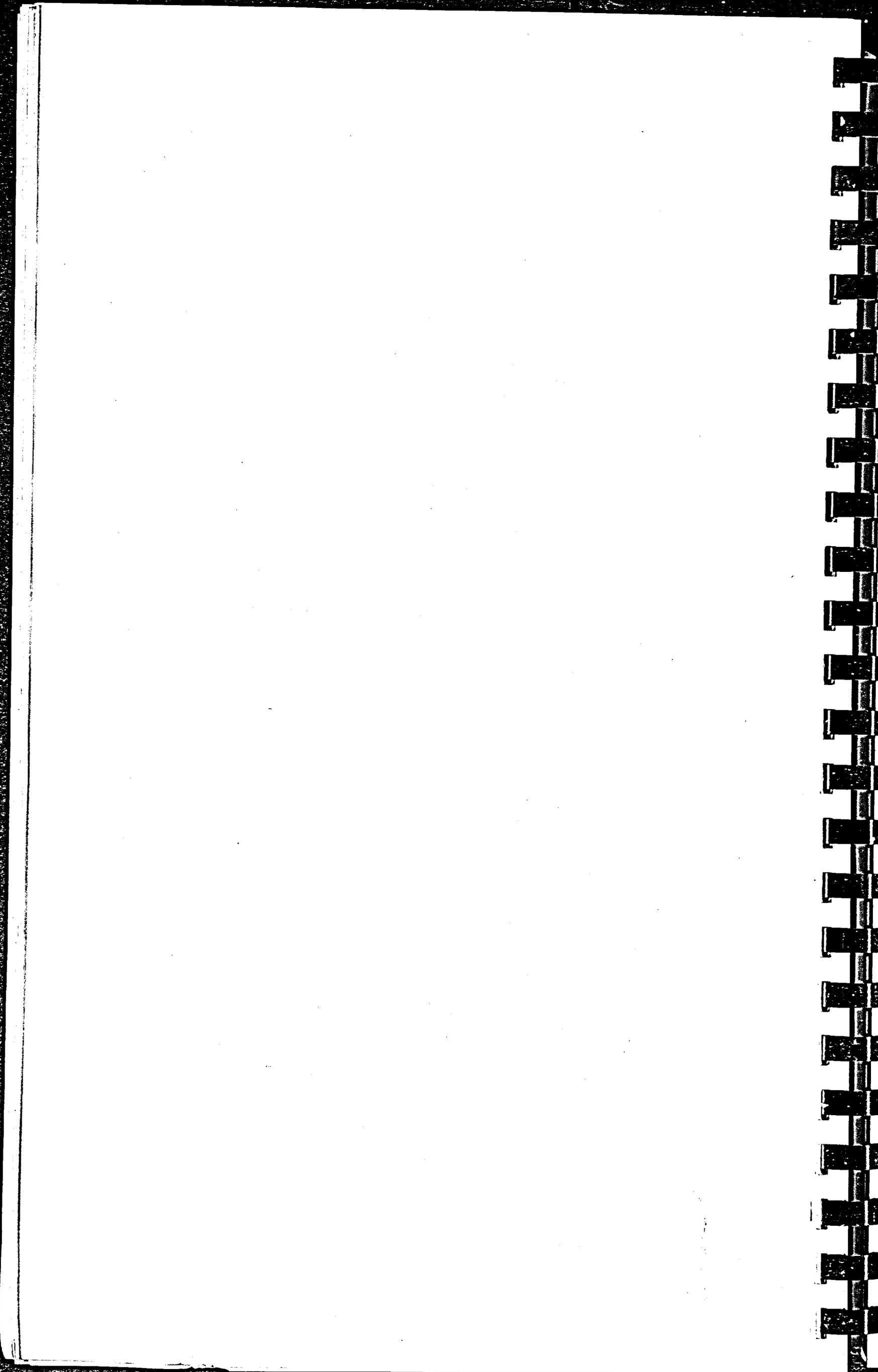


Agence canadienne de
développement international

Direction générale des
communications

Canadian International
Development Agency

Communications
Branch



①
caisse, chartier
Le réseau national d'extraits de presse du Québec et du Canada

CANADA OFFERING \$100,000 RELIEF AID TO VIETNAM

97 11 12 2860

MONTREAL CIQC-AM RADIO 12:00 NEWS

Anchor: Jason Mayoff

Jason Mayoff:

The Chrétien government is giving Vietnam \$100,000 in relief aid. Earlier this month, Typhoon Linda killed at least 435 people in Vietnam. Several thousand more are still missing after the storm, which caused more than \$500 million in damage and flattened entire villages.

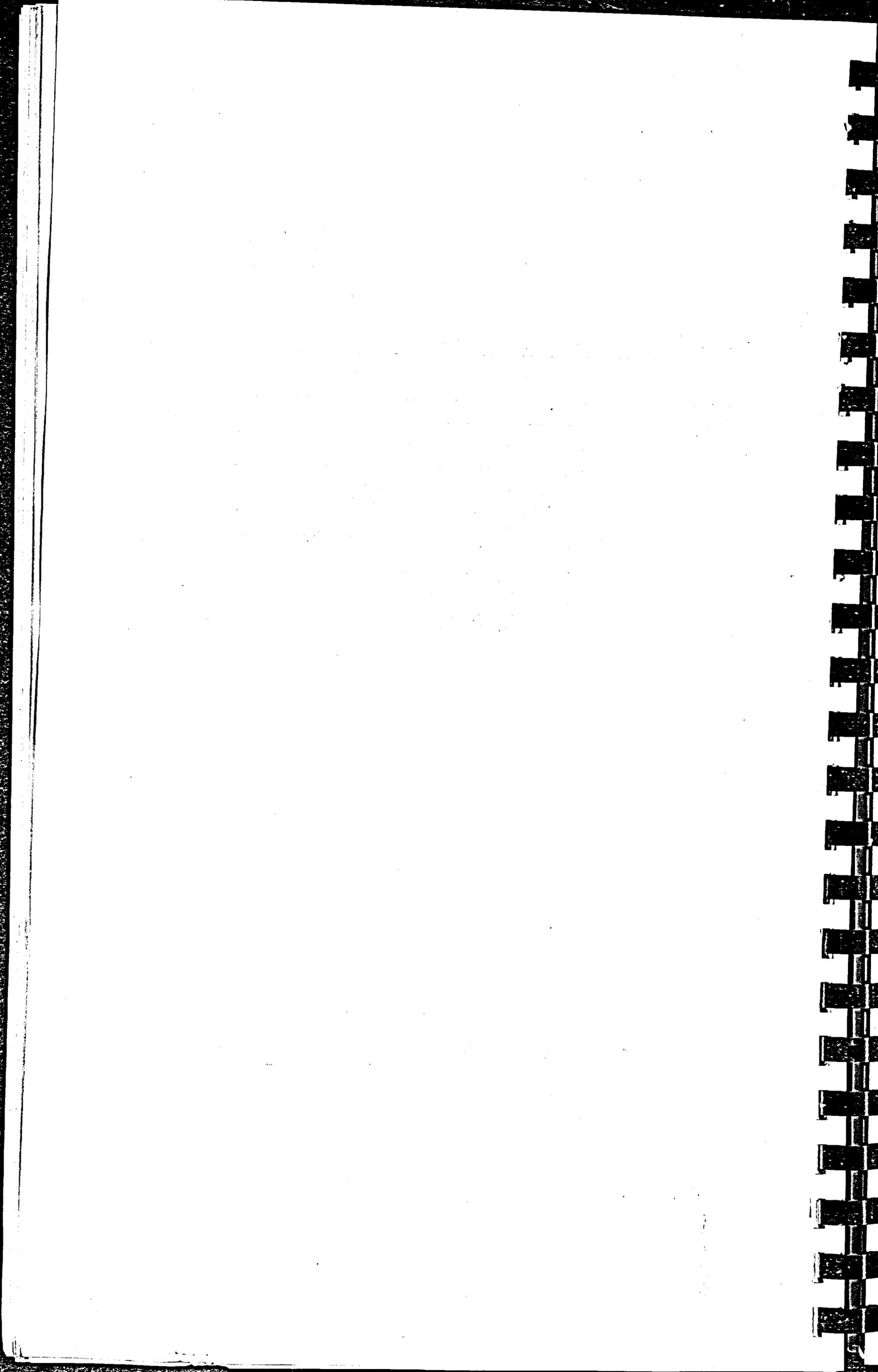
Prime Minister Chrétien is on his way to Vietnam to attend the summit of French-speaking nations. His minister responsible for la Francophonie, Diane Marleau, announced the aid package in Hanoi. A spokesman says the credit Canada is giving Vietnam will be spent on medicine, tents and medical equipment.

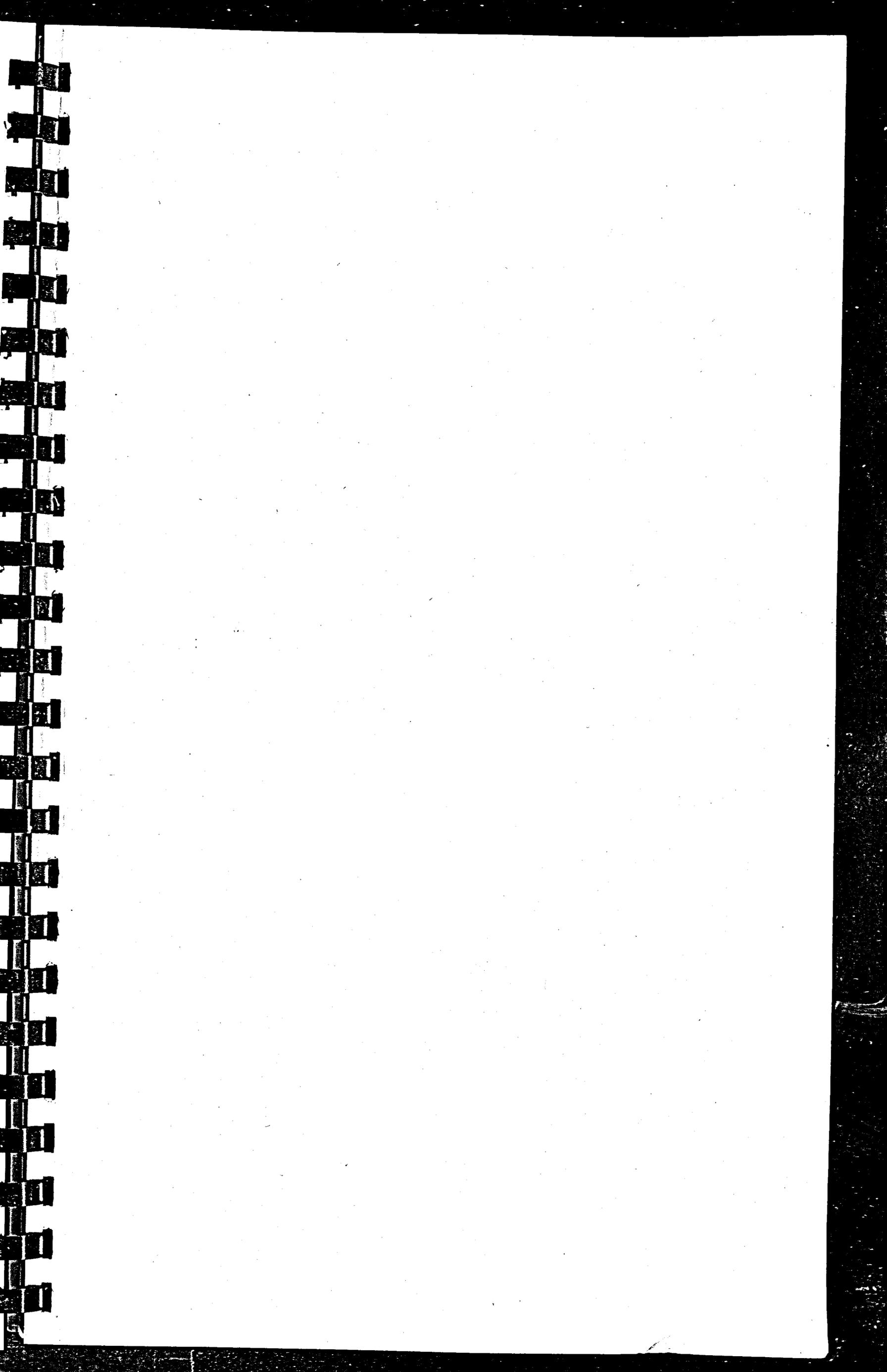
--30--

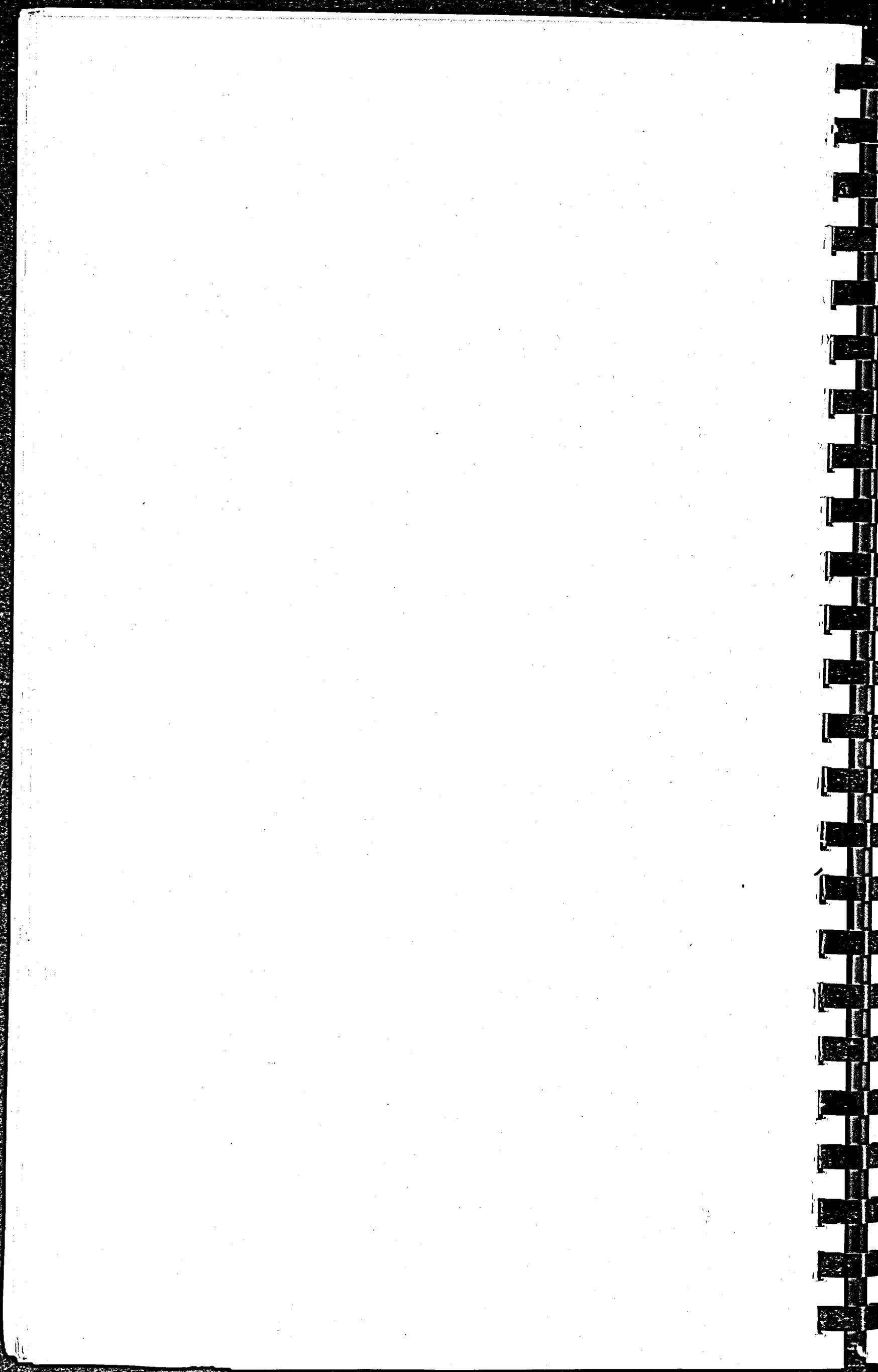
Page: 1

97.11.12 14:39 - MM 117 R:232023 C:2860 MR (02)

152







1/2

VIET NAM NEWS

DATE: 13/11/97

President Lương seeking more French co-operation



French President Chirac and President Trần Đức Lương enter the Presidential Palace for talks yesterday.



General Secretary Đỗ Mười and President Chirac at the CPV Headquarters.



President Chirac meets with Prime Minister Phan Văn Khải.

HÀ NỘI — Việt Nam and France should raise their comprehensive co-operation to new heights, President Trần Đức Lương told French President Jacques Chirac here yesterday.

The French President had just arrived in Hà Nội for an official visit to Việt Nam and to attend the seventh Francophone Summit beginning tomorrow.

He was given a red-carpet welcome at the Presidential Palace.

The Vietnamese President told his guest that bilateral co-operation was well developed but the two

countries should take advantage of all possibilities to boost co-operation, particularly in trade and technology.

Lương welcomed a pledge by the French President that France was ready to co-operate with and transfer technology to Việt Nam.

He hoped that France — with its high-quality modern technology — would help Việt Nam rapidly bring its technology to international standard.

Lương asked France to provide further favourable terms, particularly in export credits, trade

insurance, investment and technology transfer.

He discussed major measures to further strengthen bilateral co-operation, particularly in agriculture, education and training and civil aviation with the visiting president. He told him that Việt Nam wants France's support and help with the process of international integration, especially in its relations with the European Union, its admission to the World Trade Organisation (WTO) and its admission to the Paris Club.

(Turn to P.4)

2/2

VIET NAM NEWS

DATE :

13/11/97

Việt Nam and France to take co-operation...

He said that the two countries should promote not only bilateral relations but also relations between the Association of South East Asian Nations (ASEAN) and the European Union (EU) as well as between Asia and Europe.

He hoped the two countries would act together in regional and international issues.

The Vietnamese President said the seventh Francophone Summit in Hà Nội showed Việt Nam's close association with the Francophone Community.

The French President said he

was pleased to see that France had become Việt Nam's most important European partner for trade and investment.

He hoped for a further strengthening of the co-operative relationship.

He affirmed France's continued help and co-operation to Việt Nam in industry, agriculture, capital construction, modern technology transfer and personnel training.

France would help facilitate Việt Nam's goods, particularly garments, into European markets, although France had difficulties with unemployment.

France would continue its support for Việt Nam's bid for international integration, particularly its admission to EU and WTO.

The French President thanked the Vietnamese people for their diligent preparation for the seventh Francophone Summit.

He invited President Trần Đức Lương to visit France.

The invitation was accepted with pleasure and will be made at a

convenient time.

Later, the French President was received by the General Secretary of the Communist Party of Việt Nam, Đỗ Mười.

The General Secretary said that the Party, State and people of Việt Nam attached importance to the strengthening and development of positive relations, mutual support, help and comprehensive co-operation with France.

He hoped President Chirac's visit would promote the development of the Việt Nam-France relationship in a way that was suitable to the desires and interests of the two peoples.

President Chirac affirmed that the State and people of France as well as he, himself, wanted to consolidate and strengthen friendship and co-operative relations with Việt Nam.

He said that France was ready to help Việt Nam in the fields of industry, agriculture, improvement of the banking system, insurance, administration reform, education and culture.

Việt Nam News THE NATIONAL ENGLISH LANGUAGE DAILY Call Now The most effective way to promote your business. Don't waste your time any more. Advertise now in the Việt Nam News

At his third meeting of a busy first day, President Chirac told Prime Minister Phan Văn Khải that he hoped that co-operation between two countries would continue to develop.

This would pave the way for further development between the two countries in the fields of economy and trade and especially help Việt Nam improve management skills for finance, technical science and technology transfer.

The French President confirmed that the French government would intensify its effort in support of Việt Nam membership of WTO and other international agencies.

He hoped and believed in a further strengthening of the time-honoured friendship between Việt Nam and French, especially in co-operative economic investment for commerce, industry, agriculture, technical services, aviation and telecommunications.

The co-operation stemmed from the mutual interests and aspirations of both the French and

Vietnamese peoples. The French President and Việt Nam's Vice President, Nguyễn Thị Bình, attended the inauguration of the Museum of Ethnology in Cầu Giấy Precinct.

The museum has been helped with both displays and lighting systems by France's Musée de l'Homme.

Six agreements signed Việt Nam and France yesterday signed six agreements as part of the French President's visit.

These were: The appointment of an executive committee for teaching and research; A food aid agreement; A protocol for an arabica coffee project; a finance agreement; high-quality training for Vietnamese engineers; and, the post-graduate training of lawyers.

The French President and his entourage were last night feted by President Trần Đức Lương.

The French guests are to visit HCM City this morning before returning to Hà Nội late in the day. — VNS

VIET NAM NEWS

DATE: 13/11/97

*Nation to remember victims...**(From P.1)*

... as soon as possible.

The Prime Minister said rescue missions should continue their search in affected sea areas from north of Côn Đảo Island, 200km south of HCM City, to the Gulf of Thailand off the coast of Cà Mau, Việt Nam's southernmost tip, for about 3,557 fishermen still unaccounted for.

Those more than 4,400 fishermen saved from near certain death from the rough seas should be provided with rice, blankets, clothes and other necessities, and appropriate funeral services should be held for the deceased.

He said the Government would soon organise a national conference on the impact of storm *Linda* on the livelihood of the population in the 12 coastal provinces in the Cửu Long (Mekong) Delta and the eastern outskirts of HCM City.

He said the conference would

review what had been done by rescue missions and that the Government would determine measures to get the entire nation involved in assisting the storm-stricken provinces.

The PM told the State Bank to instruct local commercial banks to extend debt payment schedules, and write off the interest of overdue debts.

New loans should be granted to *Linda*-affected clients to assist in the restoration of their businesses and daily life.

He said the Government would issue a new policy subsidising the loss of interest rates, tax exemptions and credit grants.

Meanwhile, the Ministry of Fisheries was asked to draft a purchasing plan to import engines and timber to build new boats.

Prime Minister Phan Văn Khải said the Ministry of Agriculture and Rural Development would sign

with its Cambodian counterpart a sale contract to buy Cambodian timber for next year.

Most of the timber would be given to fishermen in the *Linda*-stricken areas to build new boats.

Prime Minister Khải said the Trade Ministry was to issue regulations on the import of engines for fishing boats.

He said that the storm-stricken provinces should see to it that market prices for essential goods should not fluctuate sharply, and that ceiling rates for such commodities should be fixed to foil black marketeering efforts.

The Foreign Ministry was responsible for informing international and foreign organisations of *Linda*'s aftermath and calling for assistance.

It was also instructed to request neighbouring countries for assistance in searching for fishermen still in distress at sea. — VNS



French President Chirac attended the opening of the new Ethnology Museum in suburban Cầu Giấy during his first day in Hà Nội. President Chirac and Việt Nam's Vice President Nguyễn Thị Bình (second from left) cut the inaugural ribbon. — VNA/VNS Photo Cao Phong

13/11/97

DATE:

14/11 '97 00:10 FAX 84 4 8315620

DELCAN HANOI

Logo du VIIe Sommet de la Francophonie

L'UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

LE COURRIER DU VIET NAM



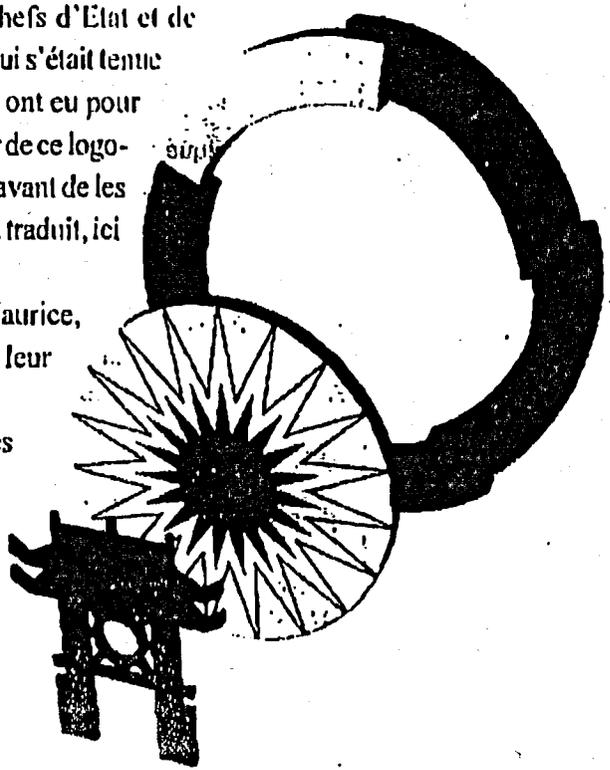
DEPUIS la deuxième conférence bisannuelle des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage, qui s'était tenue à Québec (Canada) en 1987, les Sommets francophones ont eu pour symbole permanent ce cercle aux cinq couleurs. Le créateur de ce logotype s'était inspiré des cercles olympiques. Il avait extrait, avant de les regrouper, cinq arcs et leurs couleurs (à l'exception du noir, traduit, ici

en violet).

De conférence en Conférence, les autorités du Sénégal, de la France, de Maurice, puis du Bénin ont souhaité agrémenter ce logo d'un signe distinctif rappelant leur pays.

A son tour, le Vietnam a confié à un graphiste le soin de marier le symbole des Sommets à des images tirées de leurs traditions.

Le logo du VIIe Sommet de la Francophonie (Hanoi, novembre 1997), réunit les trois éléments représentés dans l'éclaté ci-contre. Le cercle des Sommets en est à la fois la base et le symbole de réunion. En son centre s'inscrit le dessin stylisé du tympan gravé d'un tambour millénaire. Par-dessus cette gravure rayonnante se dresse le portique de la première université vietnamienne, fondée à Hanoi, au XIe siècle.



150

010

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 13/11/97

Une histoire déjà riche

L'Égéographe français Onésime Reclus invente le terme Francophonie pour désigner les personnes et les pays qui utilisent la langue française à des titres divers.

Création de l'Union internationale des journalistes et de la presse de la langue française (UIJPLF).

et années suivantes: les présidents Léopold Sédar Senghor (Sénégal), Hamani Diori (Niger) et Habib Bourguiba (Tunisie) envisagent la constitution d'une communauté francophone.

Création à Montréal de l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française (AUPELF).

Le président Senghor signe,

dans la revue *Esprit*, un article considéré comme le texte fondateur de la Francophonie.

Création, au Grand-Duché de Luxembourg, de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF). Elle deviendra, en 1989, l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française.

Création du Conseil international de la langue française (CILF), organisme international non gouvernemental.

Création à Paris de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF).

Création à Niamey (Niger) de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), organisme intergouvernemental. La date de naissance de l'ACCT (20 mars) deviendra officielle-

ment, en 1988, celle de la Journée internationale de la Francophonie.

Tenue à Paris de la première Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français. C'était le premier Sommet de la Francophonie.

Sommet de Québec (Canada).

Sommet de Dakar (Sénégal)

Sommet de Chaillot (Paris).

Sommet de Maurice. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français devient la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage).

Sommet de Cotonou (Bénin)

VIIe Sommet à Hanoi (Vietnam).

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 13/11/97

Clôture de la Conférence ministérielle de la Francophonie

La IXe Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) s'est clôturée hier soir, après deux journées de travail chargées.

Les délégués ont apporté une série d'amendements au projet de la Charte de la francophonie - lequel a été adopté à la CMF réunie à Marrakech en décembre dernier, aux projets de la Déclaration de Hanoi et du Plan d'action à soumettre au Sommet.

Ils ont passé de longues heures sur des points encore en suspens. Des problèmes comme le financement des activités et l'ajustement de la Charte seront soumis également à la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement.

L'assistance a écouté les communications des différents opérateurs de la francophonie: l'Agence de la Francophonie (ACCT), l'AUFELF-UREF, l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles francophones, TVS, l'Université Senghor d'Alexandrie... Ces communications se sont ajoutées à celles de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française, de la Conférence des ministres de l'Education des pays ayant le français en partage, de la Conférence des ministres de la

Jeunesse et des Sports des pays d'expression française, du Comité international des Jeux de la Francophonie et du Forum francophone des affaires.

En ce qui concerne la candidature au poste de secrétaire général de la Francophonie et d'administrateur général de l'ACCT, les deux candidats sont respectivement Boutros Boutros Ghali, ex-secrétaire général des Nations unies et Roger De-Haybe, représentant de la Communauté francophone de Belgique.

Une session extraordinaire aura lieu "immédiatement" après la conclusion du Sommet, afin de procéder à l'élection de l'administrateur général de l'Agence de la Francophonie.

Dans son discours de clôture, M. Nguyễn Mạnh Cầm qui présidait la CMF, a fait l'éloge de Jean-Louis Roy et de Trinh Duc Du, qui vont quitter leurs postes respectifs de secrétaire général de l'ACCT et de président du Conseil permanent de la Francophonie.

Il a remercié les délégués qui ont apporté des contributions actives aux travaux de la CMF, dans "un esprit consensuel".

Minh Trang

13/11/97

DATE:

LE COURRIER DU VIET NAM

Le secrétaire général de l'ACCT

"Pas de désengagement de la Francophonie au Vietnam après le Sommet"

Le Vietnam a raison en proposant que le thème du Sommet de Hanoi porte sur l'économie", a déclaré le Secrétaire général de l'Agence de la Francophonie (ACCT), Jean-Louis ROY, au cours d'un entretien avec *Le Courrier du Vietnam*.

Quelle appréciation portez-vous sur la tenue du Sommet de la Francophonie au Vietnam?

Je crois que cela est né des intérêts nationaux du Vietnam. Il est important pour lui de montrer à ses partenaires asiatiques, de l'ASEAN notamment, qu'il a établi depuis 1970, année de la création de l'Agence de la Francophonie, des liens avec une cinquantaine de pays dans le monde. Et qu'il appartient de cette manière à la communauté francophone, qu'il a beaucoup d'amis dans le monde. Ça répond en ce moment aux intérêts du Vietnam de faire connaître ses larges relations. Ça répond aussi aux intérêts de la Francophonie.

Le Vietnam est le premier pays asiatique à accueillir ce Sommet.

Après des réunions, au niveau des chefs de gouvernement, deux fois en Europe, trois fois en Afrique, une fois en Amérique du Nord, il convenait de se manifester en Asie.

On remarque, dans l'évolution des trois grandes régions en Asie, un développement formidable. Et les gens ont une idée un petit peu incomplète de l'Asie. L'impression que le développement ne se réalise que sur le plan économique. Mais elle devient aussi une force politique et diplomatique. L'Asie a des choses à dire depuis toujours. Mais elle a maintenant le moyen de communiquer ses conceptions, d'avancer des propositions. Et la Francophonie, qui est largement africaine, nord-américaine, des Caraïbes... a la chance, en venant au Vietnam, d'avoir un dialogue plus élargi, pas simplement économique.

La Francophonie a la chance de venir en Asie écouter aussi le point de vue des Asiatiques, à travers les Vietnamiens, les Laos, les Cambodgiens...

La structure de la communauté francophone s'est renforcée. Quel rôle la communauté peut-elle jouer sur la scène internationale?

Le renforcement de la structure de la communauté francophone est un projet politique né en 1970, en Afrique, à Niamey, de la volonté de vingt-et-un Etats, vingt-et-un gouvernements. Par la suite, il s'est enrichi par la tenue des sommets des chefs de gouvernement, à partir de 1986. Ce sont les deux premières grandes étapes de la création de la coopération et de l'Agence de la Francophonie. Hanoi, c'est la mise en convergence de ce qui a été créé à Niamey et de ce qui a été créé par les Sommits. Un nouvel état. On ne va pas le définir avant qu'il ne s'installe... Il est sûr qu'on cherche à faire jouer un rôle politique plus important à la Francophonie. Il faut savoir comment conjuguer les objectifs de la coopération pour le développement et de la Francophonie politique pour la paix.

Quelles réalisations sont à mettre au crédit de l'Agence en matière économique?

Il existe beaucoup d'activités du côté de la coopération économique. L'Agence de la Francophonie a conduit des concertations majeures entre les Etats et gouvernements dans les domaines des télécommunications et de l'environnement. Elle a créé deux fonds de garantie pour la création de PME-PMI et de financements d'activités économiques et communautaires. Elle a aussi appuyé d'une façon systématique la mobilisation de l'épargne locale et nationale et assuré la formation de gestionnaires de caisses d'épargne ou de banques. Elle a également soutenu des formations dans le domaine du droit commercial et apporté son concours à la consolidation des communautés économiques régionales. La Francophonie a encore permis de créer un lien entre la culture et l'économie, notamment à travers le fonds de soutien à la création visuelle et audiovisuelle.

Vous parliez aussi d'environnement.

En matière d'énergie et d'environnement, confiés à son Institut de l'énergie de Québec, l'Agence soutient des programmes importants de gestion des réseaux énergétiques et d'économie d'énergie.

An Vietnam par exemple, on a installé une centaine de liens au Centre-Vietnam concernant la production énergétique, l'assainissement de l'environnement...

Revenons à l'économie. Le Vietnam a proposé qu'elle soit au cœur des discussions lors du Sommet.

Lorsque le Vietnam proposait que le thème du Sommet à Hanoi porte sur l'économie, il a eu parfaitement raison. Il n'y aura pas de coopération culturelle, ni de coopération sociale qui va tenir si l'économie n'est pas forte et stable. Et le Vietnam a d'autant plus raison de le faire qu'il existait déjà un certain nombre d'initiatives. Entre Cotonou en 1995 et Hanoi, sur le plan économique, il y a eu un progrès très significatif.

Quels espoirs, selon vous, pour la famille francophone?

Je souhaite profondément et sincèrement que la coopération francophone franchisse un autre seuil. Et je ne suis pas optimiste ni pessimiste. C'est une entreprise multinationale de cinquante pays. Ils doivent, tous ensemble, décider ce qu'ils veulent faire, y mettre les ressources nécessaires et exécuter ces décisions. La coopération francophone a deux grands critères: d'abord conjuguer la coopération multilatérale. Deuxièmement, installer la coopération multilatérale dans la mondialisation. Ces deux exigences doivent être prises en compte, plus encore au Sommet de Hanoi.

L'Agence de la Francophonie a-t-elle un projet pour élargir davantage encore la coopération avec le Vietnam?

La coopération est très importante ici. On va voir ce que la conférence ministérielle de la Francophonie qui se réunira avant le Sommet et le Sommet lui-même vont décider. Je ne peux pas annoncer la décision avant qu'elle ne soit arrêtée par les chefs de gouvernement. Mais je suis absolument convaincu qu'il n'y aura pas de désengagement de la Francophonie au Vietnam après le 16 novembre. Cela n'aurait pas de sens.

Le Vietnam a souhaité que la coopération économique devienne plus importante. Je crois qu'il devrait en 1998-1999, sentir les bénéfices d'un appui plus important de la Francophonie.

Propos recueillis par *Trang Nghia Dan*

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE:

13/11/97

Ba Ria-Vung Tau

Bienvenue au VIIe Sommet de la Francophonie

LES membres de l'Association d'amitié Vietnam-France et du club des Francophones de la province de Ba Ria-Vung Tau se sont réunis le 9 novembre, pour adresser leurs félicitations au VIIe Sommet de la Francophonie qui se tiendra à Hanoi. Lors de la réunion, M. Do Quoc Hung, secrétaire du Parti pour la province a rappelé les activités de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Dès son im-

plantation au Vietnam, elle a établi et renforcé les relations de coopération dans tous les domaines.

A cette occasion, les classes de français, de concert avec l'Association d'amitié Vietnam-France, ont organisé un colloque sur « Pourquoi j'apprends le français? » une projection de films français sur le monde des animaux, sur la protection de l'environnement... CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 13/11/97

Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) Agence de la Francophonie

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), créée à Niamey le 20 mars 1970, est l'unique organisation intergouvernementale de la Francophonie.

La création de l'Agence est sous l'impulsion de trois chefs d'Etat des pays africains: Léopold Sedar Senghor (Sénégal), Habib Bourguiba (Tunisie) et Hamani Diori (Niger).

A partir du quatrième Sommet de la Francophonie en

1991, l'ACCT est conçue comme le principal opérateur des Conférences bisannuelles des chefs-d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage, aussi appelées Sommets francophones.

L'Agence assure le secrétariat de toutes les instances de la Francophonie. Elle déploie son activité multilatérale dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la culture et de la communication, de la coopération tech-

nique et du développement économique, de la coopération juridique et judiciaire, de diverses actions ponctuelles au titre de son Programme spécial de développement (PSD).

Le sixième Sommet de la Francophonie (1995 à Cotonou au Bénin) a décidé que l'ACCT devenait l'Agence de la Francophonie. L'Agence est composée de 5 directions générales, d'une délégation générale et de 4 services de coordination générale.

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 13 / 11 / 97

Le théâtre sans fil présente "Le Hobbit" à Hanoi

L'AMBASSADEUR du Canada, M. Marius Grinius, a annoncé mardi dernier la venue à Hanoi du Théâtre sans fil, une compagnie de théâtre de marionnettes géantes de Montréal, venue présenter son spectacle *Le Hobbit* depuis le 12 novembre au Centre de Foires et d'Expositions de Giang Vo, à l'occasion du VIIe Sommet de la Francophonie.

Les dialogues et les chansons du spectacle ont été exclusivement enregistrés en vietnamien pour la venue du Théâtre sans fil à Hanoi, avec la collaboration d'acteurs et de chanteurs vietnamiens.

Tel que l'a déclaré l'Ambassadeur du Canada, M. Marius Grinius: «C'est avec grand plaisir que nous accueillons le Théâtre sans fil, reconnu comme l'une des meilleures compagnies de

marionnettes au monde. La magie et la poésie n'ont pas de frontières et nous sommes convaincus que le Théâtre sans fil séduira et fera rêver le public vietnamien comme il continue d'enchanter le public canadien et d'autres publics de par le monde depuis sa création».

Fondé en 1971, le Théâtre sans fil utilise une technique originale de manipulation de marionnettes géantes, inspirée du Théâtre japonais Bunraku. Dans le spectacle de *Hobbit*, les marionnettistes animent vingt-cinq marionnettes, dont les tailles atteignent de 0,9 m à 4 m de haut. Des éclairages sophistiqués, des effets spéciaux et une musique originale contribuent à créer un univers imaginaire et féerique. *Le Hobbit*, adapté du roman de J.R.R. Tolkien et créé en 1979, est l'un des nombreux grands succès du Théâtre sans fil. Présenté dans de nombreuses villes du Canada et des Etats-Unis, en Europe et en Asie, il séduit et fait rêver enfants et adultes dans le monde entier depuis vingt-huit ans.

Le Théâtre sans fil donnera deux représentations supplémentaires au Théâtre de la Jeunesse le 14 novembre, à 14h30, réservée aux enfants des écoles, et à 19h45, ouverte au public. Les billets, gratuits, sont à retirer à l'Ambassade du Canada ou au Théâtre de la Jeunesse.

Le spectacle du 12 novembre a été organisé par le département des Arts scéniques du ministère de la Culture et de l'Information du Vietnam. La venue du Théâtre sans fil est parrainée par le gouvernement du Canada et par la compagnie Telesystems International Wireless Services Inc (TIW). CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: .. 13/11/97

Les institutions de la francophonie

- La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage

.. Egalement appelée «Sommet», elle traite des grandes questions politiques, économiques, techniques et culturelles de l'heure et adopte un programme de coopération à mettre en oeuvre par les différents opérateurs entre deux sommets.

C'est un organe suprême de la Communauté. Tenu bisannuellement, le Sommet définit également les grandes lignes et orientations pour la coopération entre les pays concernés. Les décisions du Sommet sont approuvées selon la règle du consensus.

- La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF)

Elle assure la continuité politique entre les Sommets.

Après le Sommet, la CMF est le plus haut organe politique. Elle est tenue annuellement (outre les sessions extraordinaires) et vise à assurer la continuité de la Communauté sur le plan politique, à préparer le Sommet et à déterminer les programmes, les projets et le budget.

La CMF est en même temps le Conseil d'administration et l'Assemblée générale de l'Agence de la Francophonie.

- Le Conseil permanent de la Francophonie (CPF)

C'est l'organe politique permanent de la Francophonie institutionnelle. Il est composé des représentants personnels des chefs d'Etat ou de Gouvernement de 18 pays membres choisis par chaque Sommet.

Le CPF est présidé par le représentant personnel du Chef d'Etat ou de Gouvernement du pays président en exercice ou du pays hôte du prochain Sommet. Après le Sommet de Hanoi, le Secrétaire général de la Francophonie élu par ce Sommet deviendra le Président exécutif du CPF.

- Le Conseil tient au moins quatre sessions par an. Il assume les fonctions suivantes:
 - Assurer la continuité entre deux Sommets et préparer le Sommet suivant.
 - Examiner et approuver les projets qui seront soumis à la Conférence ministérielle.
 - Sélectionner les organisations qui seront chargées de la mise en oeuvre des projets.
 - Procéder à l'évaluation des travaux.
 - Prendre des décisions relatives à la répartition du Fonds Multilatéral.
 - Faire rapport à la CMF.

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 13/11/97

Grandes dates de la Francophonie

1880 Le terme de «francophonie» est inventé par le géographe français Onésime Reclus (1837-1916). Il apparaît pour la première fois en 1880.

1950 Création de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF), première organisation se réclamant de la francophonie.

Années 1960 Selon l'expression du poète et président du Sénégal, Léopold Sédar Senghor, la francophonie apparaît comme «un merveilleux outil» à de nombreux Etats africains ou arabes qui accèdent à l'indépendance. La notion s'impose avec les années de la décolonisation. Le français demeure la langue partagée, une langue également commune à d'autres peuples dispersés sur les cinq continents.

Des personnalités comme Hamani Diori, Habib Bourguiba, Norodom Sihanouk et Léopold Sédar Senghor proposent alors de regrouper les pays nouvellement indépendants, désireux de poursuivre avec la France des relations fondées sur des affinités culturelles et linguistiques.

Création d'importantes conférences: conférence des ministres de l'éducation nationale (CONFEMEN); conférence des ministres de la jeunesse et des sports (CONFEJES).

1961 Création à Montréal de l'Association des Universités Partiellement ou Entièrement de Langue Française (AUPELF).

1966 Création du Haut Comité (français) pour la défense et l'expansion de la langue française.

1967 Constitution de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF).

1969 Création de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF).

1970 Lors de la conférence de Niamey, fondation du premier organisme intergouvernemental de la francophonie: l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). La charte créant l'agence est signée par 21 pays, le 20 mars 1970. La coopération se limite d'abord au domaine technique.

1975 Léopold Sédar Senghor réclame un «sommet francophone». Adoption à l'unanimité par le Parlement français de la loi sur l'usage du français en France.

1977 Au Québec, après l'adoption de la loi 101 qui fait du français la seule langue officielle, est créé un Conseil de la langue française.

1979 Création de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement francophones (AIMF).

1984 Création par la France du Commissariat général de la langue française (qui remplace le Haut Comité) et du Haut Conseil de la francophonie (HCF). Première diffusion TV5.

1986 Premier sommet francophone à Versailles et Paris. Quarante pays sont représentés et décident de coopérer dans les secteurs de la culture, de la communication et des industries de la langue. Création par Jacques Chirac, Premier ministre, d'un portefeuille de la francophonie.

1987 Deuxième sommet francophone à Québec (2-4 septembre) qui établit la cadence bisannuelle des sommets. A cette occasion, ouverture de la première université multilatérale à l'échelle de quarante pays: l'Université des réseaux d'expression française (UREF). De nouveaux champs de coopération se développent, notamment en matière d'agriculture et d'énergie avec la création de l'institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage

du français (IEPF).

1988 Première journée internationale de la francophonie (date anniversaire de la création de l'ACCT en mars 1970), notamment dans les écoles.

1989 Troisième sommet francophone à Dakar (24-26 mars). Création à Alexandrie en Egypte de l'université Senghor, grâce au mécénat, à la contribution financière de pays francophones et aux conditions exceptionnelles offertes par le gouvernement égyptien.

1991 Le sommet de Chaillot à Paris, en novembre, rassemble près de cinquante pays et entités. Le Cambodge, la Bulgarie et la Roumanie sont admis. Le sommet décide de «renforcer la dimension politique» et institue le Conseil permanent de la francophonie (CPF), composé des représentants des chefs d'Etat ou de gouvernement. Annonce de la diffusion de TV5 en Afrique.

1993 Sommet de Grand-Baie à Maurice (16-18 octobre). Ce cinquième sommet sera l'occasion d'affirmer avec force une volonté de coopération Nord-Sud ainsi que Sud-Sud. A cette occasion est approuvée une résolution commune sur l'exception culturelle.

1995 A Cotonou (Bénin), du 2 au 4 décembre, le sixième sommet consacre l'affirmation politique de la communauté francophone sur la scène internationale. La francophonie sera dotée à partir de 1997 d'un secrétaire général, porte-parole et figure symbolique de la communauté. L'admission de Saint-Thomas-et-Prince et de la Moldavie porte à quarante-neuf le nombre de membres à part entière des sommets.

1997 Septième sommet francophone à Hanoi du 14 au 16 novembre.

DATE:

13/11/97

La visite du président français Jacques Chirac Ecrire une nouvelle page des relations franco-vietnamiennes

Le président de la République française, Jacques Chirac, est arrivé hier à Hanoi, ouvrant sa visite officielle au Vietnam, à l'invitation du Président de la République socialiste du Vietnam, Trần Duc Luong.

La cérémonie d'accueil officielle a été organisée au Palais présidentiel, en présence de hautes personnalités vietnamiennes et françaises. La fanfare militaire a exécuté l'hymne national des deux pays. Les présidents vietnamien et français ont passé en revue la garde d'honneur de l'Armée populaire du Vietnam.

Les relations entre le Vietnam et la France se sont positivement

accéléérées depuis la visite au Vietnam du feu président François Mitterrand, en février 1993. De part et d'autre, des responsables de haut rang se sont rendus dans les deux pays. Le président de la République, le Premier ministre et le Président de l'Assemblée nationale du Vietnam ont tous effectué des visites officielles en France. Jacques Chirac avait visité le Vietnam en janvier 1994, en tant que maire de Paris à l'époque.

Entretien présidentiel

Un entretien s'est déroulé hier à Hanoi, entre le président de la République Trần Duc Luong et son homologue français Jacques Chirac.

Du côté vietnamien, on notait la présence du vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Nguyễn Manh Câm, du président du Comité d'expertise des investissements du gouvernement, Đỗ Quốc Sam, du chef du Cabinet de la Présidence, Nguyễn Canh Dinh, du ministre de l'Industrie, Dang Vu Chu, du vice-ministre des AE Nguyễn Di Niên, du vice-ministre du Plan et de l'Investissement, Vo Hồng Phuc, de l'ambassadeur du Vietnam en France, Nguyễn Chiên Thang, et autres personnalités.

La partie française était représentée entre autres par Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, Charles Josselin, secrétaire d'Etat à la coopération, Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce et à l'artisanat, le vice-amiral d'escadre Delaunay, chef de l'état-major particulier du président de la République, Jean-David Levitte, conseiller diplomatique de la Présidence de la République, et Serge Degallai, ambassadeur au Vietnam.

Au nom de l'Etat, du gouvernement et du peuple vietnamiens, le président Trần Duc Luong a salué

chaleureusement le président Jacques Chirac au Vietnam pour une visite d'Etat et pour assister au VIIe Sommet de la Francophonie. Le dirigeant vietnamien a qualifié cette visite de «nouveau jalou» dans les relations de coopération multiformes entre les deux pays.

Il s'est félicité de l'étroite coopération entre les services concernés des deux pays pour parvenir à la signature d'accords dans cette visite. Il a estimé que les relations bilatérales sont bonnes à plusieurs égards et affirmé que dans le nouveau contexte, les deux pays doivent porter leurs échanges et leur coopération dans les domaines économique, commercial, technologique... à de nouvelles hauteurs, saisir toutes les possibilités pour promouvoir la coopération sur plusieurs terrains. Trần Duc Luong a apprécié la déclaration de son homologue français qui disait que son pays était prêt à coopérer dans le transfert de technologies au Vietnam, pour que son niveau technologique soit à la hauteur de celui du monde. Il a proposé que la France crée des conditions plus favorables, surtout dans les domaines du crédit des exportations et de l'assurance dans les échanges commerciaux, les investissements et le transfert de technologies.

Le président Trần Duc Luong a procédé à un échange de vues avec son homologue français sur les orientations et les mesures principales à prendre pour renforcer davantage les relations de coopération bilatérales, en particulier dans l'agriculture, l'éducation et la formation, l'aviation civile... Il a souhaité que la France continue à accorder au Vietnam aide et soutien dans le processus de son intégration dans la communauté internationale, notamment dans le renforcement de ses relations avec l'Union Européenne, son adhésion à l'Organisation mondiale

du commerce (OMC) ainsi que dans ses relations avec le Club de Paris...

Le président Trần Duc Luong a souligné que les deux pays doivent développer les échanges et la coopération non seulement dans le cadre bilatéral, mais aussi dans le cadre inter-régional, entre l'ASEAN et l'Union européenne, entre l'Asie et l'Europe. Il a également souhaité que le Vietnam et la France renforcent leur coordination dans les problèmes régionaux et internationaux. L'organisation par le Vietnam du VIIe Sommet de la Francophonie montre l'attachement du Vietnam à la Communauté des pays ayant le français en partage, une communauté importante au niveau mondial.

Le président Jacques Chirac a exprimé sa joie participant du cocur et de la raison d'avoir l'occasion de visiter le Vietnam et a remercié l'Etat, le gouvernement et le peuple vietnamiens pour leur accueil solennel. Il a estimé que si la visite au Vietnam en février 1993 du feu président François Mitterrand a marqué la réconciliation, son actuelle tournée vise à établir une relation de partenariat particulier entre les deux pays. Il a déclaré que sur la base de la position de chaque pays et des relations bilatérales, le Vietnam et la France pourraient devenir le moteur de la coopération entre l'Asie et l'Europe, l'ASEAN et l'UE.

Le président Jacques Chirac a constaté que sur cette dernière période, les liens entre les deux pays n'ont cessé de se développer, la France est devenue le partenaire européen le plus important du Vietnam au niveau des échanges commerciaux et des investissements. Il a exprimé le désir du gouvernement français de renforcer davantage les relations multiformes entre les deux pays.

Le président français a annoncé le renforcement des aides et de la coopération avec le Vietnam. Ce soutien portera sur l'industrie, l'agriculture, la construction de base, le transfert de technologies modernes et la formation des cadres. Par ailleurs, la France favorisera l'entrée des marchandises vietnamiennes

(Suite à la p.4)

2/2

(surtout le textile et la confection) sur son marché européen bien que la France soit confrontée à un chômage sans précédent. En outre la France continue son soutien et encourage d'autres pays à accompagner les efforts du Vietnam pour son intégration internationale, notamment pour le renforcement de ses relations avec l'Union européenne et son adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Le président Jacques Chirac a remercié le gouvernement et le peuple vietnamien pour les préparatifs du VIIe Sommet. Le président français a fait transmettre par le président vietnamien Trần Duc Luong ses excuses aux habitants de Hanoi pour d'éventuels bouleversements dans leur vie quotidienne provoqués par ce Sommet. Hanoi est une belle ville d'Asie qui, tout en gardant son identité nationale, fait des efforts pour répondre aux besoins d'une vie moderne, a ajouté Jacques Chirac. Le président français s'est dit persuadé que la France serait très heureuse de participer à la célébration du millénaire de Hanoi.

A la fin des entretiens, Jacques Chirac a invité son homologue vietnamien à une visite d'Etat en France. L'invitation a été acceptée avec plaisir. Les ministères des Affaires étrangères français et vietnamien se mettront d'accord sur une date qui conviendrait.

Entrevue Jacques Chirac-Phan Van Khai

Le Premier ministre Phan Van Khai s'est entretenu avec le Président de la République française hier après-midi, à la Maison des hôtes du Gouvernement. Il s'est félicité de sa visite à l'occasion du VIIe Sommet de la Francophonie. Cet événement important ne manquera pas de marquer un nouveau développement de la coopération bilatérale dans l'économie, les échanges commerciaux, la formation, l'éducation, etc, a dit le chef du gouvernement.

Le Président Jacques Chirac a exprimé sa satisfaction de visiter le Vietnam et de rencontrer le chef du gouvernement, au seuil du Sommet de la Francophonie. Il a témoigné de sa confiance dans l'oeuvre d'industrialisation et de modernisation du pays. Il a affirmé que l'Etat et le gouvernement français feraient tout leur possible pour l'intégration du Vietnam à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et à d'autres organismes internationaux. Il s'est déclaré convaincu que les relations particulières franco-vietnamiennes s'approfondissent, notamment dans les domaines d'investissement, économique, commercial, industriel, agricole de services techniques...

LE COURRIER DU VIET NAM

Six accords signés

Le président Trần Duc Luong et le président Jacques Chirac ont assisté hier, à Hanoi, à la signature de six documents de coopération entre le Vietnam et la France.

Le protocole sur la création du Comité de coordination pour l'enseignement et la recherche a été signé par le vice-ministre vietnamien de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, Chu Hao, et le ministre français des Affaires Etrangères Hubert Védrine.

L'accord sur l'aide vivrière conclu entre les deux gouvernements a été signé par le vice-ministre vietnamien des Finances, Vu Mông Giao, et Hubert Védrine.

Le protocole sur le projet de développement du café-moka (entre le ministère du Plan et de l'Investissement du Vietnam et la Caisse française de Développement) a été signé par le vice-ministre vietnamien du Plan et des Investissements, Vo Hồng Phuc, et le secrétaire d'Etat français aux Petites et moyennes entreprises, Marylise Lebranchu.

Le protocole financier pour 1997 conclu entre les deux gouvernements a été signé par Vo Hồng Phuc et Hubert Védrine.

Le protocole gouvernemental sur le programme de formation au Vietnam d'ingénieurs d'excellence a été signé par le ministre vietnamien de l'Education et de la Formation, Nguyễn Minh Hiên, et Hubert Védrine.

L'accord entre les gouvernements sur la formation post-universitaire du droit, a été signé par le ministre de la Justice, Nguyễn Đình

Lộc, et Hubert Védrine.

La France, premier partenaire européen du Vietnam

Depuis 1990, la France est classée au deuxième rang parmi les pays bailleurs de fonds au Vietnam, derrière le Japon, avec 1.755,8 millions de francs français (environ 352 millions de dollars).

Les échanges commerciaux entre les deux pays ont enregistré une augmentation moyenne annuelle de 10%, avec 5.728 millions de francs en 1996. La France est le premier partenaire commercial européen du Vietnam. Ses investissements directs au Vietnam atteignent plus de 829 millions de dollars, répartis sur 87 projets (chiffres arrêtés à juillet dernier).

La France soutient le Vietnam dans l'amélioration de ses relations avec les organisations financières et monétaires internationales. Elle l'aide également à établir des liens solides avec l'Union européenne et participe à son intégration dans les organisations régionales et internationales.

CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE:

13/11/97

Jacques Chirac reçu par Do Muoi

HIER, le secrétaire général du PCV, Dô Muoi a souhaité la bienvenue à Jacques Chirac et a considéré sa visite comme "un événement majeur marquant un nouveau pas dans le développement des relations d'amitié et de coopération multilatérale entre les deux pays".

Le leader vietnamien s'est félicité des avancées positives dans les relations bilatérales sur ces dernières années, à travers l'échange de visites de délégations de haut rang, ainsi qu'une coopération de plus en plus efficace et diversifiée.

Dô Muoi a exprimé ses "remerciements sincères" au gouvernement et au peuple français pour "leur soutien, leur collaboration étroite et efficace" et leur aide pour l'organisation du VIIe Sommet de la Francophonie. Il a souhaité que la France continue à aider le Vietnam, et à coopérer avec lui dans de nombreux domaines : commerce, investissements, agriculture, mécanique, banque, culture, éducation, science et technique. Il a également souhaité le soutien français dans l'amélioration des relations de son pays avec les institutions financières et monétaires internationales, le développement de ses rapports avec l'Union Européenne.

Le secrétaire général a affirmé que le Parti, l'Etat et le peuple vietnamiens apprécient la consolidation et l'épanouissement des sentiments de soutien et d'entraide, et des relations multiformes avec la République française. Il s'est déclaré convaincu que la visite du président Jacques Chirac contribuera à accroître les relations vietnamo-françaises, conformément à l'aspiration et à l'intérêt des deux peuples.

Le secrétaire général Dô Muoi a brossé pour son interlocuteur les grands traits de la ligne et de la politique socio-économique du Vietnam. Il a évoqué certaines tâches fondamentales inhérentes à la période d'industrialisation et de modernisation. Il a confirmé la politique extérieure de son pays fondée sur l'indépendance, l'autonomie, le multilatéralisme des relations interna-

tionales sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité et des intérêts communs.

Le chef de l'Etat français s'est déclaré satisfait de constater que les relations politiques, économiques et culturelles se développent, surtout après la visite en 1993 de son prédécesseur François Mitterrand. Le gouvernement et le peuple français se préoccupent du renouveau au Vietnam et des efforts encourageants de l'Etat et du peuple vietnamiens pour s'intégrer à la région et au monde. Jacques Chirac est persuadé qu'avec un peuple courageux, un pays riche de potentiels et une société dynamique, le Vietnam surmontera les difficultés et remportera des succès dans la construction nationale.

Le président français a affirmé la volonté de l'Etat, du peuple français et de la sienne de consolider et de renforcer l'amitié et les relations multiformes avec le Vietnam. Il a déclaré que la France était prête à participer à l'oeuvre d'industrialisation, à la coopération, aux échanges d'expériences avec le Vietnam dans les domaines différents : industrie, agriculture, réforme bancaire, assurances, réforme administrative, éducation, culture...

Les deux dirigeants ont également discuté de certains problèmes régionaux et internationaux d'intérêt commun. Jacques Chirac a invité Dô Muoi à visiter la France. L'invitation a été acceptée avec plaisir.

CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 13/11/97

Musée d'Ethnographie du Vietnam

Jacques Chirac et Nguyễn Thị Bình ont coupé le ruban rouge

LE Musée d'Ethnographie du Vietnam a été inauguré, hier à Hanoi, par la vice-présidente de la RSV, Nguyễn Thị Bình; le Président de la République française, Jacques Chirac et le directeur du Centre national des sciences sociales et humaines (CNSSH), le Professeur Docteur Nguyễn Duy Quy.

Selon le directeur du CNSSH, «ce musée est à la fois un centre de recherches scientifiques, de collection, de préservation et de mise en valeur du patrimoine culturel des cinquante-quatre ethnies-soeurs qui peuplent le territoire vietnamien. Ces études sur l'histoire et

la culture des ethnies joueront un rôle important dans l'éducation aux traditions et l'identité nationale».

Il a salué la coopération du peuple vietnamien, des amis internationaux, notamment des scientifiques français qui l'ont assisté dans la construction de ce musée.

Le président Chirac a qualifié ce Musée de «symbole de la coopération entre les deux pays, qui fera sans aucun doute date dans l'histoire de la muséographie de l'Asie du Sud-Est». Pour lui, «le musée est un lieu de mémoire et aussi lieu d'avenir. C'est un espace de vie, de dialogue, d'ouverture sur d'autres cultures,

d'autres civilisations, d'autres hommes. C'est un lieu où chacun peut rêver».

Il est convaincu que ce musée attirera de plus en plus de visiteurs venus du Vietnam, mais aussi de toute la planète. Et pour le président français, de nombreux chercheurs trouveront ici une «inépuisable mine d'informations».

A cette occasion, il a souhaité à ce musée «tout le succès qu'il mérite, qu'il soit un témoignage d'une vocation que la France doit retrouver: connaître, aimer et faire aimer les peuples et les civilisations de l'Extrême-Asie».

Texte et photo Tim Hà

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 13/11/97

Le directeur et recteur de l'AUPELF-UREF

"La francophonie est
une grande aventure pour les jeunes"

DANS le contexte d'une mondialisation qui obéit aux seules lois du marché, l'AUPELF-UREF, l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche, a le mérite d'avoir dégagé le problème de l'uniformisation des langues. Elle offre aussi une solution: l'éducation dans l'esprit du multilinguisme. Dans une interview accordée au *Courrier du Vietnam*, Michel Guillou, directeur général de l'AUPELF, recteur de l'UREF, donne son point de vue sur la construction d'une francophonie plurielle. Et évoque le rôle de son organisation dans cette entreprise.

De quel constat est partie la Francophonie pour former un front contre «l'uniformisation linguistique et culturelle»?

La Francophonie rassemble quarante-neuf pays qui partagent le français, sur une base volontaire. Le but n'est certainement pas de regarder dans le rétroviseur, c'est-à-dire par nostalgie du passé, mais de travailler ensemble. Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la mondialisation, tirée par l'économie de marché, qui impose majoritairement un système, un modèle, une langue.

Dans les faits, on veut y entrer en préservant la diversité culturelle, en préservant la diversité linguistique et humaine qui semblent aussi importantes que la biodiversité. On veut y entrer avec certainement la liberté individuelle et tout ce qui facilite les progrès, qui renforce la solidarité. Donc le rêve francophone est à côté du rêve américain, différent.

Petit à petit, on est en train de voir apparaître un regroupement qui sait où il va, qui s'en donne les moyens, qui va désigner un secrétaire général de la Francophonie à Hanoi. Ce regroupement représentera simplement une autre manière d'entrer dans la mondialisation.



Michel Guillou: «La voie du multilinguisme est la voie de l'avenir.»

Photo Pham Bich Hà

Dans cet acheminement vers une mondialisation plurielle et équilibrée, à quel niveau se situent les interventions de l'AUPELF-UREF?

Notre objectif est de mettre en réseau les quelque 400 universités utilisant le français. Et nous voulons faire en sorte que ces universités soient les plus performantes possibles. Car, au fond, nous avons une mission de solidarité pour la co-excellence et le co-développement.

Par conséquent, l'AUPELF-UREF assume un triple métier: la réflexion, la recherche et la formation. Par l'intermédiaire du fonds francophone de la recherche, nous devons faire en sorte que cette recherche soit la plus solidaire et la plus compétitive possible. Par exemple, grâce à un système francophone d'information qui vise à ce que l'ensemble des universités francophones dispose à la fois de livres mais aussi de l'internet; c'est-à-dire que, du livre à l'internet, les francophones partagent bien l'information. La formation, elle, concerne en particulier les élites francophones et les francophones dans tous les métiers.

Je voudrais que ces trois métiers soient complétés à l'AUPELF-UREF

par une démarche régionale: en plus de la coopération à quarante-neuf, nous essayons d'organiser la coopération au sein des régions et la coopération inter-régionale. Donc, notre rôle est d'appliquer les grandes idées pour une francophonie utile, compétitive, au service du Sud.

Ne craignez-vous pas qu'à l'avenir, la «qualité» du français soit tirée vers le bas?

Des problèmes, il y en a toujours. Mais c'est normal. En francophonie, nous avons un français global, un français de tous les jours, mais aussi un français de développement, d'économie, des médias. Ce n'est pas grave si nous n'avions pas tous la même qualité de français. Mais l'important c'est que nous pouvons travailler ensemble, nous pouvons partager. Ceci dit, l'enseignement bilingue est bâti sur l'exigence de la qualité puisque nous pensons effectivement qu'il faut associer la francophonie à l'excellence et à la qualité.

Avez-vous un message aux jeunes francophones dans le monde?

Dans la globalisation, il y a deux voies possibles. Une première voie, c'est l'unilinguisme, le modèle dominant, le modèle culturel américain. Par conséquent, l'uniformité, à court terme, s'avère séduisante, plus facile et moins chère. Mais à long terme, elle constitue un facteur de perte de liberté. Je crois que la deuxième voie, celle du pluriel, du multilinguisme, est la voie de l'avenir. En réalité, la diversité culturelle, linguistique, humaine est aussi importante que la biodiversité. Donc, une langue qui meurt, une culture qui meurt, c'est aussi grave qu'une espèce végétale ou animale qui disparaît.

A cette occasion, je convie les jeunes du monde à établir un front de la modernité, dans l'innovation, dans la création. Les jeunes doivent être à l'avant-garde et montrer une volonté de garder ce pluralisme, de préserver cette diversité qui fait le charme, la force de l'humanisme. Donc, la francophonie est une grande aventure pour les jeunes: il s'agit de bâtir une mondialisation humaine, humaniste. Ainsi, la francophonie est un projet de l'avenir, une autre façon d'entrer dans la globalisation.

Propos recueillis
par Pham Bich Hà

DATE:

13/11/97

LE COURRIER DU VIET NAM

Le salon des technologies et du savoir-faire français a été inauguré hier au Parc des expositions Giang Vo à Hanoi, par Pham Gia Khiem, vice-Premier ministre; et Sylvain Arque, président directeur général de la société française Infopromotions. Il s'agit de la première initiative de ce genre au Vietnam.

Une soixantaine de sociétés françaises et vietnamiennes participent au salon placé sous l'égide de la Compagnie nationale de Publicité et des Foires Commerciales (VINEXAD) et de l'organisation française Infopromotions. Les exposants présentent leurs nouvelles réalisations dans les domaines industriels, l'environnement et les technologies.

Ce salon offre de précieuses opportunités aux investisseurs étrangers, notamment aux groupes de hautes technologies français. Pour le Vietnam, il ouvre l'accès aux réalisations scientifiques et techniques

Le salon des technologies et du savoir-faire français a été inauguré hier au Parc des expositions Giang Vo à Hanoi, par Pham Gia Khiem, vice-Premier ministre; et Sylvain Arque, président directeur général de la société française Infopromotions. Il s'agit de la première initiative de ce genre au Vietnam.

Une soixantaine de sociétés françaises et vietnamiennes participent au salon placé sous l'égide de la Compagnie nationale de Publicité et des Foires Commerciales (VINEXAD) et de l'organisation française Infopromotions. Les exposants présentent leurs nouvelles réalisations dans les domaines industriels, l'environnement et les technologies.

Ce salon offre de précieuses opportunités aux investisseurs étrangers, notamment aux groupes de hautes technologies français. Pour le Vietnam, il ouvre l'accès aux réalisations scientifiques et techniques

Vietnamiens et Français au rendez-vous

Business

Le salon des technologies et du savoir-faire français a été inauguré hier au Parc des expositions Giang Vo à Hanoi, par Pham Gia Khiem, vice-Premier ministre; et Sylvain Arque, président directeur général de la société française Infopromotions. Il s'agit de la première initiative de ce genre au Vietnam.

Une soixantaine de sociétés françaises et vietnamiennes participent au salon placé sous l'égide de la Compagnie nationale de Publicité et des Foires Commerciales (VINEXAD) et de l'organisation française Infopromotions. Les exposants présentent leurs nouvelles réalisations dans les domaines industriels, l'environnement et les technologies.

Ce salon offre de précieuses opportunités aux investisseurs étrangers, notamment aux groupes de hautes technologies français. Pour le Vietnam, il ouvre l'accès aux réalisations scientifiques et techniques

Huong Giang

17

LE FIGARO
Jeudi 13 novembre

Sommet francophone demain à Hanoï

Une année décevante

Le français est l'affaire de tous • Que les francophones découvrent, inventent, brevètent dans leur langue
• Alors l'étranger se tournera vers elle.

C'est du 14 au 16 novembre que se tiendra à Hanoï le prochain sommet francophone. Cet indice du timide retour d'un pays asiatique, le Vietnam, vers notre langue - succédant à celui du Cambodge ou de Madagascar - et l'élection souhaitable de M. Bourrou-Ghali comme secrétaire général d'une structure francophone permanente vont-ils ouvrir des horizons plus clairs et clore une année cruciale pour la francophonie ?

PAR PHILIPPE LALANNE-BERDOUICQ *

Il serait temps. En Afrique, fin 1996, le pouvoir algérien, au mépris de tout bon sens, substitua l'anglo-américain au français dans ses programmes d'enseignement. Au printemps 1997, le nouveau maître du Congo, ex-Zaire, géant de l'Afrique noire francophone, déclara son intention d'en faire autant - mais, élémentaire prudence, sans passer à l'acte. Peu après, à Paris, dans le gouvernement formé au lendemain des élections de juin, le ministre de la Francophonie passa tout simplement à la trappe. Et le 6 septembre dernier, le décès de son pionnier, Philippe Roselien, fit comme le point d'orgue d'une suite d'épreuves. Mauvaise année 1997 ? Son bilan sera ce que nous en ferons. Souvenons-nous que les faits pèsent plus que les mots et qu'il ne faut pas séparer la culture de l'économie. Rien ne sert de passer - fêtons le passage - du chau-

vinisme au masochisme, de l'empirisme au pré carré ou de la chasse gardée au sublimisme d'un partenariat légal avec des rivaux cherchant à nous évincer.

Le poids de l'économie

L'empire américain sur une partie du continent noir, par le biais d'investissements dans le secteur minier et de sources distribuées aux étudiants, ne doit pas faire illusion aux Africains. Par parenthèse, il est faux d'opposer une Afrique orientale anglophone prospère à une Afrique francophone en déliquescence. L'Ouganda de Museveni reste dévasté par une guerre dans le nord du pays, le Kenya par de récents massacres tribaux.

Pour qu'une langue, expression de l'identité d'un pays et auge de toute une culture, exerce son influence, trois éléments sont nécessaires : des populations qui la parlent (et qui y croient) ; un champ d'expansion ; un contenu spirituel, intellectuel, technologique, constamment enrichi et mis à jour.

Paradoxe de la francophonie : son centre de gravité se trouve aujourd'hui en Europe et au Québec, chez des populations de langue française ancestrales, mais à la démographie négative (la natalité du Québec a régressé en une génération de 30 à 25 % la proportion des francophones dans l'ensemble du Canada), alors que ce centre de gravité doit se déplacer demain vers une Afrique noire à forte natalité, mais où la langue française est importée et le système éducatif délaissé.

L'abolition brusquée de toute au-

veraineté européenne sur ce proche continent dès le milieu du XIXe siècle ne profita pas à celles des populations que ravagèrent aujourd'hui le fanatisme au nord du Sahara et le tribalisme au sud.

A leur tour les liens culturels maintenus durant trois siècles ont servi mal à ruder l'épreuve et la concurrence économique d'aujourd'hui et si le poids de l'ancienne métropole s'alourdit. Le message véhiculé par une langue doit être émis par une population forte et acceptée par des esprits ouverts. En Égypte, il fallut sept siècles, entre l'invasion arabe du VIIe et le début du XIVe, pour que le balancement des populations coptes et musulmanes s'inverse au profit de la seconde. Trois siècles plus tard, au XVIIIe, la langue copte, dérivée de l'égyptien ancien, disparaissait comme idiome parlé, ne subsistant que dans les textes sacrés.

La démographie

Si la France persiste dans la négation de toute politique familiale, le remplacement des populations, loin d'attendre sept siècles, ne demandera même pas sept générations. Il reste à parer sur un éventail de valeurs sur place, intégrer les nouveaux venus - soit en opérant sur le continent noir un intense effort d'éducation, de formation des hommes et d'investissement économique judicieusement ciblé. Telle peut être encore la perspective d'une francophonie vivante.

La journée réunie à Paris en août

a témoigné que nous n'avons jamais le droit de désespérer. En ce domaine comme en d'autres, plutôt que des lamentations sur notre déclin ou une soumission à la « culture » du dollar et à un abaissement universel, le soutien de l'espérance est à même de faire accéder aux francophones le tournant des innovations qu'ils perdront en passe de manquer. En premier, celui de l'informatique, aujourd'hui véhicule de l'américain, demain canal de toute langue de civilisation.

Le français est l'affaire de tous. Que les francophones découvrent, inventent, brevètent dans leur langue. Alors l'étranger se tournera vers elle. Qu'ils conçoivent et produisent, sans pour cela tourner le dos à leurs racines. Qu'ils investissent et créent. Qu'ils trouvent des rythmes et des textes - en chantant dans leur langue. Qu'ils écrivent en la respectant, ce qui n'exclut nullement de s'ouvrir à d'autres.

Et d'abord, dans une société consummée par une langue imprégnation marxiste, plus vidée de ses repères et marquée par une indigence philosophique affligeante, qu'ils pensent à une réflexion en profondeur sur l'homme et l'univers, sa traduction, non dans l'imposture, mais dans le beau et le vrai, c'est-à-dire l'art, la littérature, la science, la synthèse, voire qu'ils relancent la langue française.

P. L. B.

* Administrateur de Défense de la langue française, 8, rue Scapin, 75008 Paris. Auteur de Pourqu'on parle français ? Ed. Flammarion, 250 pages, 95 F.

Capitulation devant l'anglais

Pour Claude Allègre, le français n'est plus qu'une langue régionale, comme l'auvergnat ou le serbo-croate.

- Ma patrie c'est la langue française... a écrit Albert Camus. Notre ministre de l'Éducation en fit le leitmotiv de son discours à l'Assemblée nationale le 10 novembre 1996. Mais, dans son discours, il a écrit : « La France est une civilisation dont elle n'est pas propriétaire ».

PAR MICHEL TAURIAU *

Elle en a la responsabilité devant l'univers ? M. Claude Allègre ne pense qu'à l'avant. À l'avenir de la France, bien sûr. Car pour lui le français est mort. Le français n'est plus qu'une langue régionale, comme l'auvergnat ou le serbo-croate. D'ici proclamé à La Rochelle, devant quelques centaines de militants réunis pour l'université d'été du Parti

socialiste. A La Rochelle, d'où partent nos caravelles vers le Nouveau Monde. « L'anglais plus le français plus l'anglais », a-t-il assuré, c'est pour le futur comme lire, écrire et compter. Donc il ne faut pas compter l'anglais comme une langue étrangère.

Voilà donc le responsable de l'éducation des jeunes Français qui ne croit plus au français. Qui lève les bras devant une hégémonie étrangère. Qui pense que les Français de demain considéreront leur langue maternelle comme accessoire. Après la suppression du secrétariat d'État à la Francophonie, un tel manifeste ne constitue-t-il pas une trahison ?

Car, n'en déplaise à M. Allègre et à tous les ministres de

son acabit, admettons d'un modèle unique de civilisation uniforme et acceptés. Il faut prendre conscience que nous sommes en guerre. Une guerre que nous perdons et nous continuons à écarter élargement ce genre d'opère du désarmement linguistique et ceux qui précèdent, au nom de l'union des langues, la production de la nôtre.

La sauce ketchup

Déjà acculés dans nos vachements, nous subissons une invasion en règle. Regardons les étagères de nos ordinateurs, les cadres de nos postes de radio, de nos compteurs kilométriques, de nos téléphones portables, nos rues,

leurs enseignes, les titres de films, la raison sociale des sociétés, les noms de nos nouveaux modèles de voiture, de nos produits de consommation, les blasons de nos écoles, leurs cartables... Fermons les yeux, rouvrons-les : sommes-nous encore en France ? La langue de la République est-elle encore le français, comme le stipule la Constitution ? Tout, autour de nous, est aujourd'hui badigeonné à la sauce ketchup.

Grand conseiller des mammoth et parfois bien inspiré, M. Allègre devra comprendre que l'un d'eux est en train de piétrer notre souveraineté, d'écraser notre identité. Saug-masage à la cinquante de pays francophones qu'

voit se réunir à Hanoï, le 14 novembre, et aux missionnaires de notre Coopération, dont la loi est et s'écrit. Que faites-vous donc de la responsabilité devant l'univers dont parait Jean Giraudoux ?

Tout cela, nous vous le disons de vive voix, si l'ose dire, bardiement au vent et rage au cœur. Le jour même de cette grande rencontre francophone, à midi, vendredi, devant l'Académie française. Sous le couple de laquelle Maurice Duval d'Est écrit un jour : « Le peuple qui ne respecte plus sa langue ne se respecte plus lui-même, ni ne se fait respecter. »

M. T.

* Écrivain, journaliste.

171 1/28

LE FIGARO
Jeudi 13 novembre

Francophonie : l'état des lieux

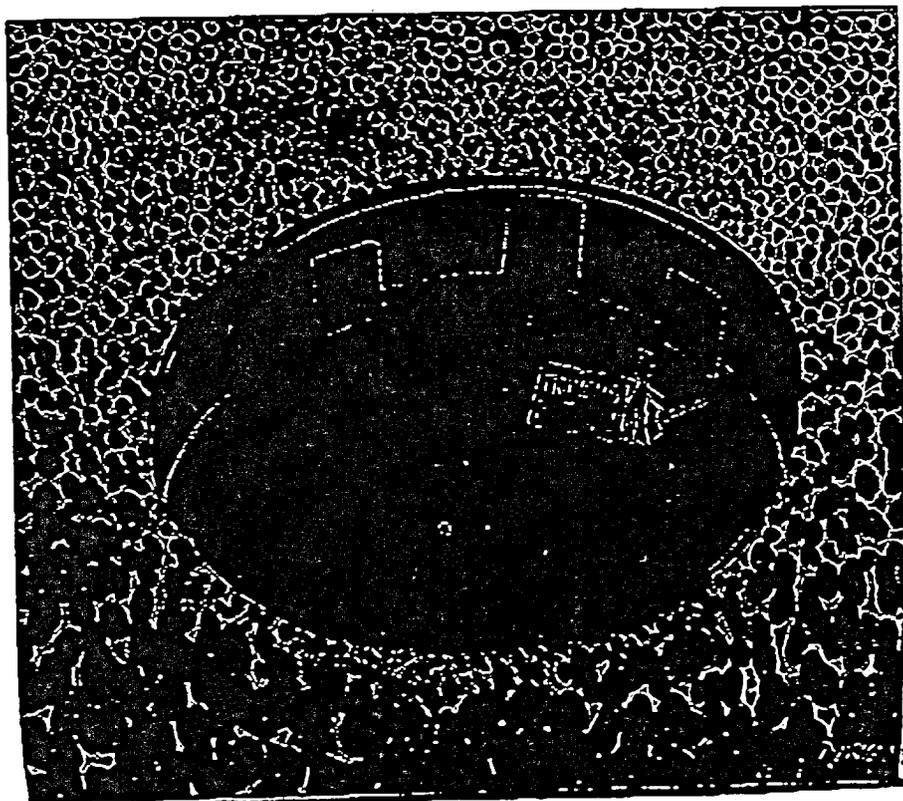
Parmi les missions des écoles françaises à l'étranger figure la formation des élites locales. A Madrid, le lycée français jouit d'un large prestige.

(La dépêche de Pierre ROUSSELIN, page 4)

Sommet de Hanoi : forces et faiblesses de la francophonie (4)

« El Liceo francés », la citadelle menacée des élites

A Madrid, le plus gros « bahut » à l'étranger jouit d'un prestige hérité d'une époque où il incarnait l'idéal de la démocratie.



LE FIGARO
Jeudi 13 novembre

MADRID:
de notre envoyé spécial
Pierre ROUSSELIN

Sur un campus de dix hectares, dans l'un des quartiers les plus résidentiels de la capitale espagnole, le lycée français de Madrid, avec ses 3 850 élèves, est le plus grand établissement scolaire français à l'étranger.

C'est ainsi l'une des écoles les plus prestigieuses parmi l'élite de la société espagnole. « L'équivalent local du lycée Henry-IV à Paris », relève le proviseur Jean-Marie Guillemin. Y ont fait leurs études primaires et secondaires des personnalités comme le ministre actuel de l'Agriculture, M. Loyola de Palacio, ou l'ancien ministre de l'Économie Miguel Boyer. Avocats, artistes, grands noms de la finance... la liste serait longue de ceux qui trouvent l'accomplissement de l'une des missions de toute école française à l'étranger : la formation des élites locales.

Au lycée de Madrid, près de deux élèves sur trois sont espagnols. Ils y côtoient les enfants des expatriés français, ceux de couples mixtes et ceux des étrangers de pays tiers pour lesquels le réseau unique d'écoles françaises dans le monde offre la garantie d'un enseignement suivi, quelle que soit leur prochaine destination.

Assurer la scolarité des enfants français est évidemment la vocation prioritaire de tout lycée à l'étranger. C'est le cas en Espagne, pays pour lequel la France est le premier partenaire commercial et le premier investisseur étranger. « Notre présence est d'abord une invitation à l'expatriation et donc à la présence commerciale de la France en Espagne », explique le proviseur.

Économies budgétaires

Et les élèves espagnols ? À Paris, certains fonctionnaires voudraient en réduire le nombre, par souci d'économies budgétaires. L'établissement cède à l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger quelques 25 millions de francs par an, soit entre 35 et 40 % de son coût de fonctionnement. Mais les élèves espagnols s'acquittent de frais de scolarité élevés et ne peuvent prétendre aux bourses accordées à certains de leurs camarades français. La réduction des effectifs engagés reste limitée à quarante élèves par an. Aller au-delà ne serait pas forcément synonyme d'économies.

Ce la taille d'un gros « beurré » parlez, le lycée de Madrid peut paraître disproportionné aux besoins locaux. Mais le remettre en question serait faire fi d'un accord remontant à la période franquiste, lorsque la France incarnait aux yeux des Espagnols les idéaux de liberté et de démocratie.

Ancien président des Cortès, Gregorio Peces Barba, recteur de l'université Carlos-III, œuvre son livre de mémoires sur la transition démocratique espagnole par un chapitre consacré à sa scolarité au lycée.

« C'est dans cette école, une école libérale plongée dans un système d'enseignement traditionnel où les enfants étaient endoctrinés par le national-catholicisme et l'idéologie de la Falange », que j'ai appris la tolérance et le respect de l'autre dans la perspective d'une éducation normale dans un pays démocratique », écrit celui qui devait être l'un des auteurs de la Constitution. Il évoque son émotion en écoutant La Marseillaise lors des remises des prix organisées à l'époque d'un grand séminaire de la Gran Via, au cœur de la capitale.

L'Espagne a bien changé. « El Liceo » aussi. Ce n'est plus la cité de la liberté, prise de vitesse par une élite à l'étroit dans le corset franquiste. « Mais nous restons toujours ouverts au monde », souligne le proviseur. La culture française n'est pas la motivation principale des parents espagnols qui viennent inscrire leurs enfants : « C'est plutôt le plaisir de l'enseignement et la possibilité d'apprendre des langues étrangères ».

Effondrement

Le lycée forme chaque année plus de deux mille Espagnols bilingues. C'est l'une des rares écoles de la capitale où l'on peut apprendre la française en première langue. Le détail est d'importance vu l'effondrement qu'a connu l'usage de notre langue dans un pays européen aussi proche.

Le modèle Fulbright

Les bourses Fulbright ont drainé dans les universités américaines une quantité de diplômés espagnols, contribuant ainsi à la conversion des classes dirigeantes au libéralisme économique.

Lancé en 1958, après le blocus imposé à l'Espagne franquiste par les États-Unis, le programme a pris son essor grâce à l'argent provenant de la location des bases militaires fournies à l'armée américaine. Avec la fermeture des bases, un autre financement a dû être trouvé au côté du mécène, une pratique beaucoup plus généralisée en Espagne qu'en France. Un exemple : le gouvernement n'a pas déboursé une poignée pour l'exposition Les Bases actuellement au Grand Palais. Le Calix de Catalunya a payé l'édifice.

Les bourses d'études aux États-Unis sont ainsi offertes par des banques espagnoles alors que les entreprises françaises en Espagne rechignent à aider le moindre programme d'études en France.

Président de l'association des boursiers Fulbright et administrateur de la Real Academia Española, Lorenzo Rodríguez Durántez n'est pas tendre avec la politique culturelle de la France : « Nous sommes plus ouverte que les centralisateurs espagnols que vous êtes. Le succès dans son ensemble doit assurer le dynamisme de la langue et le rayonnement de la culture. Pas seulement ce que vous appelez le service public ».

P. R.

groupes espagnols marchent très bien en France grâce à la vogue de la chanson latina. Rosa Lagarrigue fait chanter ses artistes dans la langue de Molière pour s'attaquer au marché francophone.

Les amis de la France

En Espagne comme ailleurs, la poussée de l'anglais paraît irrésistible. « C'est la conséquence de l'hégémonie politique et culturelle des États-Unis », reconnaît Gregorio Peces Barba. Mais il faut que la France poursuive son effort pour éviter que l'anglais ne devienne la seule lingua franca en Europe. « Le recteur de l'université Carlos-III rétorque : Il s'oppose à ce que des thèses soient soutenues en anglais, il veut recruter des élèves du lycée et multiplier les programmes de coopération avec des universités françaises. Mais il déplore qu'aucun de ses étudiants ne bénéficie de bourses d'études en France ».

Rares sont les élèves espagnols du lycée qui poursuivraient leurs études supérieures en France. Ils préfèrent aller aux États-Unis. Jean-Marie Guillemin reconnaît qu'il est difficile de mesurer l'impact de son lycée sur la francophonie en Espagne. Mais pour Gregorio Peces Barba, l'issue ne fait pas de doute : « Plus il y aura d'élèves espagnols au lycée, plus la France comptera d'amis dans ce pays ».

P. R.

Francophonie

Je trouve assez stupéfiant de lire que « le Pape aura béatifié 784 personnes et sanctifié 279 autres » (Figaro du 10 novembre, p. 9). Vous n'ignorez certainement pas le verbe « canoniser » ! Ce n'est pas tant l'invasion de l'anglais qui est à redouter, que le dépérissement par l'intérieur du français !

François de FONTETTE, Paris

173
8/3

Date_de_réception : vendredi 14 novembre 1997 09:14:22
date d'envoi : jeudi 13 novembre 1997 11:54:39

de : ADAM Marjolaine -BRU -GR

à : -HANOI -GR
copi : GRINIUS Marius -HANOI -GR
BAILLARGEON Claude -IMF
-EXTOTT -IMF
PARIS Françoise -IMF
-PARIS -GR
ROY Isabelle -PARIS -GR -CDN
ROUSSEAU Hughes -MINE
HUBERT Jean-Paul -BRU -GR
BECHARD Georges -BRU -GR
- CATS
CRETE Jacques -GAF
GAUTHIER Jean J. -GAF
LEMAY Helene -GAFX
-EXTOTT -GAFX
SCRIMSHAW Sandelle -GGD
-EXTOTT -GGD

sujet : Presse belge:Sommet francophone/C.Braeckman (DUPLICATE
????)

Urgence : Routine
Confidentialité : Nonclassifié

Vous communiquons un article de Colette Braeckman paru dans le quotidien belge LE SOIR du 13nov97

*****Le septième sommet de la Francophonie démarre demain, au Vietnam, dans un climat houleux. Le français, de A comme anémie à Z comme zizanie. Le banquet n'est pas encore ouvert que souffle déjà la discorde. L'Afrique conteste la domination de Paris.*****

HANOI De notre envoyée spéciale: COLETTE BRAECKMAN

Hanoi brille de tous ses feux, plus encore que lors de la fête du Tet, le nouvel an vietnamien. Et si, à l'aéroport, les publicités sont toujours rédigées en anglais et éclipsent les panneaux de bienvenue destinés aux francophones, en ville nul ne peut ignorer les larges banderoles qui célèbrent les 49 pays «ayant le français en partage».

Rouge vif, elles se déploient sur les avenues principales, mises en valeur

par les guirlandes lumineuses, rouges elles aussi, qui dessinent la faucille et le marteau, emblèmes d'un régime qui entend s'ouvrir, mais sans renoncer à son idéologie.

Ce n'est que demain qu'Hanoi doit accueillir les 43 chefs d'Etat et de gouvernement qui ont confirmé leur présence, mais déjà la francophonie bat son plein, depuis plusieurs jours. Et les incidents qui se multiplient indiquent que ce sommet-ci fera date: parce que des changements institutionnels seront décidés, mais aussi parce que le ton a changé. Naguère, à l'île Maurice, à Cotonou et, forcément, à Paris, des règles non écrites étaient respectées: on ne cherchait pas noise au pays hôte; on fermait les yeux, au nom du consensus, sur de petits ou grands défauts; la voix de la France donnait le la; et si Belges et Canadiens y allaient d'une note discordante, à la fin, le chœur entier s'unissait derrière les bonnes intentions de la déclaration finale.

Il n'en va plus de même. Tout a commencé avec la réunion, ce week-end, de l'Union des journalistes de langue française. La motion finale relève avec amertume que dans 16 des 49 pays participant au sommet, des journalistes sont emprisonnés pour avoir critiqué leur gouvernement. Patrick Poivre d'Arvor prit alors fait et cause pour Doan Viet Hoat, intellectuel arrêté en 1990, et un autre confrère embastillé le mois dernier. L'intervention, au nom de Reporters sans frontières, provoqua un vif émoi côté vietnamien.

HARO SUR BOUTROS

Ce n'est pas tout: au cours de la conférence ministérielle - qui balise le sommet, où les chefs d'Etat n'auront plus qu'à ratifier les décisions déjà prises -, une sérieuse fronde s'est élevée dans les rangs des pays africains. Ces derniers ont refusé d'être mis devant le fait accompli par une France qui entend bien faire nommer Boutros Boutros-Ghali au poste de secrétaire général du Conseil de la francophonie.

Les Africains soutenaient l'ancien Premier ministre béninois Derlin Zinzou, l'architecte de la charte de la francophonie. Mais lundi, en début de réunion, le Vietnam, encore peu habitué aux roueries de la cour francophone, vendit la mèche et assura que le retrait du rival de Boutros était chose acquise!

Il n'en fallu pas plus pour que se déchaîne la fronde contre M. Boutros-Ghali, présenté comme le porte-voix du président Chirac! Les séances ministérielles furent houleuses: le budget du futur secrétaire général fut mis en cause, surtout lorsqu'il apparut que ses fonds discrétionnaires devraient pratiquement représenter l'équivalent de son budget de fonctionnement. L'Afrique considère le diplomate égyptien, ami personnel de M. Chirac, comme guère représentatif du continent noir, et certains pays (comme le Rwanda) mettent en cause son attitude lors du génocide de 1994. Curieusement, cette houle a fait l'affaire de Roger Dehaybe, l'actuel président du Commissariat aux relations futures de l'Agence de la francophonie, qui remplacera l'Agence pour la coopération culturelle et technique. Les pays africains, en bloc, ont décidé de soutenir le candidat belge et, dès le départ des chefs d'Etat, les ministres devraient se

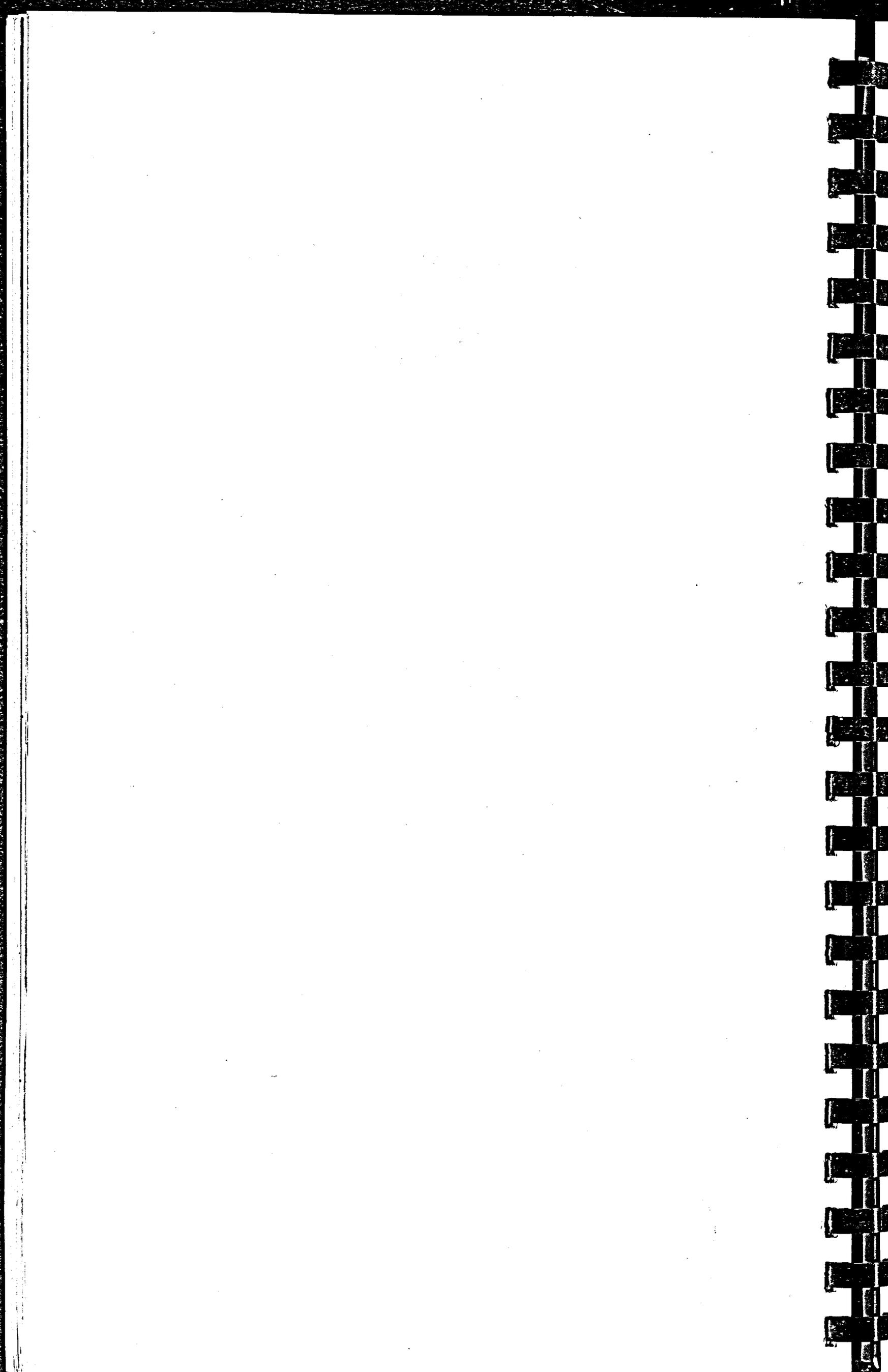
retrouver pour l'élire sans attendre. Ont ainsi été balayées des manoeuvres françaises de dernière minute, qui suggéraient un report de la décision (M. Dehaybe, trop indépendant et trop au fait des questions institutionnelles, n'est pas en cours à l'Elysée).

Les ministres ont même évoqué la probable venue des présidents congolais Kabila et Sassou, soulignant que face à ces deux vainqueurs militaires, Paris avait adopté une attitude bien différente.

**PREMIÈRE JOURNÉE
DU
VII^{EME} SOMMET**

VENDREDI LE 14 NOVEMBRE 1997

CAHIER DE PRESSE



IMF
CPF
ACH

La Presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN EN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

14 NOV. 1997

Le Sommet s'ouvre sur des frictions entre ^(B.1) Ottawa et Québec sur les droits de la personne

DENIS LESSARD
envoyé spécial, HANOI

Les premiers ministres Jean Chrétien et Lucien Bouchard se sont livrés à une surenchère sur la question des droits de la personne dès les premières heures du 7^e Sommet de la francophonie.

À son arrivée à Hanoi, en conférence de presse, le premier ministre Bouchard a indiqué qu'il allait se faire l'avocat de « sanctions » pour les pays où les droits de la personne sont battus en brèche.

Et, dans son allocution d'ouverture devant les 49 chefs de gouver-



Sommet de la
francophonie
au
Vietnam

nement, Jean Chrétien, sans aller aussi loin, a aussi soutenu que la francophonie devrait se donner davantage de muscle pour assurer le règlement des conflits armés, qui restent neuf fois sur dix des affrontements internes. La prévention passe par « le raffermissement de la démocratie et le renforcement du respect des droits de la personne », a déclaré M. Chrétien, proposant la signature d'une convention internationale pour « éliminer les terribles abus du travail des enfants ».

Lors d'une séance d'information, les fonctionnaires fédéraux ont avoué avoir été surpris de l'appel aux « sanctions » fait par M. Bouchard. Techniquement, comme « gouvernement participant » plutôt que « membre » à part entière, le Québec n'a pas droit de parole lors de la séance sur les questions politiques, réservée aux chefs d'État.

Plus tard, M. Bouchard précisait qu'il n'avait pas l'intention d'enfreindre les règles qu'il avait lui-même contribué à établir il y a dix ans. Les sanctions dont il parle concernent des programmes bilatéraux touchant les compétences du Québec. Il prendra la parole sur la démocratie à la session de samedi.

À peine arrivé à Hanoi, jeudi soir, le gouvernement fédéral avait décoché des flèches à Lucien Bouchard, resté ici pendant 12 jours sur le respect des libertés fondamentales, durant sa mission économique en Chine.



PHOTO PC

Le premier ministre Jean Chrétien est escorté par un soldat vietnamien à son arrivée à son hôtel de Hanoi, où s'ouvrira hier le Sommet de la francophonie.

C'est le leader du gouvernement en Chambre — ancien ministre responsable de la francophonie — Don Boudria, qui a causé les premières étincelles, et accusé M. Bouchard de tenir un double langage.

« Cette prise de position est bizarre. M. Bouchard dit des choses quand cela fait son affaire, et évite d'en dire quand cela le fait moins », a lancé M. Boudria.

M. Bouchard a annoncé, à la veille du Sommet, que le Québec souhaitait que la francophonie puisse « sanctionner les pays qui font subir un recul à la démocratie et aux droits de la personne sur leur territoire », tout comme le fait le Commonwealth.

Il promettait d'aborder de front ce sujet délicat samedi matin lors d'une rencontre bilatérale avec son homologue vietnamien, Phan Van Khai, à la tête d'un régime répres-

sif. Jean Chrétien, de son côté, ne parlait pas de sanctions à l'ouverture de la conférence. La francophonie doit devenir plus politique; avec à sa tête un nouveau secrétaire général, se doter d'un mandat d'arbitrage, de négociation et de prévention des conflits tout en continuant à promouvoir l'État de droit, a-t-il dit. Au passage, il a confirmé que le prochain Sommet de la francophonie se tiendra à Moncton, en Acadie.

Selon les fonctionnaires, si M. Bouchard veut faire sa proposition, techniquement, il doit la faire déposer par Ottawa à la table.

Pour Lucien Bouchard, « la francophonie devra, comme le Commonwealth, utiliser les moyens à sa disposition pour favoriser l'État de droit ». Les sanctions sont souvent plutôt théoriques et vont de la « mise en garde à la réprimande » des autres pays membres.

Sommet de Hanoï

La Francophonie prend un virage politique

(A.1)

SYLVIANE TRAMIER
LE DEVOIR À HANOÏ

Cela fait plusieurs années qu'on en parle, mais cette fois est peut-être la bonne: la Francophonie devrait prendre, à Hanoï, son envol politique.

À l'ouverture du septième Sommet de la Francophonie ce matin, le premier ministre du Canada a dit souhaiter que la vocation de l'organisation soit «élargie à des missions d'arbitrage, de négociation et de prévention des conflits», tout en continuant à œuvrer pour la promotion de l'État de droit.

Symbole tout à fait approprié de cette ambition politique, l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, prendra la tête de l'organisation francophone devenue adulte.

Tempête médiatique dans un verre d'eau ou subtile reprise d'une guerre des drapeaux? À l'ouverture du

VOIR PAGE A 14: FRANCOPHONIE

SUITE DE LA PAGE 1

Sommet de la Francophonie, la déclaration de Lucien Bouchard, appelant la Francophonie «à user de son influence [...] pour sanctionner les pays qui auront fait subir un recul de la démocratie et aux droits de la personne sur leur territoire», a provoqué un léger flottement entre Québec et Ottawa.

Arrivé dans la capitale vietnamienne un jour avant le premier ministre du Canada, M. Bouchard a eu le temps de rencontrer la presse et d'émettre un communiqué qui a pris de court l'entourage de Jean Chrétien. Sur le fond, rien ne permet d'établir une distinction entre la position du Québec et celle du Canada sur la question des droits de l'homme. Les deux gouvernements ont clairement identifié la promotion de la démocratie et la défense des droits et libertés comme un des axes prioritaires de la Francophonie. Mais alors que du côté canadien on explique qu'il n'existe pas de régime de sanctions prévu dans la Francophonie — bien que des gestes puissent être envisagés pour marquer la réprobation —, le premier ministre du Québec s'est clairement dit d'avis que «la Francophonie, comme c'est l'usage au Commonwealth, devra utiliser les moyens à sa dispositions pour favoriser l'État de droit».

Le premier ministre du Québec a également annoncé son intention de soulever la question des droits de l'homme lorsqu'il rencontrera le premier ministre du Vietnam, Phan Van Khai. Du côté canadien, on fait remarquer que le premier ministre du Québec est libre de donner son opinion à titre personnel à qui il l'entend, mais que dans le cadre du Sommet de la Francophonie, le Québec ne se prononce pas sur le volet politique lors des discussions. C'est pourtant cette dimension politique de la Franco-

phonie que le Canada, en total accord avec le Québec, souhaite renforcer lors du sommet de Hanoï.

Québec et Ottawa s'entendent pour souligner certaines mesures qui ont été prises par les pays francophones à l'encontre de pays membres: par exemple, la suspension des programmes de coopération pour forcer le Niger à rétablir un calendrier de démocratisation après le coup d'État militaire il y a deux ans. Mais il ne s'agissait pas à proprement parler de sanctions telles que le boycottage du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud ou de la suspension du Nigeria du Commonwealth. Or M. Bouchard semble vouloir suivre l'exemple du Commonwealth contre certains pays — qui n'ont pas été nommés. «La Francophonie, au début, a décidé de prendre ce qu'il y avait de bon dans le Commonwealth. À Hanoï, ce serait un geste courageux de la part de la communauté francophone de reconnaître la nécessité de défendre les droits de la personne et d'exercer une vigilance mutuelle pour s'assurer que la Francophonie contribue à une évolution positive de la situation des droits et libertés.» Avant même l'ouverture officielle, ce matin, du Sommet, la question des droits et libertés dans les pays de la francophonie avait été soulevée par des organismes indépendants. Le Comité Vietnam pour les droits de l'homme, basé à Paris, avait fait parvenir au président français Jacques Chirac une déclaration, signée par une douzaine de personnalités du monde des lettres et du spectacle, exhortant les dirigeants francophones à demander à Hanoï la libération de prisonniers politiques. L'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, qui tenait ses assises à Hanoï la semaine précédant le Sommet, avait elle aussi appelé les pays francophones à dénoncer les atteintes à la liberté de la presse dans 16 des 49 pays participants au Sommet.

Le Vietnam, premier pays d'Asie à accueillir le Sommet de la Francophonie, a choisi de le placer sous le thème du développement économique. Mais pour la plupart des pays membres, la Francophonie doit avant tout se transformer en organisation politique, capable de faire entendre sa voix sur la scène internationale. Pour ce faire, elle s'est dotée d'une nouvelle charte et d'un nouveau dispositif institutionnel comprenant notamment l'élection d'un secrétaire général de la Francophonie, qui sera le porte-parole et le représentant officiel de l'organisation au niveau international. L'accession à ce poste de l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, est, de l'avis général, de nature à accroître la visibilité et la crédibilité de l'organisation francophone sur le plan international. Déjà, le club francophone attire de plus en plus de clients. La Moldavie ainsi que Sao Tomé et Príncipe, admis à titre d'observateurs au dernier sommet à Cotonou, deviendront membres à part entière. La Pologne et l'Albanie, qui frappent aussi à la porte, seront admises comme observatrices.

Le Sommet de Hanoï devrait permettre de boucler l'ensemble du dossier de la révision des institutions de la Francophonie et de mettre un terme aux querelles institutionnelles qui ont agité les sommets de Chaillot en 1991 et de l'île Maurice en 1993. En marge du sommet de Hanoï, le premier ministre du Canada cherchera à obtenir l'adhésion au traité d'interdiction des mines antipersonnel des quatre pays de la Francophonie qui n'ont pas encore accepté de le signer, le Vietnam, le Laos, la Bulgarie et l'Égypte. En ce qui concerne l'Égypte, l'appui du Canada à la désignation aujourd'hui de l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali au poste de premier secrétaire général de la Francophonie pourrait s'avérer utile.

LE DEVOIR

14 NOV. 1997

1MF

179

La suggestion de Bouchard fait réagir Ottawa

HANOI (PC) — Le sommet de la Francophonie ne débute que ce matin à Hanoi, mais déjà, une mésentente s'est installée entre Québec et Ottawa.

Le gouvernement fédéral n'a pas apprécié la suggestion du premier ministre Lucien Bouchard d'instaurer au sein de la Francophonie un régime de sanctions contre les pays membres qui font subir un recul à la démocratie et aux droits de la personne.

Un haut fonctionnaire fédéral qui n'a pas voulu être identifié a rappelé hier soir, lors d'une séance d'information, qu'il appartenait au gouvernement fédéral de traiter des questions d'ordre politique au sommet de la Francophonie.

Le premier ministre du Québec a affirmé hier que la Francophonie pouvait envisager une étendue de sanctions, allant de la réprimande à la suspension de programme de coopération et d'aide.

Il a indiqué qu'il comptait aborder cette question pendant le sommet.

Les hauts fonctionnaires fédéraux ont dé-

claré que le premier ministre du Québec ne les avait pas informés de cette suggestion et qu'ils en étaient surpris.

Un haut fonctionnaire a affirmé que l'idée de M. Bouchard n'était pas nouvelle. Il a soutenu que la Francophonie avait effectivement appliqué des sanctions au cours des ans, mais sans les nommer ainsi.

Irrité

Le leader du gouvernement fédéral en Chambre, Don Boudria, a été irrité par les propos de M. Bouchard sur les droits de la personne, surtout compte tenu de son silence sur la question pendant sa mission commerciale en Chine.

« Je trouve bizarre qu'il dise une chose quand ça fait son affaire et l'inverse quand ça le fait également », a-t-il déclaré hier soir, à l'arrivée de la délégation du premier ministre Jean Chrétien à Hanoi.

M. Chrétien n'a pas voulu commenter cette question à son arrivée.

M. Bouchard a l'intention de profiter de la présence de son homologue canadien au sommet pour aborder un dossier strictement canadien.

Il veut revenir sur la question de l'entente sur l'entraide judiciaire, que le Québec de-

vait signer avec la France il y a quelques semaines.

Un désaccord avec le fédéral sur certains aspects du contenu a fait avorter la séance de signature, ce qui retarde la coopération de la France et du Québec dans les domaines de la perception des pensions alimentaires et de l'aide juridique.



14 NOV. 1997

AGH
LMF
CPF

180

Quebec to push for sanctions on human-rights abusers

A.11

Bouchard's plan to raise issue during talks with leaders at Francophonie summit catches federal government officials by surprise

BY TU THANH HA
The Globe and Mail

HANOI — On the eve of the Francophonie summit, the Quebec government has caught Ottawa off guard by proposing that the organization of French-speaking states should impose sanctions against members where respect for human rights has regressed.

"The Francophonie should use all its influence to favour the advancement of democracy among its members, but also to sanction countries where democracy and human rights suffered a setback," Premier Lucien Bouchard told reporters yesterday. "I intend to raise this question during the summit."

The announcement surprised top-ranking federal officials last night. Human-rights concerns will be highlighted during the three-day summit, which began today, but nowhere in the final text now being prepared are sanctions mentioned explicitly, they said.

"The word sanction wasn't mentioned in the two years we prepared [for] this summit," one Canadian diplo-

mat said. "There's nothing in the final text ... the concept hasn't been debated since the beginning."

The 49-member Francophonie is the only international body in which Quebec has the status of a member government alongside Canada. However, federal officials said that a diplomatic initiative like Mr. Bouchard's could be made only through Prime Minister Jean Chrétien.

The Premier was saying, however, that he plans to propose the idea himself.

"When I begin to raise that question, there'll be debates, of course, since it is about establishing a new policy," Mr. Bouchard said after arriving from a week-long trade mission in China, where he refused to talk about human rights.

"We won't be, at this time, defining specific sanctions or targets. But when we speak of sanctions, we're not speaking of something new, we have in mind classic, known steps. The Commonwealth has used a range of them. It starts with reprimands, warnings, demands for changes, deadlines, but

there are tougher steps."

Mr. Bouchard added that human rights will also be on the agenda in his bilateral meeting with Vietnamese Prime Minister Phan Van Khai.

Having Vietnam host the summit has been controversial because the government here is criticized for jailing political opponents, journalists and religious leaders.

"The situation here is what we know it is," Mr. Bouchard said. "I intend in my meeting with the Vietnamese Prime Minister to raise the issue of human rights."

As the seventh Francophonie summit opened in Hanoi today, there was recurring talk among the members that the organization has to mature beyond being a forum for co-operation and cultural exchanges to become a Commonwealth-style political body.

A key event here will be election of a secretary-general, a new position designed to give the organization a higher political profile by having a spokesperson between the biennial summits. (While the Francophonie has follow-up committees and permanent

councils, its history has been that no one speaks in the name of the organization outside of its summits.)

France has been promoting former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali for the job, which has angered southern African countries, diplomats say.

Some African nations see the push as heavy-handed pressure from one of the organization's wealthiest members, underlining the gulf between the haves and have-nots. Mr. Boutros-Ghali is running unopposed, however, after the withdrawal of former Benin president Derlin Zinsou.

Having Mr. Boutros-Ghali as a permanent, high-profile voice for the French-speaking world is seen as a way of getting back at the United States, which opposed his re-election as UN secretary-general. France was also pushing for Mr. Boutros-Ghali then, trying to make sure that a French-speaking person would hold the UN's top job.

Picking Mr. Boutros-Ghali would be "a way to thumb our noses at the U.S.," said an adviser to the Gabon del-

egation. "It's telling the American policeman that he can't have it his way all the time."

This summit will mark the first time that a sovereigntist premier has attended a Francophonie summit since the gatherings began. (Deputy Premier Bernard Landry replaced Premier Jacques Parizeau in 1995.)

Already, Mr. Bouchard has said that just his presence will make the idea of a sovereign Quebec more credible should the province seek international recognition.

But if they are always keen to explain to foreigners that the secessionist movement is credible and democratic, Quebec officials say they have to be discreet.

"We explain things but only if asked," said Quebec International Relations Minister Sylvain Simard. "But there is a great deal of sympathy for the French-speaking presence in Canada."

Because of the French factor, and because Quebec was among the first governments to sign an economic co-operation pact with Vietnam, in 1992,

there is a great potential for Quebec firms here, he added.

But aside from architectural landmarks, today in this former colony of France, less than 1 per cent of the population speaks French. The second language of choice is English.

It isn't just that most individuals doing business with foreigners do it in English. Even institutions reinforce that trend. Vietnam Airlines, for example, boasts that its flight attendants can all speak English "and another Asian language."

The summit comes as Vietnam is at a crossroads. Its leadership decided a decade ago to move to a market economy, but after an initial giddiness, business people are finding it hard to get quick results in Vietnam's slow, bureaucratic environment. Foreign investment is expected to drop by 20 per cent this year.

For Vietnamese authorities, the summit is therefore a key occasion, not only to establish themselves on the international stage, but also to show to the population that the regime enjoys the respect of foreign countries.

181

CPF
AGH
IMF

Bouchard upstages Chrétien with attack on rights violators

Quebec premier steps on to federal turf at la Francophonie news conference

BY JACK AUBRY
The Ottawa Citizen

HANOI, Vietnam — Citing the Commonwealth as his model on human rights, Quebec Premier Lucien Bouchard upstaged a speech by Jean Chrétien today with a press conference last night in advance of the opening of the summit of la Francophonie.

Mr. Bouchard laid out Quebec's views on the 46-country organization, saying the francophone community should become more like the Commonwealth, which includes Canada, and bring in sanctions against countries that violate human rights.

"I am of the opinion that the Francophonie should use its influence to favour the progress of democracy among our members, but equally to sanction countries who have rolled back democracy and human rights on their territory," Mr. Bouchard said. "I intend to say more on this question during the summit."

Mr. Bouchard's remarks surprised

senior federal officials on their arrival in Vietnam. They said it is the federal government's responsibility to deal with political issues at the summit.

At this morning's official opening, Mr. Chrétien said it is time for the Francophonie to "raise its visibility and make it more credible and effective. This has been a Canadian wish for some time."

He praised the expansion of the organization's mandate to include conflict prevention, arbitration and negotiation. The election of a secretary general will also help the organization strengthen its political dimension, he added.

Mr. Chrétien said the Francophonie "should get involved, frankly and generously" when situations develop that threaten democratic achievements, such as the genocidal civil conflicts in Africa's Great Lakes region.

Mr. Bouchard, who by his news conference last night seems intent on making his presence felt at this summit, might not find a receptive audi-

ence for his human rights position.

Several African countries and host Vietnam have been cited by international bodies for human rights violations. And asked whether he even had authority to make such recommendations, Mr. Bouchard said all he can do is make his proposals and discuss the matter. Quebec and New Brunswick are junior partners of the federal government at the Francophonie.

Since Mr. Chrétien and Canada control the microphone, Mr. Bouchard will not get the opportunity to put his proposals to the organization.

Mr. Chrétien would not comment on Mr. Bouchard's statement, but Liberal House leader Don Boudria noted that Mr. Bouchard did not raise human rights during his recent trade mission in China.

There, the Quebec premier indicated he accepted a secondary role abroad, saying, "As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian Embassy."

His co-operative approach attracted heat from hardline separatists in Quebec.

Citizen/Southam National Bureau

Quebec premier steps on toes

By DAVID GAMBLE
Parliamentary Bureau

HANOI — Prime Minister Jean Chretien had barely landed at the Francophonie Summit of countries yesterday when he was broadsided by Quebec Premier Lucien Bouchard.

"We will talk about (human rights) in the discussion, it's one of the priorities," the PM said minutes after his arrival for the summit of 46 French-speaking nations.

Chretien made the comment before he was aware the separatist premier was proposing the Francophonie introduce sanctions against member countries "who undergo a setback in democracy and human rights."

Bouchard clearly intended to ignore the summit rule that human rights is a federal issue and Chretien is to speak as head of the Canadian delegation.



LEADS WAY: PM Jean Chretien arrives in Hanoi yesterday for the Francophonie Summit.

"It starts with reprimands, warnings, demands for change, deadlines, but there are tougher steps," Bouchard told reporters, adding he wants the Francophonie to operate more like the Commonwealth.

The matter is completely within federal jurisdiction as a foreign affairs issue. Summit rules also state Chretien is supposed to be Canada's

only voice at the summit table on international political matters.

Chretien officials were caught off-guard by Bouchard's proposal and had to be briefed by reporters.

"In terms of who puts forward a proposal in that area, it has been recognized to sometime that it's the federal government's responsibility," a federal official said.

Francophonie sees first squabble

Bouchard, Boudria clash over Quebec's call for sanctions against human-rights violators

CAMPBELL CLARK
Gazette Quebec Bureau

A.S.

HANOI - Sparks flew yesterday between the Canadian and Quebec delegations to the Francophonie summit, even before today's official opening.

Just minutes after Prime Minister Jean Chrétien arrived in Vietnam last night, one minister in the federal delegation criticized Bouchard for double-talk on human rights.

And while Quebec Premier Lucien Bouchard said he expected no major differences of opinion between the two delegations on Francophonie issues, he also said he will bring up a contentious dispute with Ottawa over a legal co-operation agreement Quebec had hoped to sign with France.

Bouchard started the day with a call for the Francophonie to beef up its actions on human rights, including sanctions for countries where democracy and human rights are being set back.

But Liberal House leader Don Boudria blasted Bouchard, saying the Quebec premier calls for action on human rights when it is convenient, but avoided the issue in his 12-day trade mission to China, which ended Wednesday.

"I find it a little bizarre that he says one thing when it suits him and the opposite when that suits him, too."

Bouchard made no public mention of China's human-rights record on his tour there, and steadfastly refused to answer questions on issues like Tibet's independence movement.

"The sanctions are known, they are classic. Its repertoire has been used by the Commonwealth."

Premier Lucien Bouchard

Boudria said the federal government has also tried to increase trade ties with China, but it has worked to help advance human rights there with programs like training for Chinese judges.

"But it's always been the same message we've put across," he said.

Chrétien avoided questions about Bouchard's call for sanctions against rights violators, saying only that the question of human rights will be raised later, during the actual summit.

Earlier, Bouchard had said the Francophonie, a collection of 49 governments with French-speaking populations, including two Canadian provinces, has reached "the point of maturity," and should take an active role in

promoting human rights in the francophone world. Leaders here are expected to adopt a new charter for the organization to give it a more political role.

Ministers and civil servants have already recommended a charter text that would give the organization a mandate to promote human rights. But Bouchard went farther:

"I think the Francophonie should use all of its influence to favour democracy among its members, but also sanction, when needed, the countries that have made democracy and human rights suffer setbacks within their territories."

In fact, Bouchard will not be able to personally raise the issue at the summit since, according to convention, Quebec's premier does not speak at the session on political issues, because foreign affairs fall under federal jurisdiction.

Neither Quebec nor New Brunswick,

"I find it a little bizarre that he says one thing when it suits him and the opposite when that suits him, too."

House leader Don Boudria

also represented here, can intervene at the sessions, so if Bouchard wants to make a specific proposal he will have to ask Chrétien to raise the issue. Members of the federal delegation said they did not know in advance that Bouchard would make yesterday's public call for sanctions.

Canada, however, has long proposed that the Francophonie be able to isolate states where there are flagrant rights violations, as the Commonwealth did in the 1980s to pressure South Africa to dismantle apartheid.

In a speech delivered this morning, Chrétien noted that Canada pushed for the organization to take a stronger stance on human rights at its last summit, two years ago in Cotonou.

"We wish to carry on and strengthen certain projects established in Cotonou, especially those aimed at reinforcing the rule of law, promoting human rights, and preventing conflict."

The Francophonie has occasionally acted against member states in the past, including cutting off aid to Niger after a coup two years ago, to force its government to set a timetable for elections.

But delegates have not specifically discussed sanctions in their two-year preparations for this summit, and no mention of sanctions appears in the text on human rights the leaders are scheduled to debate this weekend.

Bouchard himself carefully worded his call, suggesting only that sanctions be imposed where events cause a setback for human rights, apparently leaving out countries with a long history of rights violations, like Vietnam, the summit's host country.

"We won't be at the point, this time, of defining specific sanctions with precise targets," he said. "But when we speak of sanctions, we have an idea. The sanctions are known, they are classic. Its repertoire has been used by the Commonwealth."

Bouchard said he intends to raise the issue of human rights here in Vietnam

when he meets with Prime Minister Phan Van Khai tomorrow.

Chrétien and Bouchard will also meet during the summit, and Bouchard said he will bring up a dispute between their governments.

Bouchard said he will push Chrétien on the federal government's refusal to let Quebec sign a legal co-operation agreement with France that would allow Quebecers to force the payment of child support from ex-spouses in France, and vice-versa.

Ottawa blocked the signing before Bouchard's September trip to France, saying the text used language reserved

for sovereign states and, therefore, implied recognition of Quebec as sovereign. But Bouchard claimed the deal is similar to one the late premier Robert Bourassa signed on tax collection in 1987, which constitutes a precedent the feds are trying to water down as part of a hard-line "Plan B" on Canadian unity.

"So what I will say to Mr. Chrétien is 'Let's not waste time in a myriad of meetings with civil servants and ministers that will look for ways to dilute Mr. Bourassa's agreement,'" Bouchard said. "There's no question. It's a position of principle. We will not change anything."

No new land-mine converts: Chrétien A.8

IMF
IDA

HANOI - Prime Minister Jean Chrétien said yesterday he has little hope of winning new adherents to an accord to ban land mines at the Francophonie summit here.

Canada has led the push for the ban, and federal officials had said they hoped to use the summit to win over some of the four holdouts among the 49-member Francophonie.

The anti-land-mines accord is to be signed in Ottawa next month, and backers have embarked on an eleventh-hour push to have more countries sign.

But on his arrival yesterday, Chrétien said, "Most countries of the Francophonie have decided to be there (at the Ottawa signing). I guess there's only four that will not sign, and I don't think that we'll be able to change anybody here."

The holdouts are Laos, Bulgaria, Egypt, and the summit's host country, Vietnam. The mine ban has also failed to get backing from some of the world's largest military powers, including the United States, Russia, and China.

In a speech this morning, Chrétien said he is encouraged that a few more countries signed on in recent weeks, but asked for help from Francophonie leaders in getting more to join.

"Others still need to be convinced and I intend to do everything in my power to bring them onside between now and the treaty's signing," he said.

Campbell Clark

IMF
CPF

Bouchard chided over summit role

By EDISON STEWART
OTTAWA BUREAU

(A6)

HANOI — Canadian officials have gently chided Quebec Premier Lucien Bouchard for acting like the head of an independent state at a major international summit.

Bouchard said yesterday he will ask the 46-country francophone summit here to take a tough stand on human rights, including the imposition of international sanctions on countries with flagrant abuses.

But federal officials indicated the Quebec premier will not be allowed to raise the issue at the summit itself, where provincial involvement is limited to areas of provincial jurisdiction.

"There is one specific place (on the agenda) where political proposals can be made, it's when there is a political discussion, and there is only Canada that is intervening on this point," one official said.

The issue of who puts forward a proposal in the political area is usually the federal government's responsibility, another said.

The Bouchard proposal seemed aimed at asserting Quebec's independence in international affairs.

Canadian officials said they were taken by surprise as the word "sanctions" was not mentioned in the two years of preparation for this summit.

But they appeared to go out of their way not to take too much offence.

"We welcome the excellent idea," said one, adding that Bouchard's proposal is completely in line with long-standing Canadian policy.

No one knows better than Bouchard just what areas of the summit are out of bounds for Quebec and New Brunswick.

For it was Bouchard — as Canada's ambassador to Paris in 1985-86 — who played a central role in the deal which allowed provinces to participate at all.

Prime Minister Jean Chrétien, unaware of what Bouchard had said, declined to comment on his arrival here last night and made no mention of it in his official remarks when the summit opened today.

He said only it has been "a Canadian wish for some time" that the 12-year-old French-language equivalent of the Commonwealth be much more active on political questions such as conflict prevention and arbitration, and the promotion of the rule of law.

Chrétien also made a pitch for the Canadian-led process to ban anti-personnel land mines but acknowledged as he arrived that four holdouts — Vietnam, Bulgaria, Laos and Cambodia — are unlikely to be persuaded here to change their minds.

IMF

Richardson upset not invited on Hanoi trip

■ Riverview mayor
suspects his lack of
French kept him from
world francophone
summit meeting

By JAMES FOSTER
TIMES & TRANSCRIPT STAFF

Shediac's mayor is there. So is Dieppe's.

Moncton's Mayor Leopold Belliveau even brought his wife along.

So why wasn't Riverview Mayor Dave Richardson invited to the world-wide summit of French-speaking nations in Hanoi, Vietnam, this week?

"They didn't ask me," Richardson said yesterday.

"I don't know what happened," he said in an interview.

"All I heard was that there was not enough seats on the plane."

Richardson suspects his fledgling French skills played a role in the decision to leave him behind. Richardson is a Level 1 language student at l'Université de Moncton.

"I'm just a bit disappointed," he said.

"I wonder why they didn't do it as a tri-community thing. I'm disappointed that they didn't recognize that we usually do things around here in threes."

Reached in Hanoi, a provincial government spokesman said Richardson's proficiency in French had nothing to do with leaving him behind.

"Moncton, Dieppe and Shediac are the three communities that would be holding activities for the next summit," the spokesman said.

The next Francophonie Summit, slated for 1999, is widely expected to be held in Greater Moncton. An announcement is expected Sunday afternoon and the city's selection is almost considered a foregone conclusion.

As well, the spokesman noted, the three local communities represented in Hanoi all made presentations to summit officials when they were in Greater Moncton on a fact-finding mission to see if the area could host the massive event. Riverview did not make a presentation.

"By the time Mr. Richardson came forward, unfortunately, all the delegates were chosen and everything was booked," he said.

Moncton, Dieppe and Shediac are the three communities that bid on 1999 summit events.

Still, some Riverview residents feel snubbed that Richardson was not invited while some of the spouses of members of the delegation found seats on the flight.

Richardson says he is close to graduating to the Level 2 French course and his French is improving all the time. "I can read it, and my pronunciation is very good, according to my teacher," he said.

A-5

N.B. plants seeds for future business deals in Vietnam D.2

■ Francophone Summit under way in Hanoi, Vietnam

By JAMES FOSTER
TIMES & TRANSCRIPT STAFF

New Brunswick spuds will soon be growing in the fields of Vietnam.

A memorandum of understanding was signed yesterday in Hanoi at the world francophone summit in which New Brunswick seed potatoes will be used to help develop the Vietnamese potato industry, which actually produces more potatoes than this province's farms.

The memorandum will help Vietnam set up their own seed potato program, using New Brunswick as a model.

The New Brunswick delegation brought 12 species of seed spuds which if feels are adaptable to the Vietnamese climate. The goal is to find the superior variety for growing in Vietnam.

New Brunswick views the country's 74 million people as a potential new and large market for the province's high quality seed stock.

The potato deal is one of three that have resulted from the sum-

mit so far, to the benefit of New Brunswick business.

An earlier deal saw Edmundston-based Imperial Signs Ltd. land a contract to produce a large percentage of the signage used at the summit.

About 150 of Imperial's signs were unveiled Monday in a ceremony designed to show off New Brunswick signage technology.

As well, a joint federal-provincial project will see 20 New Brunswick young people travel to Vietnam over the next two years to teach information technology in the developing nation.

The project was lauded as not only a benefit to the 20 students, who will gain valuable work experience in their chosen field, but also as a means to show off New Brunswick's information technology in areas such as the internet.

The deal is modeled closely on New Brunswick's Community Access Program that has brought internet access to remote parts of the province at low cost.

Today, the delegation plans to announce an agreement between Vietnam and a New Brunswick company which will lead to the exporting of New Brunswick office technology and distance education methods in Vietnam.

The potato deal is viewed as the biggie so far in the summit, which began Friday and ends Sunday, bringing together 49 diverse nations from around the globe which share the French language as a common trait.

The potato deal was brokered through the province's New Brunswick Agriexport Inc., which is a development corporation established by the province's departments of agriculture and rural development and intergovernmental and aboriginal affairs.

The project will result in an analysis and feasibility study in order to determine future areas of co-operation related to the potato industry between New Brunswick and Vietnam, leading to hopes of future business between the two.

The seed potato experiment will be evaluated by the root crop research institute of the agriculture and rural development industry in Vietnam.

The co-operation between the New Brunswick and Vietnamese departments of agriculture is further strengthened by a management agreement sponsored by the Canadian International Development Agency and managed by the University of New Brunswick in Saint John.

IMF

IDA

CP 0508ES 14-11-97 Copyright 1997 Canadian Press

Francophonie-Chretien-Landmines

HANOI, Vietnam -- Prime Minister Chretien is urging francophone nations to rid the world of an "intolerable tragedy."

He's calling on delegates at the seventh Francophone summit in Vietnam to back the Canadian-brokered treaty to ban landmines.

Chretien says in less than three weeks, representatives from more than 100 countries will go to Ottawa to sign a treaty banning the use of the instruments of death forever.

He told delegates he's encouraged that recent efforts have paid off and that he has been able to convince a few more countries to sign on.

But he says others still need to be convinced and he wants their help.

Vietnam is under fire as it hosts its first international summit.

A leading human rights group is accusing Hanoi of continuing to produce and export landmines, despite the world-wide momentum towards a ban.

Human Rights Watch calls Vietnam's position on landmines an affront to humanity.

(Reuter)

MRK

CP 0508ES 14-11-97

PM-Francophonie

Chretien urges Francophonie to respect rights

From Reuters-CP

HANOI (CP) - The 49 French-speaking members of La Francophonie need to get involved in conflict prevention and strengthening democracy, Prime Minister Jean Chretien said today.

"Conflict prevention and peace-building should be rooted in strengthening democracy and respect for human rights," Chretien told the opening ceremony of the Seventh Francophone summit.

He called on La Francophonie, which represents 450 million people worldwide, to work with groups like the United Nations to find a solution to problems around the world.

"What should we do about situations that pose a threat to certain democratic achievements? The Francophonie should get involved, frankly and generously," he said.

Chretien said Canada supported projects within the organization aimed at reinforcing the rule of law, promoting human rights and preventing conflict.

"It is essential to protect the most vulnerable groups by rapid adoption of an International Labor Organization convention that aims at eliminating the terrible abuse of child labor," he said to rousing applause from the summit delegates.

Chretien, whose country is spearheading the effort for an international ban on landmines, urged members of La Francophonie to support the ban.

"In less than three weeks, representatives from more than 100 countries will come to Ottawa to sign a treaty banning forever the use of these instruments of death," Chretien said.

"I am encouraged by the fact that continued efforts in recent weeks have paid off, and have enabled me to convince a few more countries to sign onto the treaty. But others still need to be convinced . . . I ask for your help in achieving this goal."

Vietnam, the host of the Francophone summit, is one country that has not halted production and export of landmines. Vietnam and three other countries were attacked in a statement by Human Rights Watch today for its failure to stop landmine export.

"Vietnam's position on landmines is an affront to humanity," it said. "It is clearly out of touch with the rest of the Francophonie."

Chretien also asked the group to support strategies to reduce greenhouse gas emissions to solve the global warming problem.

He added that Canada supported the changing role of La Francophonie to become a more political organization.

"We should understand that although the Francophonie is becoming more political, co-operation will always remain its primary foundation, and one of its main purposes," he said.

Quebec Premier Lucien Bouchard, also attending the meeting, annoyed federal officials Thursday by suggesting sanctions be imposed against member countries that hamper democracy and human rights.

Bouchard's comments were out of line because it is Ottawa's responsibility to deal with political issues at the summit, said a senior federal official who requested anonymity.

Bouchard said La Francophonie might consider introducing measures at the summit to punish nations reluctant to endorse democracy and human rights.

Bouchard's remarks irritated Liberal House leader Don Boudria.

"I find it strange that he says something when it suits him and the exact opposite also when it suits him," Boudria said upon his

arrival in Hanoi with the Canadian contingent.

On his trade mission to China that preceded the summit, Bouchard rarely mentioned human rights, preferring to dwell on economic matters.

CP 0643ES 14-11-97

~~IDA~~
IMF
AGH

97/11/14 13:23:00 Copyright 1997 Canadian Press

Eds: Today in the following is Saturday

Bouchard clears remarks with Chretien

By Marie Tison

HANOI (CP) - Quebec Premier Lucien Bouchard has decided to show the text of his remarks on human rights to Prime Minister Jean Chretien before delivering them to the francophone summit.

But members of Bouchard's entourage stressed Friday the advance peek wasn't a condition of Quebec's participation in the meeting. It was done out of courtesy.

Chretien, who met Bouchard early Friday morning, said he was satisfied.

"There's no fight at this time," Chretien told reporters. "I know you like fights and I don't back away from a fight but there isn't one."

Bouchard, who was to make his remarks today, annoyed federal officials earlier this week by saying sanctions should be imposed against members of La Francophonie that impede democracy and human rights.

Some federal officials noted that Bouchard didn't discuss human rights during his recently completed trade mission to China.

La Francophonie - the international organization of French-speaking states - officially opened its summit Friday with speeches from heads of delegations from the 49 members.

Delegates met in closed session later, mainly to approve the membership of Moldova and St. Thomas and Prince and give observer status to Poland and Albania.

Political matters such as human rights will be discussed today. Under its rules of participation, Quebec will only be an observer at the session but can take part in talks on economics after getting the nod from Chretien.

"If Mr. Bouchard is interested in human rights, good for him," said Chretien. "So am I."

Human rights dominated speeches at the summit's opening but French President Jacques Chirac quickly outlined the limits to action that could be taken by La Francophonie.

"It is incumbent upon us to intervene for the consolidation of the state of law, in the spirit of fraternal aid, but also in strict respect for (the country's) sovereignty," he said.

In an interview later, Chirac said he didn't believe sanctions were an efficient pressure tactic and didn't support their use in La Francophonie.

Chretien also met with Chirac on Friday to discuss France's ban of asbestos, a decision that has concerned Quebec producers of the material.

Federal officials speaking on condition of anonymity have said France might be asked to lift the ban on certain uses for asbestos, such as brake pads.

Chretien and Chirac also discussed replacements for Canada's aging military helicopter fleet. Both France and Germany have helicopters to sell.

Human rights and the banning of landmines were also discussed by Chretien and Prime Minister Phan Van Khai of Vietnam.

Vietnam is one of four members of La Francophonie - Laos, Bulgaria and Egypt are the others - that have resisted joining a landmines treaty to be signed next month in Ottawa.

Vietnam maintains it needs landmines for defence but says it won't export the explosive devices.

97/11/14 14:05:00 Copyright 1997 Canadian Press
Francophonie-Bouchard-Update (shows remarks to feds)

HANOI -- Lucien Bouchard will show the text of his remarks on human rights to Prime Minister Chretien before delivering them to the francophone summit.

But members of the Quebec premier's entourage stress the advance peek is not a condition of Quebec's participation in the Hanoi meeting.

It will be done out of courtesy.

Chretien, who met Bouchard this morning, says he's satisfied and there is no fight with the premier.

Bouchard is to make his remarks tomorrow.

He annoyed federal officials earlier this week by saying sanctions should be imposed against members of La Francophonie that impede democracy and human rights.

The officials say Bouchard's comments were out of line because it's Ottawa's responsibility to deal with political issues at the summit.

Some federal officials also note Bouchard didn't discuss human rights during his recently completed trade mission to China.

2

97/11/14 12:00:00 Copyright 1997 Canadian Press
SOMMET-OUVERTURE (BGT)

Par Marie TISON

HANOI (PC) - Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard montrera à Jean Chrétien son texte sur les droits de la personne avant de le présenter dans le cadre du sommet de la Francophonie samedi après-midi.

Un des membres de l'entourage de M. Bouchard a affirmé que les règles de participation du Québec au sommet n'obligeaient pas le premier ministre québécois Bouchard à agir ainsi, mais qu'il le faisait par pure courtoisie.

M. Chrétien, qui a rencontré le premier ministre du Québec tôt vendredi matin, s'est montré satisfait.

«Il n'y a pas de chicane à ce moment-ci, a-t-il déclaré aux journalistes en fin de journée vendredi. Je sais que vous aimez la chicane, et moi, je ne me sauve jamais devant une chicane, mais il n'y en pas.»

La 7e Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de pays qui ont le français en partage s'est ouverte vendredi matin à Hanoi avec une série de discours de chefs de délégation.

En après-midi, les participants ont entrepris une première séance de travaux à huis clos. Ils ont notamment approuvé l'adhésion de la Moldavie et de Saint-Thomas et Prince à la Francophonie, et ont accordé le statut d'observateur à l'Albanie et à la Pologne.

Les participants devraient discuter de questions plus substantielles en huis clos samedi. Au cours du volet politique, il sera notamment question de la démocratie et des droits de la personne.

En vertu des règles de participation du Québec au sommet, le premier ministre québécois doit se limiter à un rôle d'observateur dans ce volet. Il peut cependant intervenir sur des questions économiques après avoir obtenu l'accord du premier ministre du Canada.

Coopération

Toutefois, le premier ministre québécois peut participer pleinement aux discussions dans le volet de la coopération. M. Bouchard a l'intention d'aborder la question des droits de la personne dans ce volet en suggérant de sanctionner les pays membres qui font subir un recul à la démocratie en suspendant les programmes d'aide et de coopération.

M. Chrétien a précisé qu'il appartenait au gouvernement fédéral de prendre des décisions en matière de protection des droits de la personnes, mais que le Québec pouvait très bien exprimer son opinion.

«Si M. Bouchard est intéressé aux droits de la personne, tant mieux pour lui, a-t-il déclaré. Je le suis aussi.»

Il a pris soin de souligner qu'il avait soulevé la question lors de ses déplacements en Chine.

Durant sa mission commerciale en Chine, le premier ministre Bouchard a refusé de discuter des droits de la personne avec les journalistes.

Les discours d'ouverture du sommet ont fait une large place aux droits de

③

la personne vendredi matin, mais le président français Jacques Chirac a rapidement tracé des limites aux actions que pourrait prendre l'organisation.

«Il lui incombera d'intervenir pour la consolidation de l'Etat de droit, dans l'esprit d'entraide fraternelle qui nous anime et dans le strict respect de nos souverainetés, a-t-il déclaré. La Francophonie doit, en effet, se garder de toute ingérence, de toute leçon de morale, de tout anathème.»

Il a précisé qu'en cas de crise frappant un ou plusieurs pays membres, le secrétaire général de la Francophonie interviendra à la demande des parties concernées.

Dans une entrevue accordé à des journalistes de la radio francophone, dont Radio-Canada, M. Chirac a affirmé que les sanctions ne constituaient pas un mode de pression efficace, et qu'il ne supportait pas l'idée de les imposer dans le cadre de la Francophonie.

97/11/14 12:01:00 Copyright 1997 Canadian Press
SOMMET-BILATERALES (BGT)

Par Marie TISON

HANOI (PC) - Le premier ministre du Canada Jean Chrétien a profité d'une rencontre bilatérale avec le président français Jacques Chirac vendredi après-midi, en marge du sommet de la Francophonie, pour soulever la question de l'amiante.

La France a banni l'utilisation de l'amiante il y a un peu plus d'un an, une décision qui n'a pas eu l'heur de plaire au Canada et au Québec.

Un haut fonctionnaire fédéral a cependant souligné vendredi soir qu'Ottawa et Québec n'étaient pas sur la même longueur d'ondes au sujet de la façon de traiter du problème avec la France.

Le Québec voudrait que le gouvernement fédéral aille porter cette cause devant l'Organisation mondiale du commerce, mais Ottawa favorise une méthode plus conciliante.

C'est cette méthode que le premier ministre Chrétien a utilisée lors de sa rencontre avec M. Chirac, a fait savoir le haut fonctionnaire, qui n'a pas voulu être identifié.

Le Canada voudrait que la France accorde une dérogation à certains produits à base d'amiante pour permettre leur utilisation sur le territoire français. Actuellement, les seules dérogations qui existent portent sur des produits limités, comme les bandes de frein pour poids lourds.

Ottawa voudrait une dérogation pour les produits d'amiante-ciment, comme les tuyaux d'égouts.

Le haut fonctionnaire a affirmé que le gouvernement français était ouvert à l'idée de discuter de la question.

(4)

Hélicoptères

Le premier ministre Chrétien a également parlé avec M. Chirac des hélicoptères que le Canada désire acheter prochainement. La France et l'Allemagne ont toutes deux des hélicoptères à vendre.

M. Chrétien a profité de l'occasion pour entretenir le président français des avions-citernes Canadair que la France pourrait vouloir s'offrir.

MM. Chrétien et Chirac n'ont pas discuté de l'entente sur l'entraide judiciaire que le Québec voulait signer avec la France il y a quelques semaines. La signature n'a pas eu lieu en raison d'un désaccord entre Québec et Ottawa au sujet de certains détails de l'entente.

M. Chrétien a déclaré aux journalistes qu'il s'agissait d'un débat entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois qui n'impliquait pas la France.

Le sommet de la Francophonie, qui s'est ouvert vendredi matin à Hanoi, donne toujours lieu à un bon nombre de rencontres bilatérales.

M. Chrétien a ainsi rencontré vendredi, outre M. Chirac, le premier ministre du Vietnam Phan Van Khai. Le premier ministre canadien a souligné qu'il avait abordé la question des droits de la personne avec son interlocuteur.

Il l'a également entretenu du bannissement des mines antipersonnel. Il n'y a que quatre pays de la Francophonie qui ne veulent pas signer le traité que parraine le Canada, soit le Vietnam, le Laos, la Bulgarie et l'Égypte.

M. Chrétien a déclaré que le Vietnam ne voulait pas se départir de ses mines parce qu'elles constituaient pour lui un moyen de défense. Par contre, le premier ministre vietnamien l'a assuré qu'il n'était pas question d'exporter ces mines à l'extérieur du pays.

Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard a également rencontré M. Phan Van Khai vendredi. Il a aussi eu un entretien avec celui qui devrait être choisi comme secrétaire général de la Francophonie dimanche, l'ancien secrétaire général de l'Organisation des Nations unies Boutros Boutros-Ghali.

FGMT55-mt

97/11/14 12:02:00 Copyright 1997 Canadian Press
VIETNAM-FRANCAIS (BGT)

Par Marie TISON

HANOI (PC) - A l'occasion du sommet de la Francophonie, les hôtels de Hanoi ont ressorti leurs vieux disques de chanson française et les employés de restaurant essaient tant bien que mal de prononcer quelques mots de français.

Mais à l'extérieur de ces enclaves, la vie se fait en vietnamien, et dans le monde des affaires, elle se fait carrément en anglais.

L'héritage français ne se retrouve plus que dans le pain en baguettes, que l'on peut encore acheter au coin des rues, et dans le nom de certains

⑤

commerces. Il s'agit surtout de restaurants, comme «Indochine», le «Café de Paris» et «La Cave Hexagone».

Les statistiques diffèrent un peu selon les sources. D'après des statistiques fournies par le gouvernement du Québec, on ne retrouverait plus que 70 000 personnes qui s'expriment en français au Vietnam, sur une population de 73 millions de personnes.

En vertu de données provenant de l'Atlas de la langue française (Bordas), il y aurait environ 500 000 francophones au Vietnam. Mais leur moyenne d'âge est très élevée. En effet, ils se situent en majorité dans la soixantaine et au-delà.

Dans une récente lettre au Devoir, le président de la Communauté vietnamienne au Canada, Région de Montréal, M. Luong Tuyen Nguyen, a affirmé que le français avait perdu sa place privilégiée avec l'arrivée des communistes au pouvoir, il y a 49 ans dans le nord du Vietnam, et il y a 22 ans dans le sud.

Le Centre culturel français et plusieurs lycées réputés ont dû fermer leurs portes, alors que les écoles de langue anglaise se sont mis à pousser comme des champignons.

Les lois commerciales ont, pour la plupart, été traduits exclusivement en anglais.

Sur la rue, les dollars américains circulent librement.

M. Luong Tuyen a affirmé que Hanoi avait exigé récemment que les étiquettes des médicaments soient rédigées uniquement en anglais et en vietnamien.

Portrait

Des documents rédigés par MFI (Médias France Intercontinents), l'agence multimédia de Radio France Internationale, dressent un portrait un peu plus réjouissant du français au Vietnam.

Environ 118 000 élèves apprendraient le français. Il existe de nombreuses classes bilingues dès le primaire, et un Institut francophone d'informatique a été créé en 1995 à Hanoi. Il y a également une Alliance française et plusieurs centres de français dans le pays.

Le français a également une certaine présence dans les médias. La radio et la télévision accordent 10 minutes par jour aux nouvelles en français, et il existe un quotidien dans la langue de Molière, «Le Courrier du Vietnam».

Deux chaînes de télévision en français sont également disponibles: TV5 et Canal France International.

Le gouvernement vietnamien a décidé d'accueillir le 7e sommet de la Francophonie dans le but de s'intégrer davantage dans la communauté des nations.

Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard a affirmé qu'il fallait saisir la main tendue par Hanoi.

Il a déclaré qu'il ne s'agissait pas de combattre l'anglais, mais de faire comprendre que le français pouvait également représenter un outil de développement pour le Vietnam.

⑥

«Nous ne sommes pas au Vietnam parce que nous pensons que tout le monde parle français ici, mais parce que le français devrait revivre au Vietnam et devrait être montré comme un véhicule de développement, d'universalisme et de démocratie», a-t-il déclaré.

97/11/14 12:06:00 Copyright 1997 Canadian Press
CHRETIEN-IRAK

Par Marie TISON

HANOI (PC) - L'utilisation de la force pourrait être nécessaire contre l'Irak.

C'est ce qu'a déclaré le premier ministre Jean Chrétien vendredi, au cours d'une conférence de presse accordée en marge du sommet de la Francophonie, à Hanoi.

«Ce sera peut-être nécessaire, a-t-il indiqué. J'espère que ça n'arrivera pas.»

Il a affirmé qu'il avait discuté de la situation avec le président français Jacques Chirac au cours d'une rencontre bilatérale vendredi après-midi.

«Nous espérons que la conformité sera de la partie», a-t-il déclaré.

M. Chrétien a soutenu que Saddam Hussein devait respecter les sanctions et les directives de l'Organisation des Nations unies, et que les Irakiens devaient laisser les inspections se poursuivre sans obstacles.

«S'ils ne veulent pas faire l'objet de sanctions, ils savent quoi faire», a-t-il ajouté.

Il a spécifié qu'il était dans l'intérêt de Saddam Hussein et de tout le monde qu'il respecte les conditions des Nations unies, et que «la normalité s'établisse entre Irak et le monde.»

Par ailleurs, M. Chrétien s'est dit déçu que le président américain Bill Clinton n'ait pas réussi à faire adopter la procédure de négociation rapide (le «fast track») pour la conclusion d'un traité de libre-échange dans les Amériques.

Il a déclaré que la compétition était déjà sur place, que les Européens essayaient de percer ce marché.

Il a toutefois rappelé que le Canada avait signé un accord de libre-échange et qu'il pourrait bien prendre avantage du retard des Américains à signer une entente semblable.

«Nous faisons cela à La Havane», a-t-il lancé.

Il a fait remarquer que le Canada avait normalisé ses relations avec Cuba il y a bien longtemps, et que maintenant, il y faisait des affaires.

Il a raconté qu'il avait déclaré à un sénateur américain opposé aux échanges avec Cuba qu'il finirait bien par changer de politique.

«Je lui ai dit qu'un jour il allait signer, et qu'il serait accueilli dans un hôtel canadien à cette occasion», a-t-il déclaré.

8

québécoise.

Le programme québécois d'immigration pour les gens d'affaires comporte deux autres catégories. Les immigrants-entrepreneurs, qui doivent avoir 200 000 \$ d'actifs et trois années d'expérience, s'engagent à fonder au Québec une entreprise qui créera au moins trois emplois.

Les travailleurs autonomes, eux, doivent avoir une spécialité particulière, comme l'informatique.

C'est toutefois le programme pour les investisseurs que Desjardins a présenté à Shenyang.

Pour immigrer, les candidats doivent encore obtenir un certificat de sélection du gouvernement québécois et se conformer aux exigences de santé et de sécurité du gouvernement canadien.

En Chine, il leur faudra également obtenir les autorisations nécessaires pour émigrer.

Le premier ministre québécois Lucien Bouchard a déclaré lundi qu'il fallait s'attendre un jour à ce que les Chinois investissent au Québec, comme les Japonais ont fini par devenir de grands investisseurs.

«Il est tout à fait impératif que nous nous positionnions de façon à recevoir ces investissements au moment où ils seront possibles», a-t-il déclaré.

Certains investissements chinois semblent déjà être en bonne voie.

97/11/14 12:57:00 Copyright 1997 Canadian Press

FRANCOPHONIE SOMMET VIETNAM

Le français en difficulté au Vietnam

—Par Ian Stewart—

HANOI (AP) — Ancienne composante de l'Indochine française, le Vietnam a gardé de nombreux signes de sa colonisation par la France de 1859 à 1954, depuis la baguette jusqu'au béret. Mais, la langue de Molière a mal résisté au départ des Français.

Seulement 70.000 Vietnamiens parlent couramment le français, soit 0,1% de la population (76 millions d'habitants). La quasi-totalité de ces francophones ont vécu l'époque coloniale, qui s'est achevée il y a 43 ans après la défaite de Diên Biên Phu, et leur moyenne d'âge est élevée (plus de 60 ans). La situation du français est d'autant plus critique que les jeunes privilégient désormais l'apprentissage de l'anglais, jugé plus utile sur le marché de l'emploi.

Pour un étudiant qui choisit le français, dix autres optent pour l'anglais, selon les chiffres du ministère vietnamien de l'Éducation. «On peut utiliser l'anglais dans tout le Vietnam», souligne Nguyen Thi Hong Dao, un étudiant de 21 ans, s'exprimant dans la langue de Shakespeare. «Le français sonne bien, mais l'anglais est plus utile».

Le français survit dans certains lieux de Hanoi -autrefois surnommée le

(9)

«Paris de l'Orient» fréquentés par des expatriés et des membres de l'élite vietnamienne, comme l'opéra de la ville. Mais l'influence française reste très limitée dans le reste du pays.

Malgré tout, la France n'a pas renoncé à relancer son influence au Vietnam ainsi qu'au Laos et au Cambodge, les trois piliers de son ancienne colonie asiatique. Paris souhaiterait que le français devienne au moins la deuxième langue de la région.

La France ne ménage pas ses efforts financiers pour maintenir une présence au Vietnam, l'un des pays les plus pauvres d'Asie, dont elle est le premier partenaire commercial européen et le deuxième pays donateur d'aide. Elle soutient notamment une chaîne de télévision locale, une station de radio et le seul quotidien vietnamien publié en français.

Elle a également assuré la plus grande part des frais de préparation du Sommet de la francophonie en dépensant pour la seule année en cours quelque 570 millions de ff. Grâce à cette manne, Hanoi a pu repeindre de nombreux bâtiments et rénover sa voirie. Ces dernières semaines, l'ambassade de France à Hanoi a multiplié les parrainages d'événements culturels: symposiums littéraires, festivals de musique, cours de langue ou... de cuisine.

Hanoi se félicite de la tenue du Sommet de la francophonie au Vietnam. Cela permet de «montrer notre partenariat avec la France», a souligné le Premier ministre vietnamien Phan Van Khai. Toutefois, la présence française ne ravit pas tout le monde dans la région. A Phnom Penh, un millier d'étudiants avaient manifesté il y a quelques années pour protester contre l'étude obligatoire du français à l'Institut technologique de la capitale cambodgienne. AP

18

The Ottawa Citizen]
Bouchard upstages Chretien with attack on rights violators: Quebec premier steps on to federal turf at la Francophonie news conference

Byline: Jack Aubry
Dateline: HANOI, Vietnam
Section: News
Page:
Date: Fri 14 Nov 1997
Length:
Edition:

Citing the Commonwealth as his model on human rights, Quebec Premier Lucien Bouchard upstaged a speech by Jean Chretien today with a press conference last night in advance of the opening of the summit of la Francophonie.

Mr. Bouchard laid out Quebec's views on the 46-country organization, saying the francophone community should become more like the Commonwealth, which includes Canada, and bring in sanctions against countries that violate human rights.

"I am of the opinion that the Francophonie should use its influence to favour the progress of democracy among our members, but equally to sanction countries who have rolled back democracy and human rights on their territory," Mr. Bouchard said. "I intend to say more on this question during the summit."

Mr. Bouchard's remarks surprised senior federal officials on their arrival in Vietnam. They said it is the federal government's responsibility to deal with political issues at the summit.

At this morning's official opening, Mr. Chretien said it is time for the Francophonie to "raise its visibility and make it more credible and effective. This has been a Canadian wish for some time."

He praised the expansion of the organization's mandate to include conflict prevention, arbitration and negotiation. The election of a secretary general will also help the organization strengthen its political dimension, he added.

Mr. Chretien said the Francophonie "should get involved, frankly and generously" when situations develop that threaten democratic achievements, such as the genocidal civil conflicts in Africa's Great Lakes region.

Mr. Bouchard, who by his news conference last night seems intent on making his presence felt at this summit, might not find a receptive audience for his human rights position.

Several African countries and host Vietnam have been cited by international bodies for human rights violations. And asked whether he even had authority to make such recommendations, Mr. Bouchard said all he can do is make his proposals and discuss the matter. Quebec and New Brunswick are junior partners of the federal government at the Francophonie.

Since Mr. Chretien and Canada control the microphone, Mr. Bouchard will not get the opportunity to put his proposals to the organization.

Mr. Chretien would not comment on Mr. Bouchard's statement, but Liberal House leader Don Boudria noted that Mr. Bouchard did not raise human rights during his recent trade mission in China.

There, the Quebec premier indicated he accepted a secondary role abroad, saying, "As of now, Quebec is in Canada, and I'm travelling as a Canadian citizen, and I'm working with the Canadian Embassy."

His co-operative approach attracted heat from hardline separatists in Quebec.

19

[The Ottawa Citizen]

Iraqi 'not welcome' in New Brunswick: premier: Frenette denies he ever invited Tariq Aziz to visit

Byline: Jack Aubry
Dateline: HANOI
Section: News
Page:
Date: Fri 14 Nov 1997

Length:
Edition:

New Brunswick Premier Ray Frenette says he's embarrassed by the uproar over his letter to Iraqi Deputy Prime Minister Tariq Aziz, claiming it wasn't an actual invitation to visit his province.

The controversy has thrust the new premier on to the world stage, and media attention is all the more intense since Moncton is expected to be named host of the 1999 Francophonie summit at that organization's meeting this weekend in Vietnam.

Mr. Frenette, serving as premier until a replacement for Frank McKenna is chosen next year, is furious about suggestions by former Liberal MP Paul Zed that he directly invited Mr. Aziz to New Brunswick in the letter. Mr. Zed acted as a political adviser to a Canadian delegation of businesses that recently visited Iraq.

"I am sorry. Mr. Aziz is not welcome in New Brunswick. We all know the sanctions and the reasons why they have been placed by the UN and I, for one, fully respect those sanctions," Mr. Frenette said. "I certainly never intended and do not depart from the position of the Canadian government."

Mr. Frenette says he explained his side to Prime Minister Jean Chretien during Wednesday's 23-hour flight to Vietnam, showing him the disputed letter. He said he feels ambushed because he unwittingly signed the letter on his second day as premier.

The controversy began with the visit of the Canadian trade delegation to Iraq and the signing of more than \$1 billion in purchase orders to provide humanitarian goods. The delegation presented a letter addressed to Mr. Aziz from Mr. Frenette.

Mr. Frenette says the letter merely invites Iraq to send a similar delegation of business people to the province.

After the Francophonie summit, Mr. Frenette intends to stick to domestic matters. "I'm not going to get on the international scene," he said. "Somebody tried to put me there. I am a provincial premier ..."

ILLUSTRATION: Black & White Photo: Michael Woloschuk, The Ottawa Citizen / New Brunswick's director of trade and economic development, Michael McBride, left, hands a piece of New Brunswick bird's eye maple to Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, right, in Baghdad. With them are Canalac executive Gordon Pinder, second from left, and Eid Al Fayiz of Jordan, who acted as an escort for the Canadians.

20

[The Gazette (Montreal)]
Francophonie sees first squabble: Bouchard, Boudria clash over Quebec's call for sanctions against human-rights violators

Byline: CAMPBELL CLARK
Dateline:
Section: News
Page:
Date: Fri 14 Nov 1997
Length:
Edition:

Sparks flew yesterday between the Canadian and Quebec delegations to the Francophonie summit, even before today's official opening.

Just minutes after Prime Minister Jean Chretien arrived in Vietnam last night, one minister in the federal delegation criticized Bouchard for double-talk on human rights.

And while Quebec Premier Lucien Bouchard said he expected no major differences of opinion between the two delegations on francophonie issues, he also said he will bring up a contentious dispute with Ottawa over a legal co-operation agreement Quebec had hoped to sign with France.

Bouchard started the day with a call for the Francophonie to beef up its actions on human rights, including sanctions for countries where democracy and human rights are being set back.

But Liberal House leader Don Boudria blasted Bouchard, saying the Quebec premier calls for action on human rights when it is convenient, but avoided the issue in his 12-day trade mission to China, which ended Wednesday:

"I find it a little bizarre that he says one thing when it suits him and the opposite when that suits him, too."

Bouchard made no public mention of China's human-rights record on his tour there, and steadfastly refused to answer questions on issues like Tibet's independence movement.

Boudria said the federal government has also tried to increase trade ties with China, but it has worked to help advance human rights there with programs like training for Chinese judges.

"But it's always been the same message we've put across," he said.

Chretien avoided questions about Bouchard's call for sanctions against rights violators, saying only that the question of human rights will be raised later, during the actual summit.

Earlier, Bouchard had said the Francophonie, a collection of 49 governments with French-speaking populations, including two Canadian provinces, has reached "the point of maturity," and should take an active role in promoting human rights in the francophone world. Leaders here are expected to adopt a new charter for the organization to give it a more political role.

Ministers and civil servants have already recommended a charter text that would give the organization a mandate to promote human rights. But Bouchard went farther:

"I think the Francophonie should use all of its influence to favour democracy among its members, but also sanction, when needed, the countries that have made democracy and human rights suffer setbacks within their territories."

In fact, Bouchard will not be able to personally raise the issue at the summit since, according to convention, Quebec's premier does not speak at the session on political issues, because foreign affairs fall under federal jurisdiction.

Neither Quebec nor New Brunswick, also represented here, can intervene at the sessions, so if Bouchard wants to make a specific proposal he will have to ask Chretien to raise the issue. Members of the federal delegation said they did not know in advance that Bouchard would make yesterday's public call for sanctions.

Canada, however, has long proposed that the Francophonie be able to isolate states where there are flagrant rights violations, as the Commonwealth did in the 1980s to pressure South Africa to dismantle apartheid.

In a speech delivered this morning, Chretien noted that Canada pushed for the organization

(21)

to take a stronger stance on human rights at its last summit, two years ago in Cotonou.

"We wish to carry on and strengthen certain projects established in Cotonou, especially those aimed at reinforcing the rule of law, promoting human rights, and preventing conflict."

The Francophonie has occasionally acted against member states in the past, including cutting off aid to Niger after a coup two years ago, to force its government to set a timetable for elections.

But delegates have not specifically discussed sanctions in their two-year preparations for this summit, and no mention of sanctions appears in the text on human rights the leaders are scheduled to debate this weekend.

Bouchard himself carefully worded his call, suggesting only that sanctions be imposed where events cause a setback for human rights, apparently leaving out countries with a long history of rights violations, like Vietnam, the summit's host country.

"We won't be at the point, this time, of defining specific sanctions with precise targets," he said. "But when we speak of sanctions, we have an idea. The sanctions are known, they are classic. Its repertoire has been used by the Commonwealth."

Bouchard said he intends to raise the issue of human rights here in Vietnam when he meets with Prime Minister Phan Van Khai tomorrow.

Chretien and Bouchard will also meet during the summit, and Bouchard said he will bring up a dispute between their governments.

Bouchard said he will push Chretien on the federal government's refusal to let Quebec sign a legal co-operation agreement with France that would allow Quebecers to force the payment of child support from ex-spouses in France, and vice-versa.

Ottawa blocked the signing before Bouchard's September trip to France, saying the text used language reserved for sovereign states and, therefore, implied recognition of Quebec as sovereign. But Bouchard claimed the deal is similar to one the late premier Robert Bourassa signed on tax collection in 1987, which constitutes a precedent the feds are trying to water down as part of a hard-line "Plan B" on Canadian unity.

"So what I will say to Mr. Chretien is 'Let's not waste time in a myriad of meetings with civil servants and ministers that will look for ways to dilute Mr. Bourassa's agreement,'" Bouchard said. "There's no question. It's a position of principle. We will not change anything."

[The Toronto Star]
Bouchard chided over summit role

Byline: By Edison Stewart
Dateline:
Section: NEWS
Page:
Date: Fri 14 Nov 1997
Length:
Edition:

HANOI - Canadian officials have gently chided Quebec Premier Lucien Bouchard for acting like the head of an independent state at a major international summit.

Bouchard said yesterday he will ask the 46-country francophone summit here to take a tough stand on human rights, including the imposition of international sanctions on countries with flagrant abuses.

But federal officials indicated the Quebec premier will not be allowed to raise the issue at the summit itself, where provincial involvement is limited to areas of provincial jurisdiction.

"There is one specific place (on the agenda) where political proposals can be made, it's when there is a political discussion, and there is only Canada that is intervening on this point," one official said.

The issue of who puts forward a proposal in the political area is usually the federal government's responsibility, another said.

The Bouchard proposal seemed aimed at asserting Quebec's independence in international affairs.

Canadian officials said they were taken by surprise as the word "sanctions" was not mentioned in the two years of preparation for this summit.

But they appeared to go out of their way not to take too much offence.

"We welcome the excellent idea," said one, adding that Bouchard's proposal is completely in line with long-standing Canadian policy.

No one knows better than Bouchard just what areas of the summit are out of bounds for Quebec and New Brunswick, which have the status of participating governments.

For it was Bouchard - as Canada's ambassador to Paris in 1985-86 - who played a central role in the deal which allowed provinces to participate at all.

Prime Minister Jean Chretien, unaware of what Bouchard had said, declined to comment on his arrival here last night and made no mention of it in his official remarks when the summit opened today.

He said only it has been "a Canadian wish for some time" that the 12-year-old French-language equivalent of the Commonwealth be much more active on political questions such as conflict prevention and arbitration, and the promotion of the rule of law.

Chretien also made a pitch for the Canadian-led process to ban anti-personnel land mines but acknowledged as he arrived that four holdouts - Vietnam, Bulgaria, Laos and Cambodia - are unlikely to be persuaded here to change their minds.

4

**RADIO AND TV SUMMARY / SOMMAIRE DE LA RADIO ET LA
TÉLÉVISION**

November 14, 1997

**CBC's World Report
Broadcast at 06h00
number of stories: 9
number of international stories: 4**

1. 1.45 David MacKay in Ottawa. Canada Post has called the offer tabled by the union on Thursday outrageous. Union president, Darryl Tingley has called off a strike by postal workers and demanded an explanation from the corporation and the public is unhappy with the perceived unreliability of the mail given the on-again, off-again threat of disruption of service.

4. 1.30 Rick McKinnis-Ray in Amman, Jordan. Six American weapons inspectors have arrived in Amman after a seven hour forced truck ride to the Iraqi border after Iraq expelled them and forced them to travel by land rather than air. The United Nations has sent the rest of the members of their teams out of the country leaving behind only thirteen individuals to guard equipment and fears the escalation of Iraq's war machine in the absence of United Nations staff. Iraq is defiant saying that the Americans were spies who were using their positions with the United Nations to extend sanctions against Iraq.

5. 0.50 The United States are looking for international support for further action against Iraq and finding it in Britain. British foreign minister, Robin Cooke said that Britain hopes to resolve this latest conflict using diplomatic tools rather than military force but the British aircraft carrier, Invincible is moving towards a better position to access the Middle East.

6. 0.20 The Canadian head of the NATO mission to Ukraine died in a car crash 250km South of Kiev, Thursday. Peter Roman Lachinsky and his driver died in a head on collision with another vehicle.

7. 1.45 Paul Adams in Hanoi, Vietnam. Prime Minister Chrétien was a keynote speaker at meetings of the Francophonie in Hanoi which is attended by Lucien Bouchard and a New Brunswick delegation under an agreement negotiated by Mr. Bouchard when he was ambassador to France. The involvement of the non-national delegations was agreed to be non-political but Mr. Bouchard prompted discussion of his role at the conference when he suggested that sanctions be laid against countries that commit human rights violations in a press conference. Mr. Bouchard met privately with Mr. Chrétien in order to discuss the same but no announcement has been made of the results of that discussion.

END OF SUMMARY

November 13, 1997

8

[Le Devoir]

Sommet de Hanoï; La Francophonie prend un virage politique

Byline: Tramier, Sylviane
Dateline:
Section: Les Actualités
Page: A1 Length:
Date: Vendredi 14 novembre 1997 Edition:

Cela fait plusieurs années qu'on en parle, mais cette fois est peut-être la bonne: la Francophonie devrait prendre, à Hanoï, son envol politique.

A l'ouverture du septième Sommet de la Francophonie ce matin, le premier ministre du Canada a dit souhaiter que la vocation de l'organisation soit «élargie à des missions d'arbitrage, de négociation et de prévention des conflits», tout en continuant à oeuvrer pour la promotion de l'État de droit. Symbole tout à fait approprié de cette ambition politique, l'ancien secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, prendra la tête de l'organisation francophone devenue adulte.

Tempête médiatique dans un verre d'eau ou subtile reprise d'une guerre des drapeaux? A l'ouverture du Sommet de la Francophonie, la déclaration de Lucien Bouchard, appelant la Francophonie «à user de son influence [...] pour sanctionner les pays qui auront fait subir un recul de la démocratie et aux droits de la personne sur leur territoire», a provoqué un léger flottement entre Québec et Ottawa.

Arrivé dans la capitale vietnamienne un jour avant le premier ministre du Canada, M. Bouchard a eu le temps de rencontrer la presse et d'émettre un communiqué qui a pris de court l'entourage de Jean Chrétien. Sur le fond, rien ne permet d'établir une distinction entre la position du Québec et celle du Canada sur la question des droits de l'homme. Les deux gouvernements ont clairement identifié la promotion de la démocratie et la défense des droits et libertés comme un des axes prioritaires de la Francophonie. Mais alors que du côté canadien on explique qu'il n'existe pas de régime de sanctions prévu dans la Francophonie - bien que des gestes puissent être envisagés pour marquer la réprobation -, le premier ministre du Québec s'est clairement dit d'avis que «la Francophonie, comme c'est l'usage au Commonwealth, devra utiliser les moyens à sa dispositions pour favoriser l'État de droit».

Le premier ministre du Québec a également annoncé son intention de soulever la question des droits de l'homme lorsqu'il rencontrera le premier ministre du Vietnam, Phan Van Khai. Du côté canadien, on fait remarquer que le premier ministre du Québec est libre de donner son opinion à titre personnel à qui il l'entend, mais que dans le cadre du Sommet de la Francophonie, le Québec ne se prononce pas sur le volet politique lors des discussions.

C'est pourtant cette dimension politique de la Francophonie que le Canada, en total accord avec le Québec, souhaite renforcer lors du sommet de Hanoï.

Québec et Ottawa s'entendent pour souligner certaines mesures qui ont été prises par les pays francophones à l'encontre de pays membres: par exemple, la suspension des programmes de coopération pour forcer le Niger à rétablir un calendrier de démocratisation après le coup d'État militaire il y a deux ans. Mais il ne s'agissait pas à proprement parler de sanctions telles que le boycottage du régime d'apartheid de l'Afrique du Sud ou de la suspension du Nigeria du Commonwealth. Or M. Bouchard semble vouloir suivre l'exemple du Commonwealth contre certains pays - qui n'ont pas été nommés. «La Francophonie, au début, a décidé de prendre ce qu'il y avait de bon dans le Commonwealth. A Hanoï, ce serait un geste courageux de la part de la communauté francophone de reconnaître la nécessité de défendre les droits de la personne et d'exercer une vigilance mutuelle pour s'assurer que la Francophonie contribue à une évolution positive de la situation des droits et libertés.» Avant même l'ouverture officielle, ce matin, du Sommet, la question des droits et libertés dans les pays de la francophonie avait été soulevée par des organismes indépendants. Le Comité Vietnam pour les droits de l'homme, basé à Paris, avait fait parvenir au président français Jacques Chirac une déclaration, signée par une douzaine

(10)

[Le Droit]
49 pays au rendez-vous à Hanoi; Le français en partage

Byline:
Dateline:
Section: L'Événement
Page: 23 **Length:**
Date: Vendredi 14 novembre 1997 **Edition:**

Les chefs d'État et de gouvernement des 49 pays ou régions ayant « le français en partage » se retrouvent jusqu'à dimanche à Hanoi pour le 7e Sommet de la francophonie, avec l'ambition de donner une nouvelle dimension, notamment politique, à l'espace francophone.

L'influence de la langue française, parlée quotidiennement ou occasionnellement par 160 millions de personnes dans le monde, connaît des fortunes diverses selon les régions du globe. Pourtant le concept de francophonie continue à séduire. «La Pologne, l'Albanie, la Macédoine, l'Angola et le Nigéria frappent à la porte» de la communauté francophone», a fait remarquer cette semaine Charles Josselin, secrétaire d'État à la Coopération. Le rayonnement de la francophonie, notamment sur le plan politique, devrait encore s'accroître lors du Sommet de Hanoi avec l'élection pour la première fois d'un secrétaire général, véritable « Monsieur francophonie ». Grand favori pour ce poste, l'ex-secrétaire général de l'ONU, l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, a le soutien de la France. Son seul rival officiel est l'ancien président du Bénin, Émile Zinzou.

L'élection pour quatre ans d'un secrétaire général est destinée à donner une plus grande «visibilité» à la communauté francophone, dont il sera le représentant et le porte-parole officiel au niveau international. Installé à Paris, il sera responsable du secrétariat des trois plus hautes instances de la francophonie (les sommets bisannuels, les conférences ministérielles et le conseil permanent). Un secrétariat général de la francophonie sera créé et placé sous son autorité.

Le renforcement du français sur Internet constituera un autre enjeu du sommet. Actuellement 90 % des échanges sur le réseau des réseaux se font en anglais et seulement trois sites sur 10 sont en français. En outre, les francophones ne possèdent que 7 % des ordinateurs connectés.

Un plan d'action sera examiné à Hanoi, qui propose la création d'un Fonds francophone pour le développement des infrastructures, doté de 7 à 12 millions \$. Les mesures envisagées visent également à promouvoir les infrastructures, les contenus, la formation et les outils de navigation en français sur les autoroutes de l'information. L'objectif est non seulement de préserver la langue, mais aussi de renforcer la pratique démocratique et de créer un marché économique virtuel - aux débouchés bien réels - dans l'espace francophone. SEARCH TERMS ONU;

11

[GLOBE AND MAIL]

Quebec urges sanctions on human-rights abusers Bouchard's plan to raise issue during talks at Francophonie summit catches federal officials by surprise

Byline: TU THANH HA
Dateline: Hanoi VIETNAM
Section: News
Page: A18 Length: 940
Date: FRI NOV.14,1997 Edition:

BY TU THANH HA The Globe and Mail

HANOI On the eve of the Francophonie summit, the Quebec government has caught Ottawa off guard by proposing that the organization of French-speaking states should impose sanctions against members where respect for human rights has regressed.

"The Francophonie should use all its influence to favour the advancement of democracy among its members, but also to sanction countries where democracy and human rights suffered a setback," Premier Lucien Bouchard told reporters yesterday. "I intend to raise this question during the summit."

The announcement surprised top-ranking federal officials last night. Human-rights concerns will be highlighted during the three-day summit, which began today, but nowhere in the final text now being prepared are sanctions mentioned explicitly, they said.

"The word sanction wasn't mentioned in the two years we prepared (for) this summit," one Canadian diplomat said. "There's nothing in the final text . . . the concept hasn't been debated since the beginning."

The 49-member Francophonie is the only international body in which Quebec has the status of a member government alongside Canada. However, federal officials said that a diplomatic initiative like Mr. Bouchard's could be made only through Prime Minister Jean Chretien.

The Premier was saying, however, that he plans to propose the idea himself.

"When I begin to raise that question, there'll be debates, of course, since it is about establishing a new policy," Mr. Bouchard said after arriving from a week-long trade mission in China, where he refused to talk about human rights.

"We won't be, at this time, defining specific sanctions or targets. But when we speak of sanctions, we're not speaking of something new, we have in mind classic, known steps. The Commonwealth has used a range of them. It starts with reprimands, warnings, demands for changes, deadlines, but there are tougher steps."

Mr. Bouchard added that human rights will also be on the agenda in his bilateral meeting with Vietnamese Prime Minister Phan Van Khai.

Having Vietnam host the summit has been controversial because the government here is criticized for jailing political opponents, journalists and religious leaders.

"The situation here is what we know it is," Mr. Bouchard said. "I intend in my meeting with the Vietnamese Prime Minister to raise the issue of human rights."

As the seventh Francophonie summit opened in Hanoi today, there was recurring talk among the members that the organization has to mature beyond being a forum for co-operation and cultural exchanges to become a Commonwealth-style political body.

A key event here will be election of a secretary-general, a new position designed to give the organization a higher political profile by having a spokesperson between the biennial summits. (While the Francophonie has follow-up committees and permanent councils, its history has been that no one speaks in the name of the organization outside of its summits.)

France has been promoting former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali for the job, which has angered southern African countries, diplomats say.

Some African nations see the push as heavy-handed pressure from one of the organization's

wealthiest members, underlining the gulf between the haves and have-nots.

Mr. Boutros-Ghali is running unopposed, however, after the withdrawal of former Benin president Derlin Zinsou.

Having Mr. Boutros-Ghali as a permanent, high-profile voice for the French-speaking world is seen as a way of getting back at the United States, which opposed his re-election as UN secretary-general. France was also pushing for Mr. Boutros-Ghali then, trying to make sure that a French-speaking person would hold the UN's top job.

Picking Mr. Boutros-Ghali would be "a way to thumb our noses at the U.S.," said an adviser to the Gabon delegation. "It's telling the American policeman that he can't have it his way all the time."

This summit will mark the first time that a sovereigntist premier has attended a Francophonie summit since the gatherings began. (Deputy Premier Bernard Landry replaced Premier Jacques Parizeau in 1995.)

Already, Mr. Bouchard has said that just his presence will make the idea of a sovereign Quebec more credible should the province seek international recognition.

But if they are always keen to explain to foreigners that the secessionist movement is credible and democratic, Quebec officials say they have to be discreet.

"We explain things but only if asked," said Quebec International Relations Minister Sylvain Simard. "But there is a great deal of sympathy for the French-speaking presence in Canada."

Because of the French factor, and because Quebec was among the first governments to sign an economic co-operation pact with Vietnam, in 1992, there is a great potential for Quebec firms here, he added.

But aside from architectural landmarks, today in this former colony of France, less than 1 per cent of the population speaks French. The second language of choice is English.

It isn't just that most individuals doing business with foreigners do it in English. Even institutions reinforce that trend. Vietnam Airlines, for example, boasts that its flight attendants can all speak English "and another Asian language."

The summit comes as Vietnam is at a crossroads. Its leadership decided a decade ago to move to a market economy, but after an initial giddiness, business people are finding it hard to get quick results in Vietnam's slow, bureaucratic environment. Foreign investment is expected to drop by 20 per cent this year.

For Vietnamese authorities, the summit is therefore a key occasion, not only to establish themselves on the international stage, but also to show to the population that the regime enjoys the respect of foreign countries.

(15)

[GLOBE AND MAIL]

Crusader to aid children hurt by mines Montreal recipient of achievement award finances care for the maimed and their families

Byline: ANDRE PICARD
Dateline: Montréal PQ
Section: News
Page: A12 (ILLUS) Length: 764
Date: FRI NOV.14,1997 Edition:

BY ANDRE PICARD Quebec Bureau
MONTREAL

Canada's most generous achievement prize has been awarded to child-welfare crusader Naomi Segal Bronstein, who says she will use the money to help children maimed by land mines.

Ms. Bronstein was presented with the \$250,000 Royal Bank Award for Canadian Achievement at a gala ceremony in Montreal last night. Half the money goes to her personally and half to a registered charity.

With the prize money, Ms. Bronstein has established CanadaCares Children's International Foundation Inc. Its first project will be to provide medical care for land-mine victims in Guatemala.

"I can't tell you how many children I've seen who were maimed by land mines in Vietnam and Cambodia," she said. "Senselessly blowing up children is a disgrace to humanity, it's sheer stupidity that has got to stop."

While she endorses the push to ban land mines, Ms. Bronstein will concentrate her work on helping those who have been injured or socially stigmatized by their wounds.

"What's the point of giving a legless kid a prosthetic device if he's too weak from hunger to walk? And even after people recover from their wounds, there is stigma and discrimination against the disabled in many countries. CanadaCares will have a broad approach to these problems by helping the child, the family and the community," Ms. Bronstein said.

Born and raised in working-class Montreal, Ms. Bronstein found her calling early when, as a child, she volunteered to help a group of Catholic missionaries. "It was a strange thing for a Jewish girl to do, but I thought being a nun was the only way to become a missionary. Eventually, a priest set me straight," she said with a laugh.

In 1969, at age 25, Ms. Bronstein set out for Vietnam to work with the abandoned, disabled and mixed-raced offspring of war. She arranged more than 600 adoptions and established her first charity, Families For Children, to provide food, medical supplies and clothing to hospitals.

The most horrific part of her career came in 1975, at the end of the Vietnam War, when a U.S. transport plane carrying 240 orphans headed for adoption crashed, killing all the children. She was devastated by the accident, but it ultimately redoubled her resolve.

During the past 28 years, Ms. Bronstein has established orphanages and clinics in Bangladesh, Honduras and Guatemala, in addition to Vietnam and Cambodia.

One of her best known initiatives is Healing The Children, which has provided life-saving surgery to more than 60,000 poor children who could not otherwise afford medical care.

While her commitment is never in doubt, Ms. Bronstein's intemperate outbursts have earned her the sobriquet of "the swearing Mother Teresa." Her take-no-prisoners style has landed her in hot water with many governments and citizenry, earning her severe beatings and kidnap attempts on her children.

Ms. Bronstein and Cambodian actor Haing Ngor staged a protracted, very public dispute over Canada House, an orphanage she founded in Cambodia. That is one of the few battles she has lost. She was also embroiled in scandal when her partner in a Guatemalan orphanage was found to be selling children; upon learning of his action, she shut down the home.

Ms. Bronstein has 12 children, seven of them adopted.

(16)

She became a member of the Order of Canada in 1984 and, two years later, was named Humanitarian of the Year and awarded the \$100,000 by the J. Louis Levesque Foundation.

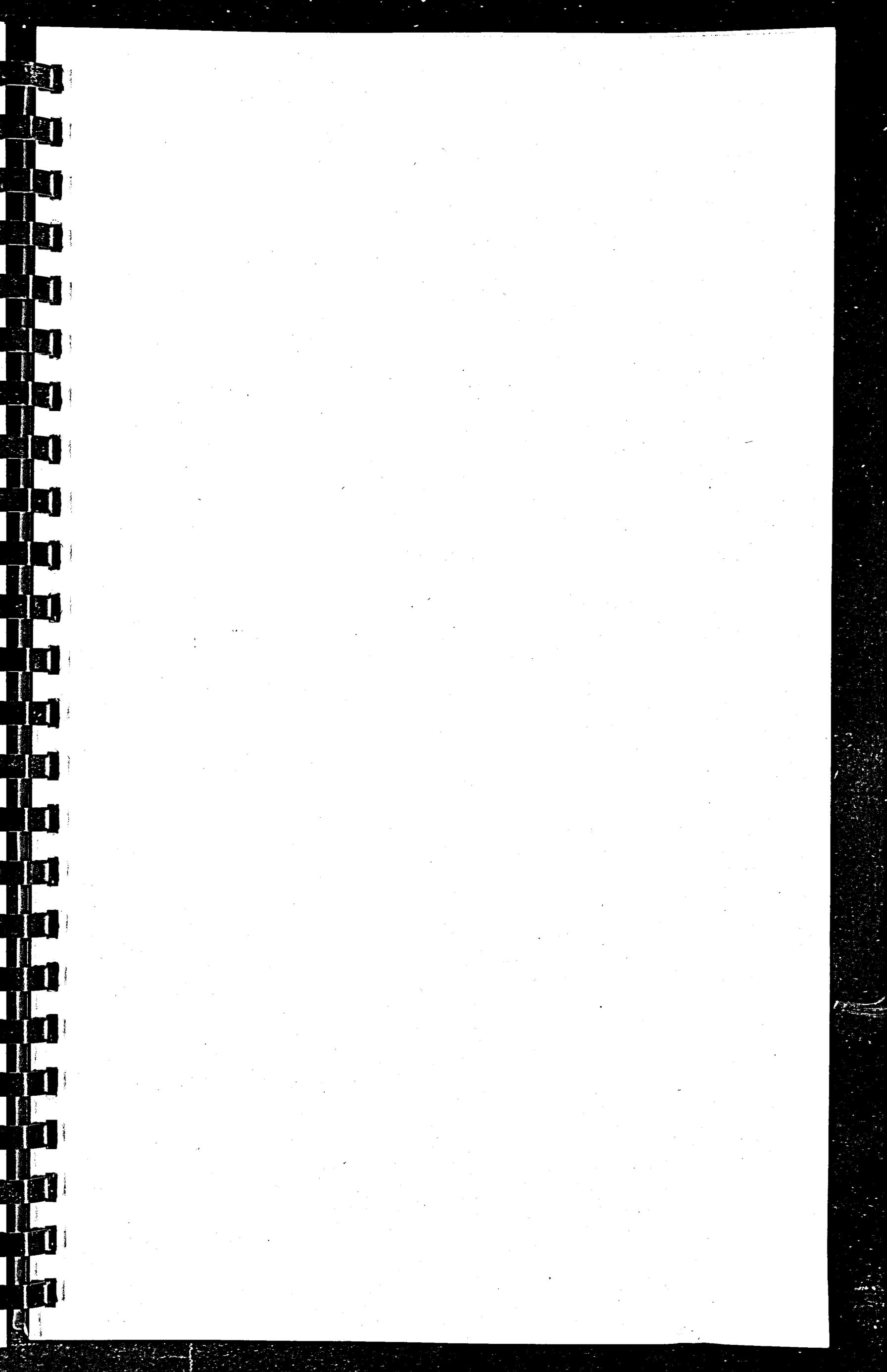
But Ms. Bronstein said the Royal Bank prize comes at a particularly propitious time - after a divorce and the loss of Canada House in Cambodia. "I couldn't get a lot of stuff done because of lack of finances but I still have a lot of oomph left, so this is really like having a second chance," she said.

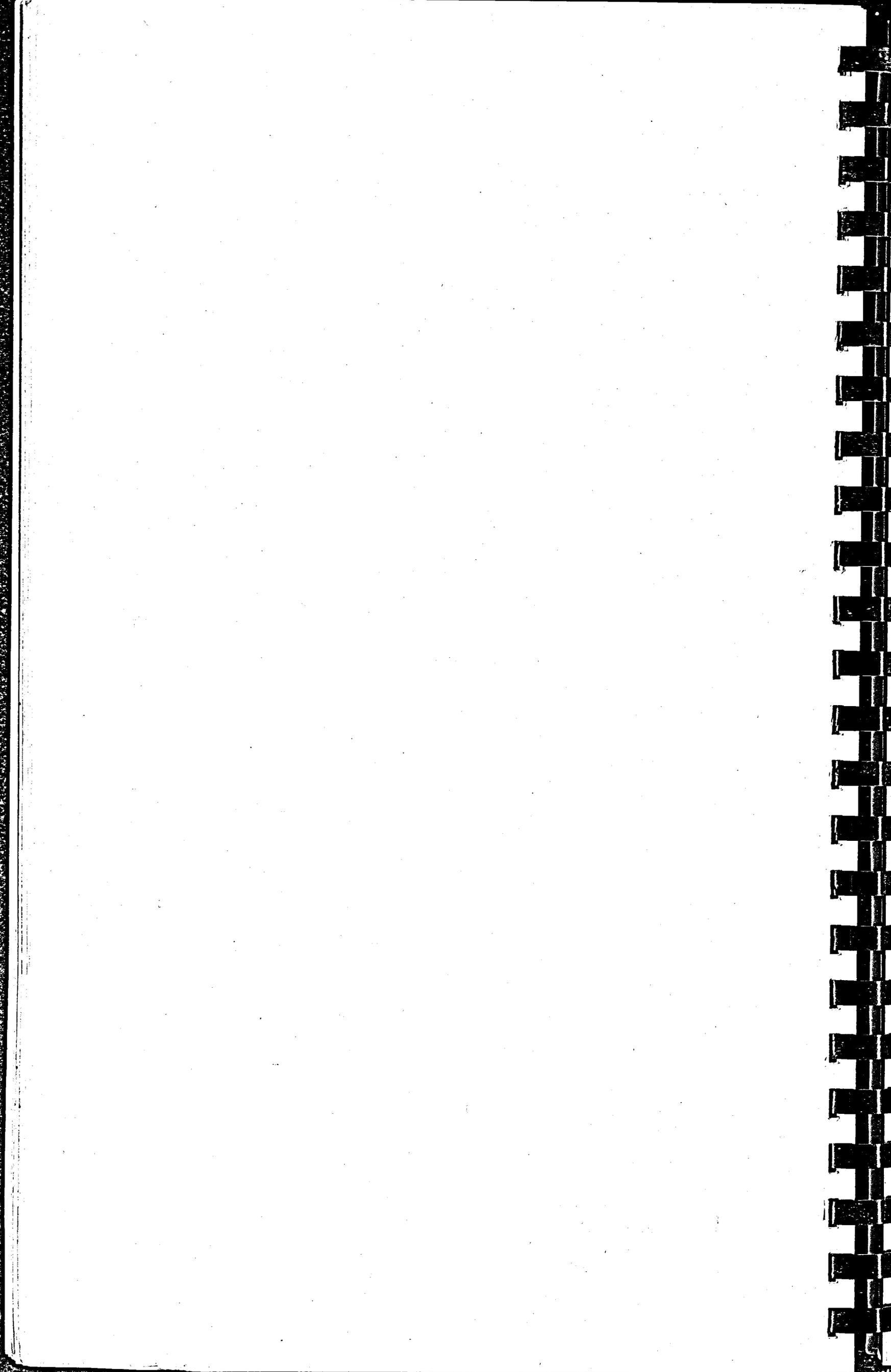
In making the award last night, John Cleghorn, chairman of the Royal Bank, said the efforts of the children's crusader to overcome adversity over the years and her refusal to give up should inspire Canadians.

"Naomi's career is compelling evidence that one person can strive and triumph against the odds," he said.

The Royal Bank Award was established in Canada's Centennial year to honour citizens who have made an outstanding contribution to human welfare. Previous winners include wheelchair athlete Rick Hansen, research scientist Fraser Mustard, opera singer Maureen Forrester, former Supreme Court judge Brian Dickson and arthritis activist Mary Pack.

The winners are chosen by an independent committee whose members are not affiliated with the bank. The Royal Bank is Canada's biggest corporate donor to charity, giving more than \$17-million annually.





LE COURRIER DU VIETNAM

DATE: 14/11/97

1/2 3/16

Le Courrier du Vietnam reproduit ci-après le texte intégral de l'interview que M. Jean Chrétien, Premier ministre du Canada a bien voulu lui accorder à l'occasion du VIIe Sommet de la Francophonie.

M. Jean Chrétien Premier ministre du Canada

Quel est le rôle que le Canada joue dans la communauté francophone? Voudriez-vous préciser ce que le Canada a fait dans le cadre des efforts communs de la communauté?

La Francophonie internationale a pris naissance dans les nombreuses associations francophones privées, dont certaines datent d'une quarantaine d'années. Dans chacune, on retrouve des Canadiennes et des Canadiens, qui sont parfois fondateurs de ces associations, comme c'est le cas pour l'Association des universités entièrement ou partiellement francophones.

Reconnaissant l'importance du fait français chez lui, ainsi que son envergure internationale, le gouvernement du Canada s'est associé dès le début à la Francophonie en participant activement à la création et au développement de ses nombreuses institutions. Le Canada est membre de toutes les organisations francophones multilatérales. Il est également l'un des Etats fondateurs de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) au sein de laquelle il a toujours joué un rôle très actif.

Le Canada se classe au deuxième rang des pays contributeurs de la Francophonie. La contribution multilatérale du Canada à la Francophonie s'élève à environ 22 millions de dollars par Sommet alors que ses contributions statutaires à l'ACCT sont de 12 millions de dollars par année.

Vu la situation géographique du Canada, plaidez-vous pour l'apprentissage des deux langues, français et anglais, et pensez-vous que la Francophonie ne pourra se développer qu'en s'adossant à la langue anglaise?

Le Canada est un pays bilingue où plus de huit millions et demi de personnes sur près de trente millions parlent le français. Le français est la langue maternelle de près de sept millions d'entre eux. Un grand nombre de Canadiens parlent les deux langues et je suis sûr qu'ils en sont heureux, car non seulement cela



M. Jean Chrétien, Premier ministre du Canada.
Photo de l'ambassade du Canada

leur permet de communiquer avec l'autre partie de la population qui ne parle pas leur langue maternelle, mais cela leur donne accès à une autre culture. Dans un monde idéal, nous devrions tous parler deux, trois ou quatre langues.

Au Canada, nous encourageons fortement les Canadiennes et Canadiens à apprendre les deux langues officielles du pays. En plus de l'enrichissement personnel que cela leur apporte, dans certaines parties du pays et dans certains secteurs d'activités, les personnes bilingues ont plus de facilité à se trouver de bons emplois.

Le français est une langue riche et efficace dans toutes les sphères de l'activité humaine. Il faut toutefois que la langue française prenne sa place dans certains nouveaux domaines où l'anglais a parfois tendance à dominer. Je pense bien sûr en particulier au domaine de l'informatique et des infomoutes où le français a un retard à combler. J'ai confiance toutefois, à la suite de la Conférence des ministres francophones chargés des infomoutes de mai dernier à Montréal, qu'avec les efforts qui seront consentis par la communauté francophone dans ce domaine au Sommet de Hanoi, la langue française arrivera à occuper la place qui lui revient.

Dans quelle orientation la communauté francophone devrait-elle s'engager pour s'assurer une digne position sur la scène internationale? Le renforcement de la structure institutionnelle à ce VIIe Sommet ira-t-il dans ce sens?

Pour s'assurer une position conséquente sur la scène internationale, la Francophonie

(Suite à la p. 8)

212

4/16

2/2

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 14/11/97

Premier ministre du Canada...

(Suite de la p.3)

doit être solidaire et agissante. Pour ce faire, elle doit poursuivre des objectifs dans trois domaines: le politique, l'économique et la coopération. La réforme institutionnelle vient appuyer la réalisation de ces objectifs.

Je crois que tous les pays de la Francophonie, et le Canada le premier, souhaitent l'affirmation d'un rôle politique. L'élection d'un Secrétaire général fort et expérimenté en est une condition essentielle.

La Francophonie devra continuer à s'intéresser aux grandes crises régionales qui secouent l'espace francophone: la région des Grands Lacs africains, l'ex-Zaïre, le Congo et le Liban, en appuyant notamment l'action des Nations Unies et des organisations régionales. Nous devons donc continuer à privilégier des actions de prévention, de médiation, de construction et de consolidation de la paix et à poursuivre des actions en faveur de l'Etat de droit.

La communauté francophone ne peut pas non plus ignorer les préoccupations relatives à la réforme des institutions internationales, au travail des enfants et à l'interdiction des mines antipersonnel.

Le secteur économique a toujours une grande importance par les incidences qu'il a sur tous les autres domaines. Pour le Sommet de Hanoi, nos partenaires vietnamiens ont justement proposé un thème à caractère économique, le «Renforcement de la coopération et de la solidarité francophones pour la paix et le développement économique et social» qui a pour sous-titre à la «Mise en valeur des ressources humaines: acteurs et bénéficiaires du développement».

Il faudra faire preuve d'imagination pour que la Francophonie trouve sa niche propre susceptible

de générer un impact économique et un développement véritable, particulièrement sous l'angle du développement des ressources humaines et de l'aide à la PME.

Dans le domaine de la coopération, il faudra être logique et faire en sorte que la Francophonie passe dans l'ère de la modernité en mettant l'accent sur le secteur informatique et le développement économique.

En ce qui a trait à l'institutionnel, la nouvelle Charte, adoptée en décembre dernier à la Conférence de Marrakech, sera entérinée, par la Conférence des ministres de la Francophonie (CMF) préparatoire au Sommet. Elle respecte la Charte initiale de Niamey (1971) qui avait créé l'Agence et construit sur ses bases. Elle préserve donc le rôle central de l'ACCT qui, en tant que seule organisation intergouvernementale de la Francophonie, doit demeurer au centre du dispositif institutionnel et servir d'assise et de secrétariat des Sommets. La nouvelle Charte innove, cependant, par deux dispositions majeures: l'une qui nomme un Secrétaire général afin d'affirmer davantage la dimension politique de la Francophonie, et l'autre qui rend tous les opérateurs, et non seulement l'Agence, redevables et comptables au Secrétaire général. La réforme institutionnelle va donc tout à fait dans le sens d'un renforcement des institutions et du rôle de la Francophonie sur la scène internationale.

La communauté est partagée en deux: Nord et Sud. Cette situation se manifeste dans les domaines non seulement géopolitique, économique mais également culturel, technique, scientifique... Quelles sont les politiques que le Sommet devrait adopter afin de rapprocher les deux pôles ?

Je ne suis pas d'accord avec ce que votre question implique. La Francophonie est justement la preuve que cette façon de diviser le monde est un peu simpliste et que les pays du Nord et du Sud peuvent collaborer ensemble à des buts communs. Les résultats obtenus en Francophonie, dans les domaines politique, économique et de la coopération montrent bien l'esprit de solidarité qui demeure l'assise première de notre communauté. Bien sûr, il y a encore beaucoup à faire, mais les pays francophones prennent ensemble les décisions qui s'imposent pour y arriver. La réponse que j'ai donnée à la question précédente illustre bien les orientations que la Francophonie compte prendre pour y arriver.

Le Courrier du Vietnam vous prie, monsieur le Premier ministre, de dire quelques mots à nos lecteurs sur Hanoi et sur le Vietnam.

J'ai eu le plaisir de venir à Hanoi pour la première fois en novembre 1994. C'est avec grand plaisir que je l'ai retrouvée tout aussi accueillante et pittoresque, avec des infrastructures améliorées et quelques nouveaux édifices et hôtels. J'aime beaucoup Hanoi: ses lacs intérieurs, son architecture, ses arbres omniprésents et sa population active et souriante lui donnent un cachet unique que j'apprécie beaucoup. Je crois que le Vietnam est voué à un avenir prometteur. Le courage et la détermination du peuple vietnamien et de ses dirigeants sont garants du succès qui attend votre pays dans un avenir prochain. Je pense que les temps difficiles sont terminés et que votre pays va connaître une période d'abondance et de bonheur bien méritée. Je le souhaite de tout coeur.

213

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 14/11/97

Vietnam-Canada

Renforcer les relations de coopération

Le vice-ministre vietnamien des Communications et des Transports, Bui Van Suong, et l'ambassadeur du Canada, Larius R. Grinius, ont signé hier à Hanoi la mémoire d'entente concernant le projet d'infrastructures rurales, voies navigables intérieures du Vietnam, d'un montant de 6,7 millions de dollars canadiens (environ cinq millions de dollars américains).

La cérémonie de signature de la mémoire, qui rentre dans le cadre du VIIe Sommet de la Francophonie, s'est déroulée en présence du ministre canadien de la Coopération internationale et de la Francophonie, Diane Marleau.

Mme la ministre canadienne a été reçue hier par le vice-Premier ministre Pham Gia Khiem qui a hautement apprécié l'état des relations de longue date entre les deux pays, particulièrement depuis 1990 où les relations économiques et commerciales ont été renforcées. Le Gouvernement canadien a accordé une priorité au Vietnam dans les domaines des finances, de l'environnement, des

technologies informatiques, la recherche économique et scientifique...

Pour sa part, Diane Marleau a exprimé sa joie de visiter le Vietnam et de participer au VIIe Sommet de la Francophonie. En outre, elle a in-

formé le vice-Premier ministre Pham Gia Khiem des résultats obtenus dans le programme de coopération et de développement sur ces dernières années.

CVN



Cérémonie de signature de la mémoire d'entente sur le projet d'infrastructures rurales-voies navigables intérieures du Vietnam.

Photo VNA (Anh Tôn)

Centre Franco-Vietnamien de formation à la Gestion

Remise des diplômes post-universitaires

Le Centre Franco-Vietnamien de formation à la Gestion (CFVG) de Hanoi a organisé mercredi à l'Ecole supérieure de l'Economie nationale, la remise des diplômes (en management), aux étudiants de la quatrième promotion (1995-1997). Vu Ngoc Hai, vice-ministre de l'Education et de la Formation, et Xavier de Villepin, sénateur, président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, étaient présents.

Cette cérémonie a été organisée en l'honneur de 81 étudiants dont quarante-deux du CFVG de Hô Chi Minh-Ville. Parmi les diplômés, dix personnes vont poursuivre leurs études, faire des stages en France, ainsi que trois autres en Suisse.

Selon Georges Hirsch, directeur général du CFVG Hanoi-HCMV, son établissement continuera à développer quantitativement et qualitativement l'équipe pédagogique, le pro-

gramme de formation continue. Il est prévu également une éventuelle signature entre la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Paris et celle du Vietnam visant une formation plus approfondie. Il envisage également de multiplier les stages dans les pays francophones et d'accélérer le partenariat avec les établissements régionaux en ce qui concerne la formation de gestionnaires.

Trần Hiêu

6/16

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 14/11/97

Cérémonie à Hanoi "Tout le pays se tourne vers les victimes de Linda"

UNE cérémonie baptisée "Tout le pays se tourne vers les populations victimes du typhon Linda" a eu lieu, hier matin, à la salle de Conférences de Ba Dinh, à Hanoi.

Organisée par le Comité central du Parti communiste du Vietnam, l'Assemblée nationale, le gouvernement et le Front de la Patrie du Vietnam, la cérémonie a rassemblé tous les dirigeants de haut rang du pays: Dô Muoi, secrétaire général du PCV; Pham Van Dong, conseiller du CC du PCV; Tran Duc Luong, président de la République; Nong Duc Manh, président de l'Assemblée nationale; Phan Van Khai, Premier ministre et Lê Quang Dao, président du Front de la Patrie du Vietnam. On notait également la présence de nombreux diplomates et de représentants des organisations internationales au Vietnam.

Dans son rapport, le vice-Premier ministre Ngô Xuân Lộc, a souligné que les dommages causés par le typhon Linda aux populations des provinces du Sud sont "extrêmement lourds, notamment en ce qui concerne les pertes en vies humaines et en bateaux de pêche".

Le dernier bilan fait état de 445 morts, 857 personnes portées disparues, 3.847 personnes sauvées. Pour les bateaux: 3.042 embarcations coulées, 744 signalés disparus, 477 autres retrouvés. Les pertes matérielles sont énormes: plus de 210.000 maisons détruites, plus de 125.000 ha de pisciculture endommagés, près de 350.000 ha de riz ravagés, plus de 471.000 mètres de digues détériorés. Les pertes globales sont évaluées à 5.569 milliards de dông.

Le vice-Premier ministre a annoncé ensuite la décision gouvernementale relative aux mesures urgentes de recherche des victimes, l'aide aux sinistrés, la restauration des infrastructures et la stabilisation rapide de la vie de la population et de la production. "Tout cela ne peut être fait en un court laps de temps", a-t-il insisté. Et d'affirmer que le Parti et le gouvernement "s'engagent à accorder au plus vite les assistances".

Une minute de silence pour les victimes

Dans l'immédiat, 2.000 milliards de dông seront prélevés du budget

d'Etat pour la construction et la réparation des bateaux au profit des pêcheurs.

L'assistance a observé une minute à la mémoire des morts après une oraison funèbre prononcée par Lê Kha Phiêu, membre du Bureau politique du PCV.

Le président du Front de la Patrie du Vietnam Lê Quang Dao a, au nom du Parti, de l'Assemblée nationale, du gouvernement et du Front de la Patrie, lancé un appel au peuple, aux Vietnamiens d'outre-mer, aux pays étrangers et aux organisations internationales pour venir en aide aux populations victimes de Linda, la plus grande catastrophe au Vietnam depuis un siècle. Nghia Dân

Les aides étrangères

* Suisse: le vice-président suisse a annoncé une aide de 400.000 dollars.

* PNUD: le Programme des Nations-Unies pour le Développement a annoncé une première aide de 225.000 dollars.

* France: le gouvernement français a décidé d'octroyer aux populations sinistrées des aides d'une valeur de 100.000 dollars.

* Corée du Sud: le gouvernement a annoncé un don de 100.000 dollars.

* Etats-Unis: l'ambassadeur américain au Vietnam, O. Peterson, a annoncé le 12 novembre la décision de son gouvernement d'accorder une enveloppe de 25.000 dollars et du matériel évalué à 525.000 dollars. L'Agence de Commerce et de Développement des Etats-Unis a promis une aide non-remboursable de 85.000 dollars destinée à la modernisation du réseau de météorologie-hydrologie du Vietnam.

* Royaume-Uni: le gouvernement britannique a décidé de débloquer 80.000 dollars destinés aux habitants sinistrés.

L'organisation britannique d'aide sanitaire et scientifique au Vietnam a offert 8.000 dollars et lancé une collecte de fonds

chez la population britannique.

* Canada: Diane Marleau, ministre de la Coopération internationale et ministre responsable de la Francophonie a déclaré le 12 novembre, à Hanoi, que le Canada offrira 72.000 dollars comme "contribuant à aider les familles sinistrées à se relever de cette catastrophe naturelle".

* Pays-Bas: le gouvernement des Pays-Bas s'est engagé à octroyer une aide urgente de 50.000 dollars.

* Chine: l'ambassadeur chinois au Vietnam a remis, le 12 novembre à Hanoi, une somme de 20.000 dollars que son gouvernement a offert aux victimes du typhon.

* Algérie: le gouvernement algérien a décidé d'offrir au gouvernement vietnamien 300.000 dollars.

* Australie: le gouvernement australien octroiera 210.000 dollars à la restauration de la pêche et de la riziculture. D'autre part, l'ambassade d'Australie à Hanoi et le consulat général à Hồ Chí Minh-ville ont offert 10.000 dollars aux populations de Soc Trang et de Ba Ria-Vung Tàu. CVN

215

2/16

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 14/11/97

Coopération Canada-Québec - Vietnam

Un simulateur pour former des techniciens du réseau électrique

Le ministre de la Coopération internationale, responsable de la Francophonie au Canada, Diane Marleau; et son homologue québécois, Sylvain Simard, ont inauguré hier à Hanoi, en compagnie de personnalités, la première session de formation, de deux semaines, réservée aux opérateurs des postes du réseau électrique de la compagnie d'électricité N°1.

Il s'agit d'une coopération entre Hydro-Québec International et la compagnie d'électricité du Vietnam, Auxilium Technologies, filiale d'Hydro-Québec, fournira son système OPERATEUR+ à la partie vietnamienne. C'est une technologie qui regroupe un ensemble de logiciels permettant de reproduire des installations de production, de transport et de distribution d'électricité.

Ce système est utilisé comme simulateur, soit dans un contexte de formation, soit pour valider des manœuvres complexes avant de les accomplir sur le terrain. Il permet ainsi aux opérateurs d'acquiescer des réflexes et des habitudes de travail qui optimisent la sécurité des individus, la fiabilité du service et l'intégrité des équipements. Il a été modifié et adapté aux besoins de la partie vietnamienne.

Concernant le financement du projet, le Canada, par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement, fournira près de 237.000 dollars canadiens en logiciels et équipements informatiques. Le Canada-Québec, par l'intermédiaire de Hydro-Québec et de son fonds de coopération avec les pays francophones, offrira une aide technique équivalente à environ 233.000 dollars canadiens. Alors que la compagnie d'électricité du Vietnam fournira près de 27.000 dollars canadiens pour appuyer la concrétisation du projet.

«Le Canada est fier d'apporter sa grande contribution par l'intermédiaire de technologies de pointe appropriées aux besoins du Vietnam», a déclaré Diane Marleau. Elle a affirmé que le Canada souhaite renforcer la coopération avec le Vietnam dans certains domaines, notamment celui de l'énergie et la production électrique. «Ce projet est un des beaux exemples des résultats qu'ont donnés, depuis 1992, des accords entre le Canada-Québec et le Vietnam. Nous espérons qu'il y aura, dans l'avenir, plusieurs autres exemples» a souligné Sylvain Simard.

YVI

8/16

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 14/11/97

Le Vietnam-Pays hôte du VII^e Sommet de la Francophonie

LE Vietnam se situe dans la région de l'Asie du Sud-Est. Il fait partie de la péninsule indochinoise.

La République socialiste du Vietnam est Etat membre de l'ACCT dès sa création en mars 1970.

- Superficie: 331.689 km²

- Population: 76.000.000 habitants

(Vietnamiens)

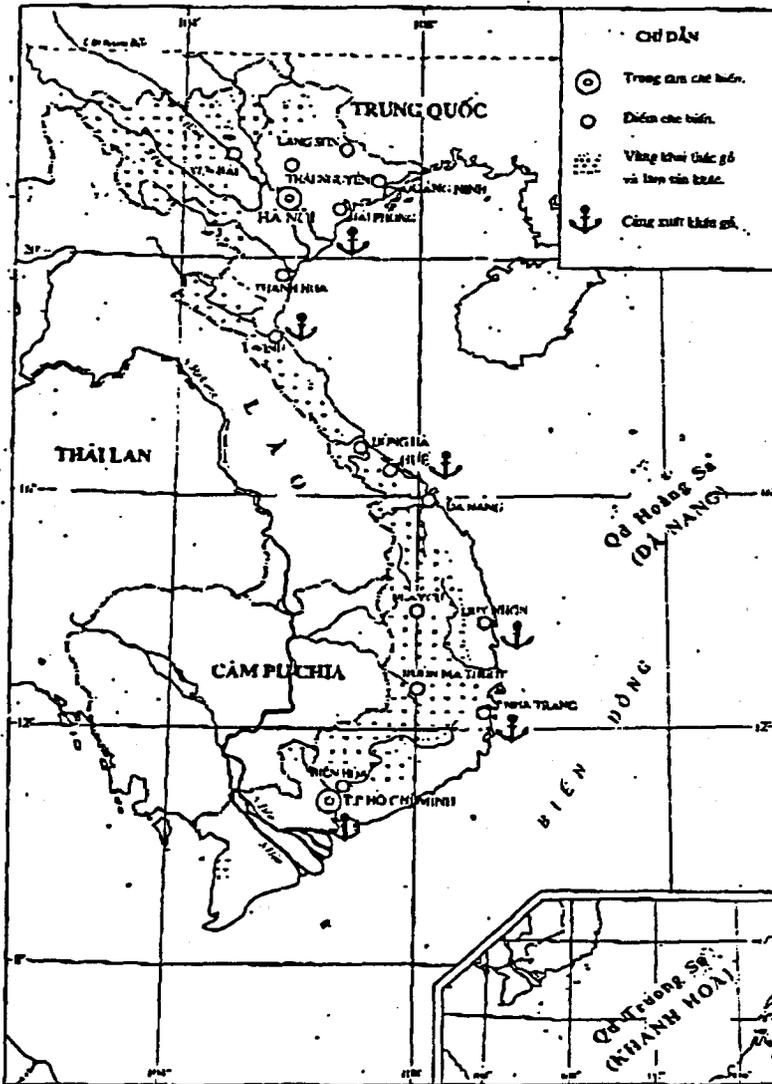
- Capitale: Hanoi

- Fête nationale: 2 septembre.

Le 2 septembre 1945, sur la Place Ba Dinh à Hanoi, le président Hồ Chí Minh proclama l'indépendance du pays et l'avènement de la République.

- Langue:

* Le vietnamien est la langue officielle.



9/16

1/2

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE:

14/11/97

Le président français Jacques Chirac à Ho Chi Minh-ville
**«La relation franco-vietnamienne,
 moteur de celle entre l'Europe et l'Asie»**

Arrivé hier midi à Hô Chi Minh-Ville, la métropole du sud, le président français Jacques Chirac a donné, à l'hôtel Equatorial, une conférence de presse devant plus de 200 journalistes vietnamiens et étrangers.



Le président Chirac: «La France est très bien placée maintenant au Vietnam».

Photo CVN (Van Nhân)

J'AI retrouvé un peu la même émotion que lors de ma visite précédente, il y a quatre ans: c'est la cordialité des Vietnamiens, leur hospitalité.» C'est dans ces termes que le Président Chirac s'est adressé aux journalistes. Il a expliqué ensuite que «malgré le passé, la haine au regard», il s'agit maintenant «du temps de la réconciliation, de l'amitié» entre les deux pays. Il s'est félicité de «la capacité des deux pays à surmonter les choses, à se retrouver et à faire route ensemble». Pour lui, cette «relation amicale» se traduit par le biais d'une confiance renforcée, d'un dialogue plus facile et plus naturel.

Voyage de réflexion

Pour le président français, ce voyage conduit à une réflexion sur l'évolution des sociétés. Car, depuis quelques années, la France mène une politique d'amitié et de soutien au Vietnam, notamment en l'aidant à réintégrer les structures internationales: «Il ne reste maintenant que l'Organisation mondiale du Commerce. Nous militons pour que le Vietnam puisse y

(Suite à la p.2)

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 14/11/97

«La relation franco-vietnamienne...»

(Suite de la p.1)

entrer. Nous poursuivons aussi une politique de soutien des réformes engagées au Vietnam.

Concernant les relations bilatérales, il a pris deux exemples pour montrer que «la France n'est pas tout à fait ressentie ici comme d'autres pays». «Ce sont deux moments forts du voyage», a-t-il précisé. Il s'agit du musée d'ethnographie inauguré mercredi à Hanoi, dont la mise en oeuvre est le fruit d'une coopération franco-vietnamienne soulignant l'antériorité et la compétence exceptionnelle des ethnologues français.

Le deuxième c'est l'Institut du coeur, créé à HCMV par le professeur Carpentier, un des grands cardiologues contemporains, qui a donné «une si belle image de la France». Il a salué aussi le travail extraordinaire accompli par des équipes de médecins pour aider ceux qui souffrent au Vietnam.

«Tout ceci s'inscrit dans une vision à plus long terme», a-t-il dit. Jacques Chirac a précisé que la France s'est concentrée sur l'Europe pour les exigences de la construction européenne, sur l'Afrique pour des raisons historiques et sentimentales, sur l'Amérique du Nord, parce que cela allait de soi, mais qu'elle a un peu trop longtemps ignoré l'Amérique du Sud d'une part et l'Asie d'autre part.

«Dans cette nécessaire stratégie asiatique de notre pays qui est une stratégie mondiale, relevant en réalité d'une certaine vision du monde de demain, du refus de l'uniformité, la relation entre le Vietnam et la France a une nature particulière. Le Vietnam, appelé à prendre de plus en plus de responsabilité au sein de l'ASEAN, la France au sein de l'Europe et ensemble pour des raisons qui tiennent aux liens qui existent entre eux. Ils ont vocation à être le moteur de cette relation entre l'Europe et l'Asie qui sera un des axes de développement du monde de demain», a-t-il poursuivi.

«Bonnes» relations économiques

S'agissant du volet économique, le Président Chirac a souligné que la France est aujourd'hui très bien placée. Il a qualifié de «bonnes» les relations économiques bilatérales et s'est félicité qu'elles se développent très rapidement. «La France est le premier pays occidental aujourd'hui en ce qui concerne les investissements et le premier pays européen en ce qui concerne les parts de

marché et les échanges».

Répondant aux questions de l'envoyée du *Courrier du Vietnam* sur les actions à entreprendre par la France afin de promouvoir l'enseignement du français, le président français a déclaré que l'effort sera poursuivi sur plusieurs plans: au niveau des Etats, au plan régional et dans une coopération plus large afin de lever des obstacles existants.

«Le gouvernement étudie actuellement les moyens d'augmenter sensiblement et d'améliorer les méthodes d'enseignement aux étudiants étrangers. Les Vietnamiens sont au premier rang des priorités du français en France, grâce à un système à la fois de bourses qui sera beaucoup mieux adapté et à un accès plus facile à notre territoire», a-t-il affirmé.

Alors que certains entrepreneurs français se sont plaints de la bureaucratie et des tracasseries administratives au Vietnam, le président français a plaidé en faveur du Vietnam: «Je l'ai entendu plus dans la bouche de ceux qui n'ont pas encore investi que de ceux qui sont déjà présents».

Pour illustrer cette remarque, il a raconté que dans l'avion qui l'emmenait de Hanoi à HCMV, un homme d'affaire français important, qui travaille au Vietnam, lui a confié être arrivé avec une vision pessimiste des choses et en repartir beaucoup plus optimiste. De cette histoire qu'il juge vraie, Jacques Chirac a estimé que «la France doit naturellement soutenir les efforts du Vietnam dans la modernisation de ses méthodes de fonctionnement, comme la France doit moderniser les siennes».

Le président du Comité populaire de Ho Chi Minh-ville a donné hier une réception en l'honneur du président français. Il a affirmé à cette occasion que la France est toujours un partenaire important du Vietnam en général et de Ho Chi Minh-ville en particulier. Le président Chirac partage l'avis du Maire de Ho Chi Minh-ville, disant que, sur un total de 200 investisseurs français présents au Vietnam, 140 opèrent à Ho Chi Minh-ville.

Avant de regagner Hanoi, le président Chirac a rencontré la communauté française et les hommes d'affaires français à Ho Chi Minh-ville.

Une rencontre a réuni mercredi des ministres vietnamiens et français, au cours de laquelle, ils se sont informés de la situation de leurs services respectifs.

Pham Dich Ha
Envoyée du *Courrier du Vietnam*

11/16

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 14/11/97

Quarante-cinq pays ont confirmé leur participation

A 15 h jeudi, sur quarante-neuf pays et entités membres de la Francophonie, quarante-cinq ont confirmé leur participation», a annoncé le Docteur Professeur Nguyễn Ngọc Trân, porte-parole du Sommet, lors du premier point de presse donné hier.

Devant de nombreux journalistes vietnamiens et étrangers qui couvrent l'événement, M. Trân a présenté la

liste des chefs des délégations et des invités au Sommet.

Le thème principal du VIIe Sommet a été présenté par son porte-parole. «*Sur proposition de l'Etat vietnamien, à Marrakech (Maroc) en décembre 1996, adoptée par la Conférence ministérielle de la Francophonie, le thème principal*

(Suite à la p.2)

Quarante-cinq pays...

(Suite de la p.1)

du VIIe Sommet est le renforcement de la coopération et de la solidarité francophone, pour la paix et le développement économique et social.

Le Sommet a pour thème complémentaire la valorisation des ressources humaines, acteurs et bénéficiaires du développement.

Nguyễn Ngọc Trân a donné en détail le projet d'ordre du jour durant le Sommet qui comprendra onze points principaux. Les chefs d'Etat et de gouvernement vont:

* Adopter la Déclaration et le Plan d'action du Sommet de Hanoi,

* Elire le Secrétaire général de la Francophonie, élu pour une durée de quatre ans,

* Désigner le lieu et la date de la VIIIe Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement,

* Adopter le rapport général de la Conférence.

Selon le porte-parole, les délégations des deux Etats qui ont déposé leur candidature pour être observateurs de la Francophonie seront présentes. Il s'agit de l'Albanie et de la Pologne. La délégation albanaise sera conduite par son président, et celle de la Pologne, par un vice-ministre.

Outre les pays membres et les institutions de la Francophonie, les représentants de l'ONU, du Mouvement des pays non-alignés, de l'Organisation des Etats africains des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et de l'UNESCO sont invités à assister au Sommet.

Lan Huong

12/10

VIET NAM NEWS

DATE: 14/11/97

Canadian help is "indispensable"

HÀ NỘI — Deputy Prime Minister Phạm Gia Khiêm has described bilateral ties between Việt Nam and Canada in finance, environmental protection, information technology and economic research as very effective.

He told the visiting Canadian Minister for International Co-operation and in charge of Francophone Affairs, Diane Marleau, here yesterday that this was because it was timely and indispensable to Việt Nam's current national development efforts.

Marleau is here for the Seventh Francophone Summit which opens here today.

She told the Vietnamese Deputy PM that she was impressed with the results obtained in the execution of several co-operation projects funded by Canada.



Deputy PM Phạm Gia Khiêm (second right) meets with Madame Diane Marleau (opposite) at the Government Office yesterday.

She was particularly pleased with the implementation of a project to support Việt Nam's policy making capacity. She said the project had helped both sides

gain a better understanding.

The Canadian minister outlined to her host Canada's planned development assistance to Việt Nam for the near future. — VNS

2/21

13/16

VIET NAM NEWS

DATE: 14/11/97

Waterways get US\$4.7 million

HÀ NỘI — Canada will provide US\$4.7 million to help Việt Nam develop inland waterways in the Sông Hồng (Red River) Delta.

The planned assistance was confirmed in a Memorandum of Understanding (MoU) signed here yesterday by representatives of the two countries.

The MoU said that Việt Nam and Canada will co-operate on a project to strengthen the capacity of the Việt Nam Inland Waterways Administration (VIWA) to efficiently manage and develop inland waterways as a safe, accessible and economically and environmentally sustainable mode of transport.

The funds will be used for institutional development, technical assistance, training and equipment. The project itself will culminate in the joint preparation of a national strategy to replicate its results nation-wide.

The project is scheduled to be carried out from April 1998 to April 2002.

Việt Nam and Canada will prepare a document defining the management of the planned collaboration between Việt Nam's Ministry of Transport and the Canadian International

VNA/VNS Photo Anh Tung



Canadian Ambassador Maurius Grinius (left) and Việt Nam's Deputy Minister of Transport Bùi Văn Sướng sign the Memorandum of Understanding.

Development Agency.

The management document will be completed and signed within 90 days of the date of the MoU.

The director of VIWA's Science and Technology Department and head of the Project Implementation Board told *Việt Nam News* that the project will help improve the waterways along a 104km corridor in the rural areas between Quảng Ninh and Phả Lại in Việt Nam's northern delta.

The project will also support a community-level fund to finance small-scale infrastructure improvement along the waterways. The fund will assist poor communities which depend on the river for their livelihood.

It is estimated that about 40 per cent of the nearly 3.9 million people living along rivers in the Quảng Ninh and Hải Dương provinces, as well as in the city of Hải Phòng, will benefit from the project. — VNS

14/11 '97 09:43 FAX 84 4 8315620

DELCAN HANOI

014

14/11/97

VIET NAM NEWS

DATE: 14/11/97

SUMMIT UPDATE

Summit projects completed on time

HÀ NỘI — Viet Nam's National Committee for the Seventh Francophone Summit has completed the construction of an ethnology museum and an international-standard press and conference centre in time for the summit opening.

It has also completed work on several upgrading projects including the Municipal Theatre and the Việt-Xô Cultural Palace and waiting rooms at Nội Bài Airport to serve summit guests.

Revolutionary and historical museums have also been improved, along with the Văn Miếu-Quốc Tử Giám historical vestige. — VNS

221

15/14

VIET NAM NEWS

DATE: 14/11/97

Seventh Francophone Summit opens today

Forty-five countries and territories including host Viet Nam will be present at the opening ceremony of the Seventh Francophone Summit here this morning. Eighteen of the foreign delegations will be led by heads of state, a press briefing was told here yesterday.

They are Benin, Cape Verde, Comores, Ivory Coast, France, Gabon, Guinea Bissau, Laos, Madagascar, Mali, Niger, Romania, Senegal, Switzerland, Chad, Togo and Monaco. Fifteen others will be led by their respective prime ministers. Other delegations are being led by deputy prime ministers or ministers.

Albania and Poland will participate as observers. Vald'Aoste is a special guest of the Summit while Macedonia is Viet Nam's guest.

The United Nations, the Non-Aligned Movement (NAM), UNESCO and other international organisations and movements will also send their representatives to the ceremony.

16/11

VIET NAM NEWS

DATE: 14/11/97

Red Cross, Red Crescent launch appeal

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies launches appeal for 30,000 Vietnamese families victimised by *Linda*.

HÀ NỘI— The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies has launched an appeal on behalf of 30,000 families left hungry, homeless and jobless in the wake of storm *Linda*'s assault on southern Việt Nam.

This preliminary appeal, which was launched yesterday in both Hà Nội and Geneva, seeks US\$4,640,000 in cash and in-kind donations. The collected funds and resources will be used to supply food and emergency aid packages to 30,000 families in the seven hardest hit provinces.

The estimated 150,000 beneficiaries are among the most vulnerable and marginalised victims of Việt Nam's worst typhoon in 100 years, which tore through the country's southern region on November 2.

Already eking out a meagre existence by fishing, day-labouring and tending small gardens, thousands of families were left with no means of subsistence after the typhoon's 160km per hour winds capsized boats and swept away thousands of homes.

By Monday of last week, 448 fishermen were registered as dead; 856 as injured and another 3,091 were listed as missing.

Up to 3,091 fishing boats and trawlers were sunk or destroyed, while another 524 are still listed as missing.

Material losses have been estimated at more than \$500 million.

A joint assessment team from the Việt Nam Red Cross and the International Federation has travelled extensively in the affected area in the past week. In co-ordination with the Central Committee on Floods and Storms (CCFS), a 30-month programme for Red Cross action has been outlined.

The key priorities covered by the appeal are: to provide food supplements and basic non-food commodities to 30,000 families among those worst affected by the disaster; to help the target families rebuild their homes and recover from the disaster through a household-based resource generation project; and to enhance the Việt Nam Red Cross' disaster response capacity through restocking 100 health posts and a comprehensive community-based disaster-preparedness training project.

The Red Cross programme covered by the appeal is designed to cover both emergency assistance and the victims' longer-term needs.

Several nations have already responded to the appeal.

The Canadian Minister for International Co-operation, Diane Marleau, announced in Hà Nội on Wednesday that Canada would donate \$72,000 to the Red Cross' appeal on behalf of *Linda*'s victims.

"I would like to extend our sympathies to the families of the victims," said Marleau, who is in Hà Nội to participate in the Francophone Summit. "The

Canadian Government is pleased to respond to the appeal for international assistance made last Saturday by Vietnamese authorities, and we hope that Canada's contribution will be helpful to the thousands of families who need to recover from this natural disaster."

The contribution will be made to the Vietnamese division of the Red Cross, enabling it to provide victims with relief supplies including medicines, shelter materials and medical equipment.

Algeria's Ambassador to Việt Nam, Maamar Ahmed, met with Deputy Minister of Foreign Affairs Nguyễn Văn Ngạnh to express Algeria's solidarity and sympathy with *Linda*'s victims.

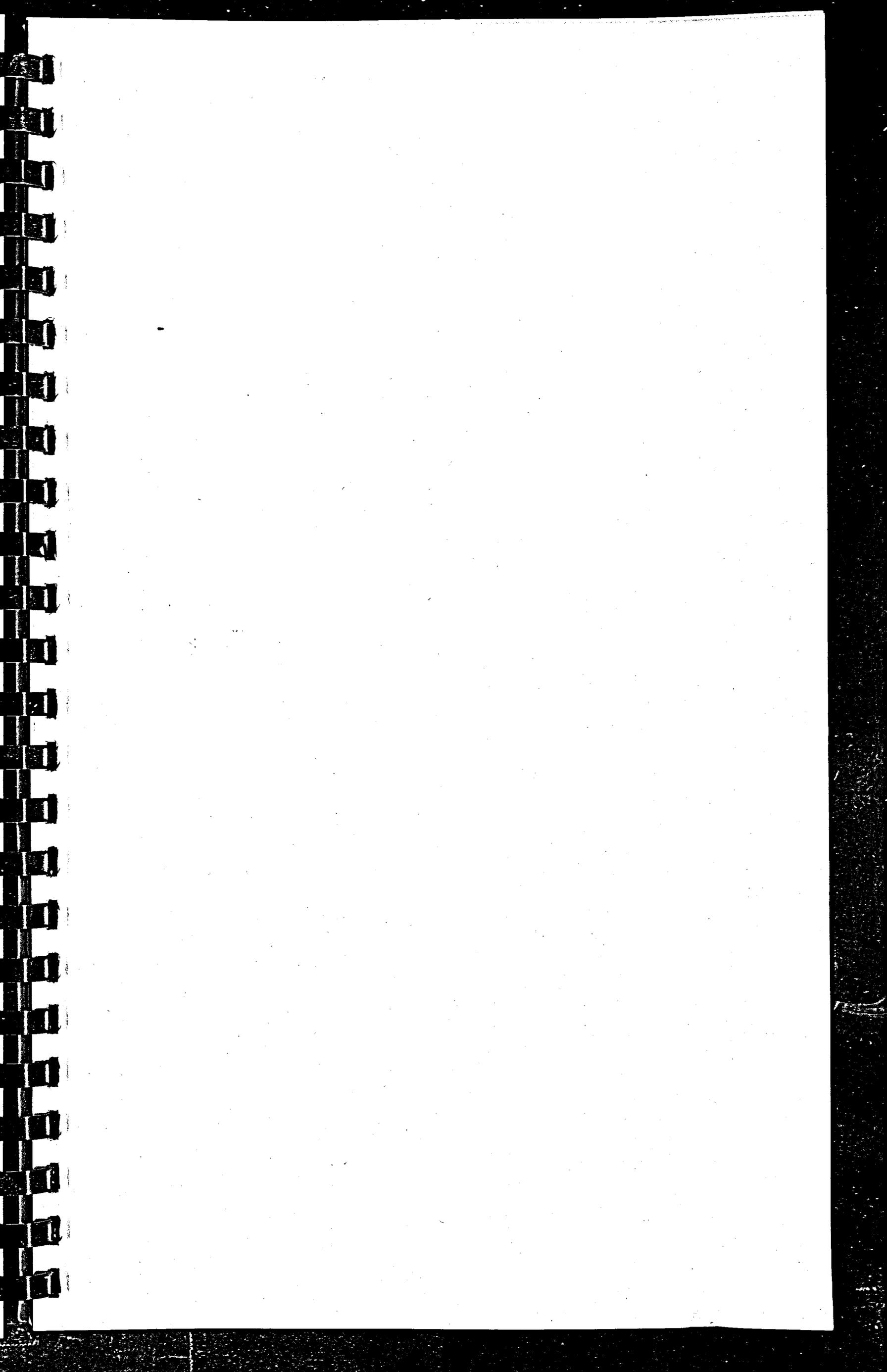
Ahmed announced that the Algerian government would donate \$300,000 to the families of the bereaved. Ngạnh expressed his gratefulness for the donation and characterised it as a manifestation of the long-standing friendship between the two countries.

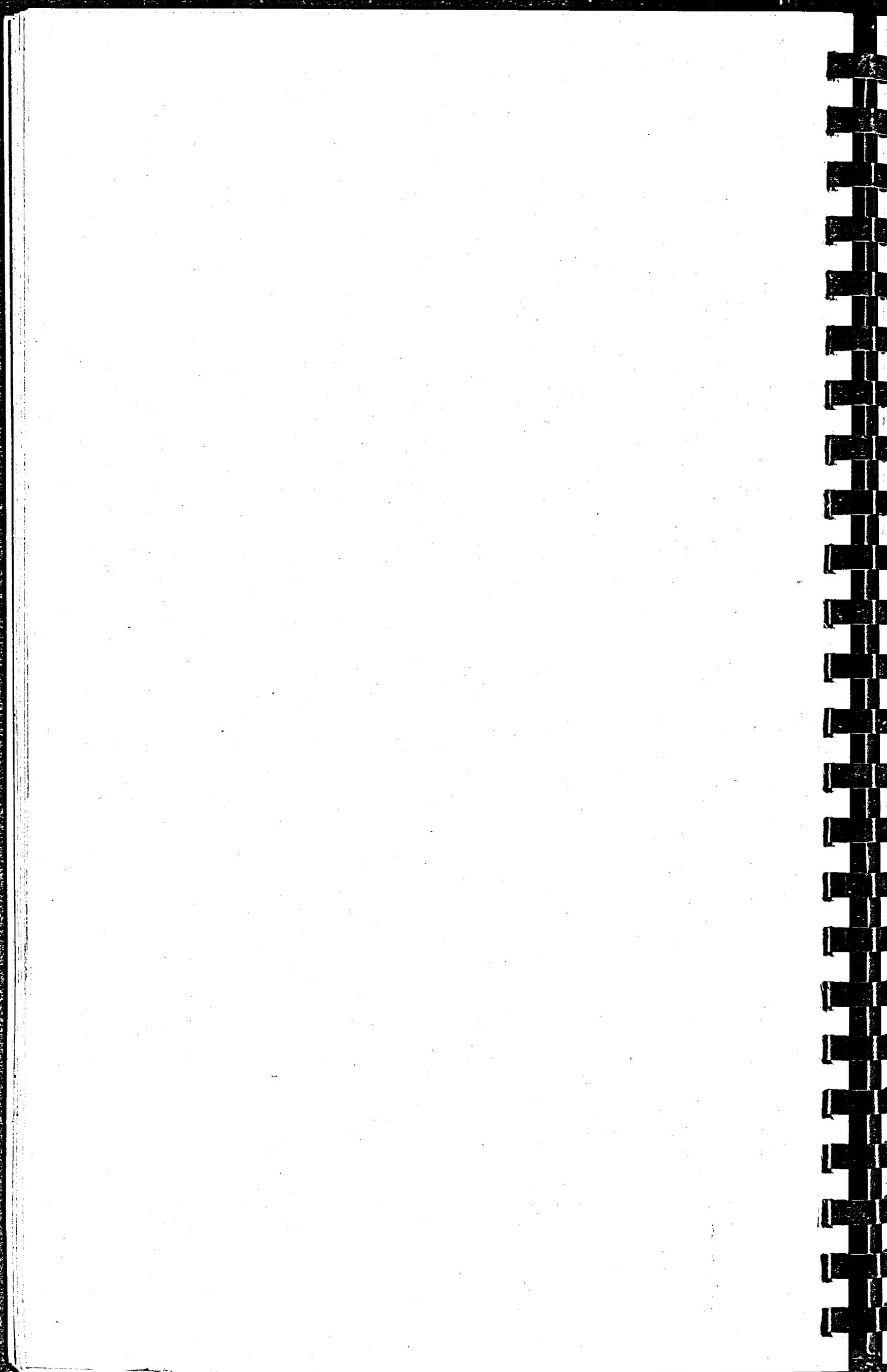
Australia plans to join other donor nations with a \$210,000 contribution to assist reconstruction efforts. Australian Minister for Foreign Affairs Alexander Downer announced that his country would provide the funds in order to jump-start the region's economic activity.

"Like many Australians, I am saddened to hear of the loss of life and extensive damage caused by *Linda*," said Downer.

Germany's Red Cross Society, meanwhile, has just pledged to respond to the Red Cross appeal with a \$500,000 contribution. — **TIS**

225





14/11/97

14:22

AMBASSADE DU CANADA PRESSE → 613 995 4949

NO. 627

002

LE FIGARO
Vendredi 14 novembre 1997



Hanoi, capitale de la francophonie

Boutros Boutros-Ghali à son arrivée, hier à Hanoi, où il doit participer au sommet de la francophonie. Sauf coup de théâtre, l'ancien secrétaire général de l'ONU sera intronisé aujourd'hui secrétaire général de la francophonie. (Photo Hoang Dinh Nam/VAPP.)

(L'article de Baudouin BOLLAERT et les dépêches d'Arnaud de LA GRANGE et Marie-France CALLE, page 4, et Le FIGARO économie, page III)

226 1/6

LE FIGARO
Vendredi 14 novembre 1997

Trente chefs d'Etat et de gouvernement francophones se réunissent aujourd'hui

Un sommet providentiel pour Hanoï

Mise en scène par un comité franco-vietnamien, cette réunion a permis au Vietnam de s'assurer un solide transfert de technologies.

Le septième sommet de la Francophonie s'ouvre aujourd'hui à Hanoï. Durant ces trois jours, la communauté francophone fera adopter les réformes institutionnelles décidées au précédent sommet de Cotonou.

La France entend profiter de cette réunion pour faire du Vietnam une tête de pont de la francophonie en Asie. Le Vietnam, lui, fait un pas de plus dans sa réintégration au sein de la communauté internationale. Le vice-ministre vietnamien des Affaires

étrangères, Tran Quang Co, l'a souligné : la francophonie s'inscrit « dans le droit-fil de la volonté de diversification et d'équilibre des relations extérieures » de son pays.

Le coût global de ce sommet est difficile à estimer. Le Vietnam supporte un tiers des frais d'infrastructures, les deux tiers restants étant pour l'essentiel apportés par la France (75 millions de francs) et le Canada (20 millions de francs). Pour Paris, l'effort financier est important. Les deux tiers de ces sommes reviennent

cependant plus ou moins directement à des entreprises françaises.

Près de la moitié de l'aide française a été consacrée à la construction d'un luxueux centre de conférences internationales, pour accueillir les quelque 2 000 délégués du sommet. L'autre gros poste est la fourniture de 125 voitures pour les chefs d'Etat invités.

Ces 605 et 405 ont été louées par Paris et acheminées par avion au Vietnam. Elles devraient

pour la plupart être revendues sur place.

La France a également assuré la formation linguistique et professionnelle de 2 000 Vietnamiens, du chauffeur au diplomate. Grâce à l'aide des collectivités locales françaises, 175 d'entre eux ont pu être envoyés en stage en France. Soixante policiers vietnamiens ont également été instruits aux techniques antiterroristes par le Raid.

Durant ces années de préparation, la coopération entre Vietna-

miens et Français n'aura pas toujours été facile. « Sans être conflictuel, le climat a souvent été tendu » avoue un responsable français. Cette fois-ci, pas de système D à l'africaine : « les Vietnamiens sont très organisés, trop organisés, au point de n'avoir souvent aucune souplesse ».

La complexité de la prise de décision administrative a été la plus pesante. « Il n'y a pas de communication transversale entre les administrations », poursuit-il. « Il faut remonter jusqu'en

haut d'un ministère, parfois jusqu'au comité central ou au bureau politique, pour obtenir la moindre décision coordonnée. »

Une première logistique

Qu'il fasse date ou non, ce sommet représente pour le Vietnam une première logistique des plus appréciables. Hanoï s'est assuré de solides transferts de technologies et de savoir-faire. « Cela nous permet d'avoir plus

d'expérience et des infrastructures plus adaptées pour l'organisation de futures conférences internationales », reconnaît Nguyen Ngoc Tran, vice-président du Comité national d'organisation vietnamien.

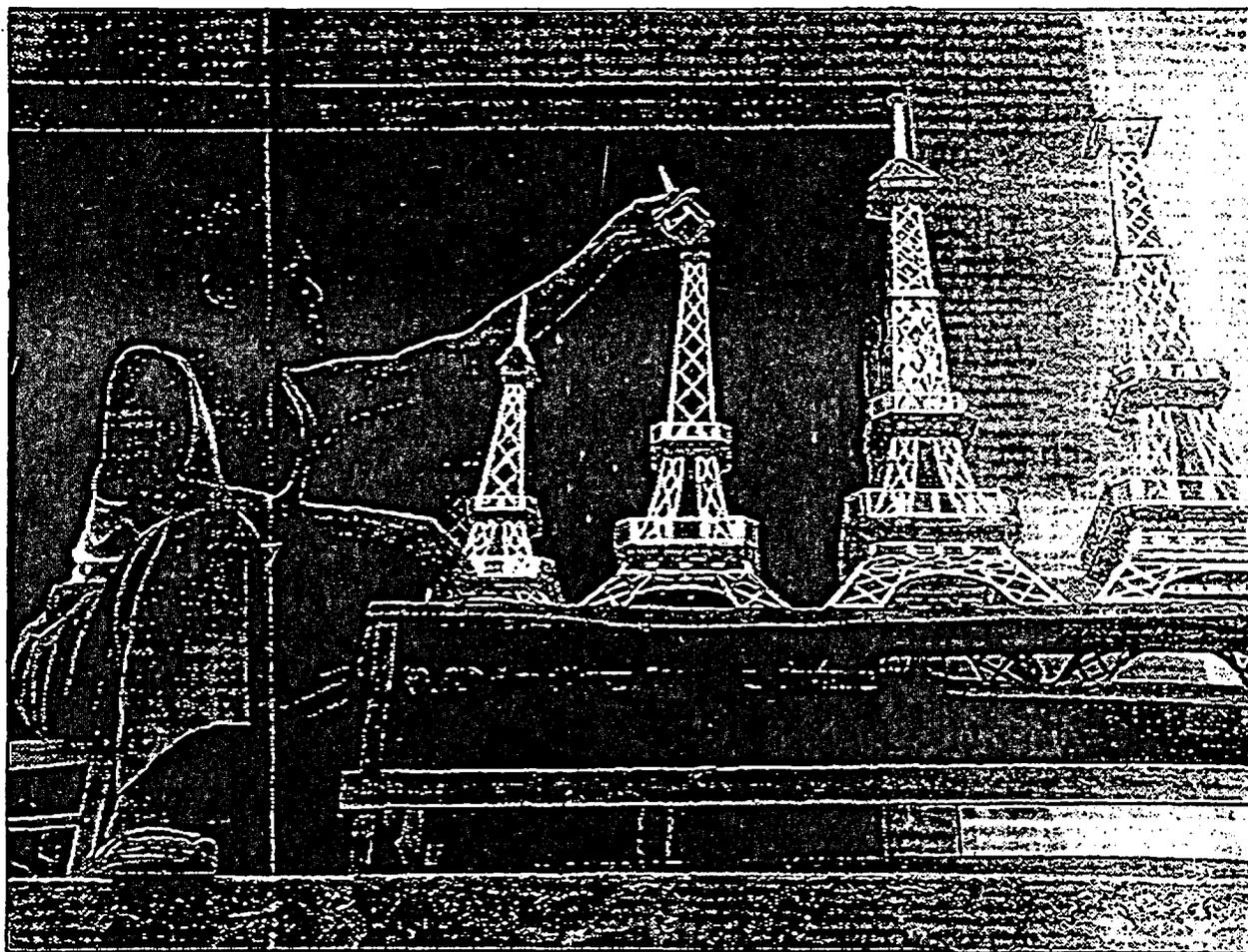
Le Vietnam devrait être prêt pour accueillir l'an prochain le sommet de l'Asean (Association des pays du Sud-Est asiatique). Une instance qui lui tient au moins autant à cœur que la francophonie.

A. L. G.

LE FIGARO
Vendredi 14 novembre 1997

Vietnam: la francophonie en chantier

Un Vietnamien sur 1000 parle français aujourd'hui. L'objectif affiché par les stratagèmes est d'arriver à faire monter ce pourcentage à 5%.



Le Vietnam n'a jamais été un pays francophone. Il existait bien une francophonie des élites, pas de la rue. (Photo Dylan Martinez/Reuters.)

LE FIGARO

Vendredi 14 novembre 1997

HO CHI MINH-VILLE
et HANOÏ :
de notre envoyé spécial
Araud de LA GRANGE

A chaque coup de pédale, Tao le cyclo est prêt à repartir pour un nouveau tour de chant. Son répertoire est inépuisable. Eclectique aussi. Il entonne « *Maréchal, nous voilà* » avec une voix nasillarde que l'on croirait sortie d'un vieux poste à lampe. Quant à *La Marseillaise*, il la connaît mieux que n'importe quel engagé de l'armée française d'aujourd'hui.

Le français de Tao est inimitable. Très peu mandarin, mais assez efficace. L'héritage d'une guerre d'Indochine passée sous l'uniforme français. « *Moi, commando marine, avec le lieutenant Bernard. Mais en 1954, fini l'armée française* ». Tao colle alors une autre casquette. Malheureusement pour lui, il choisit une fois de plus le camp des fulurs vaincus, l'armée du Sud-Vietnam.

En 1975, l'infortuné sous-lieutenant se retrouve en prison. Il y restera cinq ans. Quand il retrouve la liberté, en 1980, il n'a pas vraiment le choix. Ses vainqueurs ne l'attendent pas pour lui donner l'emploi de ses rêves. Comme beaucoup de punis du régime sudiste, il se retrouve cyclo-pousse.

Aujourd'hui, il ne se plaint pas. A 66 ans, il n'a plus son mollet de commando coureur de rizières, mais continue à pédaler soixante kilomètres par jour. L'ouverture du pays au tourisme, depuis le début des années 90, lui permet à nouveau de parler français. Et d'offrir à des visiteurs ravis une petite plongée dans le Saïgon colonial.

Entre ses deux guerres et la géôle, Tao a réussi à avoir sept enfants, quatre garçons et trois filles. Aucun ne parle français. « *Avant, nos enfants allaient à l'école Marie-Curie. Après 75, terminé. Tout le monde parler russe* ». La famille de Tao est symbolique d'une francophonie du troisième âge, qu'il faut aujourd'hui rejoindre.

Classes bilingues

En fait, le Vietnam n'a jamais été un pays francophone. Il existait bien une francophonie des élites, pas de la rue. L'ex-Indochine n'a jamais été le Sénégal ou l'Algérie. Aujourd'hui, on estime qu'un Vietnamien sur 1 000 parle français. L'objectif affiché par les stratèges de la francophonie est d'arriver à faire monter ce pourcentage à 5 %. « *Pour vendre le français au Vietnam, vous avez une demi-douzaine de possibilités*, explique un diplomate, *quatre ou cinq d'entre elles peuvent être dangereuses, voire s'avérer franchement catastrophiques*. »

Première solution : jouer sur la corde de la nostalgie. « *C'est une erreur de raisonner comme cela. Il y a les traumatismes historiques et nous sommes dans un pays à renouvellement de générations très rapide. On peut dire on se connaît depuis très longtemps* », pas aller au-delà. »

Deuxième option : présenter le français comme langue de culture. Cela n'avance pas à grand-chose. Partout à travers le monde, au Vietnam comme en Indonésie ou au Chili, il existe une frange de la

population qui se tourne naturellement vers le français. Les jeunes filles de bonnes familles seront toujours attirées par Flaubert et le Louvre. « *Cela marchait même du temps de la fermeture du Vietnam au monde* », souligne le même diplomate.

Troisième approche : faire miroiter l'accès à l'emploi. « *Le nombre d'entreprises françaises ou francophones reste limité*, reconnaît Christophe Feuche, président du Comité d'affaires français au Vietnam, *de plus, amenées à travailler dans un environnement anglophone, elles n'embauchent pas forcément des francophones*. » Le risque est alors évident : fabriquer des déçus et des gris.

Quatrième voie. « *payer les étudiants* ». Les bourses ne peuvent être qu'un appoint, sous peine d'apparaître comme une solution cosmétique.

Il n'y aurait donc qu'une seule et bonne attitude : oublier que l'on « vend » de la langue pour proposer un système d'excellence. Dire aux parents : « *Si vous envoyez vos enfants dans les classes ou les universités bilingues, vous allez leur offrir le meilleur enseignement du pays. Et en plus, ils apprendront le français*. »

Dans ce Vietnam de l'hésitante plongée dans l'économie de marché, où les obsessions sont l'enrichissement et l'éducation des enfants et non la

lecture de Proust dans le texte, l'argument porte. Le système des classes bilingues fait un tabac.

Il a été imaginé pour endiguer l'effondrement du français dans le système éducatif vietnamien. Jusqu'en 1990, il existait un système de quotas pour les langues étrangères enseignées : 50 % des élèves devaient apprendre le russe, 30 à 40 % l'anglais et 15 à 20 % le français. En 1990, ils ont été supprimés. Le russe est tombé à 0,1 % en deux ans, l'anglais est monté à 99 % dans certaines régions. Le français a coulé. Cette année, à Ho Chi Minh-Ville, aucun élève du secondaire ne l'a choisi...

« *Il existe actuellement plus de 500 classes bilingues, accueillant 15 000 enfants et 47 filières universitaires, soit plus de 5 000 étudiants*, explique Alain Bourdeau, directeur adjoint de l'Aupell-Uref en Asie du Sud-Est, *nous espérons multiplier ces chiffres par quatre, quand tout le dispositif sera en place, entre 2004 et 2006. Les premiers bacheliers sortiront en 1999*. » L'enseignement, qu'il s'agisse des mathématiques ou de la physique, se fait pour moitié en français.

Environnement anglophone

Le succès est réel. Il y a quatre ou cinq candidatures pour une place. Mais plus que le français, c'est la qualité de

l'enseignement qui attire. « *Les enseignants sont les meilleurs, tout comme les équipements ou les manuels*, commente Nguyen Tan, un parent d'élève, *il y a 25 élèves par classe, contre 40 ou 50 habituellement* ». Qui plus est, les Vietnamiens ont joué le jeu en accueillant ces classes dans leurs meilleurs établissements comme le lycée Le Hong Phong, le Louis-le-Grand de Ho Chi Minh-Ville.

Seule ombre au tableau : le risque de marginaliser les élèves en les coupant de l'anglais. M^{me} Bach Van, présidente de l'association Vietnam-France, relativise le danger : « *Les parents ne sont pas fous, ils savent que leurs enfants devront travailler dans un environnement Sud-Est asiatique anglophone. Ils s'assurent qu'ils apprennent aussi l'anglais*. »

Pour le moment, cet apprentissage de l'anglais se fait après les cours : les textes vietnamiens ne prévoient l'enseignement que d'une langue étrangère. Les militants de la francophonie mettent beaucoup d'efforts dans le nouveau ministre de l'Éducation Nguyen Minh Hien, un excellent francophone qui a fait ses études à Grenoble. Il serait favorable au passage à deux langues vivantes, ce qui constituerait un formidable atout pour le français.

Le sommet d'Hanoï qui commence aujourd'hui devra donner un coup de fouet à cette « offensive » francophone au Vietnam. Pourtant un responsable français s'inquiète déjà : « *Nous avons pris une avancée à l'impact psychologique important : l'affichage trilingue dans les lieux publics, sur les fiches d'aéroport...* » Seuls des adhésifs ont été apposés sur les pancartes. Ils seront vite décollés, effacés. Comme les effets de cette grand-messe francophone ?

A. L. C.

LE FIGARO
Vendredi 14 novembre 1997

Karaoke et ethnographie

Que peuvent bien avoir en commun le Musée d'ethnographie d'Hanoï et la salle de karaoké de l'Idécaf (Institut d'échanges culturels avec la France) d'Ho Chi Minh-Ville ? La dimension francophone bien sûr.

Le musée, réalisé en coopération avec la France et dédié aux 54 ethnies du Vietnam, vient d'être inauguré par Jacques Chirac. Le karaoké, lui, fait un malheur auprès des étudiants. La télévision vietnamienne vient d'ailleurs d'enregistrer *Allô*, la célèbre chanson de Christophe, qui tient tête aux succès anglais.

La France a soutenu bien d'autres projets. Certains récents comme l'Institut supérieur des technologies informatiques d'Hanoï ou l'ouverture d'une librairie francophone dans la capitale.

D'autres plus anciens comme des écoles de gestion ou d'interprétariat et la Maison du droit, très consultée par les législateurs vietnamiens. Cette coopération bilatérale place le Vietnam en quatrième position, derrière les trois pays du Maghreb.

Claudiel et l'aïkido...

Bui The Can est un disciple de Claudiel et de Morihel Uyeshiba. Professeur de lettres françaises depuis 30 ans, il voue une ferveur presque religieuse à son auteur favori. Adeptes de l'aïkido, il entend marcher sur les traces du grand maître fondateur de ce sport de combat japonais.

Pour concilier ses deux passions, il a fondé le Cercle des samouraïs francophones qui regroupe une cinquantaine d'aïkidokas parlant le français. Bui The Can est plus qu'un enseignant consciencieux, bien plus qu'un sportif de haut niveau. C'est un petit homme délicieux qui détache de chaque moment de la vie quotidienne un fragment de poésie.

Un cyclo-pousse qui passe est aussitôt qualifié de « balcon ambulante ouvert sur la ville ». Le bruit sourd d'un diesel marin sur la rivière de Saïgon, une jolie fille qui passe droite comme un « i » sur sa bicyclette, et Bui The Can convoque poètes et écrivains pour dire son émerveillement.

A tout bout de rues, il multiplie les citations. Avec la simplicité des gens de grande culture. Avec surtout la jubilation d'un homme qui, durant des décennies, n'a pu qu'étudier, imaginer, rêver la

France. Il n'y a effectué son premier voyage qu'en octobre dernier, à l'âge de 57 ans. Sa seule déception fut de réaliser que la renommée du Futuroscope dépassait de loin celle du village natal de son Claudiel.

Il lui semble naturel de faciliter « la rencontre entre deux génies : celui de l'art martial japonais et de la langue française ». Son cercle organise donc des cours d'aïkido en français, accueille des pratiquants francophones et traduit des ouvrages sur ce sport en français. Les membres font d'une pierre deux coups : ils progressent en français... et en aïkido. « Ils peuvent ainsi accéder aux livres publiés à Paris » explique-t-il, « car après le Japon, la France est le deuxième pays au monde à pratiquer cet art. »

Une cinquantaine d'associations

Le Cercle des samouraïs francophones est assurément la plus étonnante de ces associations qui ont fleuri à travers le Vietnam. « Il y en a une cinquantaine, qui se sont formées sur des bases universitaires, culturelles ou professionnelles »

explique M^{me} Luong Bach Van, présidente de la Maison de la francophonie, créée au début de l'année à Ho Chi Minh-Ville.

Cela va du cercle d'information culturelle et scientifique au « Nouvel élan » qui réunit étudiants et intellectuels – en passant par celui du tourisme. Créé en juillet 1996, ce dernier regroupe déjà 300 personnes. « Nous échangeons des expériences sur la mentalité des touristes francophones » explique sa présidente, M^{me} Nguyen Thi Boi Ouyh, « ils représentent la moitié des visiteurs au Vietnam ».

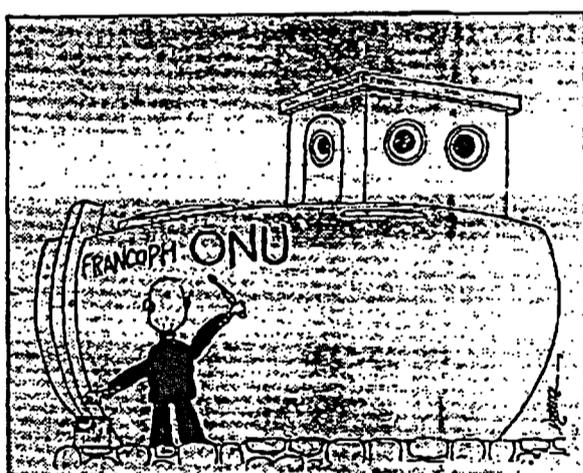
Egalement secrétaire de l'Association d'amitié Vietnam-France, M^{me} Bach Van apporte un soutien à ces cercles. « Mais ce sont des initiatives spontanées » précise-t-elle, « nous ne faisons que répondre à leurs demandes ».

Apparus depuis trois ans, ces cercles témoignent d'une francophonie qui s'entretient « par le bas », se nourrit de solidarités professionnelles mais aussi de simplicités amicales. Au cercle des entrepreneurs, celui qui se laisse aller à parler vietnamien s'écote d'une amende de 5 000 dong. Pour alimenter la cagnotte et préparer la prochaine fête.

LE FIGARO
Vendredi 14 novembre 1997

Boutros-Ghali : « Surtout, pas de lutte contre l'anglais ! »

*L'ex-secrétaire général de l'ONU va devenir
le porte-parole du monde francophone.*



Sauf coup de théâtre, Boutros Boutros-Ghali sera intronisé à Hanoï secrétaire général de la francophonie le jour même de ses 75 ans. Une forte personnalité, mondialement connue, pour un poste nouveau destiné à « relancer », dit-il au *Figaro*, le club des cinquante pays qui ont « le français en partage ».

L'ancien secrétaire général de l'ONU se définit volontiers comme un « citoyen du monde, Egyptien et copte ». Mais il aime aussi rappeler qu'il a fait Sciences po et la fac de droit à Paris, après avoir eu George Gorse comme professeur au lycée franco-égyptien d'Héliopolis...

Ce grand bourgeois singulier, à la fois arabe, chrétien et tiers-mondiste, marié à la fille d'une riche famille juive d'Alexandrie, est un vrai francophile. En privé, avec sa femme, il parle d'ailleurs toujours le français. « *Sauf quand ils se disputent, confie l'un de leurs proches. Ils utilisent alors l'arabe...* »

Boutros (Pierre en français) tient à dire qu'il y a « plus d'un million de francophones » dans son pays, que des « dizaines » d'écoles secondaires enseignent la langue de Molière en Egypte, que les départements de littérature française dans les universités du Caire ou d'Alexandrie sont très actifs, qu'un journal (*Le Progrès égyptien*) paraît encore en français et que la télévision et la radio d'Etat diffusent régulièrement des programmes francophones...

Candidat officiel de son pays, M. Boutros-Ghali — parfois surnommé le « crocodile du Nil » — voit au moins un attrait au poste de secrétaire général de la francophonie : sa dimension « politique ». La francophonie doit devenir, selon lui, un instrument important pour favoriser « la démocratisation des relations internationales » dans un univers transformé par la mondialisation.

Aux Comores, au Congo — pour ne citer que deux exemples récents — il aurait apprécié que les pays francophones s'expriment d'une seule voix, à la manière d'un « gouvernement régional ». Pas pour gêner ou concurrencer l'OUA ou l'ONU, mais pour « les aider ». De même, ajoute-t-il, il aurait été « intéressant qu'ils prennent ensemble position sur le dossier des mines antipersonnel ».

C'est pourquoi, s'il est nommé, Boutros Boutros-Ghali s'efforcera de faire sortir la francophonie de sa frigidité politique. Il la voit bien servir, par exemple, ce « cadre à une relance du dialogue Nord-Sud ». Il déplore, en effet, l'affaiblissement de ce dialogue depuis la chute du mur de Berlin, en 1989, et la fin du monde bipolaire.

« Je n'ai pas peur de la multiplication des organisations internationales, s'exclame-t-il, dès lors qu'il s'agit d'intéresser l'opinion publique aux vrais problèmes du monde. Et Dieu sait que c'est difficile ! Même si elle ne produit que du bavardage, une organisation internationale coûte en général moins cher qu'un char ou un bombardier ! »

Boutros Boutros-Ghali demeure, en réalité, ce qu'il a été toute sa vie : un passionné de politique étrangère. Pendant quatorze ans, il a été le véritable chef de la diplomatie égyptienne. Il a joué un grand rôle dans les accords de Camp David, aux côtés d'Anouar el-Sadate, et vient de publier un livre sur cette expérience unique : *Le Chemin de Jérusalem*, chez Fayard. Il en prépare un autre sur ses cinq années passées à la tête de l'ONU.

Farouchement indépendant, orgueilleux, complexe, l'homme ne compte pas que des amis. Sur le continent noir, notamment, on ne l'aime guère. Peut-être parce qu'il connaît l'Afrique sur le bout des doigts. La francophonie lui offrira-t-elle un manteau à sa mesure ? « C'est ça ou l'oubli ! », ironise un chef d'Etat africain. « Il est trop vieux », disent certains. « Mais qui présente des qualités aussi éminentes que les siennes ? ». Interroge un diplomate français.

M. Boutros-Ghali, en tout cas, voudrait éviter un écueil : celui d'une francophonie « défensive » et « repliée sur elle-même ». En l'associant aux « ensembles lusophones, hispanophones et arabophones », il souhaite au contraire en faire un vecteur de la « diversité culturelle ». Il ne s'agit surtout pas d'entrer « en lutte contre l'anglais », affirme-t-il. Mais de promouvoir le plurilinguisme pour éviter « l'uniformisation ».

Sur ce point, le cosmopolitisme assumé du « crocodile du Nil » paraît incontestablement en sa faveur...

B. B.

LE FIGARO *EU*
Vendredi 14 novembre 1997

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

Canal France International en position privilégiée

La banque de programmes français à destination des pays étrangers pourrait, grâce à son expertise, jouer demain un rôle moteur dans la recomposition de l'audiovisuel extérieur.

Pour vendre des images sur d'autres rivages, il faut répondre à des attentes précises, trouver des produits « transfrontières ». Apprendre à être souple et modulable. Car le temps des programmes offerts est à jamais révolu. Canal France International (CFI), la banque d'images à destination des télévisions étrangères naissantes, est né en 1989 de cette prémonition.

Filiale à 100 % de la Sofirad, chasse gardée du ministère de la Coopération, CFI est aujourd'hui utilisé dans plus de 80 pays et par 140 télévisions. Les continents africains et asiatiques, l'Europe centrale et orientale sont ses terres d'élection.

Production indépendante

Sa mission ? Acquérir des droits de programmes français auprès des chaînes et des producteurs français, les rendre disponibles aux télévisions étrangères, avec l'ambition future que ces partenaires deviennent des clients. Cette logique commerciale et technologique l'amène à développer une expertise de programmation sur les marchés émergents. Et ainsi à régionaliser son offre pays par pays sous forme de modules cryptés à destination des professionnels. Le reste de la diffusion se fait en clair par des pro-

grammes de flux et d'information.

Au cours des quatre dernières années, le volume et l'origine des programmes diffusés par Canal France International concernaient principalement la production indépendante pour atteindre à la fin 1996, 71,1 % de la diffusion, le reste émanant des télévisions hertziennes françaises. Une évolution naturelle qui pose aujourd'hui la question d'une ligne de partage claire entre les activités de TV France International et celles de CFI. « C'est une question qui ne peut être tranchée que par les pouvoirs publics », explique Philippe Baudillon, PDG de CFI. En attendant, nous avons stoppé toutes nos ventes de programmes de stock. Néanmoins les programmes de flux diffusés en direct et relevant davantage de la diffusion culturelle gratuite continuent d'être cédés. »

Cependant, CFI, diffusée par satellite 24 heures sur 24, qui se veut tournée vers les professionnels locaux, ne fait pas, à cause de sa mutation, l'unanimité, provoquant même la gêne des pouvoirs publics.

Réservoir d'image, elle est devenue par sa fourniture continue de programmes une chaîne à part entière. D'autant plus gênante pour les opérateurs comme TV5 que CFI en devient le concurrent efficace à mesure que la régionalisation de ses

programmes se développe. Et ce avec un budget de 191 millions de francs en 1997.

Sport et information

En Afrique, CFI porte son effort sur le sport et l'information. « Les Africains sont en manque d'images d'eux-mêmes », précise Philippe Baudillon. Aussi avons nous organisé avec Jean-claude Darmon, et pour la première fois dans l'histoire du continent, la diffusion de la Coupe d'Afrique des nations, sous la forme de « bartering », qui est l'une des seules formes de commercialisation possibles sur ce continent. Un système déjà testé sous la forme d'un magazine de sport en « bartering » avec Gillette, qui pourrait aussi être utilisé pour la diffusion de la Coupe du Monde 1998. Les chaînes africaines peuvent aussi acquérir des modules d'information reformatés et adaptés sous forme de syndication.

Autre solution, le sous-titrage et le doublage. Banc d'essai de cette opération, le Moyen-Orient. Notamment l'Arabie Saoudite où CFI, en langage arabe, obtient à Riyad une audience de 36,6 %.

Cette capacité d'adaptation des programmes comme de leur financement fait de CFI le socle éventuel de la recomposition de l'audiovisuel extérieur.

Paulo GONZALES

LE MONDE
Vendredi 14 novembre 1997

Le rapport sur l'amiante est rendu public

Cette étude de l'Inserm évalue à 1 950 le nombre des décès en 1996

QUALITÉ de « nul » par Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, le rapport de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) consacré aux effets sur la santé des principaux types d'exposition à l'amiante vient d'être finalement publié. Une synthèse en avait été diffusée en juillet 1996, à la veille de l'interdiction définitive de l'amiante en France, intervenue le 1^{er} janvier 1997. L'étude de l'Inserm évaluait à 1 950 le nombre de décès liés à l'amiante en France en 1996 (*Le Monde* du 3 juillet 1996).

Il reste que la publication de l'intégralité du document a beaucoup tardé. Au point que la revue scientifique britannique *Nature* a affirmé récemment que Claude Allègre avait donné des « instructions » au directeur de l'Inserm, Claude Griselet, afin de bloquer ce texte. Le ministre de la recherche s'en est défendu - « Pourquoi voudriez-vous que je me sois opposé à la diffusion d'un texte de médiocre qualité ? », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse -, avant de s'attaquer violemment à l'étude de l'Inserm, qui, selon lui, aurait été « taillée en pièces par le Research Council canadien ».

Renseignements pris, le rapport français a effectivement fait l'objet d'une étude critique demandée par les autorités canadiennes à la Société royale du Canada. Mais les remarques adressées sont loin d'avoir la violence des épithètes employées par le ministre français. Les premières remarques canadiennes portent sur la toxicité des différentes fibres d'amiante. Elles visent particulièrement le chrysotile, principale fibre d'amiante produite au Canada. Pour les Cana-

diens, le risque de mésothéliome (un cancer spécifiquement attribué à l'exposition à l'amiante) « par exposition au chrysotile est probablement surestimé par l'Inserm ». Marcel Goldberg, l'un des rédacteurs du rapport français, reconnaît qu'effectivement, pour cette affection particulière, le chrysotile est probablement moins toxique que l'amosite et la crocidolite, d'autres fibres amiantées, « Mais le risque pour le cancer du poumon est du même ordre », souligne-t-il.

Cette défense d'une production nationale n'est cependant pas le cœur du débat, qui réside dans la question, toujours épineuse, des faibles doses, et qui se retrouve

« Connaissant la grave maladie qu'est la silicose, refuseriez-vous d'emmener un enfant sur une plage parce qu'il pourrait respirer le silice du sable ? »
Claude Allègre

aussi dans le nucléaire. M. Allègre résume ainsi la querelle : le rapport de l'Inserm « confond hautes doses et basses doses, ce qui est complètement différent. Connaissant la grave maladie qu'est la silicose, refuseriez-vous d'emmener un enfant sur une plage parce qu'il pourrait respirer la silice du sable ? »

Existe-t-il un seuil en deçà duquel des manières réputées toxiques à haute dose n'ont plus de potentiel nocif pour l'individu ? « Jamais on ne pourra trancher, estime Marcel Goldberg. La méthodologie la plus appropriée, pour mettre en évidence un éventuel accroissement du risque, lorsqu'on atteint les valeurs réglementaires des expositions professionnelles, consisterait à suivre des cohortes de 325 000 personnes pré-

sentant ces conditions d'exposition pendant soixante ans ! » Un protocole difficile à mettre en place ! Les épidémiologistes doivent là affronter un problème classique de « puissance statistique ».

Les effets pourraient, certes, concerner un grand nombre de personnes si l'on se rapporte à des populations importantes. Mais ils sont statiquement trop faibles (en deçà des marges d'erreur) pour être observés avec certitude. Pour Etienne Fournier, toxicologue à l'hôpital Fernand-Widal (Paris) et auteur d'un rapport de l'Académie de médecine sur l'amiante, « l'extrapolation linéaire à zéro » retenue par l'Inserm aboutit à un nombre de cancers induits « imaginaires ». Comme Claude Allègre, il évoque la parabole de la silicose et des enfants sur la plage.

Les victimes de l'amiante refusent cet argument. Le Comité anti-amiante de Jussieu et l'Association nationale de défense des victimes de l'amiante ont déposé, en octobre 1996, une plainte pour « publication et diffusion de fausses nouvelles » contre le rapport du groupe de travail de l'Académie de médecine. De son côté, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques notait récemment que le travail de l'Académie de médecine ne lui paraissait pas « du même niveau d'exigence et de qualité » que l'expertise de l'Inserm, qu'il qualifiait d'« exemple à suivre ».

En dépit des contestations dont il fait l'objet, le modèle linéaire, sans seuil, reste le seul instrument retenu par l'ensemble des organismes de réglementation chargés des évaluations quantitatives du risque. Les experts canadiens en donnent d'ailleurs acte à leurs collègues de l'Inserm. « Ce n'est peut-être pas le modèle le plus réaliste, mais c'est le plus prudent, celui qu'il convient d'adopter en matière de santé publique », admet Michel Camus, épidémiologiste à l'Institut Armand-Frapplier (Montréal), qui a « révisé » le rapport canadien.

Hervé Morin

* L'expertise collective est publiée aux éd. Inserm, 101, rue de Tolbiac, 75013 Paris, 434 p, 100 F.

2

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997

SOMMET Premier sommet de la francophonie à se tenir en Asie, la rencontre du 14 au 16 novembre à Hanoï des dirigeants d'une cinquantaine de pays « partageant la langue fran-

çaise » veut marquer une modernisation de la francophonie et de ses institutions. ● UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL doit être nommé pour donner une « visibilité » et une « dimension poli-

tique » à l'ensemble francophone. Mais le candidat favori de l'Élysée à ce poste, Boutros Boutros-Ghali, est déjà vivement contesté par de nombreux pays. ● JACQUES CHIRAC a

achevé, jeudi 13 novembre, une visite officielle au Vietnam, au cours de laquelle des contrats commerciaux d'une valeur de 4 milliards de francs ont été signés. ● LES DROITS DE

L'HOMME au Vietnam ont aussi été évoqués par le président français, qui a cependant dénoncé les « déclarations irresponsables » sur ce sujet. (Lire aussi notre éditorial page 18.)

La francophonie cherche à sortir de ses combats d'arrière-garde

Une cinquantaine de pays se retrouvent au Vietnam pour tenter de moderniser un mouvement jusqu'à présent cantonné dans une attitude défensive. La création d'un poste de secrétaire général, attribué à Boutros Boutros-Ghali, doit illustrer cette volonté d'ouverture

hce

NOUVEAU DÉPART pour la francophonie ? Le sommet qui rassemble, du 14 au 16 novembre à Hanoï, les dirigeants des 49 pays « ayant le français en partage » est présenté comme tel. D'abord, c'est la première fois que cette rencontre bisannuelle, inaugurée par François Mitterrand en 1986, se tient en Asie (les précédents sommets ont eu lieu à Paris, Québec, Dakar, Paris, Maurice, Cotonou).

Pour la première fois donc, on sort d'un champ naturel où la langue française reste d'usage fréquent pour faire acte de présence sur un continent que la francophonie avait presque complètement déserté. On sort du pré carré, des frontières franco-québéco-africaines d'un gaullisme aujourd'hui suranné. En se tournant vers une zone où le français ne peut jamais prétendre rivaliser avec l'anglais, mais qui est depuis une quinzaine d'années celle du plus grand dynamisme dans l'économie mondiale, on veut surtout marquer que la francophonie sort de la nostalgie et des combats d'arrière-garde.

UNE JUNGLE D'INSTITUTIONS

Ce septième sommet a pour ambition de moderniser l'image de la francophonie, de la faire apparaître pour ce qu'elle est vraiment : un combat pour le pluralisme, au moyen notamment du plurilinguisme, et non une défense dos au mur pour sauver ce qui peut l'être de l'abomination anglophone. Quelques ayatollahs survivent certes encore, tel Philippe de Saint-



Robert, qui appelle à un vaste rassemblement, le 14 novembre devant l'Académie française, pour protester contre la phrase impie qui échappa récemment au ministre de l'éducation nationale Claude Allègre : « Les Français doivent cesser de considérer l'anglais comme une langue étrangère »... Ceux-là existent encore, mais on ne les laisse plus tenir le haut du pavé, comme ils l'ont fait pendant des années, ridiculisant le projet francophone par leur absolutisme dérisoire et donnant envie à plus d'un de jeter le bébé avec l'eau du bain.

L'autre innovation du sommet de

Hanoï, c'est la réforme des institutions. Son aspect le plus marquant est la création d'un poste de secrétaire général, qui est supposé donner à la francophonie plus de « visibilité » sur la scène internationale, superviser les agences et contrôler les programmes, c'est-à-dire mettre de l'ordre dans une jungle d'institutions dont certaines, de l'avis même d'un responsable français, n'ont jamais été que des « fromages ». L'homme sera chargé, enfin, de promouvoir la « dimension politique » de la francophonie. C'est là que le bât blesse.

Le secrétaire général sera « élu »

à Hanoï. Mais chacun sait que les deux candidatures africaines concurrentes, même si elles se maintiennent jusqu'au bout, n'ont aucune chance et que l'élu sera Boutros Boutros-Ghali. Tel est en effet le choix de la France, principal bailleur de fonds. C'est plus exactement le choix de l'Elysée, pour qui la francophonie fait partie du domaine quasi réservé et qui avait de toute façon arrêté son projet avant le changement de gouvernement. Ce poste avait été presque ouvertement promis à M. Boutros-Ghali il y a quelques mois, quand les Américains, d'assez grossière manière, l'évincèrent du secrétariat général de l'ONU. M. Boutros-Ghali est en fait contesté par de nombreux pays francophones, en particulier sur le continent africain, où on lui reproche soit ses prises de position à l'ONU, soit tout simplement de n'être pas africain. Il apparaîtra inévitablement comme l'homme de la revanche contre les Américains, à un moment où l'on essaie au contraire, à propos de la diffusion de la langue et de la culture françaises, de délivrer un message un peu plus subtil.

BESOIN D'INTÉGRATION

Mais surtout, quelle peut être cette « dimension politique » de la francophonie, que M. Boutros-Ghali est censé promouvoir ? Les réponses besogneuses de divers responsables français à cette question incitent à penser que le projet n'a pas été très précisément élaboré. Chacun fait référence, évidemment, aux « grandes heures » de 1993, quand la francophonie, mobilisée comme jamais, faisait front pour défendre « l'exception culturelle » dans les négociations du GATT. Mais maintenant, mais au-delà ? L'énoncé officiel de cette ambition politique a quelque chose de pathétiquement hors du temps : il est question de renforcer les solidarités, de promouvoir l'état de droit et la démocratie, de prévenir les conflits et d'aider à leur solution de structurel ensemble francophone au sein

à Hanoï. Mais chacun sait que les deux candidatures africaines concurrentes, même si elles se maintiennent jusqu'au bout, n'ont aucune chance et que l'élu sera Boutros Boutros-Ghali. Tel est en effet le choix de la France, principal bailleur de fonds. C'est plus exactement le choix de l'Élysée, pour qui la francophonie fait partie du domaine quasi réservé et qui avait de toute façon arrêté son projet avant le changement de gouvernement. Ce poste avait été presque ouvertement promis à M. Boutros-Ghali il y a quelques mois, quand les Américains, d'assez grossière manière, l'évincèrent du secrétariat général de l'ONU. M. Boutros-Ghali est en fait contesté par de nombreux pays francophones, en particulier sur le continent africain, où on lui reproche soit ses prises de position à l'ONU, soit tout simplement de n'être pas africain. Il apparaîtra inévitablement comme l'homme de la revanche contre les Américains, à un moment où l'on essaie au contraire, à propos de la diffusion de la langue et de la culture françaises, de délivrer un message un peu plus subtil.

RESOIN D'INTÉGRATION

Mais surtout, quelle peut être cette « dimension politique » de la francophonie, que M. Boutros-Ghali est censé promouvoir ? Les réponses besogneuses de divers responsables français à cette question incitent à penser que le projet n'a pas été très précisément élaboré. Chacun fait référence, évidemment, aux « grandes heures » de 1993, quand la Francophonie, mobilisée comme jamais, faisait front pour défendre « l'exception culturelle » dans les négociations du GATT. Mais maintenant, mais au-delà ? L'énoncé officiel de cette ambition politique a quelque chose de pathétiquement hors du temps : il est question de renforcer les solidarités, de promouvoir l'État de droit et la démocratie, de prévenir les conflits et d'aider à leur solution, de structurer l'ensemble francophone au sein

d'organisations plus vastes, qu'il s'agisse de l'ONU ou du FMI...

Sans même parler de l'état de la démocratie au Vietnam, on peut s'interroger, au vu des événements survenus en Afrique centrale, sur la capacité de l'ensemble francophone à répondre à ces ambitions, eût-il un secrétaire général - lequel n'a d'ailleurs guère démontré de don particulier dans ces domaines.

Règlement des conflits et conquête du pouvoir par les armées ; mépris des préceptes de La Baule - sur le pluralisme politique notam-

Etats, un besoin d'intégration à l'heure de la mondialisation, auquel répondent également les ensembles hispanophone ou lusophone en train de se structurer ; c'est un désir d'Europe pour les pays de l'Est, une demande de coopération économique et d'aide au développement pour d'autres. C'est, pour les sociétés, un sentiment de proximité, ou un besoin de pluralisme, ou un désir d'échanges, d'ouverture, d'une autre voie d'accès à la modernité qui s'accroît mal de la politique des visas suivie depuis plu-

Moyens techniques de sécurité renforcés

La police vietnamienne dit aborder la question de la sécurité des nombreux chefs d'État et de gouvernement présents à Hanoï avec sérénité. Le chef de la police de la ville, Pham Chuyen, ne s'attend pas à des manifestations spontanées lors du sommet. Il refuse de communiquer les effectifs déployés pour la circonstance et indique simplement : « Nous avons simplement renforcé nos moyens techniques, avec 50 voitures et 50 motos supplémentaires, des équipements de détection des explosifs à l'aéroport et aussi de communication. »

Des instructeurs du groupe d'élite français Rald ont donné une formation de six semaines à des policiers vietnamiens en avril pour faire face aux situations d'urgence comme les prises d'otages. Dans la semaine qui a précédé le sommet, la police a fait de nombreuses répétitions, des cortèges sont passés sirènes hurlantes et girophares allumés dans les points névralgiques du centre-ville, causant un certain chaos dans cette ville de 2,5 millions d'habitants. - (AFP)

ment -, rejetés comme des archaïsmes eurocentristes ; triomphe des critères du FMI, seules normes acceptées par les nouveaux dirigeants africains : telles sont les évolutions survenues dans la partie centre-africaine de l'ensemble francophone ces dernières années. La France en convient d'ailleurs tacitement, elle qui a fait de l'Ouganda, parrain des révolutions en apparence « antifrançaises » de l'Afrique des Grands Lacs, mais bon élève du FMI, le premier bénéficiaire de ses aides garanties par la Coface.

Elle aura bien du mal à convaincre à Hanoï que l'ensemble francophone peut exister politiquement. Le désir d'appartenance à la francophonie, lui, existe, et il est multiforme. C'est, de la part des

sieurs années en France et dont on vient tout juste de mesurer les méfaits. C'est un besoin de laïcité, crucial dans certains pays musulmans.

La francophonie s'efforce de répondre, par ses réalisations concrètes, à ces demandes très diverses. A-t-elle les moyens pour autant de convertir tout cela en une identité politique et diplomatique ? Et n'est-ce pas faire preuve encore une fois de la vieille arrogance dont on prétend par ailleurs se libérer ? « Si au moins cela servait au développement de l'enseignement du français qui, lui, est très important, dit un haut responsable du ministère français des affaires étrangères. Mais je n'en suis pas sûr... »

Claire Tréan

Les travaux préparatoires ont tourné à la foire d'empoigne

HANOÏ

de notre envoyée spéciale

Le septième Sommet de la francophonie devrait entériner une réforme des institutions de la francophonie en créant notamment un poste de secrétaire général qui sera attribué à M. Boutros-Ghali. Mais à vingt-quatre heures de cette manifestation, on ne connaissait toujours pas la liste complète des participants, certaines incertitudes demeurant, en particulier quant à la représentation des pays d'Afrique centrale. Si le Burundi a fait savoir qu'il dépêchera son premier ministre, Pascal-Firmin Dirima, et si le nouvel homme fort congolais, Denis Sassou Nguesso est arrivé jeudi, on ignorait en revanche comment le

Rwanda et la République démocratique du Congo seraient représentés.

Lors des travaux préparatoires au sommet menés par les ministres en charge de la francophonie, qui étaient réunis depuis lundi à Hanoï, la délégation française a dû faire face à une série de difficultés, dont les unes s'apparentent à une espèce de fronde africaine. Déjà peu enthousiastes dans leur majorité de voir M. Boutros-Ghali devenir le premier représentant de l'ensemble francophone, les pays africains n'ont pas apprécié que l'on annonce, avant même le début du sommet, que le candidat concurrent, l'ancien président béninois Zinsou, avait jeté l'éponge. (L'annonce n'était d'ailleurs pas

due directement à la France mais à une maladresse des Vietnamiens). L'affaire était pourtant entendue, M. Zinsou ayant effectivement accepté de déclarer forfait sous l'amicale pression de la France. Les Africains auraient pourtant souhaité qu'on le laisse annoncer lui-même sa décision, bref, qu'on y mit les formes et que l'élection de M. Boutros-Ghali eût des allures un peu plus dignes pour l'Afrique.

D'autre part, la création même d'un poste de secrétaire général est mal vécue par certains pays qui craignent un affaiblissement relatif de l'influence qu'ils exercent sur d'autres institutions de la francophonie. C'est le cas du Canada et sans doute de la Belgique, bien que cette dernière soit incitée à la réserve par l'assurance qu'elle a de voir l'un des siens, René Dehaybe, devenir l'administrateur de la puissante Agence de la francophonie qui gère les programmes d'actions. En substance, ceux qui contestent la personnalité de M. Boutros-Ghali, ou la fonction de secrétaire général, ont tenté de réduire les pouvoirs attribués à ce poste, en particulier la durée de son mandat (en principe de quatre ans) et son autorité sur l'Agence de la francophonie.

Une autre sombre querelle de prérogatives mettant aux prises les ministres en charge de la francophonie et les représentants personnels des chefs d'Etat (Denis Tiliac pour la France) a par ailleurs eu lieu, donnant l'impression que les travaux préparatoires du sommet tenaient plutôt de la foire d'empoigne... La réunion des chefs d'Etat à partir de vendredi y mettra probablement bon ordre.

C. T.

Les pays « ayant le français en partage »

● 49 pays participent au sommet de Hanoï, soit un quart des pays membres de l'ONU. Ils totalisent 500 millions d'habitants, mais qui ne parlent pas tous français.

● 160 millions de personnes utilisent le français, comme langue première ou seconde. Ce qui place la langue française, en nombre de locuteurs, en 9^e position, derrière le chinois (975 millions de locuteurs), l'anglais (478 millions), l'hindi (437 millions), l'espagnol (392 millions), le russe (284 millions), l'arabe (225 millions), le bengali (200 millions) et le portugais (184 millions).

● Font partie de l'ensemble des pays « qui ont le français en partage » des Etats qui ont été colonies ou protectorats français

pendant un temps plus ou moins long de leur histoire en Afrique, en Indochine, au Proche-Orient, dans l'Océan Indien, dans les Caraïbes, mais également d'anciennes colonies belges (Zaire, Burundi, Rwanda), portugaises (Cap-Vert, Guinée-Bissau), espagnole (Guinée équatoriale), anglaises (Dominique, Sainte-Lucie, Seychelles).

L'Algérie ne participe pas à cet ensemble. En revanche, des pays d'Europe de l'Est l'ont rejoint (Bulgarie, Roumanie, Moldavie) ou sont en passe de le faire (Albanie, Pologne, Macédoine).

● Des entités non étatiques sont invitées aux sommets en tant qu'observateurs (Louisiane, New Hampshire, Nouvelle-Angleterre, Val d'Aoste).

Jacques Chirac a appelé de ses vœux un « partenariat privilégié » avec Hanoï

Quatre milliards de francs de contrats commerciaux entre les deux pays ont été signés

HO CHI MINH-VILLE
de nos envoyés spéciaux

La France politique, de droite comme de gauche, mise apparemment sans réserve sur le Vietnam: tel a été le message, en tout cas, de la visite de Jacques Chirac, accompagné par quatre membres du gouvernement, mercredi 12 et jeudi 13 novembre, dans le pays.

François Mitterrand, a-t-il dit, était venu au Vietnam sceller la « réconciliation » entre deux pays. Chirac y a renforcé un « partenariat » qui s'annonce pour le moins étroit: l'on s'est tenu à l'aide offerte et aux contrats signés.

Avec pour plus de 4 milliards de francs de contrats commerciaux signés, mercredi, la France

Droits de l'homme :

« On ne gagne pas par l'arrogance »

Alors qu'on lui demandait, lors de sa conférence de presse, jeudi à Saïgon, de commenter sa démarche de la veille en faveur de quarante prisonniers d'opinion vietnamiens, Jacques Chirac s'est refusé à la commenter vraiment. Tout en rappelant que la France est attachée aux principes de l'universalité des droits de l'homme, le président de la République a déclaré: « Je ne fais aucun commentaire, parce qu'une longue expérience m'a démontré qu'il y avait opposition totale entre la médiatisation et l'efficacité en ce domaine. Mon souci n'est pas de faire des commentaires. »

« Mon souci est d'être efficace », a ajouté le chef de l'Etat, qui a condamné « les déclarations irresponsables et intempestives » sur cette question. « En matière de droits de l'homme, a-t-il souligné, on ne gagne pas par l'arrogance, mais par la capacité d'expliquer et de convaincre. Cette capacité, moi je l'ai. » - (Corresp.)

devient le premier investisseur occidental au Vietnam (plus d'1,6 milliard de dollars) devant les Etats-Unis (1,2 milliard de dollars). France Telecom fournira à Ho Chi Minh - Ville une première tranche de 180 000 lignes téléphoniques sur un ensemble de 540 000 lignes, un contrat global de 2,7 milliards de francs; FCB, filiale du groupe Five-Lille - Babcock, procédera à l'extension de la cimenterie de Hoàng-Mai (750 millions de francs); Suez-Lyonnaise des eaux a obtenu la réalisation d'un système d'adduction d'eaux dans l'ex-Saïgon (640 millions de francs).

D'un montant supérieur à 600 millions de francs, l'aide

française comprend deux volets. Le premier est un protocole financier de 310 millions de francs qui affecte trois secteurs: transports ferroviaires, traitement des eaux et télécommunications (hors Ho Chi Minh-Ville). Le second comprend deux conventions de la Caisse française de développement, l'une concernant l'extension d'une sucrerie dans la province de Quang-Ngai (110 millions de francs) et le développement de café du type arabica dans le nord (212 millions de francs). Ces nouveaux accords n'incluent pas une enveloppe de coopération annuelle qui tourne autour de 300 millions de francs.

En outre, plusieurs projets sont en cours de négociation. En pleine expansion, la compagnie nationale Vietnam Airlines, qui loue déjà dix Airbus et a acheté plusieurs ATR, a besoin d'A-340 et d'ATR-72. GEC-Alsthom s'intéresse à la construction de deux centrales. Des assureurs français, AXA et AGF, sont également candidats à des licences. En revanche, un projet vietnamien de satellite n'a pas été abordé lors de l'entretien que le chef de l'Etat a eu avec Trần Duc Luong, le nouveau président vietnamien, mercredi matin à Hanoï.

Il s'agit néanmoins de bases exceptionnelles, surtout dans l'horizon asiatique de la France, à ce « partenariat privilégié » franco-vietnamien que Jacques Chirac appelle de ses vœux. Si l'on tient compte de l'aide redistribuée par le biais, par exemple, d'agences francophones, le Vietnam est bien devenu « le deuxième bénéficiaire au monde » de l'aide financière de Paris.

Le pari est donc clair: le Vietnam est destiné à être la porte de la France au sein de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) tout comme la France sera la porte du Vietnam au sein de l'Union européenne. Jacques Chirac a ajouté que « c'est au Vietnam que la France occupe la plus forte position en Asie: les faits sont là ».

Moyennant quoi, comme l'avait déjà fait François Mitterrand en 1993, le président de la République a demandé aux Vietnamiens de « simplifier les conditions de travail des entreprises qui veulent s'établir ici », une allusion à des réglementations contradictoires, à l'inertie de la bureaucratie et à la corruption ambiante.

Surtout, dans un geste qui a permis d'évacuer la question des droits de l'homme, Hubert Védrine a été chargé de remettre à Nguyen Manh Cam, son homologue vietnamien, une liste de quarante détenus politiques sur le sort desquels Paris souhaite attirer l'attention des autorités vietnamiennes et espère des mesures de clémence. Les responsables européens, qui ont établi

cette liste ensemble, sont censés la rappeler à chaque occasion aux dirigeants vietnamiens. Par le passé, Hanoï ne s'est pas montré insensible à ce type de démarche française.

Le Vietnam est destiné à être la porte de la France au sein de l'Asean tout comme la France sera la porte du Vietnam au sein de l'Union européenne

Le propos de Jacques Chirac, qui a réitéré sa confiance dans le dynamisme de l'Asie en dépit des « importantes turbulences économiques et financières » du moment, se situe, certes, dans la continuité de la politique française depuis que le Vietnam, il y a

dix ans, s'est ouvert sur le monde extérieur. Intervenant, cependant, dans une période où les réformes économiques marquent une pause et où beaucoup d'investisseurs étrangers sont gagnés par la morosité, cette visite ne peut apparaître que comme une volonté de donner un second souffle aux réformes économiques.

Les dirigeants vietnamiens ne peuvent que s'en réjouir, même si, depuis l'établissement, en 1995, de relations diplomatiques avec les Etats-Unis, ils ont moins besoin de la France. Le coup de main ainsi offert est substantiel. De leur côté, les Français choisissent comme tremplin asiatique un pays, certes charnière, mais qui n'est qu'à l'aube de son développement. La familiarité qui reste d'une histoire mouvementée mais commune facilite sans doute cette option.

L'histoire dira, cependant, si la France fait ainsi le bon choix et, surtout, si elle a les moyens d'une ambitieuse politique en Asie.

Jean-Claude Pomonti
et Claire Tréan

PRIX M
ESSAI

LE MONDE / VENDREDI 14 NOVEMBRE 1997 / 3

« Trouvez-leur du travail et ils apprendront le français »

Au Vietnam, la francophonie renaît
malgré l'envahissant anglo-américain

HUE

de notre envoyé spécial

« Lâche-moi les baskets. » A Hoa-Lu, l'un des sites naturels les plus enchanteurs du Vietnam, des enfants nu-guides mi-mendiants répètent ce que leur disent des touristes français, le contingent le plus nombreux parmi les Tôt (les Occidentaux). « Et maintenant, je dois vous dire au revoir », conclut, sous les applaudissements, le minuscule pionnier au foulard rouge chargé de présenter ses vœux de réussite, à l'université de Hue, à quelque trois cents délégués venus d'une trentaine de pays pour participer aux « Assises de l'enseignement du et en français ». Celui-là, visiblement, apprend le français à l'école et, pour lui avoir dicté un tel formalisme, son maître ne peut être que vietnamien.

La rive droite de la rivière des Parfums, où se trouvent les universités et certains établissements scolaires de l'ancienne capitale impériale, s'est donc fait l'écho, à la mi-octobre, d'une langue que chaque délégué pratiquait à sa façon. Vêtues de leur unique blanche si seyante, de souriantes étudiantes francophones avaient été réparties dans les hôtels de la nouvelle ville pour guider les défenseurs d'un français se sentant menacé par l'envahissant anglo-américain de la globalisation mondiale.

Au Vietnam, une brèche a ainsi été rouverte. Amorcé simultanément dans le primaire et dans le secondaire en 1993, un enseignement bilingue est diffusé, depuis la rentrée de 1997, dans 524 classes qui regroupent quelque quinze mille élèves. Les filières universitaires francophones rassemblent, de leur côté, cinq mille étudiants. La première promotion de bacheliers franco-vietnamiens sortira en 1999 et, si cet effort se poursuit comme prévu, les lycées et écoles du Vietnam comptent 1 630 classes bilingues et, donc, quarante mille écoliers invités à apprendre le calcul ou la chimie en français aussi bien que dans leur langue maternelle. L'encadrement des enseignants est la responsabilité, au moins au départ, de formateurs francophones étrangers.

Ce vaste programme doit s'accompagner, au tournant du siècle, du développement coûteux de filières universitaires francophones pour accueillir les générations à venir de bacheliers franco-vietnamiens. « Trouvez-leur du travail et ils apprendront le français », avait déclaré voilà trois ou quatre ans Dô Muoi, secrétaire général du PC vietnamien. Pour l'instant, la méthode serait plutôt inverse. En outre, elle s'appuie sur le calcul, le plus souvent terre-à-terre,

de parents dont les enfants sont admis à suivre cet enseignement bilingue : ils le jugent de meilleure qualité et nourrissent l'espoir que leurs rejetons obtiendront plus tard des bourses, si difficiles d'accès, leur permettant de poursuivre leurs études dans des universités occidentales.

Ainsi renaît la francophonie au Vietnam, après un hiatus de deux décennies, puisque les derniers lycées français y ont été fermés, dans le Sud, en 1975. Telle une « année de la francophonie au Vietnam », à laquelle personne n'a curieusement

La poignée de main avec le vainqueur de Dien Bien Phu

Le président français Jacques Chirac a entamé, mercredi 12 novembre, sa visite au Vietnam par une courte promenade à pied dans les rues de Hanoi. Puis, en présence du général Glap, vainqueur de la guerre d'Indochine, il a inauguré un musée d'ethnographie, aboutissement d'une collaboration entre le Vietnam et le Musée de l'Homme de Paris. Arsan de la défaite française à Dien Bien Phu, en 1954, qui sonna le glas de la présence française au Vietnam, le général Vo Nguyen Glap, 85 ans, est un fervent francophone. M. Chirac lui a serré la main. Le président français a fait un baiser à la vice-présidente vietnamienne, Nguyen Thi Binh, signataire des accords de Paris en 1975 qui mirent fin à la guerre américaine du Vietnam. Parfaitement francophone, M^{me} Binh est le chef de la délégation vietnamienne au Sommet de la francophonie. — (AFP)

songé, le sommet francophone de Hanoi s'accompagne, de son côté, de multiples colloques, séminaires, expositions et représentations dans les grandes villes du pays. Une cinquantaine de milliers de Vietnamiens (sur une population de 76 millions) parlent couramment le français, avec deux silhouettes dominantes : le vieil homme, trop heureux de reparler un français un tantinet désuet, et l'enfant qui commence à s'épanouir. Entre ces deux classes d'âge, le français forme un courant, réduit mais solide, parmi une élite qui a repoussé avec la forte communauté vietnamienne de France.

J.-C. P.

240

LE DOSSIER DU JOUR

La Francophonie bat son plein à Hanoï

Le 7^e Sommet de la Francophonie commencera dans quelques jours à Hanoï. Ce Sommet est précédé par le 9^e Conférence ministérielle de la francophonie qui commence aujourd'hui dans la capitale du Vietnam. La Roumanie, membre de plein droit de la Francophonie depuis 1993, sera représentée au plus haut niveau par le président Emil Constantinescu et par Adrian Severin, ministre des Affaires étrangères. Ces événements couronnent toute une série de rencontres aux niveaux ministériels et gouvernementaux qui ont eu lieu tout au long de cet automne dans le but de ren-

forcer la coopération entre les pays ayant en partage la langue française sur le plan politique, économique, social et culturel. La tonalité commune de toutes ces rencontres est le désir de tous les membres de la francophonie de donner à ce mouvement mondial un nouveau contenu plus ample, plus complexe au seuil du nouveau millénaire. En témoigne le thème principal de ce Sommet : La consolidation de la coopération et de la solidarité francophone pour la paix et le développement économique et social.

BUCHAREST MATIN

"J'envisage avec optimisme l'avenir de la francophonie en Roumanie"

déclare Adrian Severin, ministre roumain des Affaires étrangères

BM - Monsieur le ministre d'État, la Roumanie est-elle un pays francophone, alors que l'anglais est la langue préférée de la jeune génération ? L'influence de la tradition est-elle assez forte pour permettre d'affirmer que le peuple roumain n'est pas seulement francophile, mais aussi francophone ?
- Il est évident que, par tradition, la Roumanie est un pays francophone. Cela a été reconnu sur le plan international lorsque notre pays a été traité, avec le statut d'observateur, au 4^e Sommet de la francophonie (Cherbourg-1991), pour accéder ensuite au statut de membre à part entière lors du Ve Sommet (Marrakech-1993). C'est ainsi que la Roumanie compte parmi les 49 membres de la grande famille des pays ayant le français en partage. Cette tradition fait que, selon une statistique, un Roumain sur quatre est capable de s'exprimer en français et que les élèves qui choisissent le français sont majoritaires. Pour répondre à votre question, je dirais que l'avenir de la francophonie en Roumanie doit être envisagé dans le contexte du multilinguisme, où le français et l'anglais ne s'excluent pas, mais, au contraire, se trouvent dans une relation de complémentarité. Puisque vous avez surpris un lien entre les mots "francophile" et "francophone", je souhaiterais faire une nette distinction : on peut être francophile sans être francophone et vice versa, ce sachant que l'un n'exclut pas l'autre.



sera le message de la délégation roumaine à Hanoï ?
- Réaffirmer la volonté politique de la Roumanie de jouer un rôle actif au sein du mouvement francophone ; renforcer la dimension économique et œuvrer en faveur de la création d'un espace économique francophone, à même de stimuler et de favoriser des échanges commerciaux et économiques, de créer des partenariats bi et multilatéraux entre opérateurs économiques et d'envisager des transferts de technologie. Il faut que les jeunes de nos pays membres sachent qu'en apprenant le français, ils seront capables de faire des affaires, de gagner leur vie, de gagner de l'argent, par l'intermédiaire de cette langue. Il convient aussi de faire part de la disponibilité de la Roumanie à héberger le 9^e Sommet de la francophonie prévu en 2001 ; dans les conditions de la consolidation du nouveau rôle de l'Est - Roumanie, Bulgarie, République de Moldova - affirmer l'appartenance de la Roumanie à Bucarest, à son horizon régional de l'Agence de la francophonie ; réaffirmer la volonté de la Roumanie d'organiser, à Bucarest, en 1998, le deuxième édition du Salon du livre francophone.

BM - On dit que le français est la langue de cœur et la langue de la résistance des Roumains. Comment voyez-vous l'avenir de la francophonie en Roumanie ?
- Puisque je suis un esprit pragmatique, tant que le français sera une langue portuse de grandes valeurs sur le plan de la culture, de la science, de l'informatique et, évidemment, sur le plan de l'économie, j'envisage avec optimisme l'avenir de la francophonie en Roumanie.

Propos recueillis par Radu Constantinescu



La Francophonie : histoire d'un mot

Le mot a été inventé par le géographe Onésime Reclus (1837-1916) qui eut l'idée de classer les habitants de la planète en fonction de la langue qu'ils parlaient dans leur famille ou dans leurs relations sociales. Cela l'a amené à créer le terme de "francophonie", désignant l'ensemble des populations parlant français, ainsi que l'ensemble des territoires où l'on parle français. A cela s'ajoutait le symbole de la langue représentant le porte-flambeau des idéaux de la Révolution française, ferment mystique de la liberté, de la fraternité, de la solidarité humaine et du partage de la culture.

Avec la naissance du XX^e siècle, et suite à la prise de conscience de certains intellectuels devant des initiatives notables, la Francophonie devient une idée neuve et se forge une dimension culturelle avec la création, surtout après 1945, d'un grand nombre d'associations internationales. Sur la voie de l'institutionnalisation de la Francophonie, la pierre de touche de ce processus irréversible est sans nul doute la création, en 1970, à Niamey, découlant d'une convention, de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'unique organisation intergouvernementale de la Francophonie. Mais la consécration définitive de la dimension institutionnelle de la Francophonie sera marquée par la première Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, à Versailles en 1986.

Les derniers préparatifs...

Les responsables francophones sont à la recherche, dans Paris, d'un immeuble devant abriter le futur secrétaire général de la Francophonie et son cabinet qui devrait comprendre une quinzaine de personnes, selon les milieux francophones. Le secrétaire général disposera, comme son homologue du Commonwealth, qui regroupe les pays liés à la Couronne britannique, d'un budget dont le montant n'a pas encore été rendu public. La France, qui verse chaque année près d'un milliard de francs aux diverses institutions francophones est le principal bailleur de fonds de la francophonie institutionnelle.

Elle contribue pour 60% au budget de l'ACCT, l'Agence de coopération culturelle et technique, qui finance des projets francophones à travers le monde et dont le budget annuel est de 540 millions de FF. Les autres principaux contributeurs sont le Québec, la Belgique et la Suisse.

Le futur administrateur général de l'ACCT, qui sera élu par les dirigeants francophones au sommet d'Hanoï devrait être l'ancien Premier ministre belge, Roger Delvaux. L'ACCT sera rebaptisée à Hanoï Agence de la francophonie et dépendra directement du futur secrétaire général de la francophonie.

Une oeuvre de référence de Xavier Deniau traduite en roumain

La parution en roumain du livre de Xavier Deniau La Francophonie a été un moment d'exception dans le monde éditorial. Cet ouvrage publié aux éditions Niculescu, avec le concours de l'ambassade du Canada à Bucarest, a été attribué un prix de l'Académie française. Il devient ainsi une oeuvre de référence, présentant de façon objective, synthétique et accessible le passé et le présent de la Francophonie sur le plan mondial.

Roxandra Radulescu
BUCHAREST MATIN

En parcourant ce livre, le lecteur roumain francophone (francophone par la langue, l'éducation, l'instruction, la culture mais aussi par simple goût francophile, l'assimilation de la langue de Voltaire n'ayant jamais été imposée par telle ou telle autorité) peut apprendre ce que c'est la francophonie, quels sont les pays francophones, ce qui l'a fait pour le développement de la langue française et ce que c'est que d'être "francophone" et/ou "francophile". Xavier Deniau attache une importance spéciale au problème de la Roumanie, à la question de savoir pourquoi et depuis quand la Roumanie est un pays francophone, et quels seraient les perspectives, les obligations et les droits de notre pays découlant de son appartenance à l'espace francophone.

Le livre est constitué de trois grands chapitres consacrés à l'apparition, à la vie et à l'avenir de la francophonie. Sur près de 140 pages, Xavier Deniau construit son exposé en partant de l'histoire du terme même de "francophonie", avec ses différents sens - linguistique, géographique, spirituel, mystique et institutionnel - pour aborder ensuite la notion d'espace de la francophonie où le français est la langue maternelle et tenter de circonscrire la zone de dis-

persion et la zone d'expansion de la langue française. L'auteur attache une importance à part aux structures de la francophonie : institutions intergouvernementales, organismes parapublics et mouvements associatifs.

La dernière partie du livre est consacrée à l'avenir de la francophonie, considérée comme une lutte culturelle permanente et dans le cadre de laquelle chacun doit assumer cette identité pourvue de fortes caractéristiques, l'indépendance, la solidarité, l'originalité et le refus de l'uniformisation.

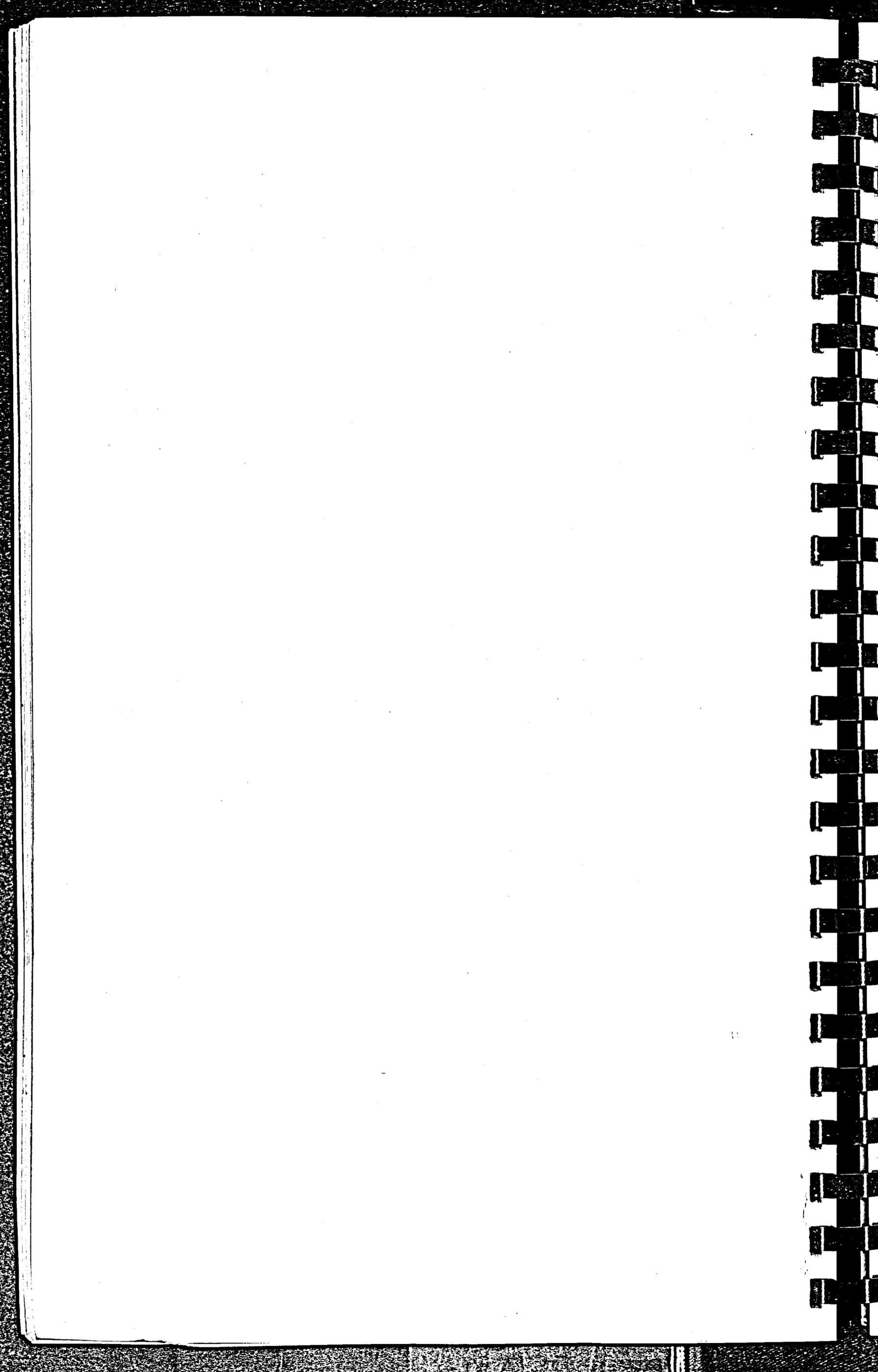
En conclusion, Deniau estime que "la langue française doit être prise en valeur et que l'idée francophone doit progresser".

Union internationale des francophones chargés
1984-1985 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1985-1986 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1986-1987 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1987-1988 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1988-1989 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1989-1990 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1990-1991 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1991-1992 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1992-1993 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1993-1994 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1994-1995 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1995-1996 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1996-1997 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1997-1998 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1998-1999 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
1999-2000 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)
2000-2001 : Conférence internationale des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (CIC)

**DEUXIÈME JOURNÉE
DU
VII^{ÈME} SOMMET**

LE SAMEDI 15 NOVEMBRE 1997

CAHIER DE PRESSE



Bouchard respectera les règles

Par courtoisie, il montrera à Jean Chrétien le texte de son intervention

DENIS LESSARD
envoyé spécial, HANOI

(B.C.)

Il n'y aura pas d'affrontement Ottawa-Québec dans les coulisses du septième Sommet de la francophonie. Jean Chrétien et Lucien Bouchard ont vite convenu qu'il valait mieux ne pas se colleter publiquement. Pour ses interventions au Sommet, M. Bouchard respectera les règles qu'il avait lui-même établies quand il était conseiller de Brian Mulroney.

M. Bouchard a déclaré que la francophonie devrait prendre des mesures de représailles, des « sanctions » à l'endroit des pays où le respect des droits de la personne accuse un recul.

En fin de journée hier, Jean Chrétien a affirmé de son côté qu'il appartient au gouvernement fédéral de faire, officiellement, de telles propositions. « La décision est prise par le gouvernement du Canada, mais il (M. Bouchard) a le droit d'exprimer son point de vue », a commenté le premier ministre, soulignant, comme Lucien Bouchard, de ne pas être en bisbille avec le Québec dans une réunion internationale.

« Je ne me sauve jamais devant une chicane, mais il n'y en a pas en ce moment », a déclaré M. Chrétien.

M. Bouchard avait sollicité une rencontre auprès de M. Chrétien en début de journée, vendredi, avant même le début du Sommet. Pendant une trentaine de minutes, il a

démêlé l'imbroglio qu'il avait causé la veille en soutenant qu'il allait proposer des sanctions à l'endroit des pays où les droits de l'homme étaient battus en brèche.

Ni Ottawa ni Québec n'avaient rendu publique cette rencontre, aucune occasion d'images qui, au pays, auraient montré les deux premiers ministres côte à côte. « Ils se sont quittés aussi bons amis qu'ils l'étaient au début de la réunion », a lancé, ironique, un haut fonctionnaire fédéral.

À huis clos, autour de la table des chefs de gouvernement, M. Chrétien et Bouchard sont séparés par le premier ministre par intérim du Nouveau-Brunswick, Raymond Frenette. M. Bouchard et Chrétien n'ont pas échangé un mot durant une bonne partie de la journée hier. Au Sommet, pour les interventions des « gouvernements participants » comme le Québec, « il y a des règles établies, ils ont des règles qu'ils doivent suivre. M. Bouchard m'a dit qu'il allait les respec-

ter », a indiqué M. Chrétien. Par courtoisie, le premier ministre québécois va



Sommet de la
francophonie
au
Vietnam

même faire part à l'avance à M. Chrétien du texte de son intervention, qui sera faite au moment où les chefs d'État traiteront de coopération. « S'il est en faveur des droits de la personne, c'est une politique que tous les Canadiens appuient », a dit M. Chrétien.

L'idée des « sanctions » exprimée par M. Bouchard n'a pas une très longue espérance de vie aujourd'hui — la journée la plus dense du Sommet, qui se termine dimanche midi. Joueur de premier plan dans la francophonie, la France réprovoce cette idée. « Je ne partage pas cette conception, dira Jacques Chirac, qui souligne n'avoir jamais observé d'effets positifs à une politique de sanctions. Généralement, les sanctions ne font que renforcer les autorités gouvernementales dans leur opposition à l'extérieur, et ceux qui souffrent des sanctions, ce sont toujours les malheureux, les pauvres, les enfants, ceux qui n'ont plus à man-

ger », a fait observer M. Chirac. C'est l'Organisation des Nations unies qui a le pouvoir d'exercer des sanctions pour dénoncer les reculs des droits de la personne.

M. Bouchard a aussi rencontré brièvement le futur secrétaire général de la francophonie — il sera élu dimanche — M. Boutros Boutros-Ghali. M. Bouchard lui a indiqué qu'il soulèverait le recul de la démocratie dans certains pays, et rappelé la décision de la francophonie de boycotter le Sommet de Kinshasa, au Zaïre, en 1991.

Comme l'avait fait la veille le leader en Chambre du gouvernement, Don Boudria, M. Chrétien a fait allusion au mutisme de Lucien Bouchard sur la situation des droits de la personne en Chine. « Je soulève tout le temps cette question, je l'ai fait à toutes les réunions que j'ai eues en Chine », a dit M. Chrétien, ajoutant qu'il venait de faire la même chose avec le premier ministre du Vietnam, Phan Van Khai.

Dans une rencontre bilatérale avec son homologue vietnamite, le premier ministre Chrétien s'est heurté à un mur avec son traité d'interdictions des mines antipersonnel. Pour M. Khai, le Vietnam considère ces armes comme défensives et n'en a jamais fait l'exportation. En revanche, la Bulgarie et la Moldavie vont signer le traité, avec une centaine d'autres pays, au début de décembre, à Ottawa.

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

15 NOV. 1997
1MF / CPF / AG1

La Francophonie prend un tournant politique

(AS) Une nouvelle charte viendra concrétiser l'orientation de l'organisation

SYLVIANE TRAMIER
LE DEVOIR À HANOÏ

Après une séance inaugurale plutôt verbeuse hier, le Sommet de la Francophonie entre aujourd'hui dans le vif du sujet. À l'ordre du jour figure l'examen et le polissage de la déclaration finale et surtout l'adoption des programmes de coopération multilatérale francophone pour les deux prochaines années. Cette programmation, qui définit les grands ou petits domaines d'intervention de la Francophonie d'ici le prochain sommet de Moncton, en 1999, devrait également traduire la volonté des 49 membres de donner un tour plus politique à leur organisation.

Mais auparavant, la Francophonie aura dû dégager un compromis sur un point technique, et en apparence banal, de son nouveau dispositif institutionnel, qui a provoqué une levée de boucliers au sein des pays africains lors de la conférence ministérielle précédant le sommet. Il s'agit de savoir qui, des ministres — comme le souhaitent les pays africains — ou des représentants permanents des gouverne-

ments, contrôlera le conseil d'administration de l'Agence de la Francophonie. C'était la dernière difficulté qu'il restait à aplanir ce matin avant l'aboutissement de la réforme des institutions de la Francophonie et l'entrée en vigueur de sa nouvelle charte, conçue, en principe, pour donner cohérence à son projet politique.

Le Vietnam
confirme
son refus
de signer
le traité
d'interdiction
des mines
antipersonnel

Hier, le premier ministre canadien et le président français ont souligné dans leur allocution inaugurale leur volonté de donner à la coopération francophone «une traduction politique forte», selon les termes de Jacques Chirac. Toutefois, les références à la dimension politique de la Francophonie étaient absentes des discours prononcés par plusieurs dirigeants africains, donnant à penser que les pays du

Sud n'y accordaient pas autant d'importance que les pays du Nord. La crainte, exprimée à demi-mot par des membres de délégations africaines, de voir la Francophonie s'affirmer politiquement au détriment de la coopération traditionnelle dans les domaines culturels et techniques n'est pas fondée, selon un haut res-

pensable canadien: «La vaste majorité des budgets demeure consacrée à la coopération, qui reste au cœur de la Francophonie».

Le Vietnam avait choisi de placer le sommet de Hanoï sous le signe de l'économie. La définition d'un espace économique francophone a paru aussi problématique qu'irréaliste. Cependant, la volonté d'accroître la coopération économique entre les pays de la Francophonie sera illustrée par l'organisation d'une conférence des ministres de l'Économie d'ici au prochain sommet, dans deux ans.

La journée de Bouchard et Chrétien

Hier après-midi, au cours de la première séance plénière, l'Albanie, la Pologne et la Macédoine — sous le nom de «ancienne république yougoslave de Macédoine» — avaient été admises à titre d'observateurs au futur Sommet de la Francophonie. Le premier ministre du Canada a eu hier une série de rencontres bilatérales, notamment avec le premier ministre vietnamien, Phan Van Khai, qui lui a confirmé le refus du Vietnam de signer le traité d'interdiction des mines antipersonnel, invoquant des raisons de sécurité et de défense. Le Vietnam s'est cependant engagé à ne pas vendre ce type

d'armes à d'autres pays. Par contre, les présidents de la Moldavie et de la Roumanie ont annoncé leur intention de signer le traité le mois prochain à Ottawa.

Outre le Vietnam, trois autres pays de la Francophonie, le Laos, la Bulgarie et l'Égypte, refusent d'adhérer au traité. Le premier ministre du Québec a eu un entretien avec le futur secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros Ghali, et avec le président du Gabon, Omar Bongo, en présence du président d'Hydro-Québec international, Michel Clair.

MM. Chrétien et Bouchard s'étaient rencontrés un peu plus tôt pour discuter des points qui seront soulevés aujourd'hui par le ministre du Québec au moment des exposés au chapitre de la coopération. Faisant référence à l'accord entre le Canada et le Québec du 7 novembre 1985 relatif au Sommet de la Francophonie, qui établit le cadre et les modalités de participation du Québec aux discussions, M. Chrétien a précisé: «Il y a des règles établies, et M. Bouchard m'a fait part de son intention de les respecter. Il n'y a pas de chicane».

La veille, le premier ministre du Québec avait déclaré qu'il soulèverait la question des droits de l'homme et celle des mesures à prendre



On reconnaît sur la photo Jacques Chirac, le président du Mali Alpha Oumar Konaré et Jean Chrétien.

pour sanctionner les pays qui ne les respectent pas. L'accord Québec-Ottawa prévoit des interventions du premier ministre du Québec sur les questions relatives à la situation économique mondiale qui intéressent le Québec, après concertation et avec l'accord du premier ministre

du Canada. Le gouvernement du Québec participe pleinement aux débats dans la deuxième partie du sommet, portant sur la coopération. Un accord en tout point identique régit la participation du Nouveau-Brunswick au Sommet de la Francophonie.

LE DEVOIR

15 NOV. 1997

Les faux innocents

Lise Bissonnette

Ceux qui croupissent dans les prisons chinoises et vietnamiennes ignoreront, heureusement, l'opérette québécoise et canadienne qui se joue sur leur dos et dont l'histoire finira bien, un jour, par faire le compte avec dégoût.

FR

Tout juste débarqué à Hanoï où se tient le septième Sommet de la francophonie, le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, a retrouvé son emphase pour appeler ses collègues, chefs d'États et de gouvernements, à user de l'influence de la rencontre «pour sanctionner les pays qui auront fait subir un recul à la démocratie et aux droits de la personne sur leur territoire». Ne nous pinçons pas, nous avons bien lu. Monsieur le premier ministre vient de passer plus d'une semaine en Chine, enthousiaste comme autrefois nos «innocents» célèbres qui découvraient l'Empire du milieu, bras dessus bras dessous avec des dirigeants politiques et des élites économiques qui se soucient des droits de la personne comme d'une guigne; il vient de multiplier les sourires à un régime qui emprisonne et parfois exécute, qui fait des sous avec l'exportation de biens fabriqués dans des camps de prisonniers, qui réprime dans le sang ses jeunes dissidents et ses «séparatistes» et qui, évidemment, tient la démocratie pour une imbécile dérive occidentale. Mais voilà que le mépris des «droits» le trouble tellement qu'il veut ouvrir un front international contre les oppresseurs.

C'est trop beau, il ne faut pas en rester là. Puisque M. Bouchard a retrouvé sa conscience entre Pékin et Hanoï — tous les chemins peuvent sans doute mener à Damas —, va-t-il maintenant déchirer la pile de contrats et ententes québéco-chinois dont il se glorifiait la semaine dernière et refuser de casser la croûte avec les hôtes du Sommet, qui figurent eux aussi en bonne place au palmarès des pays qui imposent «un recul à la démocratie et aux droits de la personne»?

Vaste blague, mais corrosive, que cette déclaration liminaire au Sommet. Elle ne peut procéder que d'un motif, de ces minables guerres de tapis que se livrent Québec et Ottawa depuis les débuts de la Francophonie. Pour montrer à la face du monde que le Québec peut dire son mot en «politique étrangère», donc tenir rang aussi important que le Canada autour de la table, on dit quelque chose, n'importe quoi, qui relève des relations internationales. Le prédécesseur de M. Bouchard, Robert Bourassa, avait joué le même jeu en 1986, au premier Sommet convoqué à Versailles: il avait proposé un «plan Marshall» pour les pays francophones africains, un discours qui avait semé l'émoi dans les cercles fédé-

raux fâchés de cette façon de passer ce qu'ils estiment être les bornes constitutionnelles. Satisfait de la commotion, M. Bourassa n'a plus jamais évoqué son plan Marshall tout comme M. Bouchard oubliera, dès le vol du retour, ses angoisses à propos des libertés. La seule différence est le cran de cynisme de plus: M. Bourassa utilisait les affamés pour marquer ses points, M. Bouchard utilise les opprimés.

Tout cela se résoudra, d'ailleurs, à la façon canadienne. On trouvera bien, quelque part, un petit pays avec lequel personne ne commerce ou si peu, et on lui imposera des sanctions. Ou on roulera du tambour en évoquant publiquement la possibilité d'en imposer. Voyez M. Chrétien, qui a lancé la mode des embrassades de dictateurs en Chine et en Asie, avec son Équipe Canada; il s'est néanmoins fait une jolie réputation de défenseur des libertés au récent Sommet du Commonwealth, en braquant la rencontre contre le Nigeria, avec lequel nous commerçons quelques brindilles. Il doit bien y avoir, parmi les minuscules pays qui frappent à la porte de la Francophonie, un régime de parti unique auquel on pourrait se glorifier de refuser l'entrée, pour pas cher, tout en remerciant le Vietnam de son hospitalité et de son ouverture économique. Et on pourrait l'annoncer en toute harmonie, par un communiqué conjoint Ottawa-Québec, jumeaux de la langue fourchue.

L'histoire finira
par demander
compte de
ces hypocrisies.

Vaut-il la peine de se doter d'une «politique étrangère» québécoise si c'est pour copier l'indécence et l'hypocrisie de la politique canadienne? Quand on troque ses principes pour du commerce, comme tous les pays riches le font aujourd'hui pour s'enrichir encore plus en profitant des marchés qu'offrent tant de dictatures, ne devrait-on pas avoir au moins la dignité de se taire, de ne pas ajouter au désespoir en posant faussement à ceux qui veulent le soulager?

Dans une ou deux ou trois générations, ces régimes seront peut-être démocratiques, non à cause de nos «marchés» et marchandages, mais par les propres moyens de ceux qui se révolteront, par les enfants et petits-enfants des dissidents d'aujourd'hui, que nos dirigeants évitent comme la peste. Ces justes demanderont au monde occidental, comme leurs semblables le font aujourd'hui dans la France de M. Papon, s'il savait. La réponse étant cette fois indiscutable, limpide, affirmative — car nous savons tout ou presque —, ils demanderont à ce monde occidental pourquoi il n'a, au mieux, rien fait. Et pourquoi, au pis, il a pactisé avec les oppresseurs.

Le nouveau secrétaire général devra donner du muscle à la francophonie, selon Chrétien

DENIS LESSARD
envoyé spécial, HANOI

Le nouveau secrétaire général de la francophonie devra avoir un mandat « fort et clair », a soutenu hier le premier ministre Jean Chrétien. La francophonie ne se donne pas qu'un visage, mais aussi un bras pour intervenir dans les conflits qui la minent.

Ce nouveau secrétaire devra travailler à consolider l'État de droit dans les pays membres. Et comme « porte-parole politique de la francophonie, il aura l'autorité morale requise pour se poser en véritable interlocuteur », a ajouté M. Chrétien dans son discours d'ouverture du Sommet.

On attendait six discours, pas moins de 11 chefs d'État se sont pressés au portillon pour profiter de l'audience internationale. Comme chef d'un « gouvernement participant », le premier ministre Bouchard n'avait pas à prendre la parole. Hormis les Occidentaux Jean Chrétien et Jacques Chirac,

peu de chefs d'État ont fait allusion aux droits de la personne, plusieurs insistant sur le rôle de la francophonie dans la coopération et le développement.

En fait, le seul signe de la présence du Québec à cette première journée d'assises a été le choix d'une ritournelle entonnée par des enfants au tout début de la réunion. Un peu interloqués, les journalistes québécois ont appris qu'on venait de chanter une oeuvre d'un des leurs, Almé Major, qui faisait carrière il y a plus de 20 ans.

Le premier ministre n'a pas été le seul à circonscrire le rôle du futur secrétaire. « Désormais, la francophonie aura une voix et un visage », a dit le président français Jacques Chirac. Le premier diplomate de la francophonie aura à intervenir pour assurer le respect des libertés fondamentales. En cas de crise, il pourra intervenir à la demande des pays concernés pour aider au rétablissement de la paix, de concert avec les Nations unies si nécessaire. À la demande des pays,

le secrétaire pourra fournir des instruments de formation juridique, d'observation d'élections et de prévention des conflits, a poursuivi M. Chirac. « Demain, le monde saura qu'existe un secrétaire général de la francophonie, à la tête d'une organisation soudée, cohérente. Demain, les institutions internationales, les chancelleries, la presse seront attentives à son message », a-t-il poursuivi.

Les deux dirigeants occidentaux ont soulevé la question du respect des droits de l'homme, mais pas avec autant de conviction que Mathieu Kerekou, leader du Bénin, longtemps l'un des rares bastions de la démocratie en Afrique. « Les hauts dirigeants que nous sommes devons comprendre que nos peuples ne peuvent plus nous supporter facilement tant que leurs droits les plus élémentaires seront bafoués, qu'ils sont victimes de l'arbitraire et de l'injustice instaurés en système », a-t-il dit.

Ce septième Sommet de la francophonie doit marquer un tournant

pour l'institution qui a à peine dix ans. Les 49 chefs de gouvernement — 45 sont présents à Hanoi — doivent élire un nouveau secrétaire général qui sera porte-parole sur la scène internationale d'une francophonie qui n'a pas su tailler sa place aux côtés du Commonwealth, comme institution internationale. La francophonie veut plus de visibilité et plus de poids politique, le mandat confié au nouveau diplomate le prouvera.

C'est au Sommet de Cotonou, en décembre 1995, que ces nouvelles orientations avaient été adoptées. L'apparition du poste de secrétaire, pour des mandats de quatre ans, reste l'élément clé du projet de nouvelle Charte de la francophonie qui y avait été adoptée. Outre l'Agence de la francophonie — la nouvelle monture de l'Agence de coopération culturelle et technique — le secrétaire aura sous sa responsabilité les institutions de la francophonie, l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, TV5, l'université Senghor au Sénégal.

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

15 NOV. 1997

afc

Le monde

Avec l'élection, dimanche, d'un premier secrétaire général

La «nouvelle» Francophonie sera plus politique

La francophonie est entrée vendredi dans une nouvelle ère, celle du politique. C'est en substance le message qu'ont délivré les 47 chefs d'Etat et de gouvernement — sur les 49 invités — présents à Hanoi pour l'ouverture du 7^e Sommet de la francophonie.

AP - Hanoi

Douze de ces chefs de délégation, dont le président français Jacques Chirac et le prince Albert de Monaco, se sont succédés à la tribune du Palais de l'Amitié pour développer les aspects de cette «nouvelle francophonie» qui leur tenaient à coeur.

Pour certains participants, la francophonie semblait toutefois un objectif relativement lointain. Le premier orateur, et non des moindres puisqu'il s'agissait de l'hôte du sommet, le président vietnamien Tran Duc Luong, a visiblement éprouvé des difficultés à lire un discours qui semblait avoir été écrit en transcription phonétique.

La plupart des orateurs ont expliqué que l'élection, dimanche prochain, du tout premier secrétaire général de la francophonie symboliserait avec éclat cette «promotion politique» de l'organisation, pour reprendre les termes du premier ministre canadien Jean Chrétien.

Jacques Chirac, assis au premier rang à la gauche du président togolais Gnassingbe Eyadema, a parlé de la «portée historique de cet acte» qui confèrera désormais à la francophonie «une voix et un visage».

Comme certains de ses pairs, M. Chirac a tenu à donner les lignes directrices du rôle de ce futur secrétaire général. Le plus original étant celui de «monsieur bons offices» qui lui sera conféré «en cas



Le premier ministre canadien Jean Chrétien a serré la pince du président français Jacques Chirac, hier, au sommet de la Francophonie.

de crise frappant un ou plusieurs des pays membres». Dans ce cas, le secrétaire général pourrait être appelé à la rescousse «à la demande des parties concernées, avec pour seul souci d'aider au rétablissement de la paix et de porter secours aux populations» a suggéré M. Chirac.

M. Chrétien a été plus précis en évoquant l'exemple de la situation «hautement préoccupante» de la région des Grands Lacs africains. «Notre plan d'action nous invite à bon droit à oeuvrer et à participer aux efforts de réconciliation entrepris sous l'égide de l'ONU et de l'OUA (Organisation de l'unité africaine)», a ajouté le premier ministre canadien.

De l'Afrique, il a été d'ailleurs

beaucoup question lors de cette première journée du sommet. Une controverse a en effet discrètement éclaté sur le choix probable du premier secrétaire général, l'ancien secrétaire général des Nations unies, l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, qui devrait être élu dimanche, avant la clôture des débats.

Plusieurs pays d'Afrique noire francophone, comme le Bénin et le Burkina-Faso, auraient souhaité qu'en vertu de leur représentation majoritaire au sein de la francophonie, un des leurs devienne ce premier secrétaire. Ils reprochaient aussi aux «parrains» de M. Boutros-Ghali, en particulier la France, de les avoir mis devant le fait accompli.

Bouchard montrera son texte sur les droits de la personne à Chrétien d'abord

HANOI (PC) — Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard montrera à Jean Chrétien son texte sur les droits de la personne avant de le présenter dans le cadre du sommet de la Francophonie, cet après-midi.

MARIE TISON

Un des membres de l'entourage de M. Bouchard a affirmé que les règles de participation du Québec au sommet n'obligeaient pas le premier ministre québécois Bouchard à agir ainsi, mais qu'il le faisait par pure courtoisie.

M. Chrétien, qui a rencontré le premier ministre du Québec tôt hier matin, s'est montré satisfait.

Pas de chicane

« Il n'y a pas de chicane à ce moment-ci, a-t-il déclaré aux journalistes en fin de journée vendredi. Je sais que vous aimez la chicane, et moi, je ne me sauve jamais de-

vant une chicane,

mais il n'y en pas. »

La 7^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de pays qui ont le français en partage s'est ouverte hier matin à Hanoi avec une série

de discours de chefs de délégation.

En après-midi, les participants ont entrepris une première séance de travaux à huis clos. Ils ont notamment approuvé l'adhésion de la Moldavie et de Saint-Thomas et Prince à la Francophonie, et ont accordé le statut d'observateur à l'Albanie et à la Pologne.

Les participants devraient discuter de questions plus substantielles en huis clos samedi. Au cours du volet politique, il sera notamment question de la démocratie et des droits de la personne.

En vertu des règles de participation du Québec au sommet, le premier ministre québécois doit se limiter à un rôle d'observateur dans ce volet. Il peut cependant intervenir sur des questions économiques après avoir obtenu l'accord du premier ministre du Canada.

Coopération

Toutefois, le premier ministre québécois peut participer pleinement aux discussions dans le volet de la coopération. M. Bouchard a l'intention d'aborder la question des droits de la personne dans ce volet en suggérant de sanctionner les pays membres qui font subir un recul à la démocratie en suspendant les programmes d'aide et de coopération.

M. Chrétien a précisé qu'il appartenait au gouvernement fédéral de prendre des décisions en matière de protection des droits de la personnes, mais que le Québec pouvait très bien exprimer son opinion.

« Si M. Bouchard est intéressé aux droits de la personne, tant mieux pour lui, a-t-il déclaré. Je le suis aussi. »

Il a pris soin de souligner qu'il avait soulevé la question lors de ses déplacements en Chine.

**Par
pure
courtoisie**

Bouchard montrera son texte à Chrétien

MARIE TISON

Presse Canadienne — Hanoi

Le premier ministre du Québec Lucien Bouchard montrera à Jean Chrétien son texte sur les droits de la personne avant de le présenter dans le cadre du sommet de la Francophonie samedi après-midi.

Un des membres de l'entourage de M. Bouchard a affirmé que les règles de participation du Québec au sommet n'obligeaient pas le premier ministre québécois Bouchard à agir ainsi, mais qu'il le faisait par pure courtoisie.

M. Chrétien, qui a rencontré le premier ministre du Québec tôt hier matin, s'est montré satisfait.

«Il n'y a pas de chicane à ce moment-ci, a-t-il déclaré aux journalistes en fin de journée hier. Je sais que vous aimez la chicane, et moi, je ne me sauve jamais devant une chicane, mais il n'y en pas.»

La 7^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de pays qui ont le français en partage s'est ouverte hier matin à Hanoi avec une série de discours de chefs de délégation.

En après-midi, les participants ont entrepris une première séance de travaux à huis clos. Les participants devraient discuter de questions plus substantielles en huis clos samedi. Au cours du



ASSOCIATED PRESS

Le premier ministre du Canada Jean Chrétien discute avec son homologue du Nouveau-Brunswick Ray Frenette (au centre) pendant que Lucien Bouchard lit un document de travail au sommet de la Francophonie, à Hanoi.

volet politique, il sera notamment question de la démocratie et des droits de la personne.

En vertu des règles de participation du Québec au sommet, le premier ministre québécois doit se limiter à un rôle d'observateur dans ce volet. Il peut cependant intervenir sur des questions économiques après avoir obtenu l'accord du premier ministre du Canada.

Toutefois, le premier ministre québécois peut participer pleinement aux discussions dans le volet

de la coopération. M. Bouchard a l'intention d'aborder la question des droits de la personne dans ce volet en suggérant de sanctionner les pays membres qui font subir un recul à la démocratie en suspendant les programmes d'aide et de coopération.

M. Chrétien a précisé qu'il appartenait au gouvernement fédéral de prendre des décisions en matière de protection des droits de la personne, mais que le Québec pouvait très bien exprimer son opinion.

Le Droit 15 novembre 1997

Ils veulent détruire et anéantir la francophonie

Denis Guibord
Gloucester

Je viens témoigner mon indignation auprès du gouvernement Harris et de sa Commission de restructuration sur les soins de santé. L'annonce du 13 août dernier sur l'hôpital Montfort n'est nulle autre qu'une fermeture déguisée.

Je suis né à Wendover, dans le comté de Russell. Nous avons élevé nos familles et donné le meilleur de nous-mêmes. En tant que francophones, nous avons également payé nos taxes foncières et scolaires; nous avons contribué au progrès de notre comté. On y retrouve une population francophone à plus de 75 %, dont 40 % ne parlent pas l'anglais. La population se répartit sur 25 villages où l'on compte plusieurs résidences pour personnes âgées. Aujourd'hui nous aussi avançons en âge et avons besoin de soins de santé, dans notre langue, pour s'exprimer et se faire comprendre.

De toute évidence, Messieurs Harris et Sinclair n'ont aucun respect ni aucune considération pour les francophones en Ontario. Ils nous enlèvent ce dont nous avons le plus besoin et qui nous est cher: notre hôpital Montfort, le seul hôpital communautaire de langue française en Ontario. C'est dé-

gueulasse!

Je dis notre hôpital car c'est nous, les citoyens, qui l'avons payé. Moi-même, je suis allé porter, à plusieurs reprises, des chèques de dons de milliers de dollars de la part des Chevaliers de Colomb Conseil 7190.

Le gouvernement et la Commission nous disent qu'ils vont s'assurer que nous serons servis en français à l'hôpital Général. Promesses vides... et fausses! Les médecins de cet hôpital ne comprennent pas le français; quand un patient francophone se présente et tente d'expliquer son mal, dans sa langue, le médecin le qualifie de «confus». C'est la barrière des langues.

Le gouvernement ontarien veut économiser de l'argent.

Est-ce une bonne gestion de fermer les salles d'urgence et d'opération des plus modernes d'un hôpital pour en construire d'autres ailleurs? C'est aussi ridicule qu'insensé!

La Commission nous dit que nous n'avons pas besoin d'urgence à Montfort. C'est absolument faux. On y dénombre entre 35 000 à 40 000 cas d'urgences par année. La Commission est mal renseignée ou ne veut rien entendre ni comprendre.

La Commission et le gouvernement tentent de nous faire croire

qu'ils vont améliorer le système de santé et de ce fait, économiser de l'argent. Ils ferment le Centre de cardiologie, la salle d'opération la plus spécialisée et l'urgence de Montfort, seul hôpital francophone en Ontario, pour organiser d'autres services ailleurs dans des hôpitaux à vocation anglophone. Les membres de la Commission et du gouvernement ne sont pas très forts en mathématiques ni conscients des besoins de santé de la population francophone. Il est clair qu'ils veulent détruire et anéantir la francophonie.

Avez-vous remarqué que la Commission ne parle pas de fermer les cliniques d'avortement, ces boucheries d'enfants? L'on tue, à volonté et sans scrupule, des enfants avant leur naissance; l'on paie ces tueurs d'enfants à gages avec l'argent de nos taxes! Mais on ferme les institutions qui luttent pour la survie et la santé de la population. C'est le monde à l'envers...

Fermons les cliniques d'avortement. Gardons nos hôpitaux ouverts! Que la Commission et le gouvernement Harris respectent la vie humaine, les aînés qui ont besoin de soins de santé et surtout la francophonie ontarienne!! Je n'ai pas de mots assez durs dans mon vocabulaire pour ces gens-là...

LeDroit accepte de publier les commentaires de ses lecteurs sur l'actualité. Toute lettre sera signée par son auteur, qui devra y inscrire son nom, adresse et numéro de téléphone, et ne pas dépasser 25 lignes. LeDroit ne s'engage pas à publier toutes les lettres reçues, ni à justifier leur non-publication. Il se peut que nous abrégions certains textes et nous éliminerons ceux qui comportent des injures personnelles. Notre adresse: «À vous la parole», LeDroit, 47, rue Clarence, pièce 222, Ottawa, Ontario, K1N 9K1.

No dispute with Quebec: PM

Jean Chrétien insists only the federal delegation can speak on political issues at the Francophonie summit, and he expects Premier Lucien Bouchard to follow the rules.

CAMPBELL CLARK
Gazette Quebec Bureau

HANOI - The federal and Quebec governments insisted yesterday no dispute exists between their delegations over the roles each should play in the Francophonie summit.

On Thursday, it appeared Premier Lucien Bouchard had caught federal officials off-guard when he told reporters he would call for the Francophonie to impose sanctions against countries that violate human rights.

POLITICAL ISSUES

Senior civil servants in the federal delegation responded that only the federal government can speak on political issues at the summit.

But after a brief meeting with

Bouchard yesterday just before the official opening of the summit, Prime Minister Jean Chrétien said there is no dispute and he expects Bouchard to follow the rules.

"For us, the debate is not on that at this moment, and they have rules they must follow. We'll see afterward if they have followed them or no; but they told me that they intend to follow them," Chrétien said. "So there's no dispute at this moment."

All Canadians are concerned about human rights, Chrétien said, and if the premiers of Quebec and New Brunswick want to express their support for rights at the summit, "it's completely within the concerns of all Canadians."

But he also said the federal government calls the shots on such issues.

"The political debate is a debate that belongs to Canadians. Canadians have opinions, so one can express opinions, but in that political debate, it's Canada who speaks for the debate."

A 1985 agreement between Quebec and the federal government outlined the rules for Quebec's involvement in

Francophonie summits.

It was Bouchard, then Canada's ambassador to France, who negotiated the deal on behalf of Ottawa.

The agreement calls for only the federal government to speak on international political issues. But it also allows Quebec to speak its mind in Francophonie sessions on co-operation and international-aid programs.

CALL FOR SANCTIONS

Bouchard's aides said yesterday the premier intends to make a call during those sessions for sanctions against countries that increase repression, linking such a move to the possible withdrawal of aid.

Chrétien said Bouchard promised to show him the text of what he will say before he speaks on the issue today.

"There's a system. He said he would submit his text to me."

One of Bouchard's senior aides, however, said Quebec would show federal officials the text of what Bouchard plans to say only as a courtesy, and they will not feel obliged to change it if the federal government objects.

The Gazette

Francophonie gets more teeth

NOV. 15, 1997

IMF

But leaders disagree on political role

CAMPBELL CLARK
Gazette Quebec Bureau

HANOI — Leaders of Francophone governments opened their biennial summit with speeches lauding their move to give the international organization a more active political role, but their opening addresses showed differences remain on what that role will be.

While Prime Minister Jean Chrétien and others made references to democracy and human rights, others ignored the issue and focused instead on economic development and co-operation, a priority for many developing countries in the Francophonie.

And some, including French President Jacques Chirac, talked about limits on the Francophonie's new role, saying it should not interfere with the sovereignty of nations.

The Francophonie has 49 members with French-speaking populations of varying sizes, from France and Canada to countries with only small numbers of French-speakers, like Romania.

The organization has long operated international-aid and co-operation programs, and worked to promote French language and culture around the world.

But this conference will give the organization a new structure, a new charter calling for a more active political role, and a secretary-general who will speak for the Francophonie on political issues. That post is set to go to former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali.

"Everyone perceives the historic meaning of this act," Chirac said in his speech. "From now on, the Francophonie will have a voice and a face."

Some in the organization have spoken of the new secretary-general as a potential mediator in regional conflicts involving Francophonie members, and of the Francophonie itself as being able to pressure its members to improve human-rights records.

But Chirac also stressed the limits on the secretary-general's role, in comments one Canadian diplomat interpreted as an attempt to reassure several African members, who fear the wider political role may be an opening to interference in local affairs.

"The Francophonie must, in effect, guard against all interference, all lessons in morality, all anathema. Our diversity is our strength," Chirac said.

"In case of a crisis that strikes one or several of our member countries, the secretary-general of the Francophonie can intervene at the request of the parties concerned, with its only concern to help the re-establishment of peace and bring aid to populations who need it."

The question of human rights was largely avoided by some leaders who spoke at the opening, including Vietnamese President Tran Duc Luong, who emphasized the need for more aid in economic co-operation and development.

"The Francophonie must guard against all interference, all lessons in morality. ... Our diversity is our strength."

French President Jacques Chirac

But others did broach the question, including Chrétien, who told the leaders that the organization should pursue efforts to establish the rule of law, prevent conflicts and

promote human rights. Mathieu Kerekou, president of Benin, made a call for strong Francophonie positions on democracy and human rights.

"The leaders that we are should understand that our peoples cannot easily support us as long as their most basic rights are undermined, and as long as they continue to be ... victims of arbitrariness and injustice built into our system."

"Our peoples cannot easily support us as long as their most basic rights are undermined."

Benin President Mathieu Kerekou

But it appears many members appear unwilling to give sharp teeth to the Francophonie to act on rights violations.

In a radio interview, Chirac said he does not favour giving the Francophonie a larger role in establishing sanctions against countries that increase repression, something Premier Lucien Bouchard said he would call for in closed-door sessions here.

"It's one point of view I do not share it," Chirac said, adding that sanctions rarely have positive effects and generally hit the needy hardest.

When sanctions are needed, it should be the United Nations that imposes them, Chirac said.

The Francophonie summit is also a chance for leaders of the member countries to conduct bilateral talks, and to push their foreign-relations agendas in a number of areas.

Chrétien made a pitch for support in getting more countries to join the treaty to ban land mines, although he said Thursday he does not expect to win over any of the four holdout governments in the Francophonie.

Bouchard says he'll respect rules: Chrétien

Confrontation over summit role defused

BY EDISON STEWART
OTTAWA BUREAU

HANOI — A threatened confrontation between Ottawa and Quebec over the latter's role in foreign policy appears to have been averted.

Prime Minister Jean Chrétien said yesterday that Quebec Premier Lucien Bouchard has assured him that when he speaks to the 46-country francophone summit today he will respect the rules and not get into issues reserved for Ottawa.

At issue is Bouchard's stated intention to propose that members guilty of flagrant human rights abuses face sanctions from other summit countries.

Federal officials said last night the word "sanctions" is "very, very special in international law" and the imposition of sanctions is reserved for sovereign states, not provinces.

Bouchard's proposal also ran into trouble from a country he usually considers an ally — France.

French President Jacques Chirac told Radio-Canada that France doesn't want the Franco-phonie, the French-language

version of the Commonwealth, dictating to its members and imposing sanctions.

Chrétien was almost as explicit at the summit's opening ceremonies, calling for "strict respect of each other's sovereignty" and the avoidance of "all interference" and "moral lessons."

Chrétien acknowledged it remains to be seen whether Bouchard, who did not speak to reporters yesterday, stays within bounds when he speaks to the summit today.

But, Chrétien told reporters "he told me he would submit his text to me (in advance). Can he do more than that? I don't imagine."

"There are rules that have to be followed. We will see later if he has followed them or not," he added.

"So there is not a dispute at the moment. I know you would like to have one . . . but there isn't one. Sorry to disappoint you."

Bouchard's proposal comes as the two governments are already fighting over Quebec's right to sign an agreement with France on enforcement of child-support orders, and after Bouchard's highly publicized visit to Paris, where he claimed French support for Quebec independence following a separatist ref-



REUTERS PHOTO

WARM WELCOME: Prime Minister Jean Chrétien receives a bouquet of flowers from a woman greeting him as he enters a Hanoi restaurant yesterday.

erendum victory.

Chrétien said the two did not discuss the dispute over the child-support enforcement agreement during their pre-summit chat, reportedly held at Bouchard's request, and added that Ottawa is not about to back down. Ottawa says the proposed wording implies that Quebec is already independent.

"There again there are conditions which have to be respected," the Prime Minister said.

"If they want to respect the conditions that have long been clearly established, there will be no problem."

Federal officials said both leaders, however, displayed a

strong desire to avoid such disputes before an international audience.

"We have enough of them at home; no need to have them abroad," one said.

The summit opened yesterday in Hanoi's refurbished 1908 opera house, not far from the so-called "Hanoi Hilton" where some American prisoners were housed during the Vietnam War.

Chirac issued his now-traditional warning about the dominance of English as the world's common language. Ironically, he did so in a room marked with English-language signs that read No Smoking.

Chrétien urged the summit's few remaining holdouts to join the Canadian-led campaign to ban anti-personnel land mines.

But he was rebuffed by Vietnam, among others. Vietnam does not and will not export such mines but feels it must retain them for defence, the Prime Minister said after a meeting with Phan Van Khai, his Vietnamese counterpart.

Chrétien ducked out of the summit briefly to have lunch at a popular restaurant and Parisian-style bakery that doubles as a vocational school financed in large measure by a \$50,000 grant from Canada.

West African countries fear influence will be diluted

Oppose admitting nations without French-language history to Francophonie; worry formal head will meddle

BY TU THANH HA
The Globe and Mail

ANNOI — Even as the Francophonie is trying to turn itself into a more political organization, resistance from West African countries appears to have a slowing influence at this year's gathering of French-speaking states.

As the seventh Francophonie summit opened here yesterday, this was evident in the words of French President Jacques Chirac on human rights.

And with Albania, Poland and Macedonia receiving observer status, the African reluctance was also noticed in the debate over who should be admitted to the 49-member organization.

This year's summit will elect a secretary-general for the organization, a new position that will give the Francophonie a permanent, high-profile spokesman on issues such as human rights.

Mr. Chirac has ruffled some feathers by promoting the candidacy of former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali. Yesterday, he had to make it clear to uneasy African nations that the new secretary-general will not meddle in their internal affairs.

At the same time, diplomats reported that some African members were unhappy that the Francophonie was admitting countries that have few historical or cultural links to the French language.

There are 29 African members, and they worry that the arrival of new, non-traditional states would dilute their voting weight and cut into the available co-operation money, a diplomat said.

As the Francophonie seeks to become a Commonwealth-style political body, the issue of what role it should play on human rights



Quebec Premier Lucien Bouchard, left, New Brunswick's Raymond Frenette, centre, and Prime Minister Jean Chrétien settle in for talks. (FRED CHIARTRAND/Canadian Press)

has exposed again a traditional controversy in the organization.

"Francophonie has to refrain from any form of interference, moralizing or condemnation," Mr. Chirac told the delegates in his speech at the opening ceremonies. "Our diversities are our strength."

In case of a crisis affecting one or several member states, the secretary-general of the Francophonie would intervene only at the request of the concerned parties, he said.

The French President later added: "Each one can legitimately claim to belong to a certain political tradition, to a certain social practice. No one has a monopoly on good government. No one has the best recipe for democracy."

In an interview with Radio-Canada, Mr. Chirac also stated that the Francophonie should not use sanctions against human-rights-abus-

ing countries, a proposal advocated by Quebec Premier Lucien Bouchard.

"I never really saw sanctions yield positive results. As a general rule, sanctions only strengthen the authorities in their high positions, while those who suffer will be the weak, the poor, the children, the elderly, those who will be denied milk, medications, food."

Sanctions are a method that, "rightly or wrongly," should be left to the UN, Mr. Chirac said. "Let's not expand this policy to other organizations."

Meanwhile, Ottawa and Quebec were trying to paper over their differences after Mr. Bouchard surprised the federal side with his call for sanctions against states where human rights suffered setbacks.

Federal officials initially said such proposals should be left to Prime Minister Jean Chrétien.

In a typically Canadian dispute, the Quebec delegation maintained that it was within its jurisdictional right to raise the issue. It alluded to an agreement at the 1985 Paris summit, between Prime Minister Brian Mulroney and Quebec Premier Pierre-Marc Johnson, that defined each side's role. As Canada's ambassador to France at the time, Mr. Bouchard helped draft that deal.

According to Quebec's interpretation of the 1985 pact, it can raise the issue as part of talks on economic co-operation. "What you aren't allowed to do directly, you're aren't allowed to do indirectly," a federal official complained.

Mr. Chrétien, after a meeting with Mr. Bouchard, said: "The rules exist. Mr. Bouchard said he would follow the rules. That's fine with me."

Mr. Chrétien nonetheless took a jab at his provincial counterpart, knowing that Mr. Bouchard had come to the summit from a trade mission to China where he did not speak about human-rights abuses.

"I raise the issue of human rights all the time," Mr. Chrétien said. "I raised it at all the meetings I've had in China. I raised it earlier in my meeting with the [Vietnamese] Prime Minister. I talk about it all the time."

Mr. Chrétien also used the summit to speak about land mines. There are four Francophonie members that have not agreed to join Canada's initiative to ban mines — host country Vietnam, Laos, Egypt and Bulgaria — and the Prime Minister conceded it isn't likely the four will yield.

Reflecting the eerie mood such summits sometimes assume, the opening ceremony yesterday featured 11 consecutive lengthy speeches by heads of state or government.

THE GLOBE AND MAIL NOV. 15, 1997

IMF
GAC
ACH

Bouchard backs down

Quebec premier defers to Chrétien,
agrees to follow summit rules he helped write

BY JACK AUBRY
The Ottawa Citizen

A.4

HANOI, Vietnam — After meeting with Prime Minister Jean Chrétien, Quebec Premier Lucien Bouchard backed down yesterday on his tough stand for sanctions against countries that violate human rights.

In the process, Mr. Bouchard avoided a major confrontation at la Francophonie with the prime minister and French President Jacques Chirac, and he avoided breaking the rules governing Quebec's participation in the summit — rules he helped write more than 10 years ago.

Mr. Bouchard had told reporters on Thursday that he planned to raise the issue of sanctions at the summit. That would have broken the summit rules

governing Quebec, because sanctions are a political matter on which only the federal government is allowed to speak.

Mr. Bouchard helped draft the rules of Quebec's participation in la Francophonie while he was Canada's ambassador to France in 1986.

The meeting between Mr. Chrétien and Mr. Bouchard was called "cordial" by both sides.

Mr. Chrétien and his senior officials said Mr. Bouchard has agreed to submit the text of his speech to the prime minister today before presenting it to the summit. Mr. Bouchard has also agreed that instead of talking about sanctions, he will only talk about penalizing countries by holding back aid when they violate human rights.

The Quebec media have criticized la Francophonie for its weak record on human rights.

The Quebec premier avoided reporters after the meeting. At the opening of the first plenary session, a frowning Mr. Bouchard sat at the Canadian table thumbing through a book while Mr. Chrétien and New Brunswick Premier Ray Frenette chatted amiably.

Mr. Bouchard's sanctions comment also placed him on a collision course with the president of France.

In an interview with Radio-Canada, Jacques Chirac condemned the use of sanctions, saying they generally make the poor and elderly suffer while boosting the authority of the offending government.

Mr. Chirac says he favours solidarity among the 46 countries in the organization.

For instance, Boutros Boutros-Ghali, the new secretary general of the group, will only be allowed to in-

tervene in a country's problems by mutual consent of the factions in a dispute.

Mr. Chrétien tried to downplay the strained relations with the Quebec government.

"For us, the debate is not on this at this time," Mr. Chrétien said.

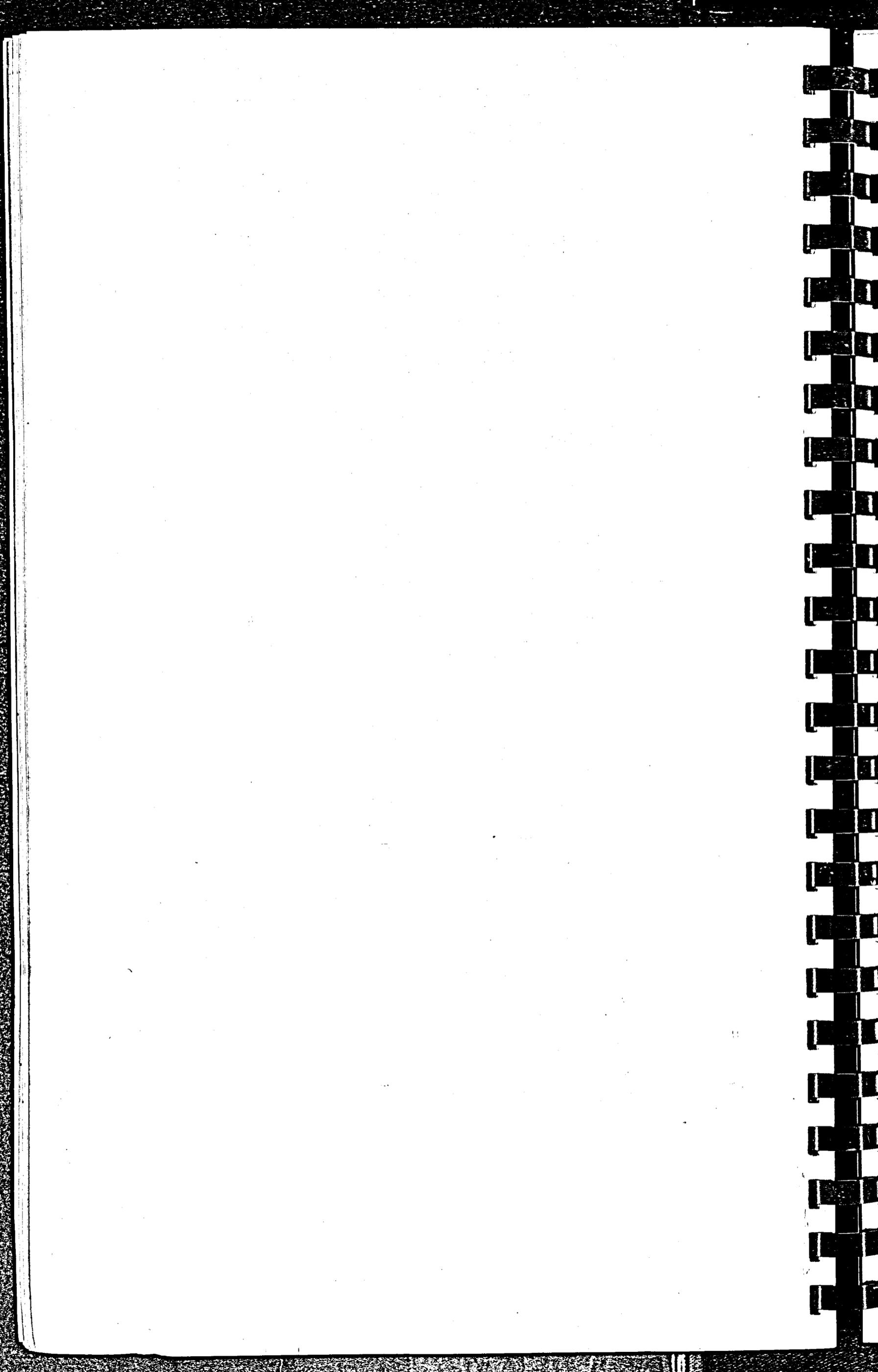
"(Quebec) has rules to follow, (and) we will see after if they followed rules or not. They told me that they intend to follow them, so there is no fight right now.

"I know you would like to have one, and I never back down from a fight, but there isn't one."

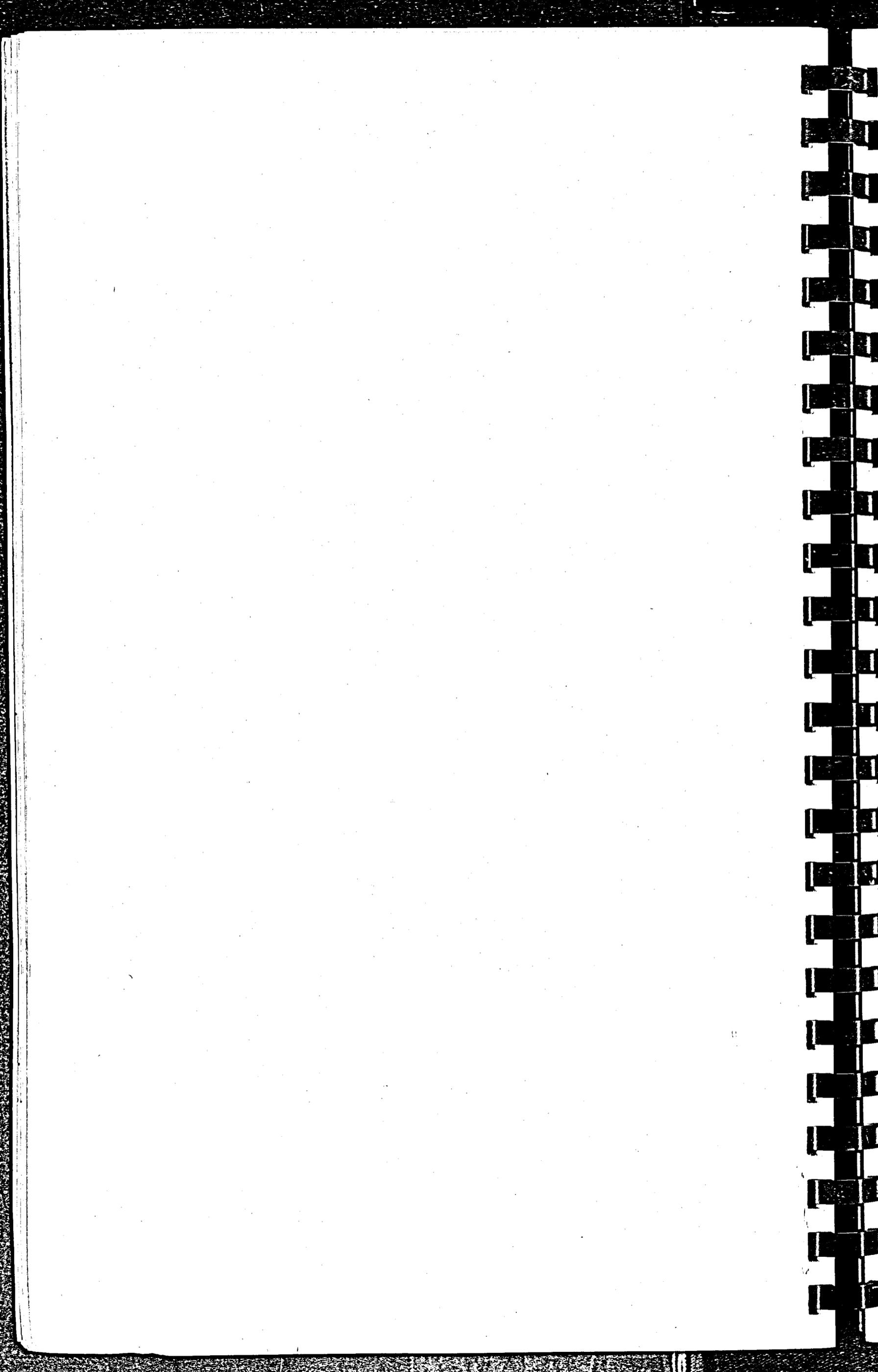
Mr. Chrétien said talks with Romania and Moldova in Hanoi have persuaded the two nations to sign the land-mines treaty next month.

But he was less positive about summit host Vietnam.

"It was mentioned, but I don't think (Vietnam) will sign because they use (mines) as a defensive weapon because of their neighbours."







VIETNAM COURIER

9-15/11/97

CANADA - La Francophonie, une ouverture sur le monde

Monsieur l'Ambassadeur, quelle est la signification de la Francophonie pour le Canada ?

La Francophonie fait partie intégrante de la politique étrangère du Canada : c'est un prolongement naturel de la configuration linguistique du pays sur le plan international. Le Canada est donc membre de toutes les organisations francophones multilatérales; il est l'un des Etats fondateurs de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) au sein de laquelle nous jouons depuis son origine un rôle très actif.

Appartenir à la Francophonie, pour le Canada, c'est donc faire partie du riche réseau des 49 pays et gouvernements qui ont le français en partage. C'est aussi révéler au reste du monde les traits de sa physionomie et donner aux Canadiens et Canadiennes d'expression française, ainsi qu'aux francophiles du Canada, une ouverture sur le monde et des possibilités de rayonnement dans un vaste ensemble de pays répartis dans toutes les régions du monde.

Pouvez-vous nous parler de la coopération canadienne au sein de la Francophonie ?

Depuis le début des années 1970, le Canada fournit un appui aux pays francophones par le biais de son programme d'aide publique au développement. C'est l'Agence canadienne de développement international qui gère ce programme dont bénéficient actuellement 35 pays d'Afrique, d'Asie et des Amériques membres de la Francophonie. Chaque année, ce financement s'élève à plus de 160 millions de dollars canadiens.

Sur une base multilatérale, nous contribuons au Fonds Multilatéral unique et au Programme spécial de développement de l'ACCT, au fonds international de coopération universitaire de l'AUFELF-UREF, à la Conférence des ministres de l'Éducation de la Francophonie et à la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie. Enfin, depuis 1987, à l'occasion du premier Sommet de la Francophonie, le Canada finance le Programme des bourses de la Francophonie qui vise à



M. Marius Grinius, Ambassadeur du Canada, et le Dr Pham Thuy Lien, lors d'une cérémonie de signature au Centre d'Éducation sur le Cancer

resserrer les liens du Canada avec les pays en développement de la Francophonie et à contribuer au développement durable des ressources humaines de ces pays. Depuis 1991, le Vietnam a obtenu 36 bourses pour permettre à de jeunes Vietnamiens de poursuivre des études au Canada. Cette année, dix nouvelles bourses seront octroyées au Vietnam.

Est-ce que le Canada a apporté un appui au Vietnam pour la préparation du VII^e Sommet de la Francophonie ?

Oui, nous avons travaillé très activement à la préparation du Sommet. Depuis plus d'un an, nos spécialistes, conjointement avec les spécialistes français et le Comité National Vietnamien de Préparation du VII^e Sommet se rencontrent en comité tripartite pour planifier cet événement. Le Canada a contribué pour 4 millions de dollars canadiens en aide technique et en équipements dans les domaines de la santé, de la sécurité, de la coordination et des communications.

Nous avons été très impressionnés par la qualité de la planification et les grands efforts de préparation du Gouvernement du Vietnam.

VIETNAM COURIER

DATE: 9-15/11/97

→ Pouvez-vous nous parler de la coopération canadienne au Vietnam en dehors des activités de la Francophonie?

Il est difficile de résumer en quelques lignes toute l'étendue des activités de développement canadiennes au Vietnam. En effet, des partenariats de plus en plus nombreux entre Vietnamiens et Canadiens de tous les milieux se développent dans les villes, les villages et les communes du nord jusqu'au sud du Vietnam. Des techniciens, des fonctionnaires, des gens d'affaires, des professeurs et des volontaires canadiens travaillent avec leurs partenaires vietnamiens pour le développement du Vietnam.

La coopération canadienne implique un engagement au développement durable, à la réduction de la pauvreté et au développement de relations à long terme. Depuis 1990, plus de 250 projets financés par l'Agence canadienne de développement international ont été réalisés. Ils vont des projets complexes réalisés sur plusieurs années et qui fournissent une assistance technique, de l'équipement et de la formation à de grandes institutions vietnamiennes jusqu'au travail de développement communautaire qui rejoint la vie des plus pauvres parmi la population.

Vietnamiens et Canadiens travaillent ensemble sur les questions de réformes économiques et administratives; sur la réduction de la pauvreté et sur les besoins humains fondamentaux; sur l'éducation, la formation et la modernisation des technologies; sur la question de la pleine participation des femmes dans les processus de développement; et sur la protection environnementale. Le Canada est fier de pouvoir s'associer à ses amis vietnamiens dans le processus de développement du pays et de contribuer ainsi à la prospérité à long terme du Vietnam.



Projet d'adduction d'eau dans une région défavorisée

VIETNAM COURIER

DATE: 9-15/11/97

Vietnam set to link up to Internet on November 15

By Ngoc Thu

Vietnam will officially hook up Internet on November 15, said sources at the Coordinating Board of the Internet Vietnam.

The Vietnam Data Communication Company (VDC) under the Vietnam Posts and Telecommunications Corporation (VNPT) has been appointed by the Government to be the sole Internet Access Provider (IAP).

Vietnam now has about 100 computer networks, but only a few of them have established Internet links. Those with Internet links include the VARENET of the National Centre for Natural Sciences; the Toolnet of the Ministry of Science, Technology and Environment; and the HCMC Net of the Ho Chi Minh City Centre for Science and Information Technology.

VDC will set up two gateways for Internet links in Hanoi and Ho Chi Minh City. It is now in charge of four international channels, the Domain

Name System (DNS) and the Vietnam Network Information Centre (VNIC). Its e-mail service network is one of seven in Vietnam and has 2,500 users, 20% of the current market.

The Corporation for Financing and Promoting Technology (FPT) has operated an intranet called "Vietnam Wisdom" for over a year and has about 10,000 users. FPT is now adapting its interface to the Internet with a 500,000 USD investment.

Netnam, a network of about 2,000 e-mail users, is expected to have a six month operating license. Netnam is operating on a 64-Kb/sec. channel from the Hanoi gateway.

Mr Chu Hao, executive deputy minister of Science, Technology and Environment, said that the first ISP's to be licensed will be those which have adequate equipment and personnel and a steady source of subscribers. He also said that about seven operating intranets will likely receive licenses. — VNC

VIETNAM COURIER

DATE: 9-15/11/97

France leads EU investors in Vietnam

By Ngo Hoc Hai

France is leading other European Union investors in Vietnam with a total investment capital of almost 693 million USD in 86 projects, officials of the Ministry of Planning and Investment (MPI) told the *Courier*.

French investors were among the earliest investors in Vietnam, said officials, with the first license being issued to a French project in September 1988, nine months after Vietnam promulgated its foreign investment law.

Although France now ranks 10th among the 63 countries and territories investing in Vietnam, its investors are considered by Vietnamese partners to have good financial prowess, strong technological capability and a good understanding of the Vietnamese culture.

Strong base

France's historic connection with Vietnam has allowed its investors a degree of flexibility to help them win bids against investors from other countries and territories.

For example construction project of the Vietnam Press Service Centre in Hanoi was originally a joint venture between the Vietnam Journalists' Association with a South Korean company. However, when this South Korean partner failed to contribute 75% of the required capital and backed out of the project, many other potential partners campaigned hard to win the project. The Belgium-based Vietnam Investissements SA of France easily won the bid because it agreed to allow 10 days of free use of the future building's 200-seat meeting hall for Vietnamese journalists.

The Vietnam Investissements SA also agreed to increase the joint-venture's investment capital from around 2 million USD to over 6.5 million USD and expand the J V's

scope of operation.

Said Mr. Phung Quang, deputy director of the joint venture: "We have been serious partners, working closely together to overcome difficulties. We all intend to make it a long-term and lucrative venture of mutual benefit to both parties."

Right partnership relations

Most other French-invested projects in Vietnam also owe their progress to their good partnership relations. In the case of the Sofitel Metropole, handling relations with local partners meant the project's success. The hotel now leads all of Hanoi's five-star hotels in both turnover and occupancy.

Over the past eight years of joint venture, the Sofitel Metropole board has paid proper attention to creating good operating conditions for local organisations within the J-V and has even organised regular recreation and welfare activities for its staff.

Mr. Ricardo Perran, ex-director general of the J-V and now general director of the Accor Group in Asia-Pacific, said that the presence of different organisations within the joint-venture was did not interfere with worker relations. He also said the JV's Vietnamese workers had a good sense of duty, a proper respect for their labour contracts and could meet professional requirements.

"We in the managing board had respect for each other's opinion and this really helped us overcome differences which emerged as a result of our cultural gaps," he said.

The hotel industry has the largest share in the French investment, followed by agriculture-forestry and food industry, each accounting for over 20% of the invested capital.

There have been examples of failure as well. So far, two projects have expired and 19 others have dissolved before expiration, taking with them 300

million USD of registered capital.

Among these failures were the two Total oil and gas projects and a VMH project growing white sandal wood.

However Total is successfully investing in liquefied gas. It has recently set up a 11-million-USD joint-venture to can liquefied gas in Haiphong in the North and will soon open another J-V in Can Tho province in the South.

A sense of sharing

French investors' sense of sharing has helped Vietnamese finance projects. They have opened many bank branches in Vietnam and helped Vietnam re-integrate the banking system to comply with international financial organisations.

The French Government has forgiven Vietnam 1.2 billion francs (50%) of its debt and released 34 million francs in Vietnam's frozen assets at the French Treasury. Also, between 1989 and 1996, the French Government gave Vietnam a total credit of 1.8 billion francs.

There are many other fields where concern about French investment has materialised or been expressed. However, as an MPI official said, most French projects in Vietnam have reaped encouraging successes. Altogether, they have disbursed over 60% of their registered capital, generated a yearly turnover of 595 million USD and created over 7,400 new jobs.

"I would say that the French investment is creating favours for both sides, France and Vietnam," said the official. "The pace of business is picking up. The Vietnamese side is also having access to new French technologies as well as French managerial expertise."

However, the same official said that France could increase its investment further to really match its potential as well as its historic place in Vietnam. — VNC

VIET NAM NEWS

DATE: 15/11/97

President Trần Đức Lương's speech



President Trần Đức Lương welcomes the delegates.

Nations and representatives of the Non-Aligned Movement.

We are very honoured to receive you, national leaders, esteemed guests, friends from all the continents to our country. I believe that this summit will leave you as well as our Vietnamese people with a deep impression.

Since the first Francophone Summit organised in Paris in 1986, each summit has constituted a chance for us, friends from all the continents to gather sharing the diversified moral and cultural values of the community.

It is the moral and cultural values that unite the community and makes...

(Turn to P.4)

side...

...it further develop. This is the reason we receive new friends at each of the summits.

Basing ourselves on this spirit, I warmly welcome representatives of Albania and Poland to this solemn opening session of the Summit.

The Francophone Summit is a festival of friendship and co-operation.

It is also a chance for heads of States to exchange views in the spirit of mutual understanding and to seek common approaches and solutions for problems of common concern to our community as well as all mankind.

The Hà Nội Francophone Summit's theme of *Strengthening solidarity and cooperation in the French Community for peace and socio-economic development* is vivid evidence of such an idea.

As the host country, we sincerely thank all member countries for advocating the choice of this theme.

We are witnessing the final years of the 20th century with its fierce economic competition. Such circumstance requires each nation of the community to be fully aware of the demand for enhancing co-operation for development and for making better use of the potential of each country on the basis of mutual help and benefit.

Nowadays, we talk of economic globalisation while poverty, hunger and disease still rampage in many parts of our countries.

We speak about information highways while many children cannot go to school and live in a worsening environment.

In highlighting these contradictions, I would like to underline the amount of work which has to be done as well as its complexity and urgency.

To settle such problems, all developing countries must first develop their own internal force.

This is very important and demands an intense joint effort among all countries in the community, especially when dealing with issues that cannot be solved by a single country.

It is the right time for us to execute positively initiatives for establishing the common economic space as presented to the Cotonou Summit in December 1995.

I believe that you will agree with me that in order to make the community develop harmoniously and the idea of the community exist forever, economic, trade, scientific and technological ties should be raised to that of political and cultural relations so as to create dynamic, diversified and effective co-operation within the framework of the community.

It is hoped that our community with all its special characteristics will have many models of North-South and South-South cooperation.

To unite with and help the countries which suffer the most conforms with our sentiments and I hope that concrete decisions at this summit will provide new energy for co-operation and "mutual development."

Therefore, I warmly welcome the *Business Forum for Francophone Countries* held in HCM City early this month; the *Conference for Teaching the French language and its Use in Class* and the *Conference of Ministers of University Education and Research* organised in Hà Nội, Huế and HCM City.

I highly appreciate the initiatives proposed at these forums.

A pre-requisite for development is peace and stability.

Such sentiment has been reaffirmed by our community with the many declarations and resolutions adopted at previous summits, the value of which remain valid.

Page 1

On behalf of the State and people of Việt Nam, I express my deep compassion for those people in countries suffering loss and hardship which are consequences of instability caused by different reasons.

I believe that with the efforts of the governments and people of the countries involved countries and constructive contributions by the international community, including the Francophone Community, regional conflicts and areas of tension will be soon settled.

Peace will be restored and people in these countries will have the conditions necessary to build and develop their nations thus contributing to the preservation of peace and international security.

The Seventh Francophone Summit is the first such summit to be held in Asia. As such it shows the desire of the community's members to develop co-operative ties with Asia - a region known world-wide for the dynamic growth of its many nations, including those which are members of the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN), even though they are currently experiencing a monetary crisis.

Việt Nam and Laos have become members of ASEAN; Cambodia will be a member soon.

I hope that the summit will provide a favourable opportunity to accelerate relations between countries using the French language; Asia in general and ASEAN in particular.

Our get-together this time will constitute a memorable event in many senses: This is the first time we will elect a General Secretary of the Francophone Community who will be the representative and spokesperson for the community.

We believe that the general secretary elected at this summit will excellently fulfil his assigned tasks and increase the contribution to having the community gain its deserved place in the world's political and economic life.

Việt Nam highly appreciates efforts of the Standing Francophone Council in preparing for the summit particularly in the drafting of the *Hà Nội Declaration* and the *Plan of Action* which have been agreed to by the *Foreign Ministers' Conference* and will be submitted to our summit for approval.

I hope that the summit will consider these document favourably and adopt them so that they are used as a basis for the community's immediate and future...

(Turn to P.5)

15/11/97

VIET NAM NEWS

...co-operation programmes.

Việt Nam has participated at Francophone Summits since the first summit was held.

Việt Nam has for long been attached culturally and sentimentally to other countries which are members of the community, particularly those African nations whose destiny once made them our fellow travellers on a longroad filled with hardships and pain in Việt Nam's history.

Today, Việt Nam has diplomatic ties with more than 160 countries.

It has taken an active part in the activities of the United Nations; the Non-Aligned Movement (NAM), the Association of Southeast Asian Nations (ASEAN) and other international and regional organisations.

Việt Nam will try its utmost to make further, worthy contributions to consolidate peace, friendship, co-operation and development in Southeast Asia, in the Francophone Community and the world.

Việt Nam's comprehensive *đổi mới* process of the last than 10 years, with its shift from a bureaucratic and centrally-planned economy to a socialist-oriented market economy, with strict State management, has brought encouraging achievements to the nation and each family.

Việt Nam has basically solved a grave socio-economic crisis; achieved high growth rates over many consecutive years; curbed inflation while the living standards of the people has improved considerably.

With such significant achievements, Việt Nam is entering a new era of development - an accelerating process of industrialisation and modernisation.

However, Việt Nam is still a poor, developing country.

We are well aware of difficulties and challenges ahead in our national development process. We are fully aware of the great difficulties and challenges ahead in our new stage of boosting modernisation and industrialisation.

Việt Nam has gone through uncountable sacrifices and hardships to preserve national independence and freedom; the rights to life; the rights to happiness of each individual, family, village, community and the entire nation; the rights to preserve the traditional cultural and moral

In our struggle for national independence and construction, we have, and are, receiving great material and moral support from fraternal countries and peoples, as well as from those people in the world of goodwill and consciousness.

We will never forget your sentiment.

From this forum, I once again express sincere thanks to the international friends and people who have wholeheartedly supported Việt Nam.

The 21st century is approaching. Generations of the Vietnamese people, today and tomorrow, are ready to join forces with all of you to turn a new page of history and build a better world.

Before ending, allow me on behalf of the State and people of Việt Nam to sincerely thank the governments, non-governmental organisations and involved foreign organisation located both in Việt Nam and other countries, and all those people who have been working with Việt Nam in preparing and organising this summit.

Once again I would like to thank you, participants to the Seventh Francophone Summit, and visitors to Việt Nam.

I would like you to convey the best greetings from the Vietnamese leaders and people to the leaders and people of the countries which are members of the community.

I wish the peoples of the Francophone Community happiness and prosperity.

I wish the summit a complete success. — VNS

2/2

26

Francophone Summit opens with focus on economics and politics as well as culture

15/11/97

Page 1
VIET NAM NEWS

The seventh Francophone summit meeting opened in Hà Nội yesterday with most speakers highlighting the need to forge the organisation into a more political and economic entity than just being a collection of nations influenced by French culture and language.

Vietnamese President Trần Đức Lương opened the summit, being held in Asia for the first time in its 12-year history, by stressing the economic importance of economic co-operation among the 49 member countries and regions.

"This summit opens at a time when there is strong economic competition throughout the world as we approach the 21st century," President Lương said in French in his opening address to delegates from

48 of the 49 Francophonie members in Hà Nội's especially refurbished Việt - Xô Cultural Palace.

He said it was an opportunity for the Francophone countries to co-operate with the countries of Asia and ASEAN and raise the banner of the Francophone community world-wide.

While Việt Nam chose economic co-operation as the theme of the summit, French President Jacques Chirac in his opening speech didn't forget the cultural or linguistic.

Chirac said that the Francophone text, sound and images "must be massively present" on the information super highway (Internet), and that the Francophone movement needed to be on guard against the world ending up speaking and thinking the same way.

"Nations need to fight and

preserve their linguistic and cultural diversity," President Chirac said.

The French President also broached the political aspect, saying that "Francophonie is a resolutely political undertaking....(and) ambitious in its vision."

Chirac said the election of the first Francophone secretary general at this current summit would be "historically significant," and would provide a "voice and face" to "speak loud and high our ideals and concepts."

The to-be-elected secretary general would intervene "at the request of the parties concerned" to restore peace in any crises hitting member countries, President Chirac said.

All told, 11 delegation leaders ...

(Turn to P.2)



Canada's Prime Minister Jean Chrétien

...delivered opening speeches to the summit, which is scheduled to end tomorrow.

All speakers expressed their sympathy and sorrow with the massive loss of life and property caused in southern Việt Nam two weeks ago by storm Linda.

The delegates also heard a letter of greeting read out by a representative of the UN General Secretary Kofi Annan that stated in part that the proposed creation of a general secretariat of the Francophone community would help co-ordinate initiatives for a better world in the constellation of institutions in service of international co-operation.

President Lương personally greeted the head of each of the 47 delegations as they entered the Việt-Xô Cultural Palace before they joined each other on the flower-decked stage to launch what is Việt Nam's biggest-ever international gathering.

About 2,000 official delegates, and an estimated 500 media representatives, have come to Hà Nội for the summit.

The official delegates include 16 heads of state and 15 prime ministers.

Below are excerpts from addresses made at the opening ceremony by Benin's President Mathieu Kérékou, France's President Jacques Chirac, Togo's President Gnassingbé Eyadéma, Canada's Prime Minister Jean Chrétien, Gabon's President El Hadji Omar Bongo, Niger's President Ibrahim Mainassare Bare, Burkina Faso's President Blaise Compaoré, Lebanon's Chairman of the Council of Ministers Rafic Hariri, Cape Verde's President Antonio Mascarenhas Monteiro, Crown Prince Alber of Monaco, and from the message of UN Secretary General Kofi Annan read by Pérez de Cuéllar.

BENIN: The pertinent decision taken at Cotonou in December 1995 to affirm the political dimension of the Francophone movement built on a new constitutional architecture adapted to its universal mission and vocation, was an adequate response to the stakes and challenges of our era, namely economic internationalisation and technological globalisation. It's true that the solidarity based on the faith in the values supported by the French language and our respective cultures will not be able to withstand the reductive and impoverishing effects of the current trend of cultural uniformisation unless this faith provides itself with the political means that can safeguard and ensure the blossoming of our Francophone identity.

It's clear in our mind that Francophone countries will betray the essence and finality of the noble idea that inspires and mobilises if, in practice and in its stand, everywhere in the world, Francophone countries do not reiterate untiringly its unswerving attachment to the values that oppose the fatality of aggression, humiliation and exploitation of man by man.

While man's genius has invented scientific and technological solutions for man's happiness, one cannot help observe with sadness that at the dawn of the third millennium the world is dehumanising itself more and more and that instead of an intelligent and coherent development policy there is a policy of humanitarian assistance which, though generous, is circumstantial and inevitably limited. First of all man must be helped to live and prosper on the basis of the values inherent in himself as well as those inherited from nature.

Definitely this is the great challenge that is posed to Francophone and that must be responded by all means in order to realise the fullness of our humanist vocation.

Without doubt, our common organisation will lose all credit if during our meeting here, in Hà Nội, we forget Burundi, Rwanda, Congo-Brazzaville, the Democratic Republic of Congo and all those areas within our geographical and linguistic space and now in trouble because of fratricidal confrontations. We must unequivocally express our sympathy with these fraternal countries and voice our support for their tried and hurt peoples.

2/4

VIET NAM NEWS

DATE: 15/11/97

FRANCE: For the French, this first summit in Asia has major significance.

Việt Nam, Hà Nội, these names resound in our hearts; names where history and memories are lodged.

Our ties, built in the past in passion and pain, are today blossoming into a rich and confident dialogue. I am happy about that and I would like to thank, in the name of us all, the Vietnamese authorities who have organised this summit.

This historical meeting, which opens a new era for the Francophone community, is also a moment of friendship.

Asia, a major pole of development and world economic exchange, will acquire tomorrow a political clout corresponding to its civilisations; its dynamism and its power.

It is a well known fact that the Francophone community has established an historic pedestal on the Indochinese peninsula and in the South Pacific.

No doubt, use of the French language has eroded in Việt Nam, Cambodia and Laos. It remains embryonic in some other Asian countries. But the initiatives taken by Việt Nam the last few years are brightening our horizon and justify our optimism: French teaching in this part of the world has been progressing sensibly and the bilingual courses are regarded here as places of excellence.

It can be said that the Francophone community is a definitive political undertaking. An undertaking patient in its movement but ambitious in its vision and faithful to the spirit of its pioneers.

I am thinking of Leopold Sedar Senghor, of Habib Burguiba, of Hamani Diori, of Jean-Marc Leger, of Norodom Sihanouk - to whom I wish to pay particular homage here.

I am thinking of Dr. Emile Zinsou, who has presided over the Permanent Council of the Francophone Community with such distinction.

I am thinking with gratitude of all the activists who have fashioned the utensils of the Francophone Community: the agency AUIPELFF - UREF, the AIPLF, the TVS, the AIMF.

However, the Francophone community also means economic and technological co-operation.

Cù Huy Cận has described the Francophone community as: "A community of culture which can develop only in close subordination to economic and technological exchanges." I support this judgement.

It is not without reason that our Vietnamese hosts have expressed the wish that the economic dimension of our common undertaking be highlighted on the occasion of this summit. There are among us prosperous countries and others which are advancing along the road of development.

In the southern countries in particular, the elementary needs of education, training, equipment and capital have not been satisfactorily met. It is the mission of the Francophone community to address this because the Francophone community means solidarity. This solidarity meets a moral imperative of the prosperous countries while also meeting their own interests.

The Francophone community is also - and perhaps first of all - a certain vision of the world. We are building a political ensemble founded on a community as never seen before. This language that we share and which is rallying us beyond our cultural diversities.

In the course of time, peoples have got closer together or united in terms of ethnic, geographic, dynastic and religious affinities. They have associated with one another to defend their convergent strategic or economic interests.

Our rationale, for its part, proceeds from the conviction that in the 21st century, the large linguistic spaces will become full participants in the political game. This is a new idea. This is a fecund idea.

Finally, France will not reduce any of its contributions to the Francophone community.

On the contrary, its forward movement requires supplementary efforts. That is why my country has decided to add another 42 million francs (about US\$7 million) to its commitment to Francophone programmes in each of the two coming years.

When taking office I announced that the Francophone community would be a priority of France's external policy. The outcome of our institutional reform strengthens my confidence that together we will write a new and beautiful page of history.

TOGO: The time has come for the Francophone community, which is both a choice and a conviction, to deploy all its potential in order to reconquer its space in the new geopolitical environment.

Hà Nội marks a new departure.

The structures, which we shall put into place, constitute many springs that will give our organisation the strong dynamism needed to re-launch the multiform co-operation among our states, especially in the domains of peace and security.

Through a solidarity unceasingly strengthened by a permanent joint effort, we can push back the spectre of war and consolidate the solidarity among peoples and nations sharing the French language.

CANADA: Asia has registered an important economic growth in which Việt Nam has taken an active part. There is no doubt that we can, as a community and individually, draw valuable lessons from these experiences.

The well-being and prosperity of our societies, the consolidation of democracy and the expansion of our Francophone space are indeed inseparable from sustained economic development.

I invite you to see with me a triple symbol in our decision to meet in the land of Asia.

First of all this is a symbol, if necessary, of the consecration of both the universal character and the global vocation underlying our community.

Then this is the symbol of our attachment to the French language and of our will to base ourselves on it in order to further strengthen our ties whatever continents we come from.

Finally this is the symbol not only of the right to be different, but also of respect for this difference which is a source of richness for all.

Hà Nội will mark an important stage in the development of the Francophonie of Summits born at Versailles hardly twelve years ago.

Because from here we will give full effect to the "Charter of Francophonie."

When we last met in Cotonou we expressed our will to make Francophonie more dynamic and to strengthen it further as an instrument of dialogue and co-operation.

More specifically, we wanted to promote the Francophonie politically so that it could be more visible, more credible and more active.

26

3/4

VIET NAM NEWS

DATE : 15/11/97

Here in Hà Nội, we will elect the first secretary general of the whole of Francophonie, who will be both the political spokesman of our community and a great co-ordinator of multilateral Francophone co-operation.

We will consecrate the political dimension of our institution by extending this vocation to missions of arbitration, negotiation and conflict prevention while continuing to promote its traditional actions for the promotion of a State of law.

Finally we will strengthen the passage of Francophonie into the modern era, with great stress on information highways and on economic development, and in a strengthened political dimension.

GABON: Hà Nội consecrates the Francophone presence in a world threatened by uniformisation.

The adoption of the Charter of Francophonie and the institution of the post of secretary-general for Francophonie who, as we all know, will act as the official spokesman and animator of our organisation, will facilitate the blossoming of the values we share.

Now that the work of institutionalisation has been achieved, we must consolidate and strengthen the position of Francophonie in the world. There will come a time when, faced with the challenges of globalisation, we will need to open our organisation to other groups of countries. Thus it will create stronger ties of solidarity and will enhance its position in the world.

The disparities between developing countries and developed ones show the necessity to strengthen these ties of solidarity. Therefore it is important to ponder more over the conditions favouring this take-off which we desire with all our heart.

The challenges we face are considerable. Yet, with a mobilised, determined Francophonie, the future may smile on us. We must act concretely to improve the living conditions of the people in our space. We must also act to reduce inequalities that generate tension, conflicts and instability.

That is why the concept of a project for sustainable development, as a means to back up the current mobilisation programmes, will create a new dynamic hope-bringer in the

Even in this respect, we must act with due consideration to the demands of economic interdependence and the constraints of globalisation.

In this undertaking, our major concern is to take our countries, within the framework of an appropriate partnership, towards sustainable development, and our people to the legitimate progress they aspire for.

NIGER: If we really want to develop a political Francophone community this can be truly achieved only by integrating the economic demands of ongoing globalisation.

The reinforcement of activities such as those within the framework of the *Business Francophone Forum* appears to us quite essential in this regard.

Likewise, the current action to strengthen the place of the French language – whether through the recruitment of Francophone functionaries to international organisations; the dissemination of French in rural areas or the multiplication of French sites on information highways – must necessarily be pursued and encouraged.

It is also important to note the role that we could play in the settlement of conflicts. In a world in full mutation, we must contribute to make dialogue and peace prevail. These are indispensable conditions to stability and hence to development.

For Niger, the Francophone community should place at the fore of its preoccupation the economic and social development of member countries in the context of globalisation.

And the theme of our Summit – reinforcement of Francophone co-operation, solidarity for peace and economic and social development appears to me to match that sense.

LEBANON: When we speak of solidarity in Francophonie we think of a concept which goes beyond frontiers to embrace a diverse but united Francophone world to realise common projects, fight poverty and reject all forms of exclusion, in this great struggle against the scourges of our times.

On the other hand, Francophonie, as a modern ideal, can only play its role to the full with respect of the diversity of cultures. This diversity is richness and interaction and should bring people together, not alienate them, because the ideal of all these peoples is built on the same statements, that of equality and of rights of man. The promotion of the use of the French language should be considered as the very foundation of a vision of a fraternal, humanist world.

The existence of States of law, the promotion of democracy and development, the establishment of security and the reign of peace are closely related. To succeed in these endeavours, however, it is imperative to push back poverty.

MONACO: The presence of the French language in Asia, particularly in Việt Nam, is a result of historical factors which have formed very strong ties between cultures. The richness and depth of these cultural ties is such that it will be regrettable if we do not try to preserve and promote them.

It is particularly good that our Vietnamese friends have provided us, with this Summit, so good an occasion to express our attachment to common values borne by this French language which we all love and which, transcending our differences, enable our countries too know about and understand each other so well.

The Francophone community offers a State, like the one I represent among you here, an inestimable chance to form, in a privileged context, bonds with other countries, to which our country is tied by a set of shared values, to envisage effective co-operation in a framework adapted to our own means, and to contribute to the edification of a more just, more humane world.

In these conditions, anything that makes our community more visible and more effective will rub off on each member and particularly benefit those States like our Principality, modest certainly by its size and means, but desirous of playing its role to the full in service of our common projects.

264

4/4

VIET NAM NEWS

DATE: 15/11/97

UN SECRETARY-GENERAL: The United Nations Organisation is at the heart of a constellation of institutions in service of international co-operation of which the Francophone Community remains an influent and active protagonist.

I am tempted to say that the partnership between the United Nations and the Agency for cultural and technical co-operation (ACCT) is in the right order – they are natural allies.

Without doubt, the new structure of the agency and the creation of a general secretariat of the Francophone Community will allow us to better co-ordinate our initiatives and create the synergy of means and personnel that we need to make our action more efficacious in diverse domains of common interest.

These include: preventive diplomacy; support for the process of peace and democratisation; electoral assistance; promotion of the state of law and good administration; training of cadres and support of the efforts for the strengthening of national institutions.

As a convinced partisan of cultural pluralism and multilingualism, I cannot but help support your commitment in favour of the diversity of identities, cultures and languages.

This will help preserve diversity and is particularly welcome at the time of globalisation, which is opening obviously new economic prospects, but at the same time carries within itself the germs for the uniformisation of our planet. — VNS

VIET NAM NEWS

DATE: 15/11/97

A history of the Francophone

HANOI — The word Francophone originates from the 19th century and was the brain child of French neologist O. Reaury.

The first Francophone conference, which was held in Paris in 1986, was at the request of former French president Francois Mitterand. About 41 delegations attended this conference.

The following was organised in September 1987 in Quebec, Canada with the presence of leaders from 40 Francophone members.

Dakar, Senegal, played host to the third Summit in May 1989, with 41 delegations attending.

The fourth Summit was again hosted by France, in November 1991. Some 45 delegations attended.

The fifth was held in Port Louis, capital of the Republic of Mauritius in October 1993, again with 45 delegations attending.

The sixth was held in Cotonou, Benin, in 1995 and was the first year in which all Francophone members sent a delegation. VNS

Page 2

VIET NAM NEWS

DATE: 15/11/97

New Brunswick to promote education

HANOI — The government of the Canadian province of New Brunswick has signed both an educational and an agricultural agreement with Việt Nam as part of the Francophone Summit in Hà Nội.

In Hà Nội yesterday, the province's Justice Minister James Lockyer announced the signing of a co-operation agreement for training in office technology.

Lockyer announced the signing in the presence of Việt Nam's Deputy Minister for Education and Training, Vũ Ngọc Hải.

He said budget for the project was US\$139,000 of which the Canadian International Development Agency (CIDA) would contribute \$118,000 and New Brunswick \$21,000.

The work will be done by the International Centre for Develop-

ment of the Information Highway in French together with the New Brunswick Network of Community Colleges and TeleEducation.

Việt Nam's Education and Training's Ministry will implement a course titled, *Introduction to Micro-computing* in six centres.

The previous day, New Brunswick's Deputy Minister for Inter-governmental and Aboriginal Affairs, Normand Martin, and Việt Nam's Deputy Minister for Agriculture and Rural Development, Ngô Thế Dân, signed a Memorandum of Understanding for the promotion of Việt Nam's potato industry.

New Brunswick's Minister for Inter-governmental and Aboriginal Affairs, Bernard Thériault, together with other representatives of the province in

Hà Nội for the Summit, witnessed the signing of the MoU.

The New Brunswick Agriexport Inc — a development corporation established by the province's Department of Agriculture and Rural Development together with the Department of Inter-governmental and Aboriginal Affairs — will prepare a feasibility study for the industry as part of the MoU.

The feasibility study, with an analysis of the industry, will help to determine ways in which New Brunswick and Việt Nam can co-operate in developing the industry.

Thériault said at the ceremony: "This project originated with our government's participation in the Francophone summit. More such opportunities are being seized as the summit makes trade and economic development a priority." — VNS

Page 4

VIET NAM NEWS

DATE: 15/11/97

Canadian head of Ukraine
NATO mission dies in crash

KIEV — The chief of the NATO mission to Ukraine and his driver have been killed in a car crash, the Canadian embassy said yesterday.

Peter Roman Lischynski, 56, a Canadian citizen who had also headed the Ukraine mission for the Organisation for Security and Co-operation in Europe (OSCE), and driver Ivan Bunu died in a head-on collision late on Thursday. The accident took place in the Kirovohrad region 250km south of the capital Kiev, an embassy spokesman said.

NATO opened its first information office in Ukraine this year to promote its relationship with Kiev after the two sides signed a special charter at the Madrid summit in July, and to reverse stereotypes held about the military alliance in the former-Soviet republic of 51 million people.

Lischynski began working at the Canadian embassy in 1992. —

REUTERS

Page 13

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97

Trân Duc Luong, président de la République socialiste du Vietnam

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat, de gouvernement et de délégation,

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Au nom de l'Etat et du peuple vietnamiens, je salue chaleureusement les chefs d'Etat et de gouvernement, les chefs de délégation ainsi que les honorables invités venus à Hanoi participer au VII^e Sommet des pays ayant le français en partage et qui apportent au peuple vietnamien les sentiments profonds de solidarité et d'amitié des amis et des peuples de vos pays. Je salue également les représentants des organisations internationales et régionales, en particulier le représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies et celui de la Présidence du Mouvement des Non-Alignés. C'est avec un grand honneur que nous recevons en votre personne les hommes d'Etat, les honorables invités, les amis venant dans notre pays de tous les continents. Je suis convaincu que ce Sommet laissera en vous ainsi qu'à notre peuple de profondes impressions.

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Depuis le premier tenu à Paris en 1986, chaque Sommet francophone a toujours été l'occasion de se retrouver entre représentants de tous les continents qui partagent l'attachement aux valeurs morales et culturelles aussi riches que variées de la Communauté. Cet attachement qui nous réunit ensemble et fait l'attrait de la Francophonie explique que de conférence en conférence notre Communauté a la joie d'accueillir de nouveaux amis sans aucune contrainte que le français soit langue officielle. Dans cet esprit, je salue chaleureusement la présence des représentants de l'Albanie et de la Pologne à cette séance solennelle.

Un sommet francophone, c'est une fête de l'amitié et de la coopération. C'est aussi l'occasion pour les chefs d'Etat et de Gouvernement de nos pays d'avoir des échanges et des débats dans la compréhension et la confiance mutuelles et avec espoir de trouver des approches et solutions à des problèmes qui préoccupent non seulement la Communauté mais l'humanité entière. Le choix même du thème du Sommet de Hanoi à savoir «renforcement de la coopération et de la solidarité francophones pour la paix et le développement économique et social» en est la preuve vivante. Nous tenons à remercier sincèrement, en qualité de pays hôte, tous les pays membres pour s'être associés à notre choix.

En ces années de fin de siècle, on est témoin d'une course acharnée au développement économique qui amène chacun de nos pays membres à prendre pleinement conscience de la nécessité d'intensifier la coopération pour le co-développement, coopération pour une exploitation optimale des avantages comparatifs de chacun sur la base d'entraide et d'intérêt réciproque. Cette conjoncture indique par ailleurs que les plus handicapés sont les pays en voie de développement ou les moins avancés.

Nous parlons à l'heure actuelle de mondialisation alors que dans certains de nos pays, des régions et des populations sont ravagées par la famine et les maladies. Nous parlons d'inforoutes cependant que d'innombrables enfants sont privés d'école et doivent vivre dans un environnement naturel en dégradation. En évoquant ce contraste, je voudrais montrer l'ampleur et l'urgence des tâches à accomplir ainsi que leur complexité. Il est important de souligner que la solution à ces problèmes exige avant tout une mobilisation des ressources internes à chaque pays en voie de développement sans pour autant se passer d'une rigoureuse synergie de forces entre les membres de la Communauté, en particulier lorsqu'il s'agit de problèmes dépassant les moyens d'une nation particulière.

Le moment est venu de mettre en oeuvre l'initiative de création d'un espace économique francophone adoptée à Cotonou en 1995. Vous partageriez avec moi l'idée que pour un développement harmonieux de la Communauté tout autant que pour la pérennité de l'idée francophone elle-même, il est essentiel de rehausser le volet de coopération économique, commerciale, scientifique et technique à la hauteur du politique et du culturel en vue de nous cheminer vers une coopération communautaire aussi dynamique, diversifiée qu'efficace. J'espère que notre Communauté si originale saura donner de nombreux exemples d'une coopération Nord-Sud et Sud-Sud, en déployant des actions de solidarité et d'assistance en faveur des plus défavorisés, lesquelles dictées par le coeur et la raison. Je suis convaincu que cette Conférence, par ses décisions et actes concrets, ajoutera d'autres sources d'énergie à la coopération pour le «co-développement». Je me félicite, par conséquent, de bons résultats obtenus par le sixième Forum francophone des Affaires récemment tenu à Ho Chi Minh-ville, les Assises de l'enseignement du et en français à Huc et la CONFEMER à Hanoi, en appréciant les propositions remarquables formulées par ces opérateurs.

La paix et la stabilité, c'est le postulat indispensable au développement, lequel plusieurs fois affirmé dans les déclarations et résolutions de ces derniers Sommets garde toujours toute sa valeur d'actualité. J'exprime ma vive préoccupation et partage les souffrances et sacrifices infligés à la population de certains de nos pays amis par une instabilité persistante pour diverses raisons. J'espère que grâce à des efforts conjugués par le gouvernement et le peuple de ces pays et accompagnés par des démarches constructives de la communauté internationale, y compris celles de la Communauté des pays ayant le français en partage, des conflits régionaux trouveront rapidement une solution, les points chauds seront liquidés, la paix rétablie afin que ces pays puissent entamer immédiatement la reconstruction pour le développement, contribuant ainsi à la consolidation de la paix et de la sécurité internationale.

Le septième Sommet, le premier tenu en Asie, témoigne d'un grand intérêt qui anime la Communauté de vouloir développer des relations de coopération avec les pays d'Asie, continent connu pour le dynamisme et la forte croissance économiques de nombreux pays, y compris ceux de l'Association des Nations en Asie du Sud-Est (ASEAN) en dépit d'une période difficile provoquée à ces derniers par la crise monétaire et financière. Pays membres de la Communauté francophone, le

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97

PS.

2/2

Trần Duc Luong,...

Vietnam, le Laos et prochainement le Cambodge ont adhéré et adhèrera à cette organisation. Je suis persuadé que cette Conférence produira des effets bénéfiques sur les relations de la Communauté des pays ayant le français en partage avec l'Asie en général et avec l'ASEAN en particulier.

Cette rencontre qui est la nôtre restera un événement mémorable à un autre titre puisque nous élirons pour la première fois un Secrétaire Général de la Francophonie qui représentera la Communauté et s'exprimera en son nom. Nous espérons que le Secrétaire Général élu en ce Sommet saura accomplir brillamment sa tâche et contribuera à la consolidation de la place qui revient à la Communauté sur le plan politique et économique international.

Le Vietnam apprécie hautement les efforts déployés par le Conseil Permanent de la Francophonie dans la préparation du Sommet, notamment dans la rédaction des projets de documents à savoir «la Déclaration de Hanoi» et «le Plan d'action». Ces textes adoptés par la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères seront soumis par cette Instance à l'approbation de notre Conférence siégeant en séances plénières. Espérons que notre Conférence examinera favorablement et approuvera ces documents guidant nos actions de coopération à court et à long terme.

Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

Le Vietnam a participé dès le début à tous les Sommets de la Francophonie. Il a des liens culturels, sentimentaux longue date avec les autres pays de la Communauté, en particulier avec l'Afrique dont le sort a fait son compagnon de route durant une traversée douloureuse de l'histoire. Le Vietnam qui a établi jusqu'à ce jour les relations diplomatiques avec plus de 160 pays assume un rôle de plus en plus actif au sein de l'ONU, du Mouvement des Non-Alignés, de l'ASEAN et d'autres organisations internationales et régionales. Le Vietnam fera de son mieux pour poursuivre sa participation active à l'oeuvre de consolidation de la paix et de l'amitié, de coopération et de développement en Asie du Sud-Est, dans la Communauté ainsi que dans le monde.

La politique de renouveau total et cohérente mise en oeuvre depuis plus de dix ans avec la transition d'un système de planification centralisée à l'économie fonctionnant aux mécanismes de marché sous la gestion de l'Etat et à l'orientation socialiste, nous a apporté des résultats encourageants, au pays comme à chaque famille. A ce jour, le pays est pour l'essentiel sorti d'une grave crise économique et sociale; la croissance économique s'est maintenue à un haut niveau durant plusieurs années consécutives; l'inflation est maîtrisée et le niveau de vie de la population s'est sensiblement amélioré. Avec ces résultats importants, le Vietnam entre dans une nouvelle phase de son développement, celle d'intensification de l'industrialisation et de la modernisation. Le Vietnam, malgré cela, est toujours un pays pauvre et en voie de développement et nous sommes conscients que de grandes difficultés et épreuves nous attendent dans le nouveau processus de développement du pays.

Honorables invités,

Mesdames et Messieurs,

Le Vietnam a enduré d'incalculables sacrifices pour la sauvegarde de son indépendance et de sa liberté, la protection des droits à la vie et au bonheur de chaque personne, de chaque famille, du village, de la communauté et de la patrie et enfin pour la défense des traditions et valeurs culturelles et morales de la nation. Dans la cause de défense et d'édification nationales, nous avons bénéficié et bénéficions de l'assistance matérielle et du soutien moral importants des peuples frères et amis, des gens de conscience et de bonne volonté à travers le monde. Vos sentiments à notre égard, nous les garderons à jamais dans notre coeur. De cette haute tribune, j'aimerais encore une fois exprimer ma gratitude aux peuples et amis de tous les pays pour avoir aidé et soutenu le Vietnam. L'humanité est au seuil du XXI^e siècle. Les générations présentes et futures de Vietnamiens sont prêtes à oeuvrer ensemble avec vous à tourner une nouvelle page de l'histoire et pour un monde meilleur.

Pour terminer, je tiens à exprimer les remerciements les plus sincères aux gouvernements, aux organisations non-gouvernementales, aux différentes institutions et organisations étrangères et vietnamiennes ainsi qu'à tous les femmes et hommes qui se sont trouvés à nos côtés tout au long de l'étape préparatoire et pour le bon déroulement de la Conférence.

Encore une fois, je vous remercie d'avoir participé au septième Sommet et d'être venus dans notre pays. Je vous prie de bien vouloir transmettre aux dirigeants et aux populations des pays membres de la Communauté les meilleures salutations des dirigeants et du peuple vietnamiens. Mes vœux de bonheur et de prospérité vont aux peuples de la Communauté des pays ayant le français en partage. Je vous présente à tous mes meilleurs vœux et souhaite plein succès à notre Conférence.

Je vous remercie de votre attention.

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97 PS: 1

Dô Muoi souhaite la bienvenue aux délégués au VIIe Sommet

VOICI le texte intégral de l'allocution prononcée par le secrétaire général Dô Muoi lors de sa rencontre, hier soir, avec les chefs de délégation assistant au VIIe Sommet:

Mesdames et Messieurs les
Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs les
chefs de délégation,
Chers invités de marque,
Mesdames et Messieurs,

Au nom du Parti Communiste du Vietnam, du peuple vietnamien et en mon nom personnel, je souhaite chaleureusement la bienvenue aux Chefs d'Etat et de Gouvernement, aux représentants de haut niveau de la Francophonie et aux invités de marque à la VIIe Conférence au Sommet des pays ayant le français en partage, première du genre à se tenir en un pays d'Asie.

(Suite à la p.9)

Dô Muoi souhaite ...

Votre présence à Hanoi, notre capitale, connue pour sa tradition d'hospitalité, est un grand honneur pour le peuple Vietnamien. Elle est l'expression vivante et une confirmation éclatante de la tradition de solidarité qui anime notre communauté.

Les décisions que vous prendrez en cette Conférence renforceront certainement cette solidarité comme elles enrichiront la coopération multiforme, mais surtout la coopération économique entre les pays membres. Une telle coopération ne se nouera pas seulement entre pays au niveau de développement similaire. Plus importante encore, c'est la coopération et l'entraide entre les pays développés et les moins avancés afin d'aider au développement de la communauté dans sa totalité comme celui de chacun de ses membres.

En agissant ainsi, nous pourrons répondre aux aspirations de nos populations en étant en harmonie avec les particularités de la situation mondiale, avec les tendances de notre temps qui sont la paix, l'amitié et la coopération pour le développement.

Je suis convaincu qu'avec le thème «renforcement de la coopération et de la solidarité francophones pour la paix et le développement économique et social» ainsi que la mise en oeuvre de la Charte, le Sommet de Hanoi sera un jalon important, ouvrira un chapitre nouveau dans le développement de notre vie communautaire au seuil du XXIe siècle.

Je suis convaincu que dans de telles conditions, notre Communauté saura apporter une contribution notable à la cause commune, celle d'oeuvrer pour un monde de paix et de développement.

Chers invités de marque,

Ces dernières décennies, le peuple vietnamien a surmonté d'innombrables difficultés et consentis d'immenses efforts pour l'indépendance et la liberté et l'édification de son pays. Pour cela, il a bénéficié du soutien matériel et moral des peuples frères et amis, des hommes de conscience de par le monde, incluant la Communauté francophone. Je saisis cette occasion pour, au nom du peuple vietnamien, exprimer à nos amis et aux peuples du monde, ma profonde gratitude.

(Suite de la p.1)

Après 10 ans d'une politique de complet renouveau, nous avons enregistré des résultats importants dans tous les aspects de la vie sociale. Sur la base de ces succès, nous sommes en train d'amener notre pays en une phase nouvelle de développement, celle de l'industrialisation et de la modernisation du pays pour parvenir au grand objectif: «population riche, nation puissante, société équitable et moderne».

Comme dans le passé et pour le futur, plus particulièrement en cette nouvelle période, le peuple vietnamien espère pouvoir continuer à bénéficier du soutien et de l'efficace coopération des gouvernements et des peuples de la Communauté.

Je saisis cette occasion pour vous demander de bien vouloir transmettre à vos dirigeants et à votre peuple mes salutations les plus chaleureuses, mes vœux pour la prospérité de vos pays et le bonheur de vos populations.

Je formule mes vœux pour un succès éclatant de la Conférence et vous souhaite un excellent séjour en notre pays.

Je vous remercie.

15/11/97

LE COURRIER DU VIET NAM

Pg. 1

Jacques Chirac, président de la République française

...Osons le dire, la francophonie est une entreprise résolument politique. Une entreprise patiente dans son cheminement, mais ambitieuse dans sa vision et fidèle à l'esprit de ses pionniers. Je pense aujourd'hui à Léopold Sedar Senghor, à Habib Bourguiba, à Hamani Diori, à Jean-marc Léger, à Norodom Sihanouk auxquels je souhaite rendre ici un hommage particulier. Je pense au docteur Emile Zinsou qui a présidé avec talent le Conseil Permanent de la Francophonie.

Je pense avec gratitude à tous les militants qui ont façonné les outils de la Francophonie, l'Agence, l'AUFELF-UREF, l'AIFLF, TVS, l'AIMF.

Je pense enfin aux collectivités locales et aux ONG qui multiplient les actions de coopération, les échanges culturels, les jumelages.

C'est la somme de ces dévouements, ce sont les succès de nos opérateurs, qui nous ont décidés, il y a deux ans, à Cotonou, à couronner l'édifice institutionnel de la Francophonie. Ensemble, nous avons voulu donner à notre solidarité une traduction politique forte. Nous avons adopté une charte qui complète le Traité de Niamey. Ici, à Hanoi, nous allons élire le premier Secrétaire général de la Francophonie.

Chacun perçoit la portée historique de cet acte. Désormais la Francophonie aura une voix et un visage. Nous attendons de notre Secrétaire général qu'il porte haut et loin notre idéal et les conceptions qui sont les nôtres, avec l'autorité que lui confèrent la charte et son prestige personnel.

Il lui reviendra aussi de coordonner et de contrôler les activités de coopération linguistique, économique, scientifique, culturelle et médiatique, avec l'aide de l'administrateur général de l'Agence et le soutien du CPF qu'il présidera.

Il lui incombera d'intervenir pour la consolidation de l'état de droit, dans l'esprit d'entraide fraternelle qui nous anime et dans le strict respect de nos souverainetés.

La Francophonie doit, en effet, se garder de toute ingérence, de toute leçon de morale, de tout anathème. Nos diversités sont notre force.

En cas de crise frappant un ou plusieurs de nos pays membres, le Secrétaire général de la Francophonie interviendra à la demande des parties concernées, avec pour seul souci d'aider au rétablissement de la paix et de porter secours aux populations. Il le fera en concertation, si nécessaire, avec les Nations-Unies et les organisations régionales.

Un adage dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir. Il reviendra donc à notre Secrétaire général de consolider, à sa place, la démocratie et la bonne gouvernance en développant, à la demande des gouvernements, les instruments de formation juridique, d'observation d'élections, de prévention des conflits...

Mais la Francophonie c'est aussi la coopération économique et technologique. Monsieur Cù Huy Càn a défini la Francophonie comme «une communauté de culture, qui ne se développera qu'étroitement subordonnée aux échanges économiques et technologiques». Je souscris à ce jugement.

C'est avec raison que nos hôtes vietnamiens ont souhaité que la dimension économique de notre entreprise commune soit valorisée à l'occasion de ce Sommet. Il se trouve, parmi nous, des pays prospères et d'autres qui avancent sur le chemin du développement.

Dans les pays du Sud notamment, des besoins élémentaires d'éducation, de formation, d'équipement et de capitaux ne sont pas satisfaits. C'est aussi la mission de la Francophonie que d'y répondre. Parce que la Francophonie est solidarité. Cette solidarité répond à un impératif moral pour les pays prospères, en même temps qu'elle rejoint leur intérêt bien compris.

A travers ce grand débat Nord/Sud qui garde, sous des formes nouvelles, toute son actualité, c'est la paix et la stabilité du monde qui sont en jeu. La France a plaidé sans relâche, lors des Sommets de l'Union européenne et du G7, pour le maintien des aides publiques au développement. Elle continuera de le faire. La Francophonie doit illustrer par ses actions les vertus de la solidarité dans un univers dur, trop souvent injuste, soumis à la loi brutale du marché et parfois à celle du plus fort...

Dans tous nos pays, donnons la priorité à l'éducation de base. Trop d'enfants dans notre communauté ne sont pas scolarisés. Nous devons mener une croisade contre l'analphabétisme, multiplier les actions conduites par nos opérateurs, et notamment par notre Agence...

Et soyons solidaires des défenseurs, ou des promoteurs des autres espaces linguistiques. Leur cause est la nôtre. A Cotonou, j'avais appelé les grandes familles linguistiques à s'organiser et à rejoindre le combat pour le pluralisme des langues et des cultures. Depuis, les mondes hispanophone et lusophone ont engagé leur rassemblement. Notre combat commun permettra de conjurer le risque d'un monde où l'on parlerait, penserait, créerait dans un moule unique.

Ce risque d'uniformisation et d'appauvrissement existe. Constatons, sans défaitisme, combien ce risque est aggravé aujourd'hui par la prépondérance d'une seule langue sur les vecteurs modernes de communication...

La France est heureuse et fière de tenir sa place dans la communauté francophone. Elle prendra toutes les mesures possibles pour conforter les liens qui nous unissent. Déjà, elle forme 150.000 lycéens francophones à travers le monde et accueille dans ses universités 125.000 étudiants venus des cinq continents. La France est résolue à accroître sensiblement cet effort.

Comme je l'ai demandé au début de cette année, notre politique de bourses sera renouvelée et renforcée. Les procédures d'obtention de visas seront accélérées et simplifiées pour les étudiants et pour les chercheurs. C'est un dossier auquel j'attache une importance particulière et sur lequel j'entends veiller personnellement.

Enfin la France ne réduira aucune de ses contributions à la Francophonie. Son essor exigera au contraire des efforts supplémentaires. C'est pourquoi mon pays a décidé d'augmenter de 42 millions de francs son engagement dans les programmes francophones au cours de chacune des deux prochaines années.

Dès ma prise de fonctions, j'avais annoncé que la Francophonie serait une priorité de la politique extérieure de la France. L'aboutissement de notre réforme institutionnelle renforce ma conviction qu'ensemble nous allons écrire une nouvelle et belle page de l'Histoire.

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97

Pg 1.

Mathieu Kerekou, président de la République du Bénin

...La décision pertinente prise à Cotonou, en décembre 1995, d'affirmer désormais la dimension politique du Mouvement francophone, en l'appuyant sur une architecture institutionnelle nouvelle, adaptée aux objectifs de sa mission et de sa vocation universelles, est la réponse adéquate aux enjeux et aux défis de notre époque, à savoir la mondialisation de l'économie et la globalisation de la technologie. Tant il est vrai que la solidarité fondée sur la foi dans les valeurs que sous-tendent la langue française et nos cultures respectives, ne peut résister aux effets réducteurs et appauvrissants de la tendance actuelle à l'uniformisation culturelle, si elle ne se donne les moyens politiques de la sauvegarde et du rayonnement de notre identité francophone.

En tout cas et quoiqu'il en soit, jamais autant dans notre monde d'aujourd'hui, la quête de liberté et de démocratie n'a été aussi forte, aussi vivace et aussi tenace, dans les pays du Sud. C'est pourquoi, le peuple béninois a la conviction que seul le strict respect des règles du jeu démocratique, de la légalité constitutionnelle, de la liberté et des principes de la bonne gouvernance, sont le fondement de la sécurité, de la paix et du progrès à l'intérieur des Etats et entre Etats. C'est pourquoi les hauts dirigeants que nous sommes devons comprendre que nos peuples ne peuvent plus nous supporter facilement tant que leurs droits les plus élémentaires seront bafoués et tant qu'ils continueront d'être, ou sont victimes de l'arbitraire et de l'injustice instaurés en système de gestion dans les rapports sociaux...

(Suite à la p.9)

→ Alors que le génie de l'homme a inventé les solutions scientifiques et techniques pour le bonheur de l'homme, on observe avec tristesse, à l'aube du troisième millénaire, que le monde se déshumanise de plus en plus, et qu'à la politique intelligente, et cohérente du développement, fait place une politique d'assistance humanitaire, certes généreuse, mais circonstancielle et inévitablement limitée. Il faut d'abord aider l'homme à vivre, à s'épanouir, à partir des valeurs qu'il porte en lui et de celles héritées de la nature.

Tel est, en définitive, le grand défi qui interpelle la Francophonie, et qu'elle se doit de relever à tout prix et par tous les moyens, pour réaliser la plénitude de sa noble vocation humaniste...

C'est dire qu'au moment où nous sommes appelés à élire le premier Secrétaire Général de la Francophonie, chargé de la mise en œuvre de la réforme institutionnelle décidée à Cotonou en décembre 1995, le plus grand défi qui nous est lancé est celui de la crédibilité:

- Crédibilité de la Francophonie à l'intérieur des frontières de nos Etats;

- Crédibilité de la Francophonie dans nos relations d'Etat à Etat;

- Crédibilité de la Francophonie au plan international.

Pour le Bénin, ce défi peut être victorieusement relevé:

1. Si nous nous engageons solennellement, ici à Hanoï, à faire de la Francophonie une réalité vivante, concrète et appréciée par nos populations, parce que désormais perçue et vécue, à travers ses manifestations sur le terrain comme étant apte à satisfaire leurs légitimes aspirations au mieux-être;

2. Si, dans nos rapports internes, nous faisons preuve d'égard et de considération les uns envers les autres, en sacrifiant nos égoïsmes nationaux à l'autel de la solidarité, de l'entraide et de la complémentarité;

3. Si la famille francophone s'exprime de manière cohérente et solidaire dans les arènes interna-

tionales face à d'autres ensembles à caractère politique, économique et socio-culturel.

C'est à ce prix me semble-t-il que le rayonnement, la force et le succès de notre communauté seront le mieux assurés.

Totalement dégagé des tâches d'intendance quotidiennes, capable de faire preuve d'esprit d'ouverture et de justice vis-à-vis de tous les Opérateurs reconnus et directs, d'organiser entre eux les synergies nécessaires, notre Secrétaire Général sera le plus Haut-responsable de l'Agence de la Francophonie, le coordonnateur de notre coopération multilatérale et l'artisan principal du rayonnement de notre Institution dans le concert des Organisations Internationales...

Quelle merveilleuse Volonté Divine a voulu que ce soit moi l'Africain, qui passe à vous, l'Asiatique le témoin de la Présidence de la Francophonie ce vendredi 14 novembre 1997 à Hanoï, capitale héroïque du Vietnam...

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97

Ps: 2.

Nouveau-Brunswick et Vietnam

Coopération : de la pomme de terre à la bureautique

UN protocole d'entente a été signé jeudi à Hanoi, à l'occasion du Sommet de la Francophonie, entre les représentants du gouvernement du Nouveau-Brunswick et du ministre vietnamien de l'Agriculture et de Développement Rural (MADR) pour aider au développement de l'industrie de la pomme de terre au Vietnam.

L'entente coïncide en l'élaboration d'une analyse de l'industrie et d'une étude de faisabilité afin de déterminer les secteurs de coopération future entre le Nouveau-Brunswick et le Vietnam au niveau de l'industrie de la pomme de terre.

Ce projet est le résultat de la participation de notre gouvernement à la Francophonie, expliqués le ministre des Affaires indigènes, culturelles et autochtones du Nouveau-Brunswick, M. Bernard Théault. Il a ajouté que plusieurs autres opportunités de ce genre seront étudiées grâce à la priorité du commerce et du développement économique par le biais de la Francophonie. Le ministre a indiqué que le Nouveau-Brunswick souhaite partager avec le Vietnam un modèle de coopération productrice de nouvelles technologies économiques intéressantes pour le Nouveau-Brunswick.

Brunswick et le Vietnam», a souligné Doug Tyler, ministre de l'Agriculture et de l'Aménagement rural du Nouveau-Brunswick.

La collaboration entre le Nouveau-Brunswick et le MADR du Vietnam sera renforcée par le Projet de gestion de développement commandité par l'Agence canadienne pour le développement international (ACDI) et l'University of New Brunswick à Saint John (UNBSJ). Le Projet de l'UNBSJ vise à renforcer les capacités de gestion des représentants gouvernementaux et des gens d'affaires oeuvrant dans le secteur de l'agriculture.

Formation en bureautique

Le ministre de la Justice, du Nouveau-Brunswick, James Lockyer, a annoncé le 14 novembre, en présence du vice-ministre de l'Éducation et de la Formation du Vietnam, qu'il y a une signature d'un accord de coopération dans le domaine de la formation en bureautique. Le ministre a indiqué que le Nouveau-Brunswick est fier de participer à ces nouvelles compétences, a-t-il déclaré, les Vietnamiens et Vietnamiens seront mieux préparés pour intégrer les meilleurs du travail dans le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

des partenaires institutionnels du Nouveau-Brunswick et 163.900 de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Dans le cadre de ce projet, le département de formation continue du ministère de l'Éducation et de la Formation implantera dans six centres à travers le Vietnam un cours d'introduction à la micro-informatique. Les étudiants apprendront à l'aide d'ordinateurs multimédias, de cédéroms et de la communication électronique. CVN

Ce projet sera réalisé par le Centre international pour le développement de l'information en français (CIDIF), en collaboration avec le Réseau des Collèges communautaires du Nouveau-Brunswick et Télé Education NB. Il dispose d'un budget de 192.000 dollars, dont 28.100

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97

pg: 2

Dans le cadre du VIIe Sommet

Le Premier ministre Phan Van Khai reçoit plusieurs chefs de délégation

Le Premier ministre Phan Van Khai a reçu hier après-midi, les chefs des délégations du Canada, du Cambodge, de la Moldavie, de la Communauté française de Belgique et de Monaco, venus assister à la VIIIe Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement ayant le français en partage.

* En recevant son homologue canadien, Jean Chrétien, Phan Van Khai a remercié le gouvernement et le peuple canadiens pour leurs aides au Vietnam dans la construction et le développement du Vietnam. Jean Chrétien a souhaité voir se consolider et se développer davantage les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays. Les deux Premiers ministres ont assisté à la cérémonie de signature de l'Accord sur la non-double imposition et les mesures préventives contre les fraudes fiscales, concernant les

impôts sur les revenus et les biens, signé par le ministre des Finances Nguyễn Sinh Hùng et le ministre canadien à la Coopération internationale et à la Francophonie D. Marleau.

* Phan Van Khai a réaffirmé au premier co-Premier ministre cambodgien, Ung Huot, que le Vietnam soutenait l'adhésion de son pays à l'ASEAN et qu'il estimait que les affaires intérieures du Cambodge devaient être réglées par les Cambodgiens eux-mêmes.

* Au chef du gouvernement moldave, Ion Ciubuc qui a souhaité voir accroître les relations de coopération entre les deux pays, dans les domaines économique, scientifique et technique, Phan Van Khai a exprimé sa confiance dans les rela-

tions de coopération et d'amitié, conformément aux potentiels des deux pays et à l'aspiration des deux peuples.

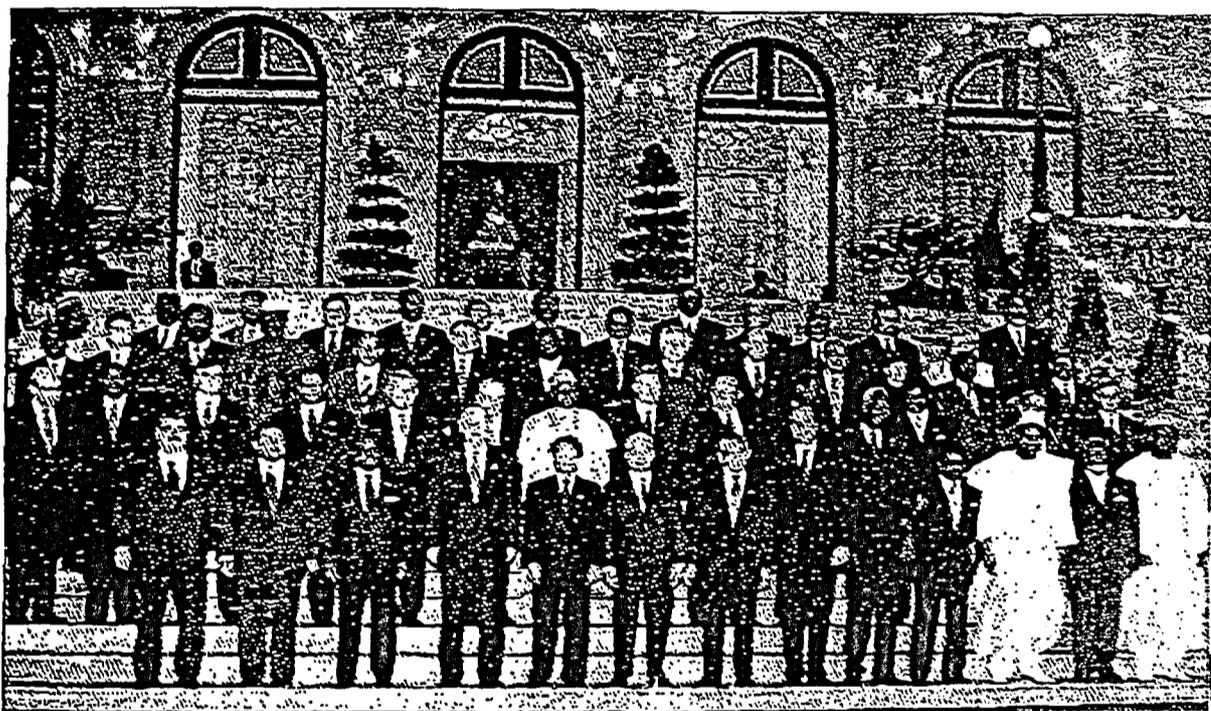
* Mme Laurette Onkelinx, ministre-présidente du gouvernement de la Communauté française de Belgique, a pour sa part, exprimé le souhait de la CFB de contribuer davantage à la coopération avec le Vietnam dans de nombreux domaines, en particulier l'éducation et la formation.

* Le prince héritier Albert de Monaco a souhaité une coopération bilatérale dans la recherche océanique et a informé le Premier ministre de l'aide monégasque de 33.000 dollars américains destinée aux sinistrés du typhon «Linda».

CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97 pg: 3



Pour le pays hôte et les francophones vietnamiens, le jour J a enfin sonné. La VIIe Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage s'est officiellement ouverte hier. Après des mois de préparatifs.

DANS la grande salle de 2.500 places du Palais de la Culture et de l'Amitié, renouée pour le Sommet, le logo du VII^e Sommet de Hanoi resplendit sur un fond gris clair : un cercle de cinq arcs de couleurs différentes dans le centre duquel s'inscrivent les dessins stylisés du tympan gravé d'un tambour millénaire, et du portique de la première université vietnamienne.

Accueillis l'un après l'autre à l'entrée du grand hall par le président Trân Duc Luong et son épouse, les chefs de délégations de quarante-six pays, gouvernements et entités membres de la Francophonie ont été dirigés vers la tribune d'honneur.

A 10 heures, la cérémonie d'ouverture a commencé dans une ambiance de fête : trente enfants d'une classe bilingue de l'Ecole primaire de Hanoi, des filles et garçons au français parfait, ont souhaité la bienvenue aux délégués et invités du Sommet.

Tous ont semblé touchés par la gentillesse des représentants de la jeune génération francophone vietnamienne. Les enfants leur ont offert

un grand bouquet de fleurs. Habillés de costumes traditionnels, ils parlent. Et ils chantent. Une chanson à la mélodie douce et aux paroles en français qui évoquent leur rêve de vivre dans l'amitié. « *Un jour je réverrai... la paix, la liberté, le beau temps, l'amour...* »

Ces mots se répercutent dans les applaudissements en rafale des participants. Une atmosphère d'émotion et empreinte de la solidarité des francophones venus de tous les coins du monde. Les enfants francophones vietnamiens ont évoqué chez les participants une forte conviction en un avenir radieux de la Francophonie.

Après les enfants, le président de la République socialiste du Vietnam, Trân Duc Luong, a prononcé le discours inaugural.

Au cours de cette séance d'ouverture, les chefs des délégations du pays hôte, du Bénin, de France, du Togo, du Canada, du Gabon, du Niger, du Burkina Faso, du Liban, du Cap-Vert, de la Principauté de Monaco et du représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies

sont intervenus.

La première séance plénière a eu lieu hier après-midi au Centre de conférences internationales. Trân Duc Luong a présenté Mme Nguyen Thi Binh, vice-Présidente de la République socialiste du Vietnam, pour diriger les travaux qui se sont déroulés à huis clos.

A 20h30, Trân Duc Luong a donné un dîner au Palais présidentiel. L'occasion de rassembler toute la famille francophone pour la traditionnelle photographie officielle.

Hier après-midi, les épouses des chefs d'Etat et de gouvernement et chefs de délégations ont eu, à la maison des hôtes du gouvernement, une rencontre cordiale avec l'épouse du président vietnamien. Elle les a accompagnés dans la visite du Palais des pionniers à Hanoi, du temple Ngoc Son. Elles sont allées voir un spectacle au Théâtre des marionnettes sur l'eau Thang Long.

Aujourd'hui, le Sommet reprend ses travaux, toujours à huis clos.

La séance de clôture est prévue pour dimanche.

Lan Huong

276

Ouverture du Sommet de la Francophonie à Hanoi

La fête de l'amitié et de la coopération

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97

pg: 3

Première séance de travail à huis clos

Des changements «institutionnels et organisationnels» s'annoncent

- **Election du bureau de la Conférence**
- **Projet d'ordonnancement des travaux**
- **Examen de nouveaux statuts**

LORS du point de presse tenu à la fin de la première journée de travail, le professeur-docteur Nguyễn Ngọc Trân, porte-parole du Sommet, a estimé que la cérémonie solennelle d'ouverture a débuté avec une note de fraîcheur, de jeunesse et d'espoir quand les pionniers des classes bilingues de Hanoi ont souhaité la bienvenue aux chefs de délégation et aux participants au VIIe Sommet.

Il a rappelé les idées fortes, évoquées plus d'une fois par divers chefs d'Etat. Il s'agit de la sympathie profonde exprimée au peuple vietnamien devant le deuil qui frappe le Sud avec le passage du typhon Linda et de la portée du premier Sommet en Asie. «Le VIIe Sommet, tenu pour la première fois en Asie, confirme le caractère universel de la Francophonie. La passation de témoin d'un pays d'Afrique à un pays d'Asie est plus qu'un symbole», a-t-il observé.

Nguyễn Ngọc Trân a annoncé également l'arrivée de deux délégations du Cameroun et de Centrafrique, portant le nombre de délégations participantes au Sommet à quarante-sept sur quarante-neuf pays et gouvernements membres.

«Depuis 1986, date du premier Sommet, la Francophonie est toujours un espace de dialogue, de concertation, et de solidarité» a déclaré le porte-parole qui a ajouté que le temps était venu pour que la Francophonie prenne un tournant, avec le Sommet de Hanoi: un tournant sur le plan institutionnel ainsi que sur le plan organisationnel. Il a expliqué la nécessité de procéder à cette réforme parce que «le risque est grand et bien réel. C'est le risque d'une globalisation, d'une uniformisation réductrice et appauvrissante».

Un ordre du jour chargé

Nguyễn Ngọc Trân a expliqué que pendant la première séance à huis clos, la Conférence a procédé à l'élection du bureau de la Conférence: le Vietnam a été élu président; les vice-présidents sont le Bénin, le Burundi, le Canada Nouveau-Brunswick, la France, le Laos, le Liban, Madagascar et la Roumanie. Le Canada-Québec est rapporteur du VIIe Sommet.

Hier après-midi, a eu lieu le passage de pouvoir du Bénin au Viet-

nam. Le président béninois Mathieu Kérékou a passé le témoin au président Trần Duc Luong. Ensuite, Trần Duc Luong a prié le Sommet de lui permettre de céder la conduite de la présidence à Mme Nguyễn Thị Bình, vice-présidente de la République socialiste du Vietnam. Mme Nguyễn Thị Bình est une personnalité politique vietnamienne bien connue sur la scène internationale, en particulier dans la communauté francophone. Elle a dirigé la délégation du Vietnam au Sommet de Maurice en 1993 et au Sommet de Cotonou en 1995.

Nouveaux statuts

Au cours de la même séance, les participants ont examiné et adopté le nouveau statut d'observateur à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage. Ils ont examiné également des demandes d'adhésion et de modification de statut pour certains pays. En fait, un comité de réflexion du Conseil Permanent de la Francophonie (CPF) s'est employé à étudier le problème et le CPF a fait une proposition à la Conférence Ministérielle de la Francophonie (CMF): il s'agit de scinder la catégorie invité spécial-observateur en observateur et invité spécial.

«La catégorie observateur est réservé aux pays qui se préparent, qui cherchent à situer par rapport à la Communauté francophone, avant de décider de devenir membres associés ou membres, alors que l'invité spécial concerne uniquement le Sommet et les travaux du Sommet», a précisé Nguyễn Ngọc Trân.

Le titre invité spécial est valable pour chaque Sommet, mais il n'est pas reconductible, alors que le statut observateur peut se prolonger jusqu'au moment où le pays ou l'Etat concerné décide de changer de statut pour être membre ou membre associé ou cesser d'être observateur.

Durant la première séance à huis clos, la Moldavie et Sao Tomé et Príncipe ont demandé à modifier leur statut de membres associés pour devenir membres à part entière. Pour leur part, l'Albanie et la Pologne ont demandé à être reconnues comme observateur de la Francophonie. Le Sommet examinera leur demande.

Pham Bích Ha - Nguyen Thu Ha

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 15/11/97

Pg: 8

Canada-francophonie

Le français au Canada: attention, fragile

Le français est parlé par un nombre croissant de gens au Canada, bilinguisme officiel aidant, mais la francophonie, très active au Québec et dans la région acadienne du Nouveau-Brunswick, s'essouffle dans tout le reste du pays.

Plus de 8,5 millions de Canadiens, dont 6,5 millions de francophones, parlent quotidiennement le français ou peuvent s'exprimer dans cette langue. Le bilinguisme anglais-français est officiellement en vigueur dans les institutions fédérales depuis quelque trente ans, là du moins «où le nombre le justifie». La notion est sujette à toutes les interprétations, puisque dans certaines régions, comme au Manitoba où ils sont pourtant quelque 50.000, des francophones déplorent avoir encore toutes les peines du monde à obtenir dans les bureaux du gouvernement un interlocuteur qui parle leur langue.

Les écoles d'immersion, où l'enseignement se fait partiellement ou totalement en français, connaissent un engouement qui ne se dément pas et sont fréquentées par plus de 400.000 jeunes anglophones. Près de deux millions de Canadiens non-francophones peuvent s'exprimer en français.

Alors même que les jeunes anglophones se mettent au français, les francophones ont vu leur poids démographique dans le pays diminuer, de 29% de la population en 1951 à 24% au recensement fédéral de 1991.

Le poids de la francophonie décroît au contact de l'anglais. Près d'un million de Canadiens vivant hors du Québec, soit 4,8% de la population canadienne, se sont déclarés de langue maternelle française au recensement de 1991. Plus du tiers, minoritaires dans un univers anglo-saxon, ne parlaient pas cette langue à la maison.

L'assimilation fait des dégâts partout, surtout dans l'ouest, où les francophones sont moins de 200.000, répartis dans des îlots plus ou moins menacés. En Saskatchewan, on recensait il y a vingt ans une trentaine de villages où la vie se déroulait en français, il n'y en a plus que dix. «Les jeunes 'auront' plus rapidement l'anglais qu'ils n'apprennent le français», déplorait récemment une mère de famille, ajoutant que ses enfants «parlaient encore le français, mais pensaient en anglais». Même aux portes du Québec, dans les provinces voisines du Nouveau-Brunswick (est) ou de l'Ontario (ouest), où vivent les deux tiers de ces francophones «hors Québec», l'assimilation est une réalité.

En Ontario, la province la plus peuplée, les francophones sont plus d'un demi-million, soit 5% de la population. Ils ont obtenu des gouvernements de la province que certains de leurs droits soient reconnus, mais jamais sans bataille. Rien ne semble jamais vraiment acquis.

Pour tous les francophones «hors Québec», le Nouveau-Brunswick apparaît comme la seule autre province où tous les espoirs sont encore permis. C'est aussi la seule qui ait adopté le bilinguisme officiel et s'efforce de le promouvoir. Les 244.000 Acadiens (34% de la population) semblent, au terme d'un long combat, en voie d'endiguer, voire de renverser, le processus de leur assimilation.

Des affiches seulement en français commencent à faire leur apparition, et l'université francophone de Moncton compte 8.000 étudiants.

Reste le Québec, bastion de la francophonie et seule province où le pourcentage de la population dont le français est la langue d'usage (83%, soit 5,6 millions de personnes) est supérieur à celui des francophones de souche. Depuis l'adoption il y a vingt ans d'une loi pour protéger le français, la tendance favorise la généralisation de cette langue. Même les immigrants, qui avaient tendance à apprendre d'abord l'anglais, sont plus nombreux désormais à connaître le français.

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE:

15/11/97

pg: 9

En haut des marches, sur le tapis rouge...

SOUS le ciel pommelé de Hanoi, le Palais de la Culture et de l'Amitié a déroulé son tapis rouge. Flanqué d'une haie en uniforme blanc de soldats de la Garde d'honneur. Près des jets d'eau qui rivalisent d'ardeur, perchés tout en haut de leurs hampes, les drapeaux de la Francophonie bombent le torse. Fiers, pour cette première hanoïenne, cette rencontre au sommet à la saveur vietnamienne.

Dans les rues désertées par les deux roues, bouclées, les cortèges se pavant et patientent à l'entrée du Palais. En haut de la volée de marches, le président Trân Duc Luong et son épouse accueillent les chefs d'Etat et de gouvernement, les «têtes» de la Francophonie, qui sont aussi parfois couronnées, comme le prince héritier Albert de Monaco.

Invitée au Sommet comme «observateur», l'Albanie a ouvert le bal automobile. A 9h45, Jacques Chirac, le président français, a allègrement escamoté les marches.

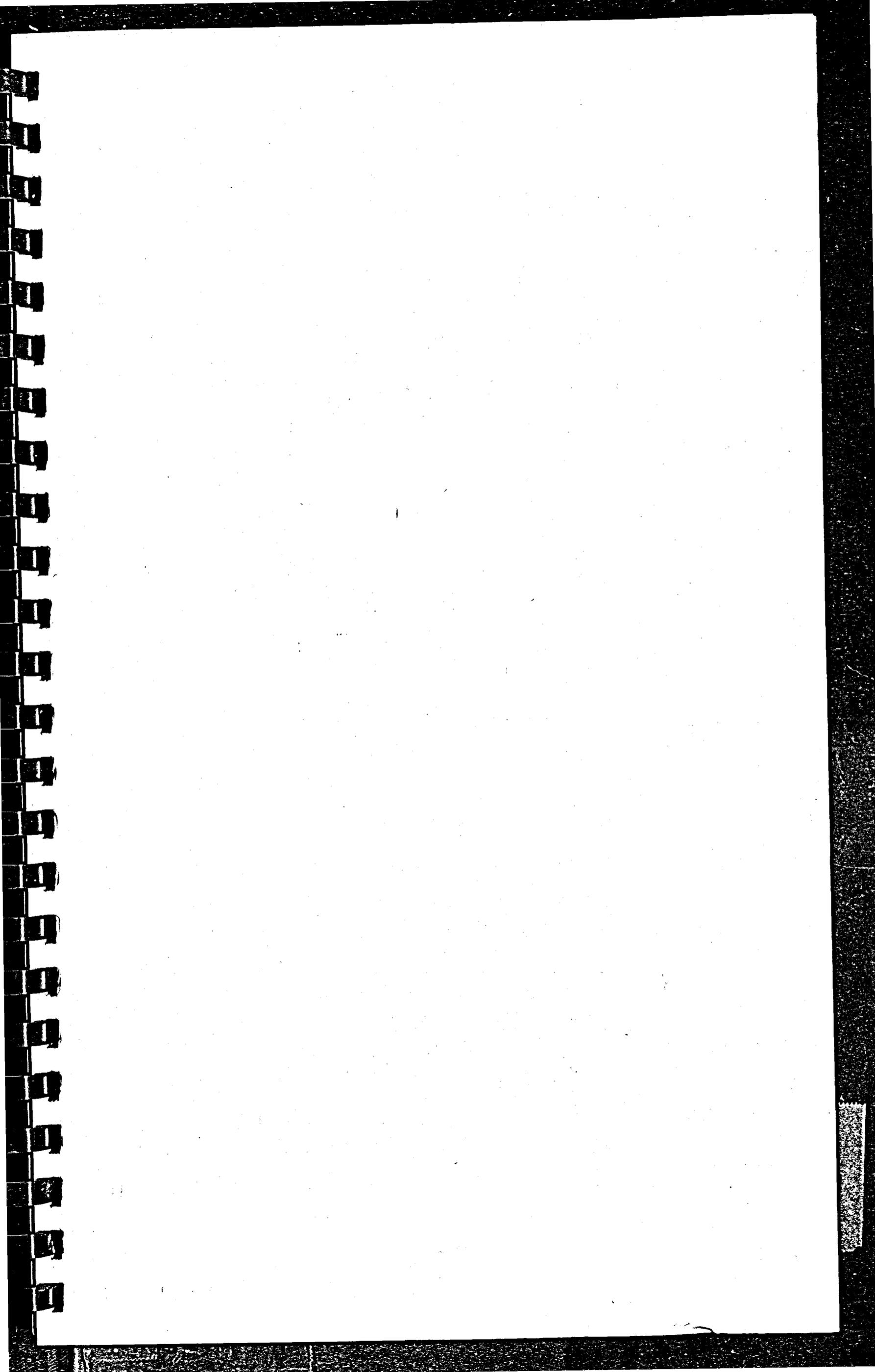


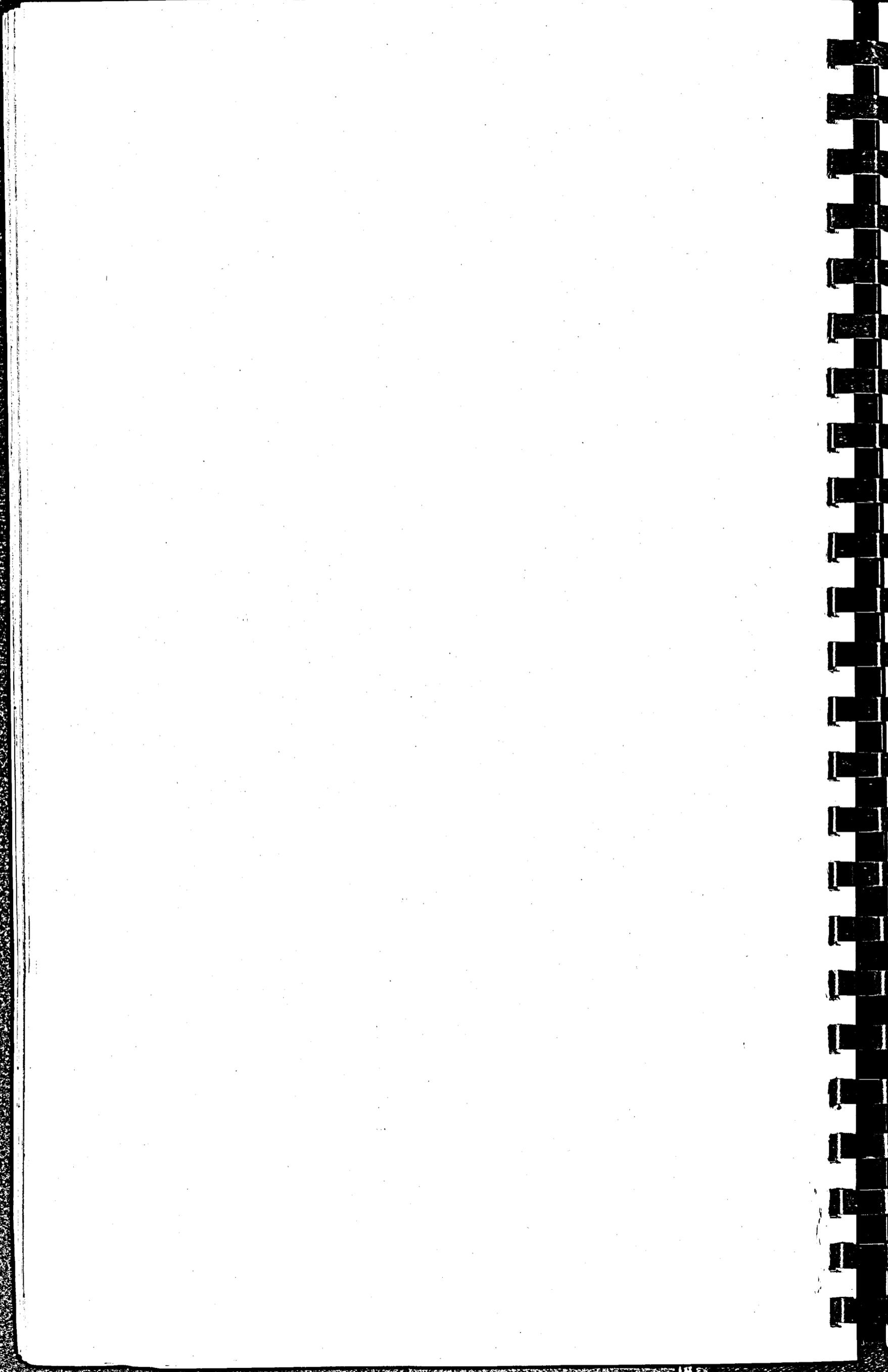
Tapis rouge conduisant les participants à la fête. Photo Nguyen Dan

Quelques mots échangés avec Trân Duc Luong. La poignée de mains et la pose pour les photographes et cameramen.

Dans la grande salle du Palais, chacun cherche son fauteuil rouge. Les hôtes en ao dai colorés placent les invités désorientés. Ça

bavarde et ça sourit en guettant l'heure H du jour J. Une voix sucrée au français impeccable annonce: «*Voire attention s'il vous plait, nous vous prions de regagner vos places...*» Le Vile Sommet de la Francophonie joue ses premières notes.





M. Chirac a ouvert le VII^e sommet de la francophonie

Controverse sur la désignation du secrétaire général

HANOI

de uns envoyés spéciaux

Dans le discours d'ouverture du septième sommet de la francophonie qu'il a prononcé, vendredi 14 novembre, à Hanoi, devant les représentants des pays « ayant le français en partage », le président Jacques Chirac a rappelé les raisons d'être de l'ensemble francophone et celles qui justifient qu'on le dote de nouvelles institutions. Il a exprimé sa conviction qu'au XXI^e siècle « les grands espaces linguistiques seront des structures à part entière du jeu politique ». Insistant particulièrement sur l'aggravation du risque d'uniformisation qui résulte actuellement de « la prépondérance d'une seule langue sur les vecteurs modernes de communication », il a annoncé que la France allait accorder 20 millions de francs supplémentaires au fonds créé au printemps dernier pour contribuer au développement des « inforoutes » francophones.

Il a indiqué, d'autre part, son souhait de voir s'accroître le nombre des étudiants étrangers venant se former en France (actuellement de 125 000). Il a été interrompu par les applaudissements de la salle lorsqu'il a rappelé

sa décision de faciliter pour les étudiants et les chercheurs les procédures d'obtention de visas pour la France.

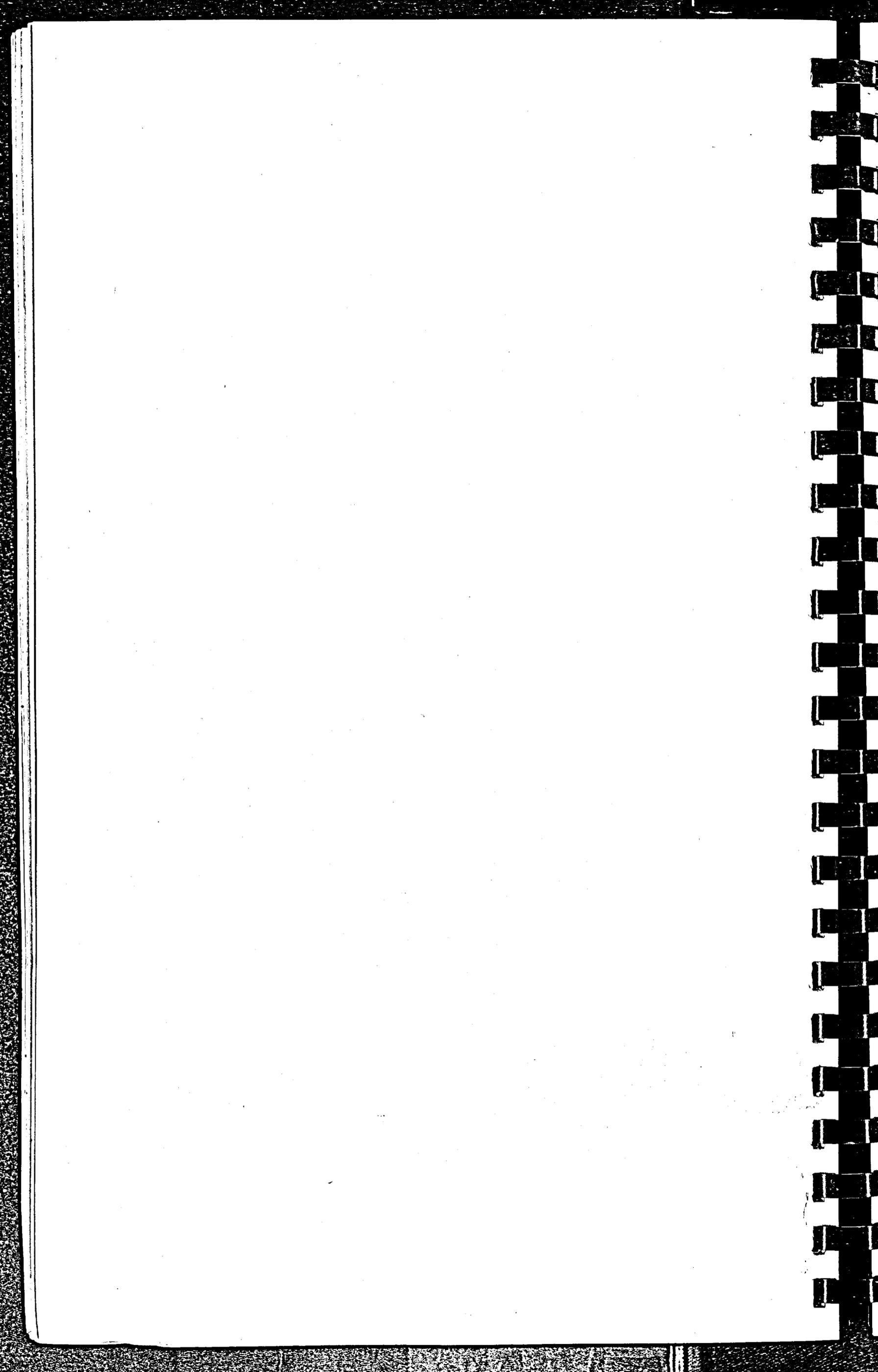
A propos de la réforme des institutions de la francophonie, on a pu sentir, dans les propos de Jacques Chirac, l'écho des polémiques qui ont surgi depuis le début de la semaine dans les réunions ministérielles préparatoires au sommet. « La conférence ministérielle nous a adressé des messages importants, a dit le président de la République. La France y est attentive, nous apporterons ensemble les précisions nécessaires pour répondre à ces préoccupations. »

Une partie des ministres réunis à Hanoi depuis le début de la semaine, notamment ceux du Canada et des pays africains, contestent l'étendue des pouvoirs attribués par le projet de charte de la francophonie au futur secrétaire général par rapport aux autres instances, notamment l'Agence de la francophonie. Le fait que Jacques Chirac ait supprimé, vendredi, de son discours, toute référence à cette agence ainsi qu'au comité permanent des ministres, semblait indiquer que l'affaire n'était pas encore totalement réglée.

En ce qui concerne la durée du mandat du futur secrétaire général, dont les contestataires demandent la réduction, il semble qu'un discret marchandage soit intervenu. Un membre de la délégation française indiquait, jeudi soir, que l'on s'en tiendrait aux quatre ans prévus par le projet de charte, en ajoutant toutefois : « De toute façon, le sommet se réunit tous les deux ans et le secrétaire général devra donc faire, au terme de cette période, un bilan de son action. » C'était précisé sous-entendre que Boutros Boutros-Ghali, à qui ce poste a été promis par la France, « pourrait avoir, à l'occasion, l'envie de mettre un terme à sa mission lors du prochain sommet. »

La vive contestation émise par des Africains du choix de M. Boutros-Ghali ne devrait pas apparaître dans les discours prononcés publiquement par les chefs d'Etat. Elle donnait lieu cependant, tous jours vendredi, à des tractations en coulisse, les uns exigeant des garanties de modération pour le budget du secrétariat général, d'autres réclamant des postes dans le cabinet du futur titulaire. Jacques Chirac doit avoir, en marge du sommet, de nombreux entretiens bilatéraux dont les premiers ministres du Cambodge,

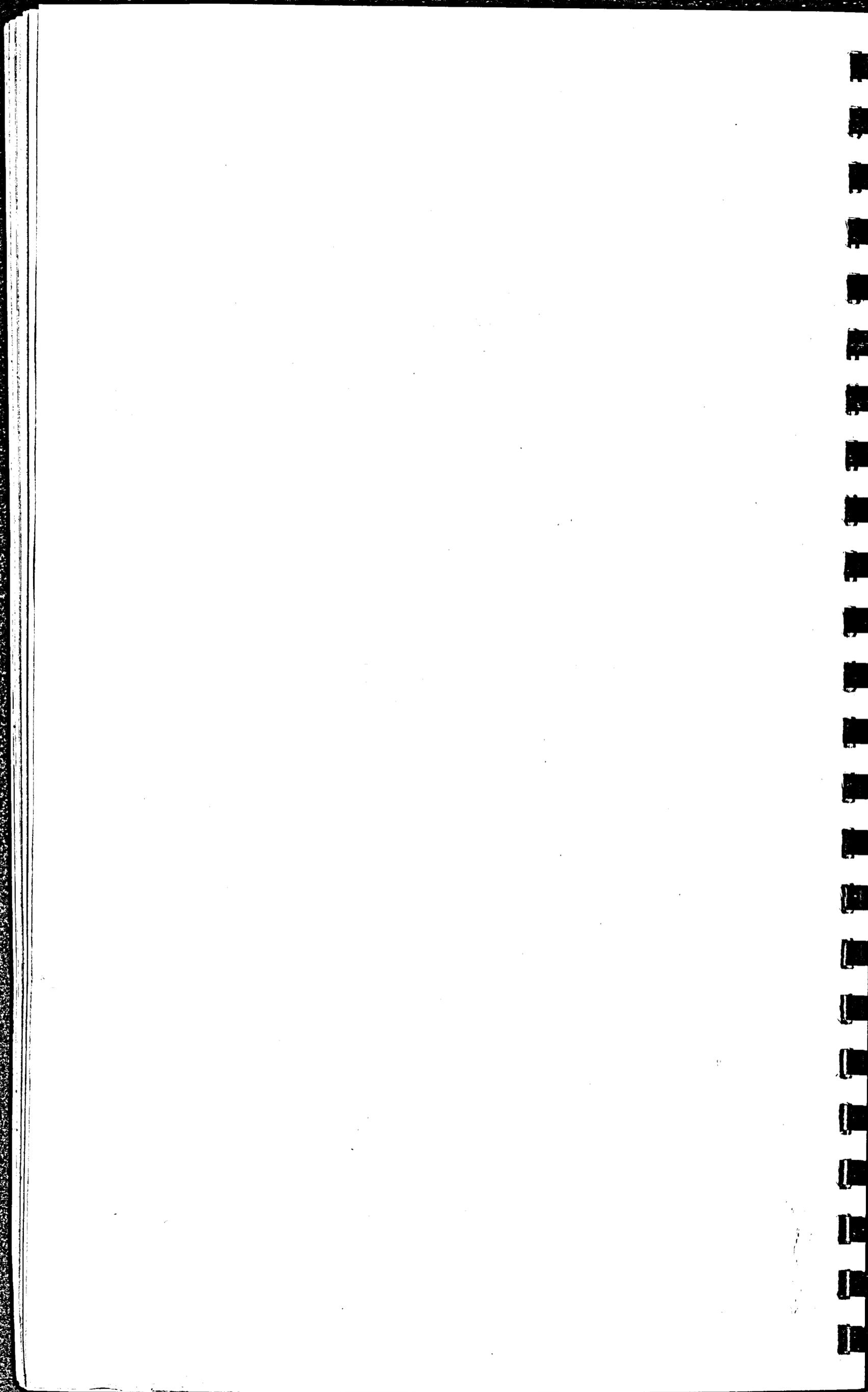
Claire Tréan et
Jean-Claude Pomonti



**DERNIÈRE JOURNÉE
DU
VII^{ÈME} SOMMET**

LE DIMANCHE 16 NOVEMBRE 1997

CAHIER DE PRESSE



Québec et Ottawa se parlent... et s'entendent à Hanoi

L'objet : les droits de la personne en Francophonie

DENIS LESSARD
envoyé spécial, HANOI

(A.6)

Le premier ministre Bouchard a dû négocier avec Ottawa le texte de son intervention sur les droits de la personne au Sommet de la francophonie.

« Nous avons travaillé de concert pour définir une position commune », a dit M. Bouchard dans un point de presse après son intervention, dans le cadre des discussions sur la coopération, au 7^e Sommet des 49 membres de la francophonie.

« Nous sommes tous heureux. M. Chrétien et moi sommes heureux », a-t-il laissé tomber.

M. Bouchard, comme l'avaient fait plus tôt des fonctionnaires fédéraux, a indiqué que les « sherpas » — les représentants personnels des deux premiers ministres qui ont à préparer ces sommets — avaient discuté son projet d'intervention. La déclaration faite par M. Bouchard au Sommet « s'inscrit tout à fait dans la ligne de la politique étrangère canadienne », a-t-on indiqué. Les textes « évoluent », a commenté, sourire en coin, un mandarin fédéral.

L'intervention du Québec au Sommet « sera à l'intérieur des règles convenues pour la participation du Québec et du Canada à ces conférences », a soutenu Jean Chrétien.

Deux jours plus tôt, le premier ministre Bouchard avait soutenu qu'un « régime de sanctions » devrait être prévu par les membres de la francophonie pour faire pression sur les pays où on constate un recul quant au respect des libertés fondamentales.

Ottawa avait tout de suite sou-

cillé devant l'idée de « sanctions », un terme qui ne s'emploie pas à la légère dans les déclarations internationales. En deux ans de réunions préparatoires au Sommet, on n'avait jamais parlé de « sanctions ». De plus, des joueurs importants de la francophonie, la France notamment, ne voulaient rien savoir d'une déclaration qui serait allée aussi loin.

Pour M. Bouchard, le mot « sanctions », était une « épithète médiatique » pour un communiqué de presse, pas pour une déclaration diplomatique, qui tente de rallier l'ensemble des participants à la conférence, a-t-il soutenu.

Même adouci, le texte de l'intervention est un appel clair à des gestes pour réprouver les reculs quant aux droits de la personne. Mais M. Bouchard n'a pas répondu quand on lui a demandé s'il avait dû adoucir sa proposition après les discussions avec Ottawa. « Personne ne cherche à crier victoire. On a une position commune qui est (de ce fait) renforcée », a-t-il dit. Le but était d'en arriver à « une position qui va faire avancer la francophonie au-delà de ce qu'elle n'a ja-



Lucien Bouchard

mais fait, on franchit un pas très important dans la francophonie et on le fait de concert avec le gouvernement fédéral », a affirmé M. Bouchard. Dans son unique intervention devant les autres chefs de gouvernement, le premier ministre Bouchard a d'abord dit souhaiter que « la francophonie ne reste pas immobile devant les reculs du droit et de la démocratie ». « Nous espérons que dans de telles circonstances, nos instances responsables n'hésiteront pas à envisager l'ensemble des mesures propres à assurer un retour à la paix, à la démocratie et à l'état de droit et, pour ce faire, qu'elles puissent agir rapidement. » Finalement le texte circonscrit étroitement le champ d'intervention du Québec. « Le Québec sera heureux de s'associer aux recommandations, aux décisions et aux actions qui relèvent de ses responsabilités », a poursuivi M. Bouchard dans son intervention.

En conférence de presse hier, il a souligné la portée d'un tel engagement et son intervention devrait se refléter dans la déclaration commune aujourd'hui. « Dorénavant, la francophonie politique va devoir assumer des responsabilités nouvelles et formalisées. Lorsqu'il s'agira de reculs dans les comportements démocratiques, la francophonie devra envisager l'ensemble des mesures propres à rétablir la paix, l'état de droit et les droits de la personne », a-t-il dit.

Autre source de frictions avec Ottawa, vite mise de côté par M. Bouchard, l'ambassadeur canadien à Hanoi a insisté et obtenu le droit

d'être présent lors de la rencontre M. Bouchard et le premier ministre vietnamien, Phan Van Khai. « C'est une question jamais résolue, la présence des ambassadeurs », a lancé M. Bouchard. Normalement, le Québec a des entretiens directs avec les autres chefs de gouvernement lors des Sommets francophones, a relevé M. Bouchard. Toutefois, comme cette rencontre a lieu au bureau du premier ministre, la présence de l'ambassadeur Marius Grinius a été tolérée, même si M. Bouchard n'a même adressé la parole à l'ambassade a-t-on appris.

Pour M. Bouchard, il n'est pas question « d'en faire un précédent important est qu'il ne s'agisse d'un précédent et que dans le cas des Sommets francophones, Québec continuera d'avoir des entretiens directs avec les autres participants.

Le Québec devra aussi se plier aux règles précises avant s'adresser au nouveau secrétaire général de la francophonie, Boutros-Ghali, élu aujourd'hui.

Sur des questions de coopération, Québec pourra saisir directement M. Ghali de ses vues, mais sur des questions politiques, il faudra préalablement s'entendre avec Ottawa, dit M. Bouchard.



Jean Chrétien

Bouchard, Chrétien adopt united front

Federalists, separatists work together for successful Francophonie summit

BY JACK AUBRY
The Ottawa Citizen

HANOI, Vietnam — A conciliatory Lucien Bouchard says his separatist Quebec government and federalists have worked well together to patch up their differences at the summit of la Francophonie.

Mr. Bouchard said he adopted diplomatic language during his speech Saturday to the conference of 46 francophone countries and dropped any mention of the organization using sanctions against countries that violate human rights — something to which the federal government objected to since it infringed on its territory as a sovereign government.

The move avoided conflict with Prime Minister Jean Chrétien, who met with Mr. Bouchard on the first morning of the meeting to iron out their differences. Mr. Chrétien had predicted there would be no bitter splits at the conference after Mr. Bouchard agreed to submit the text of his speech for review by the federal government.

"We have worked in concert to find a common position. I am very happy the text is presented in concert by Quebec and Canada. It is clear we worked together, as we do usually," said Mr. Bouchard.

"No one is looking to claim victory for himself. The victory is that we have a common position."

That's a far cry from Mr. Bouchard's comments at a press conference Thursday during which he surprised the federal government with a four-page statement that included support for sanctions for human rights violators.

He said he was pleased with the apparent compromise but couldn't com-

ment on "Mr. Chrétien's happiness."

The prime minister, for his part, appeared to be growing impatient with questions from reporters about Mr. Bouchard, saying — curtly — that relations with the premier continue to be cordial. Friday, a scowling Mr. Bouchard appeared to be out of sorts with Mr. Chrétien and they avoided any public signs of acknowledgement during public events.

While Mr. Bouchard called his speech a step in the evolutionary process of La Francophonie, he later said it shouldn't be considered a historic event either.

The text of his speech backs him up. The word "sanction" does not appear anywhere and at times asks more questions than it answers.

"All that said, we have to send a clear message, between us and the world. We hope the Francophonie does not remain inactive in the face of backward steps on rights and democracy," he said.

Mr. Bouchard said Quebec and federal officials worked together on the text.

"It's really the same thing. The motives, objectives and means are the same but they are couched in a more diplomatic language than when I have to answer to your rapid questions," said Mr. Bouchard.

The premier said he told Mr. Chrétien he would abide by the rules of the summit, especially in light of the fact he was a major author of Quebec's participation in 1986.

"It is clear that it was possible that both governments would act together today instead of having only one government proposing something. It appeared that we could add more strength to the position."

Quebec, Ottawa join in rights push

CAMPBELL CLARK
Gazette Quebec Bureau

A-4

HANOI — Quebec Premier Lucien Bouchard reworked his call for the Francophonie to impose sanctions on countries where there have been setbacks to human rights violations and democracy, to gain the federal government's approval.

Quebec and federal officials negotiated a new version of a touchy address to the leaders of Francophonie governments. Some federal officials had suggested the address would exceed the bounds of the provincial premier's role and step into international political questions.

"It appeared that we could add more strength to the position with the agreement and support of the federal government," Bouchard said yesterday. "The end result was a common position, which was a very good thing."

And he softened his tone in the address yesterday, avoiding the term "sanctions" when he told Francophonie leaders the organization should take measures to respond to setbacks to human rights and democracy in Francophonie countries.

The Quebec premier appeared to have taken federal officials by surprise Thursday, before the opening of the summit of Francophonie leaders, when he told reporters he would call for the international organization to impose sanctions against member countries where there have been setbacks for human rights and democracy.

Federal officials had said the rules for Quebec's involvement in the Francophonie did not allow Bouchard to make proposals on international political issues, because foreign affairs are the federal government's responsibility.

Prime Minister Jean Chrétien insisted, however, there was no dispute and he was satisfied Bouchard would respect the rules for Quebec's participation in the Francophonie. Those rules do not allow Bouchard to address the summit on international political issues, but Bouchard's aides said he would bring up the issue in a session on international co-operation, linking it to the possible withdrawal of financial aid.

Bouchard's aides said Friday he would submit the text of what he planned to say to federal officials only as a courtesy — but yesterday the federal government and the Quebec government had negotiated a new version of the proposal.

The new address included no specific mention of sanctions, although it made reference to the fact that the Francophonie had twice acted to single out countries for rights abuses or suppression of democracy — once in 1991 when the Francophonie summit was moved from what was then Zaire to France, and in 1995 when Francophonie countries threatened to cut off aid to Niger if elections were not held.

"We hope the Francophonie will not remain immobile in the face of setbacks to the rule of law and democracy," Bouchard said in his address, which was delivered in a closed-door meeting. "We hope that in such circumstances, our institutions that are responsible will not hesitate to consider all of the measures appropriate in ensuring the return to peace, to democracy and to the rule of law, and to accomplish this, that they be able to act quickly."

■ A Canadian government official in Hanoi said yesterday that Moncton, N.B., has been chosen as the site of the next Francophonie meeting in 1999.

ADDITIONAL REPORTING: CP

— POOR QUALITY ORIGINAL

— POOR QUALITY ORIGINAL

Vietnam mum on bid for clemency PM makes plea for jailed Canadians

CAMPBELL CLARK
Gazette Quebec Bureau

HANOI—Prime Minister Jean Chrétien intervened on behalf of two Canadian citizens imprisoned in Vietnam when he met with Vietnamese leaders here, but received no response.

Chrétien discussed the two cases, both involving Vietnamese-born Canadians convicted of committing crimes in Vietnam, in meetings yesterday and Friday with the top leaders of Vietnam, where the bi-annual summit of the Francophonie is being held.

Chrétien asked for clemency for a Montreal woman sentenced to death for drug-trafficking and a Toronto man convicted of taking part in a bomb plot, federal officials said.

Yesterday, Chrétien raised the case of Nguyen Ngoc Dang, of Toronto, who was convicted of plotting to plant bombs in Ho Chi Minh City and was sentenced to 20 years in jail, when he met with Vietnamese President Tran Duc Luong yesterday.

Canadian officials said Chrétien received a fax from Dang's wife yesterday, in which she asked him to intervene with Vietnamese leaders.

But Chrétien said he got no substantial response from Luong.

"They said they would look into



FRED CHARTRAND, CP

Chrétien puts hand on back of Vietnamese President Tran Duc Luong during official photograph at Francophonie summit in Hanoi.

that," he said with a shrug. Canadian officials said Chrétien did not ask for Dang's release, but asked Luong on humanitarian grounds to re-examine whether the sentence fit the circumstances. They said they have no evidence the charges were trumped up, and one senior civil servant, who spoke on condition that he not be named, said there did not appear to be extenuating circumstance in the case.

In a meeting Friday with Vietnamese Prime Minister Phan Van Khai, Chrétien raised the case of Nguyen Thi Hiep, of Montreal, Canadian officials said. She was sentenced to death for trafficking after being arrested in an airport and accused of importing heroin.

Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy has already asked the Viet-

namese government to commute her death sentence, and Chrétien repeated that appeal to Khai, they said.

Vietnam does not recognize the Canadian citizenship of people born in Vietnam, and therefore does not officially recognize Canada's right to intervene on their behalf.

Chrétien also said he raised the issue of Vietnam's over-all human-rights record with Luong. "They understand that the level is not what is desired by countries like Canada, so we mentioned that, and they say they're working on it," Chrétien told reporters.

Quebec Premier Lucien Bouchard said he also brought up the topic with Khai. "I reminded him that in Quebec, and in Canada, we have a preoccupation with human rights," he said.

Chrétien asks Vietnam for leniency for convicts

PM makes plea for two Canadian's facing stiff sentences

BY JACK AUBRY
The Ottawa Citizen

HANOI, Vietnam — Prime Minister Jean Chrétien made pleas for leniency in the cases of two Canadian citizens serving stiff sentences in Vietnam — one of them faces the death penalty — during meetings this weekend with the hosts of the Francophonie summit.

Mr. Chrétien brought up the cases during meetings with Vietnamese Prime Minister Phan Van Kha but didn't get any response on either case.

Nguyen Thi Hiep, a Montreal woman, was convicted, along with her mother, earlier this year of trying to smuggle several kilograms of heroin into the country and faces the death penalty.

Foreign Affairs Minister Lloyd Axworthy had already asked the Vietnamese government to reduce the sentence since Canada does not have

the death penalty.

The second case concerns Nguyen Ngoe Dang, a Toronto man who has been serving a 20-year prison sentence after being convicted of plotting against the government. He and eight others were convicted of planning to set off bombs around Ho Chi Minh City in 1993.

Senior officials later said Vietnam complicates matters by refusing to recognize that some of its citizens hold dual citizenship with other countries, as in these two cases.

Drawing comparisons to the former Soviet justice system, the officials said the prime minister was seeking sentences more in line with Canada's system.

The officials said the prime minister did not ask the prisoners be released, but rather that the sentences better fit the crime, considering that standards are different in Canada.

One official said there did not appear to be extenuating circumstances in Mr. Nguyen's case and that the Vietnamese had investigated the matter for one year before trial.

Ottawa Citizen, Sunday, November 16, 1993

Bouchard, Chrétien adopt united front

Federalists, separatists work together for successful Francophonie summit

BY JACK AUBRY
The Ottawa Citizen

A.3

HANOI, Vietnam — A conciliatory Lucien Bouchard says his separatist Quebec government and federalists have worked well together to patch up their differences at the summit of la Francophonie.

Mr. Bouchard said he adopted diplomatic language during his speech Saturday to the conference of 46 francophone countries and dropped any mention of the organization using sanctions against countries that violate human rights — something to which the federal government objected to since it infringed on its territory as a sovereign government.

The move avoided conflict with Prime Minister Jean Chrétien, who met with Mr. Bouchard on the first morning of the meeting to iron out their differences. Mr. Chrétien had predicted there would be no bitter splits at the conference after Mr. Bouchard agreed to submit the text of his speech for review by the federal government.

"We have worked in concert to find a common position. I am very happy the text is presented in concert by Quebec and Canada. It is clear we worked together, as we do usually," said Mr. Bouchard.

"No one is looking to claim victory for himself. The victory is that we have a common position."

That's a far cry from Mr. Bouchard's comments at a press conference Thursday during which he surprised the federal government with a four-page statement that included support for sanctions for human rights violators.

He said he was pleased with the apparent compromise but couldn't com-

ment on "Mr. Chrétien's happiness."

The prime minister, for his part, appeared to be growing impatient with questions from reporters about Mr. Bouchard, saying — curtly — that relations with the premier continue to be cordial. Friday, a scowling Mr. Bouchard appeared to be out of sorts with Mr. Chrétien and they avoided any public signs of acknowledgement during public events.

While Mr. Bouchard called his speech a step in the evolutionary process of La Francophonie, he later said it shouldn't be considered a historic event either.

The text of his speech backs him up. The word "sanction" does not appear anywhere and at times asks more questions than it answers.

"All that said, we have to send a clear message, between us and the world. We hope the Francophonie does not remain inactive in the face of backward steps on rights and democracy," he said.

Mr. Bouchard said Quebec and federal officials worked together on the text.

"It's really the same thing. The motives, objectives and means are the same but they are couched in a more diplomatic language than when I have to answer to your rapid questions," said Mr. Bouchard.

The premier said he told Mr. Chrétien he would abide by the rules of the summit, especially in light of the fact he was a major author of Quebec's participation in 1986.

"It is clear that it was possible that both governments would act together today instead of having only one government proposing something. It appeared that we could add more strength to the position."

97/11/16 14:25:00 Copyright 1997 Canadian Press

AM-Francophonie, Bgt

Francophone summit ends without any solid measures on sanctions

By Marie Tison

HANOI (CP) - The francophone summit ended Sunday without concrete measures to impose sanctions against member countries who fail to respect democracy and human rights.

The meeting highlighted key differences in opinion between Quebec Premier Lucien Bouchard and French President Jacques Chirac on the ever-thorny issue of sanctions for human rights violations.

Bouchard's push for tough measures aimed at guaranteeing human rights and democracy in countries in La Francophonie failed to win over Chirac and most other delegates.

"France is not at all willing for La Francophonie to act as a medium for sanctions of any sort," said Chirac, who argued the United Nations is the proper forum for such a debate.

"We want to convince, not constrain."

Bouchard was eager to play down the differences.

"This is a work for the future," the Quebec premier said.

"This particular organization has to evolve. They have to go through experiences. This is a process of learning.

"What is important is that La Francophonie, which is now political, has a formal framework in which to discuss these matters."

Prime Minister Jean Chretien, who approved of Bouchard's proposal after federal officials couched it in diplomatic language, appeared philosophical after Chirac's comments.

"I don't believe one country can start sanctions alone," Chretien said. "It doesn't work that way.

"The issue of sanctions exists within the Commonwealth but it's clear that's not the case with La Francophonie."

Nguyen Thi Binh, the Vietnamese vice-president, reminded delegates that the charter of La Francophonie specifies clearly the organization must respect the sovereignty of its members and must remain neutral on the matter of internal politics.

La Francophonie approved a plan of action to increase its political role and develop initiatives to help resolve conflicts.

"Given the current problems in a certain number of member countries in the heart of the African continent . . . we demand that programs and mechanisms to prevent conflict and maintain peace . . . continue and be increased in coordination with international, regional and national organizations," the document said.

Much of the responsibility will fall on Boutros Boutros-Ghali, the former United Nations secretary general who was elected new leader of La Francophonie.

In other summit business, delegates approved the choice of Moncton, N.B., as host of the next meeting in 1999.

CP 1428ES 16-11-97

Separatist premier 'quite happy' at summit

By DAVID GAMBLE
Parliamentary Bureau

P. 3

HANOI — Quebec Premier Lucien Bouchard spoke glowingly of his teamwork with Prime Minister Jean Chretien and federal officials at the Francophonie summit yesterday.

But Bouchard insisted he didn't back down from an earlier plan to speak in favor of sanctions against Francophonie members who fla-

grantly violate human rights — a foreign affairs topic clearly considered a federal matter under summit rules.

"I was quite satisfied with it, quite happy. Mr. Chretien and I were happy," said Bouchard.

"But I wouldn't comment much more on Mr. Chretien's happiness."

The separatist premier even submitted a draft of his human rights proposals to federal officials for approval, though he insisted it was

"out of courtesy."

A new version of his speech prepared by both Quebec and federal officials was presented to the 48 countries dropping any reference to sanctions, speaking instead of vague "measures against human rights abusers."

"It's the same thing. It's really the same thing," Bouchard insisted.

He refused to say how much was changed by federal officials and made no complaint

about interference from the federal government. "We have taken an important step in the Francophonie and we have taken it with the federal government," Bouchard said.

Bouchard reminded his fellow delegates that the Francophonie has taken stands against human rights violations in the past.

Chretien said little about Bouchard's performance yesterday, except to comment it was "within the rules."



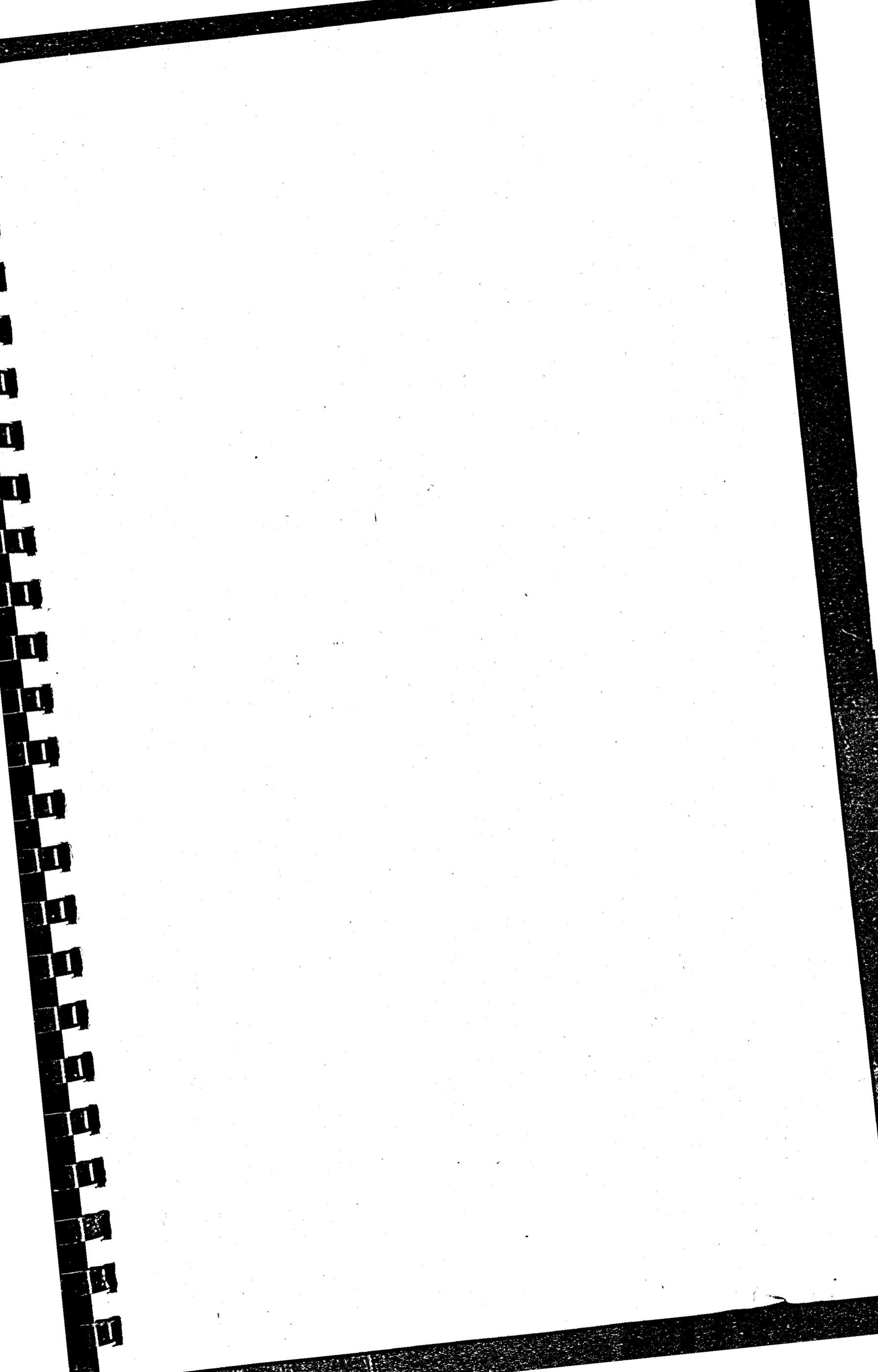
NOV. 16, 1997

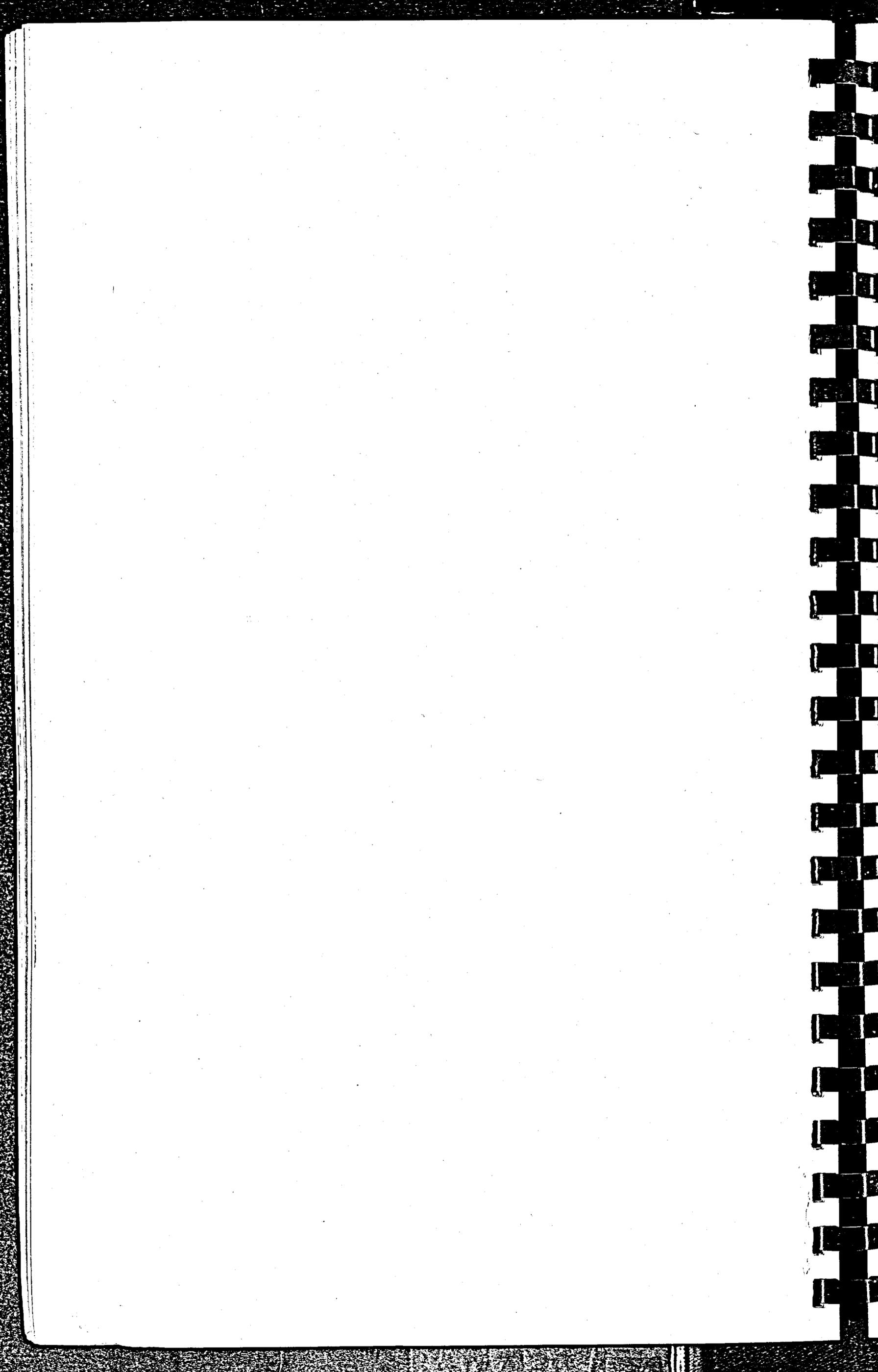
AGA

CPF

IME

284





Đỗ Mười speaks to Francophone delegates



Francophone heads of state and chief delegates, with State President Trần Đức Lương (fifth from left in front row) and Party General Secretary Đỗ Mười (sixth from left in front row), on the steps of a lit-up Presidential Palace. The General Secretary hosted a dinner banquet here on Friday, the first night of the summit. — VNA/VNS Photo Kim Hùng-Xuân Tuấn

The Seventh Francophone Summit opened in Hà Nội Friday morning and ends today. Delegates from 48 of the world's 49 Francophone communities attended the summit — the first held in Asia.

The General Secretary of the Việt Nam Communist Party, Đỗ Mười, met with heads of state and senior government officials as well as delegates attending the summit on Friday evening. Present were Vietnamese President Trần Đức Lương; Prime Minister Phan Văn Khải; National Assembly Chairman Nông Đức Mạnh and other high-ranking Vietnamese officials. Today, we publish the speech delivered to the gathering by Đỗ Mười.

On behalf of the Communist Party of Việt Nam, the Vietnamese people and myself, I warmly welcome heads of state, government officials and high-ranking representatives of the Francophone Community to the Seventh Francophone Summit — the first yet held in Asia.

Your presence in Hà Nội — our hospitable capital city — is a great honour to the Vietnamese people and is a vivid demonstration and magnificent confirmation of the traditional solidarity of our community.

Decisions adopted by you at this summit are sure to further consolidate solidarity

among the countries which are members of the community.

The decisions will also strengthen comprehensive co-operation, particularly economic co-operation. Such co-operation goes further than those member countries at the same standard of economic development.

More importantly, it will

provide the help that is needed between developed nations and developing countries as a way of enabling not only each member to develop, but the entire community.

This will meet the passionate aspirations of the community's peoples and conforms with characteristics

(Turn to P.2)

16/11 '97 10:49 FAX 84 4 8315620

DELICAN HANOI

VIET NAM NEWS

12006

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 16/11/97 Pg: 1

Phan Van Khai reçoit plusieurs Premiers ministres

LE 15 novembre, le Premier ministre Phan Van Khai a affirmé à ses nombreux interlocuteurs de plusieurs pays que le Vietnam entendait faire fructifier ses relations bilatérales avec les pays de la Communauté francophone.

Il a reçu respectivement ses homologues de la Tunisie, Hamed Karoul, du Liban, Rafic Hariri, du Burundi, Pascal Firmin Ndimira, de Maurice, Navinchandra Ramgoolam, du Vanuatu, Vohor Rialuth, du Québec, Lucien Bouchard, du Nouveau-Brunswick, Raymond Frenette et le représentant du secrétaire général de l'ONU, Xavier Perez de Cuellar.

Phan Van Khai a souhaité que les relations d'amitié et de coopération entre le Vietnam et ces pays se renforcent et se développent en soulignant que son pays continuait de suivre une politique extérieure ouverte. Les parties ont discuté des relations bilatérales ainsi que des mesures visant à les renforcer surtout dans les domaines économique, commercial.

CVN

LE COURRIER DU VIET NAM

DATE: 16/11/97 pg-1

Deuxième journée du VIIe Sommet

- *Les amendements à la Charte approuvés à l'unanimité*
- *Débats sur le Plan d'action et la Déclaration de Hanoi*

LES dirigeants francophones réunis pour la deuxième journée ont entamé samedi à huis clos l'examen des amendements au projet de la Charte de la Francophonie et de deux textes, à savoir la Déclaration de Hanoi et le Plan d'action.

A l'ouverture des travaux de la deuxième séance, Pierre Rocheau, ministre béninois des AE a présenté une communication sur la nouvelle Charte de la Francophonie pour son adoption, a fait savoir le porte-parole du Sommet, Nguyễn Ngọc Trân, dans son point de presse.

La Charte comprend trois titres et vingt-et-un articles.

En matinée, les délégués ont adopté à l'unanimité, après les interventions de plusieurs délégués dont ceux de la Communauté Française de Belgique, du Mali, du Sénégal..., un amendement présenté par Jacques Chirac. L'amendement stipule que le secrétaire général présidera le Conseil d'administration de la francophonie qui sera le Conseil permanent de la francophonie (CPF) et non plus la conférence ministérielle comme auparavant. Le CPF, instance politique de la francophonie, est composé des représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement.

Renforcement de la dimension économique

Les participants ont examiné ensuite le rapport sur les travaux de la IXe Conférence ministérielle, tenue les 11 et 12 novembre à Hanoi, présenté par Nguyễn Manh Câm. Celui-ci a également présenté le projet de Déclaration de Hanoi et le projet du Plan d'action. Il a mis l'accent sur l'importance du renforcement de la dimension économique de la francophonie et du développement des ressources humaines.

S'agissant du Plan d'action, M.Câm a noté qu'il s'articule autour de cinq axes mobilisateurs. Sur le plan économique, les champs d'action portent une attention particulière au développement de l'entrepreneuriat dans les pays du Sud, au développement des capacités nationales d'intégration régionale et mondiale, au développement de la justice sociale. Le Plan met l'accent sur la proposition de la tenue d'une conférence des ministres francophones de l'économie dans le biennium 1998-1999. Il propose une série de mesures pour promouvoir la

défense du français et sa diffusion dans le monde.

Les discussions ont été axées sur deux volets: le volet politique et économique, le volet de la coopération.

Le porte-parole du Sommet a d'autre part fourni des informations complémentaires sur les travaux de la première séance dans l'après-midi du 14 novembre. Au cours de cette séance, la Moldavie et Sao Tomé-et-Principe ont été reconnus membres à part entière de la communauté francophone, l'Albanie, la Pologne et la Macédoine ont obtenu le statut d'observateur de la Francophonie.

La journée d'hier s'est achevée par une soirée culturelle à l'Opéra de Hanoi, offerte par le président Trần Duc Luong.

Ce 7e Sommet francophone prend fin aujourd'hui après l'adoption de la Déclaration de Hanoi et du Plan d'action et par la désignation d'un secrétaire général de la francophonie, poste nouvellement créé.

Lan Huong-Minh Trang

LE COURRIER DU VIETNAM

DATE: 16/11/97

Hydro-Québec International au Vietnam

*«Je souhaite faire bénéficier
le Vietnam des expériences
du Canada-Québec
et du monde»*

HYDRO-Québec International (HQI) vient d'ouvrir, le 13 novembre à Hanoi, la première session de formation destinée à des opérateurs de réseaux électriques du Vietnam. C'est un projet d'une valeur de 500.000 dollars, financé conjointement par l'Agence canadienne de développement internationale et Hydro-Québec. A cette occasion, *Le Courrier du Vietnam* a interviewé M. Michel Clair, président-directeur général d'HQI, et M. Bui Quang Hung, vice-président du HQI et président directeur général de la Multinationale de l'Électricité et du Gaz (MEG International).

M. Michel Clair, pourriez-vous présenter sommairement Hydro-Québec International?

HQI est une filiale à part entière d'Hydro-Québec, l'une des plus importantes entreprises d'électricité en Amérique du Nord et chef de file en matière d'énergie renouvelable. Elle dispose d'un savoir-faire exceptionnel et est reconnue mondialement. En vingt ans, HQI a réalisé plus de 300 projets dans une soixantaine de pays en Asie, en Amérique latine, en Afrique et en Europe de l'Est.

Hydro-Québec est la plus grande entreprise d'électricité d'Amérique avec un actif de 52 milliards de dollars. C'est aussi une des compagnies ayant la plus grande quantité d'électricité vendue dans le monde. Son revenu en la matière en 1996 était de 7,7 milliards de dollars. Hydro-Québec, dont l'actionnaire est le gouvernement de Québec, se spécialise dans des activités de production, de transmission et de distribution d'électricité.



M. Bui Quang Hung.

M. Clair, HQI déploie un grand plan d'investissements de par le monde. Pourriez-vous nous en dire plus?

Au cours des cinq prochaines années, HQI compte investir avec des partenaires internationaux jusqu'à 1,2 milliard de dollars dans les projets énergétiques dans le monde, dont la valeur totale pourrait atteindre 10 milliards de dollars. Elle le fera à titre de partenaire industriel, ce qui signifie qu'elle participera directement à la réalisation et à l'exploitation des projets.

Aussi, HQI accordera une importance particulière au transfert du savoir-faire et des technologies d'Hydro-Québec par le biais de ses activités d'assistance technique auprès des sociétés d'électricité à l'étranger.

M. Bui Quang Hung, pourquoi vous êtes-vous intéressé au Vietnam?

Le Vietnam représente pour nous un marché potentiel très important au niveau des projets en infrastructure énergétique.

Ce marché est en pleine expansion et devrait connaître des augmentations de la demande en électricité se situant entre 12% et 15% par année correspondant à une croissance économique d'environ 10% par an.

Les besoins en infrastructures énergétiques seront alors énormes.

Plus spécifiquement, on peut dire qu'au Vietnam, HQI entend poursuivre le développement des projets de production d'hydro-électricité, de production thermique, le design détaillé et la surveillance des travaux de construction des lignes à haute tension et la cogénération pour alimenter les différentes usines au Vietnam.

M. Bui Quang Hung, vous êtes considéré, au Canada, comme l'un des hommes d'affaires vietnamiens qui a réussi. Pourriez-vous parler de votre expérience?

Ma carrière a commencé à la Compagnie Gaz Métropolitain en 1974. En 1981, j'ai été élu au poste de directeur du marketing et des ventes. De 1982 à 1997, j'ai occupé plusieurs postes de vice-président dans le domaine du marketing et des ventes, du transfert et du développement des technologies, du développement des projets industriels. Depuis 1997, j'ai été nommé vice-président chargé de la commercialisation et du développement des marchés à l'international de HQI et président-directeur général de MEG International. MEG international une filiale à part égale de Gaz de France (GDF) et de HQI.

Que croyez-vous apporter à votre pays d'origine?

Étant vietnamien, je souhaite faire bénéficier le Vietnam de mes expériences acquises au Canada-Québec et dans le monde au cours de ces vingt-trois dernières années dans le secteur de l'énergie.

J'aimerais réaliser rapidement des projets économiquement et socialement rentables pour le Vietnam et Canada-Québec. Étant loin de mon pays d'origine depuis plus de trente ans, j'aurais besoin de beaucoup de conseil et de supports des autorités compétentes du Vietnam. Je ne crains pas le dur labeur, je crains de ne pas faire les bonnes choses avec des délais

VIET NAM NEWS

DATE: 16/11/97 PS: 1

e/c

**Đỗ Mười
speaks to
Francophone
delegates**

(From P. 1)

of the prevailing international situation and its common trend: peace, friendship and co-operation for development.

I firmly believe that with its theme: *Strengthening Solidarity and Co-operation in the French Community for Peace and Socio-Economic Development*, and the adoption of the Francophone Community's new constitution, the Hà Nội summit will be an important landmark that opens a new chapter in the life and development of our community at the beginning of the 21st century.

I also believe that with such a prospect, our community will make a worthy contribution to the common cause for a world of peace and development.

Over many decades, the Vietnamese people have overcome uncountable hardships and difficulties while persistently fighting for national independence and working for national construction.

Throughout that process our people received the moral and material support of the people of all five continents and of people of conscience throughout the world, including the people of the French-speaking nations.

On behalf of the Vietnamese people, I take this opportunity to sincerely thank our friends and people in these countries for their valuable help.

In pursuing our comprehensive *đổi mới* policy during the past 10 years, we have recorded important achievements in all socio-economic fields.

Based on this success, we are shifting the nation to a new stage of development – that of boosting industrialisation and modernisation. We are doing so to achieve our great objectives – making the people prosperous; the country strong; and the society fair and civilised.

The Vietnamese people hope – as in the past and present – they will always receive both help and effective co-operation from the governments and people of the Francophone Community.

On this occasion, I ask you to convey our best greetings to your leaders and people, wish you nations further prosperity and your people happiness.

I wish the summit great success and that your stay in Việt Nam is wonderful. — VNS

DATE: 16/11/97

PS: 1

VIET NAM NEWS

DELICAN HANOI

008

President Lương and Prime Minister Khải receives Francophone dignitaries

HÀ NỘI — Việt Nam's President Trần Đức Lương received two presidents and a prime minister Friday afternoon.

The presidents were Romania's Emil Constantinescu and Nouhak Phoumsavan, of Laos. The Prime Minister was Belgium's Jean-Luc Dehaene.

The three led their countries' delegations to the Seventh Francophone Summit in Hà Nội.

Welcoming his guests, President Lương said their presence would make a great contribution to the summit's success.

He affirmed that Việt Nam had always attached importance to strengthening relations with time-honoured

friendly countries such as Romania and Laos as well as members of the European Union, particularly Belgium.

The two presidents said they highly appreciated Việt Nam's efforts in organising the summit.

President Constantinescu invited President Lương to visit Romania and this invitation was accepted with pleasure.

The Belgian Prime Minister told President Lương of his government's decision to give emergency aid of about US\$1 million to victims of tropical storm *Linda*.

Late Friday, Prime Minister Phan Văn Khải received separately the first Prime Minister of Cambodia Ung Huot; Prince Albert of

Monaco; the Prime Minister of Canada Jean Chrétien; the Prime Minister of Moldavia, Ion Ciubuc; and the Premier of Belgium's French-speaking community, Laurette Onkelinx.

All are here for the summit.

Prime Minister Khải thanked his guests for attending the summit and said he wished for the further development of friendly relations between Việt Nam and those countries.

He affirmed the support of the Vietnamese government and people for Cambodia's admission to ASEAN and said that Cambodia's internal affairs must be solved by the Cambodians.

He hoped that under the

leadership of King Norodom Sihanouk, the Cambodian government and people would overcome all obstacles to make theirs a peaceful, neutral and prosperous country.

Prime Minister Ung Huot said that he highly appreciated Việt Nam's support for Cambodia's preparations to join ASEAN and wished that the relationship between the two countries would be further broadened in many fields.

Prince Albert of Monaco expressed the wish to co-operate with Việt Nam in oceanological research.

He also announced Monaco's decision to give US\$33,000 to help Việt Nam deal with the effects of

tropical storm *Linda*.

The Premier of Belgium's French-speaking community and Chairwoman of the Conference of Ministers in Charge of the Francophone Community's Universities, Laurette Onkelinx, pledged to help Việt Nam in education and training.

The Vietnamese prime minister also received his Canadian counterpart Jean Chrétien, who said that he highly appreciated Việt Nam's efforts in organising the summit.

The two prime ministers witnessed the signing of a taxation agreement between the two countries.

The agreement is designed to avoid double taxation and asset-tax evasion.

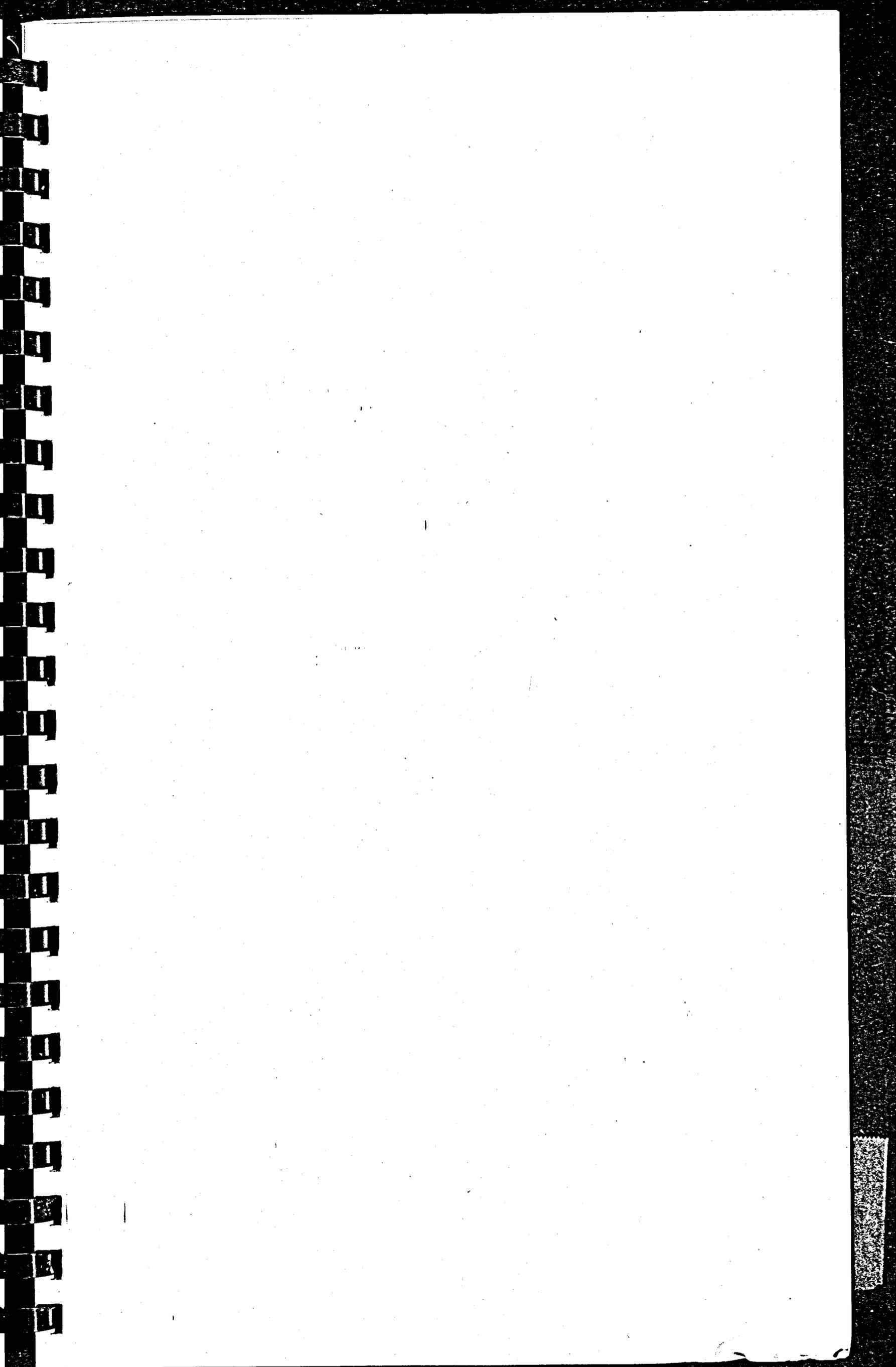
It was signed by Việt

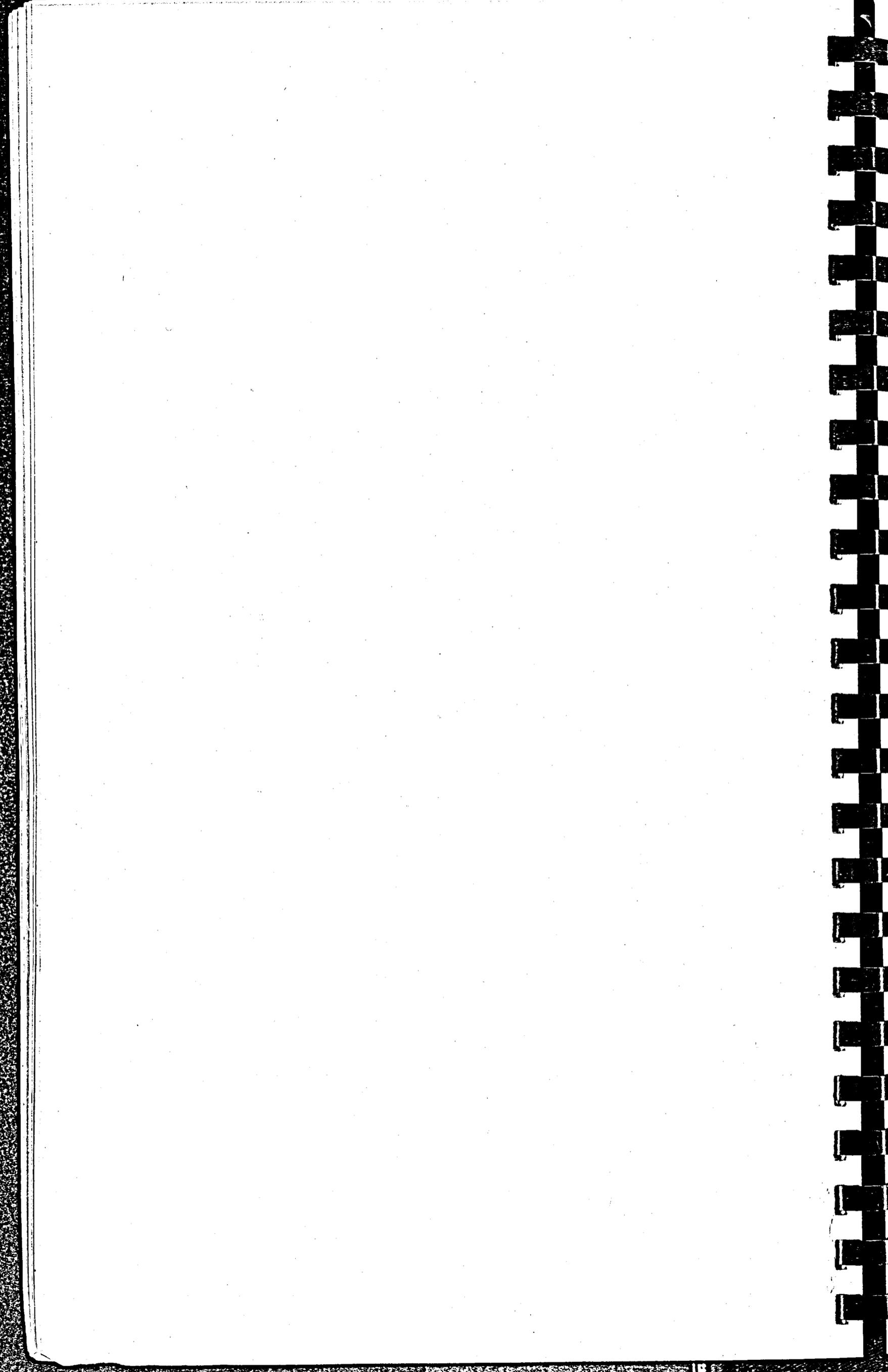
Nam's Finance Minister Nguyễn Sinh Hùng and Canada's Minister of International Co-operation and the Francophone Community, Diane Marleau.

The Vietnamese prime minister and Moldavia's Prime Minister Ion Ciubuc discussed co-operation between the two countries, and the devising of proper measures to strengthen co-operation in economics, trade, food processing industry, tractor manufacturing and cadre training.

Prime Minister Ciubuc invited Prime Minister Khải to visit Moldova and the invitation was accepted with pleasure. — VNS

295





Au sommet de Hanoï **Chirac : la francophonie, entreprise politique**

Jacques Chirac a ouvert hier à Hanoï le VII^e Sommet de la francophonie qui doit se doter d'un porte-parole officiel en la personne de Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'ONU.

● La francophonie « est une entreprise résolument politique. Une entreprise patiente dans son cheminement, mais ambitieuse dans sa vision », a déclaré le président français lors de son discours d'ouverture.

● M. Boutros-Ghali est « l'homme qu'il nous fallait », a souligné le président Chirac. « Pour affirmer dans le monde l'importance de l'espace politique franco-

phone, il fallait un homme qui soit universellement connu », a ajouté le chef de l'Etat, alors que certains pays africains exprimaient leurs réserves face à la désignation du diplomate égyptien.

● Sur les droits de l'homme dans l'espace francophone, le président français est resté prudent : « Nul n'a le monopole de la bonne gouvernance, nul n'a la recette immuable de la vraie démocratie », a-t-il dit.

(Les dépêches de Paul GUILBERT, Arnaud de LA GRANGE, Irina de CHIKOFF, Jean-Jacques MÉVEL et Bernard OSSER, pages 2 et 3)

17/11/97

14:23

AMBASSADE DU CANADA PRESSE → 613 995 4949

NO. 849 007

16/11/97

LE FIGARO

Hanoï célèbre l'universalité du français

Les trente chefs d'Etat et de gouvernement doivent désigner dimanche l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, au nouveau poste de secrétaire général de la francophonie



Jacques Chirac et le président vietnamien Tran Duc Luong, hier, lors de la cérémonie d'ouverture du sommet. Tous les continents, toutes les idéologies et tous les comportements sont représentés à Hanoï. (Photo Fouet/AFP.)

Le président Jacques Chirac a affirmé hier que l'ancien secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, est « l'homme qu'il nous fallait » pour devenir le « visage de la voix » de l'espace politique francophone.

Pour affirmer dans le monde l'importance et la crédibilité de l'espace politique francophone, il fallait un homme qui soit universellement connu », a déclaré le chef de l'Etat dans une interview accordée à la Communauté des radios publiques de langue française (CRPLF). Il a assuré qu'il n'y aurait « aucun conflit » autour du choix de l'Egyptien Boutros Boutros-Ghali comme secrétaire général de la francophonie. Certains pays d'Afrique noire avaient souhaité que ce nouveau poste, qui sera pourvu dimanche à Hanoï, revienne à l'un de leurs représentants.

LE FIGARO

66/1/9.

HANOÏ :

de l'un de nos envoyés spéciaux
Paul GUILBERT

Sur la scène inaugurale, les chefs d'Etat et de gouvernement ou leurs représentants sont rangés par paquets de six, au nombre total de quarante-huit. Tous les continents, toutes les idéologies, tous les comportements, figurent dans cet assemblage.

Parmi ces chefs, certains ont pris le pouvoir par la violence, d'autres émergent démocratiquement du naufrage communiste totalitaire, comme le président roumain Constantinescu. Deux seulement sont en costume traditionnel, dont le Malien Konaré. Une seule femme, la représentante de la communauté francophone belge.

On remarque l'entrée discrète de l'envoyé égyptien, Boutros Boutros-Ghali, en cravate pourpre, qui devrait être dimanche le premier patron de la francophonie. Le prince Albert de Monaco est placé au dernier rang, le président Chirac au

premier, à côté du président vietnamien.

Dans la salle, les ministres français Védrine, Josselin et Catherine Trautmann, ainsi que M. Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, invité à la fois de M. Chirac et du Vietnam. Des enfants de Hanoï lèvent les bras comme des fleurs. Quel est le sens de tout cela ?

Les autoroutes de l'information

Le principe mis en évidence est celui de l'universalité de la langue française : le choix de l'Asie en témoigne, même si l'usage du français s'apparente à celui d'une langue morte au Vietnam « francophone », tandis qu'il progresse au Japon, en Corée ou en Thaïlande, qui ne le sont pas. Mais la francophonie s'accroche ici à un socle historique, preuve de la multiplicité de ses composantes.

Le moment symbolique de la séance fut bien celui où le président du Bénin, hôte du précédent sommet, s'écria d'une voix de stentor mystique à l'adresse de son homologue vietnamien :

« La volonté divine a voulu que ce soit moi, l'Africain, qui passe à vous, l'Asiatique, le témoin de la francophonie dans votre capitale héroïque. »

D'entrée de jeu, M. Chirac s'est efforcé de préciser la définition d'un objet qui a du mal à

en trouver une, et surtout d'en tirer les conséquences adaptées au temps présent. Comment tirer du sommet de Hanoï un message qui ne soit ni trop contradictoire ni trop embrouillé ?

M. Chirac ne sort pas de la

conviction que, « au XXI^e siècle, les grands espaces linguistiques seront des acteurs à part entière du jeu politique ». Déjà les espaces hispanophones et lusophones s'organisent, à côté de la nébuleuse anglophone.

Selon cette conception no-

vatrice plus dynamique que défensive, il s'agit donc de jouer sans complexe la « carte maîtresse » du français, en l'imposant sur les autoroutes de l'information : « Le texte, le son, l'image francophones, doivent y être massivement présents ».

répète le président, qui, joignant le geste à la parole, annonce une contribution française de 20 millions de francs au fonds créé à cet effet. Soit !

Au-delà de cette mesure instrumentale, il s'agit encore de mettre en musique la vision du monde que représente le français, que tous chantent à l'unisson : « Osons le dire, la francophonie est une entreprise résolument politique », s'écrie le président. Par quels moyens et pour quelles interventions ? La première journée du sommet montre que les deux questions ne sont pas faciles à résoudre.

Simplification des visas

On sait que, « désormais, la francophonie aura une voix et un visage », selon l'expression de M. Chirac, et qu'elles seront exprimées par M. Boutros-Ghali, candidat au secrétariat général, imposé par la France, en dépit de la grogne de nombreux Africains, qui, il est vrai, n'avaient aucun personnage d'envergure à lui opposer. Il n'empêche : l'ancien secrétaire général de l'ONU n'a pas gardé de bonnes relations avec cette organisation. Premier signe de brouille. Et la bonne articulation de l'instance du Conseil des ministres francophones avec le nouveau pouvoir n'a toujours pas été trouvée, en dépit de l'ardeur diplomatique de M. Chirac. Second signe de difficulté institutionnelle qui, au demeurant, n'étonnera personne.

Deux thèmes, deux serpents de mer, feront l'objet de discussions animées au cours des réunions d'aujourd'hui : la diplomatie préventive et la défense des droits de l'homme dans l'espace francophone. M. Chirac a donné son avis préliminaire : en cas de crise, ou d'appel, l'autorité francophone ne devrait intervenir « qu'à la demande » des gouvernements, avec le seul souci d'aider au rétablissement de la paix dans le premier cas, de proposer des instruments de formation juridique ou d'observation électorale dans le second cas : « Nul n'a le monopole de la bonne gouvernance, nul n'a la recette immuable de la vraie démocratie », a conclu M. Chirac.

On notera, pour caractériser l'atmosphère de l'assemblée, que le seul passage très applaudi de son discours concernait la simplification des procédures de visas français pour les étudiants et les chercheurs.

Le président avait à peine fini de parler que son ami Raik Hariri, premier ministre libanais, exaltait « l'ambition de faire de l'espace francophone un espace de démocratie (et de développement) », et réclamait l'aide de ses partenaires francophones pour la libération du Liban-Sud et du Golan de l'occupation israélienne, posant ainsi le principe d'intervention de la famille dans un conflit international. En marge du sommet, M. Chirac a déjà reçu M. Hariri, ainsi que les deux premiers ministres du Cambodge.

LE FIGARO

16/11/97

La recette vietnamienne

Formés à la boulangerie, à la cuisine et au service de table à la française, les deux cents élèves de l'École d'arts ménagers trouvent tous du travail.

HANOT :

de l'un de nos envoyés spéciaux
Arnaud de LA GRANGE

Dans la capitale vietnamienne, le restaurant Hoa Sua est un cas à part. Il concilie gastronomie, francophonie et action sociale. Un cocktail étonnant qui n'empêche pas le 81, rue Tho-Nuom d'être une des adresses les plus courues du Tout-Hanoï.

Hoa Sua, qui tire son nom de l'arbre à fleur de lait sous lequel on peut dîner dans la cour, ne s'affiche pas comme restaurant. La carte annonce une « Ecole d'arts ménagers », qui héberge aussi une boulangerie et un service traiteur. Les jeunes serveurs — ils ont entre 17 et 25 ans — se trompent souvent de table, ont parfois le geste maladroit. Mais ils débordent de bonne volonté et les plats, très bon marché, sont de qualité.

« Ce sont tous des défavorisés, des enfants des rues ou des orphelins... », explique Xavier de Lauzanne, jeune diplômé de l'école hôtelière de Saint-Quentin-en-Yvelines qui travaille ici depuis un an, grâce à un petit coup de pouce de l'ambassade de France. Après un an de formation, les deux cents élèves sortent tous placés, dans des hôtels, des restaurants, des ambassades ou chez des expatriés. « Nous demandons un salaire minimum pour les lâcher », précise Xavier.

« La dimension francophone est très présente », assure Mme Bideaux Nguyen Song

Tchu. « les élèves sont formés à la boulangerie, à la cuisine et au service de table à la française. » Près de la moitié d'entre eux suivent en sus des cours de français. « Surtout ceux qui ont pris l'option cuisine, pour les livres de recettes... »

Mme Bideaux Nguyen Song Tchu, une Française d'origine vietnamienne, est l'instigatrice de ce projet, mené en coopération avec une partenaire vietnamienne. Ayant quitté le Vietnam en 1947, elle y est revenue pour la première fois en 1989 et a lancé Hoa Sua en 1995.

Projet d'extension

Institutrice puis gérante d'un restaurant à Lyon, elle a un jour décidé de partir enseigner le français aux boat people réfugiés aux Philippines et en Malaisie. Ces derniers étant rapatriés au Vietnam, elle a tout naturellement reporté son action sur son pays natal. « Au début, je me suis heurté à un grand scepticisme. Cela ne faisait pas sérieux de ne pas vouloir gagner d'argent... »

Des partenariats ont été conclus avec l'école hôtelière de Saint-Quentin, de l'université d'Angers ou l'institut Vatel de Lyon, qui a détaché un stagiaire cuisinier à Hoa Sua. Le grand restaurateur parisien Le Divillec vient de visiter Hoa Sua. Séduit, il a décidé d'y envoyer régulièrement des chefs pour la formation et d'accueillir des stagiaires.

Un projet d'extension à Ho Chi Minh-Ville, est dans les

cartons. Il accueillerait toujours des défavorisés mais aussi des élèves boursiers et payants, pour répondre à une forte demande. A moyen terme, il faut espérer qu'une réalisation qui a fait ses preuves serve de projet-pilote à des programmes de plus vaste envergure. Surtout dans un domaine hôtelier qui a des besoins gigantesques.

Hoa Sua possède, en effet, un atout majeur : concilier francophonie et accès à l'emploi. Les Vietnamiens n'ont cessé de le répéter, cette dimension économique est essentielle à leurs yeux : « Plus que la langue elle-même, c'est l'accès aux connaissances techniques et à l'emploi qu'elle va permettre qui les intéresse », confirme Christophe Feuche,

président du Comité d'affaires français au Vietnam.

« C'est pourquoi il ne faut pas se tromper sur le type de formation que l'on donne, poursuit-il, les bac + 5 ne sont pas très utiles alors que le besoin en bac + 2 ou 3 est énorme. » L'Aupéif-Uref serait désormais sur la même longueur d'onde. « Nous avons peut-être trop raisonné en universitaires alors que les entreprises veulent des techniciens, reconnaît Alain Bourdeau, directeur adjoint du bureau Asie du Sud-Est, il va falloir s'adapter. »

Avec un peu de recul, les instances francophones réalisent que le Vietnam a besoin d'ouvriers supérieurs et de techniciens qualifiés. Pas de docteurs en physique nucléaire. A. L. G.

Le lustre retrouvé de l'Opéra

Pour sa première soirée dans ses nouveaux habits, l'opéra de Hanoï s'offre une belle brochette d'invités : les chefs d'Etat du sommet de la francophonie, qui vont y assister ce soir à un gala artistique.

Inauguré en 1911, ce superbe édifice largement inspiré du Palais Garnier avait beaucoup souffert des outrages du temps, que le manque de moyens empêchait de réparer. Les Vietnamiens ont décidé de profiter de cette grande messe francophone pour lui redonner tout son lustre.

Le résultat est superbe. La rénovation, qui a coûté plus de 15 millions de dollars, a été financée par le Vietnam et non par la France comme la rumeur le dit. La confusion vient du choix d'un architecte français d'origine vietnamienne, Ho Thieu Tri, pour conduire le projet.

Ce dernier a embauché des architectes locaux et confié le gros œuvre à une entreprise vietnamienne. Mais ce sont des entreprises

françaises qui ont effectué toutes les finitions, comme les marbres, les dorures, les tentures ou les équipements scéniques. « Au début, cela n'a pas été facile de faire accepter des étrangers, beaucoup plus chers. Mais j'ai insisté sur le besoin de qualité et les Vietnamiens ont pu bénéficier de transferts de savoir-faire », explique Ho Thieu Tri.

En France, il avait déjà rénové des bâtiments historiques, des théâtres même. « J'ai abordé ce chantier presque comme n'importe quel autre, contrairement à ce que l'on croit, j'ai réalisé l'importance qu'il revêtait aux yeux des Vietnamiens, des miens aussi. La dimension sentimentale l'a vite emporté sur les aspects professionnels. »

Ho Thieu Tri n'a plus qu'une envie : développer son activité au Vietnam et s'attaquer à d'autres trésors de la capitale, comme la Maison des hôtes du chef de l'Etat. Et, pourquoi pas, le palais du président. A. L. G.

Etats-Unis : du boulet culturel à l'atout économique

Au milieu des sapins du Maine, les quarante mille habitants de Lewiston rêvent de conquêtes commerciales grâce au français.

LEWISTON (Maine) :
de notre envoyé spécial
Jean-Jacques MÉVEL

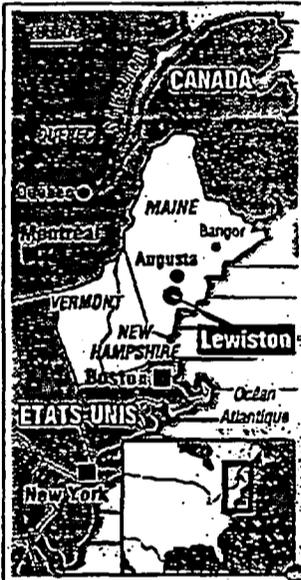
Isolée tout en haut des Etats-Unis, entre les sapins et les troupeaux d'élan, la ville de Lewiston se réveille le dimanche avec *La Vie en rose*, la voix d'Edith Piaf et deux heures de radio en français. La francophonie ? « Si c'est pour faire plaisir à l'élite parisienne et à l'Académie française, ça ne vaut pas un clou, répond le solide Séverin Bélieveu. Mais, si ça peut rapporter des dollars, là on commence à parler de choses sérieuses... »

Patron d'un des plus gros cabinets d'avocats du Maine, cet Américain de la douzième génération vient de se remettre au parler de ses ancêtres. Dans sa bouche, Châteaufort - d'où les Bélieveux sont partis en 1636 - raste une ville de France au nom difficilement prononçable. Mais il s'applique. « Parce que, dans le Maine, la langue de Molière pourrait un jour rimer avec de bonnes affaires.

L'autre vitrine

A Lewiston - à trois heures de route de Boston et sept de Québec - l'avenir du français paraît plutôt compromis. Au siècle dernier, cette capitale américaine du tissage a accueilli des dizaines de milliers de Canadiens français fuyant leur patrie, l'anglicisation et la misère.

Devenue la deuxième ville de l'Etat, Lewiston compte aujourd'hui 57 % d'habitants de souche française. Un bon tiers d'entre eux a commencé, tel Séverin Bélieveu, par entendre parler français de la berceau. Mais les écoles paroissiales, bastions de la langue, ont disparu les unes après les autres. Même Saint-Pierre-et-Paul, cathédrale catholique trop chère à chauffer, ferme désormais ses portes la moitié de



cos - vont écouter la messe en anglais avec des irlandais.

Le temps n'est pas si lointain où, pour s'affirmer comme de vrais citoyens des Etats-Unis, les Lévesque changeaient leur nom en Bishop et les Courtemanche se laissaient appeler Shortleeve. La librairie locale, Bookland, n'offre plus que deux titres français : *L'Etranger*, de Camus, et *Le Petit Prince*, de Saint-Exupéry. « Pour la littérature et la poésie, il est sûrement trop tard, explique Raymond Lagueux, de la chambre de commerce. Mais les méthodes de français des affaires pourraient bientôt manquer... »

Le Maine, avec comme seuls succès d'exportation la pâte à papier et le homard, est le laissé-pour-compte du bouleversement économique radical qu'ont connu depuis quinze ans les Etats-Unis : un Américain sur quatre, en moyenne, travaille aujourd'hui pour les marchés étrangers. Mais, à Lewiston, et dans son industrie en perte de vitesse, il n'y en a qu'un sur douze qui produit pour l'exportation.

L'an dernier, l'idée a surgi de transformer l'héritage lin-

guistique - en atout économique plutôt qu'en boulet culturel », ainsi que l'explique le maire, John Jenkins. « Pour faire ses emplettes sur le marché mondial, il suffit de bredouiller l'anglais. Mais, lorsqu'il s'agit de vendre, c'est-à-dire de séduire, il faut pratiquer la langue du cru. Parler français, c'est disposer d'une seconde vitrine sur la planète. »

Lorsque le projet a germé de faire adhérer l'Etat du Maine au Forum francophone des affaires (FFA, chambre de commerce de la francophonie), l'avocat d'affaires Bélieveu a commencé par faire la moue, avec tous ses clients : « Pour moi, c'était une chimère de plus. » L'épreuve de vérité est venue cet automne.

Pour un Américain, il est difficile d'imaginer un marché a priori plus éloigné que le Vietnam, l'ancien ennemi situé aux antipodes. Séverin Bélieveu s'y est rendu le mois dernier, avec le FFA et une douzaine de Mainois : « Nous avons parlé français, et les contacts sont là : Hanoi s'intéresse à nos bateaux de pêche, à nos usines de conserverie et même aux dérivés du bois. »

Comme une revanche

Le « business » n'est pas le seul succès de l'aventure. Peter Thibeault, devenu VRP de haute volée après avoir fréquenté la Sorbonne en 1968, dit avoir éprouvé un sentiment de revanche à négocier en français. Même Séverin Bélieveu ne peut s'empêcher d'exhiber son portrait devant la cathédrale de Hô Chi Minh-Ville : enfant, il s'était passionné pour Saigon et la guerre d'Indochine en feuilletant *Paris-Match*...

Du coup, Lewiston se souvient de sa deuxième langue et rêve d'exporter vers l'Afrique, l'Orient et pourquoi pas la France. Au centre de la ville, une boutique sur trois affiche : « Ici, on parle français », entre la feuille d'érable

et la fleur de lys. Quelques milliers envisagent de « refrançiser » leur patronyme. « Dans ce pays, il est désormais correct de se dire hispano-américain ou sino-américain, dit Raymond Lagueux. Nous allons faire renaitre l'identité franco-américaine. »

« Deux ans pour réussir »

Pour l'heure, il s'agit moins d'une renaissance que d'un enthousiasme, voire d'une mode. Mais Lewiston veut croire dur comme fer à son idée. A grands coups de interventions, la ville a ravi à Augusta, la capitale du Maine, et à Bangor l'honneur d'abriter la future organisation américaine du FFA. Le New Hampshire et le Vermont, deux autres Etats de la Nouvelle-Angleterre, ont vu une minorité francophone envisager aussi d'y adhérer.

« Nous avons deux ans pour réussir », dit l'avocat Bélieveu devenu le patron de l'entreprise. « Si les affaires viennent, le réveil du français sera un intéressant effet secondaire. Mais, si ça ne marche pas, il n'y aura plus qu'à fermer boutique. »

J.-J.M.

LIBERATION

Le Québec repêche Molière en rade sur le Net

*Adeptes des sites francophones,
les Québécois dénoncent les retards de la France.*



A Hanoi vendredi, la foule guette les chefs d'Etat, à l'ouverture du Sommet de la francophonie.

Sites francophones

Fonds de l'autoroute de l'information, programme spécial 1997-1998: www.sai.gouv.qc.ca/fai/fai97/prspe97t.html

Agence de la francophonie (ACCT), pour instaurer un dialogue mondial:

www.francophonie.org

Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF);

région Amérique:

www.regionamerique.aiplf.org

Alexandrie, la bibliothèque virtuelle, le lieu de conservation du patrimoine littéraire de la francophonie, avec un accent québécois:

www.alexandrie.com

Visicom Média Inc, développement d'outils pour l'Internet, dont le meilleur

éditeur HTML disponible sur le marché, destiné à la francophonie:

www.visic.com

LIBERATION

16/11/97

Malgré la correspondance

Au Québec, où la préservation de la langue française prend parfois des allures de religion, Internet fait figure de proue. Les Québécois, qui constituent 5 % des francophones dans le monde, s'enorgueillissent d'avoir créé 30 % des sites francophones du Web. Pourtant, beaucoup s'inquiètent de la faible présence de la langue de Molière sur le grand territoire netien et s'alarment tout particulièrement de ce qu'ils appellent le retard de la France.

Louise Beaudoin, ministre québécoise de la Culture et des Communications, explique l'imminence de la menace: «Les Américains et les Asiatiques produisent des contenus et occupent le terrain avant même que les francophones puissent mettre ces sites en chantier», déplore-t-elle,

«nous devons nous manifester! Le reste de la francophonie dont la France, évidemment, doit suivre.»

Initiatives. Au Québec, on a pris les choses en main. Divers projets, financés en partie par le Fonds de l'autoroute de l'information, un organisme gouvernemental voué au développement d'une inforoute québécoise, ont vu le jour grâce à des subventions de plus de 10 millions de dollars canadiens (450 millions de francs). Dernier-né de ces projets, un moteur de recherche convivial qui, à partir d'une requête en cette langue française, peut repérer, traiter et accéder à l'information recherchée. Cet engin unique devrait plus tard être exporté vers d'autres pays.

Mais pour certains observateurs, le Québec rate sa cible, il jumelle le développement de son inforoute avec celui du reste de la francophonie. Michel Cartier, professeur de communications de l'université de Montréal et consultant auprès de la Commission européenne, croit que la francophonie, sous sa forme actuelle, met en danger le développement des inforoutes québécoises. «Il y a trois ans, les nations francophones, dont la France et ses partenaires européens, ont montré

peu d'enthousiasme pour Internet. Aujourd'hui, c'est toute la francophonie qui paie le prix de cette hésitation. Et malgré des avancées certaines et la volonté nouvelle de Lionel Jospin, les francophones ont peine à prendre des décisions qui feront progresser l'inforoute en français. Pendant ce temps, les Américains continuent à prendre de l'avance.»

Handicaps. Le jugement sévère de Michel Cartier s'appuie sur une analyse des trois handicaps de la francophonie. «Dans un premier temps, proclame-t-il, il y a le poids de France Télécom, qui touche indirectement les décisions concernant le développement de l'Afrique francophone. Dans un second, l'incompréhension des leaders des pays du Sud – et même des leaders du Nord – sur l'enjeu des inforoutes au-delà du XXI^e

siècle, et finalement, il y a le retard de l'industrie française du multimédia.» Or, ajoute Michel Cartier, «la France des télécommunications et des inforoutes accuse un retard de trois ans sur l'Amérique, ce qui, malheureusement, influence toute la francophonie.»

Selon la firme américaine International Data Corporation, environ 16,15 millions d'ordinateurs personnels étaient reliés à l'Internet au début de l'année dans le monde, dont à peine 1,061 million dans les pays francophones. C'est moins de 7%. Au Québec et dans le reste de l'espace francophone canadien, plus de 55 % de tous les ordinateurs sont branchés sur l'Internet. En France, c'est moins de 25 %.

Malgré tout, la France a récemment pris des décisions encourageantes. «Les Français ont revu leurs priorités, explique Michel Cartier, et ont décidé de jouer la carte européenne plutôt que celle de la francophonie. La question? Brancher les pays du Sud coûte trop cher. «Les choses devraient donc progresser plus rapidement.»

MARIE-ANDRÉE AMIOT

La Presse (Québec)

Copyright World Media/Libération

302

LIBERATION

17/11

Rue Zhan Darc dans l'Albanie francophone

Ex-professeur de français, le défunt dictateur Enver Hoxha a imposé cette langue.

reportage envoyé spécial

Les enseignes au néon des bars et des boutiques surgissent par dizaines depuis 1990 le long de la rivière Buna, au cœur de Tirana, clament les nouveaux rêves banais — bar Hollywood ou café Berlusconi —, mais plaque de la rue Zhan Darc — Jeanne d'Arc —, remplaçant celle dédiée au dirigeant communiste français Marcel Cachin, rappelle une francophilie toujours vive. Venu au sommet de Hanoi, le président de la République, Rexhep Mejdani, physicien, aime à citer Emile Zola, qu'il jure être son écrivain de chevet. Premier ministre socialiste, Fatos Nano, fils de malien, parle un français parfait comme 10 autres des 21 ministres de son gouvernement. « On se croit en Afrique », ironise le représentant d'une organisation internationale surpris de devoir travailler dans la langue de Molière.

Sept de Céline. Même si elles manient volontiers l'anglais ou l'italien, incontestablement plus utiles, les femmes albanaises restent francophones. Le phénomène est accentué depuis le retour au pouvoir des socialistes — ex-communistes — à la faveur des élections de juillet. Les enfants de l'ex-nomenklatura parlent français. Ils devaient l'apprendre. Enver Hoxha, l'intellectuel dandy devenu un marxiste-léniniste pur et dur, le dictateur qui régna pendant quarante ans d'une main ferme sur le pays des Aigles, n'oublia jamais avoir été un professeur au lycée français de Korça.

« Il lisait et relisait sans cesse Voyage au bout de la nuit de Céline », se souvient Vedat Kokona, qui traîna souvent sur le Boul'Mich avec le futur leader communiste, puis partagea son appartement à Korça, en 1939. Auteur du meilleur dictionnaire albanais-français, ce fils de grande famille fut persécuté mais évita la prison grâce à ses dons philologiques.

Condamné à treize ans de camp comme ennemi du peuple, Yussuf Vrioni, bien que politiquement suspect, devint le traducteur attitré des discours du dictateur, séduit par ses magnifiques transpositions en français

Pour Enver Hoxha, le français était le moyen de renforcer un peu plus l'absolu huis clos du pays. L'anglais incarnait l'impérialisme. L'italien, le fascisme.

des romans d'Ismail Kadaré. Le sanguinaire sultan rouge aimait la langue de Molière, n'hésitant pas à imposer d'innombrables corrections de détail aux traductions. Il appréciait les grands classiques du XIX^e siècle, mais ne dédaignait pas non plus Malraux ou Bernanos, comme en témoigne sa bibliothèque, reconstituée dans le musée-mausolée, vidé depuis, où s'est installé le centre culturel américain. Le français était surtout à ses yeux le moyen de renforcer un peu plus l'absolu huis clos du pays. L'anglais incarnait l'impérialisme. L'italien le fascisme. L'allemand le nazisme. Le russe, choyé pendant une décennie, symbolisait le révisionnisme depuis la rupture avec Moscou, en 1961. Il en était de même

pour le chinois depuis la fin de la révolution culturelle. L'ambassade de France resta ainsi la seule représentation occidentale toujours présente depuis 1945. Les Italiens ne purent rouvrir leur ambassade que vingt ans plus tard. Les relations diplomatiques avec les États-Unis ne reprirent qu'en 1991. Hoxha admirait de Gaulle pour son antiaméricanisme. Quelques étudiants soigneusement sélectionnés partaient parfaire leur formation en France, dont l'ancien président, le cardiologue Sali Berisha, du Parti démocratique. Le médecin personnel d'Enver Hoxha était français, et Air France était l'une des rares compagnies à avoir un vol direct pour Tirana jusqu'à la chute du Mur, qui balaya aussi, avec quelques mois de retard, le régime de Ramiz Alia, le successeur du « camarade Enver ».

Déclin. Depuis, la compagnie nationale a supprimé la ligne. L'ambassade a fermé son poste commercial. Les entreprises françaises sont presque totalement absentes. « Nous sommes partis quand tous les autres Occidentaux arrivaient », constate, désabusé, un homme d'affaires français. Même si peu d'Albanais acceptent de le reconnaître, la fin du communisme entraîna une certaine réaction contre le français, qu'un bon tiers d'entre eux avait appris à l'école. L'acquis reste, mais ce sont les moyens qui manquent. Le Premier ministre, Fatos Nano, insiste : « Les francophones albanais en ont assez de devoir parler anglais. » ●

MARC SEMO

LIBERATION

16/11/97

«C'est dans la musette»

Boutros-Ghali sûr d'être élu secrétaire général de la francophonie.

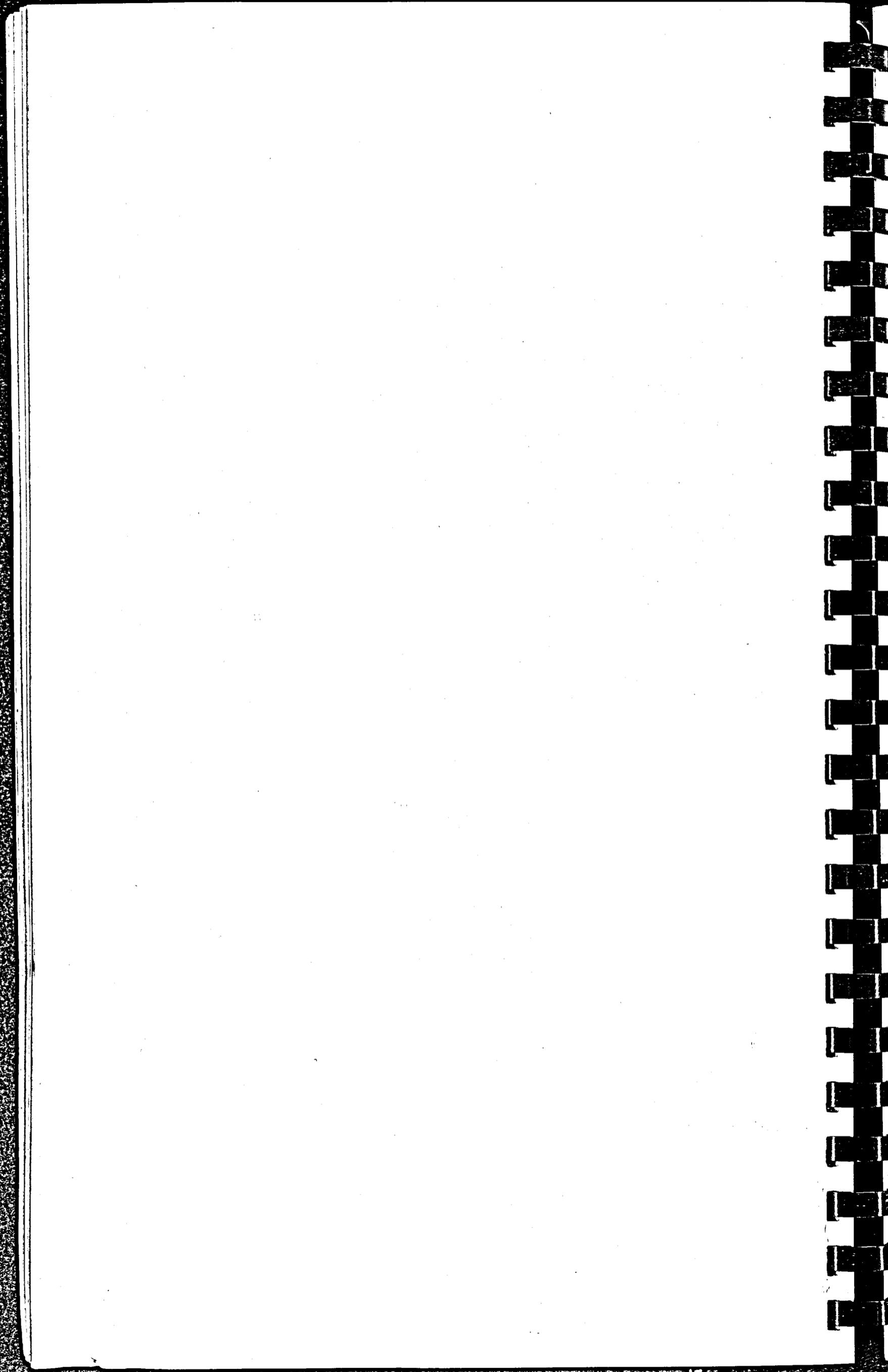
Hanoi envoyé spécial

La «fronde» est réduite. Il aura suffi à Jacques Chirac une nuit (pour les coups de téléphone) et une journée (pour les palabres entre deux suspensions de séance), pour venir à bout des «mutins» africains qui s'obstinaient à faire de la résistance face à la candidature (unique) de Boutros-Ghali au nouveau poste de secrétaire général de la francophonie. Son élection, dimanche, est définitivement acquise. Comme l'a confié Chirac à son entourage:

Vieille comme le premier sommet de la francophonie, la méthode Chirac a consisté à jouer les chefs d'Etats africains contre leurs ministres des Affaires étrangères. Ces derniers en effet menaient la révolte contre une réforme risquant de les priver de leur pouvoir sur l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), au profit du nouveau secrétaire général et du conseil des représentants personnels des chefs d'Etats et de gouvernements. Ils ont cédé. Boutros-Ghali, élu pour quatre ans, sera bien «le visage et la voix politique» de la francophonie et «coordonnera» les activités des agences techniques. Un flou demeure cependant qui ne permet pas d'affirmer que les problèmes structurels sont réglés.

Mais peu importe à ce stade pour l'Elysée. Hanoi devait être un succès. Et comme l'a déclaré Chirac à France Inter «Boutros-Ghali est pour moi un Africain. C'est l'homme qu'il nous fallait». Le ton ayant été donné on a pu passer au «détails»; c'est ainsi que Chirac a annoncé que la France allait accorder 20 millions de francs pour le développement de la francophonie sur les autoroutes de l'information et augmenter de 42 millions de francs les crédits de la francophonie au cours de chacune des deux prochaines années.

Mais c'est lorsqu'il a annoncé que «les procédures d'obtention de visas seront accélérées et simplifiées pour les étudiants et les chercheurs» qu'il a été le plus applaudi. Pas par les Présidents du Cameroun et du Congo-Kinshasa, Paul Biya et Laurent Kabila, les grands absents du sommet. Mais par tous les autres y compris Denis Sassou Nguesso, bien présent lui, même si on ne peut pas dire qu'il soit revenu au pouvoir par la vertu des pratiques démocratiques.

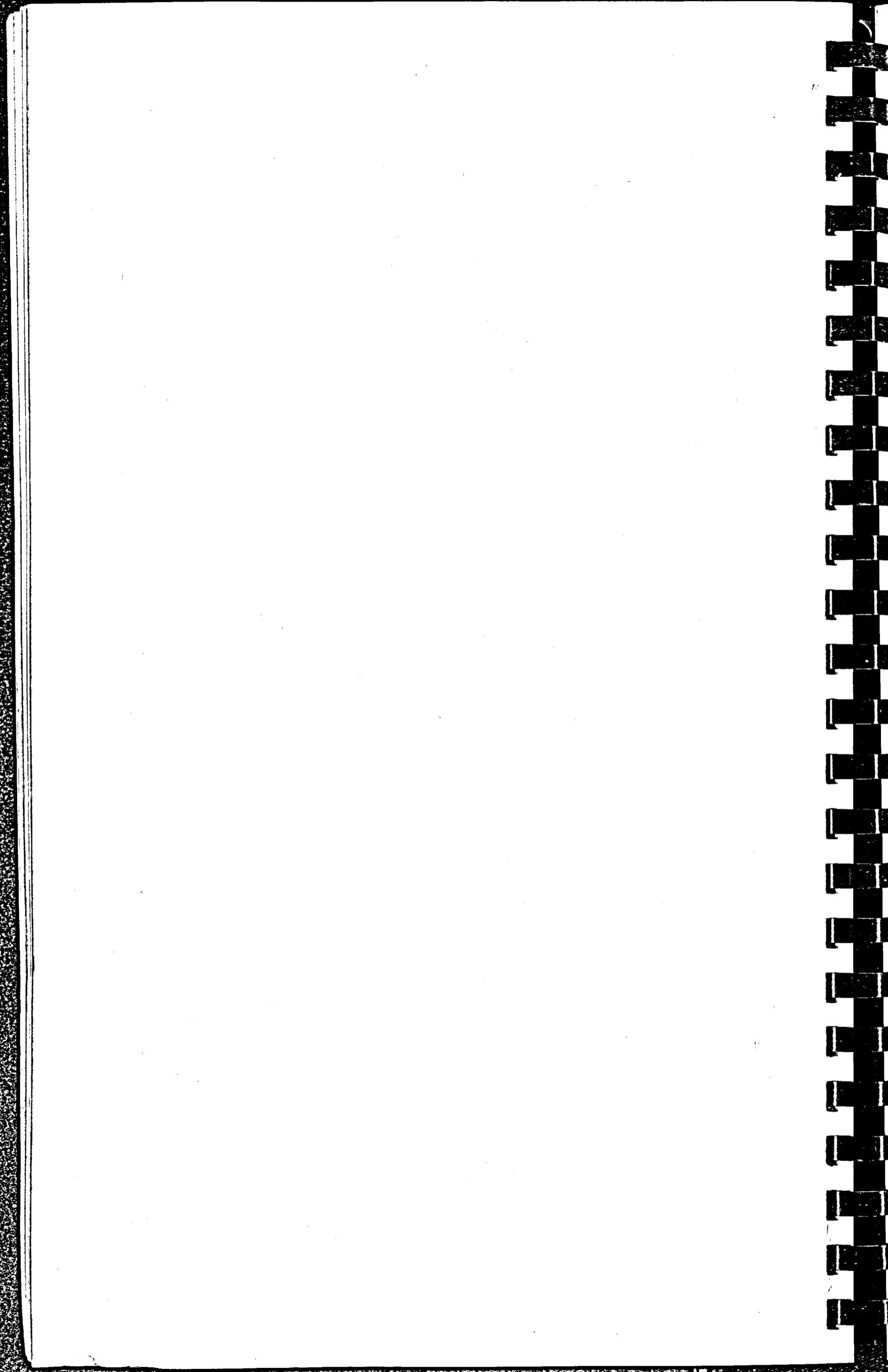


PÉRIODE

APRÈS

SOMMET

CAHIER DE PRESSE



Francophonie moves ahead despite rights impasse

In naming former UN boss Boutros Boutros-Ghali as its spokesman, the organization takes a step forward

BY TU THANH HIA
The Globe and Mail

HANOI — The Francophonie ended its landmark seventh summit yesterday with a new charter and a newly created high-profile spokesman — but with its members still at odds about the priorities and actions of the organization of French-speaking nations.

With the election of former United Nations secretary-general Boutros Boutros-Ghali to the new position of chief spokesman, members took another step in the process of reinventing the Francophonie as a newer, more resolute, more political body.

But on human rights, the rift was wide and sharp.

Quebec Premier Lucien Bouchard spearheaded a move to get the Francophonie to agree formally to a policy for dealing with members who infringe on human rights. He initially spoke of sanctions, but had to sweeten his words into more diplomatic language. While he still managed to call on members to consider "the full range of actions" against rogue states, he did not convert everyone, conceding that his words were greeted with "various levels of enthusiasm."

French President Jacques Chirac, for example, made it clear that he doesn't think sanctions work. He said they are the responsibility of the United Nations, not of other international bodies.

"Sanctions are not a tradition of the francophone world," Mr. Chirac told reporters at the final press conference.

"So you see, there's no consensus," added Prime Minister Jean Chrétien, who, while saying that he agreed with Mr. Bouchard's aims, maintained that calls for sanctions are meaningless unless widely supported.

Mr. Bouchard had written in the wrap-up statement he made as summit official note taker that "from now on, Francophonie will never be the same. We showed a spirit of innovation, even of daring.

"It could be that ... democracy stumbles within one of our members, that lawful government suffers a setback," Mr. Bouchard's report said. "Our deciding bodies will have to face such situations quickly and consider the whole range of proper actions that would re-establish rights and democracy."

The summit gave full membership status to Moldova and Sao Tome and Principe and observer status to Poland, Albania and Macedonia. However, in an unprecedented step, the Democratic Republic of Congo (formerly Zaire) pulled out.

The Central African nation had sent a delegation to Hanoi. President Laurent Kabila, in comments quoted on state television in Kinshasa, equated the Francophonie with "an extension of [French] neo-colonialism."

Those statements were made in the context of old rancour toward France which had long supported the government of Mobutu Sese Seko that Mr. Kabila's rebels toppled earlier this year.

Elsewhere, the new Francophonie remains torn by traditional disputes.

Despite the talk about democratic rights, many members still see the Francophonie chiefly as a forum between have and have-not countries, where the emphasis should be on economic exchanges and co-operation.

Mr. Chrétien's frequent boast that Canada has been ranked "the best country in the world" by the United Nations only underscores the fact that 30 of the 49 Francophonie members rank below the 100th position in the 175 states reviewed by the UN Human

'It could be that ... democracy stumbles within one of our members, that lawful government suffers a setback.'

Development Index.

The opening addresses of many African leaders emphasized their yearning for more co-operative action.

And the Vietnamese hosts seemed irritated that Western media did not focus more on economic development, the official theme they had picked as summit host.

"The summit spent a lot of time debating the [official] theme ... and that underlined the need for economic co-operation to help develop all nations,

In the face of today's globalization of the economy and the need to help the poorer states," vice-president Nguyen Thi Binh told reporters.

Another common concern, voiced by Ivory Coast President Henri Konan Bédié, was the need to help countries that are too poor to teach French properly in elementary and middle schools.

And while officially unanimous, the election to the new position of Francophonie secretary-general triggered much bitterness among sub-Saharan members, who resented France's heavy-handed promotion of Mr. Boutros-Ghali; feared that his post would be used by Western members as a way to intervene in their internal affairs; and did not consider the Egyptian diplomat a true African.

Despite the African reluctance about his candidacy, one of Mr. Boutros-Ghali's first priorities will be the plight of countries in the African Great Lakes region, where several Francophonie members — Rwanda, Burundi, Congo — have been ravaged by civil wars.

At the summit, Mr. Chrétien raised the case of two Vietnamese-born Canadian citizens now detained in Vietnam.

Vietnam does not recognize dual citizenship, and in the past at least a dozen Canadians who returned to their native country have been jailed on various charges.

The most recently released was Tran Trieu Quan, a Quebec City broker who was imprisoned for three years of a life sentence after a deal with a state company went sour.

Canadian officials said the two cases to which Mr. Chrétien drew attention involve the only Canadian citizens currently behind bars in Vietnam.

The first case raised by Mr. Chrétien with his Vietnamese counterpart, Phan Van Khai, was that of Nguyen Ngoc Dang, 39, of Toronto. Mr. Dang's wife, Nguyen Thi Mai, sent Mr. Chrétien a fax seeking his intervention.

Mr. Dang was arrested in 1993 in Cholon, the Chinese district of Ho Chi Minh City, along with eight others and charged with plotting to plant bombs.

Mr. Dang was linked to a group that is little known to overseas Vietnamese.

The other detainee is Nguyen Thi Hiep, a Montreal woman arrested this year on heroin-trafficking charges and sentenced to death. No date of execution has been set and Ottawa has asked the Vietnamese for leniency, arguing that capital punishment is not applied in Canada.

Vietnamese officials took note of Mr. Chrétien's concerns but made no commitments, Canadian diplomats said.

Amid the dissonances and arguments, two groups of people had grounds to be happy at the summit: the delegates from New Brunswick and Lebanon.

Moncton will play host to the 1999 summit and Beirut the 2001 gathering.

With 100,000 residents in its greater metropolitan area, Moncton is one of the smaller communities to entertain a Francophonie summit.

306

Chirac slights Bouchard

French president rejects premier's sanctions idea

BY EDISON STEWART
OTTAWA BUREAU

HANOI — Quebec Premier Lucien Bouchard has suffered a diplomatic blow in his first appearance on the world stage — and at the hands of someone he usually considers an ally.

French President Jacques Chirac yesterday flatly rejected Bouchard's proposal that the 46-country francophone summit stand ready to impose sanctions on members that flagrantly abuse human rights.

"Sanctions are up to the United Nations," Chirac told the summit's closing news conference in the Vietnamese capital.

France is "not at all" interested in imposing sanctions on fellow francophone countries "in

any way whatsoever," he said. "We want to convince, not to constrain."

There is no question of intervening in other countries' business in "an arrogant and brutal way," he added.

And if that wasn't enough, Chirac repeatedly referred to Prime Minister Jean Chrétien as his good friend.

Chirac annoyed some in Ottawa in September when he told Bouchard that France would "accompany" Quebecers however they vote in another referendum. The premier and others took that as a signal that France would support a unilateral declaration of independence if separatists win the next vote.

IRAQ CRISIS

Ottawa says a unilateral declaration would be illegal and wants the Supreme Court of Canada to say so.

But despite his September declaration, Chirac and

Chrétien laughed it up before an international audience of other heads of state and government and the media.

When one reporter asked Chirac in English about the escalating crisis over Iraq, the fluently bilingual French president made out as if he didn't understand. But Chrétien stepped in and translated for him, repeating the question in French to laughter from Chirac and the audience.

"Thank you my dear Jean. Now that's francophone solidarity," quipped Chirac.

"I have to say we have been friends for a long time. We can tease each other a bit."

Bouchard came into the summit explicitly proposing the use of sanctions. But he backed down when Ottawa objected that such terminology is reserved for independent countries, not for provinces.

Quebec and New Brunswick — which will host the 1999

summit in Moncton — attend as participating governments and can speak on issues within their jurisdiction.

In the end, Quebec and Ottawa agreed on a joint text urging the summit to consider a range of measures against human rights abusers.

Bouchard insisted that meant the same thing as sanctions, calling it a significant advance for human rights within the fledgling body known as La Francophonie.

'NO DEBATE'

Chrétien basically left him high and dry, saying Canada "sometimes" favours sanctions but everyone must participate for them to be of any use.

The election of former U.N. head Boutros Boutros-Ghali as La Francophonie's first secretary-general opens the way for the body to act on such political issues, he said.

But the summit did not deal

directly with the issue, Chrétien added.

Vietnamese Vice-President Nguyen Thi Binh suggested to reporters that the summit had gone in the opposite direction to Bouchard.

The summit amended its charter to stipulate that it "respects the sovereignty of states" and "observes the strictest neutrality on questions of internal politics," she said. "Is that clear?"

Vietnam has itself been subjected to sanctions in the past and the principal victims were its people, so it opposes sanctions against any country, she added.

Faced with such disapproval, Bouchard maintained the summit had still taken "a very important step" on the question of human rights. He insisted that sanctions remain an option.

Ottawa helped but "I think Quebec was instrumental," he told reporters.



THE CANADIAN PRESS

French President Jacques Chirac, left, and the hosts of the next la Francophonie summit, Prime Minister Jean Chrétien and New Brunswick Premier Ray Frenette, after the final la Francophonie session in Vietnam yesterday.

IME

REO

308

Bouchard boldness backfires

Francophonie vigorously ignores his proposal on human rights

BY JACK AUBRY
The Ottawa Citizen

A.3

HANOI — While Prime Minister Jean Chrétien and French President Jacques Chirac behaved like old friends, Quebec Premier Lucien Bouchard's foray into world diplomacy backfired at the closing of the francophone summit.

Mr. Chirac called Mr. Chrétien "mon cher Jean" and "mon ami," and joked with him often at the closing press conference. But the French president slammed Mr. Bouchard's suggestion of sanctions against countries that violate human rights.

Mr. Bouchard made the pursuit of sanctions his pet project of the sum-

mit after being criticized by Quebec editorialists for ignoring the issue on his recent trade mission to China.

He released a four-page statement and called a press conference on the matter at the beginning of the summit. Afterwards, he met with Mr. Chrétien and toned down the language in his proposal.

A condition of Quebec's participation at the summit was that it limit interventions to social and economic-development issues.

Mr. Chrétien said La Francophonie has never used sanctions but left the door open for his support if the new secretary general of the organization, Boutros Boutros-Ghali, recommended sanctions. "We don't have consensus yet. Sometimes sanctions are useful but not alone. It doesn't work that way," he said.

Mr. Chirac said the issue must be dealt with by the United Nations, not La Francophonie. "It is not in our tradition and is within the competence of the UN. France is not disposed to accept that La Francophonie supports

any sanctions at any time. We want to convince rather than constrain."

Mr. Chirac's condemnation of sanctions makes it practically a dead issue with La Francophonie, made up of mostly African countries with questionable human-rights records.

Mr. Chirac raised eyebrows during the closing press conference when he thanked the Vietnamese for their hospitality and for not protesting the inconvenience of blocked roads. Vietnam's Communist regime would likely have dealt harshly with any sign of unrest during the summit.

Vietnamese Vice-President Nguyen Thi Binh denounced sanctions, saying her country suffered under sanctions in the past. She noted that La Francophonie's charter maintains neutrality on internal matters and says the sovereignty of states should be respected.

Mr. Bouchard appeared to try to save face by claiming that his final report for La Francophonie had been accepted with applause. But he acknowledged that sanctions were never debated, and there was lots of work to be

done before La Francophonie was at the same level on the question as the Commonwealth.

He said he met with Mr. Chirac about sanctions and acknowledged that the president had concerns. But Mr. Bouchard said his relationship with Mr. Chirac remains friendly.

"This is a process of learning, of maturing. ... It is something new, something that is not easy. I think Quebec was instrumental and benefited from the support of the Chrétien government," he said.

Meanwhile, as expected, Moncton, N.B., was awarded the 1999 summit. Taken together with the Francophonie Games coming to Ottawa-Hull in 2001, Canada is dominating the organization when it comes to hosting events.

Mr. Bouchard said he did not think the federal government's focus on La Francophonie is related to the possibility of another Quebec sovereignty referendum by 2001. He said he feels the federal government's commitment to the organization is sincere, as it has been since the first summit in 1986.

OTTAWA
CITIZEN

NOV. 17, 1997

RED
AGH
CPF
IMF

309

French club snubs premier's plan



BOUCHARD
Ignored



CHIRAC
Angered

By **DAVID GAMBLE**
Parliamentary Bureau

HANOI — Quebec Premier Lucien Bouchard denied defeat in his crusade to make francophone countries more aware of human-rights abuses as the Francophonie summit wrapped up yesterday.

Bouchard was left isolated by his efforts, which also angered his greatest ally in the separatist cause, French President Jacques Chirac.

"This is a very important step," insisted Bouchard, who cast aside the fact the 46-member states ignored his plea for sanctions against flagrantly-abusive members of this French club.

Bouchard took comfort in the fact his demand was reflected in the minutes of the summit. Chirac, who presided over the summit's closing news conference with Prime Minister Jean Chretien, said France will never support Bouchard's plan.

"France is not at all disposed that

the Francophonie would serve as a support for sanctions of any kind," Chirac said. "We want to convince, not constrict."

The separatist premier also had to clear his plan with Chretien, since it involved foreign affairs — a federal jurisdiction. Bouchard singled out no specific case, except to say the Francophonie should be more like the Commonwealth, when it expelled South Africa for its apartheid policies.

But Chretien said there just wasn't

the support for Bouchard's idea, even though there are several member countries having authoritarian governments "with troubles at this time."

Chretien noted that the Francophonie, an 11-year association of French-speaking countries, requires unanimity to do anything "and there's no consensus on (this)."

It was also announced that Moncton, N.B. will host the next summit in 1999. Canada last played host to Francophonie in Quebec City in 1987.



NOV. 17, 1997

REO

LPF

AGH

IMF

310

IMF
REO
GMR
GMD

French president, PM 'condemn' Iraq

By DAVID GAMBLE
Parliamentary Bureau

HANOI — French President Jacques Chirac joined Prime Minister Jean Chretien yesterday to call for a peaceful end to the standoff between the U.S. and Iraq.

But both former Gulf War allies of the U.S. were non-committal about joining the Americans in a repeat of the 1991 Gulf War against Iraq.

Chirac, who'd been cool about the Americans' hard line against Iraq until yesterday, said he spoke with U.S. President Bill Clinton to relay his support for the U.S. position.

"I consider the present attitude of the Iraqi leadership unacceptable," Chirac said. "And as a consequence, I condemn it."

Iraq has "no other solutions before it" but to allow the UN to continue its weapons inspections, Chirac said, calling for diplomatic end to the crisis.

Chretien, who said he hadn't spoken to Clinton since the U.S. sent a second aircraft carrier into the Persian Gulf, said he agrees with Chirac.

"We hope it will be resolved diplomatically," Chretien said. "We're not getting involved at this time, but if war breaks out, we'll see."

~~France's position~~ 15

Clôture du Sommet
de la Francophonie

La France refuse de sanctionner les reculs de la démocratie

SYLVIANE TRAMIER
CORRESPONDANTE DU DEVOIR EN CHINE

Hanoï — Le Sommet de la Francophonie, qui s'est terminé hier à Hanoï, devait marquer l'avènement d'une organisation francophone plus politique. Mais il est apparu très clairement à la clôture des travaux que la coopération dans ce domaine risquait de faire face bien vite à ses limites. Comme un désaveu du projet politique dont se voulait porteur le sommet, la République démocratique du Congo (l'ex-Zaïre) a annoncé son intention de se retirer de la Francophonie. Le premier ministre du Québec, qui avait tenté de lancer une initiative personnelle en proposant que la Francophonie se dote, sur le modèle du Commonwealth, d'un dispositif permettant de sanctionner les reculs de la démocratie et de l'Etat de droit, a esuyé le refus poli de la France d'envisager des mesures de sanction à l'encontre d'un pays membre.

En réponse à une question sur ce sujet au cours de la conférence de presse finale, le président français Jacques Chirac a affirmé que «la sanction n'est pas dans la tradition de l'espace francophone. C'est du ressort des Nations unies. La France n'est pas disposée à ce que la Francophonie soit le support à quelque

VOIR PAGE A 10: FRANCOPHONIE



«La sanction
n'est pas dans
la tradition
de l'espace
francophone.
C'est du ressort
de l'ONU.»

FRANCOPHONIE

«Nous voulons convaincre,
pas contraindre»

SUITE DE LA PAGE 1

sanction que ce soit. Nous voulons convaincre, pas contraindre». Ce à quoi la vice-présidente du Vietnam, Nguyen Thi Binh, s'est empressée de souscrire, rappelant que, en vertu de sa charte, la Francophonie «respecte la souveraineté des États, leur langue, leur culture et observe la plus stricte neutralité sur les questions de politique intérieure». Le premier ministre du Canada a résumé le débat: «Vous voyez, il n'y a pas de consensus là-dessus». Ajoutant toutefois: «Les sanctions, ce n'est peut-être pas nécessaire dans la Francophonie, mais cela a été utile au Commonwealth». En réalité, la proposition du Québec n'a même pas fait l'objet d'un débat. Elle a été simplement versée au rapport des travaux du sommet. M. Bouchard a cependant estimé que le Québec avait joué un rôle important et «fait franchir un pas important à la Francophonie». Il a ajouté que, sur le plan de la défense des droits et libertés démocratiques, Québec et Ottawa étaient exactement «sur la même longueur d'onde».

Dans le passé, la Francophonie a déjà marqué sa désapprobation par rapport à certains régimes antidémocratiques, mais d'une manière moins visible que la prise de sanction ou le boycottage économique. En 1991, à l'initiative du Canada, le sommet qui devait se dérouler à Kinshasa, au Zaïre, avait été déplacé en France.

Les membres de la communauté francophone ont adopté hier une déclaration et un plan d'action pour les deux années à venir. Ils ont également élu le premier secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros Ghali, qui a reçu le mandat de «développer les initiatives politiques susceptibles de contribuer au règlement pacifique des conflits en cours». La candidature de l'ancien secrétaire général des Nations unies avait, dans un premier temps, suscité un vent de fronde dans les pays africains. Le nouveau secrétaire général présidera le conseil d'administration de l'Agence de la Francophonie. Ce conseil sera composé des représentants permanents des gouvernements et non plus des ministres de la Francophonie, comme c'était le cas auparavant. Ce point avait aussi fait l'objet d'un différend à l'ouverture du sommet. Le Vietnam avait tenu à



organiser cette rencontre internationale, qui marque sa réintégration dans la communauté internationale après deux décennies d'isolement et de fermeture au monde. Mais il ne pouvait empêcher que la présence de plusieurs centaines de journalistes étrangers dirige les projecteurs sur la situation interne des droits et libertés. Le ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, a remis mercredi au gouvernement vietnamien une liste de 40 noms de prisonniers d'opinion détenus au Vietnam.

Sur le plan plus strict de la coopération culturelle et technique multilatérale, la Francophonie s'engage dans les nouvelles technologies de l'information en demandant à ses opérateurs de mettre en œuvre rapidement le plan d'action sur les inforoutes adopté à Montréal, en mai dernier, par les ministres responsables. Avant le prochain sommet de 1999, qui aura lieu à Moncton, se tiendra une conférence des ministres de l'Économie de la Francophonie, qui tentera de faire progresser la coopération économique entre les pays membres en portant une attention particulière au développement des PME et PMI dans les pays du Sud. La Francophonie devra favoriser l'ouverture des marchés et l'intégration des pays du Sud dans l'économie mondiale et mettre l'accent sur les échanges Nord-Sud, mais aussi sur les échanges entre les pays du Sud. En ce qui concerne la promotion de l'usage de la langue française, la Francophonie a décidé de mettre en place un plan d'urgence pour la relance du français dans les organisations et les relations internationales. Ce plan porte notamment sur le financement de postes d'experts associés pour de jeunes francophones auprès des institutions des Nations unies. La Francophonie renouvelle son engagement de veiller au respect du statut de la langue française dans les institutions internationales.

Lors de la séance de clôture hier, le sommet de Hanoï a enregistré la proposition qui lui a été soumise de tenir son sommet de 2001 à Beyrouth, au Liban.

LE DEVOIR

17 NOV. 1997

REO
ACJH
CPF
INF

Jacques Chirac met le holà aux projets de sanctions de Bouchard

DENIS LESSARD
envoyé de La Presse, HANOI

Le premier ministre Lucien Bouchard s'est heurté à un mur dans sa tentative d'amener les pays francophones à imiter le Commonwealth et à se donner le droit d'appliquer des sanctions aux pays où les Droits de la personne sont battus en brèche.

La rebuffade est venue sans appel du président français, Jacques Chirac, lors de la conférence de presse de clôture du 7e Sommet de la francophonie, tenu hier dans le somptueux Opéra de la capitale vietnamienne.

Dans une atmosphère cordiale, coupés pendant trois jours de la vie trépidante de la ville, les chefs d'État et de gouvernements se sont entendus sans problèmes sur le prochain Sommet, qui aura lieu en septembre 1999 à Moncton au Nouveau-Brunswick. Pas de controverse non plus sur le choix du Liban pour la réunion suivante en 2001. Les pays africains ont retenu leurs critiques et appuyé à contrecœur Boutros-Boutros Ghali pour le poste de premier secrétaire général de la francophonie.

Mais la francophonie est devenue cacophonie quand elle a abordé la question, plus délicate, du respect des libertés, difficilement conciliable avec le respect de la souveraineté des États.

Pour la France, la francophonie ne saurait se substituer aux Nations unies. Des représailles pour des pays délinquants « ne relèvent pas de l'espace francophone mais de l'ONU », a tranché Jacques Chirac. « La France n'est pas du tout disposée à ce que la francophonie serve de support à des sanctions de quelque nature qu'elles soient. Il ne faut pas mélanger les genres. » Pour défendre les libertés fondamentales, « on doit convaincre, non contraindre », ajoute-t-il. Ce n'est pas avec des interventions « brutales ou arrogantes qu'on peut convaincre, il faut montrer l'exemple », selon lui.

Figure de proue du Vietnam — elle avait négocié la fin de la guerre et le retrait des États-Unis à Paris avec Henry Kissinger —, la vice-présidente, Nguyen

Voir JACQUES CHIRAC en A2

■ Autre texte, page A4

Jacques Chirac met le holà aux projets de sanctions de Bouchard

JACQUES CHIRAC /
Suite de la page A1

Thi Binh, renchérit: « La francophonie respecte la souveraineté des États, elle observe la plus stricte neutralité sur les questions de politiques intérieures », a-t-elle dit, citant la nouvelle Charte que s'est donnée la francophonie au Sommet de Hanoi. Parlant de l'Irak, Mme Binh a réprouvé le recours à l'embargo comme moyen de pression international: le Vietnam a longtemps connu l'ostracisme de l'Ouest. « Les embargos affectent principalement la population civile », soulligna-t-elle.

Rencontrant la presse dans un hôtel peu après, le premier ministre Bouchard a soulligné que son intervention, comme « rapporteur » des discussions, lui avait permis d'inscrire formellement l'idée aux actes du Sommet. Devant ses pairs, M. Bouchard, évlant l'idée de

« sanctions » trop indigestes, avait soutenu que devant un recul des droits dans un pays, « nos instances responsables (...) devront avoir envisagé l'ensemble des mesures propres à assurer le rétablissement des droits et de la démocratie, en ayant toujours le souci de maintenir le dialogue ». Cette intervention a été inscrite au rapport des travaux, un document adopté sans débat, par une simple salve d'applaudissement des chefs d'État et de gouvernements qui terminaient ainsi leurs trois jours de réunion. « C'est un pas, je ne prétend pas que ce soit historique, mais je pense qu'on a fait évoluer la francophonie. Elle a franchi un pas important », a insisté M. Bouchard. Pour lui, « il existe tout un éventail de mesures, certains pays ont dit aujourd'hui qu'ils écartaient la partie extrême de l'éventail, des sanctions économique ou une exclusion ».

Le désaveu tranchant de la Fran-

ce en conférence de presse avait pris en sourcilère le premier ministre Jean Chrétien qui, le premier, avait soutenu que la possibilité d'imposer des sanctions « n'est peut-être pas nécessaire dans la francophonie mais a été utile au Commonwealth ». « On verra, le secrétaire général devra faire des recommandations. Pour le moment il n'en est pas question dans aucun des cas des pays où il y a des troubles. »

Le Commonwealth avait imposé un long boycott commercial à l'Afrique du Sud pour forcer le gouvernement blanc à abandonner sa politique d'apartheid. Il y a deux ans, l'ensemble des pays du Commonwealth ont évincé le Nigeria de leurs rangs pour son mépris des droits démocratiques. « Cela avait été fait unanimement, a expliqué M. Chrétien. Dans la francophonie, « on n'a pas de consensus encore ».

Les membres du Sommet ont

vite fait consensus en revanche sur l'importance de la coopération: les principaux bailleurs de fonds, la France, le Canada et dans une moindre mesure le Québec, ont augmenté leur contribution financières pour les deux prochaines années.

De Kinshasa, au Congo (l'ancien Zaïre), le général Laurent-Désiré Kabila a fait savoir que son pays se retirait de la francophonie, qu'il ne pouvait faire partie d'un groupe dans la sphère d'influence de la France. « Il faut faire la différence entre l'usage de la langue française et le fait de servir de bouclier à la France », a dit M. Kabila à la télévision nationale.

La francophonie a en revanche accueilli de nouveaux joueurs: comme « observateurs », la Pologne, l'Albanie et la Macédoine. Sont devenus membres de la francophonie la Moldavie, voisine de l'Ukraine, et le Sao Tomé Príncipe, deux îles près de l'Afrique.

La Presse
11, rue Jean Jacques Lussan, 1000 Montréal

17 NOV 1997 CPF

ACF
IMF
REO

AL/LUNDI 17 NOVEMBRE 1997

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE



Photo PC

À LA CLÔTURE du Sommet de la francophonie de Hanoi, le président français Jacques Chirac échange quelques blagues avec les premiers ministres du Canada et du Nouveau-Brunswick, MM. Jean Chrétien et Raymond Frenette.

Sanctions aux pays coupables de recul sur le ⁽³⁰⁾ plan des droits

La France n'est pas d'accord avec le Canada et le Québec

HANOI (PC) — La France n'est absolument pas d'accord avec le Canada et le Québec au sujet de l'imposition de sanctions aux pays de la francophonie qui font subir un recul à la démocratie et aux droits de la personne.

MARIE TISON

Lors de la conférence de presse finale du sommet de la Francophonie, dimanche, à Hanoi, le président français, Jacques Chirac, a affirmé que l'utilisation de sanctions n'était pas dans la tradition de la Francophonie: cette question relève plutôt de la compétence des Nations unies.

Convaincue

« Pour ce qui concerne la France, elle n'est pas du tout disposée à ce que la Fran-

cophonie serve de support à des sanctions de quelque nature que ce soit, a-t-il déclaré. Nous voulons convaincre, et non pas contraindre. » Et ce n'est certainement pas en intervenant de façon brutale et arrogante que la Francophonie pourra convaincre, a-t-il dit.

Pour sa part, la vice-présidente du Vietnam, Nguyen Thi Binh, a rappelé qu'en vertu de la Charte de la Francophonie, l'organisation devait respecter la souveraineté des États et observer la plus

stricte neutralité dans des questions de politique interne.

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, a reconnu que la Francophonie n'avait pas imposé de sanctions jusqu'ici. Il a toutefois fait remarquer qu'il s'agissait d'un outil que le Commonwealth avait effectivement utilisé, et qui pourrait être utile à la Francophonie dans l'avenir.

La 7^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de pays ayant le français en partage s'est terminée dimanche avec l'adoption de la Déclaration de Hanoi, un document qui rappelle les principes fondateurs de la Francophonie et qui énumère une série d'engagements.

Plan d'action

Les participants ont également adopté un plan d'action qui vise à traduire les engagements de la déclaration en objectifs concrets. Il n'est nullement question de sanctions dans ces documents.

Par contre, dans le plan d'action, les membres de la Francophonie chargent leur nouveau secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, de développer des initiatives politiques susceptibles de favoriser le règlement de conflits en cours et de contribuer à la consolidation de l'État de droit et du processus démocratique. Le plan d'action insiste également sur l'appui à apporter au processus électoral.

Le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, avait proposé à la Francophonie, samedi, de réagir à un recul de la démocratie et des droits de la personne en envisageant un train de mesures propres à rétablir la situation. Le Canada avait appuyé cette proposition.

La réunion
prend fin
sur la
présentation
d'un plan

IMF
CPF

30 **POLITIQUE** LE JOURNAL DE MONT

La prochaine rencontre aura lieu à Moncton

HANOI (PC) — C'est maintenant officiel: Moncton recevra le sommet de la Francophonie de 1999.

Les participants à la 7e Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage ont approuvé unanimement, dimanche, le choix de Moncton, au Nouveau-Brunswick.

Une importante délégation de la province a d'ailleurs assisté à la conférence de presse finale, dimanche, du haut d'un balcon, dans le très bel édifice de l'Opéra de Hanoi. Ils avaient en main de petits drapeaux du Canada, du Nouveau-Brunswick et de l'Acadie.

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, et le premier ministre intérimaire du Nouveau-Brunswick, Raymond Frenette, ont affirmé que tout sera prêt pour accueillir le sommet en 1999. M. Frenette a toutefois déclaré qu'il faudra se mettre au travail très tôt pour pouvoir atteindre cet objectif.

Honneur

«C'est un honneur pour nous, au Nouveau-Brunswick, d'accepter ce flambeau, a-t-il déclaré aux journalistes, à l'issue de la conférence de presse. Je suis très fier de voir les Acadiens de notre province et des provinces avoisinantes faire un travail extraordinaire.»

Il a affirmé que la tenue du sommet allait permettre au Nouveau-Brunswick de continuer à développer des ententes et des échanges avec différents gouvernements de la Francophonie.

Bouchard ne voit pas de complot référendaire dans la tenue du prochain Sommet en Acadie

DENIS LESSARD
envoyé de La Presse, HANOI

(A.4)

Le prochain Sommet de la francophonie se tiendra sur le thème de la jeunesse. Choisi hier comme lieu de la prochaine réunion, le Nouveau-Brunswick a promis un sommet modeste.

Le Sommet de Hanoi a décidé de se réunir à nouveau en septembre 1999 à Moncton, en Acadie.

« Il faudra travailler très tôt pour être prêts », indique Raymond Frenette, premier ministre par intérim du Nouveau-Brunswick. Pour lui il est important d'impliquer les jeunes au prochain Sommet — une série d'activités tournées vers cette clientèle seront prévues pour préparer la réunion.

Une grosse délégation acadienne se trouvait hier dans la salle de l'Opéra de Hanoi afin d'exprimer sa satisfaction. Armé de drapeaux étoilés, le groupe de maires a été pris par surprise et n'a pas eu le temps de se manifester quand la seule question sur le prochain sommet a obtenu une réponse laconique des premiers ministres Chrétien et Frenette. Quand on leur a demandé si tout serait prêt dans deux ans à Moncton, les deux hommes se sont contentés de répondre oui, ce qui a déclenché des éclats de rires de la presse internationale — 500 journalistes couvraient



PHOTO REUTERS

Le président français, Jacques Chirac, et la vice-présidente du Vietnam, Nguyen Thi Binh, discutent discrètement durant la conférence de presse finale du Sommet. À droite, le premier ministre Chrétien exprime son plaisir à l'annonce que le prochain Sommet aura lieu à Moncton.

l'événement. Un Sommet donnera à la communauté acadienne la possibilité de créer des ententes et des échanges avec les autres francophones du monde, a fait valoir M. Frenette, plus tard, lors d'un point de presse.

Interrogé par la presse anglophone, le premier ministre Bouchard n'a pas vu de complot référendaire. Le prochain rendez-vous référendaire surviendra avant la fin du siècle, après l'élection prévue pour

1998, si on en croit le premier ministre Bouchard, qui ne voit pas pour autant dans le Sommet acadien une stratégie pour faire valoir l'unité nationale, en profitant de la tenue d'un sommet qui mettra en valeur les francophones hors Québec.

« Le gouvernement fédéral a été très actif en francophonie depuis 1986, au premier Sommet, et il n'y avait pas de référendum prévu. Le Canada est très engagé dans le mouvement de la francophonie, c'est une bonne chose et ils sont bienvenus », conclut M. Bouchard.

Pour Jean Chrétien, la tenue du Sommet au Nouveau-Brunswick n'a aussi rien à voir avec la tenue d'un référendum au Québec, qui pourrait avoir lieu en 1999.

« Le Canada est un gros joueur en francophonie, il est le deuxième en terme de contribution financière », a-t-il soutenu.

C'est le deuxième sommet qui sera tenu au Canada: en 1987, la francophonie s'était réunie à Québec.

Faisant aussi partie du Commonwealth et de plusieurs autres associations internationales, le Canada peut ainsi avoir une influence diplomatique plus importante que sa taille relative dans le concert des nations, a fait valoir M. Chrétien.

La Presse
1125 Avenue Concorde, Montréal, Québec H3A 1K4

17 NOV 1997

MF
CPF

ME

• LES ACTUALITÉS •

La Francophonie se donne rendez-vous en 1999

Moncton, un «sommets de la jeunesse»

«C'est un honneur pour nous, au Nouveau-Brunswick, d'accepter ce flambeau»

MARIE TISON
PRESSE CANADIENNE

Hanoï — C'est maintenant officiel: Moncton recevra le Sommet de la Francophonie de 1999. Les participants à la septième Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage ont approuvé unanimement, hier, le choix de Moncton, au Nouveau-Brunswick.

Une importante délégation de la province a d'ailleurs assisté à la conférence de presse finale, hier, du haut d'un balcon, dans le très bel édifice de l'Opéra de Hanoï.

Ils avaient en main de petits drapeaux du Canada, du Nouveau-Brunswick et de l'Acadie.

Le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, et le premier ministre intérimaire du Nouveau-Brunswick, Raymond Frenette, ont affirmé que tout sera prêt pour accueillir le som-

met en 1999. M. Frenette a toutefois déclaré qu'il faudra se mettre au travail très tôt pour pouvoir atteindre cet objectif.

«C'est un honneur pour nous, au Nouveau-Brunswick, d'accepter ce flambeau, a-t-il déclaré aux journalistes, à l'issue de la conférence de presse. Je suis très confiant de voir les Acadiens de notre province et des provinces avoisinantes faire un travail extraordinaire.»



Il a affirmé que la tenue du sommet allait permettre au Nouveau-Brunswick de continuer à développer des ententes et des échanges avec différents gouvernements de la Francophonie.

M. Frenette s'est montré particulièrement heureux que les participants au sommet de Hanoï aient accepté la suggestion du Nouveau-Brunswick de faire de la prochaine conférence un «sommets de la jeunesse». Il a déclaré que la province avait

l'intention d'impliquer beaucoup de jeunes.

Le Nouveau-Brunswick organisera un forum jeunesse en 1999, et les recommandations qui en découleront pourront être présentées au Sommet de la Francophonie, a-t-il dit.

«Si la Francophonie est pour se développer et assurer le rayonnement qu'elle mérite, la jeunesse doit l'embrasser et la faire sienne», a déclaré M. Frenette aux participants du sommet de Hanoï, hier matin, à huis clos, lorsqu'il a présenté la candidature de Moncton.

Un moment historique pour les Acadiens

Il s'agissait de la seule ville en lice. La Francophonie se concerte plusieurs années d'avance au sujet du site du prochain sommet. Ainsi, les participants à la conférence de Hanoï ont émis un avis favorable, hier, au sujet de la tenue du sommet de 2001 à Beyrouth, au Liban.

Pour sa part, le premier ministre

Chrétien a affirmé que le sommet de Moncton constituera un moment historique pour les habitants du Nouveau-Brunswick, et plus particulièrement pour le peuple acadien.

«Ils seront fiers de vous montrer que la langue française que leur ont léguée les premiers colons français venus en Amérique et les valeurs, et la culture qu'elle véhicule, sont encore bien vivantes et créatrices», a-t-il déclaré à huis clos, selon le texte remis aux médias.

Un journaliste a demandé au premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, si le gouvernement fédéral ne cherchait pas à amadouer le Québec à la veille d'un autre référendum sur la souveraineté en organisant un sommet de la Francophonie à Moncton et des jeux de la Francophonie à Hull, un peu plus tard.

M. Bouchard a répliqué que le deuxième sommet de la Francophonie s'était tenu à Québec, en 1986, alors qu'il n'y avait pas de référendum en vue.

317

ED.

De la Seine au fleuve Rouge

Hanoï — On ne s'attend pas, en arrivant à Hanoï, à trouver une ville en pleine effervescence. Il est vrai que l'arrivée de plus de 2500 personnes, des chefs d'État, des délégations d'une quarantaine de pays, ne pouvait passer inaperçue. La rencontre internationale du Sommet de la Francophonie a plongé la capitale dans un tourbillon qu'elle n'avait jamais connu. Les incessants cortèges de voitures escortés de policiers, le hurlement des sirènes, ont bouleversé pendant les quelques jours du Sommet de la Francophonie les habitudes des habitants.

Mais il est un domaine qui n'a pas eu besoin d'événement exceptionnel pour connaître une belle activité:

celui des arts visuels et plus précisément de la peinture. Il existe à Hanoï une quinzaine de galeries qui exposent les œuvres d'artistes vietnamiens vivant dans la capitale et qui témoignent de la remarquable vitalité de ce que certains appellent déjà «l'école de Hanoï».

Dans la seule rue Trang Tien, au centre de Hanoï, une dizaine de galeries de peintures font de ce quartier une sorte de Faubourg Saint-Honoré, en moins huppé. Les galeries, encombrées, sinueuses, se prolongent aux étages, le long d'escaliers mal éclairés et se terminent en cul-de-sac dans des troisièmes étages sombres où sont empilées des toiles, la production des artistes de Hanoï.

On s'attend à des croutes, façon réalisme-socialiste à la sauce Ho Chi Minh. On redoute les images en série de paysages de rizières nimbées de brume de laquelle émerge un paysan coiffé d'un chapeau conique et chevauchant un buffle. Et on a tort. On découvre au contraire un art abouti, une grande liberté de style, des personnalités bien marquées. Des huiles,

des gouaches et des bois laqués qui illustrent des leçons bien digérées de la peinture occidentale et une authentique personnalité vietnamienne.

Les commerçants d'art et les collectionneurs ne s'y sont pas trompés. Cela fait quelque deux ou trois ans déjà qu'ils viennent de Hong-Kong, de Tokyo, de Singapour, d'Europe et de New York pour acheter ici des pièces encore relativement bon marché d'artistes qui sont devenus des chefs de file dans l'art pictural asiatique contemporain.



Sylviane
Tramier

Pourquoi une telle concentration de talents et de créativité dans une ville que l'on croyait figée dans un statut mythique de capitale héroïque de tant d'années de guerre? Trinh Sinh Nha, artiste et directeur de la galerie Centre

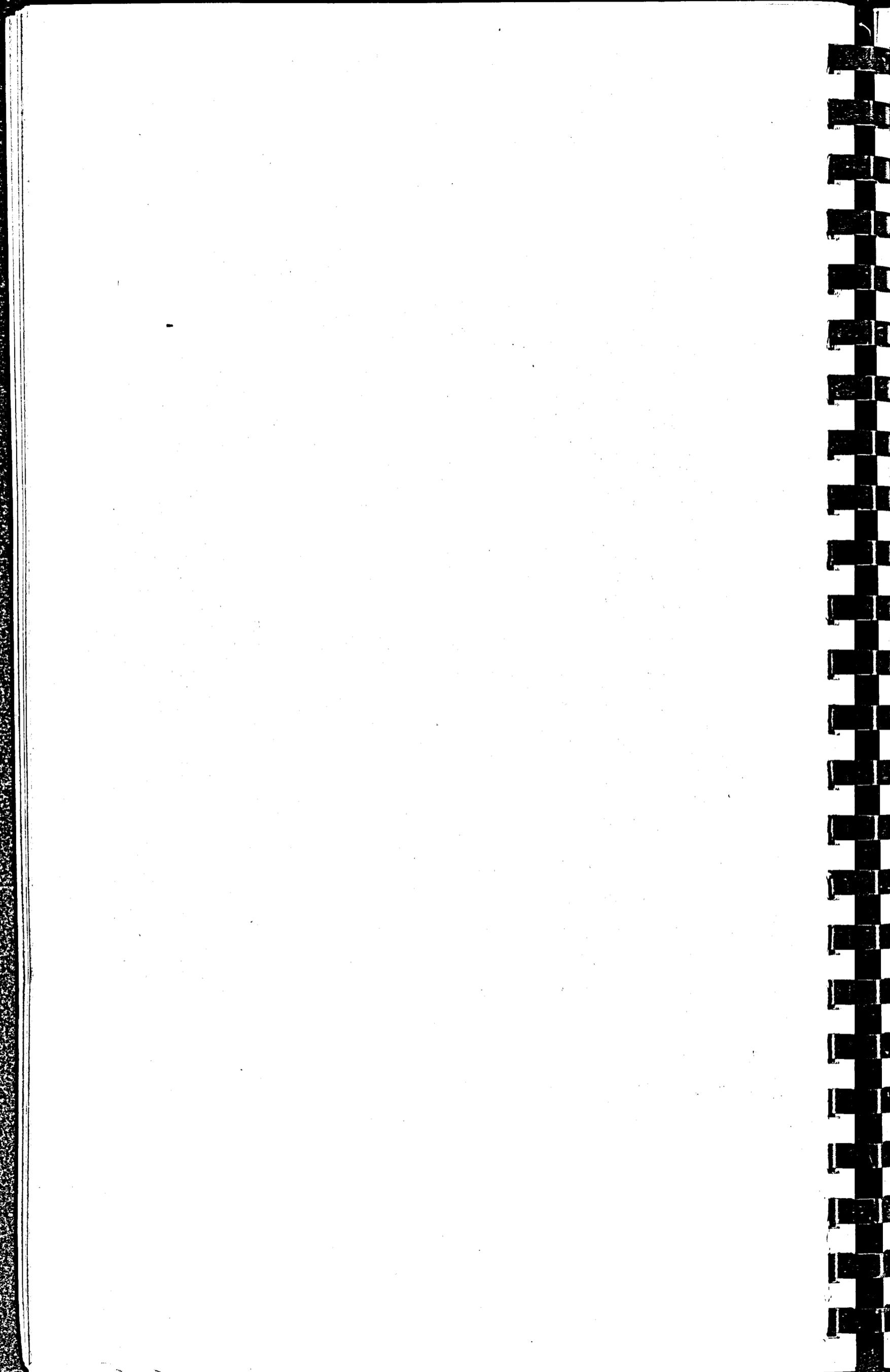
for Exhibition and Art Exchange, sourit et explique tranquillement, comme une évidence: «Au Vietnam, on aime l'art. Pendant la guerre on n'avait pas le temps de s'y consacrer. On devait se battre. Maintenant que la paix est revenue, on a le temps». Et depuis que le Vietnam s'est ouvert au monde extérieur, à la fin des années 1980, les acheteurs étrangers ont commencé à venir, ils ont vu, et ils ont sorti leurs dollars.

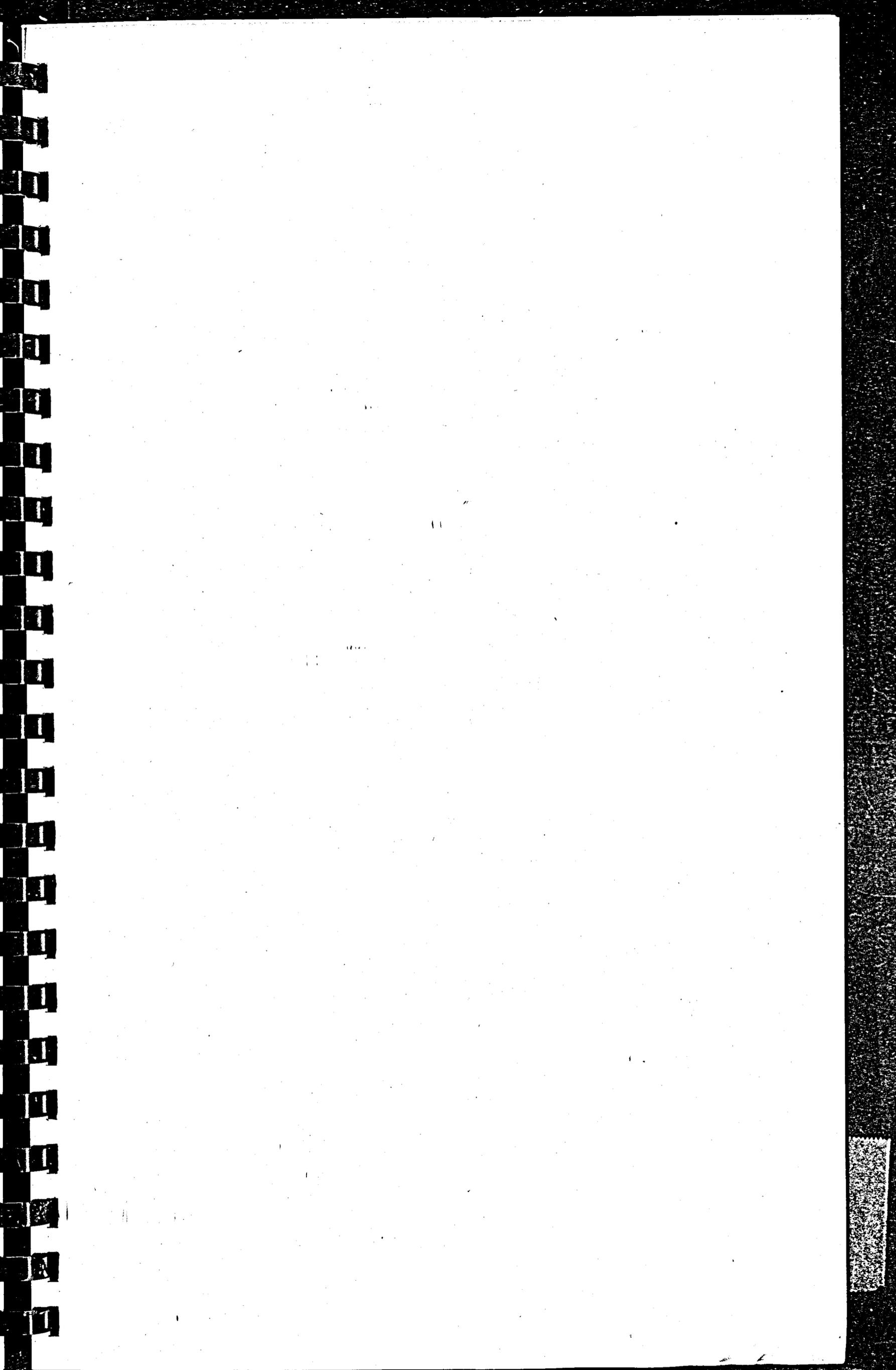
A la galerie Nam Son, la plus ancienne de la rue, on trouve une exposition dont le titre, «De la Seine au fleuve Rouge», convient aussi à décrire toute la création picturale moderne du Vietnam. Les artistes de Hanoï possèdent à fond la technique de la peinture occidentale et la mettent au service d'une expression typiquement asiatique. Dans un pays qui est resté fermé pendant vingt ans au monde extérieur après la fin de trois décennies de guerre, le style ouvert de la peinture vietnamienne et l'approche contemporaine des artistes sont l'héritage de la colonisation française.

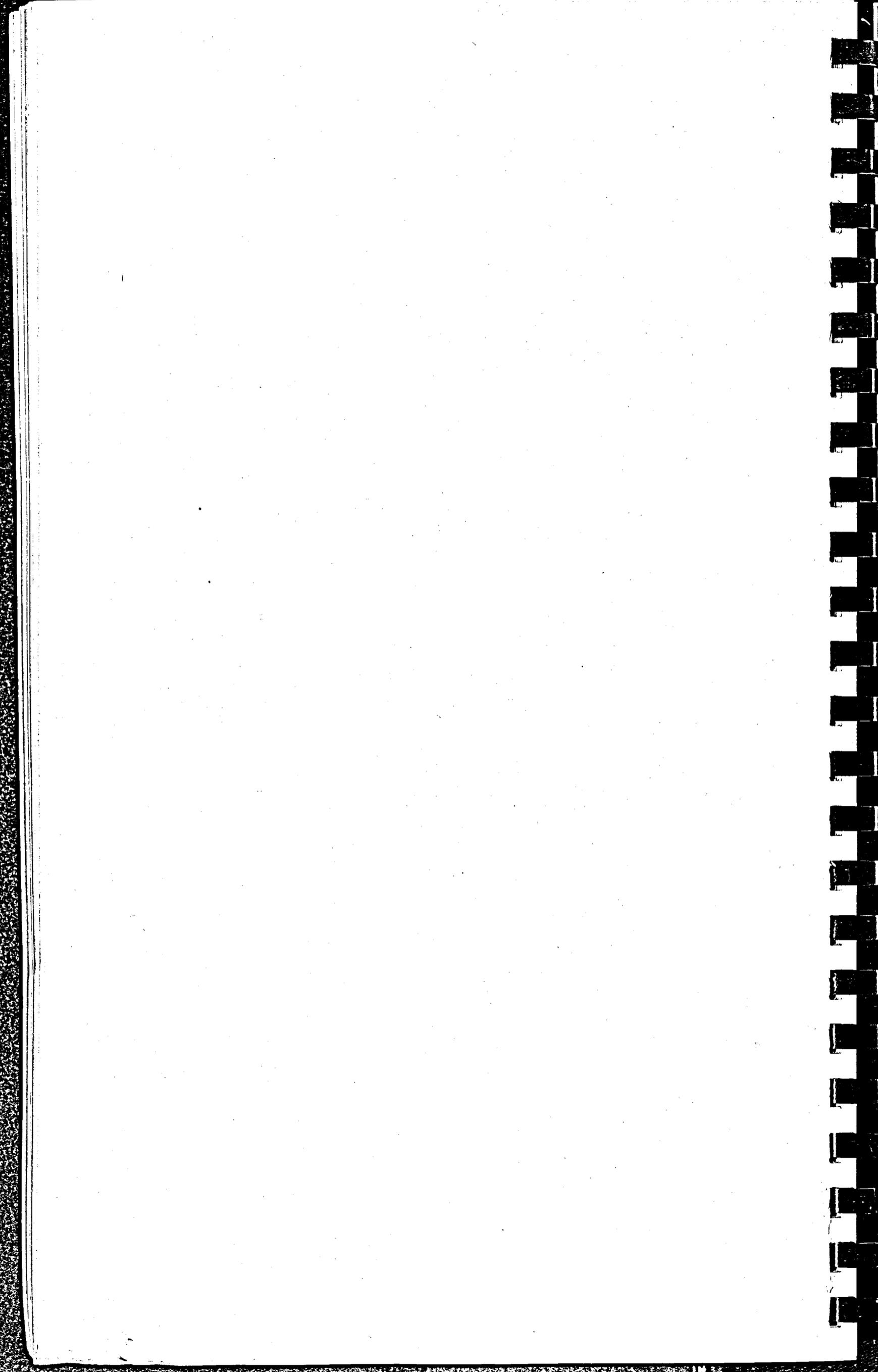
Ce sont les Français qui ont créé à Hanoï au début du siècle l'École des beaux-arts de l'Indochine, et qui ont enseigné, sous le régime français, les techniques et le style en vigueur à Paris. Aujourd'hui, l'École des beaux-arts, de niveau universitaire, et le Collège du design de Hanoï maintiennent la tradition d'une démarche picturale intellectuelle que les artistes des autres pays d'Asie n'ont découverte que beaucoup plus tard. Ces deux écoles attirent dans la capitale des élèves venus des quatre coins du Vietnam, dont beaucoup se fixent par la suite à Hanoï pour travailler. «Les peintres vietnamiens peuvent créer en toute liberté», affirme Trinh Sinh Nha. «Il n'y a pas d'académisme ou de style officiel imposé par le régime. Les artistes peintres sont libres d'intégrer à leur création des styles venus de l'étranger.» Lui-même dit de sa peinture qu'elle est fortement influencée par les maîtres européens de l'impressionnisme et du cubisme.

Quand on flâne dans une galerie de Hanoï, on découvre les œuvres et on rencontre souvent les artistes. Ils y viennent bavarder autour d'une tasse de thé avec le directeur de la galerie et engager la conversation avec les amateurs ou les clients potentiels.

Le succès qu'ils remportent depuis quelques années permet à certains de bien gagner leur vie mais les expose à la tentation de la facilité. Avec la croissance du tourisme, certains cèdent au commercialisme et à l'exotisme de pacotille. Mais c'est loin d'être le cas de la majorité d'entre eux. Les plus connus, comme Thanh Chuong, Pham Minh Tuan, Hong Viet Dung, ont participé à des expositions à Singapour et ont vendu des œuvres à des musées au Vietnam et d'autres pays d'Asie. Mais c'est encore aux collectionneurs privés et aux investisseurs avisés que «l'école de Hanoï» fournit ses plus belles réalisations.







17/11/97

Fin du sommet de Hanoï

Francophonie : Kabila claque la porte

Le nouvel homme fort de Kinshasa estime que « la culture française n'est pas le meilleur modèle du monde ».



Boutros Boutros-Ghali, nouveau secrétaire général de la Francophonie, hier à Hanoï. Il a fallu toute la « capacité de convaincre » de Jacques Chirac pour l'imposer à la tête de l'organisation. (Photo Patrick de Noirmont/Reuter.)

LANGKAWI (Malaisie) :
de notre envoyé spécial
Paul GUILBERT

« Nous avons un secrétaire général ! » La proclamation attendue a été faite dans le décor de l'Opéra de Hanoï, achevé en 1911 dans le style de Garnier, fraîchement redoré pour la circonstance. Rien de comparable, pourtant, à la joie qui accompagne les électeurs du Pape à la sortie de la chapelle Sixtine. Sans doute la désignation d'un patron politique de la francophonie marque-t-elle la rénovation de l'institution. C'est l'acquis principal du sommet : la francophonie politique commence à Hanoï. La francophonie politique, avec ses marchandages et ses divergences d'intentions, n'en disparaît pas pour autant. La scène de l'Opéra, à l'heure des conférences de presse terminales, en illustre toute les ambiguïtés.

La présence physique de M. Boutros-Ghali, le nouveau secrétaire général, paraissait la moindre des choses. Elle avait d'ailleurs été annoncée. Or, il ne vint point, demeurant à l'écart de la presse, moins par une crise d'arthrite que par la déception ressentie après la volée de contestations manifestées par de nombreux ministres africains, disant tout haut ce que leurs chefs pensaient tout bas. De mauvais procès sans doute, reprochant au diplomate égyptien d'appartenir à un pays arabo-phonie ou anglophone, mais sûrement pas francophone ! Ou encore de s'être brouillé avec la terre entière, à savoir les Etats-Unis, lors de son passage à l'ONU...

Il est vrai qu'il a fallu toute la « capacité de convaincre » de M. Chirac pour imposer à la fois la personnalité de M. Boutros-Ghali, emblématique francophone, mais aussi la concentration des pouvoirs essentiels de la francophonie en une seule main.

Vis-à-vis de l'Agence de la francophonie, principal opérateur des actions francophones, le secrétaire général jouera le rôle d'un président de conseil d'administration, désormais

composé des représentants personnels des chefs d'Etat, tandis que le socialiste belge Roger Dehaybe occupera la fonction de directeur général. C'est un pas réel vers l'unité.

Malaise africain

Il reste maintenant à M. Boutros-Ghali, qui sait faire d'admirables discours en langue française et porte une conception authentiquement universaliste de la francophonie, à imposer son style d'intervention. Avec quel budget ? Selon quel mode de rapports avec les Etats membres ? Avec quelles échéances intermédiaires à l'intérieur de son mandat de quatre ans ? C'est peu de dire que M. Boutros-Ghali devra faire la francophonie politique en marchand.

Un autre siège était vide sur la scène de l'Opéra de Hanoï : celui du président du Bénin, hôte du précédent sommet. Sa pro-

319 2/11

LE FIGARO

4/11/97

testation officielle que, pour la première fois dans une telle cérémonie, il n'y aurait pas d'Africain à la tribune. Tel est bien le second signe de changement perceptible à Hanoï : la francophonie sort de son dialogue bilingue franco-africain. Elle affirme sa vocation asiatique et même européenne puisque trois nouveaux pays, après la Moldavie, y font leur entrée en qualité d'observateurs : la Pologne, l'Albanie et aussi la Macédoine, sur l'insistance de M. Chirac, qui a aussitôt téléphoné la bonne nouvelle à Skopje. On cherche à affirmer son identité nationale et son existence internationale face à la mondialisation, par le truchement de la culture francophone. Si le sommet de 1999 doit avoir lieu à Moncton, capitale du Nouveau-Brunswick (Canada), celui de 2001 se tiendra à Beyrouth.

Cette extension est-elle une raison supplémentaire du malaise africain ? Toujours est-il

que M. Kabila, le nouveau maître de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), en a profité pour claquer la porte au motif que « la francophonie est le prolongement du néocolonialisme sous le parapluie de la France ». « Nous l'avons appris par la presse », dit M. Chirac, à qui M. Kabila reprocherait une formule méprisante, liée à des « problèmes d'organisation », pour expliquer son absence à Hanoï. Le plus embêté paraissait être le premier ministre du Canada, pays qui possède de gros intérêts en RDC.

Enfin, les difficultés d'intervention de la francophonie politique, entre les deux principes contradictoires de promotion des droits de l'homme et de la paix d'une part, de non-ingérence et de neutralité d'autre part, se sont manifestées sans attendre, sur la scène même de l'Opéra. Le secrétaire général pourra-t-il intervenir en réclamant des sanctions contre un pays offensant les droits de l'homme ? Oui, répond sans hésiter M. Chrétien, premier ministre canadien. Non, répond M. Chirac, qui réserve ce rôle à l'ONU. Au nom du Vietnam, M^{me} Binh, dans la langue de bois du communisme de tous les temps, refuse naturellement toute évocation de politique intérieure. De même à propos de l'Irak. M^{me} Binh coupe la parole à M. Chirac, qui se permettait de juger la conduite de l'Irak « inacceptable ». « On n'a pas à en parler ici », dit-elle, avant d'en profiter, selon la vieille technique de la prise de parole, pour condamner vigoureusement l'embargo contre l'Irak !

Le Vietnam a obtenu à Hanoï la reconnaissance officielle de la notion « d'espace économique francophone » dont la réalité reste à démontrer. Ce sera le miracle de la francophonie ! Après tout, n'est-ce pas le français qui a construit la France ?

D. G.

Francophonie

Les procès d'intention que M. Tauriac et Ph. de Saint Robert font, en défense de la langue française, à Claude Allègre (« Opinions » du 13 novembre) me paraissent injustifiés... En souhaitant qu'en France « l'anglais ne soit plus une langue étrangère », le ministre de l'Éducation nationale a simplement voulu souligner l'impérieuse nécessité d'une maîtrise de cette langue par tous ceux, à tous les niveaux, qui exercent des responsabilités (commerciales, industrielles, techniques, scientifiques, politiques), dans une économie mondialisée. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, l'anglais est devenu, dans tous les domaines, la langue des échanges internationaux. L'ignorer ou le mal parler, c'est se couper du reste du monde !

Georges H. WERNER,
92330 Sceaux.

320

2/11

LE FIGARO

Francophonie**Une langue
hospitalière**

Evoquer la francophonie, c'est, à l'évidence, s'interroger sur la présence du français dans le monde. Ce pourrait être aussi constater la présence du monde dans le français, c'est-à-dire l'accueil fait par notre langue aux diverses sensibilités culturelles de l'univers: Phénomène caractéristique de notre temps, parce que l'histoire l'a voulu et que le génie propre de l'expression française a su répondre aux besoins de certains esprits en quête d'eux-mêmes.

PAR ANDRÉ BRINCOURT

Nous devrions y prêter un peu plus d'attention. Il est étonnant que nos histoires littéraires ne cherchent pas mieux à souligner, à analyser l'importance et la diversité du rapport qui s'est établi depuis peu entre tant d'écrivains d'origine étrangère et notre littérature, qui ne peut désormais s'expliquer sans eux. Car ils sont cent. Ils sont mille. De Kessel à Kundera, de Ionesco à Troyat, d'Anne Hébert à Shéhadé, de Senghor à Ben Jelloun, de Bosquet à Sarraute, de Boudjedra à Makine, de Lopes à Alexakis, de Semprun à Maalouf.

Certes, si nous voulons bien considérer notre littérature - c'est-à-dire cet ensemble d'œuvres d'une même forme d'expression - comme un royaume sans frontières, il convient de séparer les plans, ce qui est une manière assez significative de revisiter notre patrimoine.

Il y a, d'une part, ce que l'histoire nous enseigne: du côté du Québec qui, soucieux de maintenir notre langue, sait lui donner aujourd'hui une singulière modernité; du côté de l'Afrique noire où, passant de l'oralité à l'écriture, la négritude chère à Césaire et à Senghor a débroussaillé le chemin de l'universel; du côté du Maghreb où la langue de la colonisation est devenue, dans sa part la plus noble, une voie de liberté, notamment pour ces femmes algériennes de plus en plus nombreuses, de plus en plus courageuses. Mais il est, d'autre part, révélateur de constater, chez beaucoup de ceux qui ont « épousé » le français, une sorte de règlement de comptes avec eux-mêmes. Se « mériter », pour certains, selon la merveilleuse formule de Bianciotti, ou s'éprouver, comme a cherché à nous le faire comprendre Romain Gary. Et comment ne pas voir, par là même, une étrange expiation chez Cioran, qui, pour renaître dans un bain purificateur, tue sa jeunesse de fer! On pourrait multiplier les exemples: Julien Green qui, écrivain français de nationalité américaine, entretient son propre double; Michel Del Castillo dont l'œuvre est bien celle du « possédé-dépossédé » de l'Espagne; Mohammed Dib qui, pour « apprendre le prix de la parole », nous dit qu'« il faut se quitter pour renaître ».

Quel sens faut-il donc donner à cette hospitalité de notre langue? Sans doute, n'est-il pas indifférent de reconnaître ce pouvoir d'accueil du français comme un signe primordial, encore que mal perçu - cette capacité de notre langue de s'enrichir elle-même de l'imaginaire des autres et des sensibilités culturelles qui lui sont étrangères.

André Malraux n'avait pas tort de dire: « La France n'est jamais si grande que lorsqu'elle va chercher, hors d'elle-même, sa propre voix. »

A. B.

Francophonie : contre le « parler unique »

L'erreur du « réalisme utilitaire » • Une nécessité politique et une exigence morale.

Il est une question qu'il faut aborder de front. A quoi sert désormais une langue nationale et en l'occurrence la nôtre ? Est-ce un progrès, d'abord, de conférer à une langue donnée la dignité particulière de langue nationale ? Pour ma part, si je n'en avais pas été convaincu, je ne me serais pas même parlementaire, battu pour qu'il soit écrit, dans notre Constitution, que

PAR JACQUES TOUBON *

« la langue de la République est le français » ; ou, ministre de la Culture de la Francophonie, pour que fût voté le texte qui est devenu la loi du 2 août 1994, dont l'objectif était, entre autres, d'éviter que les Français puissent voir leur propre langue traitée en France comme étrangère, au bénéfice d'une autre. Car, il en est, aujourd'hui, sur qui la langue n'est qu'un simple outil technique, dont la valeur devrait être mesurée à l'aune seule de son utilisation pratique.

Renoncement injustifié

Il serait sans doute trop simple et juste de ramener, chez nous, ce genre de « réalisme utilitaire » à un manque de sens national ; il en est, de bonne foi, pour s'imaginer ainsi servir les intérêts économiques de notre pays, en voulant de la sorte lui faciliter la compétition internationale.

Il n'en reste pas moins que la renonciation d'un certain « réalisme » est trop souvent, dans ce domaine comme dans bien d'autres, l'alibi de nos les renoncements ; les seuls combats perdus d'avance sont ceux que l'on se refuse à engager !

Et, le renoncement, en l'espèce, serait bien moins justifié qu'il pourrait paraître de prime abord.

On peut, en effet, se laisser impressionner par l'espèce d'hégémonie technique et culturelle du monde anglo-saxon ; être tenté de se résigner devant l'omniprésence de l'anglais dans les échanges.

Et pourtant, la roue de l'Histoire n'a sans doute pas fini de tourner, et, l'anglais n'est pas « l'horizon indépassable de notre époque ».

D'abord, parce que ce serait là négliger les formidables perspectives que nous ouvrent les progrès de la technique dans le traitement de l'information.

Certes, rien n'est peut-être plus difficile pour une machine que d'acquiescer la compétence sémantique : précisément parce que c'est une machine et que le sens ne se plie pas aisément à l'algorithme...

Mais, le jour n'est sans doute pas si loin où des systèmes vocaux de traduction automatique simultanée et d'un encombrement réduit dispenseraient de connaître une langue étrangère pour la communication courante...

Ce qui n'est là encore qu'une utopie deviendra beaucoup plus vite qu'on ne le pense la banalité quotidienne ; c'est un investissement technique qui mérite en tout cas une priorité majeure.

La défense et la promotion de notre langue sont une question pleinement et authentiquement politique — en même temps que « métapolitique ».

La langue nationale, c'est le signe tangible que nous sommes en République ; la chose publique, c'est

d'abord le langage commun, la possibilité de se parler et de se comprendre dans une communauté qui absorbe et dépasse toutes les identités particulières pour les fondre dans le creuset d'un même peuple.

A l'heure où certains tentent de fragmenter cette communauté nationale en une multiplicité presque « schizophrénique » de « communautés » cultivant leur refus de l'autre, l'affirmation forte d'une langue commune n'est pas seulement une nécessité politique, mais aussi une exigence morale. C'est pourquoi, notamment, on ne saurait mettre sur le même plan institutionnel la langue nationale et les parlers locaux — a fortiori étrangers.

Trois points noirs

S'il est, bien entendu, nécessaire, par exemple, de conserver bien vivants les langages hérités des peuples qui sont venus se fondre dans l'espace français, leur reconnaître un statut de nature politique (ce que, rappelons-le, le Conseil constitutionnel, à propos de la Corse, a jugé à juste titre anticonstitutionnel), serait la négation même de l'idéal républicain.

Cette nécessité politique et cette exigence morale sont plus urgentes que jamais. En effet, si l'on en juge par le rapport au Parlement que vient de rédiger la Délégation générale à la langue française, bien des « clignotants » sont au « rouge ».

Trois gros points noirs, en particulier, appellent une action très vigoureuse :

— l'échange d'informations entre scientifiques, spécialement dans le cadre de manifestations, colloques et congrès : comme l'écrit le physicien J.

M. Lévy-Leblond : « Nombreux sont les scientifiques qui semblent préférer à une loi du Parlement celle du marché, et entendent le fameux *publish or perish* comme *publish in English or perish in French*... »

— La place du français dans la société de l'information (informatique, Internet...) : on communique en anglais sur des machines conçues pour ne comprendre que l'anglais (systèmes, programmes...) ; quelle information sera disponible en français sur les « infoboutes » ?

— L'application des textes relatifs au statut du français dans les institutions internationales : on observe une dégradation sensible — qui ne touche d'ailleurs pas que le français. De langue de travail, ce dernier devient, dans le meilleur des cas, une simple langue de traduction. En particulier dans les institutions européennes, notre combat doit être celui du bilinguisme, au profit des grandes langues nationales des Etats membres. Si l'on n'y prend garde, par « effet de dominos », c'est de proche en proche l'un des derniers obstacles au monolinguisisme anglophone dans la vie publique internationale qui cédera.

En défendant, pied à pied, le respect du statut privilégié que l'Histoire a conféré à la langue française — trait d'union pour environ 1/4 des Etats de la planète, rassemblant 1/9 de sa population et réalisant près de 1/5 de son commerce — contre le « parler unique », c'est la liberté des peuples qu'il s'agit de revendiquer : liberté d'être eux-mêmes et différents ; liberté de naître, vivre et mourir avec les mots qui sont le miroir de leur âme.

J. T.

(*) Ancien ministre.

3225/61

Monday Nov 97

LE FIGARO

Forces et faiblesses de la francophonie (7)

Louisiane : la bataille perdue des Indiens Houmas

Les « sauvages » du Grand Caillou sont marins-pêcheurs et ont une femme comme chef de tribu. Ils sont sur le point d'oublier le français.

ULAC (Louisiane) :
notre envoyé spécial
Jean-Jacques MÉVEL

Dans sa bicoque aux volets verts il grince comme un vieux bateau, Antoine Parfait n'a qu'un seul vrai souci : le temps qu'il fera demain. C'est le ciel qui décide s'il ira relever ses casiers à crabes, chasser le ranaudin dans les marais, ou s'il restera chez lui à tailler des sarbacanes - en bois de cypre -.

Tout au bout du bayou Grand allou, les Indiens Houmas n'ont pas sur seule originalité d'être marins-pêcheurs, et d'avoir une femme comme chef de tribu. Ils parlent aussi le français. Non pas le franco-canadien des Cajuns, leurs voisins en Louisiane, mais une langue jugée plus pure, introduite au XVII^e siècle - en même temps que le baptême - par La Salle, l'explorateur et les autres découvreurs du bas Mississippi.

Antoine, soixante-seize ans, est en trop vieux pour avoir appris à lire. Mais il fait ses comptes en « plâtres », pêche, comme il le dit lui-même, « diverses qualités de poissons », et récite son chapelet, de bout en bout, dans la langue de Bossuet.

De Dulac à Pointe-aux-Chênes, entre les tortues, les aigrettes et les alligators, cinq à six mille Indiens parlent encore le français. Par radio, de bateau à bateau, ils s'échangent les uns plans de pêche. À quai, au coucher du soleil, ils bavardent en réparant leurs filets.

Les Houmas partagent cette tradition orale avec une autre grande tribu d'Amérique du Nord, les Montagnais du Canada. Antoine Parfait s'est initié à la langue de la même façon qu'il a appris à vivre en harmonie avec le ciel, la terre et le vent : « Sur les genoux de mes grands-parents, sans livre ni crayon. » L'anglais ne lui est venu que vingt ans plus tard, avec l'uniforme des marins de l'US Navy et la guerre du Pacifique : « Je n'ai pas connu les bancs de l'école. Mais j'ai eu droit de me battre contre les Japonais. »

La météo d'Antenne 2

À Dulac comme partout, la télévison est une fenêtre ouverte sur le monde, ou, au contraire, l'instrument du repli sur soi. Pendant des années, Antoine le marin-pêcheur s'est livré chaque soir à un plaisir assez exotique aux États-Unis : regarder en famille le bulletin-météo d'Antenne 2, retransmis de Paris avec quelques heures de programmes en français.

Depuis l'an dernier, c'est terminé. Les sociétés de câble et de satellite de La Nouvelle-Orléans ont des marchés plus lucratifs à cultiver. Tant pis pour les Houmas. Antoine se désole, le doigt pointé vers le petit écran : « Bientôt les jeunes ne parleront plus ma langue... »

C'est peut-être le dernier quart d'heure pour la plus grande tribu de Louisiane. L'usage du français fait ici partie de l'héritage indien au même titre que l'écrevisse rouge, emblème

de la guerre, ou que la sarbacane, connue sous le nom de « fusil à souffler ». Mais cette langue perdue dans un continent anglophone a eu aussi un sérieux inconvénient : pendant près de deux siècles, elle a coupé les Houmas du reste du pays.

Brenda Dardar-Robichaux, chef du conseil tribal, est bien placée pour le savoir. La quarantaine énergique, elle appartient à la première génération houma qui a fréquenté l'école publique, obligatoire depuis le Civil Rights Act de 1964 et la fin de la ségrégation dans le Sud. Elle apprend le français sur son ordinateur, « par respect pour les aînés et pour les traditions ». Mais sous son autorité, les débats du conseil se déroulent en anglais.

Cette petite femme brune a une autre priorité : elle se bat pour que sa tribu soit enfin reconnue par l'administration fédérale américaine. Choctaw, Tunica ou Natchez, tous les autres Indiens du bas Mississippi ont vu leur identité consacrée. Mais pour les bureaucrates de Washington, les Houmas n'existent plus ; malgré l'avis contraire des meilleurs historiens et du gouvernement louisianais.

Trop tranquilles

Pendant deux siècles, tout le monde a feint d'oublier les Indiens qui parlent français. Les Blancs, cajuns et anglophones, n'en voulaient pas dans leurs écoles, pas plus que les Noirs émancipés, d'ailleurs. L'administration les considérait vaguement comme des

métis de langue française. Quant à l'armée des États-Unis, elle n'a jamais eu à en découdre avec ces paisibles pêcheurs, ni éprouvé besoin de les déloger de leurs marais, comme les Indiens de la prairie.

« A la différence des autres tribus, nous n'avons pas fait la guerre, explique Kirby Verret, pasteur méthodiste qui n'a pas oublié que le sang houma coule dans ses veines. Nous n'avons donc obtenu ni traité, ni réserve, ni même la reconnaissance de notre identité. Notre drame, en somme, c'est d'être restés beaucoup trop tranquilles. »

La dernière pétition des Houmas devant le Bureau des affaires indiennes a été rejetée en 1995. Les recours sont lancés. Mais sur le bayou Grand Caillou, les plus réalistes l'avouent sans difficulté : « C'est une bataille perdue d'avance. » Les compagnies pétrolières craignent que les Houmas ne revendiquent un jour des droits sur les puits, après avoir été dépossédés par des contrats qu'ils ne pouvaient même pas lire. Quant à l'industrie des casinos, devenue à Washington la plus déterminée des soutiens au lobby indien, elle ignore cette tribu sans réserve.

À Houma, chef-lieu de la « paroisse » de Terrebonne et ancienne capitale des « sauvages » du bayou, il est impossible de trouver son chemin en français. La question, posée en anglais, s'attire une réponse tout aussi décevante : « Les Indiens ? Mais de quels Indiens parlez-vous ? »

J.-J. M.

323 1/6

Voyages, aéroports et francophonie

B3
R

Retour à Montréal via Dorval... Du bon et du moins bon. Depuis longtemps, j'avais l'habitude d'atterrir dans le désert confortable de Mirabel — ces grands espaces lumineux que peu de voyageurs traversaient.

Cela, ajouté à la longueur du parcours vers Montréal, à travers la morne plaine qui précède les « vraies » Laurentides, produisait l'impression que Montréal était un vague point d'interrogation échoué quelque part au bout d'une interminable banlieue.

Dorval, c'est autre chose. Plus petit, plus sombre. La vieille aérogare ressemble à un chalet des années 30 qu'on aurait agrandi au fil des années — un solarium ici, une annexe là, en repeignant le tout à la va-vite. Cela sent le bricolage.

Mon avion s'est posé là où, si ma mémoire est bonne, on arrivait naguère d'Alma ou de quelque autre destination « domestique » desservie par des transporteurs secondaires. Étroit couloir, puis un escalier qui n'en finit plus, où vont culbuter à la queue leu leu les voyageurs obligés de soulever leurs valises à roulettes et leurs sacs de « duty free ». Suit un autre couloir... puis un second escalier. Hop, on soulève à nouveau ses bagages.

Suit un corridor souterrain qui doit bien faire un kilomètre. S'y trouve un tapis roulant qui fonctionne à un rythme d'escargot — encore le même vieux tapis roulant dont on ne semble pas avoir changé ni les garnitures ni le mécanisme.

Ah ! si, il y a quand même quelque chose de changé. Une fois sur le tapis, j'entends dans mes oreilles une sorte de sifflement, comme un bruit sourd de sirène. Je me dis que ça doit être la décompression... ou peut-être que j'entends des voix ? Mais le bruit continue. En tournant l'œil à gauche, je vois un bolide rouge... Voilà l'explication du mystère, on nous passe sur le mur une vidéo sur les courses de Formule Un, le bruit de sirène étant évidemment le bruit de ces horribles engins. Et voilà la première image de

Montréal : la patrie de la course automobile...

Heureuse surprise, il y a assez de douaniers pour desservir les voyageurs rapidement, mais dans la salle des bagages, on retombe en plein bricolage. Aucun panneau n'indique quel convoyeur correspond à votre vol, et les chariots à bagage sont loin d'être tous en bon état.

Mais les désagréments se dissipent quand on se retrouve, à peine plus d'une demi-heure plus tard, en plein centre-ville, après une course en taxi qui coûte moins que rien si l'on compare à ce qu'il fallait déboursier pour revenir de Mirabel. Quant au voyageur étranger, quel est son intérêt, sinon d'arriver le plus tôt possible à destination, ou, s'il est en correspondance, de se voir faciliter la transition entre deux vols ?

Une aérogare, par définition, est un endroit où l'on ne s'attarde pas. Inutile d'y multiplier les raffinements. Souhaitons quand même qu'ADM, la société qui préside aux destinées des aéroports de Montréal, pense aux petites choses qui font les bons aéroports modernes : un système d'escaliers roulants, des ascenseurs, des chariots en bon état, une signalisation efficace pour la réception des bagages... Et puis, est-ce qu'on ne pourrait pas associer Montréal à d'autre chose que la course automobile ? Montréal n'est pas que la ville de Jacques Villeneuve, c'est aussi la ville de l'OSM. Pour la majorité des voyageurs, il serait plus agréable de se faire accueillir au son de la musique qu'au son d'un moteur automobile.

LE SOMMET DE HANOI

Parlant de voyage, MM. Chrétien et Bouchard sont revenus du Sommet de la francophonie à Hanoi, Gros-Jean comme devant



Lysiane GAGNON

pour ce qui est du minicoup d'éclat qu'ils voulaient y effectuer. Le président Chirac a vertement rejeté la recommandation de M. Bouchard, recommandation vaguement appuyée par M. Chrétien qui ne voulait pas être en reste, concernant les sanctions à prendre contre les États membres qui feraient subir un « recul » aux droits de la personne.

Il y avait beaucoup de poudre aux yeux dans ce ballet semi-diplomatique. Rendu à Hanoi, M. Bouchard sortait, comme un lapin du chapeau, les grands principes qu'il avait commodément oubliés à Pékin... Comme si la Chine était plus tendre que le Vietnam avec ses dissidents ! Mais on en connaît évidemment la motivation : faire les manchettes « at home ». Depuis que les Sommets de la francophonie existent, les premiers ministres tant québécois que canadiens y ont toujours prévu une déclaration-surprise à l'intention de leur électorat ou de leurs partisans.

Les autres chefs de gouvernement font la même chose, du reste : M. Chirac parle pour la presse française, M. Chrétien pour la presse canadienne, M. Frenette pour celle du Nouveau-Brunswick.

Tableau classique de tout « sommet » : chaque chef de gouvernement donnant sa petite conférence de presse au bénéfice exclusif de la presse de son pays. (Cela, c'est dans le meilleur des cas, quand le pays est une démocratie dont il faut courtiser les électeurs !)

J'ai couvert trois Sommets de la francophonie (à Québec, Dakar et Paris) et, chaque fois, je me suis retrouvée dans le même petit groupe de journalistes québécois et canadiens, interrogeant nos propres leaders sur nos propres problèmes, sans qu'on sache ce qui se disait dans les autres délégations na-

tionales. Chaque délégation est enfermée dans son petit monde, transportant dans son petit vase clos ses petits problèmes domestiques comme les touristes gaulois, dans Astérix, transportaient leur lutte sur le dos quand ils allaient en voyage en Ibérie.

En principe, on ne peut qu'applaudir au souci d'améliorer la qualité de vie démocratique des pays du tiers monde. Mais on notera au passage que le Québec, comme le Canada, est plus porté à condamner le manque de démocratie des petits marchés que celui des gros marchés.

De toute façon, la voie des sanctions est une voie dangereuse, s'agissant de la francophonie, dont une bonne quantité des États-membres sont des dictatures caractérisées. M. Bouchard, qui fut après tout l'un des grands artisans de l'organisation (alors qu'il était ambassadeur) en était évidemment conscient ; d'où son intention de limiter les sanctions aux pays où il y aurait *recul* (plutôt qu'absence) de la démocratie ; c'était une nuance appréciable, car on peut dire qu'au Vietnam, les valeurs démocratiques sont en progression... Et que dans certains pays d'Afrique, il n'y a pas non plus *recul*, puisque les choses peuvent difficilement empirer !

Mais, au-delà de ces subtilités sémantiques, la triste réalité est que la francophonie est encore plus difficile à gérer que le Commonwealth, lequel regroupe des États dont la majorité ont en commun non seulement la langue mais la tradition parlementaire britannique. La nomination au secrétariat général de Boutros Boutros Ghali, ce prince de la diplomatie (qui parle en plus un français d'une rare élégance), sera un extraordinaire stimulant pour la francophonie, mais cela ne pourra effacer les failles congénitales d'une organisation bancale qui, malgré son nom, regroupe une majorité de non-francophones. La francophonie est une fiction quand elle regroupe des pays aussi peu francophones que l'Albanie et le Vietnam.

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

18 NOV. 1997

IME / CPE

324

M. Chirac a ouvert le VII^e sommet de la francophonie

Controverse sur la désignation du secrétaire général

HANOI

de nos envoyés spéciaux

Dans le discours d'ouverture du septième sommet de la francophonie qu'il a prononcé, vendredi 14 novembre, à Hanoi, devant les représentants des pays « *ayant le français en partage* », le président Jacques Chirac a rappelé les raisons d'être de l'ensemble francophone et celles qui justifient qu'on le dote de nouvelles institutions. Il a exprimé sa conviction qu'au XXI^e siècle « *les grands espaces linguistiques seront des structures à part entière du jeu politique* ». Insistant particulièrement sur l'aggravation du risque d'uniformisation qui résulte actuellement de « *la prépondérance d'une seule langue sur les vecteurs modernes de communication* », il a annoncé que la France allait accorder 20 millions de francs supplémentaires au fonds créé au printemps dernier pour contribuer au développement des « *inforoutes* » francophones.

Il a indiqué, d'autre part, son souhait de voir s'accroître le nombre des étudiants étrangers venant se former en France (actuellement de 125 000). Il a été interrompu par les applaudissements de la salle lorsqu'il a rappelé

sa décision de faciliter pour les étudiants et les chercheurs les procédures d'obtention de visas pour la France.

A propos de la réforme des institutions de la francophonie, on a pu sentir, dans les propos de Jacques Chirac, l'écho des polémiques qui ont surgi depuis le début de la semaine dans les réunions ministérielles préparatoires au sommet. « *La conférence ministérielle nous a adressé des messages importants*, a dit le président de la République. *La France y est attentive, nous apporterons ensemble les précisions nécessaires pour répondre à ces préoccupations.* »

Une partie des ministres réunis à Hanoi depuis le début de la semaine, notamment ceux du Canada et des pays africains, contestent l'étendue des pouvoirs attribués par le projet de charte de la francophonie au futur secrétaire général par rapport aux autres instances, notamment l'Agence de la francophonie. Le fait que Jacques Chirac ait supprimé, vendredi, de son discours, toute référence à cette agence ainsi qu'au comité permanent des ministres, semblait indiquer que l'affaire n'était pas encore totalement réglée.

En ce qui concerne la durée du mandat du futur secrétaire général, dont les contestataires demandaient la réduction, il semble qu'un discret marchandage soit intervenu. Un membre de la délégation française indiquait, jeudi soir, que l'on s'en tiendrait aux quatre ans prévus par le projet de charte, en ajoutant toutefois : « *De toute façon, le sommet se réunit tous les deux ans et le secrétaire général devra donc faire, au terme de cette période, un bilan de son action.* » C'était presque sous-entendre que Boutros Boutros-Ghali, à qui ce poste a été promis par la France, pourrait avoir « *spontanément* » envie de mettre un terme à sa mission lors du prochain sommet.

La vive contestation émise par des Africains du choix de M. Boutros-Ghali ne devrait pas apparaître dans les discours prononcés publiquement par les chefs d'Etat. Elle donnait lieu cependant, toujours vendredi, à des tractations en coulisse, les uns exigeant des garanties de modération pour le budget du secrétariat général, d'autres réclamant des postes dans le cabinet du futur titulaire. Jacques Chirac doit avoir, en marge du sommet, de nombreux entretiens bilatéraux dont les premiers, vendredi, avec les deux premiers ministres du Cambodge.

Claire Tréan et
Jean-Claude Pomonti

~~289~~
325



CARAQUET

L'Acadie
NOUVELLE

LE QUOTIDIEN DES FRANCOPHONES DU N.-B.

IMF

17 NOV. 1997

(12)

C'est fait!

MICHEL DOUCET

L'annonce de la fin de semaine à Hanoï a semé l'allégresse à Moncton et dans toute l'Acadie. C'est donc maintenant officiel: c'est Moncton qui accueillera le huitième Sommet de la Francophonie, les 11, 12 et 13 septembre 1999. La nouvelle est géante!

On parle déjà de 2500 à 3000 délégués d'au moins 48 pays, qui découvriront un peuple déterminé et fier prenant la place qui lui revient dans la province, le pays et à l'échelle planétaire. Une bonne partie du monde aura les yeux rivés sur nous, quelques semaines à peine avant le tournant du millénaire. Quelle magnifique impulsion! Il y a déjà lieu de parler du plus important événement du genre de notre histoire.

Il est indéniable que les Acadiens ont accompli des progrès remarquables dans tous les secteurs. La vitalité de nos gens d'affaires se confirme sans cesse, nos artistes font notre fierté aux quatre coins du monde et notre université réussit, malgré des ressources limitées, à s'inscrire dans le courant de la mondialisation.

Ceux et celles qui participeront au Sommet de la Francophonie à Moncton seront à même de constater ce dynamisme qui caractérise l'Acadie toute entière. L'occasion est unique de démontrer au monde notre refus de disparaître en tant que peuple.

La délégation néo-brunswickoise qui revient aujourd'hui d'Hanoï a déjà en tête les idées qui feront de l'événement un succès. Le ministre des Affaires intergouvernementales, Bernard Thériault, a parlé d'un Sommet «modeste» si on le compare aux précédents. On parle d'une facture totale d'environ 10 millions \$ mais il est sans doute encore tôt à

ce stade-ci pour avancer des chiffres définitifs. Ce que n'ont cependant pas hésité à faire certaines personnes à Moncton, qui espèrent des retombées de l'ordre de 20 à 25 millions \$. On verra bien.

En entrevue hier, le maire de Moncton, Léopold Belliveau, est revenu souvent sur cet aspect des retombées économiques, notamment pour expliquer comment il ne sera pas difficile de convaincre la communauté d'affaires anglophone de sa ville de l'impact de la venue du Sommet sur la région.

Il faudra faire attention au cours des deux prochaines années de ne pas réduire l'importance du Sommet au seul aspect financier. Bien entendu, chacun se réjouira de l'impact économique de cet événement grandiose, ne rêvons pas. Mais il serait indécent de faire croire aux anglophones que les Acadiens n'ont de l'importance dans cette province que lorsqu'ils sont rentables. Le fait que le Sommet de la Francophonie 1999 soit présenté chez nous devrait plutôt faire comprendre à bien des gens que même s'ils n'ont pas toujours voulu l'admettre, l'Acadie en a fait du chemin au fil des ans. Déjà en 1994, le Congrès mondial acadien avait fait énormément en ce sens. Le Sommet viendra en quelque sorte confirmer la chose. Ne pas vouloir l'admettre relèverait de la mauvaise foi pure et simple.

Le Sommet 1999 portera essentiellement sur la jeunesse, donc sur l'avenir. Voilà un thème universel qui ouvre les portes à toutes sortes de possibilités. Comme le disait le premier ministre Raymond Frenette, hier à Hanoï: «La Francophonie ne se développera que si la jeunesse l'embrasse.»

Les deux années qui nous séparent de l'événement promettent. Au coordonnateur Fernand Landry et son équipe, bonne chance!

200

326

1999 summit a real prize

ED.

It's official! La Francophonie international summit meeting will be held in Moncton in 1999. Hosting this international meeting of leaders from the world's French-speaking nations is an honor and feather in Canada's cap. For New Brunswick and Greater Moncton, it is a particularly significant prize — a real jewel.

The summit meeting is considered around the globe as among a handful of important world-leader gatherings, ranking right up there with the G7 meetings and the Commonwealth Meetings. Never before has this city hosted such an event, and receiving the nod demonstrates faith in the city and province that is flattering.

The summit will also have significant consequences for this area and region. First and foremost, it will put us in the international spotlight in a concentrated way, another first. Around the world people will be hearing of and learning about us for the first time.

The potential for new business and future tourism arising out of such publicity is tremendous. The area needs to be prepared to tap into that potential when the time comes. Moreover, many area business, academic, and political figures will have a chance to make contact with movers and shakers from around the world who they otherwise probably would never meet. Such contacts frequently end up fostering useful and beneficial exchanges, of people, goods, and ideas.

And that, of course, is but the beginning. Any event of this magnitude is a boost to the region's service industry — hotels, food service, tourism sights, and retail outlets, to name a few. The local economy will be singing. Moreover, it is likely that the federal and provincial governments may wish to open the purse strings a little bit and provide funds for some infrastructure improvements before this conference. Canada, after all is putting its best face to the world and wants to make a good impression. It has chosen Moncton in which to do it and it will logically be helping Moncton out in the process.

Then there is the politics of language. Nations with significant French-speaking populations comprise the membership of this organization, including Canada. By holding the summit in New Brunswick, the world is recognizing that Acadians are indeed a distinct franco-population in their own right; that Canada's French population extends well beyond the Quebecois. It is, and should be, a point of pride for Acadians.

And the conference should be a point of pride for Greater Monctonians and New Brunswickers. We're going to be on the world stage — let's put our best foot forward!

~~27~~

327

MONCTON BID APPROVED

Summit city

World's francophone nations will gather here for 1999 bash

By KRISTA PETERSEN
TIMES & TRANSCRIPT STAFF

Polish up your linguistic abilities, New Brunswick, the summit is coming.

Moncton, Dieppe and Shediac were officially declared hosts yesterday for the 1999 world summit of francophone nations.

Thousands of people, including delegates from about 50 French-speaking nations, security and media, will descend on the Moncton area in just less than two years as the whole province rolls out the carpet. Pending final approval, the summit is slated for Sept. 11-13.

At Moncton's city hall yesterday, a satellite hook-up gave about 200 anxious people the chance to watch and hear Prime Minister Jean Chretien make the announcement from Hanoi, Vietnam, where about 30 New Brunswick delegates are attending this year's summit.

Coincidentally, not only were the on-lookers waiting for the announcement, they were attending a free family-oriented concert in conjunction with the Acadian music celebration, FrancoFete.

In a cross-continental telephone news conference yesterday from Hanoi, a provincial spokesman said the southeastern New Brunswick area was chosen unanimously as the site for the 1999 gathering.

The proposed theme is youth. New Brunswickers in Hanoi have been taking in as much as possible during this year's summit, he said, gleaning ideas for their own 1999 bash. When the three-day summit does head this way 22 months from now, it is expected to pack an economic punch of between \$20-25 million.

"It's unbelievable. New Brunswick will be the capital of the francophone world," he said. "New Brunswick has never received such a major event."

(See SUMMIT Page A2)

Summit big deal for Moncton

(Continued from Page A1)

Not only was the area chosen for the summit, but New Brunswick's delegates were able to make roughly \$1.1 million worth of business deals at this year's conference, including an exchange of potato industry techniques to help Vietnam develop their own potato industry.

The summit, which was awarded to Canada with the responsibility for organizing given to the Moncton-Dieppe-Shediac triumvirate, is expected to create a buzz which will surround the province for months before and after the actual event.

Of the \$10 million anticipated to be spent hosting the summit, 85 per cent is expected to come from the federal government, 10 per cent from the province and roughly \$500,000 from Quebec, who will "be there to assist us."

The spokesman said stretch limousines will not likely be part of the 1999 summit. The event will be like New Brunswickers themselves — modest, warm and very dignified.

At city hall yesterday afternoon the crowd watched footage of Moncton Mayor Leopold Belliveau wave small, hand-held Canadian flags from the interior balcony of an elaborate-looking Hanoi building.

City councillor Yvon Goguen offered an international invitation after the announcement: "Viens nous voir." He said the world will witness not only Moncton's but all New Brunswick citizens, no matter their first language, working together.

"Being selected as the host city," Goguen said, "is good for the soul."

Education Minister Bernard Richard, who was intergovernmental affairs minister last year when the province asked to be con-

sidered as host, told the crowd he anticipates people from both French- and English-speaking backgrounds to make the summit a success.

"We will be able to show, once again, that these two communities can work together again and again."

Catherine Dallaire, Moncton's director of communications described the 1999 summit as the opportunity to spotlight the chosen communities internationally.

And to prepare for that show, Moncton is already considering how it will spend money to spruce up the stage.

"The city has looked at long-range plans," she said. "We want Moncton to be attractive and at its best in time to host the summit."

Dallaire explained the goal is to have all infrastructure work, including road construction, finished by the end of June, 1999.

Much of Main Street is to be resurfaced and widened from Hall's Creek to the new Commercial Boulevard that will replace Commercial Street.

She said it is possible some streets slated for construction will lose their place on the priority list to others travelled by heads of state during the summit.

Although Moncton is not contributing financially to the conference, "we're a very active and interested partner in it," Dallaire explained. "The effect is so long-lasting."

She said she doesn't expect any motels or hotels will have to be built in the three communities to accommodate summit-goers. She said she understands l'Université de Moncton has offered to postpone its fall 1999 opening so its residences and other buildings will be available.

Jeffrey Simpson

Moncton has a clear right to host the francophone summit

A24

OTTAWA

FLIPPING the dial Sunday night, my eye stumbled across a Radio-Canada television report about Acadians' joy that Moncton will play host in 1999 to la Francophonie, which wants to be the French equivalent of the Commonwealth.

The report didn't allow the joy to last long. After a couple of sound bites from happy Acadians, the reporter set about his real business, which was showing that Moncton wasn't bilingual. The reporter exposed a unilingual English parking attendant, an English police officer and unilingual English store signs as evidence that Moncton was hardly an ideal spot for the francophone summit because it wasn't, well, *French* enough.

Not as French, I guess, as Hanoi. France left Vietnam, tail between its legs, soon after losing the battle of Dien Bien Phu in 1954. Some *quartiers* of Hanoi retain a

French architectural look, but the French language has not been heard much in Vietnam for a long time.

French was heard in Vietnam, however, as a language of government and the elite (ordinary Vietnamese never spoke it) more recently than in, say, Bulgaria. But Bulgaria is a full member of la Francophonie. Ever been to Sofia or Plovdiv? Hands up if you heard a word of French there.

Ditto for Romania, although Romanian is a romance language and looks a bit like French. Before dictator Nicolae Ceausescu wrecked Bucharest, the city did boast cafés and intellectuals sporting berets. But French? Not much. And what about Egypt, an associate member? Heard much French in Cairo lately? Or Cambodia, where the major languages are Khmer and Chinese? Or a new member-country, Sao Tomé, a former Portugese colony? Or how about Moldova, formerly part of the Soviet Union but

now an independent country sandwiched between Romania and Ukraine? It's a new member of la Francophonie. Maybe things have changed in the 25 years since I visited the Moldovan capital of Kishinev, but I never heard a word of French there.

So give Moncton a break. It's French enough by definition, but it more than qualifies as the host for any organization that accepts Bulgaria, Romania, Egypt, Laos, Cambodia, Vietnam, Sao Tomé and Moldova, to say nothing of several dozen African and Middle Eastern countries where French is spoken occasionally.

Bear in mind, too, that the 1993 meeting of la Francophonie took place on Mauritius, an island in the Indian Ocean where the only official language is English.

What, you may wonder, do all these countries with marginal attachment to French have in common? The answer does not lie in the organization's formal name: Countries

using French as a Common Language. That definition, strictly applied, would exclude about half the members.

No, la Francophonie is about the promotion of French wherever it exists. That's a perfectly worthy objective in a world where French has lost ground to English internationally. Entry to the club is open to just about any country that wants to join and can demonstrate a link, however tenuous, with French today or yesterday.

Canada dumps large buckets of money into la Francophonie -- \$42-million in 1996, \$61-million in 1997 -- for educational exchanges and scholarships, TV5 (the international French channel) and a dizzying variety of meetings.

La Francophonie dreams of becoming a French version of the Commonwealth, but the organizations are fundamentally different. The Commonwealth has countries of economic and political importance besides

"mother country" Britain: Canada, India, Pakistan, Australia, South Africa, Nigeria (when the regime is not beastly); la Francophonie has France, Canada and that's about it. (Belgium, for domestic political reasons, is half-in, half-out.)

The Commonwealth admits countries once part of the "empire"; la Francophonie waves in any country with the slightest relationship to French and looking for another international organization.

By that standard, Moncton has nothing to be ashamed of, especially since the city has turned the existence of French and English to its economic advantage. There may be plenty of unilingual English people about but there are also tens of thousands of people who live, work and love in French.

That's more than can be said for Bucharest, Sofia, Hanoi, Cairo, Rabat, Vientiane, Beirut, Malabo, Vila, Phnom Penh and other national capitals of la Francophonie.

Le Sommet de la francophonie, une occasion de faire reconnaître les Acadiens à l'échelle de la planète

ANDRÉ PÉPIN
MONCTON

L'Acadie tout entière est en liesse et déjà à pied d'œuvre pour recevoir à Moncton le Sommet de la francophonie en septembre 1999. Quelques semaines avant la fin du siècle, les Acadiens, ce petit peuple français de l'Atlantique qui a essaimé partout dans le monde, seront reconnus sur le plan international.

Le ministre de l'Éducation du Nouveau-Brunswick, Bernard Richard, un ardent nationaliste acadien promoteur de l'événement, vient de déclarer : « À la fin des années 60, début 70, j'ai marché dans les rues de Moncton pour faire reconnaître le peuple francophone acadien. Aujourd'hui, c'est chose faite et je suis particulièrement fier, comme tous les Acadiens de l'Atlantique. »

Dans ce témoignage percutant, le ministre Richard fait allusion aux problèmes linguistiques et au caractère raciste qui ont marqué à l'époque le passage à la mairie de Moncton de Leonard Jones, vertement opposé à l'émancipation du français. Mais, depuis, des pas de géant ont été franchis, témoi-

gnent hier plusieurs personnalités de la province.

Plusieurs dirigeants ont en effet été choqués par la diffusion de reportages, au cours des derniers jours, dénonçant la teneur du caractère français de Moncton.

« En 1994, nous avons tenu le congrès mondial des Acadiens qui fut un franc succès. Bien entendu, Moncton est une ville bilingue, mais le Sommet de la francophonie est une occasion de plus pour promouvoir le fait français », a de son côté indiqué le ministre responsable des Affaires Intergouvernementales, Bernard Thériault.

Il a souligné l'appui du gouvernement fédéral pour l'obtention de l'événement, mais également l'aide précieuse qu'apporte le Québec dans l'organisation.

Rappelons que le Sommet de la francophonie avait été tenu à Québec en 1984.

Moncton n'a pas, certes, un caractère aussi français que la capitale québécoise, mais il importe de souligner plusieurs de ses attraits culturels francophones. L'Université de Moncton compte quelque 5000 étudiants francophones dans trois de ses campus. Plus de 600

employés, aussi francophones, assurent le fonctionnement de l'institution, rappelle le vice-recteur Yvon Fontaine, précisant que l'université a été la première au pays à offrir un cours de droit en français pour le Common Law. Depuis, l'Université d'Ottawa a emboîté le pas.

Moncton n'a pas un caractère aussi français que la capitale québécoise, mais il importe de souligner plusieurs de ses attraits culturels francophones...

Moncton compte également un collège communautaire français de 600 étudiants, tandis que des agrandissements sont annoncés aux écoles françaises de Dieppe, une ville faisant corps avec Moncton et où la francophonie est concentrée.

La compagnie d'assurance acadienne Assomption-Vie compte plusieurs centaines d'employés francophones, plaide encore Yvon Fontaine. Plusieurs événements d'importance, comme la Francofête et le Festival des vins du monde, se tiennent à Moncton maintenant, ralliant plusieurs Acadiens et anglophones. Il est aussi important de souligner que Moncton est la ville du Nouveau-Brunswick qui connaît la plus forte croissance économique. Elle compte quelque

57 000 habitants, mais il faut dire que le sud-est du Nouveau-Brunswick, c'est plus de 100 000 habitants dont la moitié peuvent parler le français.

La population de la région, lors des fêtes spontanément organisées cette fin de semaine, a littéralement crié sa joie de voir le fait français ainsi encouragé. La Société Radio-Canada, très présente à Moncton, a largement couvert l'événement, soulignant toutefois l'unilinguisme anglais dans l'affichage.

« C'est vrai qu'il y a un problème au plan de l'affichage, mais nous avons là une occasion unique de changer les choses », a indiqué le ministre Bernard Thériault, depuis Hanoi.

La tenue de ce Sommet, croient les dirigeants, pourrait susciter des retombées économiques de plusieurs millions dans l'ensemble de la province, avec la participation de plus de 40 pays. Une partie de l'élite acadienne aurait souhaité que le Sommet se tienne plutôt dans le nord de la province, dans la Péninsule acadienne, mais Moncton offre les meilleures installations, pour l'heure, avec un hôtel important, le

Beauséjour, de même que de meilleures infrastructures.

Les responsables, notamment le ministre Thériault, croient que plusieurs membres des délégations

pourront profiter de leur séjour au Nouveau-Brunswick pour visiter l'ensemble de l'Acadie. Moncton n'est pas le bout du monde en Acadie, située à quelques minutes de la Nouvelle-Écosse et de l'île du Prince-Édouard. Le Sommet se tenant au début de septembre, les promoteurs sont convaincus de pouvoir faire connaître avantageusement les produits de la mer de la région.

Le maire de Moncton, l'Acadien Léopold Belliveau, n'a pas l'intention de soulever un débat en forçant l'affichage bilingue dans les différents commerces.

« Les commerçants seront sensibilisés. Ils voudront faire des affaires. Je suis convaincu que le français sera promu de belle façon. C'est un véritable cadeau pour la francophonie », a-t-il dit.

«C'est vrai qu'il y a un problème à Moncton au plan de l'affichage, mais nous avons là une occasion unique de changer les choses», a indiqué un ministre provincial.



18 NOV. 1997

1MF

330



L'annonce soulève la foule à Moncton

③

MONCTON - L'annonce de la présentation du Sommet de la Francophonie à Moncton, en septembre 1999, a soulevé la foule, hier à l'Hôtel de ville de Moncton.

Tous se réjouissaient de l'impact social, mais surtout économique d'un tel événement.

«Il est difficile de trouver les mots pour exprimer l'immense fierté que je ressens aujourd'hui. Plus de 50 chefs d'États se réuniront ici à l'occasion de ce qui pourrait être la dernière conférence politique mondiale du présent millénaire», a indiqué le conseiller acadien Yvon Goguen.

Le représentant de la Ville de Moncton a aussi souligné l'importance du Sommet pour toute la région du Sud-Est.

«Il ne s'agit pas que de Moncton. Toutes les localités d'Acadie-Beauséjour et du Grand Moncton, tant anglophones que francophones, peuvent être

fières du fait que Moncton ait été choisie comme hôte du Sommet de la Francophonie», a-t-il ajouté.

On a aussi mis l'accent sur la bonne entente entre les deux communautés linguistiques de la région.

«Comme la plupart des autres membres de la Francophonie, Moncton est formée par plusieurs groupes ethniques. Avec les yeux du monde rivés sur nous, nous allons démontrer l'énergie et la vitalité de notre communauté et le progrès que nous avons réalisé en travaillant ensemble», a-t-il souligné dans la langue de Shakespeare.

«Je dis aux gens des pays francophones, venez nous ouïre!», a-t-il ajouté en provoquant un éclat de rire général.

Le ministre de l'Éducation, Bernard Richard, parlait du contrat social entre les deux communautés linguistiques. «C'est une occasion unique de montrer au monde ce que nous pouvons faire en travaillant ensemble.

Moncton a beaucoup progressé depuis les années 1960. Pour reprendre la chanson de 1755, le monde a bien changé», a indiqué l'ancien ministre des Affaires intergouvernementales.

Même le maire de Riverview, Dave Richardson, se réjouissait de la nouvelle. «Si c'est bon pour Moncton, ça l'est aussi pour toute la région. N'oublions pas que nous avons pas mal de résidents francophones à Riverview», a-t-il précisé.

Du côté de la Chambre de commerce du Grand Moncton, on se contentera d'un rôle de soutien en 1999.

«Nous avons formé un comité spécial qui se penchera sur l'aspect de la francisation de la ville et qui sera aussi responsable de la sensibilisation auprès des membres. Chose certaine, les gens d'affaires ont accueilli l'événement avec beaucoup d'enthousiasme», a souligné le directeur général, Michel Desjardins. - SP

COMMENT

On the road again

Bouchard's celebrated political instincts desert him away from Quebec

Premier Bouchard is in the throes of a losing streak on the road. His last two trips abroad, to France and then to China and Vietnam, have been political flops.

While in France, Bouchard talked too much about sovereignty and another referendum, neither of which is a priority for anybody back home except the hard-liners in the Parti Québécois.

He was unanimously panned by Quebec editorialists for begging French politicians for promises of a speedy recognition of a sovereign Quebec.

And the best he had to show for his efforts was a rather vague assurance from French President Jacques Chirac that France would "accompany" Quebec.

Bouchard was apparently determined not to make the same mistake in Asia that he had made in France. Instead, he committed some different ones.

He managed to stay off the subjects of sovereignty and a referendum, in spite of his vow in France to use the francophone summit in Hanoi to try to line up diplomatic support for a sovereign Quebec.

On his trade mission to China, at the head of a sort of "Team Quebec" delegation of officials and businesspeople, he stuck to business. The results were



DON MACPHERSON

modest. While Quebec officials claimed \$1.19 billion worth of deals were concluded during the trip, only \$88 million worth was in firm contracts, while the rest was in letters of intent. But Bouchard said contacts made during the trip would pay off in the future.

Politically, Bouchard was on his best behaviour in China. This was partly because most Quebecers have little patience with overseas "flag wars" between Quebec City and Ottawa and partly because he was forced to rely on the kindness of the federal government to facilitate his travels in China. It may also have had something to do with a report that the Chinese had warned him beforehand that they would tolerate no talk of Quebec independence on his part during the trip.

Still, separatist hard-liners must have been dismayed to see the extent to

which their leader used the Canadian flag as a calling card during his trip. And what's left of the left wing of the Parti Québécois couldn't have been proud of Bouchard's silence on human rights, the price of doing business in Tienanmen Square.

Once he was safely out of China, Bouchard tried to make up for that silence with a grandstand play at the francophone summit in Hanoi by showing a new interest in human rights.

On the eve of the meeting, he suddenly announced his intention to get the Francophonie to adopt sanctions for member countries that violate human rights, as the British Commonwealth has done.

Bouchard's proposal seemed half-baked, since it apparently would have punished only countries that "set back" democracy or human rights on their territories. This implies that countries with worse human-rights situations, as long as they were stable, would have escaped sanctions.

So conceivably, Quebec itself might have been liable to penalties if it invoked the "notwithstanding" clause to restore its referendum campaign spending rules. But an established dictatorship with a long-standing practice of holding political prisoners would not.

Also, Bouchard, who as Canadian ambassador to France was instrumental in laying the diplomatic groundwork for the first francophone summit in Paris in 1986, apparently forgot that it takes lengthy advance lobbying to get the summit to do anything, and that the summit does not like surprises.

The most surprised delegates of all at Bouchard's announcement were the ones representing the federal government, since the summit rules negotiated by former ambassador Bouchard himself allow only Ottawa to speak on such political matters.

So Bouchard was forced to water down his original proposal by removing the word "sanction," which he had used in a pre-summit press release. In any event, the summit did not adopt the idea. And at the summit's closing press conference, after Prime Minister Chrétien did Bouchard a favour by raising sanctions, Chirac immediately shot it down.

After Bouchard's trip to China, he was hardly a credible human-rights advocate anyway. And in Hanoi, the impression he created was of amateurish improvisation.

✦ Don Macpherson is *The Gazette's* Quebec-affairs columnist, based in Montreal. His E-mail address is dmacpher@thegazette.southam.ca

The Gazette

NOV. 18, 1997
CPF/REO/ME

33

AGH
IMFFranco-phony A.24

PARTICIPANTS at the Francophonie summit which ended Sunday may not have accomplished much, but they whipped up a debate on human rights whose irony had more layers than a *mille-feuille* pastry. To mention but one tidbit, Ottawa representatives joined Paris in resisting Quebec's suggestion that the Francophonie grant itself the power to place sanctions on human-rights abusers only to have the Quebec initiative described in France's high-brow *Le Monde* newspaper as a proposal of "les Canadiens."

The effort to concoct a human-rights purpose for the organization of countries united — by France — in their former colonial exploitation — by France — would perhaps have been manageable if not for all the other ironic icing offered by the Francophonie. Add the fact that this organization of countries "with French in common" keeps expanding while French usage contracts worldwide, and that it has decided to add Moldova to its membership list and has Poland waiting in the wings. Note, also, that since only 1 per cent of people in Vietnam speak French, the main connection between Francophonie and the summit's host country is the jumping trade in frog's legs. Sprinkle on the peculiarities of France leading the Francophonie overseas but dismantling its ministry of Francophonie at home. Garnish with thrice-a-decade political high jinks of Quebec and Canadian politicians sharing the Francophonie stage as diplomatic peers. *Voilà*, it's easy to see that the Francophonie is a recipe for confusion.

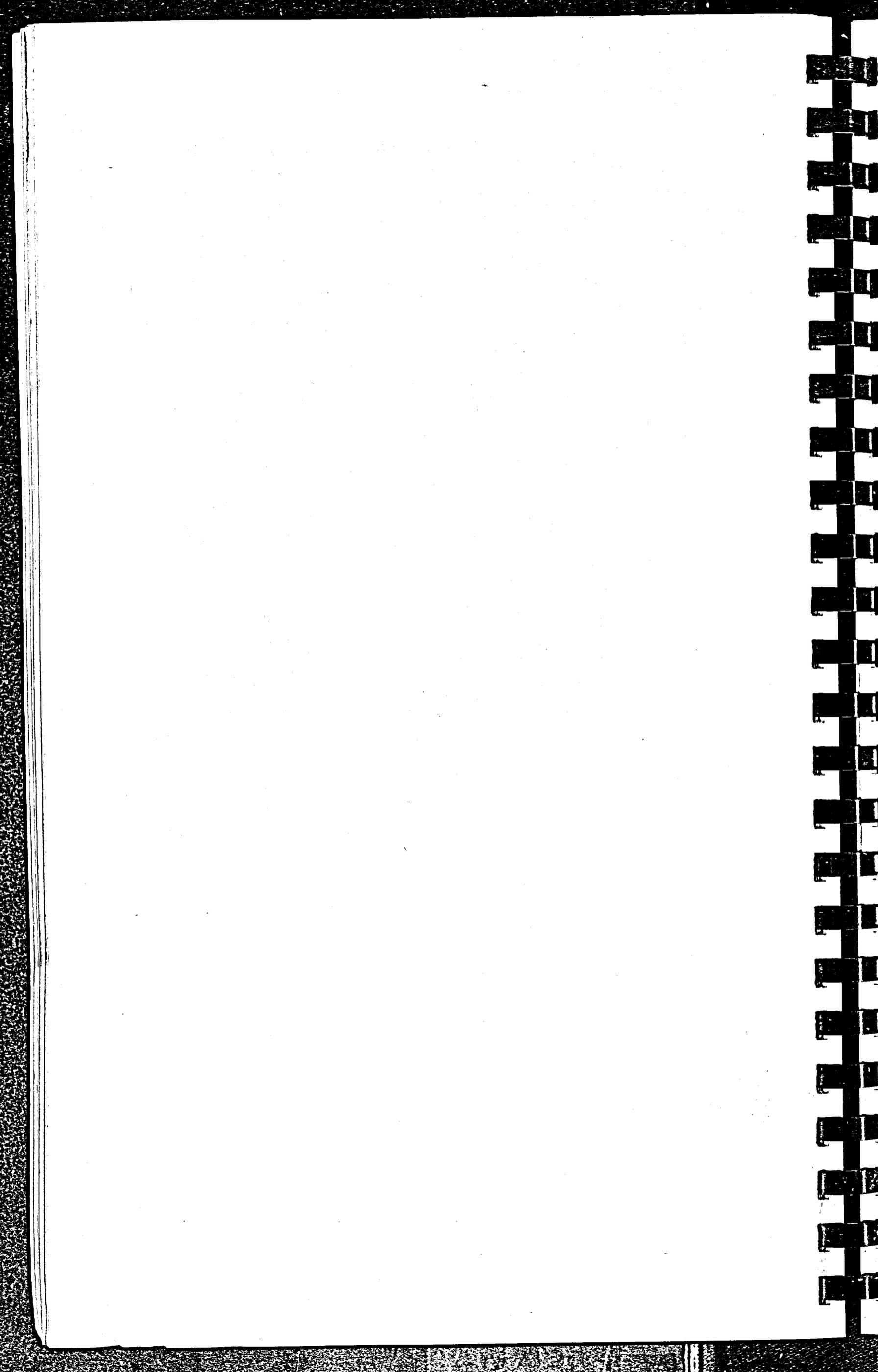
Unlike the Commonwealth, whose countries share both a British colonial past and, for the most part, British political and judicial institutions, the Francophonie ties are tenuous indeed. Therefore, in the name of strengthening

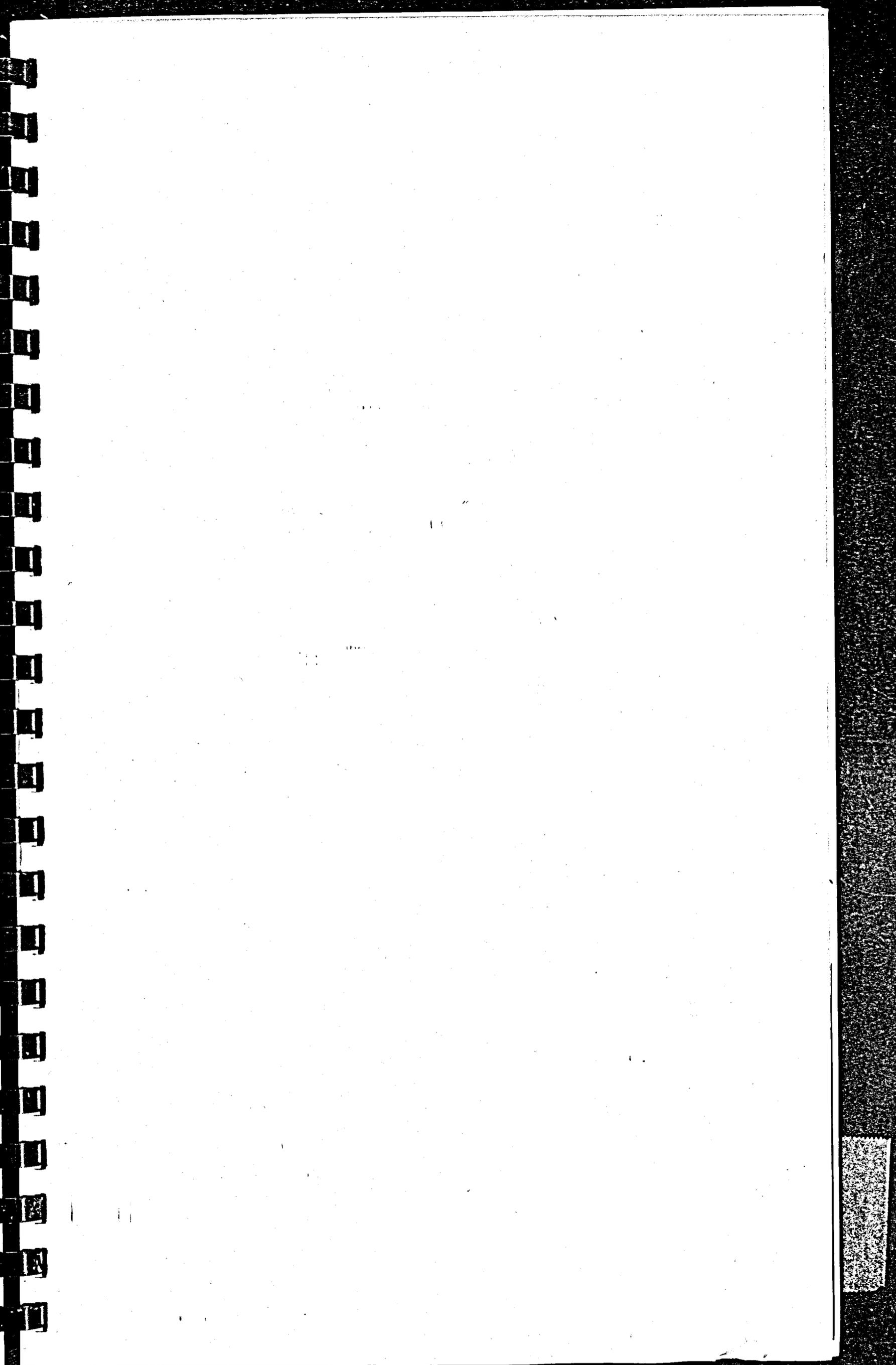
sound basics, perhaps it would be best if the organization stuck to the simple purposes which the majority of its members like best: preserving French-speaking culture and transferring developmental assistance from rich former French colonies to poor ones.

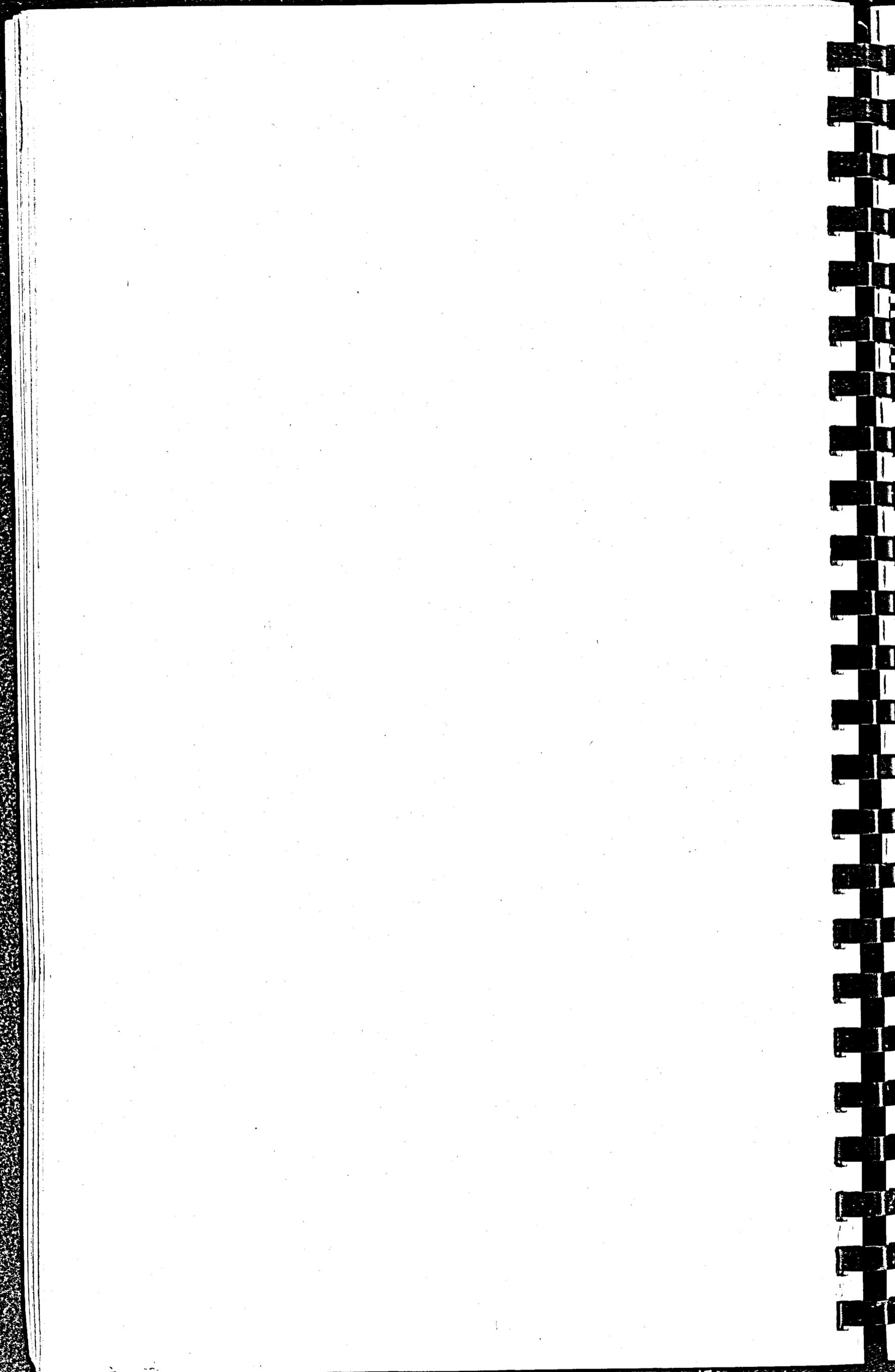
This sort of assistance and education will go farther toward improving the lot of average citizens in the member countries than human-rights sanctions could. Canada, with its well-practiced abilities in foreign aid and in the transfer of basic technical and governance skills, has long championed the cause of development. Twenty-eight members of the 50-member Francophonie are poor African states, and Canadian aid workers have been active in many of them. While it's true that Canada has been scaling back developmental assistance because of fiscal restraint, it can and should remain front and centre. And if Quebec and Canada's third Francophonie member, New Brunswick, see ways of using the organizational links to further their own aims in Third World economic development, so much the better.

Of course, the soundest lessons of development are a legacy of Canada's other, more successful colonial master, Britain. These lessons include teaching the benefits of capitalism, open, deliberative bodies of governance, a free press, and the rule of law. Canada and the two francophone provinces are in the peculiar position of being able to use the enticing medium of French culture to recommend essentially British innovations. All through an organization whose drive to promote French is in part motivated by a sense that the Anglo-American paradigm dominates the world.

That final irony seems highly appropriate for the somewhat bewildered Francophonie. And it's so very, *très* Canadian.







17/11/97

17:53

NO. 938

001

LE MONDE MARDI 18 NOVEMBRE 1997 / 19

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

La francophonie est mal partie

L'une des recettes du président de la République en politique étrangère, c'est l'effusion chaleureuse dans ses rencontres avec les dirigeants des autres pays. Elle a été quelque peu mise à mal à Hanoï où Jacques Chirac aura éprouvé durement, à l'occasion du VII^e sommet de la francophonie, la difficulté qu'il y a parfois à se vouloir l'ami de tout le monde.

Par sympathie sans doute, plutôt qu'en vertu d'une politique longuement pesée, M. Chirac avait promis à Boutros Boutros-Ghali le poste de secrétaire général de la francophonie lorsque le diplomate égyptien s'était fait évincer par les Etats-Unis du secrétariat général de l'ONU. C'était une erreur. D'abord parce que M. Boutros-Ghali n'est pas le mieux à même, quoi qu'il veuille, de donner l'image d'une francophonie rajeunie, moderniste, assainie et libérée de ses obsessions anti-américaines. Il incarne en réalité aux yeux de beaucoup une francophonie trop hautaine et trop élitiste et, s'il est incontestablement connu sur la scène internationale, il est pour certains l'homme qui fut battu par les Américains, après avoir été, pour beaucoup d'autres, notamment face au conflit somalien, l'homme des Américains.

Mais le choix de M. Boutros-Ghali a été une erreur surtout, comme on a pu le voir au som-

met de Hanoï, parce qu'il allait servir de catalyseur à l'expression d'un malaise, jusqu'ici très diffus, des pays africains dans leurs relations avec la France.

Jacques Chirac avait donc donné sa parole au diplomate égyptien et pensait pouvoir régler par les bonnes vieilles méthodes les problèmes que cela posait aux amis africains. Il y est parvenu mais pour la première fois, l'Afrique a manifesté sa mauvaise humeur et fait comprendre qu'elle entendait être traitée avec plus de considération.

La contestation africaine qui s'est exprimée à Hanoï est ambiguë. Elle relève essentiellement sans doute d'une crise de confiance, de la crainte d'être délaissés par une France qui refuse ses visas et qui prétend aujourd'hui réorienter ses largesses vers d'autres continents.

La fronde africaine aura en tout cas fait apparaître un grand jour à quel type de « démocratie » M. Boutros-Ghali doit son accession à ce nouveau poste. Alors que Jacques Chirac plaide pour la pédagogie par l'exemple en matière de démocratie et de droits de l'homme, alors qu'il prône la persuasion plutôt que les sanctions, l'épisode de cette élection « imposée » de M. Boutros-Ghali fournit une bien fâcheuse illustration des mœurs en vigueur dans l'ensemble francophone. Il affaiblit d'emblée la crédibilité de son tout nouveau secrétaire général.

À : IMF
de : John Nobel
URGENT

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Responsable Adm. Directeur général : Noël-Jean Bergeon ; directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Estwy Fieud
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-François Lichstein, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessez, Pierre Georges
Laurent Gribaux, Erik Lraclewicz, Michel Kruman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Boyette
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeur

Directeur éditorial : Eric Fassin ; directeur délégué : Anne Chassagnon
Conseiller de la direction : Alain Robit ; directeur des relations internationales : Daniel Verret
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courat, vice-président
Anciens directeurs : Robert Bruy-Méty (1944-1963), Jacques Péruet (1963-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lespume (1991-1994)

334
~~334~~

Date_de_réception : mercredi 19 novembre 1997 08:47:17
date d'envoi : lundi 17 novembre 1997 09:53:00

de : ADAM Marjolaine -BRU -GR

à
copi : -HANOI -GR
: GRINIUS Marius -HANOI -GR
BAILLARGEON Claude -IMF
-EXTOTT -IMF
PARIS Françoise -IMF
-PARIS -GR
ROY Isabelle -PARIS -GR -CDN
ROUSSEAU Hughes -MINE
HUBERT Jean-Paul -BRU -GR
BECHARD Georges -BRU -GR
- CATS
CRETE Jacques -GAF
GAUTHIER Jean J. -GAF
LEMAY Helene -GAFX
-EXTOTT -GAFX
SCRIMSHAW Sandelle -GGD
-EXTOTT -GGD

sujet : Presse belge:Sommet francophone(2)14-15nov

Urgence : Immed/Livraison

Confidentialité : Nonclassifié

Vous communiquons les articles parus dans le quotidien belge LE SOIR du
14-15-nov97

*****Le Sommet des Etats et gouvernements francophones s'est ouvert sans
Kabila. Grande fête de famille pour la francophonie *****
15nov*****

HANOI - De notre envoyée spéciale

Avec une régularité de métronome, la garde d'honneur vietnamienne a présenté
les armes devant les 48 chefs d'Etat et de gouvernement qui ont assisté
vendredi à l'ouverture du septième sommet de la francophonie. Retrouvailles
d'un côté, protocole de l'autre: il règne dans la capitale vietnamienne une
atmosphère à la fois familière et différente.

Familière car les anciens de la famille francophone jouent le rôle qu'on
leur connaît: Jacques Chirac fonce à grandes enjambées vers le podium,
Jean-Luc Dehaene s'affale sur son siège tout heureux de ne pas devoir
prononcer de discours tandis que Laurette Onkelinx, seule femme présente,

sourit à tout le monde non seulement par amabilité mais aussi parce que Roger Dehaybe (lire ci-contre) fait l'unanimité et salue tous ceux qui passent.

LES VIEUX DE LA VIEILLE

Parmi les délégations africaines, même badgés ou transformés en reporters photographes, les barbouzes restent identiques. Les vieux de la vieille aussi, les Eyadema, Bongo, Compaoré, Abdou Diouf qui saluent chaleureusement le président français. Familière, l'atmosphère cependant est différente: le service d'ordre vietnamien est rigoureux, ordonné.

Le président vietnamien ouvre le sommet après que des enfants, sortis tout droit des écoles bilingues, ont chanté avec vigueur. Tran Duc Luong se garde de toute effusion: dans un français châtié, comme tenu en laisse, il salue la communauté francophone, évoque les longues guerres qui ont épuisé son peuple, les sacrifices consentis, puis il passe très vite aux véritables priorités de son pays, les réformes, le développement, les investissements qu'il souhaite voir se multiplier. Il rappelle ainsi que pour le pays hôte du sommet, ce sont les thèmes économiques qui doivent être prioritaires. Il sera bien le seul à parler ainsi, car le président Kerekou du Bénin, qui lui succède, met les pieds dans le plat, sans tarder. Lui, l'ancien dictateur revenu au pouvoir après des élections régulières, rappelle quelques principes démocratiques de base, au risque de provoquer des frémissements chez quelques-uns de ses collègues, comme Sassou N'Guesso du Congo-Brazzaville dont la poussière des récents combats semble encore pailleter son costume civil.

CHIRAC REVE EN FRANÇAIS

Jacques Chirac, lui, a la voix lente, la diction passionnée qu'on lui connaît. Et, ici plus que jamais, il plaide, il mène croisade. La francophonie, c'est pour lui une vision. Il évoque des formes inédites de communautés fondées sur la langue et la culture partagées, où s'échangent à l'infini des marchandises, des idées, des rêves.

Avec éloquence, il décrit cette francophonie mythique, qui vaincra l'uniformisation du monde, qui le sillonnera d'autoroutes de l'information en français. Il décrit aussi la voix qu'empruntera cette francophonie politique qui devrait naître à Hanoi, et le visage, le rôle dont il trace les contours s'incarnent trait pour trait dans une silhouette assise derrière lui, regard impassible derrière des lunettes d'écaille. Il s'agit de Boutros Boutros Ghali, dont Chirac brosse le portrait sans le nommer jamais.

L'ennui, c'est que le rêve du président français a été sérieusement terni cette semaine par 29 pays africains, Maroc et Tunisie compris, qui, par la voix du Burkina Faso, ont refusé d'avaliser la candidature de l'ancien secrétaire général de l'ONU telle qu'elle était présentée par la France. Le «bloc africain» a mis en cause le budget discrétionnaire, l'hôtel particulier, l'avion privé... Certes, en coulisse, tout va vraisemblablement s'arranger à l'amiable, en famille.

La francophonie, grenouille qui veut se faire aussi grosse que le boeuf,

vient encore d'accepter trois nouveaux membres, la Pologne, la Macédoine, la Bulgarie!

Mais une pièce majeure de la pyramide manque à Hanoi. Et cette absence muette, sans explications, sans qu'allusion y soit faite publiquement, est bien plus criante, plus significative que les enfilades de lieux communs émaillant les discours officiels: la République démocratique du Congo, 45 millions d'habitants, le plus grand pays francophone d'Afrique, le deuxième du monde, manque à l'appel.

COLETTE BRAECKMAN

*****Waterzooi à la vietnamienne pour Dehaene *****15nov

Cette semaine, à Hanoi, Pierre Fonteyne, président des maîtres cuisiniers de Belgique, a failli rendre son tablier. Il organisait une semaine de la gastronomie destinée à présenter les bijoux de notre culture culinaire. A l'occasion du jumelage entre l'école hôtelière de la capitale vietnamienne et l'école d'hôtellerie et de tourisme de Liège, il avait mis les petits plats dans les grands.

En apparence, rien de plus facile que réussir un bon waterzooi à la gantoise: des cuisses de poulet, des légumes, un peu de crème ajoutée en dernière minute, un oeuf, réduisez la cuisson, et le tour est joué. Mais voilà, les poulets vietnamiens, coureurs de brousse, sont hauts sur pattes et leurs pilons dépassent des assiettes de quelque dix centimètres. Et puis, ici, la crème doit se faire avec du lait en poudre. Quant aux oeufs battus dans la sauce, ils ont tendance à grumeler...

Pas de panique: on n'est pas chef coq pour rien et le waterzooi finalement proposé à Jean-Luc Dehaene, à l'occasion du Sommet de la francophonie, était délicieux, des suprêmes de volaille émergeant d'un potage parfumé.

Ce fleuron de la gastronomie belge était présenté à côté d'un plat de dés de porc à la bière d'Orval, de tomates-crevettes et de tête pressée comme à Eupen. Le Premier ministre belge a pu goûter aussi aux rouleaux de printemps, aux nems et autres trésors de la culture vietnamienne. Le maître de cuisine a été dûment félicité.

Il reste qu'enseigner la cuisine belge à des stagiaires vietnamiens, comme Pierre Fonteyne l'a déjà fait à l'occasion de plusieurs stages, n'est pas une sinécure: les fourneaux ne sont pas les mêmes et, lorsque vous voulez faire sauter des crêpes flambées, vous vous apercevez que, dans toute la ville, il n'existe pas un seul poêlon à fond plat! Pas de quoi entamer toutefois l'enthousiasme de Pierre Fonteyne ni celui de Jean-Pierre Lambert ou d'Yvon Deghaye, respectivement chef d'atelier et professeur de restaurant à Liège. Ils enseignent, eux, l'art de la table et du service aux Vietnamiens: comment, par exemple, ne pas retirer à la hâte le couvert du convive qui a terminé son plat avant les autres.

Séduits par le Vietnam, les trois maîtres queux bénévoles assurent qu'ils ont reçu et appris autant qu'ils ont donné. Car, disent-ils, il y a un point commun entre la délicate cuisine du Vietnam et la roborative cuisine du bon

pays de Liège: toutes deux se préparent avec le coeur.

COLETTE BRAECKMAN

*****Les Wallons ouvrent le grand bal. Le sommet des chefs d'Etats francophones s'ouvre aujourd'hui à Hanoi. Le commerce est invité à la fête.*****14nov*****

HO CHI MINH-VILLE- De notre envoyé spécial

Laurette Onkelinx et Jean-Luc Dehaene, pas plus que Jacques Chirac, ne s'y sont trompés. Si le coeur de la diplomatie vietnamienne bat à Hanoi - et avec lui, jusqu'à dimanche, celui du 7e sommet de la Francophonie (auquel Laurent-Désiré Kabila a renoncé à participer) -, c'est à Hô Chi Minh-Ville que se traitent les affaires. Et le chef de l'Etat français et les deux chefs de gouvernement belges ont fait le détour par l'ex-Saigon pour appuyer les meilleurs démarcheurs de commerce.

Prolixe, le président français s'est vanté d'avoir conclu en quelques jours des contrats pour quatre milliards de francs (français). Bougon, Dehaene enregistre pour sa part sans commentaire les victoires commerciales wallonnes sur le sol vietnamien. Un boulot rondement mené pourtant. Deux contrats signés en une matinée!

LAURETTE BOUCHARD...

Neuf heures trente. La Toyota assignée à la ministre-présidente de la Communauté française précède de peu, au palais du Comité populaire, la Mercedes noire à six portières attribuée au Premier ministre de Belgique. Une photographe de l'agence Reuter, qui cherche Chirac, s'inquiète de l'identité des deux personnalités. La comparaison avec leurs homologues canadiens risquée par une consoeur dissipe un début de perplexité: Dehaene? C'est notre Jean Chrétien. Onkelinx, c'est l'équivalent de Lucien Bouchard. Les cerbères officiels précipitent l'assistance dans la salle protocolaire. Aucune caméra locale ne veut manquer la signature du contrat wallon: la société Basse-Sambre livrera, contre 52 millions de francs (belges) une usine de traitement de déchets hospitaliers à la société d'Etat vietnamienne. Le traitement des fumées participe à la protection de l'environnement, explique Jean-Pierre Pollet, patron du «Tractebel» wallon. Un incinérateur à ce point dernier cri qu'il n'équipe encore aucun centre hospitalier de Wallonie...

Onze heures. Happés par les sirènes policières, la Toyota et la Mercedes foncent au siège de Petrofina. Emmenée par un Liégeois, l'équipe des géologues de la société belge a trouvé de nouveaux champs gaziers et pétrolifères en plein golfe de Thaïlande. Au bout de 17 ans de recherches, les six derniers forages ont révélé des nappes prometteuses. Reste à obtenir des autorités la prolongation du contrat de la concession, qui expire en août prochain. Le consul promet de multiplier les démarches. L'exploitation, pour quand?, s'inquiète Dehaene. Dans trois ans au plus tard.

Manque de pot: la nappe la plus riche chevauche la frontière entre le Vietnam et la Malaisie. Et les deux pays ne parviennent pas à s'accorder sur le tracé de la frontière. Suspectant les Vietnamiens de s'être fait rouler

par les voisins, les Belges de Petrofina envisagent de leur dépêcher leurs meilleurs juristes.

La visite des classes d'école primaire bilingues? L'après-midi. A l'heure de l'apéritif, il reste à conclure un accord de partenariat wallo-vietnamien dans la filière du café. Le contrat (80 millions) liera pour 30 ans une PME agro-alimentaire de Gembloux avec la société provinciale qui cultive 16.000 hectares de Robusta. Le Vietnam, assurent les autorités, est le troisième producteur de café au monde, après le Brésil et la Colombie. Avec l'appui des Wallons, ils comptent devenir les premiers.

DIDIER TELLIER

Date_de_réception : vendredi 14 novembre 1997 09:14:21
date d'envoi : jeudi 13 novembre 1997 11:05:08

de : ADAM Marjolaine -BRU -GR

à : -HANOI -GR
copi : GRINIUS Marius -HANOI -GR
BAILLARGEON Claude -IMF
-EXTOTT -IMF
PARIS Françoise -IMF
-PARIS -GR
ROY Isabelle -PARIS -GR -CDN
ROUSSEAU Hughes -MINE
HUBERT Jean-Paul -BRU -GR
BECHARD Georges -BRU -GR
- CATS

sujet : ZVGR0791-Presses belge:Sommet francophone/C.Braeckman

Urgence : Routine
Confidentialité : Nonclassifié

Vous communiquons un article de Colette Braeckman paru dans le quotidien belge LE SOIR du 13nov97

*****Le septième sommet de la Francophonie démarre demain, au Vietnam, dans un climat houleux. Le français, de A comme anémie à Z comme zizanie. Le banquet n'est pas encore ouvert que souffle déjà la discorde. L'Afrique conteste la domination de Paris.*****

HANOI De notre envoyée spéciale: COLETTE BRAECKMAN

Hanoi brille de tous ses feux, plus encore que lors de la fête du Tet, le nouvel an vietnamien. Et si, à l'aéroport, les publicités sont toujours rédigées en anglais et éclipsent les panneaux de bienvenue destinés aux francophones, en ville nul ne peut ignorer les larges banderoles qui célèbrent les 49 pays «ayant le français en partage».

Rouge vif, elles se déploient sur les avenues principales, mises en valeur par les guirlandes lumineuses, rouges elles aussi, qui dessinent la faucille et le marteau, emblèmes d'un régime qui entend s'ouvrir, mais sans renoncer à son idéologie.

Ce n'est que demain qu'Hanoi doit accueillir les 43 chefs d'Etat et de gouvernement qui ont confirmé leur présence, mais déjà la francophonie bat son plein, depuis plusieurs jours. Et les incidents qui se multiplient indiquent que ce sommet-ci fera date: parce que des changements

institutionnels seront décidés, mais aussi parce que le ton a changé. Naguère, à l'île Maurice, à Cotonou et, forcément, à Paris, des règles non écrites étaient respectées: on ne cherchait pas noise au pays hôte; on fermait les yeux, au nom du consensus, sur de petits ou grands défauts; la voix de la France donnait le la; et si Belges et Canadiens y allaient d'une note discordante, à la fin, le chœur entier s'unissait derrière les bonnes intentions de la déclaration finale.

Il n'en va plus de même. Tout a commencé avec la réunion, ce week-end, de l'Union des journalistes de langue française. La motion finale relève avec amertume que dans 16 des 49 pays participant au sommet, des journalistes sont emprisonnés pour avoir critiqué leur gouvernement. Patrick Poivre d'Arvor prit alors fait et cause pour Doan Viet Hoat, intellectuel arrêté en 1990, et un autre confrère embastillé le mois dernier. L'intervention, au nom de Reporters sans frontières, provoqua un vif émoi côté vietnamien.

HARO SUR BOUTROS

Ce n'est pas tout: au cours de la conférence ministérielle - qui balise le sommet, où les chefs d'Etat n'auront plus qu'à ratifier les décisions déjà prises -, une sérieuse fronde s'est élevée dans les rangs des pays africains. Ces derniers ont refusé d'être mis devant le fait accompli par une France qui entend bien faire nommer Boutros Boutros-Ghali au poste de secrétaire général du Conseil de la francophonie.

Les Africains soutenaient l'ancien Premier ministre béninois Derlin Zinzou, l'architecte de la charte de la francophonie. Mais lundi, en début de réunion, le Vietnam, encore peu habitué aux roueries de la cour francophone, vendit la mèche et assura que le retrait du rival de Boutros était chose acquise!

Il n'en fallu pas plus pour que se déchaîne la fronde contre M. Boutros-Ghali, présenté comme le porte-voix du président Chirac! Les séances ministérielles furent houleuses: le budget du futur secrétaire général fut mis en cause, surtout lorsqu'il apparut que ses fonds discrétionnaires devraient pratiquement représenter l'équivalent de son budget de fonctionnement. L'Afrique considère le diplomate égyptien, ami personnel de M. Chirac, comme guère représentatif du continent noir, et certains pays (comme le Rwanda) mettent en cause son attitude lors du génocide de 1994. Curieusement, cette houle a fait l'affaire de Roger Dehaybe, l'actuel président du Commissariat aux relations futures de l'Agence de la francophonie, qui remplacera l'Agence pour la coopération culturelle et technique. Les pays africains, en bloc, ont décidé de soutenir le candidat belge et, dès le départ des chefs d'Etat, les ministres devraient se retrouver pour l'élire sans attendre. Ont ainsi été balayées des manoeuvres françaises de dernière minute, qui suggéraient un report de la décision (M. Dehaybe, trop indépendant et trop au fait des questions institutionnelles, n'est pas en cours à l'Elysée).

Les ministres ont même évoqué la probable venue des présidents congolais Kabila et Sassou, soulignant que face à ces deux vainqueurs militaires, Paris avait adopté une attitude bien différente.

Date_de_réception : mercredi 19 novembre 1997 08:47:15
date d'envoi : lundi 17 novembre 1997 09:45:46

de : ADAM Marjolaine -BRU -GR

à : -HANOI -GR
copi : GRINIUS Marius -HANOI -GR
BAILLARGEON Claude -IMF
-EXTOTT -IMF
PARIS Françoise -IMF
-PARIS -GR
ROY Isabelle -PARIS -GR -CDN
ROUSSEAU Hughes -MINE
HUBERT Jean-Paul -BRU -GR
BECHARD Georges -BRU -GR
- CATS
CRETE Jacques -GAF
GAUTHIER Jean J. -GAF
LEMAY Helene -GAFX
-EXTOTT -GAFX
SCRIMSHAW Sandelle -GGD
-EXTOTT -GGD

sujet : ZVGR0796-Presse belge:Sommet francophone(1)

Urgence : Immed/Livraison

Confidentialité : Nonclassifié

Vous communiquons les articles parus dans le quotidien belge LE SOIR du
14-15-17nov97

***** UN «MACHIN» EN FRANÇAIS sw Colette Braeckman ***** 17nov*****
Lorsqu'elle vit le jour, voici quinze ans, la francophonie était d'abord une
belle idée: rassembler fraternellement tous ceux qui partageaient l'usage ou
l'amour du français, langue maternelle, de souvenir ou de désir. Cette
patrie imaginaire et volontaire, qui naissait non d'un sol mais d'un rêve
partagé, apparaissait comme un défi face à l'uniformisation du monde, face à
ce rêve américain que l'on nous décrivait alors comme inéluctable. La
construction s'édifia patiemment, dans le concret: il y eut, grâce à la
francophonie, découverte des cousins d'Amérique, partage avec les frères
d'Afrique, des Caraïbes; il y eut échange de livres, de films, de musiques;
il y eut tant d'aventures partagées... Une telle communauté n'allait
cependant pas de soi, moins que d'autres grands ensembles culturels,
chinois, arabe, espagnol, swahili, dont l'évidence était telle qu'ils

n'éprouvaient guère le besoin de s'affirmer.

C'est pourquoi, pour sous-tendre la francophonie, il y eut, plus encore que la langue elle-même, des valeurs de référence: le goût de la liberté d'expression, l'aspiration démocratique...

Aujourd'hui que l'édifice de la francophonie, après tant de sommets et de conférences, semble prendre de la hauteur, voici que le doute nous saisit. Quel est encore le point commun de cette mosaïque de pays, ce puzzle auquel s'ajoutent sans cesse de nouvelles pièces, dont les rapports avec le français deviennent de plus en plus hypothétiques? Quelle est cette francophonie dont la langue devient celle de la raison d'Etat; qui tolère que l'on musèle les journalistes dans seize de ses pays membres; qui interdit, - car on ne parle pas de corde dans la maison d'un pendu -, d'évoquer les droits de l'homme au Vietnam? Quelle est cette francophonie au nom de laquelle on s'en va observer des élections douteuses, on se serre pour faire place à des seigneurs de la guerre, on entrouvre les portes du club à un dictateur quasi chassé par le groupe d'en face: pratiquement banni du Commonwealth, voilà le Nigeria qui frappe à la porte!

L'exception culturelle se confondrait-elle avec l'exemption démocratique? Pourquoi, au nom de quoi, - si ce n'est l'ambition politique, le désir de peser sur les affaires du monde -, agrandir indéfiniment une famille qui n'a plus de francophone que le nom, et qui n'est plus qu'une juxtaposition d'intérêts divers? Que diable les francophones de Belgique, qui ont plus de culture que d'ambitions planétaires, ont-ils à faire dans cette étrange nef? Tout occupé à agrandir sa collection de confettis, voilà le président Chirac qui ne daigne même pas commenter le fait que le plus peuplé des pays d'Afrique francophone, la République démocratique du Congo, claque soudain la porte.

Le président Kabila, même s'il s'est sans doute décidé trop vite, a nommé sans ambages le mal que l'on soupçonnait: cette francophonie-là, essentiellement politique et soumise à la volonté d'un seul de ses membres, ne serait-elle pas un avatar du néocolonialisme?

Il faut le reconnaître: l'élection de M. Boutros Boutros-Ghali à la tête de ce Conseil censé s'exprimer au nom de tous n'a pas convaincu: à la tribune, il ne se trouvait aucun Africain pour soutenir «le candidat de l'Afrique»! Pourquoi le président Chirac poursuit-il ce rêve de créer une sorte d'ONU francophone et pourquoi a-t-il imposé à ses partenaires, africains entre autres, un Boutros Boutros-Ghali qui est précisément considéré comme responsable des derniers échecs des Nations unies, en Afrique centrale ou en Bosnie?

Malgré le chaleureux accueil du Vietnam, ce septième sommet déçoit et inquiète: l'avènement de cette francophonie politique, qui divise plus qu'elle ne rassemble, pourrait entraîner la fin de la francophonie elle-même.

***** Roger Dehaybe - Sur le rôle de la nouvelle institution francophone que dirigera l'ex-Commissaire général aux relations

internationales de la Communauté française.***** Propos recueillis à Hanoi par DIDIER TELLIER *****17nov*****

* Votre tâche, selon Laurette Onkelinx, sera de faire évoluer les instances de la francophonie pour que chaque pays soit reconnu comme partenaire. Il y a du travail...

* Le changement, tout le monde le veut. Il faut que la francophonie soit plus agressive, plus ramassée dans de grands programmes mobilisateurs. La francophonie veut aussi être plus présente sur la scène politique. On a donc mieux séparé les fonctions politiques des fonctions de coopération. Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, ne sera pas seulement un porte-voix. Il aura un rôle politique, il devra assurer des médiations, etc. L'Agence est, en ce qui la concerne, l'opérateur intergouvernemental. Elle doit gérer les programmes...

* Cela signifie que vous abdiquez tout rôle politique?

* Je n'ai jamais eu de rôle politique. J'ai une carrière de fonctionnaire. J'entends cependant continuer à aider ceux qui doivent prendre les décisions politiques à les prendre.

* Vous prenez la direction de l'agence à un moment critique, vu le retrait annoncé de la République démocratique du Congo. Pensez-vous pouvoir jouer un rôle pour ramener cet important pays francophone à la table de la francophonie?

* Ce retrait annoncé est une catastrophe pour la francophonie, et pour l'Afrique centrale, qui se trouve déstabilisée dans le groupe francophone. Il faut donc multiplier les signes. La Communauté française a une présence traditionnelle, réelle à Kinshasa. Nous pouvons jouer un rôle. Mais au plan multilatéral, c'est le type de situation où le secrétaire général doit prendre les initiatives les plus visibles. Les amitiés que j'ai parmi l'équipe au pouvoir à Kinshasa peuvent être mises au service de la francophonie, donc de son secrétaire général.

* Ne faut-il pas rééquilibrer, au sein de l'Agence, certaines situations, particulièrement dans le domaine de l'édition de livres scolaires, où la France impose un quasi-monopole?

* Il ne faut pas vouloir utiliser la francophonie pour «blanchir» des coopérations bilatérales. Pour faire des affaires, vendre des produits. C'est une des faiblesses de la francophonie actuelle. Mais il ne faut pas vouloir remplacer un monopole par un autre. Il faut que par exemple les éditeurs du Sud trouvent le moyen de s'exprimer. On connaît encore très mal les cultures africaines, maghrébines, asiatiques. Malgré les réunions régulières que nous avons. Il faut développer des vrais programmes de diffusion des cultures de pays membres. Pas seulement en français. Le rôle de la francophonie, c'est de faire connaître à d'autres francophones des écrivains africains qui écrivent dans leur langue nationale. On connaît Shakespeare parce qu'on l'a traduit...

* Il s'agit aussi d'aider les créateurs du Sud dans le domaine littéraire, du cinéma...

* Nous faisons déjà beaucoup de choses à cet égard. L'agence a mis en place

un Fonds d'aide à la création audiovisuelle du Sud. Les résultats étaient très sensibles lors du dernier festival de Cannes.

* Comment résoudre la tension apparue ces dernières années entre la France et l'ACTT (Agence de coopération culturelle et technique)?

* La priorité, c'est de rétablir la confiance des bailleurs de fonds. La France avait adopté, ces dernières années, une attitude critique par rapport à l'ACTT. Le Canada avait une attitude comparable par rapport à l'Aupelf (NDLR: Association des universités de langue française). Il est normal que des gouvernements qui sont confrontés à des difficultés politiques ou budgétaires se posent des questions quant à la manière dont sont utilisés les budgets qu'ils mettent à la disposition d'une organisation internationale. Je veillerai à continuer à bien répondre aux questions. Mon sentiment est que la méfiance s'est nourrie de tensions, parce que l'Aupelf avait une sensibilité plus française; et l'ACCT, une sensibilité plus canadienne... J'espère que ma nomination va modifier le jeu.

* Vous allez vivre à Paris, vous abandonnez Liège...

* Non. A partir du 14 décembre, le Thalys relie Liège à Paris en deux heures. Cela veut dire que je n'aurai plus que quatre heures de trajet à effectuer par semaine, au lieu de trois, quotidiennes, entre Liège et Bruxelles...

* Vous abandonnez le CGRI, le Commissariat général aux relations internationales, après quinze ans de service...

* Pas davantage. Je suis nommé à Paris pour un mandat de quatre ans. L'institution marche bien. Le CGRI travaille avec la Région wallonne, gère les relations internationales de la Cocof. Il est au coeur de la coopération internationale francophone. Il est l'institution centrale des relations internationales sur le plan de la Belgique francophone. Il n'y aura pas de guerre de succession. L'accord politique intervenu entre Laurette Onkelinx et William Ancion me donne la coordination de l'ensemble des relations internationales Communauté et Région. Lorsque je partirai, c'est mon collègue Philippe Suinen qui assurera, ad interim, la direction de l'ensemble.

* L'institution de la francophonie, n'est-ce pas l'histoire de la grenouille qui veut se faire plus grosse que le boeuf? N'intègre-t-elle pas, pour exister politiquement, des pays dont on se demande ce qu'ils ont à voir avec l'usage de la langue française?

* Le danger est réel. C'est une discussion que nous avons eue aussi au niveau de l'Europe. Les Belges, traditionnellement, ont toujours été partisans d'approfondir avant d'élargir. C'est une attitude que nous avons aussi en francophonie. Le sommet de Hanoi a apporté une réponse à ce problème en créant pour les nouveaux pays qui frappent à la porte de la francophonie le statut d'observateur. C'est sous ce statut que viennent d'être admis, sous le régime du partenariat, l'Albanie, la Pologne, la Macédoine. Des pays qui s'intéressent à la langue française...

*****La gifle de Kabila ternit le succès de Chirac. Clôture en

demi-teinte pour le sommet de la francophonie, pourtant un incontestable succès vietnamien. HANOI ---De l'un de nos envoyés spéciaux ***** Construit en 1911 avec, sans doute, l'argent de l'hévéa, l'opéra de Hanoi est une merveilleuse bonbonnière crème et or, qui vient d'être restaurée à l'occasion du septième sommet de la francophonie. Au-dessus de la scène, veillant sur les acteurs du jour - le président Chirac, Mme Nguyen Thi Binh, vice-présidente de la République du Vietnam, le Premier ministre canadien québécois Jean Chrétien et son homologue du Nouveau-Brunswick, province canadienne hôte du futur sommet -, un Gaulois moustachu serti dans un médaillon surveille le spectacle. Il ne s'agit pas cette fois de la «Vie parisienne» mais de la clôture d'un sommet qui se voulait consacré à l'économie et qui lui préféra la politique et les réformes institutionnelles.

Ouvrant la traditionnelle conférence de presse de clôture, Mme Binh semblait cependant satisfaite: le Vietnam, sans rien concéder sur des points essentiels, certainement pas en matière de souveraineté nationale ou de droits de l'homme, avait réussi le pari d'organiser un sommet rassemblant des délégations venues de 49 pays se considérant comme francophones, dont les plus riches ne se privèrent pas de courtiser le jeune tigre asiatique. C'est ainsi que le président Chirac signa des contrats pour une valeur de 4 milliards de FF et que le Premier ministre belge Jean-Luc Dehaene accorda 30 millions de FB d'aide d'urgence au profit des victimes du typhon Linda. Jacques Chirac aurait dû arborer lui aussi une mine sereine: n'avait-il pas réussi, dès le samedi, en six coups de téléphone et trois claques sur l'épaule, à désamorcer la fronde africaine des premiers jours, et à faire accepter sans rechigner son candidat personnel, Boutros Boutros-Ghali, au poste de secrétaire général de la francophonie?

Ce dernier s'appuiera sur un conseil d'administration plus encombrant que contestataire, composé de représentants personnels des 48 chefs d'Etat, et devra rendre compte au Conseil général de la francophonie. Lors de la séance de travail, seule Mme Onkelinx avait eu le front de monter au créneau et de faire préciser les prérogatives de celui qui sera le numéro deux de la francophonie, l'administrateur général de son agence d'exécution, soucieuse qu'elle était qu'on n'empiète pas sur les prérogatives de Roger Dehaybe pour renforcer celles de Boutros-Ghali. Ce dernier, durant les quatre ans de son mandat, sera désormais chargé de parler au nom de la francophonie et, entouré d'une cellule de crise, pourra être chargé d'entreprendre des missions de médiation, de prévention de conflits... Il ne devrait pas tarder à se retrouver à l'ouvrage.

En effet, si le président Chirac avait, malgré l'élection de son candidat, la mine soucieuse, c'est parce que ce succès a été terni par une gifle magistrale: le président de la République démocratique du Congo venait de faire savoir que son pays quittait la francophonie! Laurent-Désiré Kabila, annonçant sa décision à Kinshasa avait ajouté sans ambages qu'il souhaitait que son pays poursuive sa coopération culturelle avec la France, mais sans passer par la francophonie, qu'il considère pratiquement comme un avatar du

néocolonialisme, et il avait accusé les pays membres d'être les boucliers de la France... Le Congo, devait-il encore préciser, refuse de faire partie de quelque bloc culturel que ce soit...

Interrogé sur le sujet, M. Chirac fit celui qui n'avait pas entendu grand-chose, et il se contenta de préciser que le sujet devrait être traité avec M. Boutros-Ghali, que beaucoup d'Africains mettent précisément en cause pour la manière dont, au titre de secrétaire général de l'ONU, il a géré la crise en Afrique centrale. La désinvolture du président français à propos du Congo-Kinshasa n'est, faut-il le souligner, absolument pas partagée par les Belges francophones. Si ce retrait devait se confirmer, il s'agit d'une catastrophe, devait déclarer par la suite Laurette Onkelinx, ajoutant qu'il fallait tout faire, en priorité pour tenter de faire revenir Kinshasa sur cette décision, prise sans doute pour des motifs politiques.

Le défi congolais étant à peine évacué, M. Chirac se trouva confronté à une autre question chaude, portant sur l'Irak: après qu'il eut rappelé son entretien téléphonique avec le président Clinton, et le soutien apporté à la position américaine, Mme Binh, d'un ton grave, tint à exprimer son hostilité de principe aux sanctions économiques, sachant combien la population du Vietnam avait souffert en son temps des effets de l'embargo américain. Vint alors une embûche de taille pour le président Chirac: la question des droits de l'homme. Leur violation, par un pays membre de la francophonie, peut-elle entraîner des sanctions, voire l'exclusion du cercle de famille? Pour le président français, il faut convaincre, expliquer, montrer l'exemple, mais il n'est pas question de rompre. Las, son voisin canadien Jean Chrétien expliqua, quant à lui, que dans le Commonwealth il en va tout autrement, et que jadis l'exclusion de l'Afrique du Sud raciste avait eu de l'effet... Alors que M. Chirac griffonnait rageusement un billet et le passait à son faux-jeton de voisin, Mme Binh se contenta de rappeler que les principes fondateurs de la francophonie interdisent toute ingérence dans les affaires intérieures des pays membres.

HAITI RECALE

Il y eut heureusement des eaux plus calmes, sinon moins troubles: le Nouveau-Brunswick et sa capitale Moncton ont été désignés pour accueillir le prochain sommet, tandis qu'en l'an 2001, tout le monde se transportera à Beyrouth, et donc, symboliquement, en terre arabe. Pauvre Haïti, qui, à Cotonou déjà, s'était imprudemment mis sur les rangs: en fin de sommet, en deux temps, trois mouvements, M. Chirac lui a fait savoir que relever un tel défi requiert un minimum d'infrastructures, de conditions économiques... Des infrastructures qu'à Beyrouth, évidemment, M. Bouygues s'emploie à reconstruire.

COLETTE BRAECKMAN

*****Boutros Boutros-Ghali privé d'avion?*****

Certains pays, peu favorables à la candidature de Boutros Boutros-Ghali comme secrétaire général de la francophonie, avaient fait courir le bruit que l'ex-secrétaire général de l'ONU avait des goûts de (grand) luxe: il exigeait, pour remplir sa nouvelle mission, son avion personnel et un hôtel

particulier à Paris. Au cours d'un dîner, Jean-Luc Dehaene, assuré de ne pas mettre un penny dans l'affaire, a interpellé, très amusé, la ministre-présidente de la Communauté française: «Dis Laurette, c'est avec tes sous que tu vas lui payer tout ça?»

*****D'accord pour les inforoutes en français.*****

En clôture du sommet, Laurette Onkelinx a assuré que la contribution financière aux institutions francophones restait limité à son niveau actuel, soit 350 millions par ans. Seule exception: dix-huit millions supplémentaires iront aux nouvelles inforoutes francophones. Les Français et les Canadiens devront donc trouver ailleurs les six millions de francs français supplémentaires qu'entraîne la fonction nouvelle de Boutros Boutros-Ghali...

***** Une goutte de sérénité dans un océan de pétarades *****

Dans la pétarade des motocyclettes qui vrombissent au coeur de Hanoi, quelques pagodes ombragées offrent aux visiteurs leur sérénité et leur histoire millénaire. Célébrant l'enseignement de Confucius, les stèles des docteurs s'alignent sur des tortues pétrifiées symbolisant l'éternité du savoir. Le temple se mire dans le «Puits de la clarté», non loin du «Lac de la littérature». Il mène à la «Porte de la grande synthèse».

*****Le lait, carburant du renouveau *****

HANOI - De l'un de nos envoyés spéciaux

Bientôt des «blanc-bleu» belges dans les pâturages vietnamiens? Les vaches du crû, en tout cas, n'ont qu'à bien se tenir. La coopération belge, retour d'Afrique, débarque ses inséminateurs dans la campagne proche d'Hanoi.

Objectif: multiplier les laitières pour enrichir leurs éleveurs... Tandis que Dehaene explorait, samedi, en hélico, le complexe partenaire en cours de réalisation près de Thaïphong, le ministre de la politique scientifique Yvan Ylieft avait pour mission d'inspecter le centre de collecte laitière établi avec l'aide de l'AGCD.

Un projet à dimension humaine: il s'agit de convaincre les paysans du coin qu'ils ont intérêt à développer leur cheptel plutôt que de cultiver la patate douce. Le lait, pourtant, n'est pas une consommation traditionnelle au Vietnam. Mais, occidentalisation oblige, son succès se fait croissant. Au point que le million de vaches qui peuplent les environs de la capitale ne couvrent qu'un dixième des besoins. Pas de panique. Les vétérinaires belges sont arrivés à la rescousse. Thermos d'insémination sans le bras, ils ont commencé à oeuvrer parmi les races locales. Et en quelques semaines, du champ de maïs, les villageois ont fait surgir leur nouveau centre de refroidissement laitier...

C'est une haie de fiers sourires qui accueille le ministre belge. Terrain connu, assure le Disonnais dans un micro nasillard: J'habite en Belgique dans une région qui doit sa prospérité aux exploitations agricoles et à la production du lait. Des paroles du ministre naissent des envies de beurre frais, de fromage blanc et de yaourt. Les cuves inox n'ont pas encore refroidi leur premier litre de lait, la communauté villageoise se voit déjà à l'aube d'une nouvelle ère laitière. Yvan-le-terrible ne se tient plus.

Amplifiant le propos, il flatte son auditoire: A Hanoi, on parle. Ici, on travaille. Il salue le perfectionnisme local, les efforts accomplis pour développer le pays. Le lait sera, assure-t-il, le carburant du renouveau vietnamien, Coupez ruban, sonnez trompettes!

Dans cinq ans, la Belgique vérifiera si les 100 millions affectés au projet auront permis de doubler l'effectif des vaches laitières et de casser le monopole de la laiterie Nestlé...

DIDIER TELLIER

*****Tous contents, tous heureux*****

Puisque, au sein de la famille francophone, le consensus est d'usage, son septième sommet se sera terminé à la satisfaction affichée de tous. Il y a néanmoins des déceptions, dans les rangs de ceux qui prennent les droits de l'homme au sérieux et qui auraient souhaité que les participants soient un peu plus explicites sur le sujet. Mais l'exemple est venu d'en haut: M. Chirac a présenté à ses hôtes vietnamiens une liste de 24 détenus d'opinion, tout en observant la règle de la discrétion...

Le sommet a cependant fait beaucoup d'heureux. Les représentants de la Communauté française de Belgique d'abord, qui se félicitent du poste d'administrateur général de l'Agence de la francophonie attribué à Roger Dehaybe.

Il s'agit d'une fonction internationale importante, et surtout concrète: à la tête d'une administration de 150 personnes, M. Dehaybe devra entreprendre des tâches nouvelles, comme introduire le français sur les autoroutes de l'information, et renforcer les multiples activités de coopération culturelle et technique au sein de la francophonie, très appréciées dans les pays du Sud (et parmi lesquelles des radios rurales, des bibliothèques et centres de lecture, des classes bilingues, des soutiens à la production cinématographique, ...). M. Dehaybe devra aussi, même s'il se présente comme «non politique», rétablir des liens de confiance entre les pays africains et une francophonie où ils ressentent trop l'autorité de la France.

La tenue de ce sommet a représenté un incontestable succès pour le Vietnam, qui a parfaitement démontré ses capacités d'accueil et d'organisation, fait preuve de son dynamisme économique, et prouvé à ses voisins de la région qu'il était capable de diversifier ses relations politiques sans rien céder sur ses orientations de fond. Seuls les grincheux remarqueront que, même au centre de presse et a fortiori dans la ville, la connaissance du français est trébuchante, et que le sommet s'est déroulé dans une sorte de bulle coupée des réalités locales...

Sont satisfaits aussi les dirigeants qui ont pu faire valoir leur point de vue: le président Sassou N'Gusso du Congo par exemple, qui a annoncé publiquement la mise en oeuvre d'un calendrier électoral pour un retour à la démocratie et pris toute sa place dans la conférence des chefs d'Etat. Le Burundi aussi a obtenu ce qu'il voulait: le plan d'action adopté par les ministres appelle à une révision de l'embargo, à la levée des sanctions économiques. Quant au Congo-Zaïre, il a claqué la porte avant même que soit

adoptée une résolution positive, qui soulignait que les changements politiques pouvaient constituer des facteurs de paix et de stabilité dans la région et demandait que la communauté internationale accompagne les efforts de stabilisation du gouvernement. Résolution proposée par le Rwanda et soutenue par la France, au niveau ministériel!

C. B.

*****Le meccano belge est bien huilé*****

HANOI - De notre envoyé spécial

Soutenue dès l'origine par l'ensemble des pays africains, la candidature de Roger Dehaybe au poste d'administrateur général de l'Agence de la francophonie ne paraît susciter aucune controverse. Jean-Luc Dehaene relève que même si c'est la Communauté française qui joue dans ce domaine le rôle actif, la diplomatie belge aura fourni sa part, en soutenant à fond l'actuel patron de la diplomatie de la Communauté française: Qu'un Belge accède à un poste international, c'est toujours intéressant...

Vu de Hanoi, le modèle institutionnel belge paraît fonctionner à merveille. Nulle crispation dans le parrainage conjoint des accords commerciaux passés avec le Vietnam. Puisque la tradition veut que le Premier ministre soit présent aux sommets de la francophonie, j'en profite pour relancer les contrats bilatéraux, note à ce propos le premier ministre. Et tant mieux si ce sont les attachés commerciaux des Régions qui ont effectué l'essentiel du travail.

Le virage politique pris par la francophonie ne risque-t-il pas de mettre l'Etat fédéral en difficulté? Dans un tel cadre, la Communauté française pourrait en effet souscrire à des prises de position qui n'auraient pas l'agrément fédéral. Il serait concevable, reconnaît Dehaene, dans l'optique belge, que la Communauté française soit seule présente ici. La Flandre et les Pays-Bas n'ont pas réclamé la présence de l'Etat fédéral pour conclure certaines réformes linguistiques. Le principe, c'est que, s'il s'agit d'un point de politique étrangère, la Communauté française doit s'accorder sur la politique menée au plan fédéral.

Ce que j'attends du sommet? Que la francophonie, plus politique, soit aussi plus performante dans le domaine de l'éducation, souligne pour sa part Laurette Onkelinx. La Communauté française soutient la priorité économique voulue par les Vietnamiens et la plupart des pays du sud. Mais pas au détriment de l'éducation. Celle-ci est l'essence même de la politique de la francophonie, rappelle Onkelinx. Dans les textes initiaux, cette référence avait disparu! Le mot même d'éducation ne figurait plus nulle part. Et les budgets consacrés à ce domaine avaient été revus à la baisse. Nous avons fait en sorte de rectifier le tir, souligne la ministre-présidente. Les crédits ont été remis à niveau. Outre l'éducation de base, les pays francophones ont inscrit l'enseignement technique et professionnel comme leur nouvelle priorité.

Tout cela n'empêche pas de déceler dans le grand corps de la francophonie quelques inquiétants symptômes de maladie. Ainsi, la place des femmes est en

complète régression. Je suis ici la seule présidente de délégation, note
avec un peu d'amertume Laurette Onkelinx...

DIDIER TELLIER

Le Courrier du Vietnam, 17/11/97, p 1

A l'issue des travaux du VII^e Sommet
de la Francophonie

Trân Duc Luong:
**«La conférence marque
un tournant important
dans la vie de la Francophonie»**

Nous reproduisons ci-après le texte intégral de l'allocution que M. Trân Duc Luong, président de la République socialiste du Vietnam, a prononcée lors de la cérémonie de clôture du VII^e Sommet de la Francophonie, hier matin à Hanoi:

Mesdames et Messieurs
les Chefs d'Etat, de Gouvernement
et de délégation,
Honorables invités,
Chers amis,

Après trois jours de travail intense, nous sommes parvenus au terme des travaux de la septième Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage. Tous les points de l'ordre du jour ont été bien remplis.

La Conférence a entériné trois documents importants: la Déclaration de Hanoi, le Plan d'action et la Charte de la Francophonie et élu le Secrétaire Général de la Francophonie. Les résultats nous permettent d'affirmer que la septième Conférence est couronnée du succès et marque un tournant important dans la vie de la Francophonie. Permettez-moi, en qualité de pays hôte, d'exprimer en votre nom les félicitations les plus chaleureuses pour ce grand succès.

Je voudrais remercier sincèrement Son Excellence Monsieur Lucien Bouchard pour avoir présenté, en sa qualité de rapporteur général, l'excellent rapport de nos travaux caractérisés par la clarté et la concision.

A cette Conférence, nous réaffirmons encore une fois notre attachement à la paix, à la solidarité ainsi qu'au renforcement de la coopération entre nos pays membres et à la promotion des programmes d'action concrets au travers d'une collaboration étroite entre les diverses insti-

tutions communautaires.

La Conférence a consacré du temps qu'il fallait aux débats sur la coopération et le développement économiques, postulat indispensable à la pérennité et à l'épanouissement de la Francophonie. En même temps, elle a mis l'accent sur l'importance d'une intégration internationale et régionale et a réaffirmé la nécessité d'éradication de la famine et pauvreté, de création d'emploi et d'élimination des risques de tension et conflits. A cet effet, la Communauté se propose de promouvoir la coopération Nord-Sud et Sud-Sud.

La Conférence a examiné et entériné les décisions relatives aux institutions communautaires. Nous avons élu le premier Secrétaire Général en la personne de son Excellence Monsieur Boutros Boutros-Ghali à qui nous apporterons tout le concours nécessaire dans l'accomplissement de la mission qui lui est confiée.

Nous sommes fermement convaincus que la Déclaration de Hanoi et le Plan d'action guideront toute notre action pour les deux années à venir.

Qu'il me soit permis de remercier tous les gouvernements et institutions pour nous avoir aidés à l'organisation de ce septième Sommet.

J'aimerais enfin remercier l'ensemble du personnel administratif et technique vietnamien et étranger pour avoir contribué au déroulement satisfaisant de nos travaux.

(Suite à la p.2)

352

Trân Duc Luong:... *(Suite de la p.1)*

Le Canada-Nouveau Brunswick, notre ami et frère, a bien voulu reprendre le flambeau d'organiser le prochain Sommet de la Francophonie en 1999. Je le félicite pour la confiance qu'il mérite d'organiser le huitième Sommet, événement important qui devrait engager résolument notre Communauté dans le troisième millénaire.

Au nom de l'Etat et du peuple vietnamiens, je vous remercie encore une fois et vous souhaite les meilleurs voeux et un bon retour dans votre pays.

Je déclare clos les travaux de la septième Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant le français en partage.

353

Le Courier du Vietnam, 17/11/97, p 3

Conférence de presse finale du VIIe Sommet

Le nouvel élan de la Francophonie

Après trois jours de travail dans une atmosphère de franchise, d'ouverture et de solidarité, le VIIe Sommet des pays ayant le français en partage s'est achevé dimanche. Avec l'adoption de trois documents: la Charte de la Francophonie, la Déclaration de Hanoi et le Plan d'action. Ils reflètent l'ambition de la Francophonie: être plus active sur les enjeux prioritaires que sont l'économie, la politique et la culture.

LORS de la conférence de presse finale, tenue hier au Théâtre municipal de Hanoi, Mme Nguyễn Thị Bình, vice-présidente de la République du Vietnam, a qualifié d'"excellents résultats" les travaux accomplis au VIIe Sommet.

«La plus grande réalisation de la Conférence, c'est d'avoir renforcé considérablement la solidarité et l'amitié qui ont depuis toujours existé entre pays membres de la Communauté, une tradition précieuse qui cimentera la Communauté et qui la rend plus attractive et plus ouverte», a souligné Mme Bình. Une déclaration illustrée par l'adhésion à la Francophonie de deux nouveaux pays, la Moldavie et Sao-Tomé et Príncipe, et l'accueil de trois observateurs: l'Albanie, la Pologne et la Macédoine.

Le Sommet a consacré beaucoup de temps à débattre du thème «Renforcement de la coopération et de la solidarité au sein de la Communauté francophone pour la paix, le développement économique et social». Il souligne ainsi la nécessité de la coopération économique au service du développement de tous les pays, avec une mondialisation accélérée et un appel à l'aide au bénéfice des pays plus démunis.

La Communauté préconise de soutenir avec détermination le dialogue Nord-Sud et de promouvoir la coopération Sud-Sud. Une Conférence des Ministres de l'Economie des pays ayant le français en partage a été convoquée pour le biennium

1998-1999. L'objectif: matérialiser l'initiative de création de l'Espace économique francophone prise par le Sommet de Cotonou.

Le Sommet a également décidé d'étendre les domaines de coopération traditionnels de la Communauté comme la culture, la communication, l'éducation et la formation, l'édification de l'Etat de droit, etc.

Se doter d'un projet politique

Selon Mme Bình, un autre résultat important réside dans la réforme institutionnelle avec l'élection à l'unanimité de M. Boutros Boutros-Ghali au poste de Secrétaire Général de la Francophonie. Ainsi, La Francophonie veut être un acteur à part entière sur la scène internationale.

A la question si la Francophonie, à l'image du Commonwealth, prendra des sanctions contre certains pays, le président français Jacques Chirac a répondu: «La sanction n'est pas dans la tradition francophone. Elle relève de la compétence de l'ONU. La France n'est pas disposée à accepter que la Francophonie puisse prendre des sanctions, quelle que soit leur nature. Nous voulons convaincre et non pas contraindre.» Pour sa part, Mme Bình a ajouté qu'il est inscrit dans la Charte que la Francophonie «respecte la souveraineté des Etats, leur langue et culture. Elle observe la plus stricte

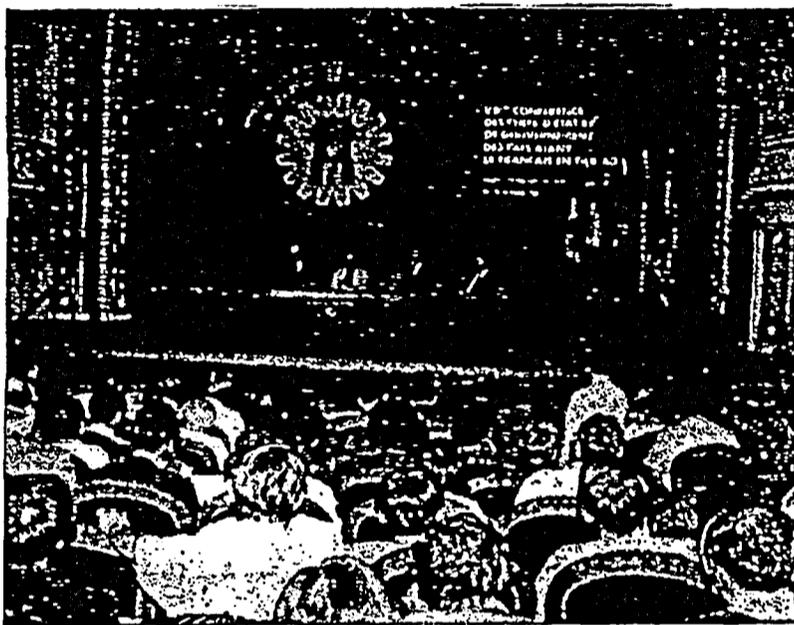
354

neutralité dans les questions de politique intérieure».

S'agissant du sentiment d'appartenance communautaire francophone, Jacques Chirac a constaté que tous les pays membres doivent renforcer les actions leur permettant d'exister. *«De ce point de vue, la nécessité d'une culture portée par une langue doit être sans cesse mieux expliquée aux jeunes générations. Cela suppose d'être présent sur les grands axes d'information et de communication modernes»,* a-t-il expliqué. Il a ajouté que la France a intérêt à suivre le Canada en ce qui concerne les inforoutes, à mettre en place des moyens nécessaires pour y parvenir.

Moncton et Beyrouth, prochains rendez-vous

Dans une intervention avant la conférence de presse finale, Jean Chrétien, premier ministre du Canada, a exprimé la joie canadienne et du Nouveau-Brunswick en particulier d'accueillir en 1999 le VIIIe Sommet. Pour sa part, le président Chirac a déclaré que la France se réjouissait des décisions de tenir les VIIIe et IXe Sommets à Moncton (Nouveau-Brunswick) et à Beyrouth (Liban). Selon le Premier ministre du Nouveau Brunswick, Raymond Frenette, *«c'est la consécration d'un long cheminement de la communauté acadienne et de la province du Nouveau-Brunswick pour s'assurer une place dans la vie active de notre pays et dans la grande communauté des communautés francophones du monde».*



Conférence de presse, hier à l'Opéra de Hanoi.

Photo Tran Tuan

La jeunesse constituera «le thème unificateur» du prochain Sommet. Selon le chef du gouvernement néo-brunswickois, *«si la francophonie est pour se développer et assurer le rayonnement qu'elle mérite, il nous faut se pencher de façon urgente sur les grandes questions qui concernent la jeunesse: nouvelle économie, participation au processus démocratique, éducation et formation sont tous des sujets qui nous préoccupent au plus haut point. La Francophonie ne se développera que si la jeunesse l'embrasse et la fait sienne.»*

Si Jean Chrétien a estimé que le thème de «la jeunesse» profitera à la formation et à l'utilisation des technologies modernes comme les inforoutes, Jacques Chirac est lui convaincu que la tenue du IXe Sommet au Liban, un pays multiculturel et multireligieux, permettra à la Francophonie de rayonner et de s'enrichir.

**Pham Bich Hà
et Nguyễn Thu Hà**

355

Le Courrier du Vietnam, 17/11/97, p 9

Jean Chrétien

Premier ministre du Canada

Ici à Hanoï, nous élirons un premier Secrétaire général de la Francophonie toute entière, qui sera à la fois port-parole politique de notre communauté et grand coordonnateur de la coopération francophone multilatérale.

NOUS consacrerons la dimension politique de notre institution en élargissant cette vocation à des missions d'arbitrage, de négociation et de prévention des conflits tout en continuant à promouvoir ses actions traditionnelles de promotion de l'Etat de droit.

Nous enracinerons enfin le passage de la Francophonie dans l'ère de la modernité, par un accent accru mis sur les Inforoutes et le développement économique, faisant ainsi pendant à une dimension politique renforcée...

Depuis 1989, il y a eu 101 conflits armés dans le monde dont plus de 90 p 100 ont été des conflits internes. Dans cette ère de mondialisation, il y a une place pour des regroupements comme le nôtre, plus sensibles à la préservation des identités de chacun, plus près des acteurs et décideurs, et mieux disposés aux compromis. Je rentre à peine du Sommet du Commonwealth où j'ai senti les mêmes inquiétudes et les mêmes attentes...

Tous nos débats sur la dimension politique de la Francophonie nous renvoient à la discussion que nous aurons sur le mandat que nous voulons confier à notre nouveau Secrétaire général. Il faudra encourager la poursuite et le renforcement des actions entreprises par divers opérateurs, au premier titre d'Agence de la Francophonie, en matière de consolidation de l'Etat de droit. Au-delà de la coopération, son statut de porte-parole politique de la Francophonie lui conférera l'autorité morale requise pour se poser en véritable interlocuteur. Un cran plus haut se situera son mandat de développer des initiatives politiques susceptibles de contribuer au règlement pa-



cifique des conflits en cours. Ce qui est sûr, c'est que nous devons éviter que notre nouveau porte-parole se retrouve en contradiction avec la volonté réelle des Etats; sinon, sa crédibilité personnelle s'en ressentirait, et avec elle, celle de notre mouvement.

Nos partenaires vietnamiens ont voulu que ce VIIe Sommet porte sur l'économie. Nous partageons cette préoccupation et nous les aiderons à la transcrire dans la réalité. Il faut en effet une dimension économique crédible qui aille de pair avec la nouvelle vocation politique de nos Sommets.

Cela dit, la Francophonie a déjà fait beaucoup pour l'économie. Ses programmes d'éducation et de formation ou la distribution de banques de données et de moyens d'échange d'information constituent de puissants ingrédients de développement économique. Bien sûr, il y a les inévitables enjeux macro-économiques globaux qu'aucun de nous ne maîtrise totalement. Cependant, l'ouverture et l'intégration plus poussée à l'économie mondiale portent aussi la promesse d'une plus grande prospérité. C'est là une raison de plus pour renforcer les institutions qui ont été créées à cet effet.

Sur ces enjeux économiques, la Francophonie doit parler fort. Déjà le message est passé au G7. L'objectif d'un partenariat pour le dévelop-

pement en Afrique vise non seulement à faciliter l'intégration des pays d'Afrique à l'économie mondiale, mais aussi à faciliter l'insertion des plus démunis dans la vie économique, sociale et politique de leur pays.

Au plan commercial, les pays d'Afrique seront les principaux bénéficiaires des efforts déployés à l'Organisation mondiale du commerce pour assurer aux pays les moins avancés des conditions prévisibles et favorables d'accès aux marchés.

Le développement dépend aussi de la mise en place de politiques saines, d'un système juridique stable et de l'investissement dans les ressources humaines. Sur ces plans, la Francophonie dispose d'avantages comparatifs de taille, en s'appuyant sur ses assises de formation, d'information et de concertation.

Si la Francophonie tend à devenir plus politique, nous devons néanmoins comprendre que la coopération demeurera toujours son assise fondamentale et l'une de ses principales raisons d'être. Les cinq grands axes de coopération dont nous avons décidé la priorité à Cotonou, doivent continuer de guider nos actions. Ces programmes mobilisateurs constituent le fruit d'une réflexion et d'une démarche de coopération longue de vingt-cinq ans, j'espère que nous serons en mesure de donner dès demain notre approbation aux grandes orientations de la programmation de ce Sommet de Hanoï. Quant à lui, le Canada n'aura aucune hésitation à le faire.

En terminant, Monsieur le Président, je rappellerai une autre décision importante que nous aurons à prendre, soit celle du lieu du prochain Sommet. Douze ans après le Sommet de Québec, je crois que le tour de l'Amérique est à nouveau venu. Le Canada vous accueillera cette fois au Nouveau-Brunswick où Acadiens seront en mesure de faire la preuve de la vitalité de leur communauté, de la solidarité qui les anime et du sens de l'accueil qui les caractérise.

356

Coopération Vietnam-Canada Québec

Les trois priorités du Premier ministre Lucien Bouchard

POUR M. Lucien Bouchard, Premier ministre de Canada-Québec, dans la relation entre son pays et le Vietnam, il y a trois priorités: la formation, la santé et le développement des projets énergétiques d'Hydro-Québec.

M. Lucien Bouchard a agi hier comme rapporteur de la VIIe Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage.

Au nom de tous les délégués de la Conférence il a remercié le président de la République socialiste du Vietnam, M. Tran Duc Luong, la présidente de la Conférence, Madame Nguyen Thi Binh, et le président du Conseil Permanent de la Francophonie, M. Trinh Duc Du, pour la chaleur de l'accueil, la rigueur de la préparation des délibérations et la qualité des contributions intellectuelles.

Dans son allocution de clôture, M. Bouchard a mentionné que: *«Nous avons outillé la Francophonie pour l'avenir, en l'engageant résolument sur la piste de l'Economie et en la branchant définitivement sur les Inforoutes. Nous avons rénové nos instances pour que la Francophonie occupe une place forte dans la mobilisation, grâce à une voix et un visage compétents et respectés, grâce aussi à une volonté nouvelle d'agir auprès des organisations internationales et de s'ouvrir aux autres groupes linguistiques et culturels. Et, dans notre Déclaration comme*

dans notre Plan d'action, nous avons donné à la Francophonie politique un cap: celui de la démocratisation, de la promotion des droits de la personne, des peuples et des minorités».

Sur ses priorités dans le développement des relations entre le Canada-Québec et le Vietnam, *«mon gouvernement a trois priorités. La première porte sur le développement de nos liens en matière d'éducation et de formation car je sais l'importance des valeurs de l'éducation dans l'histoire de la nation vietnamienne.»* a dit Monsieur Bouchard, ravi de sa visite du Temple de la littérature.

Le Premier ministre Bouchard a aussi indiqué comme deuxième priorité que le Canada-Québec *«est heureux d'investir dans le domaine de la santé notamment pour la protection contre les maladies infantiles».*

«Ma troisième priorité est le développement des projets énergétiques au Vietnam par Hydro-Québec, une entreprise de l'Etat du Québec, notamment dans les domaines de la production d'hydroélectricité, la production thermique et le transport d'électricité à haute tension», a-t-il ajouté.

Il a ajouté: *«Je suivrai personnellement l'évolution du développement de ces projets énergétiques».* Hydro-Québec est déjà présente et connue au Vietnam par ses activités d'assistance technique et de formation auprès d'Electricité du Vietnam (EVN).

Le Courrier du Vietnam, 17/11/97, p5

357

Ville de Hanoi

Installation d'un système canadien d'information foncière

La cérémonie de signature officielle du projet du système d'information foncière de la ville de Hanoi a eu lieu samedi dernier.

Il s'agit d'un projet du Canada, qui contribue à assister le Vietnam vers une transition à une économie de marché, d'un montant de 480.000 dollars canadiens octroyé par l'ACDI (Agence canadienne de développement international). Les villes de Montréal et de La Baie, en collaboration avec l'Université de Montréal, agiront à titre de partenaires tout au long de la réalisation du projet, à côté de leur partenaire vietnamien, la Ville de Hanoi. Ces partenaires canadiens doivent, entre autres, fournir une assistance technique liée à une formation pratique et à l'approvisionnement d'équipement d'information géographique.

Ce projet vise essentiellement à améliorer les services de planification municipale, d'évaluation foncière, de perception de taxes, d'émission et de contrôle des permis de construction.

En ce qui concerne la technologie, ledit projet aidera à améliorer la gestion ainsi que le développement urbain par l'intermédiaire d'outils d'informations appliqués à ces besoins spécifiques. Avec la formation accordée aux techniciens vietnamiens, les systèmes élémentaires d'information géographique seront en bon état de marche. Ce système de gestion foncière pourra être appliqué aux autres villes du Vietnam.

Le secteur visé principalement est le district de Dong Da à Hanoi. CVN

Le Courrier du Vietnam, 19/11/97, p3

858

Sommet de la Francophonie

Le Vietnam à la hauteur de ses tâches

Le succès du VIIe Sommet de la Francophonie est dû pour une part déterminante, aux contributions de la population vietnamienne et les aides des amis internationaux". C'est ce qui ressort d'une interview accordée le 17 courant au Nhân Dân par Nguyễn Khanh, président du Comité d'Etat pour l'organisation du Sommet.

Membre de la délégation vietnamienne, il a souligné à cette occasion que les chefs d'Etat et de gouvernement ont discuté et pris des décisions "dans un esprit de solidarité, de coopération, de compréhension et de respect mutuel. Les dirigeants vietnamiens ont contribué pour une part effective au succès de cet important événement inter-

national". En outre, il a indiqué qu'à travers ces contributions positives, "le Vietnam voit son prestige croître et ses relations de coopération économique et culturelle avec la communauté francophone, en particulier avec les pays africains, se renforcer davantage".

A propos des apports des services et de la population, Nguyễn Khanh a souligné que les préparatifs ont commencé un an avant la tenue du VIIe Sommet, grâce à la participation active de plusieurs services étatiques et organisations de masse. "Les Vietnamiens en général et les Hanoiens en particulier ont suivi attentivement et pris part efficacement aux préparatifs", a-t-il souligné. Et d'ajouter que "malgré quel-

ques peccadilles au niveau concret, l'organisation s'est déroulée tout à fait correctement, selon le plan prévu".

Il a estimé que le Vietnam a été "à la hauteur de sa responsabilité de pays hôte" en ce qui concerne l'hébergement, les moyens de transport, les télécommunications, la sécurité... pour l'ensemble des délégués étrangers. Il a à cette occasion remercié les gouvernements de France, du Canada, du Canada-Québec, du Canada-Nouveau-Brunswick, de Belgique, de Suisse, de Monaco et les organisations de la Communauté francophone, pour leurs importantes contributions au succès de ce Sommet.

CVN

Le Courrier du Vietnam, 19/11/97, p1

359

Les francophones au Canada

QUELQUE 6,5 millions de Canadiens sont de langue maternelle française. Près d'un million d'entre eux habitent à l'extérieur du Québec, bastion de la francophonie canadienne et seule province où ils constituent la majorité de la population. Leur répartition en nombre et en pourcentage de la population totale par province ou territoire, d'est en ouest du pays, s'établissait ainsi au recensement de 1991:

PROVINCE	FRANCOPHONES	POURCENTAGE
Terre-Neuve	2.900	0,5
Nouvelle-Ecosse	37.500	4,2
Ile-du-Prince-Edouard	5.700	4,5
Nouveau-Brunswick	243.700	34,0
Québec	5.585.600	83,0
Ontario	503.000	5,0
Manitoba	50.800	4,7
Saskatchewan	21.800	2,2
Alberta	56.700	2,3
Colombie-Britannique	51.600	1,6
Territoires du Nord-Ouest	1.500	2,5
Territoire du Yukon	905	3,3

Le Courrier du Vietnam, 19/11/97, p8

360

Les Francophones ont leur télévision mondiale

Parmi les nombreuses personnalités présentes à Hanoi, la semaine dernière, à l'occasion du VII^e Sommet de la Francophonie, se trouvait Patrick Imhaus, président directeur général de TV5, la chaîne de télévision internationale francophone. Avant de quitter la capitale vietnamienne, M. Imhaus a accordé un entretien au *Courrier du Vietnam*.

TV5 est née en 1984, pouvez-vous rappeler à nos lecteurs, dans quel contexte la chaîne internationale a-t-elle vu le jour et quel a été son cheminement?

TV5 a été lancée effectivement en 1984 par cinq chaînes européennes publiques, d'où son nom. Les françaises TF1, Antenne 2 et FR3; plus la RTBP (Radio Télévision Belge de la Communauté Française) et la SSR (la Société Suisse de radiodiffusion et de Télévision). Il s'agit de la première chaîne européenne francophone. Elle est née au moment où apparaissaient les premiers réseaux câblés européens. TV5 est un consortium, une coopérative si vous préférez, dont l'objectif était de diffuser des programmes libres de droits. Au départ, elle ne diffusait que quelques heures de programmes quotidiens. Aujourd'hui, elle émet 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Depuis, TV5 s'est considérablement ouverte à d'autres partenaires qui lui assurent une couverture mondiale. Comment cette évolution s'est-elle engagée?

En 1986, TV5 a accueilli un consortium de télévisions du Québec et du Canada pour donner naissance deux années plus tard à TV5 Québec Canada. Puis en 1991, TV5 a été pour la première fois impliquée dans la Francophonie, au Sommet de Chailot. A la demande des chefs d'Etat et de gouvernement africains. Ils réalisaient que les satellites pouvaient offrir à l'Afrique les moyens de ne pas laisser CNN envahir son paysage. TV5 Afrique a ainsi fait son apparition en 1992. Cette même année, TV5 a également débuté sa diffusion en compression numérique vers l'Amérique Latine et les Caraïbes. En 1996, la chaîne a élargi sa couverture au continent asiatique, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande et à l'Inde. Et

en décembre prochain, TV5 parviendra aux Etats-Unis. Désormais, la chaîne peut être baptisée TV 5 continents.

Quelle est l'audience de TV5 aujourd'hui?

On évalue à 75 millions de foyers desservis par TV5 dont les trois quarts à travers les réseaux câblés et MMDS. Ce qui représente 300 millions de téléspectateurs touchés. Ces chiffres placent donc TV5 en Europe et en Afrique Noire au premier rang des télévisions publiques à vocation internationale. Et ici, en Asie, c'est

la deuxième chaîne européenne après BBC World.

Quelles sont les contraintes pesant sur TV5?

La diffusion internationale d'une chaîne de télévision pose de redoutables problèmes juridiques. Parce qu'une télévision généraliste nationale ne produit qu'une faible part des émissions qu'elle diffuse. Elle acquiert le reste auprès de producteurs extérieurs qui lui cèdent des droits strictement limités au territoire national. Une chaîne internationale ne peut programmer que des émissions dont la situation juridique est claire. Ces contraintes juridiques pèsent fortement sur la programmation d'une chaîne internationale, surtout lorsqu'elle n'est pas cryptée.

La contrainte budgétaire est le principal frein à la programmation de films à succès récents ou de compétitions sportives internationales dont les droits pour une diffusion internationale sont onéreux. Notre budget global annuel ne s'élève qu'à 350 millions de francs dont près d'un tiers est financé par des partenaires non-français.

Comment une chaîne franco-

Le Courrier du Vietnam, 19/11/97, p7

361

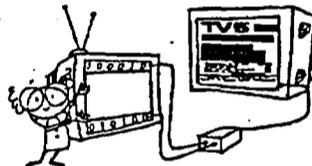
phone se positionne-t-elle face à une concurrence de plus en plus importante sur les réseaux câblés?

Il existe, maintenant dans le monde, plusieurs centaines de chaînes accessibles sur des satellites. Il faut donc convaincre les «prescripteurs de programmes» de l'intérêt de la chaîne. Ce sont les responsables de réseaux câblés ou de bouquets numériques satellitaires, pour qui une chaîne en langue française permet de toucher un public, certes peu nombreux, mais plutôt haut de gamme. Le fait de programmer des émissions de télévision de plusieurs pays permet souvent à TV5 de pénétrer un réseau câblé et d'y rester malgré l'afflux de chaînes nouvelles. L'aspect multilatéral et

donc fédérateur de TV5 apparaît en général comme un élément très positif.

TV5 est devenue une véritable chaîne mondiale, quelles sont désormais ses priorités?

Aujourd'hui, il importe de pouvoir améliorer les grilles de programmes de TV5, notamment au niveau de l'information, du cinéma et des sports. Nous devons mieux régionaliser nos grilles, accroître les programmes sous-titrés, renforcer la programmation, internationaliser l'information, le tout en s'adossant aux chaînes partenaires. Mais ce n'est qu'en offrant partout où cela est possible, ou le deviendra, un bouquet satellitaire de programmes en français que nous répondrons enfin aux besoins légitimes des francophones du monde entier.



Le télétexte de TV5.

293

PM receives Francophone dignitaries

HÀ NỘI — Prime Minister Phan Văn Khải received prime ministers from Tunisia, Lebanon, Burundi, Mauritius and Vanuatu in Hà Nội on Saturday.

Prime Minister Khải also met with governors from Québec and New Brunswick and the special envoy of the United Nations's General Secretary on the same day.

All were here to attend the seventh Francophone Summit which opened in Hà Nội on Friday.

Lebanese Prime Minister R. Hariri; Burundi's Prime Minister P. Ndimira, Mauritius' Prime Minister Navinchandra Ramgoolam, and Vanuatu's Prime Minister S. Vohor Rialut, at a reception hosted by Prime Minister Khải, all expressed their deep sympathy to victims of storm *Linda* in southern Việt Nam.

Prime Minister Phan Văn Khải on behalf of the Government and people of Việt Nam thanked the governments and peoples of those countries for their support for the Vietnamese people's past struggle for national independence.

Prime Minister Khải said he believed that bilateral ties between Việt Nam and the above nations would be consolidated and developed.

PM Khai briefed his guests of Việt Nam's diversified and multi-lateral foreign policy. He also compared notes with his counterparts measures to boost bilateral relations, especially in economic and commercial fields on the basis of mutual interest of Việt Nam and those countries.

When welcoming Quebec's Governor L. Bouchard and New Brunswick' Governor R. Frenette, the

Vietnamese prime minister thanked his guests for attending the summit and wished for further development of relations.

The Québec governor told the Vietnamese prime minister that Québec wanted to extend co-operation with Việt Nam in economics, education and training.

The New Brunswick governor said his province wished to co-operate with Việt Nam in agriculture and new information technology.

Prime Minister Khải thanked the Special Envoy to the United Nations General Secretary, Perez de Cuellar, for his attendance, and for the attention paid to the French-speaking community by UN General Secretary Kofi Annan.

Khải highly appreciated the UN organisations' co-operation and assistance to Việt Nam and pledged Việt Nam would do its utmost to help promote UN activities and more efficiently collaborate with UN members and organisations.

Perez de Cuella highly appreciated Việt Nam's efforts in the organising the summit. The Special Envoy said he would like Việt Nam to host future regional conferences of the United Nations.

The Special Envoy welcomed Việt Nam's policies which place priorities for education and training, and economic development linked with the development of culture and society, education and health care.

These policies aimed to improve people's living standards in accordance with UN targets and those of the French-speaking community. — VNS

UN special envoy to the Francophone summit praises Việt Nam for linking economic development to social issues

363

VIETNAM NEWS

17/11/1994 page 1

Francophone Summit closes in Hà Nội

Boutros Boutros Ghali elected first Secretary General



The press conference: (from left) French President Jacques Chirac, Việt Nam's Vice President Nguyễn Thị Bình, Canada's Prime Minister Jean Chrétien, and New Brunswick's Prime Minister Raymond Frenette.

HÀ NỘI — The Seventh Francophone Summit closed here yesterday morning with the adoption of a Francophone Charter, an Action Plan and the Hà Nội Declaration (*see full text of the latter two documents in this edition*).

Also in its final session, the summit unanimously elected its first ever secretary-general, who, according to the Action Plan, is entrusted with the mandate of developing

political initiatives conducive to a contribution to peaceful settlements of ongoing conflicts.

The Francophone secretary general also has the mission of contributing to the consolidation of the State of Law and the democratic process.

The person who holds the position is called upon to intensify co-operation with

364

VIETNAM NEWS

17/11/94 page 1

international and regional organisations on human rights and other issues and promote economic co-operation and solidarity for development.

The first man appointed to the office was Boutros Boutros Ghali, deputy minister and head delegate from the Arab Republic of Egypt.

At a press conference following the closing session, Việt Nam's Vice President Nguyễn Thị Bình said that for the first time, Francophonie had held a summit in Asia, with the success of the summit indicative of Asia's position and growing influence across different regions of the world.

Madame Bình was delegated by President Trần Đức Lương to act as president of the summit presidium.

Co-chairing a press conference with French President Jacques Chirac, Canada's Prime Minister Jean Chrétien, and New Brunswick's Prime Minister Raymond Frenette, Vice President Bình said the greatest success of the summit was strengthening solidarity and friendship among Francophonie members.

She cited the expansion of the community at the Hà Nội meeting, with the presence of three new observers - Albania, Poland and Macedonia.

Madame Bình said the summit had expressed its deep concern for different crises and persistent conflicts in a number of member countries, and stated the community's commitment to actively

contribute to preventive efforts and peaceful settlements.

The summit discussed at length co-operation and solidarity for peace and economic and social development.

It stressed the necessity of economic co-operation for the development of all member countries in the context of accelerated globalisation.

The Francophone community has supported North-South dialogue with determination and decided to promote more South-South dialogue.

For this purpose it would call a conference of economic ministers for the 1998-99 period with the view of realising the initiative taken at the Cotonou Summit to create a Francophone economic area.

The Hà Nội Summit also decided to expand co-operation in culture, communications, education, training, building up States of law, and other traditional domains so as to better contribute to respect of human rights, democracy and national sovereignty.

On the election of the first Francophone secretary general, Madame Bình said it was unanimously agreed that Boutros Boutros Ghali, who held strong rich experience and high prestige, would succeed in his task of enhancing the international image of the Francophone community.

The next summit, the ninth will be held in Canada in 1999. — VNS

365

Le Courrier du Vietnam, 17/11/97, p3

Le Premier ministre du Canada Nouveau-Brunswick



Le Premier ministre du Canada Nouveau-Brunswick.

Photo Trân Tuân

CETTE province du Canada accueillera le prochain Sommet de la Francophonie. Présent à Hanoi, Raymond Frenette, Premier ministre du Canada Nouveau-Brunswick, parle au *Courrier du Vietnam* de la coopération et des échanges entre cette région et le Vietnam.

Quel regard portez-vous sur la coopération entre le Vietnam et le Canada Nouveau-Brunswick?

Extraordinaire. Moi, je trouve que cette coopération nous permet de bien nous préparer pour le Sommet de 1999. Au point de vue économique, différents engagements et différents accords signés présentement sont bénéfiques et au Vietnam et au Nouveau-Brunswick.

Êtes-vous optimiste pour l'avenir de cette coopération?

Oui. Le volet de coopération est probablement la partie la plus importante de ces sommets qui se tiennent tous les deux ans. Je crois que l'on peut parler de politique, d'économie, de différentes choses. Mais le plus important, c'est les échanges entre pays. Dans le cas présent, le Vietnam et le Nouveau-Brunswick peuvent entamer une coopération plus large. Par exemple, la rencontre entre l'Université de Hanoi, l'Université de Nouveau-Brunswick et celle de Moncton. En ce sens là, il y aura des ententes qui bénéficieront aux deux régions.

Vous venez de parler de coopération entre les universités. Est-ce que le Canada Nouveau-

«Pour l'avenir de la francophonie, il faut travailler avec les jeunes»

Brunswick offrira des bourses aux étudiants vietnamiens?

Oui, on va établir un programme. Ce sont là des choses qui peuvent être discutées avec l'Université de Hanoi. Je crois que des échanges de ce type sont très bénéfiques pour préparer nos jeunes de demain. Si l'on veut que la Francophonie soit protégée pour l'avenir, il faut travailler avec les jeunes. Ils ont vraiment besoin de toute notre attention.

Pourquoi la candidature de Canada Nouveau-Brunswick à l'organisation du Sommet de 1999?

Le peuple acadien veut vraiment se montrer sur la scène non seulement locale, fédérale mais aussi internationale. Nous voulons jouer le rôle qui nous appartient comme peuple du Nouveau-Brunswick. Nous sommes une petite province, mais les Néo-Brunswickois, les anglophones comme les francophones, sont très industriels. Je pense que les Néo-Brunswickois ont appris depuis quelque temps combien il est important de s'adapter à la globalisation, à la nouvelle économie et aux endroits de la nouvelle économie. Et pour le faire, je crois qu'il faut se lancer sur la scène internationale.

Votre déplacement au Vietnam est bien?

Mon voyage ici m'a permis de mieux comprendre les problèmes du Vietnam. Et vous êtes une population très sympathique! Le Sommet est bien organisé. Nous avons reçu ici un accueil très chaleureux et nous en sommes très reconnaissants.

Propos recueilli par Thu Hà

366

LIBRARY E / BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20096166 5

DOCS
CA1 EA 97S51 FRE
Sommet de la francophonie (7ieme :
1997 : Hanoi, Vietnam)
VIIieme Sommet de la Francophonie
Hanoi (Vietnam) du 14 au 15
novembre : cahier de presse. --
62151840

